UNIVERSITÉ DE LAUSANNE
ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES

# LOI DES DÉBOUCHÉS ET PRINCIPE DE LA DEMANDE EFFECTIVE

## Contribution à l'histoire de l'analyse économique

Thèse

présentée à l'Ecole des Hautes Études Commerciales
de l'Université de Lausanne pour l'obtention
du grade de docteur ès sciences économiques
mention: «économie politique»

par

PASCAL BRIDEL
licencié ès sciences économiques
mention: «économie politique»
licencié ès sciences politiques

1976

TEX
Traitement du Texte S.A.

Prilly - 1977

Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41546816_0001

UNIVERSITÉ DE LAUSANNE
ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES

# LOI DES DÉBOUCHÉS ET PRINCIPE DE LA DEMANDE EFFECTIVE

Contribution à l'histoire de l'analyse économique

Thèse

présentée à l'Ecole des Hautes Études Commerciales
de l'Université de Lausanne pour l'obtention
du grade de docteur ès sciences économiques
mention: «économie politique»

par

PASCAL BRIDEL
licencié ès sciences économiques
mention: «économie politique»
licencié ès sciences politiques

TEX
Traitement du Texte S.A.
Prilly - 1977

UNIVERSITÉ DE LAUSANNE

ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES

LE DIRECTEUR

Lausanne, le 30 juin 1976.

I M P R I M A T U R

Le Conseil de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales de l'Université de Lausanne, sans se prononcer sur les opinions de l'auteur, autorise l'impression de la thèse de M.Pascal BRIDEL, licencié en sciences économiques, mention "Economie politique" et licencié en sciences politiques, en vue d'obtenir le grade de Docteur ès sciences économiques, mention "Economie politique".
Sujet de la thèse:
" LOI DES DEBOUCHES ET PRINCIPE DE LA DEMANDE EFFECTIVE. Contribution à l'histoire de l'analyse économique."

R.Grosjean

UNIV. LEIDEN BIBL.

*à C. et C., bien sûr.*

TABLE DES MATIERES

pages

INTRODUCTION . . . . . 5

PREMIERE PARTIE : LES ECONOMISTES CLASSIQUES, LA LOI DES DEBOUCHES ET LE PRINCIPE DE LA DEMANDE EFFECTIVE . . 9

Introduction . . . . . 11

Chapitre 1 : Jean-Baptiste Say, idéologue et praticien . . . . 17

*Par. 1.- La conception physiologique de l'économie politique de Say* . . . . . 19

*Par. 2.- Physiologie sociale, laissez-faire et libéralisme* . . . 20

*Par. 3.- Le rôle fondamental de l'entrepreneur* . . . . . 22

*Par. 4.- L'échec de la synthèse rationalisme-naturalisme et les principales équivoques méthodologiques* . . . . . 24

Chapitre 2 : Les divers énoncés de la loi de Say et la querelle des débouchés . . . . . 31

Section I : La loi des débouchés avant Say - Les sources d'inspiration . . . . . 33

*Par. unique - La référence fondamentale à Adam Smith* . . . . . 34

A. La dépense anticipée du profit . . . . . 35
B. Le rôle de la monnaie . . . . . 36
C. L'égalité entre l'épargne et l'investissement *ex ante* 38
D. L'épargne, seul moteur de la croissance économique . 39

Section II : L'évolution de la loi des débouchés de 1803 à 1820 : les publications de Say, Mill, Ricardo, Sismondi et Malthus . . . . . 41

*Par. 1.- La première édition du* Traité d'économie politique *(1803)* 42

*Par. 2.- L'influence de James Mill :* Commerce Defended *(1808)* . . 44

*Par. 3.- Le chapitre XV de l'édition de 1814 du* Traité d'économie politique . . . . . 47

*Par. 4.- Ricardo, la loi des débouchés et l'état stationnaire : les* Principes de l'économie politique et de l'impôt*(1817)* 53

A. La réalité des *troubles de commerce* . . . . . 54
B. Analyse à court terme et analyse à long terme . . . 56

*Par. 5.- Sismondi, l'analyse séquentielle et la notion de revenu d'équilibre : les* Nouveaux principes d'économie politique *(1819)* . . . . . 60

pages

A. La *Richesse Commerciale* (1803): l'analyse séquentielle et les quantités globales . . . . . 62
1. Le modèle de Sismondi . . . . . 65
2. Définition des agrégats et des hypothèses de base: le fonctionnement du modèle . . . . . 66
3. Conclusion . . . . . 69
B. Les *Nouveaux Principes d'économie politique* (1819) et la théorie du revenu d'équilibre . . . . . 73
1. La notion de revenu d'équilibre . . . . . 76
2. Les frais de production *ex ante* et *ex post* . . . 80
C. Conclusion . . . . . 81

*Par. 6.- Malthus, la loi de l'offre et de la demande et le principe de la demande effective : les* Principes d'économie politique *(1820)* . . . . . 84

A. Le rôle de la loi de l'offre et de la demande . . . 87
1. Valeur et prix . . . . . 87
2. Demande *in esse* et demande *in posse* . . . . . 95
B. La loi des débouchés et le principe de la demande effective . . . . . 98
1. La théorie malthusienne de la croissance et le principe de la demande effective . . . . . 100
2. La critique malthusienne de la loi des débouchés . 102
a. La somme des intérêts individuels ne correspond pas automatiquement à l'intérêt général . . . 103
b. Volume de la population et demande effective . 105
c. Epargne et demande effective . . . . . 107
d. Fertilité du sol, progrès technique et demande effective . . . . . 113
e. Conclusion . . . . . 117
3. La politique de la demande effective . . . . . 118
a. La division de la propriété foncière . . . . 119
b. Le commerce intérieur et extérieur . . . . . 120
c. Les consommateurs improductifs . . . . . 121
d. Le rôle de la monnaie . . . . . 123
4. Conclusion . . . . . 126

SECTION III : La querelle des débouchés . . . . . 131

*Par. 1.- Les relations entre Say, Sismondi, Ricardo et Malthus* . 133

A. Jean-Baptiste Say . . . . . 138
B. J.-C.L. Simonde de Sismondi . . . . . 139
C. David Ricardo . . . . . 140
D. Thomas Robert Malthus . . . . . 141

*Par. 2.- La loi des débouchés dans le modèle économique des Classiques* . . . . . 143

A. Le modèle smithien . . . . . 145
B. La double égalité : production - pouvoir d'achat
pouvoir d'achat - demande effective . . . . . 149
1. L'égalité production - pouvoir d'achat . . . . 149

pages

2. L'égalité pouvoir d'achat - demande effective . . 154
3. Conséquences de cette double égalité . . . . . 155
C. Les trois mécanismes auto-régulateurs . . . . . 157
1. L'égalité épargne - investissement . . . . . 157
a. l'absence de thésaurisation . . . . . 158
b. La théorie de la surcapitalisation comme explication des crises générales de surproduction . 159
c. Conclusions . . . . . 166
2. Le taux d'intérêt . . . . . 167
3. La flexibilité des salaires : *la théorie du fonds des salaires* . . . . . 169
4. Conclusion . . . . . 174

*Par. 3.- Analyse des principaux problèmes débattus au cours de la* querelle des débouchés . . . . . 175

A. Les différentes conceptions de l'égalité entre l'offre globale et la demande globale . . . . . 177
1. Les quantités offertes sont égales aux quantités demandées . . . . . 178
2. L'accroissement des quantités offertes entraîne un accroissement des quantités demandées . . . . 179
3. L'accroissement des quantités offertes modifie les déterminants de la demande et déplace la courbe de demande vers la droite . . . . . 181
4. La modification des déterminants de la courbe d'offre entraîne une modification proportionnelle des déterminants de la courbe de demande . . . 185
B. La querelle entre Say et Malthus . . . . . 186
C. La querelle entre Say et Sismondi . . . . . 193
1. Le rôle du temps et de l'espace . . . . . 194
2. La relation entre les frais de production et le prix de vente . . . . . 195
D. La querelle entre Ricardo et Malthus . . . . . 197
1. L'opposition fondamentale à propos de l'accumulation du capital . . . . . 199
2. Valeur et volume de la production . . . . . 207
3. Le degré de flexibilité des salaires : volume de la main-d'oeuvre et niveau de l'emploi . . . . 210
4. Machinisme et accumulation du capital, ou la *conversion* de Ricardo . . . . . 214
5. Conclusion . . . . . 220

*Par. 4.- Essai de synthèse de la querelle des débouchés* . . . 221

A. La triple signification de la loi des débouchés . . 223
1. L'équilibre fondamental de la production . . . 225
2. L'équilibre du marché . . . . . 229
3. L'équivalence des productions et des consommations 233

pages

B. Conséquences de l'adoption de la loi des débouchés sur la logique du modèle classique . . . . . 237
1. L'accumulation du capital . . . . . 238
2. La théorie de l'épargne forcée . . . . . 240
C. L'insuffisance des critiques de Malthus et de Sismondi 243
1. Le principe de la demande effective . . . . . 245
2. Le degré d'utilisation du potentiel de production . 249
D. Conclusion provisoire . . . . . 252

Chapitre 3 : L'analyse contemporaine de la loi des débouchés . . 257

*Par. 1.- L'identité de Walras* . . . . . 261

*Par. 2.- L'identité de Say* . . . . . 265

*Par. 3.- L'approche dichotomique de la formation des prix absolus et des prix relatifs : identité de Say et théorie quantitative de la monnaie* . . . . . 269

*Par. 4.- L'égalité de Say* . . . . . 274
A. La signification profonde de l'égalité de Say . . . 276
B. L'égalité de Say et les auteurs classiques : Say, Ricardo, J.S. Mill . . . . . 279
1. L'égalité de Say dans l'oeuvre de Say . . . . . 281
2. L'égalité de Say dans l'oeuvre de Ricardo . . . 285
3. L'égalité de Say dans l'oeuvre de J.S. Mill . . . 288
C. Conclusion . . . . . 296

*Par. 5.- L'égalité de Say et la théorie monétaire de l'Ecole classique* . . . . . 298
A. Le mécanisme direct . . . . . 299
B. Le mécanisme indirect . . . . . 305

*Par. 6.- L'égalité épargne - investissement. La théorie réelle du taux d'intérêt. La notion d'épargne forcée* . . . . . 307
A. L'égalité épargne - investissement . . . . . 307
B. La théorie réelle du taux d'intérêt . . . . . 309
C. La notion d'épargne forcée . . . . . 310

*Conclusion* . . . . . 312

Conclusion générale de la première partie : Le temps et la monnaie dans la philosophie économique de l'Ecole classique . . 317

1. Individualisme et universalisme . . . . . 319
2. Temps et analyse économique . . . . . 327
3. Temps et monnaie . . . . . 334

DEUXIEME PARTIE : LA REFUTATION DE LA LOI DES DEBOUCHES PAR LE PRINCIPE DE LA DEMANDE EFFECTIVE : LE ROLE DECISIF DE LA *THEORIE GENERALE* DE KEYNES . . . . 339

Introduction . . . . . 341

pages

Chapitre 4 : La conception keynésienne de la loi des débouchés . 343

*Par. 1.- Keynes et les "économistes classiques" : les principales références de l'auteur de la* Théorie Générale . . . . 344

*Par. 2.- La conception et le rôle de la loi des débouchés dans les oeuvres de Walras, Wicksell, Marshall et Pigou* . . . . 348

A. Walras : la théorie de l'équilibre général et la loi des débouchés . . . . . 348
B. Wicksell et l'équilibre général monétarisé . . . . 351
C. Marshall et Pigou : le rôle décisif de l'Ecole de Cambridge . . . . . 357
1. Alfred Marshall . . . . . 357
2. Arthur C. Pigou et la théorie de l'ajustement automatique . . . . . 362

*Par. 3.- Keynes et la théorie économique classique dans les écrits antérieurs à la* Théorie Générale . . . . . 365

A. De l'*Indian Currency* (1913) au *Traité sur la monnaie* (1930) : Keynes adepte de la théorie classique . . . 367
B. L'étape décisive : du *Traité sur la monnaie* (1930) à la *Théorie Générale* (1936). . . . . 374

*Par. 4.- La conception keynésienne de la loi des débouchés* . . . 382

A. Les diverses références à la loi des débouchés . . . 385
B. L'interprétation erronée de J.S. Mill par Keynes . . 393

Chapitre 5 : Le rôle de la réfutation de la loi des débouchés dans la critique keynésienne de la théorie économique classique . . . . . 397

*Par. 1.- La critique fondamentale du postulat classique de la flexibilité des salaires et de l'ajustement automatique* . 399

A. Le premier postulat classique : *"Le salaire est égal au produit marginal du travail"* . . . . . 400
B. Le second postulat classique : *"L'utilité du salaire quand un volume de travail est employé est égale à la désutilité marginale de ce volume d'emploi"* . . . . 400
C. La critique du second postulat : la notion de chômage involontaire . . . . . 402
1. Première objection : une baisse du salaire réel due à une hausse du niveau général des prix non accompagnée d'une hausse du salaire nominal ne provoque pas une diminution de l'emploi . . . . . 402
2. Seconde objection : le niveau des salaires réels n'est pas directement déterminé par les négociations salariales . . . . . 403
3. La notion de chômage involontaire . . . . . 404

pages

*Par. 2.- La réfutation de la théorie classique de l'intérêt et de l'égalité permanente entre l'épargne et l'investissement* 412

A. Niveau de revenu et détermination du taux d'intérêt . 413
B. Taux d'intérêt et volume de la monnaie . . . . . 414
C. L'égalité entre l'épargne et l'investissement . . . 414
1. L'égalité formelle (équation d'identité) . . . . 415
2. La définition fonctionnelle (équation de comportement). . . . . 416

*Par. 3.- Le principe de la demande effective* . . . . . 420

A. Position du problème, définitions et rôle des prévisions . . . . . 420
B. La prévision et la détermination de la demande effective . . . . . 422
1. La demande de biens de consommation ($D_1$) et la "loi psychologique fondamentale" . . . . . 423
2. La demande de biens de production ($D_2$) . . . . 424
3. Les déterminants de la demande de biens de production ($D_2$) . . . . . 428
C. Le processus d'ajustement et les équilibres de sous-emploi et de plein emploi . . . . . 429

*Par. 4.- Loi des débouchés, demande effective et théorie du revenu d'équilibre* . . . . . 432

A. Modèle classique et modèle keynésien . . . . . 432
B. Loi des débouchés et demande effective . . . . . 434
C. Demande effective et revenu d'équilibre . . . . . 438
1. Demande effective et équilibre de plein emploi . . 440
2. Revenu d'équilibre, monnaie et *trappe à liquidité* . 443

Conclusion générale de la deuxième partie : La loi psychologique fondamentale, le temps et les incertitudes dans la théorie keynésienne . . . . . 449

TROISIEME PARTIE : LA LOI DES DEBOUCHES ET LE PRINCIPE DE LA DEMANDE EFFECTIVE DANS LA THEORIE ECONOMIQUE POST-KEYNESIENNE . . . . . 459

Introduction . . . . . 461

Chapitre 6 : La contre-révolution de l'Ecole néo-classique, ou le triomphe de la cohérence interne . . . . . 477

*Par. 1.- La tentative de réduction de la* Théorie Générale *à un cas particulier de la théorie classique* . . . . . 477

A. Les principales options de l'exégèse néo-classique de la *Théorie Générale* . . . . . 481

pages

1. L'attitude à l'égard des capacités analytiques de Keynes . . . . . 481
2. La sous-estimation de la continuité entre le *Traité* et la *Théorie Générale* . . . . . 483
3. L'importance exacte de la monnaie dans la *Théorie Générale* . . . . . 486
B. Deux exemples de "récupération" de la théorie keynésienne par le courant néo-classique : la théorie de l'équilibre général et le graphique *IS-LM* . . . . 489
1. La théorie de l'équilibre général . . . . . 489
2. Les insuffisances de la théorie monétaire néo-classique dans le graphique *IS-LM* . . . . . 500

*Par. 2.- Le cadre d'analyse : la théorie de l'équilibre général* . 505

A. Hypothèses de base . . . . . 505
B. Le comportement du consommateur . . . . . 507
C. Le comportement de l'entreprise . . . . . 508
D. La détermination des prix . . . . . 509
E. La loi de Walras . . . . . 511

*Par. 3.- Les différentes interprétations et la signification profonde de la loi de Say* . . . . . 511

A. La loi de Say et la loi de Walras . . . . . 512
B. L'identité de Say et l'identité de Walras . . . . 513
1. L'identité de Walras . . . . . 514
2. L'identité de Say . . . . . 515
C. L'égalité de Say et l'égalité de Walras . . . . . 516
1. L'égalité de Say . . . . . 516
2. L'égalité de Walras . . . . . 517

*Par. 4.- Le* nième *bien, ou la monnaie dans le modèle d'équilibre général néo-classique* . . . . . 521

A. La monnaie "voile", ou le numéraire neutre dans le modèle néo-classique . . . . . 522
B. Les fonctions spécifiques de la monnaie dans une économie monétaire . . . . . 529

Chapitre 7 : Le renouveau de l'analyse keynésienne, ou la recherche d'une plus grande cohérence externe . . . . 539

*Par. 1.- La* Théorie Générale, *théorie réellement générale : réexamen de la critique des postulats de l'économie classique et de la conception keynésienne de la loi des débouchés* . . . . . 541

A. Nouvel examen de la critique keynésienne des postulats de l'économie classique . . . . . 543
1. La critique du second postulat . . . . . 543
a. Première hypothèse : "(...) le salaire réel est égal à la désutilité marginale de l'emploi existant . . . . . 544

pages

b. Deuxième hypothèse : "(...) il n'existe rien de pareil au chômage involontaire au sens strict du mot" . . . . . 545
c. Troisième hypothèse : "(...) l'offre crée sa propre demande (...)" . . . . . 546
2. La confirmation de la validité du premier postulat 552
B. Nouvel examen de la signification profonde et du rôle de la loi des débouchés (égalité de Walras) dans la critique keynésienne du modèle économique classique . 554

*Par. 2.*- L'hypothèse de décision duale *et le renouveau du principe de la demande effective* . . . . . 557

A. La prépondérance de l'ajustement par le revenu (quantités) sur l'ajustement par les prix (ou l'analyse des situations de déséquilibre) . . . . . 558
B. *L'hypothèse de décision duale* et la généralisation de la théorie du comportement du consommateur : le principe de la demande effective . . . . . 564
C. Le principe du multiplicateur . . . . . 571

*Par. 3.*- *Loi de Keynes et loi de Walras : les différents concepts d'équilibre, l'imperfection de l'information et le rôle de la monnaie* . . . . . 575

A. Les différents concepts d'équilibre, la loi de Keynes et la loi de Walras . . . . . 575
B. Théorie de l'information, équilibre général et système keynésien . . . . . 590
C. L'utilisation de la monnaie comme remède à l'information imparfaite . . . . . 594

Conclusion générale de la troisième partie : La monnaie, le principe de la demande effective et l'imperfection de l'information . . . . . 601

CONCLUSION GENERALE : POUR UN VERITABLE RENOUVEAU DU PRINCIPE DE LA DEMANDE EFFECTIVE . . . . . 607

1. Loi des débouchés et principe de la demande effective: rupture et continuité . . . . . 609
2. L'analyse de Clower et Leijonhufvud n'est-elle finalement qu'une théorie néo-walrasienne du déséquilibre ? 618
3. Pour un véritable renouveau du principe de la demande effective . . . . . 626

Notes et références . . . . . 641

Liste des abréviations . . . . . 642

Bibliographie . . . . . 723

# AVANT - PROPOS

L'Université de Lausanne oblige les candidats au doctorat en sciences économiques à publier le résultat de leurs travaux dans la forme soumise au jury de thèse. C'est une exigence... à double tranchant. Après plusieurs années de recherche, le doctorant est heureux de sortir de la solitude des bibliothèques et de soumettre à la critique le résultat de ses travaux. Mais, en revanche, la poursuite des recherches entreprises pour sa thèse et l'écoulement du temps jettent une lumière très crue sur les insuffisances, les imperfections et parfois même les erreurs de jugement de son ouvrage. Ainsi, le candidat au doctorat est-il obligé de livrer au lecteur des résultats dont il est, la plupart du temps, peu satisfait et qu'il n'a pu modifier dans la mesure où un certain recul critique lui aurait permis de le faire.

Si ma position n'a pas changé quant au fond des thèses avancées, j'ai néanmoins perçu, avec beaucoup d'acuité, les faiblesses, les longueurs aussi bien que les lacunes dans l'exposition, l'absence de nuances dans certains jugements et le caractère parfois excessif de quelques critiques. De plus, la poursuite de mes recherches sur des points particuliers a transformé, parfois d'une manière substantielle, ma manière de les appréhender. Il en va notamment ainsi de la théorie de la valeur chez les Classiques, de la conception de la loi de Walras propre à l'Ecole marginaliste, de l'analyse ex post - ex ante chez Keynes et de ses rapports avec l'Ecole suédoise, de l'interprétation des courbes IS - LM de Hicks-Hansen, et de l'absence de références sérieuses aux oeuvres de Kalecki, Myrdal et Sraffa.

L'ouvrage, tel qu'il est proposé aujourd'hui au lecteur, doit donc être

considéré comme l'étape intermédiaire et indispensable d'une recherche de beaucoup plus longue haleine, que les limites imposées par la nature même d'une thèse ne permettaient pas de mener à terme.

La période de gestation de cet ouvrage correspond approximativement aux quatre années durant lesquelles j'ai eu le privilège d'être l'assistant du professeur François Schaller, titulaire de la Chaire d'économie politique de l'Université de Lausanne. Si cette thèse a quelques qualités, c'est à lui qu'elle le doit. Guide de mes premiers pas en économie politique, le professeur Schaller a été un directeur de thèse attentif et la compétence avec laquelle il a toujours examiné, critiqué et discuté les différents états de mon manuscrit a été pour moi un encouragement constant. Qu'il reçoive ici le témoignage de ma vive gratitude.

Mes remerciements s'adressent au professeur Aurelio Mattei qui a bien voulu accepter de faire partie du jury de thèse. L'examen approfondi auquel il a soumis mon manuscrit et ses critiques judicieuses m'ont permis de corriger bon nombre d'erreurs et d'imprécisions. Ses remarques et ses commentaires m'ont fait prendre très clairement conscience des lacunes et des insuffisances de mon travail. Mon attitude quelque peu agressive à l'encontre du courant néo-classique contemporain a été considérablement tempérée par ses remarques amicales : elles m'ont fait comprendre que je pêchais plus par ignorance que par dogmatisme.

Mes remerciements vont aussi au professeur Robert Grosjean, président du jury de thèse et, à l'époque, directeur de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales de l'Université de Lausanne, pour la courtoisie avec laquelle il m'a toujours accueilli et pour l'amabilité dont il a fait preuve pour aplanir les obstacles administratifs parfois dressés sur mon chemin.

Que Gaston Bridel et Roger Joseph soient assurés, l'un de mon affection

*quasi-filiale et l'autre de ma cordiale amitié; comme ils ne sont ni l'un ni l'autre économistes, je leur suis doublement redevable de l'héroïsme et de l'abnégation avec lesquels ils ont tenté d'améliorer une prose souvent laborieuse et toujours prolixe. A l'impossible nul n'étant tenu, il est bien évident que tous les solécismes et autres barbarismes restants demeurent à ma charge.*

*Ma reconnaissance est enfin acquise à Anne-Marie Magnenat pour le courage, la gentillesse et la patience avec lesquels elle a dactylographié la totalité de cet interminable manuscrit.*

*Pascal Bridel*

*Trinity Hall College*
*Cambridge*

*le 10 juin 1977*

# INTRODUCTION

*A study of the history of opinion is a necessary preliminary to the emancipation of the mind.*

J.M. Keynes

Dès après la parution de la *Théorie Générale* de Keynes en 1936, la littérature économique a été envahie par de nombreux articles relatifs à la "signification profonde" de la loi des débouchés. Alternativement considéré comme une égalité ou une identité, ce principe, vieux comme l'économie politique, fut tour à tour baptisé loi de Say ou loi de Walras. La critique des "postulats de l'économie classique" entreprise par Keynes au chapitre 2 de la *Théorie Générale* reposait, pour une large part, sur une réfutation de la loi des débouchés et de ses hypothèses de fonctionnement par le principe de la demande effective. Il était donc naturel que la démarche de Keynes fût soumise à un examen attentif.

Paradoxalement, et durant la même période, l'étude du principe de la demande effective a connu une totale éclipse jusqu'aux récentes recherches de Clower et Leijonhufvud. Les quelques rares études consacrées dans l'après-guerre à cette notion, que Keynes considérait comme l'un des éléments essentiels de sa *Théorie Générale*, ne visaient, en fait, qu'à défendre et à réhabiliter ce principe, face aux tentatives de récupération de l'Ecole néo-classique. Pour se rendre compte de la disparition presque complète de la demande effective, non seulement de la recherche, mais aussi de l'enseignement de la théorie économique, point n'est besoin de longues démonstrations ou de savantes études. L'index des matières de n'importe quel manuel d'économie politique américain, anglais ou français est là pour le prouver.

Cette étrange disparition du principe de la demande effective du champ d'étude des économistes contemporains nous a semblé nécessiter un examen circonstancié,

dans le prolongement du récent regain d'intérêt pour les fondements theoriques de l'analyse keynésienne. Il nous est cependant rapidement apparu que cette éclipse relative du principe de la demande effective et cet intérêt renouvelé pour une reformulation de la loi des débouchés n'étaient qu'une des phases de la très longue opposition entre ces deux conceptions de l'équilibre entre l'offre et la demande globales. L'histoire analytique du conflit séculaire entre la loi des débouchés et le principe de la demande effective semblait être un préalable indispensable à la compréhension de leur rôle respectif dans la dispute actuelle autour du degré de généralité du modèle néo-classique et du système keynésien. De plus, les nombreuses similitudes entre les preoccupations de Malthus, Sismondi, Keynes, Clower et Leijonhufvud d'une part; de Say, Ricardo, Stuart Mill, Walras, Hicks et Patinkin de l'autre, démontraient une continuité incontestable dans l'opposition entre tenants de la loi des débouchés et défenseurs de la demande effective. De la querelle des debouches des années 1820 - 1830, à la dispute entre l'"économique keynésienne" et l'"économique de Keynes", l'opposition entre ces deux courants a largement dépassé la simple querelle de technique économique, pour se situer au niveau du statut scientifique de l'économie politique.

Très schématiquement, on peut dire que les partisans de la loi des débouches défendent une science économique essentiellement soucieuse de la coherence interne d'un modèle analytique de type "absolutiste", fondé sur une conception très individualiste de l'homme. Ils érigent volontiers en système le sophisme de composition et utilisent toutes les ressources de l'analyse d'économie pure. La rigueur de cette analyse lui donne une clarté remarquable, une cohésion sans faille, mais aussi une fragilité très grande lorsque ses résultats sont confrontés à la réalité (1).

Les défenseurs du principe de la demande effective prônent au contraire avec constance, de Malthus et Sismondi, aux théoriciens de l'Ecole de Cambridge, une économie politique essentiellement soucieuse de l'adéquation de son analyse au monde réel et aux problèmes qui s'y posent (cohérence externe). Beaucoup plus universalistes que les défenseurs de la loi des débouchés, les partisans de la demande effective ne négligent pourtant pas le rôle de l'individu dans la société. Ils le replacent toutefois dans un cadre politique, économique et

social en constant changement et qui interfère dans leur système d'analyse. Cette approche "relativiste" semble atténuer la rigueur de leurs raisonnements. En fait, il n'en est rien. L'inclusion des incertitudes, des prévisions et des anticipations inquantifiables dans leur modèle d'analyse le rend plus apte à à expliquer une réalité infiniment complexe et sans rapport avec les raisonnements d'économie pure pour qui "l'offre crée sa propre demande".

Le but de cette étude est simple : l'examen des points de rupture et des éléments de continuité dans la longue querelle entre les partisans de la loi des débouchés et les défenseurs du principe de la demande effective devrait permettre de replacer dans une perspective historique et de relativiser les controverses actuelles sur le système keynésien et sur le rôle particulier qu'y joue le principe de la demande effective. Cette querelle entre l'Ecole néo-classique et les héritiers de la tradition keynésienne apparaîtra finalement comme un épisode du conflit séculaire entre une théorie des mécanismes automatiques du marché et une théorie du comportement des agents économiques.

La première partie de cette étude (chapitres 1 - 3) est consacrée à l'examen de la loi des débouchés et du principe de la demande effective dans les oeuvres de leurs initiateurs : Say, Ricardo, Sismondi et Malthus. L'étude détaillée des arguments échangés au cours de la querelle des débouchés permettra de comprendre l'échec de Malthus et Sismondi face à Say et Ricardo. L'absence du temps et de la monnaie, conjuguée avec la très grande rigidité du modèle classique hérité de Smith, empêchaient de formuler clairement et précisément les hypothèses de fonctionnement du principe de la demande effective. Le recours aux techniques de l'analyse économique moderne révélera la multiplicité et l'imprécision des diverses formulations de la loi des débouchés proposées par ses partisans et ses critiques. Pendant plus d'un siècle, le principe de la demande effective a ainsi *totalement* disparu de la théorie économique. La loi des débouchés, au contraire, a connu un incroyable succès. Jusqu'en 1936, elle ne fut jamais sérieusement remise en question, considérée par la quasi totalité des théoriciens comme l'expression incontestable des rapports entre l'offre et la demande globales.

La deuxième partie (chapitres 4 - 5) mettra en évidence la loi des débouchés telle qu'elle apparaît et telle qu'elle est critiquée dans l'oeuvre de Keynes. Cette formulation, en dépit de plus d'un siècle de suprématie théorique de la loi des débouchés, n'était guère plus précise que celle de Say et de Ricardo. Cette première étape aboutira à un examen détaillé du rôle décisif de la *Théorie Générale* dans la réfutation de la loi des débouchés par le principe de la demande effective. La rupture décisive de Keynes avec le raisonnement "à l'équilibre" permettait un retour en force du principe de la demande effective et ouvrait enfin la voie à une macro-économique du déséquilibre propre à résoudre le problème lancinant du sous-emploi, totalement négligé par les théoriciens classiques.

Compte tenu des repères historiques posés dans les deux premiers volets de cette étude, la troisième partie (chapitres 6 - 7) montrera les points de rupture et les éléments de continuité dans l'opposition entre la loi des débouchés et le principe de la demande effective dans la théorie économique post-keynésienne. En passant par les nombreuses tentatives de récupération de l'impulsion keynésienne par l'Ecole néo-classique (notamment celles de Hicks et de Patinkin) et le courant du "renouveau keynésien" (Clower et Leijonhufvud), il deviendra possible de plaider en faveur d'un véritable renouveau du principe de la demande effective, dans la tradition de l'Ecole de Cambridge, issue de la *Théorie Générale*.

# PREMIERE PARTIE :

# LES ECONOMISTES CLASSIQUES, LA LOI DES DEBOUCHES

# ET

# LE PRINCIPE DE LA DEMANDE EFFECTIVE

*The leaders of the science, honorable men seeking earnestly for truth, could hardly ever resolve a difference after the most protracted exchanges, and the pages on pages of dreary repetition of arguments tells us again how odd an instrument the human mind is. It would be admirable training, and in more than economics, for our graduate students to write analyses of one of these disputes.*

G.J. Stigler

## INTRODUCTION

La contribution de Jean-Baptiste Say à l'analyse économique est encore et sera sans doute toujours contestée : vilipendée par certains, portée aux nues par d'autres, peu de théories - à la notable exception de celle de Marx - ont provoqué un tel clivage au sein de trois ou quatre générations de théoriciens. De la première édition de son *Traité d'économie politique* (1803)(1) à la publication de la *Théorie Générale* de Keynes (1936)(2), la loi des débouchés de Say a été la ligne de partage entre les théoriciens de l'équilibre économique. D'un côté, derrière Say, le "courant orthodoxe" avec Ricardo, J.S. Mill, Walras, Marshall et Pigou, de l'autre, Sismondi, Malthus, Wicksell et tout le courant marxiste. Traditionnellement et immanquablement qualifié de "père de la loi des débouchés"(3), Say est aussi fréquemment cité comme l'inventeur de la division tripartite de l'économie politique en production, distribution et consommation. Ce plan est exposé pour la première fois dans la deuxième édition de son *Traité* en 1814. Say est également le premier à proposer une théorie élaborée du rôle de l'entrepreneur. Contrairement à Smith, il met sur le même plan la "production immatérielle" (les services) et la production matérielle(4). Il établit enfin la différence capitale entre intérêt et profit. Ces trois principaux éléments sont le plus généralement invoqués pour souligner la valeur réelle de l'apport de Say à la théorie économique.

La violente querelle à l'endroit de son oeuvre s'est très nettement polarisée autour de sa "doctrine des débouchés"(5) : "les produits s'échangent contre des produits"(6). Bien que la valeur scientifique de l'auteur du *Traité* et du *Cours complet d'économie politique pratique* (7) soit si fortement contestée, Say n'a laissé et ne laisse indifférent aucun chercheur en science économique. N'est-ce pas là la marque indiscutable - au-delà de la valeur scientifique propre de Say - de l'importance *historique* fondamentale d'un économiste qui réussit à diviser ses contemporains et ses successeurs durant plus d'un siècle et demi ? Quoiqu'il en soit, on ne peut ignorer le rôle pivot que joua Say dans la longue et laborieuse recherche d'une théorie de l'équilibre général.

De la "querelle des débouchés"(1815-1825) à la "contre-révolution" keynésienne de l'après-guerre en passant par la théorie walrasienne de l'équilibre général et la réfutation de la loi des débouchés par Keynes (1936), aucun théoricien n'a pu passer sous silence la loi de Say.

Ricardo reconnaît que le chapitre XV du *Traité* de Say, "Des Débouchés", "renferme surtout quelques principes très importants que cet écrivain distingué a, je crois, développés le premier "(8). Malthus en revanche affirme que "la loi des débouchés est fondamentalement et radicalement erronée"(9). Sismondi, brillant observateur de la réalité économique de cette période, fait remarquer que Say "est un homme trop plein de son sujet [la loi des débouchés ] pour écouter patiemment son adversaire"(10). Marx est beaucoup plus catégorique : "Cet enfantillage est digne d'un Say (...)"(11), auteur qu'il trouve d'ailleurs "insipide"(12), "fade"(13) et doté d'une forte propension à écrire des "inepties"(14). Proudhon n'hésite pas de son côté à faire montre d'un enthousiasme démesuré à l'égard de la loi des débouchés : "Voilà sans doute un magnifique, un incontestable principe, pour lequel je voudrais qu'une statue fût érigée à J.-B. Say"(15). Keynes enfin - pour ne citer que les plus grands - affirme en 1936 que "jusqu'à une date récente les doctrines associées au nom de J.-B. Say ont dominé partout la science économique beaucoup plus qu'on ne l'a cru"(16).

Les commentateurs et les exégètes ne sont ni moins partagés ni moins violents. Dupont de Nemours écrit à Say qu'il est "grand, très grand"(17). Davenport considère l'auteur du *Traité* comme un "moderne entre les modernes" (18). Schumpeter le place au centre d'une trilogie entre Turgot et Walras (19). Emile James parle de Say comme "d'un bon économiste"(20). D'autres encore s'aventurent dans des appréciations hasardeuses et qualifient Say de "véritable visionnaire du XIXème siècle"(21) ou affirment, comme Teilhac, qu'il "est toute la formation de l'économie politique"(22). Henri Denis n'hésite pas à prendre le contrepied et prétend que "la faiblesse ou plus exactement la nullité des thèses défendues par Say apparaît dès que l'on s'efforce de préciser le sens de son analyse"(23).

Les citations pourraient être multipliées à l'envi. Une seule d'entre elles, empruntée à Michel Bernard, paraît donner à Say la modeste place qui lui revient sur le double plan de l'analyse économique et de l'histoire de la pensée économique :

> Si Jean-Baptiste Say n'avait pas existé, on peut se demander ce qu'il aurait manqué à l'économie politique considérée en tant que science.(24)

L'apport strictement théorique de Say paraît en effet extrêmement terne par rapport à la pensée complexe d'un Malthus ou à la rigueur analytique d'un Ricardo.

L'auteur de la loi des débouchés passe souvent aux yeux de ses détracteurs et de ses commentateurs pour un vulgarisateur(25) de la pensée d'Adam Smith. Simultanément, on affirme qu'il a "gauchi" la pensée du philosophe écossais pour mettre en valeur le "credo industrialiste" alors en formation en France. (C'est en cela que l'on peut considérer sa tentative de créer "une idéologie du progrès industriel" comme annonciatrice du courant saint-simonien). "Tout son art, écrit Michel Bernard, consiste à travestir et à déformer la pensée de Smith, suffisamment pour qu'elle permette de cautionner l'entreprise des industriels"(26) dont il était l'un des représentants les plus parfaits. Sa double appartenance explique en bonne partie l'extrême variété d'opinions à son propos. D'une part Say est un *idéologue* (27) du 18ème siècle influencé dès son plus jeune âge par le courant philosophique libéral et rousseauiste, et de surcroît grand lecteur de Smith, dont il adopte la conception "naturelle" de l'économie politique. D'autre part, les longues années passées à la tête de sa filature d'Auchy (28)en font un praticien confronté aux premiers balbutiements du machinisme industriel en France. Cette double formation lui donne une des premières places parmi les économistes de son temps. Say tente à travers toute son oeuvre une réconciliation entre les théoriciens et les praticiens. Cette tentative survient à l'instant où les entrepreneurs, "façonneurs" de la révolution industrielle, deviennent des partisans inconditionnels du libéralisme politique. Say contribue ainsi à réconcilier ces deux tendances apparemment antinomiques. Il dote les industriels d'une philosophie optimiste cautionnant leur activité, et il introduit

aussi, d'une manière définitive, la variable économique dans la réflexion philosophique et politique française. Say, le premier, offre aux industriels un substitut optimiste au pessimisme du système ricardo-malthusien : adjoignant la loi des rendements croissants de l'industrie à la loi des rendements décroissants de l'agriculture, il dégage une théorie de la croissance continue refusant l'inéluctabilité de l'état stationnaire annoncé par Ricardo. Say l'affirme clairement :

> Ce n'est pas la nature qui borne le pouvoir productif de l'industrie; c'est l'ignorance ou la paresse des producteurs et la mauvaise administration des Etats.(29)

Say souligne que l'entrepreneur est le personnage-clé de cette dynamique de la croissance :

> (...) l'entrepreneur d'industrie est l'agent principal de la production. Les autres opérations sont bien indispensables pour la création des produits; mais c'est l'entrepreneur qui les met en oeuvre, qui leur donne une impulsion utile, qui en tire des valeurs. C'est lui qui juge des besoins et surtout des moyens de les satisfaire, et qui compare le but avec les moyens; aussi sa principale qualité est-elle le jugement.(30)

Véritable catalyseur des différents facteurs de la production qui cessent d'être irrémédiablement opposés (31), l'entrepreneur de Say apparaît comme l'individu providentiel chargé de résoudre toutes les contradictions de la vie économique. Grâce à son activité "d'administrateur de la production"(32) et "d'intermédiaire entre les classes de producteurs et entre ceux-ci et les consommateurs"(33), l'entrepreneur paraît concilier "la confiance dans le jeu des lois naturelles comme dans la raison éclairée de l'homme"(34).

Conjonction entre le rationalisme issu du Siècle des Lumières et le naturalisme économique prôné par Smith, l'économie politique de Say "devient le souci majeur de tous ceux qui font l'histoire. La flamme, l'enthousiasme qu'il apporte à défendre sa cause firent plus pour l'avenir de la science économique que nombre de découvertes originales"(35).

L'analyse des fondements théoriques de la loi des débouchés passe nécessairement par une appréciation de la philosophie économique qu'elle sous-tend. Dans un premier chapitre, il s'agira de clarifier cette dualité entre le praticien et le théoricien, entre le naturaliste et le rationaliste, entre la cohérence externe et la cohérence interne de sa théorie économique.

Un deuxième chapitre permettra de suivre l'évolution de la théorie des débouchés à travers l'oeuvre de Say et la querelle qui éclata à son propos entre Say et Ricardo d'une part, Sismondi et Malthus d'autre part.

Le troisième et dernier chapitre synthétisera les analyses modernes de la loi des débouchés issues des recherches de Lange, Becker et Baumol, Hicks et Patinkin (36).

# CHAPITRE 1 : JEAN-BAPTISTE SAY, IDÉOLOGUE ET PRATICIEN

La dualité fondamentale entre la nature des choses et la raison de l'homme est l'une des constantes de la philosophie économique de Say. L'auteur du *Traité* tente de la résoudre en ayant recours à la personne de l'entrepreneur. Il importe d'apprécier la valeur de cette théorie de l'entrepreneur dont les limites apparaîtront très rapidement :

> A supposer - écrit Michel Bernard - que l'espérance que place Say dans l'esprit d'entreprise, la raison et l'effort humains, *soit légitime, cet esprit, cet effort, cette raison s'accordent-ils aussi aisément qu'il semble l'admettre avec les lois de la nature des choses ?*(1)

La loi des débouchés fait la démonstration éclatante de l'échec des efforts de Say pour résoudre cette dualité fondamentale, en dépit du rôle qu'il accorde à l'entrepreneur.

Cette opposition entre le rationalisme et la nature des choses n'est pas un problème nouveau à l'époque de Say. Elle s'était déjà exprimée en termes semblables entre Rousseau, tenant d'un naturalisme intégral, et le courant de pensée rationaliste des *Encyclopédistes* (2). Reynaud définit ces deux courants de pensée l'un comme étant "la tendance classique qui porte à régler la nature et à n'y encourager que ce qui est conforme à la raison (rationalisme), l'autre conseillant à chacun d'obéir à ses tendances spontanées, par exemple, en économie politique de suivre son intérêt personnel (naturalisme)"(3). Say a été le premier à tenter une synthèse entre ces deux courants en ayant recours au scientisme naissant :

> On s'est imaginé beaucoup trop longtemps que l'ordre social est tout entier l'effet de l'art, et que partout où cet ordre laisse percevoir ses imperfections, c'est par un défaut de prévoyance de la part du législateur (...). De là sont nés ces plans de sociétés imaginaires comme la *République* de Platon, l'*Utopie* de Morus ou l'*Océana* d'Harrington. Chacun a cru pouvoir remplacer une organisation défectueuse par une meilleure, sans faire attention qu'il y a dans les sociétés une *nature des choses* qui ne dépend en rien de la volonté de l'homme, et que nous ne saurions règler arbitrairement.(4)

Le rationalisme de l'homme butte donc bien sur un ordre naturel qui dérive "des faits essentiels, véritablement influents"(5). Say ne définit jamais très clairement cette notion dont il fait souvent usage lorsqu'il s'agit d'emporter l'assentiment du lecteur en cours d'argumentation. Il se contente d'affirmer que la nature des choses est la "manière dont les choses sont et dont les choses arrivent"(6). Say refuse ainsi toute prépondérance à l'un ou à l'autre de ces deux éléments. La raison de l'homme est soumise à une nature des choses qui lui préexiste, et la nature des choses ne saurait être comprise sans recourir à un certain rationalisme. La logique interne et la validité de l'analyse économique de Say dépendront *entièrement* des relations entre ces deux grandeurs.

Le courant scientiste naissant des années 1780-1800 apparaît à Say comme le moyen de réconcilier cette double aspiration philosophique. La nature des choses - analysée à l'aide de la raison - devrait révéler les mécanismes profonds qui l'animent. A l'exemple de la médecine qui, grâce à une étude raisonnée de la nature du corps élabore des thérapeutiques appropriées à chaque affection, l'examen de la nature des phénomènes économiques à l'aide d'une méthode scientifique devrait permettre de découvrir les lois qui les régissent. Say n'affirme rien d'autre lorsqu'il écrit dans le "Discours préliminaire" de son *Traité* :

> (...) les lois générales dont se composent les sciences politiques et morales existent en dépit des despotes. Elles dérivent de la nature des choses aussi sûrement que les lois du monde physique; on ne les imagine pas, on les *trouve*; elles gouvernent les gens qui gouvernent les autres, et jamais on ne les viole impunément.(7)

Dans la préface de son *Cours*, Say affinera la méthodologie ainsi esquissée dans son *Traité*; il précisera ce qu'il considère comme la méthode-clé pour séparer l'ivraie du bon grain de l'analyse économique :

> Dans l'économie des nations, on ne peut, sans danger, suivre les conseils de l'empirisme; car on n'y est pas maître de répéter les expériences, et jamais on ne peut les dégager des accessoires qui exercent quelquefois une telle influence qu'ils changent absolument

> les résultats. C'est ainsi que la prospérité croissante de l'Europe depuis trois siècles a été attribuée, par l'ignorance, aux entraves mises au commerce; tandis que les publicistes éclairés savent qu'on en est redevable aux développements de l'esprit humain et de l'industrie des peuples. *Cette vérité ne peut être empiriquement prouvée; elle ne peut sortir que de la nature des choses et d'une analyse exacte : il faut donc connaître cette nature des choses, et l'on ne peut dire qu'il n'est aucun genre de connaissance où l'expérience puisse moins se passer de la science.* (8)

Prolongeant cette méthode d'analyse des faits, Say déclare que, dès que celle-ci "nous a fait connaître ce qu'on peut y trouver(...), nous pouvons en déduire une loi générale qui n'est que l'expression de ce qui se passe dans tous les cas semblables"(9).

On touche ici le fondement théorique de toute l'oeuvre de Say. L'étude de l'un des aspects de son apport à l'économie politique ne saurait ignorer cette tentative de conjonction entre le naturalisme et le rationalisme. Il est dès lors possible de préciser quelques points particulièrement importants.

## Par. 1.- La conception physiologique de l'économie politique de Say

La conception de l'économie politique de Say a subi une évolution importante de la rédaction du *Traité* (1803) à la publication du *Cours* (1828-1829).

La définition du *Traité* reste dans la ligne des tentatives de conciliation entre le rationalisme et le naturalisme ébauchées par les Physiocrates (1). Say n'ose pas encore quitter le terrain défriché par Adam Smith. Il est, en effet, très proche de l'économiste écossais lorsqu'il affirme que "l'économie politique montre comment se forment, se distribuent et se consomment les richesses qui satisfont aux besoins de la société"(2).

Dans la préface du *Cours*, sa manière de voir est manifestement différente; parti d'une conception biologique voisine de celle de Smith, il s'inspire du progrès de la physiologie humaine de son temps pour réagir contre cette conception trop mécaniste de l'économie politique. Il tente d'harmoniser d'une manière nouvelle nature et raison. La nature même de l'économie politique naissante en est modifiée :

> L'économie politique n'est pas autre chose que l'économie de la société. Les sociétés politiques que nous nommons des nations sont des corps vivants de même que le corps humain (...). L'étude que l'on a faite de la nature et des fonctions du corps humain, a créé un ensemble de notions, une science à laquelle on a donné le nom de *physiologie*. L'étude que l'on a faite de la nature et des fonctions des différentes parties du corps social, a créé (...) une science à laquelle on a donné le nom d'*économie politique*. (3)

Une rupture définitive est ainsi opérée avec l'héritage physiocratique. Développant l'argumentation de Smith, Say refuse tout recours à la notion d'ordre providentiel, d'ordre naturel (4), pour aboutir à une conception physiologique d'*ordre positif*. L'économie politique cesse pour lui d'être empirique pour devenir une science exacte basée sur l'expérience :

> Le fondement de toute vérité est donc la réalité des choses, et le commencement de toute instruction est de s'assurer de cette réalité par tous les moyens que la nature nous a donnés. (5)

## Par. 2.- Physiologie sociale, laissez-faire et libéralisme

Cette conception physiologique de l'économie politique est loin d'être en opposition avec les aspirations de la classe industrielle montante du début du 19ème siècle. L'étude physiologique de l'activité économique postule une analyse minutieuse du fonctionnement et des interrelations de grandeurs d'ordre *positif*. Say est à cent lieues de vouloir modifier dans un sens ou

dans un autre les mécanismes économiques dont il dégage la vraie nature à l'aide de sa méthode analytique. Sa conception de l'économie politique ne pouvait faire de lui qu'un défenseur acharné du libéralisme et du laissez-faire. Il lui apparaîtrait nocif, criminel même, de vouloir modifier une nature des choses enfin découverte grâce aux méthodes expérimentales empruntées aux sciences exactes :

> C'est si peu l'organisation artificielle qui produit cet effet [la prospérité de la société] que c'est dans les lieux où elle se fait le moins sentir (...) que les sociétés croissent le plus rapidement en nombre et en prospérité.(1)

Le sous-titre de la première édition de son *Traité* rappelle du reste opportunément qu'il s'agit d'une "simple exposition de la manière dont se forment, se distribuent et se consomment les richesses". Quatorze ans après la proclamation des "immortels principes" de 1789, au nombre desquels figure en bonne place la liberté du commerce et de l'industrie si ardemment désirée par la bourgeoisie sous l'Ancien régime, la caution scientifique de Say ne pouvait que persuader la classe industrielle du rôle naturel qu'elle était appelée à jouer dans le développement économique de la France. Comme le relève Bernard, "il ne fait pas de doute que Say, économiste et industriel de longue date a joué le rôle majeur dans cette fusion du libéralisme politique au libéralisme industriel. Avec lui, l'Evangile de 1789 devient l'Evangile du producteur"(2).

Saint-Simon, synthétisant ces prémisses définis par Say, ira plus loin et affirmera que "l'administration des choses doit remplacer le gouvernement des hommes"(3).

Cette conception de l'économie politique rattache Say au courant optimiste, à l'opposé de Ricardo et de Malthus dont l'horizon est assombri par l'obsédante perspective d'un état stationnaire. Une connaissance de plus en plus approfondie de la physiologie économique réduit l'économie politique à "un petit nombre de concepts fondamentaux"(4). L'homme, connaissant parfaitement la nature des choses est en mesure de fonder un ordre social plus juste et plus rationnel. Le principe de l'harmonie des intérêts défini par Smith (5)

n'est plus entravé par des interventions de l'homme contraires à une économie politique "physiologie du corps social". Les injustices, les oppressions, la misère et la famine ne seront plus alors que de mauvais souvenirs : une société vertueuse verra le jour, société dont *Olbie* était la préfiguration (6). Say place toute sa confiance dans les hommes qui viennent. Il leur appartiendra de forger l'environnement social et politique qui leur permettra d'atteindre un état où "tout le monde serait assez riche pour payer ce que coûteraient tous les produits imaginables. Ce serait le comble de la richesse. Il n'y aurait plus d'économie politique ; on n'aurait plus besoin d'apprendre par quels moyens se forment les richesses : on les aurait toutes formées"(7).

L'homme doit donc prendre en main sa destinée au moyen des outils que Say lui a forgés. L'entrepreneur, issu de la classe bourgeoise (8) est le seul, aux yeux de Say, qui soit capable d'une telle analyse raisonnée de la nature des choses et qui puisse promouvoir ainsi la révolution industrielle. De lui dépend le succès de cette vaste entreprise.

## Par. 3.- Le rôle fondamental de l'entrepreneur

Say le premier dégage le rôle original de l'entrepreneur dans une société industrielle (1). Pour les physiocrates, Smith, Malthus et même Ricardo, le fondement moteur de la société était le propriétaire foncier, et l'élément primordial de l'analyse économique la rente foncière. L'accroissement inexorable de cette dernière, dû au caractère fini de la surface des terres cultivables, provoquait la baisse tendancielle du taux de profit et le maintien des salaires réels au niveau du minimum physiologique :

> Tel est l'*état stationnaire* qui résulte finalement d'une loi physico-chimique, celle des rendements décroissants : la population arrêtée dans son développement, le salaire du travail limité à une grandeur invariable bien que correspondant à une proportion croissante, le profit anéanti et la part du propriétaire [foncier], qui ne correspond à aucun travail, portée relativement et absolument au maximum.(2)

Seul le progrès technique serait apte à retarder *momentanément* un tel aboutissement. Néanmoins, Ricardo ne se leurre guère sur son efficacité; il sait fort bien "qu'une fois que [les nations] sont parvenues à leur plus grande force il se peut qu'elles ne puissent plus avancer au-delà de ce terme; mais leur tendance naturelle est de continuer pendant des siècles à maintenir leur richesse et leur population dans le même état de prospérité"(3).

Rejetant ces conclusions pessimistes, Say place l'entrepreneur au centre de son étude dynamique de la croissance économique. L'avenir est tout entier entre ses mains.

On ne parle pas encore de lutte de classes (4), mais certains auteurs - Sismondi et Malthus en particulier - mettent en doute le principe de l'identité des intérêts dégagé par Smith (5). Say n'ignore pas les oppositions naissantes entre les divers facteurs de la production, notamment entre le travail et le capital.

Cependant, il refuse absolument toute remise en question de cette identité smithienne, base de sa philosophie utilitariste et de sa conception de la valeur :

> Lorsqu'on divise une nation en producteurs et en consommateurs, on fait la plus sotte des distinctions.(6)

L'entrepreneur au centre du "grand échange de la production [est] l'intermédiaire entre toutes les classes de producteurs et entre ceux-ci et le consommateur. Il administre l'oeuvre de production; il est le centre de plusieurs rapports; il profite de ce que les autres savent et de ce qu'ils ignorent, et de tous les avantages accidentels de la production"(7).

La mission principale de l'entrepreneur est d'harmoniser les différents facteurs de la production pour maximiser "la création d'utilité" qui doit résulter de "ce grand échange" où l'on offre des services productifs pour recevoir des produits. S'il échoue dans sa tâche d'optimalisation des

combinaisons des intrants matières premières-travail-capital, la société entière en pâtira. L'âge d'or que l'on ne peut atteindre qu'au moyen d'un accroissement de la production, synonyme pour Say d'accroissement de civilisation (8), serait ainsi repoussé aux calendes grecques. La société doit au contraire surmonter ses oppositions internes et se regrouper derrière les entrepreneurs pour vaincre la loi des rendements décroissants en agriculture et atteindre l'état d'abondance par la voie industrialiste, la seule praticable.

L'entrepreneur doit donc résoudre un double problème :

- catalyser les forces respectives des différents facteurs de production pour permettre une croissance optimum : "Nous avons pu produire et consommer d'autant plus que nous étions plus civilisés; et nous nous sommes trouvés d'autant plus civilisés que nous sommes parvenus à produire et à consommer davantage"(9);
- définir les moyens et les méthodes qui lui permettront d'atteindre le but fixé.

L'entrepreneur se trouve ainsi à la charnière entre l'analyse de la réalité économique et la conception philosophique de Say. De quelle manière l'entrepreneur pourrait-il mieux remplir son rôle prédestiné qu'en accordant la raison des hommes et la nature des phénomènes économiques ? De la réussite de cette vaste synthèse dépend toute la théorie et toute la dynamique économique de Say. En cas d'échec, les contradictions empliraient le système. La raison de l'homme dominerait la nature des choses où, beaucoup plus vraisemblablement, la nature des choses continuerait de s'opposer à la raison de l'homme.

## Par. 4.- L'échec de la synthèse rationalisme-naturalisme et les principales équivoques méthodologiques

L'analyse des principales équivoques méthodologiques mettra en lumière la faiblesse théorique de l'apport de Say à l'économie politique. L'échec de l'impossible synthèse entre raison et nature se cache derrière une

"économie des apparences" où la tautologie et le sophisme de composition jouent un rôle important. La rigueur scientifique de la méthode de Say n'est qu'apparente. Il n'hésite pas à la violer à plus d'une reprise, donnant alternativement la prépondérance à une vision raisonnée et à une approche naturaliste des phénomènes économiques. En définitive, Say reste prisonnier, comme Malthus et Sismondi, d'une nature des choses qu'il croit avoir analysée dans ses moindres détails.

1. Le parallèle que Say trace entre la physiologie du corps humain et la physiologie de la société économique est pour le moins discutable. Cette "transposition", comme l'appelle Reynaud (1), pour être suggestive n'en fausse pas moins la réalité. La théorie de la valeur-utilité est un excellent exemple de ces sophismes de composition dont Say use volontiers. La généralisation d'une conception subjective de la valeur ne pourra jamais lui donner un fondement objectif. La physiologie du corps humain ne peut guère se comparer à une physiologie sociale dans laquelle interviendraient nécessairement des facteurs humains subjectifs : la notion de raison, par exemple.

2. La manière dont Say utilise sa méthode analytique mérite que l'on s'y arrête. La majeure partie du temps, procédé tautologique s'il en est, l'auteur bâtit son raisonnement pour aboutir à des conclusions implicitement contenues dans ses hypothèses de départ.

La loi des débouchés est l'exemple le plus flagrant de cette manière de faire. "Les produits s'échangent contre des produits" affirme Say tout au long de sa querelle avec Sismondi et Malthus. Critiques intraitables de ce postulat, Malthus et Sismondi acculèrent finalement Say à faire explicitement l'aveu "qu'un produit qui ne rembourse pas ses frais[de production] n'est pas un produit"(2). Le producteur doit être en mesure de couvrir son coût de production par la vente de ses produits. Affirmer alors à travers toute son oeuvre que les produits s'échangent contre des produits revient à démontrer une évidence : les produits qui ont suffisamment de consommateurs *solvables* trouveront toujours des débouchés *suffisants*.

Comme on le verra plus loin, Say escamote allègrement par cet artifice le problème de l'excédent d'épargne, de l'insuffisance de la demande effective, la théorie du revenu d'équilibre, le rôle de la monnaie; en bref, il nie la réalité des crises générales de surproduction. L'exemple de la loi des débouchés n'est pas un cas isolé. D'autres exemples démontreraient aussi le manque de rigueur dans l'utilisation d'une méthode au demeurant fort exigeante (3).

Cette contradiction tient à l'erreur fondamentale de la méthode de Say sur le plan théorique. Raison et nature ne peuvent cohabiter aussi harmonieusement qu'il le désirerait.

L'environnement politique explique cependant le relatif aveuglement de Say quant à sa méthode et le succès paradoxal de ses théories durant une grande partie du 19ème siècle (4).

3. A la recherche d'un homme pouvant triompher de l'Ancien régime et des lois naturelles dégagées par les Physiocrates, Say croit avoir trouvé dans l'entrepreneur la personne en qui pourra s'incarner simultanément le libéralisme politique et le libéralisme économique. La suppression du double obscurantisme du 18ème siècle et l'avènement de ces deux libéralismes devraient s'effectuer pour Say par la réconciliation entre le naturalisme et le rationalisme.

L'échec sera double.

*Sur le plan économique*, l'échec de cette conjonction est déjà consommé du vivant de Say, bien que celui-ci feigne de l'ignorer. Refusant tout "ordre naturel" immanent, Say dégage les règles qui régissent le système économique dans lequel il vit. Une fois ces lois déterminées, un traité d'économie politique "se réduira alors à un petit nombre de principes qu'on n'aura pas même besoin d'appuyer de preuves parce qu'ils ne seront que l'énoncé de ce que tout le monde saura, arrangé dans un ordre convenable pour en saisir l'ensemble des rapports"(5).

> L'économie politique est établie sur des fondements inébranlables, - écrit-il - du moment que les principes qui lui servent de base sont des déductions rigoureuses de faits généraux incontestables. Les faits généraux sont, à la vérité, fondés sur l'observation des faits particuliers, mais on a pu choisir les faits particuliers les mieux observés, les mieux constatés et ceux dont on a soi-même été témoin.(6)

L'homme est donc prisonnier de la conception du marché qu'il a dégagée, en choisissant arbitrairement "quelques principes généraux" dans un amas de "faits généraux".

En utilisant le concept marxiste d'aliénation, Michel Bernard exprime clairement l'échec ultime du rationalisme de Say sur une nature des choses omniprésente :

> Say projette l'image d'un homme faustien qui triomphe des tyrans et impose sa marque au monde des objets. Mais, simultanément, cet homme se lie à la loi de ses produits. Par la médiation de l'entrepreneur, la loi de l'offre et de la demande dirige les autres hommes; lui-même se fait le serviteur d'un marché divinisé. La nature des choses ne l'emporte-t-elle pas sur la raison de l'homme ? (7)

Cette contradiction fondamentale aurait dû rapidement mettre un terme à l'influence de la théorie économique de Say. La soumission aveugle aux impératifs du marché de concurrence parfaite ne se justifie que si ses mécanismes garantissent à l'économie une situation d'équilibre. Or, il n'en est rien. Say fait déjà état de nombreuses situations de déséquilibre sans toutefois remettre en cause les fondements de son analyse.

*Sur le plan politique*, les évolutions divergentes du libéralisme politique et du libéralisme économique coïncident presque parfaitement dans le temps avec la vie de Say.

En 1789, la bourgeoisie triomphante de l'Ancien régime réclame pour tous, liberté politique et liberté économique. L'une ne va pas sans l'autre, l'une est la condition de l'autre. Say est alors âgé de vingt-deux ans, il milite

dans les milieux "idéologues" et écrit dans la *Décade philosophique, littéraire et politique* (8) dont il devient rédacteur en chef en 1812. En 1830, la Révolution de Juillet crée une chaire d'économie politique au Collège de France et la confie, non sans réticence, à Say, deux ans avant sa mort.

Durant ces quelque quarante années, les divergences entre le libéralisme politique et le libéralisme économique sont de plus en plus marquées. L'industrialisme naissant perturbe complètement les grands projets humanistes et égalitaristes prêchés en 1789 par Say et tant d'autres. Comme l'écrit Maxime Leroy :

> Seule entrera dans les moeurs l'égalité, mais étroitement l'égalité civile. Il n'y a qu'une loi pour règler les droits de la famille et de la propriété; et c'est cela l'égalité selon 1789, genre d'égalité différent du type dit de 1793 : égalité de fait, qui n'est qu'entrevue par quelques "enragés", par les Babouvistes. (9)

Un large fossé se creuse rapidement entre les membres de l'ancien Tiers Etat, au rythme de l'industrialisation. Le libéralisme politique des "immortels principes" consacrait sur le plan économique le triomphe du laissez-faire et du laissez-passer. Pour reprendre une expression de Fourier, ce libéralisme politique "engendrait dans l'enthousiasme une puissante féodalité capitaliste"(10).

En 1819, Sismondi décrivait déjà cet asservissement du prolétariat naissant :

> La nation où la grande masse de la population est exposée à de constantes privations, à des inquiétudes cruelles sur son existence, à tout ce qui peut courber sa volonté, dépraver sa morale et flétrir son caractère, est asservie, dût-elle compter dans ses hautes classes des hommes parvenus au plus haut degré de félicité humaine, des hommes dont toutes les facultés soient développées, dont tous les droits sont garantis, dont toutes les jouissances soient assurées.(11)

Sismondi annonçait avec un remarquable sens de l'observation l'équivoque doctrinale qui fut celle de Say et de toute une génération d'intellectuels. L'incompréhension et l'angoisse devant "l'atroce application des principes de 1789"(12) est parfaitement synthétisée par l'exclamation d'Augustin Thierry

qui avouait "avec douleur - quelques années plus tard, devant la division du Tiers Etat en deux classes ennemies, bourgeoise et ouvrière - ne plus rien comprendre à l'histoire"(13).

Say, "libéral de bonne foi" disparaît trop tôt pour comprendre que l'évolution historique apportait un démenti flagrant à sa vision optimiste. Le libre jeu de l'économie libérale classique ne suffisait pas à promouvoir l'âge d'or qu'il avait tant annoncé.

En 1830, la bourgeoisie libérale et industrielle prend le pouvoir et les libéraux cessent d'être progressistes pour devenir conservateurs. L'efficacité nécessaire au démarrage économique relègue au second plan le grand mythe égalitariste de 1789. La bourgeoisie prend en charge d'une main de fer les destinées de la société tout entière. Elle rend ainsi possible la croissance économique esquissée dès 1770. Corollaire dramatique de cette accélération du processus d'industrialisation, la condition ouvrière du 19ème siècle est l'une des plus effroyables de l'histoire de l'homme.

Say se situe immédiatement avant ce "grand schisme" qui sera consommé chez Marx. La grande honnêteté intellectuelle de l'auteur du *Traité* semble empêcher qu'on l'accuse de mauvaise foi ou de duplicité. Trop fondamentalement attaché au double courant philosophique issu du Siècle des Lumières qui l'inspire à travers les principes libéraux de 1789, Say ne peut être considéré comme un vulgaire défenseur de la bourgeoisie ou un apologiste du *statu quo*. Son optimisme, sa dynamique économique à la recherche d'un âge d'or suffiraient à l'interdire.

Ses successeurs ternirent cette réputation que beaucoup s'accordent aujourd'hui à lui restituer (14). Emile Allix affirme qu'ils firent "un curieux travail de retouches et de déviation des théories de l'école libérale[ et transformèrent] la doctrine large et libérale d'un Say en une doctrine étroite de la défense bourgeoise contre les factions"(15). L'apport original de Say à l'analyse économique doit être en conséquence jugé avec une extrême prudence. Les violentes querelles autour de sa loi des débouchés ne facilitent guère l'approche de sa pensée. Invoquée comme caution par certains, ridicu-

lisée par d'autres, l'oeuvre de Say est déformée par plus d'un siècle et demi de disputes.

Lorsque Keynes affirme sans ambage que la loi des débouchés a fourvoyé l'économie politique pendant plus d'un siècle, il fait allusion au Say que lui transmet la tradition et non pas au Say du *Traité* et du *Cours*. L'analyse de la loi des débouchés démontrera, s'il est besoin, le gouffre qui sépare le théorème défini par Say et le concept parfaitement différent qui sera la cible de l'ironie de Keynes en 1936.

# CHAPITRE 2 : LES DIVERS ÉNONCÉS DE LA LOI DE SAY ET LA QUERELLE DES DÉBOUCHÉS

Talonné par Malthus et Sismondi, Say a apporté de multiples corrections, dans le fond comme dans la forme, à sa loi des débouchés qui "changera la politique du monde"(1). Des trois célèbres pages de la première édition du *Traité* en 1803 aux volumineux chapitres du *Cours complet d'économie politique pratique* en 1828, en passant par les diverses éditions du *Traité*, du *Catéchisme d'économie politique* et par l'intermédiaire de sa correspondance avec Ricardo, Malthus et Sismondi, la présentation et le contenu de la loi des débouchés ont été considérablement modifiés. Say l'avoue finalement dans une de ses *Lettres à M. Malthus* :

> (...) ma doctrine des débouchés que vous avez combattue dans vos autres ouvrages et dans celui-ci (2), est en effet sujette à quelques restriction (...).(3)

D'un ouvrage à l'autre, les hypothèses de base, les étapes du raisonnement, les implications logiques et l'énoncé même de la loi de Say ont subi d'importantes modifications, parfois hautement contradictoires. Un minutieux travail d'analyse paraît ainsi indispensable pour tenter de trancher entre des formulations aussi hétéroclites.

Dans une première section, il s'agira de brosser un rapide tableau des principales sources d'inspiration de Say, sans toutefois remonter jusqu'aux courants mercantilistes et physiocratiques qui déjà n'ignoraient pratiquement rien du problème des débouchés (4). *La Richesse des Nations* d'Adam Smith contient en germe toute la querelle des débouchés et pose le problème essentiel de la relation entre la dépense du revenu et le niveau de la demande effective sur lequel Say et Ricardo se sont opposés à Malthus et Sismondi.

Dans une deuxième section, une présentation des différentes thèses soutenues par les quatre grands auteurs classiques sur le problème des débouchés permettra de séparer nettement Say et Ricardo de Malthus et Sismondi. L'opposition entre deux conceptions analytiques fondamentalement différentes, l'analyse de courte période (ou analyse séquentielle) et l'analyse de longue période (ou de statique comparée), joue clairement le rôle de ligne de partage entre ces deux courants. L'analyse de longue période dans l'optique d'un équilibre séculaire est défendue par Say et Ricardo. Leur raisonnement "à l'équilibre" fait fi des déséquilibres momentanés. L'analyse conjoncturelle apparaît en revanche chez Sismondi dans sa théorie de l'analyse séquentielle et du revenu d'équilibre, et chez Malthus avec le principe de la demande effective. Les déséquilibres momentanés sont au centre de leur démarche et de leurs préoccupations. En bref, le souci de cohérence interne de la démarche de Say, et plus encore de Ricardo, se heurte à la cohérence externe et à l'adéquation à la réalité des théories de Malthus et Sismondi.

Dans une troisième section, une présentation analytique de la querelle des débouchés permettra de synthétiser les diverses acceptions de la loi des débouchés et de saisir les raisons de l'échec final de Malthus et Sismondi, face à l'"orthodoxie" de Say et de Ricardo. La logique du modèle classique communément acceptée et revendiquée par toutes les parties au débat, implique un mode de réflexion axé sur un "horizon long". Les Classiques "contestataires", prisonniers de ce carcan qu'ils n'ont su remettre en question, échouèrent complètement dans leurs tentatives de repenser l'ordre des priorités entre la production et la demande. Ils se bornèrent finalement à multiplier les contradictions en tentant de résoudre les problèmes conjoncturels au moyen de mécanismes conçus pour la longue période.

La loi des débouchés apparaîtra au terme de cette analyse comme un principe d'économie pure, exclusivement valable "à l'équilibre", dans la longue période, et totalement dépourvu de capacités opérationnelles dans une approche de type conjoncturel.

## SECTION I : LA LOI DES DÉBOUCHÉS AVANT SAY - LES SOURCES D'INSPIRATION

La paternité de la loi des débouchés a donné lieu à d'interminables querelles où le nationalisme et l'esprit de clocher l'emportaient fréquemment sur la rigueur scientifique.

John Stuart Mill, par exemple, est à l'origine d'un courant d'opinion qui faisait de James Mill, son père, le véritable pionnier de l'énoncé du principe des débouchés (1). McCulloch prétendit trouver trois prédécesseurs - non français bien entendu - à Say : Josiah Tucker (1752), Mengotti (1792) et l'auteur anonyme du *Sketch of the Advance and Decline of Nations* (1795) (2). D'autres auteurs attribuent cette loi à certains physiocrates, à Le Trosne en particulier.

Les exemples pourraient être multipliés à l'envi. Cette discussion très académique resterait d'un intérêt limité sur le plan de l'analyse, alors qu'il importe avant tout de souligner que la loi des débouchés n'est devenue un concept opérationnel qu'à partir de la publication du *Traité* de Say en 1803.

En effet, les véritables problèmes de l'industrialisation et des débouchés ne se sont réellement posés qu'à l'extrême fin du 18ème siècle et les conditions nécessaires à l'apparition d'une crise générale de surproduction n'ont pas été réunies avant les années 1800-1810 (3). La préoccupation de décrire le mécanisme assurant une demande solvable à la production n'était pas, et de loin, le souci majeur des théoriciens du début de la révolution industrielle. Le courant physiocratique, encore très agissant en France jusqu'aux environs de 1800 (4), restait la principale hérésie à combattre pour les disciples français de Smith. De plus, la situation politique agitée de l'Europe entre 1789 et 1815 rendait impossible une analyse scientifique des fluctuations économiques de cette période. Ce n'est guère qu'après la

deuxième édition du *Traité* de Say (1814) qu'a réellement débuté l'étude du problème des débouchés. L'importante querelle entre Say, Ricardo, Malthus et Sismondi se déroule précisément entre 1815 et 1830. En définitive, Say (1803) précède sans conteste James Mill (1808), Ricardo (1817), Sismondi (1819) et Malthus (1820) dans l'examen du problème des débouchés (5).

Les énoncés de la loi des débouchés précédant celui de Say semblent pouvoir être considérés comme quantité négligeable sur le plan de l'analyse économique comme sur celui de leur impact sur le monde économique et politique. Il importe, en revanche, de rechercher avec soin les principales sources théoriques d'inspiration, qui, jointes à l'apparition des premières crises générales de surproduction, amenèrent Say et ses contemporains à prêter une telle importance à la loi des débouchés.

Par. unique - La référence fondamentale à Adam Smith

A son retour d'Angleterre, Say s'initia aux rudiments de l'économie politique alors qu'il était le secrétaire du Genevois Clavière, plus tard ministre des finances du premier gouvernement girondin (1). La lecture de *La Richesse des Nations* souleva chez lui un immense enthousiasme. Il y trouvait nombre de réponses aux questions qu'il s'était posées lors de son séjour outre-Manche sur l'extraordinaire développement économique de l'Angleterre.

Entre 1776, date de la première édition de l'ouvrage de Smith, et la publication simultanée, en 1803, du *Traité* de Say, de la *Richesse Commerciale* de Sismondi et de la première édition signée de *L'Essai sur le principe de la population* de Malthus, *La Richesse des Nations* a été le seul ouvrage de référence des économistes non physiocrates en Europe. Au cours des années 1803 à 1848, durant lesquelles furent publiés la plupart des ouvrages de l'Ecole Classique, tous les auteurs se réclamèrent explicitement de Smith comme de leur maître (3). Say ne manque aucune occasion de dire son admiration et sa reconnaissance envers Smith et *La Richesse des Nations* :

> Quand on lit cet ouvrage on s'aperçoit qu'il n'y avait pas d'économie politique avant Smith.(4)

L'influence du maître sur l'élève fut si considérable, que d'aucuns considèrent Say comme le vulgarisateur systématique de l'économiste d'Edimbourgh (5). Si la quasi-totalité des fondements théoriques de la loi de Say sont issus de l'oeuvre de Smith, il est néanmoins possible d'axer plus précisément cette inspiration autour de quatre points principaux : la dépense anticipée du profit, le rôle de la monnaie, l'égalité épargne-investissement *ex ante*, l'épargne comme moteur de la croissance.

Ces quatre thèses principales reflètent toutes un axiome important pour Smith, comme plus tard pour Say : la totalité des revenus découlant de la production d'une période déterminée se transforme *dans le même temps* en une demande équivalente de biens et de services.

## A. La dépense anticipée du profit

Dans le *Tableau économique* de Quesnay (6), la classe stérile (propriétaires fonciers) dépensait, dans un laps de temps, le revenu qui lui avait été versé par la classe productive (les agriculteurs) à la fin de la période précédente. Ce décalage dans le temps entre l'obtention du surplus (le pur don) et son utilisation par la classe stérile relevait d'une analyse en parfait accord avec la nature de ce revenu résiduel. Smith, et à sa suite toute l'Ecole classique, a continué de considérer le profit, de même que la rente foncière, comme un surplus; mais ce surplus ne pouvait être dépensé que dans la période où il était né :

> De même qu'elle [la personne qui fait métier de vendre] avance à ses ouvriers leurs salaires ou leur subsistance pendant que la marchandise se prépare et est conduite au marché, de même cette personne s'avance aussi sa propre subsistance qui est en général en raison du profit qu'*elle peut raisonnablement attendre* de la vente de sa marchandise.(7)

Par ailleurs, Smith affirme qu'une part importante du revenu de l'entrepreneur est destinée non pas à assurer sa subsistance, mais à réaliser des investissements. Or, et c'est là que semble apparaître une contradiction, l'investissement dans le système smithien est fonction de l'épargne disponible. Sans épargne, aucun investissement ne peut avoir lieu. Or, comme l'entrepreneur "se fait à lui-même l'avance de sa propre subsistance (...) en raison du profit qu'il peut raisonnablement attendre de la vente de ses marchandises", on ne voit guère comment il pourrait subsister un surplus résiduel permettant, en fin de période, épargne et investissement.

La solution de cette apparente contradiction se trouve dans la conception que se fait Smith de l'*homo oeconomicus*. Celui-ci ne saurait conserver la moindre encaisse oisive. Ce serait faire preuve de bien peu de rationalité : l'épargne est toujours immédiatement et intégralement investie. De plus, l'inexistence d'une analyse séquentielle chez les Classiques - à la notable exception de Sismondi (8) - explique également leur difficulté à différencier dans le temps la distribution du profit de son investissement. Smith travaille dans la longue période où toute épargne finit immanquablement par être investie ou consommée.

B. Le rôle de la monnaie

Pour Smith, la monnaie n'est qu'un voile qui ne fait que dissimuler la réalité de l'échange de troc d'un bien contre un autre.

Par réaction contre les mercantilistes, l'analyse monétaire de l'Ecole classique prend, sous l'impulsion du maître d'Edimbourgh, un caractère exclusivement réel :

> La grande route de la circulation est totalement différente des marchandises qu'elle fait circuler. Le revenu de la société se compose uniquement de ces marchandises et nullement de la roue qui les met en circulation.(9)

La monnaie apparaît comme un instrument de commune mesure et surtout comme un moyen d'échange. Smith, sans lui refuser toute fonction de réserve de valeur, lui dénie tout rôle moteur dans la conjoncture. Conformément à sa vision de longue période, "l'argent n'a d'autre fonction que de faire circuler les choses consommables"(10). Cette affirmation de Smith est d'une importance considérable pour comprendre le refus des partisans - comme des adversaires - de la loi des débouchés, de prendre en considération le rôle de la monnaie dans la recherche de l'équilibre économique de courte période.

La validité de cette théorie de la monnaie-voile dépend de la vérification de la neutralité *absolue* de la monnaie dans le court terme comme dans le long terme. En bref, il s'agit de s'assurer qu'il n'existe aucune possibilité de création d'encaisses oisives qui impliquerait l'apparition d'un déséquilibre de surproduction (11).

Smith souligne tout d'abord que, comme la monnaie constitue la demande de biens, les biens constituent la demande de monnaie (12).

En second lieu, il constate que "quoique la marchandise n'attire pas à elle l'argent aussi vite que l'argent attire à soi la marchandise, *à la longue* elle l'attire à elle plus nécessairement qu'il ne le fait" (13).

Il découle de ces deux éléments que Smith ne considère que la demande de monnaie à des fins de transactions. L'impossibilité *logique* de la formation d'encaisses oisives *à long terme* est ainsi parfaitement démontrée. En revanche, toute référence au rôle de la monnaie dans la courte période est absente de *La Richesse des Nations*. Smith ignore totalement cette voie - ou du moins ne juge pas utile de s'y aventurer - en dépit de l'expression "à la longue" qui laisse planer un doute sur l'inexistence absolue d'encaisses oisives à court terme.

Le même problème se retrouvera chez Say qui raisonnera aussi dans la longue période. L'axiome de la monnaie-voile n'exclut absolument pas un état d'équilibre général, mais il est la conséquence parfaitement logique d'une analyse de long terme.

Il est important de noter que Smith élabore cette théorie monétaire dans un chapitre consacré à une réfutation des vues mercantilistes sur la monnaie (14). L'analyse smithienne ne peut donc que se situer par rapport à une critique institutionnelle de la théorie mercantiliste dont toute référence au court terme est absente. Dans le même chapitre, la loi des débouchés apparaît en filigranne lorsque Smith affirme qu'il est possible "qu'un marchand, en particulier, puisse quelquefois, avec une abondance de marchandises en magasin, se trouver ruiné faute de pouvoir s'en défaire à temps, une nation ou un pays ne peut avoir un semblable accident à redouter"(15).

Une telle affirmation exclut une fois encore toute possibilité de crise *générale* de surproduction *à long terme*, même si sur le plan de l'économie d'entreprise, elle est parfaitement compatible avec une surproduction sectorielle à court terme.

C. L'égalité entre l'épargne et l'investissement *ex ante*

> La consommation est la même, mais les consommateurs sont différents.(16)

Smith exprime ainsi clairement cette autre hypothèse de base de la loi des débouchés : l'épargne est toujours *immédiatement* investie dans sa *totalité*. La référence au court terme est ici explicite. L'*homo oeconomicus* ne saurait épargner que pour investir sans délai :

> Ce qui est annuellement épargné est aussi régulièrement consommé que ce qui est annuellement dépensé, et il l'est aussi *presque* dans le même temps; mais il est consommé par une autre classe de gens.(18)

Smith est parfaitement conscient de l'existence de cette très faible épaisseur de temps entre l'épargne et l'investissement, corollaire de l'existence de la monnaie et des encaisses de transaction. Il la considère néanmoins comme quantité négligeable. L'égalité entre l'épargne et l'investissement - condition *sine qua non* de l'équilibre général - est donc postulé *ex ante*. Corollaire de la théorie de la monnaie-voile et de l'inexistence

d'encaisses oisives, cette égalité *ex ante* sera prônée aussi bien par les défenseurs que par les adversaires de la loi de Say.

En bref, l'épargne ne réduit pas le volume de la dépense globale, mais provoque à très court terme un simple transfert de revenu entre des consommateurs potentiels (les épargnants) et des consommateurs effectifs (les salariés du secteur des biens d'investissement).

D. L'épargne, seul moteur de la croissance économique

Smith affirme en dernier lieu qu'en *toutes circonstances* l'épargne, contrairement à la consommation, assure la croissance de la production. Le capital fixe étant relativement restreint à son époque, l'épargne permettrait principalement d'accroître les capitaux circulants (les salaires) des entreprises. Tout accroissement de l'épargne entraînait généralement une augmentation de la main-d'oeuvre utilisée, celle-ci provoquant à son tour une augmentation de la quantité des biens produits. En d'autres termes, tout accroissement du volume de l'épargne se traduit nécessairement chez Smith par une augmentation de la richesse du pays. Le prodigue appauvrit son pays alors que l'individu économe "par ses épargnes annuelles non seulement fournit de l'entretien à un nombre additionnel de gens productifs (...), mais il est comme le fondateur, pour cette année ou pour la suivante, d'un atelier public, et établit en quelque sorte un fonds pour l'entretien à perpétuité d'un même nombre de gens productifs"(19).

L'analyse de ces quatre éléments révèle un Smith délibérément convaincu que la totalité des revenus issus de la production réalisée au cours d'une période se transforme *dans le même temps* en une demande de marchandises. Tous les éléments susceptibles de rompre ou de reporter dans le temps cette égalité entre le revenu et la production sont systématiquement éliminés. A l'aide de telles hypothèses de base, Smith peut alors aisément, en toute logique et sans risque de contradiction, affirmer l'impossibilité absolue d'une crise générale de surproduction. De plus, il peut soutenir que l'épargne est, en

toutes circonstances, un facteur suffisant pour assurer la croissance de la production. L'élaboration de la loi des débouchés par Say ne diffèrera pas fondamentalement de la logique smithienne. Seul l'environnement politico-économique aura subi des modifications importantes : accroissement de la population, diminution de la part des revenus agricoles dans le revenu total, industrialisation accélérée, hausse du taux de croissance. La révolution industrielle, esquissée en Angleterre avant 1776, aura déjà commencé en 1803 le majestueux développement qui sera le sien tout au long du 19ème siècle. Parallèlement, la Révolution de 1789 et le début des guerres napoléoniennes donneront un violent coup de fouet à la production industrielle. Pour la première fois dans l'histoire, la compétition industrielle jouera un rôle prépondérant dans un conflit armé (20).

## Section II : L'évolution de la loi des débouchés de 1803 à 1820 : les publications de Say, Mill, Ricardo, Sismondi et Malthus

Si le premier énoncé de la loi des débouchés se trouve sans conteste dans la première édition du *Traité*, il est exclu de considérer celui-ci comme la seule expression de la théorie de Say. Le peu de rigueur méthodologique de Say et les analyses divergentes qui ont été faites de son premier exposé sur les débouchés donnèrent naissance à un grand nombre de conceptions de la loi de Say. Il semble dès lors plus correct de parler *des* lois des débouchés, tant cette théorie a subi de modifications au cours des années.

Sans refaire l'ensemble de l'historique de la querelle des débouchés, il apparaît néanmoins indispensable de relever dans l'oeuvre de chacun des protagonistes les diverses acceptions de la loi de Say. L'oeuvre de Say, en particulier, a été trop influencée par les remarques de ses critiques pour qu'on puisse négliger cet apport dans son évolution.

Enfin, deux problèmes méthodologiques importants pourront être mis en relief par cette étude des énoncés de la loi des débouchés :

- l'évolution d'une théorie soumise à une vive critique, à travers les différents ouvrages de son auteur. Les modifications, voire les reniements, sont sensibles et brutaux.
- la démonstration pourra aussi être faite qu'une théorie peut être invoquée longtemps après son élaboration sans plus avoir de rapport avec sa forme originale. Que ce soit lors de la querelle des débouchés ou à l'occasion de la critique keynésienne de 1936, bien des malentendus et des contresens auraient pu être évités par une étude plus fouillée des hypothèses de base originairement posées par Say.

Les six paragraphes de cette deuxième section analyseront dans l'ordre chronologique la conception de la loi des débouchés et son rôle théorique dans les oeuvres de Say (par. 1 et 3), James Mill (par. 2), Ricardo (par. 4),

Sismondi (par. 5) et Malthus (par. 6).

Les options fondamentales et les caractéristiques particulières de chacune des démarches en présence seront mises en valeur de manière à former - dans le cadre de la troisième section - un indispensable canevas de référence pour l'examen de la querelle des débouchés entre les quatre principaux auteurs classiques.

Par. 1.- La première édition du *Traité d'économie politique* (1803)

L'expression "débouchés" trouve son origine dans la première édition du *Traité* :

> (...) ce n'est point tant l'abondance de l'argent qui rend les débouchés faciles, que l'abondance des autres produits en général. C'est une des vérités les plus importantes de l'Economie politique.(1)

Say n'avait probablement pas saisi toutes les implications théoriques et pratiques de son analyse des débouchés (2). Il a été le premier étonné du torrent de publications que provoquèrent immédiatement les trois modestes pages de son chapitre intitulé "Des Débouchés". Say reproduisait en fait l'essentiel de l'argumentation de Smith, sans y ajouter d'éléments nouveaux :

- l'épargne est toujours immédiatement et intégralement investie (3);
- la monnaie n'est qu'un voile qui facilite le troc d'une marchandise contre une autre (4);
- le volume de la monnaie n'a aucune influence sur le volume des transactions réelles; le lien de causalité allant au contraire des marchandises à la monnaie (5).

Enfin, l'idée fondamentale "que les échanges terminés il se trouve qu'on a payé des produits avec des produits"(6) se trouvait déjà clairement exprimée chez Smith, tout comme l'affirmation de l'impossibilité d'une crise générale de surproduction.

Say tire néanmoins deux corollaires entièrement nouveaux des prémisses qu'il empruntait à Smith.

En premier lieu, il considère que *l'accroissement* des débouchés d'un pays est proportionnel à l'augmentation de sa production : l'offre crée sa propre demande. La notion de pouvoir d'achat nécessaire au rachat de la production est considérée sous l'angle réel d'une économie de troc, et non sous la forme d'un revenu monétaire :

> Leur nation leur offrira d'autant plus de débouchés qu'elle peut payer plus de choses, et elle peut payer plus de choses à proportion de ce qu'elle en produit davantage.(7)

Say prend ainsi appui sur la doctrine smithienne de la neutralité de la monnaie pour dégager, dans le long terme, une notion d'équilibre dynamique. Son optimiste "industrialiste" lui fait considérer cette égalité en termes de croissance. L'égalité entre le revenu et la production existe non seulement pour un volume donné de la production, mais se vérifie également en cas d'accroissement de cette production : "Les produits ne peuvent pas être trop abondants"(8). Le rôle des débouchés dans la croissance de la production et l'accumulation du capital, ignoré par Smith au profit exclusif de l'épargne, trouve son expression originale chez Say. Ce n'est pas là un des moindres mérites de sa théorie des débouchés.

En second lieu, le problème au niveau de l'offre et de la demande globales ne se pose pas chez Say :

> (...) quand une nation a trop de produits dans un genre, le moyen de les écouler est d'en créer d'un autre genre.(9)

A toute crise sectorielle de surproduction correspond une insuffisance identique dans un autre secteur de la production. Le problème de la crise générale ne se pose pas, même temporairement. Say reconnaît pourtant des situations de déséquilibre, mais "l'engorgement n'a lieu que lorsqu'il y a trop de moyens de production appliqués à un genre de production et pas assez à un autre"(10).

En fait, tout niveau de production est un niveau d'équilibre entre l'offre et la demande globales, puisque Say considère que l'offre globale égale toujours la demande globale qui se confond à son tour avec la demande effective. Cette affirmation n'est que la conséquence logique des deux égalités axiomatiques (revenu = production et épargne = investissement *ex ante*) et de sa conception de la monnaie-voile.

Le seul problème que se pose Say est celui de l'égalité entre l'offre et la demande au niveau de l'entreprise. L'équilibre global étant assuré, l'équilibre de chaque unité de production serait maintenu, ou rétabli, par un simple transfert de facteurs de production des entreprises excédentaires vers les entreprises déficitaires (11). Cette vision de la réalité est parfaitement en accord avec la logique des hypothèses de base de la loi de Say. Il est exact que, dans une économie d'échange, ce qui est produit par les uns ne peut être vendu que s'il existe des vendeurs proposant également des marchandises à la vente. Cependant "le tort des économistes, pendant plus d'un siècle, - écrit Henri Denis - a été de tenir cette condition nécessaire pour une condition suffisante"(12).

Ce refus de considérer une possibilité de déséquilibre au niveau global et l'absence de toute théorie du revenu d'équilibre seront à l'origine de la querelle des débouchés.

## Par. 2.- L'influence de James Mill : *Commerce Defended* (1808)

La thèse de la neutralité de la monnaie de Smith a servi de support principal à l'analyse de Say, en 1803. L'inspiration de James Mill repose plus particulièrement sur la théorie smithienne de l'épargne, moteur de la croissance. Pour la rédaction du *Commerce Defended*, Mill avait eu accès à la première édition du *Traité* de Say (1). Le déséquilibre interne de la production et le principe des débouchés lui étaient familiers. Ainsi donna-t-il une importance nouvelle à la théorie smithienne de l'épargne dans le cadre de la loi de Say. En fait, Mill ne procède qu'à un développement très complet de toutes les implications logiques encore embryonnaires chez Say.

Dans un premier temps, Mill considère le phénomène de l'utilisation du revenu national. Il démontre avec beaucoup de clarté que plus la portion du revenu national épargnée est grande, plus le revenu national de la période suivante sera élevé :

> Il est évident (...) que plus grande est la part de la production de l'année précédente destinée à des dépenses reproductives dans l'année suivante, plus la production de ce pays sera grande pour cette année.(2)

L'épargne étant toujours intégralement et immédiatement investie, aucune parcelle du revenu national ne saurait échapper à la production : "(...) la totalité de la production annuelle du pays sera toujours intégralement consommée"(3). Toute thésaurisation est explicitement rejetée. Aucun sujet économique sensé ne saurait se priver d'une partie de son revenu pour ne rien en faire :

> Aujourd'hui, même les miséreux sont devenus suffisamment sages pour ne plus garder leur argent à la maison dans de solides coffres.(4)

Dans un second temps, Mill énonce la théorie des débouchés :

> En économie politique, aucune proposition, quelle qu'elle soit, ne semble plus assurée que celle que je vais énoncer, aussi paradoxale qu'elle puisse paraître de prime abord (...) : la production de biens crée, et est la seule cause universelle qui crée un marché pour les biens produits.(5)

Considérant enfin très pratiquement qu'un produit ne peut être acquis sur le marché qu'au moyen d'un pouvoir d'achat issu de la production, Mill en déduit une égalité parfaite entre le pouvoir d'achat disponible entre les mains des consommateurs et la valeur de la production (6) :

> Les moyens de paiement collectifs se composent du produit annuel tout entier.(7)

Le pouvoir d'achat sera ainsi toujours suffisant pour racheter la totalité de la production. Tout risque de surproduction est écarté.

La synthèse de ces deux éléments donne naissance à une théorie de la croissance équilibrée :

> Mais si le pouvoir d'achat des pays est exactement mesuré par leur produit annuel, ce qui est inévitablement le cas, plus vous accroissez la production annuelle, plus vous étendez par là même le marché national, le pouvoir d'achat et les achats réels d'un pays. Quelle que soit la quantité additionnelle de biens créés à n'importe quelle époque dans n'importe quel pays, un pouvoir d'achat additionnel exactement égal se crée simultanément; ainsi, un pays ne peut naturellement jamais être encombré de capitaux ou de biens inutilisés; car la présence même du capital donne une issue à la production.(8)

Deux éléments nouveaux doivent être soulignés dans la démarche de Mill.

D'une part, l'auteur établit une double égalité entre la production et le revenu national et entre le revenu national et le pouvoir d'achat. De plus, il en fait découler un corollaire qui égalise la production avec la consommation et l'épargne (Production = Revenu national = pouvoir d'achat = consommation + épargne).

D'autre part, pour Mill - tout comme pour Sismondi d'ailleurs -, l'utilité qu'un individu retire de la vente de sa production marginale doit, à la limite, égaler la désutilité née du travail nécessaire à cette production. Cette égalité *ex ante* entre l'offre et la demande individuelles, esquissée dans *Commerce Defended* (9) sera développée par Mill dans ses *Eléments d'économie politique* (10). De cette égalité micro-économique découle pour Mill une autre relation au niveau macro-économique. A tout accroissement de l'offre globale correspond une augmentation identique de la demande globale :

> Si la demande et l'offre de tout individu sont toujours égales l'une à l'autre, la demande et l'offre de tous les individus d'une nation pris en masse doivent être égales.(11)

Cette double réflexion conduit James Mill à reconnaître l'impossibilité de tout déséquilibre de la production, et par là, à nier toute crise générale de surproduction.

Par. 3.- Le chapitre XV de l'édition de 1814 du *Traité d'économie politique*

L'analyse et la présentation de la loi des débouchés ont atteint un nouveau degré de précision et de clarté dans les longs développements que Say leur consacre dans la deuxième édition de son *Traité*. Ces dix-sept pages sont celles qu'analyseront Sismondi, Malthus et Ricardo (1). Cette édition sera la référence de base de la querelle des débouchés. La cinquième édition de 1826 reflètera les modifications apportées par Say à sa "doctrine des débouchés" à la suite des interminables discussions qu'il aura avec Malthus.

Les modifications que Say introduira dans ses quatrième et cinquième éditions ne changeront pas les lignes de force de son raisonnement. En revanche, elles lui feront perdre une partie de son impact en introduisant des contradictions et une certaine confusion dans sa démonstration.

Le raisonnement de Say s'articule schématiquement autour de six points principaux :

1. *La production seule ouvre des débouchés aux produits :*

> (...) quoiqu'au premier aperçu cela semble un paradoxe (...), c'est la production qui ouvre des débouchés aux produits.

2. *La monnaie n'est que l'intermédiaire des échanges :* la monnaie est la seule marchandise qui facilite tous les échanges.

> Vous voyez bien que ce n'était pas l'argent qui vous était définitivement nécessaire, et que dans le fait vous avez acheté des produits avec vos produits.

3. *Les produits se paient avec des produits :*

> Il est bon de remarquer qu'un produit créé offre, *dès cet instant,* un débouché à d'autres produits pour tout le montant de sa valeur.

4. *Le défaut d'écoulement des produits résulte d'un défaut d'équilibre dans les productions :*

> C'est parce que la production des *produits manquans* [*sic*] a souffert, que les *produits surabondans* [*sic*] ne trouvent point de débit, et que leur valeur est altérée.

5. *L'équilibre tend à se rétablir de lui-même :*

> L'équilibre (...) cesserait rarement d'exister, si les moyens de production étaient toujours laissés à leur entière liberté.

6. *Say tire quatre conclusions de sa présentation de la loi des débouchés :*

*a. avantages de l'accroissement de la production :*

> (...) dans tout état, plus les producteurs sont nombreux et les productions multipliées, et plus les débouchés sont faciles, variés et vastes (...).

*b. solidarité entre les divers secteurs de l'économie :*

> (...) chacun est intéressé à la prospérité de tous, et la prospérité d'un genre d'industrie est favorable à la prospérité de tous les autres.

*c. les importations ne nuisent pas à la production nationale :*

> (...) on ne nuit pas à la production et à l'industrie des indigènes ou nationaux, quand on achète et qu'on importe les marchandises de l'étranger; car on n'a pu acheter à l'étranger qu'avec des produits indigènes, auxquels ce commerce a par conséquent procuré un débouché.

*d. la consommation n'encourage pas la production :*

> La même raison, qui fait qu'un nouveau produit créé est un débouché ouvert, veut qu'un produit consommé ou détruit soit un débouché fermé.(2)

Cette présentation schématique de la loi des débouchés doit être complétée par un certain nombre d'hypothèses de base dispersées chez Smith, Mill et dans toute l'oeuvre de Say :

> La réponse qu'on peut y faire [ à la question de savoir comment considérer la question des débouchés ] ne saurait être unique; elle est multiple, et se trouve répandue dans tout cet ouvrage.(3)

L'énumération suivante tente de résumer les hypothèses de base explicites ou implicites, qui permettront de saisir toutes les implications logiques de la théorie de Say, version 1814.

1. Toute production engendre nécessairement un revenu correspondant, de sorte qu'il est toujours objectivement possible d'écouler n'importe quel volume de production à un prix de vente égal à ses coûts de production (J. Mill)(4).

2. L'*homo oeconomicus* ne saurait épargner plus qu'il ne désire investir et ne saurait détenir des encaisses oisives supérieures aux besoins créés par ses transactions à très court terme (A. Smith)(5).

3. Les sommes épargnées ne réduisent pas la demande globale, mais provoquent un simple transfert de pouvoir d'achat entre des consommateurs potentiels (les épargnants) et des consommateurs réels (les travailleurs des secteurs des biens de production)(A. Smith)(6).

4. A tout accroissement de l'offre d'un produit correspond une augmentation équivalente de la demande d'un autre produit. La croissance de la production globale est ainsi toujours équilibrée : on ne produit que pour consommer (J.-B. Say)(7).

5. Un individu consent à travailler dans la mesure où sa consommation future égalera sa participation à la production actuelle; en d'autres termes, il faut que le pouvoir d'achat représenté par son salaire (distribué *ex post*) lui permette de racheter une part de la production globale égale à celle qu'il a créée (J. Mill).

6. Toute augmentation du volume de l'épargne (en valeur absolue ou en valeur relative) stimule automatiquement le taux de croissance de l'économie (A. Smith).

Ces divers éléments conduisent Say à affirmer l'existence d'un équilibre permanent, quel que soit le volume de la production. Tout bien a dès sa production une valeur égale aux revenus créés, et la croissance de la production n'est liée à aucun problème de débouchés. L'offre crée sa propre demande :

> Le seul fait de la formation d'un produit, ouvre, dès l'instant même, un débouché à d'autres produits.(8)

Enfin, il importe de souligner qu'il est grotesque d'affirmer que les Classiques en général, et Say en particulier, excluaient toute dépression, tout "trouble de commerce" comme le dira Ricardo. Say, bien loin de nier ces crises, si nombreuses de son vivant, pose la loi des débouchés comme *principe explicatif*. Seule une mauvaise répartition des facteurs de la production entre les diverses branches de l'économie est à l'origine de ces déséquilibres sectoriels et passagers. La production globale ne saurait en aucun cas être excédentaire. L'interprétation des crises donnée par Say sera toujours en accord avec sa théorie des débouchés. La seule critique qu'on ne puisse certes lui adresser est de le taxer d'illogisme. Malheureusement, Sismondi et Malthus s'apercevront rapidement que l'interprétation de Say ne correspondait pas du tout à la réalité, et que l'auteur du *Traité* tentait désespérément d'adapter cette réalité à son schéma analytique (9).

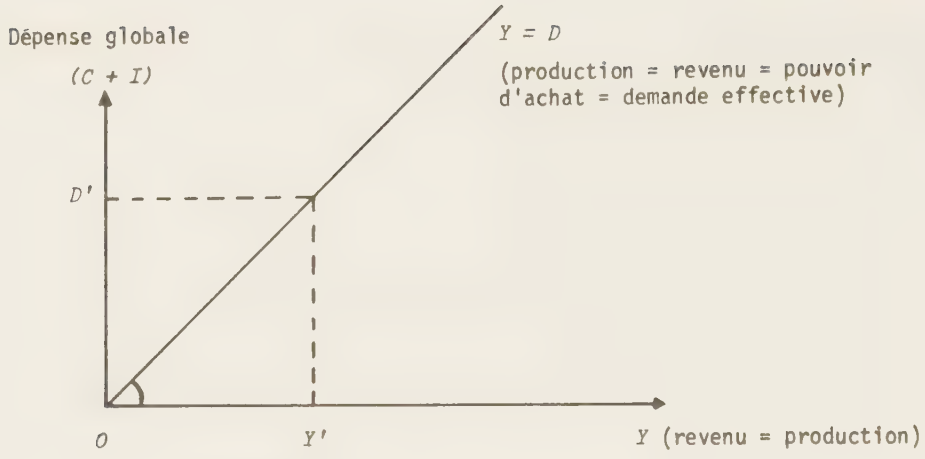
Faure-Soulet propose une distinction intéressante entre les deux types de preuves que Say fournira pour répondre aux critiques adressées à sa théorie.

Cette distinction est fondamentale dans la mesure où elle dégage précisément le principal sujet de querelle entre Say, Sismondi et Malthus : le problème du revenu d'équilibre.

> Le premier [type de preuve] se réfère à la théorie de l'échange et du prix; il n'aboutit qu'à une tautologie, car le raisonnement se situe *ex post*, sur transactions réalisées. L'auteur finit par reconnaître que la formule : les produits achètent les produits, suppose de limiter la notion de produit aux biens qui font l'objet d'une demande à leur coût. Le second type de preuve est fait d'arguments psychologiques destinés à montrer qu'une production est toujours suivie d'une consommation, et que l'épargne nécessaire à la première ne nuit pas à la seconde.(10)

Cette distinction recouvre assez exactement le paradoxe fondamental de la démarche de Say. Le premier type de preuve est d'ordre logique; Say cèdera finalement sous le poids de la critique de Malthus et de Sismondi. Le second type de preuve se réfère au comportement de l'*homo oeconomicus* face à la production. Say s'incline devant la logique mais tente néanmoins de sauver sa théorie par un hypothétique recours à la nature des choses.

Le graphique à $45^{o}$ résume d'une manière élégante le raisonnement de Say. Il met en rapport le revenu et la dépense globale $(C + I)$ ou, en d'autres termes, l'offre et la demande globales. L'égalité entre le revenu et la dépense globale $(Y = C + I)$ est exprimée par la droite d'équation $(D = Y)$, bissectrice de l'angle droit formé par le système d'axes $D$ et $Y$. Tout point situé sur cette droite est équidistant de l'axe des revenus et de l'axe de la dépense. Lorsque la courbe de demande globale intersecte la droite à $45^{o}$, à quelque niveau de dépenses que ce soit, cela se traduit par une égalité entre la dépense globale et le revenu : le niveau de revenu atteint est un niveau d'équilibre.




Graphique 2-1

Pour Keynes, cette égalité intervient *ex post* et n'implique pas un équilibre de plein emploi.

$$Y = C + I$$
$$I = S \qquad \textit{ex post}$$

La loi des débouchés de 1814 peut se traduire approximativement par deux équations semblables mais dans lesquelles l'égalisation est postulée *ex ante* :

$$Y = C + I$$
$$I = S \qquad \textit{ex ante}$$

Le graphique 2-1 prend alors une signification particulière :

- tout niveau de revenu est un niveau d'équilibre, car
- toute épargne est immédiatement et intégralement investie *ex ante*,
- d'où il découle que la dépense globale est toujours égale à l'offre globale, elle-même égale à la demande effective;
- *ex ante*, la courbe de dépense globale $(C + I)$ se confond en chacun de ses points avec la droite d'équation $(Y = D)$.

Ce graphique se réduit ainsi à la seule bissectrice qui résume l'impossibilité de toute crise générale de surproduction. Tout niveau de revenu est un niveau d'équilibre car l'offre crée sa propre demande.

En dernière analyse, le revenu d'équilibre de Say se confond, à long terme, avec le revenu d'équilibre de *plein emploi* au sens keynésien du terme. En cas de sous-emploi, les prix et les salaires baissent aussi longtemps qu'il y a du chômage de manière à rendre possible un accroissement des investissements jusqu'à l'élimination complète de la sous-utilisation de la main-d'oeuvre et des capitaux. En d'autres termes, l'écart entre un revenu d'équilibre et le revenu d'équilibre de plein emploi ne saurait être durable.

## Par. 4.- Ricardo, la loi des débouchés et l'état stationnaire : les *Principes de l'économie politique et de l'impôt* (1817)

Say est cité à de nombreuses reprises et à propos de sujets très divers dans la première édition des *Principes de l'économie politique et de l'impôt* de Ricardo. Les problèmes des débouchés et des crises sont essentiellement traités aux chapitres XIX et XXI. Le chapitre XIX, "Des effets de l'accumulation sur les profits et sur l'intérêt des capitaux", réexpose la loi de Say dans la perspective de l'*état stationnaire* ricardien.

Ricardo cherche avant tout à réconcilier les faits avec la théorie de Say. Cette tentative de synthèse sera reprise par Say dans les éditions subséquentes de son *Traité* et lui apportera un précieux soutien dans sa lutte contre Malthus et Sismondi.

La contribution de Ricardo à la loi des débouchés s'articule schématiquement autour de deux points principaux : la réalité des "troubles de commerce" et la distinction capitale entre le court terme et le long terme.

A. La réalité des *troubles de commerce*

Dans un premier temps, Ricardo prend conscience de la réalité des crises d'après les guerres napoléoniennes. Il reconnaît "la détresse"(1) qui règne en Angleterre et propose une explication à court terme parfaitement en accord avec la loi des débouchés.

Ces dépressions sont selon lui exclusivement le résultat d'une disproportion entre le volume de la production des divers secteurs de l'économie. Il ne s'agit en aucun cas de crises générales de surproduction. A la suite de Smith, de Mill et de Say, Ricardo refuse explicitement la notion de revenu d'équilibre : la production globale ne saurait en aucun cas être excédentaire.

> En tout temps, c'est l'inadéquation des biens produits aux désirs du genre humain qui est le mal spécifique, et non l'abondance de ces biens.(2)

Les théoriciens du revenu d'équilibre affirmeront au contraire que tout volume de la production n'entraîne pas automatiquement une utilisation totale du revenu distribué assurant une égalité constante entre l'offre et la demande globales. Ils n'excluraient pas, sur le graphique 2-1, une divergence entre la droite à $45^0$ et la courbe de dépense globale $(C + I)$. Seul le niveau de revenu déterminé par l'intersection de ces deux courbes, le revenu d'équilibre, assurerait une égalité entre les quantités globales. La démarche serait alors semblable à la détermination d'un revenu d'équilibre dans la théorie keynésienne.

Ricardo dégage trois causes principales de cette inadaptation sectorielle de l'offre à la demande :

- ces disproportions internes reflètent une mauvaise répartition des facteurs de la production entre les différents secteurs, en raison de"l'influence de la mode, du préjugé ou du caprice"(3) du consommateur. Le producteur n'est pas en mesure, *ex ante*, de déterminer exactement la demande des consommateurs dans la courte période. Il en résulte, à court terme, une relative inadaptation sectorielle de l'offre à la demande.

- Une guerre qui éclate après une longue paix, ou une paix qui succède à une longue guerre, occasionne en général une grande détresse dans le commerce.(4)

Les facteurs de production ne se trouvent plus dans les secteurs où la demande les y appelle. La répartition interne de la production globale entre les divers secteurs est totalement perturbée, dans la courte période, par une telle modification des conditions de formation de la demande (5).

- Une législation économique défectueuse peut également modifier brutalement la distribution des facteurs de production entre les divers secteurs de la production :

Un nouvel impôt peut aussi détruire les avantages comparatifs qu'un pays retirait auparavant de la fabrication d'une certaine marchandise [ de sorte ] que ces produits manufacturés ne puissent plus soutenir la concurrence (...).(6)

Cette troisième cause, d'une nature toute différente des deux premières, fait intervenir des facteurs institutionnels sans aucun lien avec les mécanismes fondamentaux de l'économie. Une intervention malencontreuse de l'Etat peut certes modifier complètement certains courants d'échange, mais ne saurait être invoquée à titre de théorie des crises et fournir une explication des "troubles de commerce".

Contrairement au Say de 1814, Ricardo n'ignore pas la gravité de ces "changements soudains dans les voies du commerce" et considère leurs répercussions dans le temps et dans l'espace :

Ces maux seront sentis non seulement au moment du changement, mais encore pendant tout l'intervalle qui s'écoulera avant que [les industriels]donnent une nouvelle direction à leurs capitaux et aux bras dont ils disposent, en les dirigeant vers un autre genre d'industrie.(7)

Le théoricien classique du commerce international souligne aussi que "le mal ne se fera pas sentir seulement dans le pays où ces difficultés ont pris naissance", mais s'étendra à toutes les nations ayant des relations avec le pays en crise.

L'épaisseur de temps introduite dans cette théorie de la répartition sectorielle des facteurs de la production peut prendre une certaine ampleur, de l'aveu même de Ricardo. Chez Say, ce réajustement n'était pas analysé avec autant de finesse et il semblait aller de soi qu'il s'effectuerait presque instantanément (8).

L'explication à court terme de Ricardo ne diffère pas essentiellement de celle de Say, le court terme de l'un étant peut-être plus long que celui de l'autre. Toutefois, tout comme Say, Ricardo refuse d'aborder le problème du revenu d'équilibre et des crises de surproduction.

Ce double refus découle de la méthode d'analyse de *longue période* pratiquée par Say comme par Ricardo.

B. Analyse à court terme et analyse à long terme

Dans un deuxième temps, Ricardo se réfère explicitement à la loi des débouchés (chapitre XXI) et établit la distinction fondamentale entre deux phénomènes qui relèvent l'un d'une analyse à court terme et l'autre d'une analyse à long terme :

- d'une part, il admet parfaitement les possibilités de dépressions à court terme et répète l'explication qu'il en a fourni quelques pages plus haut. Ces dépressions ne sont que des phénomènes passagers issus d'une mauvaise répartition sectorielle des facteurs de la production.
- d'autre part, Ricardo établit l'impossibilité de toute crise générale de surproduction dans la longue période, impossibilité qu'il place dans la perspective de son *état stationnaire* (et non plus, comme Say, dans l'atmosphère d'une industrialisation à croissance illimitée).

Ricardo aborde l'étude de cette affirmation au cours d'un examen de la théorie smithienne de la baisse séculaire du taux de profit, due à un accroissement des capitaux disponibles. L'auteur des *Principes* invoque Say et son *Traité* pour souligner que :

> M. Say a prouvé de la manière la plus satisfaisante qu'il n'y a point de capital, quelque considérable qu'il soit, qui ne puisse être employé dans un pays, parce que la demande de produits n'est bornée que par la production.(9)

Pour Ricardo, l'accroissement du volume des capitaux investis, bien loin de diminuer le taux de profit, provoque une augmentation de la production. Certes, à court terme, la hausse des salaires sera réelle, jusqu'à ce qu'il y ait un accroissement de la population. L'analyse de Ricardo se déroule cependant dans la longue période où "il n'est pas de limites pour la demande, pas de limites pour l'emploi du capital; toutes les fois que le capital donne quelques profits et que ces profits ne peuvent baisser que par suite de la hausse des salaires"(10).

Toutefois, la préoccupation ricardienne du "renchérissement des choses de nécessité", qui se traduit par une hausse des salaires de subsistance, remplace la crainte smithienne d'une diminution du taux de profit due à une trop forte accumulation du capital (11).

La vision économique à très long terme de Ricardo diffère également de celle de Say. L'optimisme de l'auteur du *Traité* et sa conception de la croissance illimitée cède la place au pessimisme et à l'état stationnaire de l'auteur des *Principes*. La loi des débouchés conserve néanmoins toute sa valeur dans une logique aussi différente :

> Il ne saurait donc y avoir dans un pays de capital accumulé, quel qu'en soit le montant, qui ne puisse être employé productivement, jusqu'à ce que les salaires haussent tellement par l'effet du renchérissement des choses de nécessité qu'il ne reste plus qu'une part très faible pour les profits du capital et que, par là, il n'y ait plus de motif pour accumuler.(12)

L'inquiétude de Smith se révèle ainsi injustifiée, et l'optimiste de Say doit être sérieusement tempéré. La limite de l'accumulation du capital dépend exclusivement pour Ricardo de l'incitation à investir. L'accroissement du prix des biens de première nécessité entraîne à long terme une hausse des salaires et, parallèlement, une baisse du taux de profit. Dès l'instant où le taux de profit devient nul, l'incitation à investir disparaît, l'accumulation du capital est stoppée, les salaires stagnent durablement au minimum physiologique et le chiffre de la population n'augmente plus : l'état stationnaire ricardien est atteint. La production, le revenu, les salaires, la rente foncière et le chiffre de la population deviennent des constantes, l'intérêt et le profit disparaissent.

A ce stade ultime du développement économique, la loi des débouchés trouve une application sans faille. L'offre globale est non seulement égale, mais identique, à la demande globale; la production égale le revenu qui coïncide à son tour avec la dépense globale. La loi des débouchés, tout comme la théorie de la valeur-travail, apparaît comme l'une des pièces maîtresses de la construction ricardienne. C'est *parce que* les produits s'échangent contre des produits que l'état stationnaire est possible. Comme le remarque Paquet :

> Admettre que les produits s'échangent contre des produits, c'est admettre que la quantité de travail incorporé en eux permet de reproduire au moins une même quantité de travail, et donc de produits.(13)

Avant le stade de l'état stationnaire, une certaine quantité de travail appliquée à la production d'un bien créait un surplus correspondant à la différence entre le revenu total et le fonds de subsistance distribué aux travailleurs. A long terme, ce surplus tendra vers zéro en raison du renchérissement des biens de première nécessité. L'état stationnaire sera atteint dès l'instant où ce surplus sera nul. Le travail incorporé dans un tel produit suffira juste à verser un salaire de subsistance à la main-d'oeuvre existante.

Toute crise générale de surproduction est logiquement impossible. Le prix de vente d'un produit ne saurait baisser en-dessous de ses frais de produc-

tion; l'état stationnaire est atteint dès que le prix de vente égale les frais de production. Cette logique interdit tout accroissement de la production au-delà de cette égalité qui coïncide avec l'état stationnaire. La vente à perte est exclue par définition. Toute surproduction est ainsi rendue impossible :

> Personne ne produit que dans l'intention de consommer ou de vendre la chose produite , et on ne vend jamais que pour racheter quelque autre produit qui puisse être d'une utilité immédiate, ou contribuer à la production à venir. Le producteur devient donc consommateur de ses propres produits, ou acheteur et consommateur des produits de quelque autre personne.(14)

L'énergique défense de la loi des débouchés par Ricardo devient ainsi parfaitement compréhensible. Une réfutation de la théorie de Say aurait rendu caduque toute la théorie ricardienne : la notion de surplus, la théorie de la valeur-coût de production, la valeur-travail, le fonds de subsistance, et naturellement, l'avènement de l'état stationnaire auraient été remis en question si une crise générale de surproduction s'était révélée possible.

La démonstration ricardienne de l'impossibilité de telles crises met au premier plan une différence entre court terme et long terme qui n'était pas aussi clairement exprimée chez Say. La théorie des débouchés paraît exclusivement destinée à une explication statique et à long terme de l'équilibre économique. La réalité des dépressions à court terme n'est pas niée, mais Ricardo et Say les considèrent comme des phénomènes différents, sans aucun rapport avec l'équilibre entre le revenu et la production dans la longue période. Le pessimisme de Ricardo et sa théorie de l'état stationnaire facilitèrent certainement beaucoup plus cette distinction que l'optimisme de Say.

Sismondi et Malthus tenteront de transposer le raisonnement de Say et de Ricardo du long terme dans le court terme. Ils s'interrogeront sans succès sur la possibilité d'un équilibre entre les quantités globales dans la courte période. L'approche statique des défenseurs de la théorie de Say s'opposera violemment à l'approche dynamique de ses détracteurs. Cette différence essentielle entre la recherche d'un équilibre dynamique dans le court terme et l'affirmation d'un équilibre statique de longue période sera au centre de la

querelle des débouchés. Très curieusement, cette dispute restera longtemps un dialogue de sourds, faute d'une définition explicite de la période à laquelle les auteurs faisaient référence. Say et Ricardo raisonnaient implicitement dans la longue période, alors que Malthus et Sismondi développaient leurs critiques dans le court terme. Ce n'est que tardivement, après des années de querelles stériles, que Ricardo, s'avisant de la chose, en fera part à Malthus :

> Il m'apparaît que l'une des principales causes de notre divergence d'opinion sur les sujets dont nous avons si souvent discuté, réside dans le fait que vous avez toujours à l'esprit les effets immédiats et temporaires de changements particuliers - tandis que je mets complètement de côté ces effets immédiats et temporaires et que je porte toute mon attention sur l'état permanent des choses.(15)

## Par. 5.- Sismondi, l'analyse séquentielle et la notion de revenu d'équilibre : Les *Nouveaux principes d'économie politique* (1819)

L'intitulé des *Nouveaux principes d'économie politique* (1) mettait immédiatement en garde le lecteur de 1819. Deux ans après la parution des *Principes de l'économie politique et de l'impôt* de Ricardo, Sismondi ouvrait la première brèche dans "l'orthodoxie" (2) naissante de Say et de l'Ecole anglaise. "Critique de l'économie politique de son temps"(3), Sismondi remettait en question certains fondements théoriques du *Traité* et des *Principes*. La loi des débouchés et l'impossibilité des crises générales de surproduction seront ses cibles principales.

De nombreux commentateurs (4) affirment que les *Nouveaux Principes* est le seul ouvrage vraiment original de l'économiste genevois. A la suite de Sismondi lui-même, ils considèrent la *Richesse Commerciale* (5) comme une simple tentative de vulgarisation de la *Richesse des Nations*, "puisque ces chapitres ne contiennent presqu'aucune idée vraiment neuve pour quiconque a bien étudié Adam Smith"(6). La pensée de Sismondi dénote au contraire une étonnante continuité à travers ses trois principaux ouvrages économiques,

de 1803 à 1837 (7). La mise en question de la loi des débouchés au moyen d'une analyse des quantités globales est esquissée dans la *Richesse Commerciale* où Sismondi se montre déjà parfaitement conscient des violents antagonismes qui animent les rapports d'échange et les rapports d'appropriation. De plus, il *ré*introduit l'analyse séquentielle de la formation du revenu en renouant, malgré ses dénégations, avec Le Mercier de la Rivière et les physiocrates (8). Partisan inconscient en 1803 d'une loi des débouchés qui ne porte pas encore ce nom, Sismondi ne mettra sérieusement en doute le théorème de Say que dans les *Nouveaux Principes*. Reprenant sa théorie des déséquilibres entre les quantités globales et son analyse séquentielle, il les développera pour aboutir, sous l'aiguillon des publications de Say et de Ricardo, à une *théorie du revenu d'équilibre*. Pour Sismondi, tout niveau du revenu national n'assure automatiquement ni l'égalité entre l'offre et la demande globales ni le plein emploi des facteurs de la production.

Historien avant d'être économiste, Sismondi ne pouvait analyser l'activité économique qu'avec les yeux et la méthode de l'historien. Les groupes sociaux produisent, s'approprient, consomment, épargnent et investissent en fonction des rapports sociaux qui se sont établis entre-eux au cours du temps. Le Sismondi historien fournit ainsi au Sismondi économiste une description de l'activité économique basée sur une vision conflictuelle des rapports sociaux.

Le mode de production et l'appropriation des résultats de cette production par les propriétaires (9) influent directement sur le comportement des sujets économiques, et par là, déterminent le flux des échanges. La somme des intérêts individuels ne correspond pas forcément, pour Sismondi, à l'intérêt général. L'appel à l'histoire lui permet de rompre avec l'analyse classique de l'échange individuel basé sur le principes de "l'harmonie des intérêts" dégagé par Smith (10), pour orienter sa recherche vers un équilibre des quantités globales et une étude des comportements de chacun des groupes sociaux.

Le but essentiel de la recherche sismondienne est d'assurer "le bonheur des hommes réunis en société"(11), c'est-à-dire le plein emploi de la main-d'oeuvre disponible. Or la population se proportionne aux subsistances (principe de population) par l'intermédiaire des salaires fixés par les propriétaires. La population se règle donc en dernière analyse sur la demande de travail qui émane de la classe des propriétaires. Seuls ceux-ci sont capables d'épargner sur leur revenu et de permettre un accroissement de la masse des salaires et par là, l'augmentation de la production.

Faure-Soulet résume clairement la problématique de Sismondi :

> De l'étude des comportements possibles du riche vis-à-vis de son revenu et de son capital, et des décalages temporels entre revenus et dépenses, l'auteur passe à celle des comportements effectifs en un système où les conditions de l'appropriation limitent la demande effective de la masse, tandis que les conditions techniques de la production accroissent l'offre. La production tend constamment à dépasser le revenu qui pourrait l'acheter; elle tombe en non-valeur.(12)

On se trouve aux antipodes du raisonnement du Say de 1803 ou de 1814 et des Classiques anglais, exception faite de Malthus. Le problème crucial pour Sismondi consiste à trouver un moyen qui permette d'accroître la demande effective pour la garder au niveau de l'offre globale afin de maintenir ainsi le niveau de l'emploi atteint. De plus, cette analyse se fait dans le temps et non plus dans la "statique comparée" de Ricardo. La difficulté de maîtriser une telle analyse, à l'aube du 19ème siècle, explique probablement l'extrême faiblesse des recommandations de politique économique avancées par Sismondi.

## A. La *Richesse Commerciale* (1803) : l'analyse séquentielle et les quantités globales

Sismondi publie sa *Richesse Commerciale* l'année où paraît la première édition du *Traité* de Say. Aucun des deux auteurs ne prétend à l'originalité de ses idées et tous deux se réfèrent à Smith. L'orientation respective des

deux ouvrage préfigure nettement les divergences fondamentales qui se révèleront autour des années 1820 à propos de "la balance des consommations avec les productions"(13), problème central de la querelle des débouchés.

D'une source commune jaillissent deux interprétations différentes du rôle du temps dans l'analyse économique.

Say et Ricardo ne considèrent comme digne d'intérêt qu'une analyse de statique comparée dans la longue période. Ils ne s'intéressent à une situation d'équilibre qu'en rapport avec l'état d'équilibre précédent. L'équilibre des agrégats n'est analysé qu'en fonction de l'ancienne situation d'équilibre *et non en fonction de la période de transition et d'adaptation*. Pour reprendre une image d'Alfred Marshall, Ricardo et Say s'attachent uniquement à rendre compte des diverses positions d'équilibre possible de trois billes au fond d'un bol. Ils ne se soucient pas de savoir *comment* ces trois billes ont passé d'un équilibre à un autre (14) : la période de transition ne les intéresse pas.

Sismondi propose au contraire dès 1803 une analyse dynamique où le temps joue un rôle considérable. Il parle à plusieurs reprises dans sa *Richesse Commerciale* d'un *retour* à l'équilibre (15), expression qu'il utilise dans le sens moderne du terme. Les problèmes posés par ces déséquilibres concernent les quantités globales, les agrégats macro-économiques, et non pas des disproportions internes de la production, comme pour Say et Ricardo.

En bref, ceux-ci cherchent à définir les conditions nécessaires et suffisantes à un équilibre général de la production, alors que Sismondi, et par la suite Malthus, s'intéressent au processus qui permet d'atteindre de telles situations d'équilibre.

Dans le premier volume de la *Richesse Commerciale*, Sismondi élabore "une manière de présenter la balance nationale absolument nouvelle" (16). Pour la première fois depuis Quesnay, un théoricien se penchait sur la détermination du revenu national d'une période par rapport à celui enregistré durant la période précédente. Comme l'affirme Schumpeter, Sismondi réalise que les phénomènes de transition sont l'essence du processus économique, non seule-

ment dans leurs implications pratiques mais aussi et surtout dans leurs implications théoriques (17).

Pour les Classiques orthodoxes, le revenu issu d'un certain volume de production est précisément destiné à racheter cette même production. L'offre globale de la période $t$ ne peut, par conséquent, qu'être égale à la demande globale de cette même période. Le pouvoir d'achat distribué en $t$ et les biens et services produits durant ce même laps de temps doivent nécessairement être globalement égaux. L'offre crée sa propre demande, et les biens et services se vendent à un prix couvrant leurs coûts de production.

L'analyse séquentielle de Sismondi dynamise cette vision statique des Classiques orthodoxes. Le revenu distribué durant la période $t$ est la contrepartie d'une production qui n'est pas immédiatement lancée sur le marché. Une partie de ce revenu peut être épargnée par les propriétaires et réinvestie au cours de la période suivante sous la forme d'un accroissement du volume des salaires, qui se traduira par une augmentation du volume de la main-d'oeuvre employée. L'égalité entre l'offre et la demande globales n'est *plus* assurée à l'intérieur de la période. Si le propriétaire épargne en $(t - 1)$, il crée du sous-emploi et de la mévente dans cette période, mais a l'assurance d'augmenter le volume de l'empoi en $t$. Inversement, si le propriétaire dépense la totalité de son revenu en $(t - 1)$, la condition de l'ouvrier ne saurait se modifier durant les périodes suivantes. Enfin, si le propriétaire entame son capital, la situation de l'ouvrier s'améliore en $(t - 1)$ mais se détériorera dans les périodes suivantes.

Sismondi, tout comme Malthus, se pose *dans le temps* le problème de l'influence de l'épargne sur la dépense globale, alors que les Classiques orthodoxes, ignorant ce problème, considéraient que l'épargne était immédiatement et intégralement investie dans la même période. Ce déséquilibre entre la production et le revenu est étalé dans le temps dans la logique sismondienne. Le revenu national destiné à acheter la production courante est en fait équivalent à celui de l'année précédente. Ce décalage entre la perception et la dépense du revenu permet l'épargne, un investissement, un accroissement de la main-d'oeuvre employée et, finalement, la croissance de l'économie.

Sismondi considère que "la balance nationale", rapport entre la "dépense nationale" et le "revenu national" n'est pas une simple égalité *ex post* entre le revenu distribué et le revenu dépensé, comme chez Say. Les possibilités de déséquilibre sont réelles :

> La balance entre les revenus et les dépenses peut cependant être égale, favorable ou défavorable.(18)

Sismondi propose alors un petit modèle pour démontrer les implications considérables de sa théorie sur "l'accroissement ou le déclin de la prospérité nationale"(19).

1. Le modèle de Sismondi

En 1803, Sismondi utilise son modèle pour combattre la conception physiocratique et mercantiliste de l'activité économique. "La consommation est la mesure proportionnelle de la *re*production" écrivait déjà Le Mercier de la Rivière en 1767 (20). Sismondi, en smithien orthodoxe, refuse cette vision keynésienne avant la lettre. Pour tous les Classiques, partisans ou opposants de la loi des débouchés, la production gouverne sans conteste la consommation. Sismondi n'échappe pas à la règle :

> (...) le produit de son travail [ le travail d'une nation ] sera conséquemment égal à sa consommation; car si elle produisait plus qu'elle ne peut consommer, ne faisant point d'exportation, une partie des fruits de son travail lui serait inutile, il baisserait les prix et arrêterait la production pour l'année suivante.(21)

La préoccupation angoissante des crises de surproduction qui apparaîtra comme le souci majeur de Sismondi dans ses *Nouveaux Principes* (22), ne transparaît pas encore dans la *Richesse Commerciale*.

Même en 1819, année où "l'Europe est arrivée au point d'avoir dans toutes ses parties une industrie et une fabrication supérieures à ses besoins"(23), Sismondi refusera d'attribuer à la consommation le rôle moteur que lui donnaient les physiocrates. De plus, la confusion incessante qu'il fait entre l'insuffisance de la demande effective et solvable et l'insuffisance des

besoins le rend incapable de proposer une solution de rechange à la loi des débouchés (24). L'analyse séquentielle de 1803 cherche à démontrer "qu'avec une consommation égale, selon que l'industrie s'accroît ou se ralentit, selon aussi l'état de leurs dettes envers l'étranger, chacun de ces peuples peut avancer un plus ou moins grand salaire nécessaire, et jouir d'un plus ou moins grand revenu"(25). Le volume de la production et du revenu sont déterminés par le "salaire nécessaire" distribué par les propriétaires durant la période précédente. Sismondi renoue dans la courte période avec l'idée physiocratique de la liaison directe d'une séquence de production à l'autre. Les physiocrates - et plus tard Keynes - attribuent à la consommation globale $(C + I)$ durant la période $t$, la mesure de la reproduction en $(t + 1)$, alors que Sismondi prétend que seul le "salaire nécessaire" de la période $t$ détermine la reproduction en $(t + 1)$.

Si le facteur moteur est différent, la liaison entre la production de deux périodes successives représente un important progrès sur l'analyse des Classiques orthodoxes. La rupture entre deux cycles de production successifs est supprimée. L'intégration de cette analyse séquentielle dans la théorie classique de statique comparée était, par définition, vouée à l'échec. Dans la mesure où Sismondi s'est montré incapable de proposer une théorie nouvelle des relations entre la production et la consommation, son analyse séquentielle ne pouvait devenir un concept opérationnel.

## 2. Définition des agrégats et des hypothèses de base; le fonctionnement du modèle (26)

$P$ = "Production de travail national pendant une année" (période $t$).

$N$ = "Salaire nécessaire antérieur $(t - 1)$ auquel ce travail est dû". Cette portion du salaire des ouvriers productifs "est à opposer au salaire superflu"; l'un se définit comme "la partie de la richesse mobiliaire strictement nécessaire à l'entretien des ouvriers", l'autre comme "la portion du capital circulant qu'ils reçoivent en compensation de leur ouvrage, par delà ce qui est absolument nécessaire à leur entretien".

$P - N = R$ = revenu (27) "composé de rentes, profits et salaires superflus, c'est la portion de la richesse constante chez une nation, que les individus qui la composent peuvent consommer dans l'année, sans la faire déchoir de sa production actuelle. C'est aussi le produit annuel qui l'a mis en mouvement".

$D$ = dépense nationale; "la masse des richesses mobiliaires que les trois classes productives ont ou consommées elles-mêmes, ou aliénées définitivement et sans espoir de la voir renaître".

$X$ = "Différence entre le salaire nécessaire antérieur $N_{(t-1)}$ et celui avancé dans l'année courante $N_t$, différence qui peut être nulle ou positive ou négative". D'où il découle que $(N_t = N_{(t-1)} + X)$, valeur du salaire nécessaire de la période courante.

$C$ = dettes (ou créances = $- C$) sur l'étranger durant la période courante.

Deux symboles étrangers à la démarche de Sismondi clarifient sa démonstration sans toutefois la modifier. Il s'agit d'une part de l'épargne, $S$, et d'autre part de l'investissement, $I$.

Comme pour Smith, le seul investissement pris en considération est l'investissement salarial. Toute épargne sur le revenu sert à accroître le niveau de l'emploi, et très accessoirement à augmenter les capitaux fixes encore peu nombreux au début du 19ème siècle. Le but du modèle est bien de montrer que tout accroissement de la production est dû à une augmentation de l'investissement salarial dans la période précédente (28).

L'accroissement du volume de la production est une fonction linéaire de l'investissement salarial de la période précédente. Sismondi estime à 2,5 l'effet multiplicateur de cet investissement. Si $(X = 2)$, l'accroissement de la production qui en découle est égal à 5 (29).

La consommation égale la production (ce ne sera plus le cas en 1819) car, comme pour les Classiques orthodoxes, l'*homo oeconomicus* de Sismondi ne saurait fournir un effort pour une production qu'il ne consommerait pas ou qu'il ne pourrait vendre qu'à un prix inférieur aux frais de production.

Sismondi synthétise son raisonnement à l'aide des équations suivantes :

| Pays sans commerce extérieur | Pays avec commerce extérieur |
|---|---|
| (1) $R = P - N$ | La relation (2) devient |
| (2) $P = D + (N + X)$ | (5) $P = D + (N + X) + C$, en cas de surplus de la balance commerciale, et |
| $D = P - (N + X)$ | $P = D + (N + X) - C$, en cas de flux net d'importations. |
| (3) $D = (P - N) - X$ | |
| $= R - X$ | |
| (4) $X = R - D$ | |

Sismondi en conclut "que l'état progressif ou rétrograde de la nation dépend toujours de l'évaluation de $X$ ou de la différence entre le salaire nécessaire d'une année et celui de la suivante"(30).

Une série d'exemples numériques illustrent sa démonstration algébrique. Il paraît judicieux de reproduire et de commenter le plus caractéristique et le plus simple; celui d'un pays sans commerce extérieur dans lequel il se crée une épargne nette permettant d'accroître le volume des salaires nécessaires. Sismondi date très précisément son modèle en considérant les années 1799, 1800 et 1801, et donne les valeurs suivantes à ses différents agrégats :

$P$ = 10 production du travail national en 1800

$N$ = 4 salaires nécessaires à la production $P$, versés en 1799,

$R$ = 6 revenus distribués (salaires superflus, rente, profit) en 1800, dont

$S$ = 0,4 épargne sur les revenus distribués en 1800, et

$X$ = 0,4 salaires nécessaires en 1800 moins les salaires nécessaires en 1799. On constate que l'épargne est égale à l'accroissement du salaire nécessaire; l'investissement se fait entièrement sous la forme salariale.

Deux hypothèses supplémentaires s'ajoutent enfin aux hypothèses de Sismondi :

- l'effet multiplicateur de l'investissement salarial est égal à 2,5;
- la propension moyenne à épargner est égale à 6 2/3 % du revenu.

| | 1799 | 1800 | 1801 | 1802 |
|---|---|---|---|---|
| Production | 10 | 10 (2,5*N*) | 11 *(N+X)* 2,5 | 12,099*(N+X)*2,5 |
| *N + X* | 4 | 4 | 4,4 | 4,8356 |
| *R* | 6 $\begin{matrix} D = 6 \\ S = 0 \end{matrix}$ | 6 $\begin{matrix} D = 5,6 \\ S = 0,4 \end{matrix}$ | 6,6 $\begin{matrix} D = 6,16 \\ S = 0,44 \end{matrix}$ | 7,16 $\begin{matrix} D = \ldots \\ S = \ldots \end{matrix}$ |
| Consommation | 10 | 9,6 | 10 | 11 |

Il apparaît ainsi clairement qu'en l'absence d'épargne et d'investissement salarial en 1800, le volume de la production de 1801 serait resté identique à celui de 1800. L'absence d'épargne en 1799 a pour résultat de maintenir constant le volume de la production pour l'année 1800, empêchant ainsi toute croissance. On constate enfin que le volume de la consommation en $t$ est toujours égal au volume de la production de la période précédente : la production de 1800 est égale à la consommation globale de 1801 (10 = 10).

Sismondi dégage ainsi les trois orientations possibles de la production en fonction du volume des salaires :

- absence d'épargne de la part des propriétaires et dépense intégrale du revenu; la production stagne, aucune croissance n'est possible;
- dépense excédant le volume du revenu (désépargne); la production diminue, apparition de la crise;
- épargne et dépense partielle du revenu; la production s'accroît, la croissance économique est assurée tant qu'il y a une augmentation du volume de l'investissement salarial (31).

## 3. Conclusion

En réécrivant les équations de Sismondi à l'aide d'une terminologie plus actuelle, il devient possible de les comparer avec les formulations qui ont été établies à partir du raisonnement de Say et de Ricardo (32). Les grandeurs sismondiennes prennent les acceptions suivantes :

$P = Y_t$ Production

$N = W_{t-1}$ Salaires nécessaires

$R_t = Y_t - W_{t-1}$ Revenu = salaires superflus + profits + rentes

$D = (C_t + I_t) - W_t$ Dépenses

$X = (W_t - W_{t-1})$

Dans une économie autarcique, les équations fondamentales de Sismondi se transposent de la manière suivante :

Revenu national (1) $R = P - N$ devient $R_t = Y_t - W_{t-1}$ ;

Consommation courante (productive et improductive) $D = P - (N + X)$ devient

$$(C_t + I_t) - W_t = Y_t - (W_{t-1} + W_t - W_{t-1})$$

(2) $Y_t = C_t + I_t$ ;

Epargne $X = R - D$ devient

$$R_t - D_t = Y_t - W_{t-1} - (Y_t - W_t)$$

(3) $S_t = W_t - W_{t-1}$ ;

Investissement (4) $S_t = I_t$ ; (par définition)

Production (5) $Y_t = k\ (W_{t-1})$ ; la production de la période $t$ est un multiple $k$ du volume des salaires nécessaires investis en $(t-1)$ (32).

De ces cinq agrégats découlent deux équations que Sismondi n'a pas énoncées lui-même, mais qui traduisent fidèlement les différentes applications numériques qu'il donne de son modèle théorique.

L'accroissement de la production est proportionnel à l'investissement net :

$$Y_{t+1} - Y_t = k(W_t) - k(W_{t-1}) = k\ (W_t - W_{t-1}) = kI_t$$

$$(6) \qquad Y_{t+1} = Y_t + kI_t$$
$$= C_t + I_t + kI_t = C_t + (1 + k)\, I_t \,.$$

De leur côté, Say, Mill et Ricardo affirment que la consommation productive (investissements) et la consommation improductive (consommation au sens propre) d'une période $t$ sont toujours égales à la production de cette même période. L'équation *(6)* de Sismondi devient la relation *(6bis)* des Classiques orthodoxes :

$$(6bis) \qquad Y_t = C_t + I_t \qquad (\text{et } Y_{t+1} = C_{t+1} + I_{t+1})$$

De plus, cette égalité est postulée *ex ante*. Il en découle trois affirmations principales que Sismondi reprend paradoxalement aussi à son compte :

- le pouvoir d'achat distribué est toujours égal au total de la production;
- l'*homo oeconomicus* est un être rationnel qui ne saurait thésauriser ou conserver de la monnaie à d'autres fins que les transactions à très court terme;
- le marché est toujours en état d'écouler la totalité de la production, à quelque niveau qu'elle se fixe.

Sismondi souscrit encore pleinement en 1803 à ces trois hypothèses fondamentales des Classiques orthodoxes. Cette égalité se trouve même dans son modèle et dans ses définitions. La production d'une période déterminée égale nécessairement la consommation et l'épargne de cette même période (33).

Cette similitude pourrait paraître suffisante pour rattacher Sismondi au courant orthodoxe, si l'auteur ne présentait pas une *analyse* dynamique des variables fondamentales et de leurs fluctuations. Cette analyse dynamique s'applique aussi bien à une économie stagnante qu'à une économie en croissance.

Say - Ricardo

$Y_t = C_t + I_t$

$Y_{t+1} = C_{t+1} + I_{t+1}$

Sismondi

$Y_t = Y_{t-1} + k(W_{t-1}) = I_{t-1} + kI_t$

$Y_{t+1} = C_t + I_t + kI_t$

Pour Sismondi, le revenu dépensé dans l'année est en fait celui de l'année précédente. Or, la croissance économique implique que la production d'une année soit supérieure à celle de l'année précédente; il y aura donc normalement un revenu inférieur à la production qu'il doit racheter. Cette inquiétude sismondienne éclatera au grand jour dans les *Nouveaux Principes d'économie politique*. La notion de revenu d'équilibre sera au centre de la démarche de Sismondi en 1819 :

> Le revenu national doit régler la dépense nationale, celle-ci doit absorber dans le fonds de consommation, la totalité de la production; la consommation absolue détermine une reproduction égale ou supérieure et de la reproduction naît le revenu.(34)

L'équilibre général des marchés, bien loin d'être automatique, dépend de la possibilité d'écouler la totalité de la production à un prix permettant de couvrir les frais de production encourus *ex ante*.

L'irruption de la séquence dans l'analyse du processus de production dérègle le mécanisme ricardien et met en avant pour la première fois, le rapport entre le rendement escompté *ex ante* et le rendement effectivement enregistré *ex post*. La désutilité créée *ex ante* par le volume de main-d'oeuvre et les capitaux affectés à cette production doit être compensée par l'utilité qui résultera *ex post* de la vente de cette production. L'épaisseur de temps qui sépare la désutilité de l'utilité - due à la division du travail - rend inévitable une distorsion entre ces deux grandeurs, source de rupture de l'équilibre économique.

B. Les *Nouveaux Principes d'économie politique* (1819) et la théorie du revenu d'équilibre

Dans la *Richesse Commerciale*, Sismondi faisait explicitement allusion à la réalité de déséquilibres globaux de la production sans pousser plus avant son analyse de l'équilibre général. L'essentiel de ses explications, notamment sa conception du revenu d'équilibre, est parue pour la première fois dans la deuxième édition (1818) de la célèbre *Edinburgh Encyclopedia* dont Sismondi avait rédigé l'article intitulé *Political Economy* (35).

L'essentiel de la démarche entreprise dans les *Nouveaux Principes* se trouve dans ces quelque cent quarante pages. Les *Nouveaux Principes* donneront une forme plus élaborée et une audience plus vaste aux idées non conformistes de Sismondi (36).

Les *Etudes sur les sciences sociales* de 1837 (37) ne seront qu'une reformulation des oeuvres antérieures, augmentées de développements sur les principaux points litigieux qui auront été mis en évidence par la querelle des débouchés.

La continuité de la réflexion sismondienne est parfaitement remarquable. L'analyse séquentielle de 1803 a été la pierre angulaire de la théorie du revenu d'équilibre de 1818 et de 1819. Sismondi différencie alors explicitement le court terme du long terme : "Un certain équilibre se rétablit, il est vrai, *à la longue*, mais c'est par une effroyable souffrance"(38) affirme-t-il dans les *Nouveaux Principes*. Il ne rejette absolument pas l'idée d'un équilibre général à long terme, en "statique comparée", comme Say, Mill et Ricardo. Il souligne cependant très clairement que, dans la courte période, les déséquilibres sont possibles et fréquents.

La théorie sismondienne de l'équilibre général - équilibre statique ou équilibre de croissance - se fonde sur une série de proportions à observer entre les divers agrégats du système. Cette proportionnalité entre les gran-

deurs globales est si essentielle pour Sismondi qu'il y reviendra explicitement dans l'"Avertissement" de la deuxième édition des *Nouveaux Principes*. Il veut démontrer par là toute la distance qui le sépare des Classiques orthodoxes, adeptes d'une analyse axée sur les ajustements automatiques par l'intermédiaire de mécanismes micro-économiques :

> Je me suis proposé de faire voir qu'il est nécessaire pour le bonheur de tous que le revenu croisse avec le capital, que la population ne dépasse point le revenu qui doit la faire vivre, que la consommation croisse avec la population, et que la reproduction se proportionne également et au capital qui la produit, et à la population qui la consomme. J'ai fait voir en même temps que chacun de ces rapports peut être troublé indépendamment des autres; que le revenu souvent ne croît point en proportion du capital, que la population peut s'accroître sans que le revenu soit augmenté, qu'une population plus nombreuse mais plus misérable, peut demander une moindre consommation; que la reproduction enfin peut se proportionner aux capitaux qui l'activent, et non à la population qui la demande; mais que chaque fois que l'un ou l'autre de ces rapports est troublé, il y a souffrance pour la société. C'est sur cette proposition que sont fondés mes *"Nouveaux Principes"*; c'est par l'importance que je lui attribue, que je diffère essentiellement des philosophes qui ont de nos jours professé d'une manière si brillante les sciences économiques de MM. Say, Ricardo, Malthus et Macculloch.(39)

Au moyen des *Nouveaux Principes*, Sismondi pense avoir placé "l'économie politique sur une base nouvelle"(40). Abandonnant les préoccupations micro-économiques des Classiques orthodoxes, Sismondi "se place directement sur le terrain des quantités globales et de leur évolution dans le temps"(41). Dans le domaine des débouchés, la préoccupation essentielle de Sismondi consiste à démontrer que la loi de Say est sans valeur dans la courte période :

> (...) l'accroissement de la consommation peut seul décider de l'accroissement de la reproduction, et (...) à son tour la consommation ne peut être réglée que par le revenu des consommateurs.(42)

L'analyse séquentielle développée dans la *Richesse Commerciale* est intégralement reprise dans les *Nouveaux Principes*. La démonstration de Sismondi

est exactement la même qu'en 1803; l'exemple est reproduit sous une forme arithmétique au lieu de la forme algébrique originale(43). Les conséquences découlant de cette analyse dynamique sont en revanche considérablement élaborées :

> La richesse nationale dans sa progression suit un mouvement circulaire; chaque effet devient cause à son tour, chaque pas est réglé par celui qui le précède, et détermine celui qui suit, et le dernier ramène le premier dans le même ordre.(44)

Pour Sismondi, Say et Ricardo se méprennent sur la succession logique des événements. La production ne règle pas la consommation, et le revenu ne gouverne pas la dépense. Ce "mouvement circulaire" reçoit une impulsion initiale dont il s'agit de déterminer l'origine avec soin.

> Le revenu national doit régler la dépense nationale, celle-ci doit absorber dans le fonds de consommation, la totalité de la production; la consommation absolue détermine une reproduction égale ou supérieure (45), et de la reproduction naît le revenu (46). (...) On voit toujours que l'accroissement de la consommation peut seul décider l'accroissement de la reproduction, et qu'à son tour, la consommation ne peut être réglée que par le revenu des consommateurs.(47)

L'intrusion de la séquence, et par là de la notion de reproduction, renverse le schéma établi par Smith et repris par Say, Mill, Ricardo et ses disciples. "La consommation est la mesure proportionnelle de la reproduction" disaient déjà Le Mercier de la Rivière et certains physiocrates (48); "la demande (est) créée par la consommation et l'investissement" dira Keynes (49). L'insuffisance notoire de l'analyse monétaire de Sismondi rend impossible le remplacement de ce lien de causalité-ci par ce lien de causalité-là. Cette "défaite" de la consommation devant la production, de Sismondi et de Malthus devant Say et Ricardo, pèsera lourd sur l'avenir de l'économie politique.

Les étonnants dons d'observateur de la réalité économique dont Sismondi fait preuve (50), l'ont aidé à mettre en relief l'erreur fondamentale de l'Ecole orthodoxe. Ses capacités de théoricien, pourtant largement révélées par son analyse séquentielle, ne lui ont pas permis d'élaborer une réfutation solide du courant représenté par Say et Ricardo.

La réflexion de Sismondi mérite néanmoins d'être reprise en détail, pour comprendre par la suite, le rôle important qu'elle jouera dans la querelle des débouchés.

## 1. La notion de revenu d'équilibre

L'analyse de Sismondi débute par une robinsonnade. Un solitaire sur une île déserte ne saurait chasser ou pêcher qu'à la condition expresse que l'utilité du poisson recueilli ou du lapin abattu soit supérieure à la désutilité qu'entraîne le travail nécessaire à leur consommation. Ce solitaire cesse d'accroître sa "production", son revenu et sa consommation dès que l'utilité de son produit marginal égale la désutilité du temps de travail nécessaire à son obtention :

> Les seuls travaux productifs sont ceux qui laissent après eux un gage au moins égal, aux yeux même du solitaire, à la peine qu'ils lui ont coûté. (51)

Dans un deuxième temps, Sismondi étend son raisonnement à une nation et introduit la division du travail. Dans une telle économie, "les proportions diverses entre le désir et ce qui peut le satisfaire, entre le travail et le revenu, entre la production et la consommation"(52) ne sont plus déterminées aussi aisément qu'elles l'étaient pour un solitaire. Sismondi, comme la plupart des économistes pré-marginalistes, considère la valeur comme une combinaison d'utilité et de travail (53). Si l'utilité est le fondement de la valeur pour l'individu isolé, elle se révèle inopérante comme fondement objectif de la valeur dans une économie fondée sur la division du travail. La valeur individuelle cède la place à une valeur sociale. La valeur devient pour chaque individu un concept *abstrait*. Il en découle que "si c'est l'utilité qui fonde la valeur, c'est le travail qui dans la majorité des cas (...), permet à cette valeur de voir le jour"(54).

Sismondi met alors en garde les Classiques orthodoxes contre une conséquence fondamentale de ce caractère objectif et social de la valeur dans une économie d'échange : *le risque de surproduction*.

> L'homme ne peut plus suivre son travail jusqu'au moment où les fruits sont consommés, ne peut plus juger du besoin auquel il doit pourvoir, ou du moment où il doit se reposer; il travaille sans relâche pour remplir les greniers communs, laissant à la société le soin de trouver l'emploi de la chose qu'il a faite.(55)

L'exact rapport entre l'utilité et la désutilité est brouillé, toutes les disproportions entre l'offre et la demande globales sont alors possibles.

Certes, le niveau général des prix sur un marché libre reflète *théoriquement* l'évolution de l'offre et de la demande globales. La production, l'investissement et la consommation devraient ainsi s'ajuster quasi-automatiquement les uns aux autres. Malheureusement, poursuit Sismondi, l'Etat entrave la liberté du marché en apportant un soutien à certaines entreprises en difficulté et aux travailleurs dans l'indigence. La détermination du niveau général des prix est ainsi faussée et il se produit fatalement une inadaptation de l'offre à la demande.

Pour Sismondi, ce déséquilibre général du marché n'est pas dû à un défaut structurel du capitalisme comme le prétendra Rosa Luxemburg (56), mais bien à une intervention intempestive de l'Etat dans les mécanismes de l'économie. Ce point est essentiel pour saisir la démarche de Sismondi :

> L'ardeur avec laquelle tous les gouvernements ont excité toute espèce de production au moyen de leur système de douanes, a établi une disproportion entre le travail et la demande.(57)

L'Etat n'investit pas en fonction des mêmes critères de rationalité que les entrepreneurs et les propriétaires. Sans se préoccuper du marché, le gouvernement maintient ses capitaux dans des secteurs sans lendemain au moyen d'une politique de soutien systématique à certaines entreprises d'exportation. Ces capitaux sont immobilisés sans espoir d'être réorientés rapidement vers d'autres activités plus rémunératrices (58).

Dans certains passages (59), Sismondi considère que la surproduction est due à une mauvaise orientation des investissements de l'Etat et à l'absence de mobilité des capitaux. Il n'y aurait donc pas de surproduction globale,

mais bien une inadaptation sectorielle de l'offre à la demande, au sens où l'entendaient Say et Ricardo.

Sismondi affirme cependant que, dans la majeure partie des cas (60), cette intervention de l'Etat - notamment l'aide aux indigents - provoque un accroissement net de l'investissement global et de la production qui entraînent un déséquilibre du marché. L'égalité entre l'offre et la demande est rompue, la production est supérieure à la consommation *(C + I)*. Une hausse temporaire des salaires nécessaires entraîne alors un accroissement de la natalité qui se résorbera à plus ou moins long terme par la misère et la pauvreté, jusqu'à ce que le salaire distribué soit à nouveau égal au salaire nécessaire.

Ce mécanisme n'avait rien d'hérétique par rapport aux raisonnements des Classiques orthodoxes, à la notable exception près que Sismondi considère comme inévitable l'apparition de crises générales de surproduction.

Dans une économie d'échange où domine une valeur sociale objective, la demande future ne peut être déterminée avec précision. De plus, le propriétaire devrait "avoir une autre considération devant les yeux, celle de ne jamais encourager un travail qui n'est pas demandé"(61). Enfin, le progrès technique en abaissant les frais de production par la diminution des salaires des travailleurs introduit un troisième élément d'incertitude dans cette égalité entre l'offre et la demande globales.

En dernière analyse, la production est poussée au maximum par les entrepreneurs satisfaits de pouvoir produire à des coûts plus faibles à la suite de la baisse des salaires; le volume de la main-d'oeuvre employée et son revenu diminuent; le marché se trouve soudainement encombré par une production que les propriétaires ne *veulent* pas acheter et que les travailleurs ne *peuvent* acheter (62). Contrairement à la théorie de Say et de Ricardo, l'épargne ne pourra pas être intégralement investie au cours de la période suivante. Le revenu, par l'intermédiaire de la consommation, étant la mesure de la reproduction, les investissements en vue de la production future se feront en fonction de la consommation présente. La crise ne fera que redoubler, le revenu nécessaire au rachat de la production ne se trouvant pas dans les mains de ceux qui seraient disposés à le dépenser; faute de pouvoir

d'achat, les travailleurs crient famine devant les stocks de biens invendus.

Les premières réactions à la publication des *Nouveaux Principes* furent violentes, notamment de la part de Mac Culloch, "le chef de l'école fondée par Mr Ricardo"(63). Pour ces opposants, l'origine des dépressions provenaient *exclusivement* d'une répartition défectueuse des facteurs de la production entre les différents secteurs. Le volume global de la production ne saurait en aucun cas être excédentaire par rapport à la consommation productive et improductive.

La réponse de Sismondi à l'attaque de Mac Culloch résume d'une manière étonnante l'opposition fondamentale des deux conceptions en présence :

> Deux explications opposées sont données de cette détresse publique qui cause tant d'effervescence. Vous en avez trop fait, disent les uns; vous n'en avez pas assez fait, disent les autres. L'équilibre ne se rétablira disent les premiers, la paix et la prospérité ne renaîtront que lorsque vous aurez consommé tout ce surplus de marchandises qui reste invendu sur le marché, et que vous aurez réglé à l'avenir votre production sur la demande des acheteurs; l'équilibre renaîtra disent les autres, pourvu que vous redoubliez d'efforts pour accumuler, tout comme pour produire. Vous vous trompez quand vous croyez que nos marchés sont encombrés; la moitié seulement de nos magasins est remplie; remplissons de même l'autre moitié et ces nouvelles richesses, en s'échangeant les unes contre les autres, rendront la vie au commerce.(64)

Cette réponse se situe bien dans la ligne des préoccupations sismondiennes de l'équilibre dans le court terme. Le problème soulevé n'est pas celui qui préoccupe les Classiques orthodoxes, pour qui ce déséquilibre trouvera de lui-même ses propres remèdes dans la longue période. Pour Ricardo, par exemple, les problèmes soulevés par Sismondi ne sont que des "problèmes d'intervalles"(65). Si certaines marchandises sont vendues dans le court terme en dessous de leurs frais de production, d'autres seront écoulées à un prix de vente supérieur aux frais de production; l'équilibre est ainsi maintenu, "le fort balançant le faible" comme dirait Say.

## 2. Les frais de production *ex ante* et *ex post*

L'opposition entre Sismondi et les autres auteurs classiques réapparaît très clairement au niveau de leurs conceptions des frais de production.

- Pour Say et Ricardo, le revenu global (égal au pouvoir d'achat) est nécessairement identique à la valeur de la production (égale aux frais de production). Ils admettent que l'épargne est immédiatement et intégralement investie; aucun déséquilibre n'est possible entre le revenu et la production. De plus, l'épaisseur de temps entre la production et la dépense est considérée comme négligeable. Quel que soit le volume de la production lancée sur le marché, la totalité de celle-ci est automatiquement rachetée au moyen du revenu distribué, *le prix de vente couvrant toujours les frais de production.*

Les Classiques orthodoxes, faisant abstraction du temps, considèrent les frais de production comme égalant *ex post* le prix de vente, alors que Sismondi, conscient de l'épaisseur de temps qui sépare la production de la consommation, s'intéresse au rapport entre les frais de production *ex ante* et le prix de vente.

- Pour Sismondi, l'essentiel n'est pas de savoir si le marché sera toujours en équilibre, mais bien de s'assurer que les producteurs seront en mesure de "recommencer leur opération"(66) dans la période suivante. Le prix de vente leur permettra-t-il "de reproduire avec bénéfice la chose vendue, sous les mêmes conditions, en même quantité" (67)? Les prévisions *ex ante*, sur la base des frais de production, se réaliseront-elles *ex post* ? L'analyse séquentielle produit ici pleinement son effet. La production courante est fonction de prévisions *passées*, la production future est fonction des résultats effectivement enregistrés durant la période courante. L'égalité entre la production et la dépense globale n'est pas automatique comme chez Ricardo et Say, mais *dépend de l'adéquation des prévisions antérieures aux réalités présentes.* Le rôle essentiel de l'incertitude et des anticipations qui sera au centre des préoccupations de Keynes (2ème partie), de Clower, de Leijonhufvud et de Davidson (3ème partie) est déjà clairement dégagé par Sismondi. Pour l'auteur des *Nouveaux Principes*, le *revenu d'équilibre* se

définit comme le niveau de revenu issu de la production courante capable de racheter la totalité de la production issue de la période précédente, de manière que la recette globale soit égale ou supérieure aux frais de production. A cette condition seulement le volume de la production de la période suivante pourra être égal ou supérieur à celui de la période en cours.

Pour que la "spirale sismondienne" puisse se développer sans heurt, il importe - et on se retrouve au point de départ de la démonstration de Sismondi - que la désutilité liée aux frais de production *ex ante* soit égale ou inférieure à l'utilité issue de la vente de la production. L'équilibre général est ainsi assuré lorsque la somme d'utilité retirée de la vente de chacun des produits est égale à la somme des désutilités issues de leur production.

C. Conclusion

La loi des débouchés de Say était appelée "à changer la face du monde". La "balance des productions et des consommations" (68) était pour Sismondi la "question fondamentale" que devait résoudre les économistes de son temps.

Pour les Classiques orthodoxes, la production globale, quel que soit son volume, crée nécessairement un pouvoir d'achat suffisant à son écoulement. Une crise générale de surproduction est exclue car les besoins de l'homme seront toujours suffisamment grands et suffisamment inassouvis pour permettre un équilibre entre la consommation productive et improductive et la totalité de la production.

De son côté, Sismondi affirme que la consommation "n'est point la conséquence nécessaire de la production; que les besoins et les désirs des hommes, sont, il est vrai sans bornes, mais que ses besoins et ses désirs ne sont satisfaits par la consommation qu'*autant qu'ils sont unis à un moyen d'échange*" (69). Le *vouloir consommer* doit correspondre au *pouvoir consommer* pour éviter toute crise. La conception sismondienne de l'organisation sociale et

les insuffisances de sa théorie monétaire rendaient hypothétique une exacte superposition des moyens de consommer et de la volonté de consommer par le biais d'une politique de stimulation de la demande effective.

Le paradoxe entre une production pléthorique et des besoins illimités, mais insatisfaits en raison d'une mauvaise répartition du pouvoir d'achat, a pourtant été fréquemment relevé dans les *Nouveaux Principes*. Les besoins sont sans bornes affirme Sismondi quatre-vingt pages après avoir soutenu, non moins catégoriquement, que "l'Europe est arrivée au point d'avoir dans toutes ses parties une industrie et une fabrication supérieures à ses besoins"(70). N'y a-t-il pas là une contradiction dans les termes ? "On voit que Sismondi ne cesse de confondre l'insuffisance de la demande effective et solvable avec celle des besoins" écrit François Schaller, qui ajoute que "cette erreur lui interdit tout progrès dans l'analyse du déséquilibre entre l'offre et la demande"(71). L'impasse est en effet totale en dépit d'affirmations qui contiennent déjà l'essence de la révolution keynésienne et le dépassement de la loi des débouchés par le principe de la demande effective.

> On voit toujours - écrit-il- que l'accroissement de la consommation peut seul décider l'accroissement de la reproduction , et qu'à son tour la consommation ne peut être réglée que par le revenu des consommateurs.(72)

Un accroissement autonome du revenu au moyen d'une politique monétaire adéquate suffirait pourtant à compenser la répartition défectueuse du pouvoir d'achat et à éviter toute crise générale de surproduction. Malheureusement, pour Sismondi comme pour Say et Ricardo, "la monnaie n'est qu'un voile". Le recours à toute politique monétaire est ainsi rendu impossible.

L'incapacité de Sismondi de renouveler fondamentalement l'analyse économique tient aussi à la conception de l'ordre social dans laquelle il s'est enfermé et qui influence trop sa théorie économique pour qu'il puisse s'en libérer et rechercher des solutions purement techniques. La doctrine politique bloque tout développement de l'analyse économique.

Dans la logique sismondienne, la seule méthode qui permettrait de palier l'insuffisance de la demande effective consisterait à modifier la répartition du pouvoir d'achat entre les membres de la société. Cette mutation ne serait plus conjoncturelle, mais bien d'ordre structurel. Le régime politique libéral auquel Sismondi était particulièrement attaché (73) devrait être bouleversé et à cela, l'économiste genevois s'est toujours opposé avec force.

Sismondi se trouve ainsi placé à un carrefour essentiel de l'analyse économique. Incapable de concevoir une action conjoncturelle pour remédier aux déséquilibres entre l'offre et la demande, l'auteur des *Nouveaux Principes* se refuse également à suggérer des modifications structurelles qui permettraient une meilleure répartition de pouvoir d'achat. Il se trouve face à une alternative dont il ne choisit aucun des termes. Il ne maîtrise ni les outils qui permettraient une réfutation de type keynésien de la loi des débouchés ni ceux nécessaires à la critique marxiste de la société de son temps.

Sismondi démythifie certes largement le libéralisme prêché par Say et Ricardo. Sa critique est même décisive sur plusieurs points. Les solutions de rechange sont en revanche inexistantes, pour ne pas dire parfaitement inadéquates. "Mon drapeau n'a jamais été porté dans la mêlée" se plaindra-t-il à la fin de sa vie (74). Il n'y avait là toutefois rien d'extraordinaire car, en fait, ses contemporains n'avaient rien "à porter". Sismondi proposait bien une finalité nouvelle à l'activité économique, mais il n'indiquait aucun moyen pour y parvenir (75).

Marx radicalisera la critique sociale esquissée chez Sismondi comme alternative à l'analyse des Classiques orthodoxes. Dans *Le Manifeste communiste* de 1848, Marx et Engels considèrent Sismondi comme un socialiste "utopique et réactionnaire"(76) sur le plan de la politique économique et des idées politiques. En revanche, Sismondi est le *seul* économiste classique à se voir décerner dans ce même *Manifeste* plus de dix lignes d'*éloge inconditionnel sur la valeur de son analyse économique* :

> [Il] a démontré d'une façon irréfutable les effets destructeurs du machinisme et de la division du travail; la concentration des capitaux et de la propriété terrienne, la surproduction, les crises; la déchéance fatale des petits bourgeois et des paysans; il a dénoncé la misère du prolétariat, l'anarchie dans la production, les disparités criantes dans la répartition des richesses, l'extermination des peuples dans les guerres industrielles, la dissolution des vieilles moeurs, des vieilles relations familiales, des vieilles nationalités.(77)

Joan Robinson, un des premiers disciples de Keynes, revendiquera aussi l'héritage de Sismondi comme étant celui qui préfigure le mieux l'oeuvre de son maître :

> Je regrette que, compte tenu du caractère insulaire de la tradition de Cambridge, Keynes n'ait jamais étudié Sismondi qui aurait été un précurseur beaucoup plus proche de lui que Malthus.(78)

Ces réhabilitations plus ou moins tardives des théories sismondiennes ne doivent pas faire oublier leur totale inaptitude à proposer des solutions de rechange aux axiomes des Classiques orthodoxes. Une théorie qui ne trouve aucun prolongement sur le plan pratique, aucune application de politique économique, manque totalement son but, même si de lointains successeurs y retrouvent - ou croient y retrouver - des éléments de leurs propres recherches.

## Par. 6.- Malthus, la loi de l'offre et de la demande et le principe de la demande effective : les *Principes d'économie politique* (1820)

La célébrité de Malthus est déjà grande en Angleterre lorsque paraît la première édition de ses *Principes*, en avril 1820. Son *Essai sur le principe de population* avait soulevé bien des passions dès sa parution anonyme en 1798 et lors de sa réédition considérablement augmentée de 1803 (1). Contrairement aux autres Classiques, l'auteur de l'*Essai* aborde les problèmes économiques par le biais de la démographie. Cette démarche influencera nota-

blement sa réflexion sur l'équilibre général des marchés. Dans son *Essai*, Malthus s'était efforcé d'expliquer les causes qui proportionnaient la population au volume des subsistances (2). Dans les *Principes*, sa préoccupation majeure consiste à trouver des stimulants pour accroître le volume des subsistances (3).

Cependant, à l'inverse de Say, Mill et Ricardo, Malthus ne cherche pas une croissance à tout prix du volume de la production. Il affirmait déjà dans l'*Essai* que la population s'ajustait au volume des subsistances produites par des personnes *en mesure de les racheter*. Les subsistances réglaient le volume de la population par l'intermédiaire des salaires distribués et de la demande effective :

> La mesure précise de la population d'un pays n'est pas la quantité de nourriture qu'il produit, puisqu'il en exporte une partie, mais la quantité d'occupation ou d'emploi qu'il peut offrir à la population laborieuse. C'est cette quantité d'emploi qui règle le salaire du travail (...). Les salaires réels sont le principal régulateur de la population et sa plus juste limite.(4)

La demande effective fixe la quantité d'emploi offerte qui détermine à son tour le niveau des salaires dont dépend le chiffre de la population (5). En définitive, c'est bien le revenu effectivement dépensé qui fixe le volume de la population (6).

Une première théorie de la croissance est ainsi esquissée par Malthus. Son souci constant, lié à sa conception de la demande effective, est de faire *coïncider* le volume de cette demande effective avec le total de la production. Critique sévère de la loi des débouchés, Malthus met constamment en garde ses lecteurs contre les heurts et les souffrances qu'engendre un accroissement de la production sans rapport avec la demande qui en sera effectivement faite. Le revenu détermine le volume de la population; une chute des revenus par la baisse des salaires, due à une offre supérieure à la demande, entraînerait une misère effroyable et la disparition physique de la population excédentaire, au cours d'une crise générale de surproduction.

Contrairement à la réfutation sismondienne de la loi de Say, la critique malthusienne du principe des débouchés se situe essentiellement au niveau micro-économique. La loi de l'offre et de la demande joue en effet un rôle essentiel dans l'analyse de Malthus. La production, la distribution et la consommation sont toutes trois réglées par cette loi fondamentale de l'économie classique.

Cette réfutation micro-économique de la loi des débouchés se révèle efficace pour expliquer le déséquilibre de macro-agrégats : tout volume de production n'assure pas un équilibre automatique entre l'offre et la demande (notion de revenu d'équilibre). Une analyse monétaire totalement déficiente empêche toutefois Malthus de proposer des mesures efficaces de politique économique permettant un équilibre dynamique des quantités globales.

L'économie malthusienne n'en reflète pas moins, à l'exemple de l'analyse sismondienne, une"économie de décision" où l'homme n'est pas simplement soumis aux lois naturelles du système, dégagées par sa raison. A travers le principe de la demande effective se profile la dichotomie entre le *pouvoir* et le *vouloir consommer*, reflet d'une division conflictuelle de la société en classes.

Très prudent sur le plan de la politique économique à suivre pour ajuster la demande globale à l'offre globale, Malthus propose fort peu de solutions concrètes et efficaces, confiant finalement la solution de ce déséquilibre à la loi de l'offre et de la demande.

L'empirisme de Malthus est une étape sur la voie qui aboutira à une remise en question des "abstractions ricardiennes"(7) et de la loi de Say. Ce pasteur anglais refuse de considérer "les produits comme s'ils étaient autant de chiffres vides ou de signes algébriques dont il s'agirait de comparer ensemble les rapports", alors que "leur rapport avec le nombre *et* les besoins des consommateurs" devrait être la seule préoccupation de l'économiste. L'offre ne crée pas sa propre demande, l'accroissement de la demande effective est le facteur moteur de l'incitation à investir et de l'augmentation de la production.

## A. Le rôle de la loi de l'offre et de la demande

La conception originale de la valeur chez Malthus - la quantité de travail qu'un produit peut commander - postule une analyse dans le court terme de l'évolution de la production. Parallèlement, la différenciation entre la demande *in esse* et la demande *in posse* permet à Malthus de donner une importance nouvelle à la loi de l'offre et de la demande dans la définition de l'équilibre entre l'offre et la demande globales.

### 1. Valeur et prix

- *Pour Ricardo*, l'utilité n'est qu'une "condition"(8) de la valeur d'échange d'un produit. Le coût de production est pour lui le seul fondement objectif de la valeur d'échange d'un bien. Cette valeur n'a aucun lien avec les mécanismes de l'échange, ni avec la vente ni avec la demande des consommateurs : elle est une qualité *intrinsèque* des objets échangés. La valeur relative des biens s'établit uniquement par la comparaison de leurs différents coûts de production, et non pas en fonction de l'offre et de la demande qui en sont faites sur le marché. En dernière analyse, le coût de production - et donc la valeur d'échange - est déterminé par le volume de travail utilisé lors de la production : *la quantité de travail incorporé dans chaque bien lors de sa production détermine la valeur de ce bien relativement aux autres produits*.

Le prix naturel, notion héritée de Smith, coïncide avec ce coût de production exprimé en travail. Seule une modification de la quantité de travail incorporée est capable de modifier le prix naturel et la valeur d'échange d'un bien. La prééminence du mode de production sur les conditions du marché s'affirme très clairement dans la détermination de la valeur et du prix naturel.

Ricardo ne nie cependant pas l'existence d'un prix courant qui fluctue au gré de l'offre et de la demande autour du prix naturel. Celui-ci ne saurait

toutefois s'écarter durablement de celui-là; tôt ou tard, affirme Ricardo, le système des prix et le jeu des capitaux flottants ramènent le prix courant au niveau du prix naturel (9). La somme des prix courants est de toute manière toujours égale à la somme des prix naturels, "le fort compensant le faible", en accord avec la loi des débouchés.

- *Pour Say*, "la valeur des choses (seule qualité qui en fasse des richesses) est fondée sur leur utilité, sur l'aptitude qu'elles ont pour satisfaire nos besoins"(10). L'auteur de la loi des débouchés n'accepte aucune prédétermination de la valeur dans le coût de production. La comparaison entre l'offre et la demande intervient directement dans la fixation du prix courant. La notion de prix naturel est abandonnée. Le prix courant, reflet des divers degrés d'utilité, fixe la valeur relative des différents produits entre eux. Le coût de production maintient néanmoins l'offre et la demande dans des limites très strictes :

  - l'utilité d'un bien détermine sa demande; mais le volume de cette demande est cependant limité par les frais de production. On cesse d'acheter un bien dont l'utilité est inférieure à la désutilité due au coût de production. Le raisonnement de Say est proche de celui de Malthus, à la notable exception près que l'auteur de la loi des débouchés ne fait aucune différence entre la demande potentielle et la demande effective. Un bien n'est produit qu'à la condition expresse que son utilité soit suffisante pour permettre l'écoulement de la totalité de sa production à un prix courant couvrant les frais de production. Le raisonnement de Say postule *ex ante* un équilibre entre l'offre et la demande.

  - Le coût de production conditionne également l'offre :

> Il n'y a de marchandise réellement offerte que celle qui est offerte au cours, au prix courant : celle qui, par ses frais de production, reviendrait plus cher que le cours ne sera pas produite.(11)

Le prix courant est ainsi doublement limité : par l'offre, déterminée par la rémunération des frais de production par le producteur, et par la demande,

limitée par la somme de coûts de production que le consommateur est disposé à payer, en fonction de l'utilité qu'il accorde au produit. Il en découle qu'échanger "deux produits, c'est au fond échanger leurs frais de production. La quantité offerte ou demandée - poursuit Say - est un *effet* du prix qu'ont les choses, et n'en est pas la cause"(12).

Cette importance accordée par Say aux frais de production ne permet pas de le ranger au côté de Ricardo dans la cohorte des théoriciens de la valeur-coût de production. La valeur pour Say est fonction de l'utilité et ne saurait être prédéterminée dans les frais de production.

Pour l'auteur de la loi des débouchés, le coût de production marque la limite en-dessous de laquelle le producteur ne saurait offrir ses produits d'une manière durable; mais, à l'opposé de Ricardo, Say conçoit fort bien une valorisation de la production par le biais de la demande. Say n'exclut pas une vente à un prix *supérieur* aux frais de production si la demande des consommateurs le permet :

> Les frais de production bornent la quantité de chaque produit qui est demandée, et (...) il suffit des suggestions de l'intérêt personnel de chaque producteur, pour que l'on ne fasse de chaque produit que la quantité qu'on en peut consommer au prix où le portent ses frais de production.(13)

Pour Say, contrairement à Malthus et à Ricardo, le consommateur et le principe d'utilité prennent le pas sur les difficultés de la production et la rareté des facteurs de la production comme fondement essentiel de la valeur d'un bien. La célèbre divergence entre Say et Ricardo (14), est l'exact reflet de l'optimisme du premier et du pessimisme du second. Pour Say, la valeur est avant tout déterminée par la relation qui s'établit entre le produit et le consommateur; pour Ricardo, l'accent est mis sur les difficultés de la production et l'avarice de la nature qui se traduisent par les frais de production.

Ricardo, et plus tard J. S. Mill, négligèrent ces liaisons entre l'offre et la demande comme facteur déterminant la valeur et fondèrent exclusivement

celle-ci dans les coûts de production. Inversement, Say démontre quels sont les mécanismes liés aux échanges qui fixent le prix courant au niveau du coût de production. Comme le dit Faure-Soulet :

> Le prix des produits, lié à la demande qu'on en fait, fonde le coût des facteurs; pour Ricardo, le coût des facteurs fonde le prix des produits.(15)

Les divergences d'opinion de ces trois auteurs sur un sujet aussi essentiel que la définition de la valeur joueront un grand rôle dans la querelle des débouchés. Leur héritage philosophique explique probablement ce clivage entre des théoriciens qui pourtant se réclamaient tous de Smith. La double définition de la valeur de l'auteur de la *Richesse des Nations* inspire les deux pessimistes britanniques, alors que Say et l'Ecole optimiste, influencés paradoxalement par Bentham, à travers les oeuvres de Turgot et des mercantilistes, érigent le principe d'utilité en système explicatif de la valeur.

*Smith* avait clairement énoncé sa double définition de la valeur, en soulignant que chacune d'elles aboutissait au même résultat, que l'une était le corollaire de l'autre :

1. "[ Les marchandises ] contiennent la valeur d'une certaine quantité de travail que nous échangeons pour ce qui est supposé (...) contenir la valeur d'une quantité égale de travail"(16). Le travail *contenu* dans un bien correspond aux frais de production nécessaires à la mise en valeur des ressources naturelles qu'il contient. Ricardo retiendra cet aspect de la définition smithienne de la valeur.
2. "(...) la valeur d'une denrée quelconque pour celui qui la possède (...) est égale à la quantité de travail que cette denrée le met en état d'acheter ou de commander"(17). Le travail que pourra *racheter* ce produit après sa vente détermine sa valeur. Cette seconde définition sera adoptée par Malthus.

Pour Smith, ces deux quantités de travail sont équivalentes : la quantité de travail "incorporée" correspond exactement à la quantité "commandée". L'ana-

lyse de longue période, l'investissement immédiat de la totalité de l'épargne sous la forme de salaires, la neutralité de la monnaie déterminent un mécanisme qui exclut tout déséquilibre de la production. L'épargne, immédiatement et totalement investie, provoque un accroissement du fonds des salaires, les salaires s'élèvent alors au-dessus du minimum physiologique et provoquent une augmentation de la population et de la main-d'oeuvre disponible; cet accroissement des capacités de travail provoque à son tour une augmentation du revenu national alors que, du fait de l'augmentation de la population, le salaire réel des ouvriers retombe au minimum physiologique. L'épargne est ainsi synonyme d'accroissement du revenu réel, sans risque de surproduction : l'augmentation de la population absorbe toujours intégralement l'accroissement du revenu réel en vertu des théories du fonds de salaire et de la valeur-travail-coût de production (18).

Ces mécanismes, valables dans le cadre d'une "société primitive" où la totalité du revenu est transformée en salaires, sont étendus par Smith aux sociétés évoluées dans lesquelles interviennent la rareté des capitaux et des terres, la rente et le profit, le propriétaire foncier et le capitaliste. Dans un tel cadre, le travail "incorporé" détermine le montant des salaires distribués; et la rente, le profit et les salaires fixent le travail "commandé", le travail qui pourra être racheté.

Le capitaliste épargnant plus aisément que le travailleur qui touche un salaire de subsistance, la croissance d'une économie est aisée, sans *jamais* craindre la surproduction due au surinvestissement. Le système smithien porte en lui le remède à toute crise de surproduction :l'augmentation du revenu réel ne peut se faire sans épargne et cette épargne accroît *préalablement* le volume de la population par la hausse du fonds des salaires. L'augmentation de la population précède ainsi toujours l'accroissement de la production. Il ne saurait y avoir de surproduction globale. Ricardo, retenant la théorie de la valeur-travail-coût a démontré comment il exclut tout danger de crise (19). Les produits ont une valeur prédéterminée que les fluctuations de l'offre et de la demande ne sauraient influencer.

- *Pour Malthus*, la théorie de la valeur se situe à mi-chemin entre le rigorisme ricardien de la valeur-travail-coût et l'optimisme de la valeur-utilité de Say. Pour l'auteur de l'*Essai*, la valeur d'un bien est déterminée par l'interaction de l'offre et de la demande sur le marché. L'utilité et les coûts de production sont tous deux des conditions permissives, mais non suffisantes, pour fonder la valeur d'échange d'un produit (20). La demande de biens se définit comme "la volonté de quelqu'un pour les acheter, combinée avec les moyens généraux dont il dispose à cet effet; et l'offre : la quantité des objets destinés à la vente, combinée avec le désir de les vendre" (21).

En dernière analyse, la valeur d'un bien est déterminée par le prix courant résultant de la confrontation de cette offre et de cette demande :

> Les valeurs relatives des denrées en argent, ou leur prix, sont déterminées par la quantité relative qui en est demandée, comparée avec la quantité qui en est offerte.(22)

Tout comme Smith, mais surtout à l'instar de Ricardo, Malthus recherche une mesure de la valeur qui soit invariable dans le temps et l'espace. Après avoir écarté l'étalon-monnaie et l'étalon-blé, il revient à la mesure de la valeur par le travail. Sa conception de la détermination de la valeur d'un produit par la loi de l'offre et de la demande et le prix courant lui interdit d'utiliser la conception ricardienne de la mesure de la valeur par le coût de production.

Après avoir rappelé la double définition de Smith, Malthus affirme qu'il s'agit de s'assurer d'un fait ;

> (...) à savoir : si le travail employé à la production des choses doit déterminer ou mesurer le taux auquel elles s'échangent l'une avec l'autre; ce qui n'a lieu dans aucun état de la société que nous connaissions(...).(23) Il est en effet à peu près impossible - poursuit-il - de trouver deux variétés de produits qui puissent s'échanger mutuellement en prenant pour base la quantité de travail nécessaire pour les créer.(24)

Après une longue énumération d'exemples, Malthus conclut à l'impossibilité totale d'utiliser le travail "incorporé" comme mesure invariable de la valeur d'un objet. La somme de travail consacrée à la production "ne nous permet donc ni de reconnaître quand la valeur relative de deux ou plusieurs marchandises a varié, ni de déterminer la nature et l'importance de ces variations"(25).

Après avoir éliminé la première définition smithienne de la valeur, Malthus est amené à constater que :

> Si nous déterminons la valeur d'un objet en raison de la quantité de travail qu'il peut acheter ou commander, (...) il nous apparaîtra comme une mesure essentiellement distincte de toutes les autres, et comme devant régler aussi exactement que le permet la question, la valeur intrinsèque et relative des marchandises.(26)

En dépit de cette conception de la valeur-travail, Malthus conserve la distinction smithienne entre prix naturel et prix courant, pour souligner que les frais de production gardent un rôle, qu'ils "sont une condition nécessaire de l'approvisionnement des objets demandés"(27). Ce prix naturel correspond à la somme des frais de production qui seuls permettent de créer une offre pour répondre à la demande. Le bien ne se vend pas à ce prix naturel mais bien au prix courant :

> (...) le prix des choses ne diffère du prix naturel qu'autant que l'état actuel de la demande et de l'offre peut différer de l'état naturel et moyen (...).(28)

Il découle logiquement de ce raisonnement, que le prix courant fluctue autour du prix naturel coïncidant avec les frais de production, sans s'en écarter durablement grâce à la concurrence et à la loi de l'offre et de la demande.

Le prix courant encaissé par le producteur doit lui permettre de régler les facteurs de la production, les salaires des ouvriers, le profit du capitaliste et la rente du propriétaire foncier. Il résulte alors des définitions malthusiennes du coût et de la valeur, qu'un produit *commande plus de travail qu'il n'en contient*. En effet, le coût supporté par le producteur, et

distribué sous la forme de pouvoir d'achat (salaires, rentes, intérêts, profits) ne saurait être épongé par les seules dépenses des salariés. La "quantité de travail commandée" étant égale au revenu total distribué, divisé par le taux de salaire moyen, si la totalité du revenu n'est pas dépensée - c'est-à-dire si le volume de la demande est inférieur au volume de l'offre - il est impossible de maintenir le niveau de la production et de l'emploi. Ce raisonnement est essentiel chez Malthus; de là découle la totalité de sa théorie de la demande effective, de la croissance et des crises. La liaison entre les frais de production et le prix de vente est rompue par l'intervalle de temps entre la production et la vente et par la possibilité d'une utilisation partielle du revenu distribué. La loi de l'offre et de la demande, la théorie de la valeur-travail et l'analyse de courte période brouillent l'égalité axiomatique de Say et de Ricardo entre la production et le revenu dépensé. La théorie de la demande effective, le paradoxe de l'épargne et la théorie de l'accumulation seront les principales explications fournies par Malthus pour démontrer cette inégalité et tenter d'ajuster une demande effective insuffisante à une offre excédentaire.

Malthus aboutit ainsi à une constatation voisine de celle de Sismondi (29), mais par des voies et pour des raisons différentes. La surproduction globale est possible, car l'utilisation du revenu par ses détenteurs est déficiente; un pouvoir d'achat inutilisé fera face à une production invendue et induira un processus de crise de surproduction.

Avant d'étudier en détail l'argumentation de Malthus, il est indispensable de définir plus précisément sa conception de la loi de l'offre et de la demande, et notamment la différence capitale qu'il introduit entre la demande *in esse* et la demande *in posse*. Dans la perspective de sa théorie du déséquilibre de la production, cette différence entre la demande *ex ante* qui détermine le prix courant et la demande effective *ex post* fixée par la comparaison entre ce prix et le revenu disponible, prend toute sa signification.

## 2. Demande *in esse* et demande *in posse*

Malthus constate tout d'abord que dans la littérature économique de son temps, les auteurs considèrent que l'offre est toujours égale à la demande, le rôle du prix étant précisément d'adapter l'une à l'autre, d'accroître ou de diminuer les quantités offertes ou demandées. Ces auteurs n'ont pas tort, estime-t-il, mais il s'agirait de définir exactement la nature de cette demande qui est toujours égale à l'offre; de connaître les rapports qui s'établissent entre ces deux variables et qui donnent naissance au prix d'équilibre.

> Quelques personnes ont prétendu que l'offre était toujours égale à la demande, parce qu'il ne peut y avoir d'offre permanente d'aucune denrée pour laquelle il n'y ait assez de demande pour enlever toute la quantité qui est offerte. Cela est peut-être vrai dans un des sens dans lesquels on prend ordinairement les mots de demande et d'offre. *L'étendue* positive de la demande comparée avec *l'étendue* positive de l'offre sont toujours, terme moyen, en proportion l'une avec l'autre. Quelque faible que soit la quantité offerte, la demande réelle ne peut la surpasser; et quelque considérable que soit l'offre, l'étendue de la demande ou de la consommation doit augmenter dans la même proportion (...).(30)

Malthus est ainsi le premier à marquer une différence essentielle entre *l'étendue* et *l'intensité* de la demande, entre la demande *in esse* et la demande *in posse* (31).

- *L'intensité de la demande* (demande *in posse*) exprime la volonté des demandeurs de céder une part plus grande de leur revenu en échange du produit demandé :

> Cette disposition de la part des demandeurs à faire un plus grand sacrifice pour satisfaire leurs besoins, est ce que j'ai appelé une plus grande intensité de la demande. [ Aussi, toute augmentation de l'intensité de la demande se traduit par ] un accroissement de *valeur* offerte, comparée à la *quantité* de produit demandé.(32)

- Face à cette intensité de la demande, les producteurs proposent une offre *in esse*, une offre réelle, physiquement limitée, incapable de se modifier dans le court terme.

- Le rapport entre l'intensité de la demande et l'offre effective *détermine le prix d'équilibre et la demande effective*, ou demande *in esse* : l'offre *in esse* est ainsi égale à la demande *in esse*.

> C'est invariablement et exclusivement [de] l'intensité de la demande, et non [de] la demande effective dont on veut parler, quand on dit, et c'est avec justice, que le prix des produits varie en raison directe de la demande et en raison inverse de l'offre qu'on en fait.(33)

La demande effective se définit donc chez Malthus comme "la quantité demandée par ceux qui ont la volonté *et* le pouvoir de payer"(34).

- Inversement, les variations de prix ne sont pas fonction d'une modification de la demande effective, mais dépendent de la portion plus ou moins grande de revenu que les demandeurs sont prêts à céder en échange d'un produit :

> Il est donc clair que ce n'est pas uniquement l'étendue de la demande réelle, même lorsqu'on la compare avec l'étendue de l'offre réelle, qui fait hausser les prix ; cela n'est dû qu'au changement dans le rapport entre l'offre et la demande qui fait hausser les prix (...), et qui rend nécessaire la manifestation d'une plus grande intensité de la demande, ou l'offre d'une plus grande valeur comparée à la quantité demandée, afin de partager paisiblement la quantité existante, ou d'empêcher que la production future de la même denrée ne vienne à manquer.(35)

Malthus donne un exemple qui clarifie une démonstration complexe. Durant la période *t*, l'intensité de la demande pour un produit double par rapport à la demande effective de la période *(t - 1)*. L'offre réelle étant la même en *(t - 1)* qu'en *t*, l'interaction entre l'intensité de la demande et l'offre effective détermine le prix auquel cette offre égale la demande effective. Ce prix se fixe de manière à éliminer du marché la demande excédentaire, à ramener la demande *in posse* au niveau de la demande *in esse*. Le niveau du

prix auquel s'effectue cette égalisation est fonction de l'intensité de cette demande, de la part supplémentaire de revenu que les demandeurs sont prêts à céder pour obtenir le bien.

Le mécanisme est le même si, par hypothèse, les frais de production doublent. La production future sera fonction du nombre de demandeurs qui pourront *et* voudront payer ce bien deux fois plus cher. Enfin, si le volume de l'offre diminue de moitié, l'intensité de la demande déterminera aussi le prix auquel s'écoulera cette production. Dans ces trois cas, il est clair que l'intensité de la demande est le facteur essentiel de la détermination du prix et de la quantité écoulée :

> Dans tous les cas de marché et de vente, on pourra dire avec raison que le prix dépend du rapport entre la demande et l'offre, ou qu'il varie en raison directe de la demande, *c'est-à-dire de l'argent prêt à être offert*, et en raison inverse de l'offre.(36)

En dernière analyse, et conformément à la théorie malthusienne de la valeur, *l'interaction entre l'intensité de la demande et l'offre effective détermine le prix courant et le volume de la demande effective; et par là, la valeur de toute marchandise mise en vente sur le marché.*

La théorie des crises et la critique malthusienne de la loi des débouchés trouvent leurs origines dans cet approfondissement de la loi de l'offre et de la demande. Malthus s'inquiète en effet de savoir si, *dans le court terme*, l'intensité de la demande sera suffisante pour susciter une demande effective égale à l'offre effective, *à un prix permettant de couvrir les frais de production*. En d'autres termes, Malthus se demande si le volume de revenu dépensé ou investi sera suffisant pour racheter la totalité de la production à un prix permettant de maintenir le niveau de production et le volume d'emploi. La loi de Say n'est pas du tout évidente pour l'auteur de l'*Essai* qui élabore une théorie de la sous-consommation (37) pour tenter de trouver une solution aux crises de surproduction : l'insuffisance de la demande effective due à une intensité trop faible de la demande effective, trouve son origine dans une propension à épargner trop élevée; le volume de revenu dépensé est inférieur au volume de la production disponible (38).

B. La loi des débouchés et le principe de la demande effective

A l'exemple de Sismondi, Malthus se préoccupe de l'équilibre dans la courte période sans se désintéresser toutefois des perspectives à long terme. Moins exclusif que Ricardo qui a toujours négligé ces "problèmes d'intervalle"(39), Malthus place la dynamique de courte période au centre de sa théorie de l'évolution économique. Le problème des débouchés n'est qu'un des multiples aspects d'une théorie plus large de la croissance économique.

Certains économistes contemporains utiliseront une démarche semblable à celle de Malthus et étudieront la croissance économique "sur un fond de fluctuations conjoncturelles"(40) : la théorie de Malthus est le lointain ancêtre des théories modernes des fluctuations dans la croissance, inaugurées par Harrod et Domar (41).

A la recherche des mécanismes de cette croissance, Malthus développe des idées en germe dans son *Essai* dans une direction nouvelle, non sans s'exposer à nombre de contradictions. Certains commentateurs ont même été jusqu'à parler d'un "second Malthus", en opposant les théories de l'*Essai* à celles des *Principes* (42). Cette contradiction entre les objectifs de ces deux ouvrages n'est qu'apparente, dans la mesure où Malthus s'occupe de deux problèmes parfaitement différents. Seul son objectif ne change pas. Il est persuadé que le seul moyen de promouvoir le "bonheur"(43) de tous consiste à proportionner population et production.

Dans l'*Essai*, il affirme que "la population a cette tendance constante à s'accroître au-delà des moyens de subsistance"(44). Il semble exprimer exactement le contraire lorsqu'il écrit au chapitre VII de ses *Principes* que "les fonds destinés à entretenir les ouvriers s'accroissent bien plus rapidement que la population"(45). Malthus, en fait, se préoccupe du même problème; *seul diffère le laps de temps considéré*, échéance fixée pour l'adaptation de ces deux variables l'une à l'autre. La préoccupation de l'*Essai* est *structurelle*, alors que le souci de Malthus dans les *Principes* est *conjoncturel*. L'insuffisance chronique de demande effective creuse constamment un écart déflationniste entre la production offerte et la production consommée. Dans

la courte période, l'interrelation entre le principe de la population et le "principe productif des subsistances"(46) ne doit pas recevoir une interprétation à sens unique :

> Je crois - écrit Malthus - qu'il faut admettre comme une vérité que tous les grands résultats en économie politique, relativement à la richesse, tiennent à des *proportions*; et c'est parce qu'on n'a pas fait attention à cette importante vérité, qu'il a été commis tant d'erreurs en voulant prédire les conséquences futures.(47)

La croissance de la production, indispensable à l'amélioration - ou tout au moins au maintien - du revenu moyen d'une population en constante augmentation ne saurait être assurée par la simple accumulation du capital. Comme on l'a déjà vu, la population s'adapte finalement à un volume de biens effectivement produits par une main-d'oeuvre en mesure de les acheter. L'accroissement de la demande effective pour les produits doit précéder l'augmentation de la production : le mécanisme malthusien de la croissance à long terme repose finalement sur une stricte proportionnalité entre l'offre et la demande effective, entre les "facultés productives" et les "facultés distributives". Le souci constant de Malthus est de chercher dans la courte période le moyen d'ajuster l'investissement à l'épargne, le revenu effectivement dépensé à la production.

La notion de demande effective met clairement en évidence un problème central de la théorie de l'équilibre général, éludé par Say et Ricardo : le rapport entre les besoins solvables et les besoins non solvables. Toute l'analyse et toute la politique économique de Malthus tendront à démontrer que "les produits ne s'échangent pas contre des produits", et que l'équilibre général dépend du maintien de la demande effective au niveau de la production.

L'*Essai* reflète donc essentiellement les préoccupations à long terme de son auteur. Le principe de la population conjugué avec la loi des rendements décroissants en agriculture annonçaient l'inéluctabilité d'un état stationnaire de style ricardien (48).

Les *Principes* sont au contraire l'écho de préoccupations de courte période. Il s'agit de rechercher une méthode capable d'assurer une croissance harmonieuse de la production, capable de retarder l'avènement de cet état stationnaire. L'analyse à court terme de Malthus se trouve en parfait désaccord avec les vues de Say, Mill et Ricardo (49).

## 1. La théorie malthusienne de la croissance et le principe de la demande effective

L'optimalisation du taux de croissance d'une économie pose comme préalable une analyse très fouillée des interdépendances entre les divers agrégats en présence. Il s'agit en effet, de stimuler l'activité économique par une politique adéquate influençant judicieusement le ou les facteurs moteurs de l'expansion. En d'autres termes, après avoir distingué la (ou les) variable indépendante de la masse des variables fonctionnelles, Malthus définit les moyens de maximiser cette variable indépendante, et par le biais des relations fonctionnelles, d'optimaliser le rapport production/population.

Le but de Say et de Ricardo était absolument identique à celui de Malthus. La seule différence entre leurs démarches respectives tient *au choix* de la variable indépendante. Pour les uns, l'accroissement autonome de la production permet seul l'optimalisation du rapport population/production; alors que pour Malthus, l'accroissement *préalable* de la demande effective permet seul d'optimaliser ce rapport (50).

Pour Malthus, la loi de l'offre et de la demande détermine la valeur d'un produit par l'intermédiaire du prix courant qui se confond à long terme avec le prix naturel. Dans ce processus de valorisation par les mécanismes du marché, il est indispensable de déterminer laquelle des deux variables en présence influe sur l'autre. L'offre détermine-t-elle la demande, la demande influe-t-elle sur l'offre ?

Malthus fait alors intervenir le concept de demande effective, "volonté de quelqu'un pour acheter des objets combinée avec les moyens généraux dont il dispose à cet effet"(51). La fixation du prix par la loi de l'offre et de la

demande s'affine ainsi par l'adjonction de la notion de revenu disponible. Le concept de demande devient beaucoup plus restrictif que chez les autres Classiques : la volonté d'acquérir un bien doit pouvoir se doubler de la possibilité de l'acheter (et inversement), pour que la demande *in posse* devienne une demande *in esse*, une demande effective.

Malthus constate ensuite que la volonté d'investir dépend du profit escompté par le capitaliste qui met son épargne à disposition. Le taux de profit est déterminé par la *valeur* (prix × production) de la production écoulée, résultant de la comparaison de l'offre et de la demande effective.

Une croissance harmonisée du rapport production/population (52) postule une augmentation de la production offerte *et* demandée. L'offre et la demande effective doivent croître parallèlement pour éviter tout déséquilibre sur le marché. Or, "l'accroissement des facultés productives" n'est pour Malthus qu'une condition permissive de l'augmentation du volume de la production. Le taux de profit déterminant le volume d'investissement, la disparition de ce taux de profit par la diminution du prix courant à la suite d'une offre excédant la demande effective, provoque une crise *générale* de surproduction. L'offre étant supérieure à la demande effective, le prix auquel elle pourrait s'écouler est inférieur aux frais de production; l'incitation à investir disparaît et le processus de contraction de la production ramène tôt ou tard l'offre au niveau de la demande effective. L'offre ne saurait donc créer par elle-même un stimulant suffisant pour accroître le volume de la production. Certes, un accroissement autonome du volume de la production est toujours possible si l'on ne tient pas compte de l'évolution de sa valeur globale. Le but malthusien étant d'accroître le revenu par tête, une augmentation de la production sans rapport avec la demande effective irait à fin contraire : le revenu global et le revenu par tête diminueraient à la suite de la chute du niveau général des prix engendrant une crise de surproduction.

*Une augmentation du volume de la demande effective est un préalable à tout accroissement de la production.* Cette augmentation de la demande se manifestera par une hausse du prix courant, par la hausse de la valeur échangeable des produits qui traduit immanquablement la volonté des consommateurs de consacrer une part plus grande de leur revenu à l'acquisition d'un bien ou

d'un service particulier.

> La première chose dont on a besoin (...), avant même tout accroissement de capital et de population, c'est une demande effective de produits, c'est-à-dire une demande faite par ceux qui ont les moyens et la volonté d'en donner un prix suffisant.(53)

Malthus procède par là à un *renversement total* de la doctrine orthodoxe exprimée par la loi des débouchés. L'offre ne crée pas sa propre demande, les produits ne s'échangent pas contre des produits; le volume de la demande effective détermine seul, et préalablement, le niveau de la production. Tout comme Sismondi (54) Malthus considère qu'à tout volume de la production ne correspond pas automatiquement un équilibre entre les quantités offertes et les quantités demandées à un niveau de prix permettant de couvrir les frais de production (55).

Toute politique de croissance de la production pose comme préalable une augmentation de la demande effective et solvable. La réfutation systématique des fondements de la loi des débouchés permet à Malthus d'établir un volumineux catalogue des mesures nécessaires à l'ajustement de la demande effective au volume de la production. Un tel dépassement du courant ricardien ne va pas sans une conception notablement différente des variables essentielles décrites par Smith et ses successeurs. Le producteur, le consommateur, le capitaliste, en bref, la conception de l'*homo oeconomicus* malthusien est fort différente de celle des Classiques orthodoxes.

## 2. La critique malthusienne de la loi des débouchés

L'égalité revenu-production est la condition essentielle de l'équilibre général, pour Say et Ricardo, tout comme pour Malthus; mais alors que pour les premiers cette condition est remplie *ex ante*, Malthus cherche à constater cette égalité *ex post*. Le *revenu* distribué permet-il le rachat de la totalité de la production par les consommateurs à un prix égal ou supérieur aux frais de production ? Les *consommateurs* ont-ils la volonté de le faire ?

Pour les uns, la surproduction est logiquement impossible, pour l'auteur de l'*Essai*, l'absence de crise dépend de l'intensité de la demande, du *vouloir* et du *pouvoir consommer* des consommateurs. Malthus constate que le revenu n'est pas la demande. Dans l'Angleterre du début du 19ème siècle, la demande effective lui semble le plus souvent inférieure au revenu, créant ainsi un écart déflationniste. La critique malthusienne de la loi des débouchés s'efforce de distinguer les causes de cet écart. A l'aide de sa politique économique, Malthus propose, dans un deuxième temps, des solutions destinées à combler cet écart et à maintenir le volume de la demande effective au niveau de l'offre.

Le chapitre VII de la première édition des *Principes d'économie politique* - "Des causes immédiates du progrès de la richesse" - reflète la recherche systématique des causes de cette insuffisance de la demande effective et "des moyens considérés comme stimulant à l'accroissement de la richesse"(56).

a. La somme des intérêts individuels ne correspond pas automatiquement à l'intérêt général

Malthus remet en cause l'axiome smithien de l'identité des intérêts (57). Sa conception de la valorisation de la production par la loi de l'offre et de la demande en est la manifestation la plus frappante.

Les décisions d'investissements de chacun des entrepreneurs n'assurent pas en tout temps une valeur optimum à la production. La demande effective fixe seule le prix de vente qui détermine à son tour le profit et la rente foncière.

Une maximisation du volume de l'épargne, sans rapport avec l'incitation à investir peut provoquer une baisse de consommation fatale à l'équilibre général.

En bref, toute modification du volume de la production sans rapport étroit avec le niveau de la demande effective est source de déséquilibre. Le

dualisme exprimé par l'offre des producteurs et la demande des consommateurs rend impossible une identité entre les intérêts des uns et des autres. L'interdépendance entre les décisions des deux parties à l'échange est essentielle au déroulement harmonieux de la croissance. La loi de l'offre et de la demande ne trouve pas une application mécanique comme chez les autres Classiques. Le principe de la demande effective et la politique économique proposée par Malthus tendent à pallier ces contradictions d'intérêts que Say et Ricardo n'avaient pas constatées ou pas voulu déceler.

L'exemple des fermiers et des manufacturiers traduit très pratiquement les divergences qui peuvent surgir entre l'intérêt individuel et l'intérêt général :

> Pendant que les fermiers seraient disposés à consommer les objets de luxe produits par les manufacturiers, et ces derniers à en faire autant, par rapport aux produits de luxe du fermier, tout marcherait bien; mais si l'une des parties, ou toutes les deux s'avisaient d'épargner afin d'améliorer leur condition et de pourvoir à l'entretien de leur famille dans la suite, l'état des choses deviendrait très différent.(58)

L'épargne des uns ne fait pas l'intérêt des autres, la non-consommation des premiers peut précipiter les seconds dans la misère (59). *Les incitations individuelles à épargner ou à investir, bien loin de toujours favoriser l'intérêt général, peuvent aboutir à fin contraire si elles ne sont pas justifiées par l'existence d'une demande effective prête à éponger le surplus de production.* La somme des intérêts particuliers n'entraîne plus automatiquement l'intérêt général.

Au chapitre VII des *Principes*, Malthus exprime pourtant son adhésion totale au "grand principe d'économie politique établi par Adam Smith, et à sa maxime générale [ qui nous enseigne ] (...) que la richesse des nations n'est jamais mieux assurée que lorsqu'on permet à chaque individu, aussi longtemps qu'il adhère aux règles de la justice, de poursuivre ses intérêts d'après ses propres vues"(60). Cet apparent paradoxe entre l'affirmation de la coïncidence des intérêts et un contre-exemple parfaitement manifeste s'explique peut-être par la place importante qu'occupent les lois naturelles dans la philosophie économique malthusienne, singulièrement la loi de l'offre et de la demande.

Sur le plan analytique, une analogie certaine entre la loi de l'offre et de la demande et le principe de la population permettra de mieux saisir la démarche de Malthus.

Pour l'auteur de l'*Essai*, les lois de la nature sont immuables et il est exclu de vouloir s'en affranchir; le principe de la population est l'une de ces lois naturelles (61), et Malthus en conclut qu'il est vain de vouloir l'ignorer.

Le principe de l'offre et de la demande, au centre de la théorie malthusienne de la production, des échanges et de la répartition, est aussi "un grand principe" dont l'homme ne peut faire abstraction. L'antagonisme entre la loi de l'offre et de la demande et le principe smithien de l'identité des intérêts ne saurait se résoudre que par la reconnaissance de la primauté de la première sur le rationalisme des hommes exprimé par le second. Contrairement à Say qui tente d'équilibrer l'influence du déterminisme des lois naturelles en recourant à la philosophie rationaliste du 18ème siècle (62), Malthus affirme sans aucune équivoque la primauté des lois naturelles sur toutes les activités sociales de l'homme. Les lois de la nature sont les "lois de Dieu", et "la raison et la religion ne nous permettent pas d'espérer que ces lois soient changées pour rendre plus facile l'exécution de quelque commandement particulier"(63). Le principe de l'identité des intérêts ne saurait remédier aux déséquilibres entre l'offre et la demande et assurer une croissance économique optimum; la solution doit être cherchée ailleurs.

b. Volume de la population et demande effective

Un accroissement du volume de la population n'est pas non plus, pour Malthus, un moyen suffisant de stimuler la demande effective :

> Toutes les personnes qui connaissent la nature de la demande effective comprendront parfaitement que (...) l'envie qu'un individu quelconque peut avoir de posséder les choses d'une grande utilité ou d'agrément, quelque forte qu'elle soit ne contribuera en rien à les faire produire, *s'il n'existe pas ailleurs une demande réciproque pour quelques-unes des choses que cet individu possède.* (64)

Ainsi, il ne suffit pas de multiplier les emplois, et par là les désirs, pour multiplier automatiquement la production. Si l'individu ne dispose que de sa force de travail, l'employeur ne l'embauchera qu'à condition que le bien résultant de la production soit en mesure de racheter une quantité de travail supérieure à celle nécessaire à sa fabrication. L'entrepreneur ne saurait augmenter le volume de sa production dans le seul but d'ecouler une production supplémentaire à un prix correspondant aux salaires des ouvriers marginaux (65). L'entrepreneur n'accroît sa production que dans la mesure où le prix de vente lui procurera un profit au-delà de la rémunération des ouvriers marginaux :

> Il ne saurait y avoir un plus grand nombre de bras employés dans un genre quelconque d'industrie, par le seul motif de la demande que peuvent faire des produits de cette industrie les personnes qui y sont occupées. Il n'est point de fermier qui voulût se donner la peine de surveiller le travail de dix journaliers de plus, par le seul motif que la totalité de son produit rapportera au marché un excédant de prix égal à la somme additionnelle qu'il a donnée en paiement à ses journaliers. Il faut qu'il y ait quelque circonstance dans l'état précédent de la demande et de l'offre de la denrée en question, ou dans son prix, qui soit antérieure et étrangère à la demande occasionée par les nouveaux ouvriers, pour qu'il y ait une raison pour employer un nombre plus considérable de bras à la production de cette denrée.(66)

L'entrepreneur n'investit que dans la mesure où ses prévisions lui permettent d'espérer un profit au-delà du salaire nécessaire à l'accroissement de la production, c'est-à-dire dans la mesure où *la demande à satisfaire est déjà existante* (67).

Malthus est aux antipodes de la loi des débouchés : l'épargne des entrepreneurs n'est ni automatiquement ni intégralement investie comme le prétendaient les Classiques orthodoxes. L'incitation à investir du chef d'entreprise dépend de l'état de ses prévisions en matière de demande effective des consommateurs, et non plus de l'assurance que les salaires qu'il distribue rachèteront sa production. La loi de Say subit ainsi un premier ébranlement : la relation mécanique entre l'épargne et l'investissement peut être faussée une première fois au niveau de l'entrepreneur, par le défaut d'incitation à investir résultant d'une insuffisance de la demande effective.

Une augmentation du volume de la population sans accroissement préalable de la demande effective, bien loin de procurer un accroissement du revenu par tête, provoquera une chute du salaire moyen au-dessous du minimum physiologique (68), une diminution du prix de vente des produits en dessous des frais de production, la disparition du profit, la contraction de la valeur et du volume de la production et l'apparition du chômage (69).

La relation que Malthus établit entre population et production dans ses *Principes* est la réciproque de celle qu'il avait dégagée dans son *Essai*. Dans son premier ouvrage, il constatait que "la mesure précise de la population d'un pays n'est pas la quantité de nourriture qu'il produit"(70), et dans les *Principes*, il note que le volume de la production n'est pas proportionné à celui de la population. Dans les deux ouvrages, le volume de la demande effective - ou, ce qui revient au même, le volume de la main-d'oeuvre demandée par les entrepreneurs - règle seul la croissance de la production et le rapport production/population.

Dans l'*Essai*, Malthus affirme que "la quantité d'occupation ou d'emploi qu'il [un pays] peut offrir à la population laborieuse"(71) détermine le volume de la population. La conclusion de l'analyse théorique de la section II du chapitre VII des *Principes* réaffirme cette liaison entre production et population :

> Il est donc évident, en théorie, qu'un accroissement de population, lorsqu'il n'y a pas d'occupation pour un nombre plus considérable d'ouvriers, (...) ne peut point offrir l'encouragement nécessaire pour une augmentation de richesse proportionnée à la faculté de production.(72)

c. Epargne et demande effective

Les développements sur le rôle de l'épargne dans la théorie malthusienne de la croissance sont essentiels. Dans la courte période, Malthus démontre à l'aide d'une argumentation strictement économique l'influence de l'épargne sur l'accroissement de la demande effective, du volume des investissements et de la production.

Prenant le contre-pied des défenseurs de la loi des débouchés, Malthus attaque ceux-ci sur leur propre terrain de la micro-économie des prix et des quantités; sa critique a ainsi plus de poids et inquiétera beaucoup plus Say et Ricardo, que la tentative de réfutation macro-économique de Sismondi (73).

Les réflexions de Malthus sur le rôle de l'épargne furent un énorme pavé jeté dans la mare de l'orthodoxie économique de l'époque. L'épargne n'est pas automatiquement ni intégralement utilisée, l'investissement est fonction de la demande effective des produits; il existe un volume *optimum* de production qui ne saurait être dépassé sans provoquer une crise générale de surproduction.

Cette remise en question très directe des vertus de l'épargne a eu un énorme retentissement à relent de scandale dans le monde industriel, politique, intellectuel et religieux de l'époque. La théorie malthusienne remettait en question la vision séculaire des bienfaits de l'épargne à tout prix et bousculait l'éthique du capitalisme naissant, notamment dans les pays protestants anglo-saxons (74).

La violente réaction passionnelle d'une Europe "organisée socialement et économiquement de telle sorte que l'accumulation du capital fût possible" (75) a retardé jusqu'à Keynes la prise de conscience de la différence essentielle entre le refus pur et simple de toute épargne, celle-ci étant considérée comme nuisible à la consommation (Lauderdale (76)), et la théorie malthusienne de l'*optimum* d'épargne, *fonction* de la demande effective et de la situation conjoncturelle (77).

I. *Le paradoxe de l'épargne* - Malthus est le premier économiste à distinguer très clairement les deux aspects de la réalité de l'épargne : "s'il est incontestable qu'aucun accroissement de richesse permanent et soutenu ne peut avoir lieu sans un accroissement d'épargne" (78), une épargne excessive provoquera une diminution de la consommation, une réduction de la demande effective, une baisse de la production, et finalement une réduction du volume de l'épargne. A trop vouloir épargner dans le présent, on finit par se priver

de toute possibilité d'épargne dans le futur :

> Mais nous avons déjà fait voir que la consommation et la demande occasionnées par les personnes employées dans un travail productif ne peuvent jamais être un encouragement suffisant à l'accumulation *et* à l'emploi du capital. Et quant aux capitalistes eux-mêmes, ainsi que les fermiers et autres personnes riches, ils sont supposés avoir résolu d'être économes, et, en se privant de leurs jouissances ordinaires, de choses commodes ou de luxe, d'épargner sur leurs revenus pour ajouter à leur capital. Je demanderais comment il est possible, [poursuit Malthus,] dans de telles circonstances, de supposer que la quantité augmentée de produits obtenus avec un plus grand nombre d'ouvriers productifs, puisse trouver des acheteurs, sans qu'il y ait une telle diminution de prix, que la valeur des produits tombe au-dessous des frais de production, ou pour le moins, *qu'elle diminue beaucoup les moyens ou la volonté d'épargner.*(79)

Une insuffisance comme un excès d'épargne peuvent, par des voies opposées, entraîner un déséquilibre de la production. Les dangers de sous-production et de sous-consommation sont également nuisibles à la croissance. Ce dualisme paradoxal ne peut être surmonté que par le grand principe "des proportions"(80). Une proportionnalité *fonctionnelle* doit être maintenue entre l'épargne, la consommation et la production. L'étude des variations *relatives* de ces agrégats doit prendre la place de l'observation classique des variations absolues. La mise en question du rôle bénéfique de l'épargne en toute circonstance permet à Malthus d'affirmer sans hésiter que "la doctrine [des débouchés], d'après la latitude qu'on lui a donnée, me semble tout à fait fausse, et en contradiction manifeste avec les grands principes qui règlent l'offre et la demande"(81).

II. <u>*Les éléments de la critique malthusienne*</u> sont ainsi tous en place. L'auteur de l'*Essai* introduit successivement les trois principaux facteurs qui, selon lui, grippent la mécanique bien huilée de la loi des débouchés, en provoquant un affaiblissement de la demande effective, cause d'un "engorgement général du marché".

En premier lieu, Malthus critique sévèrement la conception mécaniste de l'échange et la théorie de la valeur des partisans de la loi des débouchés :

> M. Say et M. Mill et M. Ricardo (...) ont considéré les produits comme si c'étaient autant de figures de mathématique, ou de caractères d'arithmétique dont il s'agirait de comparer ensemble les rapports, au lieu de regarder les produits comme des articles de consommation, qui doivent, par conséquent, être étudiés dans leurs rapports avec le nombre et les besoins des consommateurs.(82)

Say, Mill et Ricardo se soucient exclusivement du rapport des biens entre eux, alors que le rapport essentiel pour Malthus est celui qui existe entre les produits et les goûts des consommateurs : la notion de demande effective reflète seule cette dernière proportion.

La théorie de la valeur-travail-rachat, la valorisation de la production par la loi de l'offre et de la demande, corollaire de la variation incessante du rapport entre la production, les besoins et le pouvoir d'achat des consommateurs, joints à l'analyse de courte période, mettent en question le fonctionnement de la loi de Say.

Malthus synthétise sa première critique en affirmant que :

> Il n'est pas du tout vrai que des produits soient toujours échangés contre d'autres produits. La plus grande partie des produits s'échange contre du travail productif ou improductif; et il est bien clair que cette masse de produits, comparée au travail contre lequel elle doit être échangée, peut baisser de valeur par l'effet de la surabondance, précisément de la même manière qu'une denrée baisse de valeur par sa surabondance relativement au travail et à l'argent.(83)

Un volume de production plus élevé face à une propension à consommer plus faible provoque une diminution de la valeur de ces produits :

> (...) quoiqu'ils pourraient avoir *coûté* la même quantité de travail que par le passé, ils ne pourraient plus en *payer* autant; et par là, le pouvoir d'accumuler, et les motifs de le faire, trouveraient à la fois de puissants obstacles.(84)

Le mécanisme de l'échange de produits contre des produits cède la place à une dialectique de l'échange de produits entre les individus. La loi de

l'offre et de la demande, reflet des modifications incessantes du pouvoir et du vouloir consommer, règle en dernière analyse, le rythme de la croissance (85).

En deuxième lieu, l'élément majeur qui affaiblit la demande effective est l'"influence d'un principe aussi général et important pour l'homme, que celui de l'indolence ou de l'amour du repos"(86). Le goût pour l'effort de l'*homo oeconomicus* de Ricardo et de Say paraît paradoxalement très douteux au pasteur Malthus. Les tenants de la loi des débouchés ont toujours admis que "les jouissances du luxe sont toujours préférées à l'indolence, et que chacune des deux classes de contractants [ offreur et demandeur ] consomme ses profits comme des revenus"(87).

Or Malthus - comme Sismondi - est persuadé du contraire et soutient que les habitudes de luxe ne s'acquièrent pas aussi rapidement que la production s'accroît. Une demande de biens de luxe ne peut donc constituer à long terme un stimulant suffisant pour accroître la demande effective :

> (...) c'est une très grave erreur de croire que les hommes produisent et consomment tout ce qu'il est en leur pouvoir de produire et de consommer, et qu'ils ne préfèrent jamais l'indolence aux fruits de l'industrie.(88)

Pour reprendre l'exemple de Malthus, le cultivateur préférera prendre du bon temps plutôt que d'augmenter la durée de sa journée de travail et pouvoir, au moyen de ce revenu supplémentaire, acheter "la dentelle et les velours" du manufacturier (89).

La troisième critique adressée à Say, Mill et Ricardo reprend certains éléments du paradoxe de l'épargne pour souligner une fois encore l'erreur de "supposer que l'accumulation assure la demande, ou que la consommation des ouvriers employés par les individus dont le but est d'économiser, crée une demande réelle de denrées, suffisante pour encourager l'accroissement soutenu de la production"(90).

Après avoir réfuté la théorie ricardienne qui veut que la hausse du prix des produits agricoles soit la seule cause de la chute des profits (théorie

de la rente foncière), alors que l'insuffisance de demande effective provoque également la disparition des profits, Malthus analyse avec une extrême finesse le *rôle conjoncturel* du volume de l'épargne.

Dans ses deux premières remarques, Malthus démontrait à Say, Mill et Ricardo que l'épargne n'était pas immédiatement et totalement investie et que l'accumulation du capital n'était pas une condition suffisante pour garantir la croissance.

Malthus précise dans sa troisième remarque *dans quelles circonstances* un accroissement du volume de l'épargne peut être bénéfique à l'augmentation de la production, et dans quelles autres circonstances une maximisation systématique du volume de l'épargne peut aller à fins contraires et provoquer une crise générale de surproduction.

> Si la transformation du revenu en capital poussée au-delà d'un certain point, doit, en diminuant la demande effective pour les produits, laisser les classes ouvrières sans ouvrage, il est évident que les habitudes de parcimonie poussées trop loin, peuvent être suivies des effets les plus désastreux d'abord, et causer un déclin sensible et permanent de richesse et de population.(91)

En revanche,

> (...) lorsque le capital d'un pays est insuffisant relativement à la demande pour ses produits, une économie temporaire de consommation est nécessaire, afin de fournir un approvisionnement de capital qui seul peut donner les moyens d'augmenter les consommations à venir.(92)

L'attitude relativiste de Malthus à l'égard de l'épargne préfigure celle de Keynes et condamne sans appel une réduction systématique de la consommation pour accroître l'accumulation du capital et assurer la croissance :

> Tout ce que je prétends, c'est qu'aucune nation ne peut *jamais* devenir riche par l'accumulation d'un capital provenant d'une diminution permanente de consommation, parce qu'une telle accumulation étant beaucoup au-delà de ce qui est nécessaire pour

> satisfaire à la demande effective des produits, une partie de cette accumulation perdrait bientôt et son utilité et sa valeur, et cesserait de posséder les caractères de richesse.(93)

Cette préfiguration étonnante du fantastique gaspillage en capital qu'ont provoqué les nombreuses crises de surproduction au cours du 19ème siècle, et même jusqu'à la crise de 1929-1936, démontre la remarquable prescience de Malthus dans son analyse du rôle des *variations du volume de l'épargne* sur le niveau de la demande effective. Cette critique sans équivoque des mécanismes auto-régulateurs des partisans de la loi des débouchés condamne notamment toute politique déflationniste qui ne saurait qu'accroître la misère des ouvriers sans apporter aucun stimulant à la croissance des richesses :

> Si un pays n'a d'autre moyen pour devenir riche que de lutter avec succès pour la réduction des salaires, je dirais volontiers : périssent de telles richesses! (94)

d. Fertilité du sol, progrès technique et demande effective

Malthus dégage finalement deux éléments relativement secondaires qu'il considère néanmoins comme "des stimulants à l'accroissement continu de la richesse", au même titre que la population et l'épargne, à la condition expresse qu'il existe toutefois une demande effective suffisante pour valoriser le produit et dégager un profit.

I. *Fertilité du sol* - Malthus précise d'emblée, et avec beaucoup de discernement, que si la richesse d'un sol est l'un des stimulants les plus puissants de la croissance, il faut toujours considérer la fertilité de la terre *relativement* à l'ensemble de la production. Une forte production agricole obtenue dans un pays fertile ne traduit pas nécessairement la richesse de ce pays; inversement, une faible production agricole est rarement le reflet de la pauvreté d'un pays.

Après avoir décrit par le menu la situation des agricultures mexicaine et irlandaise, Malthus conclut "que la fertilité de la terre n'est pas, par elle seule, un stimulant suffisant pour l'accroissement permanent de la richesse" (95).

Ces deux exemples démontrent une fois encore le rôle de l'insuffisance de la demande effective, reflet de l'absence de volonté d'acheter plus que de l'insuffisance de pouvoir d'achat :

> Le peu de temps requis pour se procurer la subsistance ne fait pas toujours qu'on emploie plus de temps à acquérir les choses utiles et d'agrément.(96)

L'indolence des hommes trouve un terrain particulièrement choisi dans des pays fertiles où quelques heures suffisent à se procurer de la subsistance pour une semaine. L'envie d'accroître son bien-être et de satisfaire de nouveaux besoins ne s'impose qu'avec peine.

> Le défaut de richesse dans un pays fertile peut être plutôt l'effet du manque de demande que de celui des capitaux.(97)

Inonder un pays, même très fertile, de capitaux venant de l'étranger ne saurait accroître sa richesse, si la demande pour la production issue de ces investissements est inexistante, faute d'une volonté d'acheter.

II. *Progrès technique* - Le progrès technique apparaît aussi à Malthus comme un stimulant à l'accroissement de la richesse, *dans la mesure* où l'accroissement du volume de la production dû au perfectionnement du mode de fabrication correspond à une augmentation antérieure de la demande effective. L'accroissement de la production d'un bien, et la diminution parallèle de son prix, à la suite de l'introduction du machinisme ne se justifie que si l'on retire de la vente de la totalité de la production, une recette supérieure à celle que l'on faisait avant l'introduction du progrès technique.

La diminution du prix doit permettre une augmentation plus que proportionnelle de la quantité vendue pour qu'il y ait effectivement un "accroissement de la richesse". Cette élasticité de la demande supérieure à l'unité tient à l'existence d'une demande effective antérieure à l'introduction de ce perfectionnement :

> Aussitôt qu'une machine est inventée, laquelle, en épargnant la main-d'oeuvre, peut fournir des produits à un prix plus bas qu'auparavant, l'effet le plus ordinaire qui s'ensuit, c'est une telle extension de la demande pour ces produits, qui par leur bon marché, sont mis à portée d'un plus grand nombre d'acheteurs, que la valeur de toute la masse des objets fabriqués par ces nouvelles machines surpasse de beaucoup ceux qui étaient manufacturés auparavant, et malgré cette économie de main-d'oeuvre, ce genre d'industrie, au lieu d'employer moins de bras, en requiert bien plus que par le passé.(98)

L'accroissement du volume et de la valeur de la production doit permettre d'augmenter le volume de la main-d'oeuvre employée et de couvrir les frais de transfert d'un secteur à un autre des facteurs de la production.

Malthus considère en effet que l'introduction du progrès technique ne se justifie réellement que si, en plus de la certitude de trouver des débouchés pour l'augmentation de la production, la disjonction entre le coût total moyen et le prix de vente est suffisante pour couvrir les frais de modernisation du processus de production.

Cependant, Malthus estime que dans le meilleur des cas, il y a simple compensation et que le plus souvent "on éprouve presque toujours une perte considérable"(99), vu la difficulté de modifier l'affectation des capitaux. Il doute fort que sans les débouchés créés par le commerce international, on arrive à trouver un emploi satisfaisant pour la main-d'oeuvre et les capitaux dégagés par l'introduction du progrès technique.

L'auteur de l'*Essai* considère que, comme la totalité des besoins nationaux peuvent être satisfaits avec un tiers seulement des capitaux et de la main-d'oeuvre précédemment utilisés, le surplus disponible demeurerait au chômage s'il n'existait pas une forte incitation à consommer les produits étrangers

qui ne peuvent être obtenus que par l'échange. La consommation de biens de luxe étant une habitude difficile à créer, l'indolence naturelle de l'homme empêcherait tout accroissement durable de la richesse d'un pays. Sans le stimulant du commerce international, le capitaliste voudrait-il risquer ses fonds ? Le propriétaire foncier serait-il encouragé à accroître le produit de ses terres, l'ouvrier à diversifier sa consommation ? Malthus ne le pense pas. Le pays échangera son surplus de production obtenu grâce au progrès technique et diversifiera sa consommation par l'achat de produits étrangers. Le commerce international n'est cependant pas la panacée pour l'auteur des *Principes* :

> Il n'y a point de magie, de prodige dans les marchés étrangers. C'est *dans* chaque pays que la demande et la consommation définitives doivent toujours se réaliser; et si l'on pouvait produire chez soi des objets qui exciteraient le peuple à travailler, (...), qui procureraient autant de jouissance et qui feraient naître une consommation de la même *valeur*, les marchés étrangers deviendraient inutiles.(100)

Sur le plan de la théorie des échanges internationaux, Malthus s'inspire de Ricardo et anticipe sur Marx et Rosa Luxemburg. Il se réfère au principe de l'avantage réciproque du commerce international et pose les premiers jalons de la théorie marxiste de l'impérialisme. Il reconnaît l'importance du commerce international pour la diversification de biens consommés, mais n'affirme pas que la survie d'une économie dépende de l'accroissement de ses exportations. L'augmentation de la demande interne, soutenue par les avantages que procure le commerce international, reste le principal moteur de la croissance.

Finalement, les conséquences bénéfiques de l'introduction du progrès technique sont fonction du volume de la demande effective nationale pour des produits nationaux ou étrangers :

> Les grands avantages qui résultent de substituer des machines au travail manuel, dépendent de l'extension du marché pour les objets produits, et du surcroît d'encouragement donné à la consommation (...) si la situation et les circonstances, ou si les habitudes et les goûts de la société s'opposent aux débouchés suffisants pour les produits, et à un accroissement convenable de la consommation. (101)

e. Conclusion

Le volume de la population, l'épargne, la fertilité du sol et le progrès technique sont des éléments qui permettent tous, judicieusement utilisés, d'accroître le volume dela production; ils se révèlent en revanche incapables de lui assurer un écoulement sur le marché. Cette dichotomie entre la production et la consommation était ignorée par les partisants de la loi des débouchés pour qui la production déterminait exactement le volume de la consommation *(C + I)*. La production et la distribution sont au contraire pour Malthus deux éléments totalement distincts dont il s'agit d'harmoniser les variations, pour éviter un déséquilibre du marché. Il considère que la loi de l'offre et de la demande, par le biais de la demande effective, régle le volume et la valeur de la production écoulée. En bref, "l'accroissement de la quantité des produits dépend principalement des facultés productives et l'augmentation de la valeur de ces produits dépend de leur distribution" (102).

La valeur d'un produit dépendant exclusivement de la demande effective qui en est faite sur le marché, *plus la demande effective est élevée, plus la valeur du produit augmente*. Cet accroissement de valeur encourage à son tour une augmentation de la production qui détermine un accroissement de la richesse du pays tout entier. Toute la théorie malthusienne de la croissance économique repose sur une valorisation optimale de la production par les lois du marché. Le but de Malthus est donc de trouver des moyens de pallier la faiblesse ou l'insuffisance de la demande effective pour la production. Pour lui, tout effort de rationalisation, d'adaptation de la production à la demande, d'encouragement à la consommation va dans le sens d'une plus grande croissance de la richesse du pays.

Un produit qui n'est pas demandé, qui ne correspond pas aux goûts des consommateurs, qui n'est pas écoulé, n'est pas valorisé par les mécanismes du marché; il devient alors une non-valeur et provoque un ralentissement de la croissance par l'utilisation de facteurs de production rares pour un résultat nul. Il y a en quelque sorte désinvestissement, gaspillage de ressources. La proportionnalité entre la production et la consommation et l'investissement, bien loin d'être automatique comme pour Say et Ricardo,

dépend de l'adéquation de la production aux besoins et aux moyens des consommateurs. La demande doit diriger l'offre. Un produit fabriqué n'est pas automatiquement un débouché ouvert (103), seule une demande effective est un débouché toujours ouvert.

> Quelque chose de plus paraît nécessaire [à l'extension d'une demande réelle], c'est que la distribution des produits et leur conformité avec les besoins des consommateurs soient de nature à accroître constamment la valeur échangeable de la masse totale (...). Ce qui favorise le plus la production constante de la totalité des denrées, c'est une augmentation de la valeur échangeable de leur masse totale *avant* que leur production ait rendu nécessaire l'emploi d'une plus grande somme de capital et de travail.(104)

Cette stimulation de l'incitation à investir par une augmentation préalable de l'intensité de la demande effective préfigure la théorie keynésienne de la stimulation de la demande par la création de pouvoir d'achat et une politique de travaux publics. Les mesures de politique économique proposées par Malthus vont toutes dans la même direction : *soutenir et encourager la demande pour permettre une valorisation optimum de la production*, condition essentielle d'une croissance économique rationnelle.

Les solutions proposées par Malthus n'atteignent toutefois pas le niveau de sa critique perspicace de la théorie dominante. Les mesures qu'il préconise pour stimuler la demande se montrent incapables d'imposer une solution de rechange aux mécanismes auto-régulateurs de l'offre et de la demande. Cette insuffisance évidente des solutions qu'il propose apparaît comme l'une des causes principales de l'échec de sa démarche critique de la loi des débouches.

### 3. La politique de la demande effective

L'unique but de la politique malthusienne de la demande effective consiste à stimuler certains facteurs capables d'encourager la demande et la consommation pour permettre une valorisation optimum de la production. Le problème est de savoir comment "créer un grand nombre de consommateurs qui assurent le pouvoir et la volonté d'acheter les résultats du travail productif"(105).

Les solutions proposées par Malthus n'ont rien de révolutionnaire : division de la propriété foncière, développement du commerce international, entretien de consommateurs improductifs. Ces trois éléments importants de sa politique de stimulation de la demande sont considérés dans le cadre politique institutionnel, économique et social existant. L'ordre social ne saurait en aucun cas être remis en question. L'intervention de l'Etat pour pallier l'absence de stimulants "privés" est presqu'entièrement rejetée, parce que considérée comme un phénomène aggravant les déséquilibres de la production (106). Les aménagements proposés dans ce cadre de références resteront bien timides. En dernière analyse, Malthus confiera à la loi de l'offre et de la demande la recherche de l'équilibre du marché et l'harmonisation de la croissance.

a. La division de la propriété foncière

Le morcellement des terres cultivables est pour Malthus l'un des moyens les plus sûrs pour multiplier la consommation et les consommateurs. De nombreux rappels historiques démontrent "qu'un très grand propriétaire, entouré de paysans ou de métayers très pauvres, offre l'exemple de la distribution de la propriété le plus défavorable à la demande effective"(107). De plus, "on a toujours vu, en fait, que la richesse excessive du petit nombre n'équivaut nullement, quant à la demande réelle, à la richesse plus modique du grand nombre"(108) La structure de la production et la nature même des biens de luxe n'encouragent pas une production de masse qui permette une diminution suffisante du prix pour accroître sensiblement le volume de la demande. Le transfert d'une partie du revenu disponible d'une classe de grands propriétaires fonciers à une classe de petits propriétaires procurerait un accroissement sensible de la demande des produits manufacturés et des biens de consommation courante : le *pouvoir consommer* se confondrait avec le *vouloir consommer*.

Malthus tempère néanmoins immédiatement sa proposition de réforme agraire :

> Le nombre excessif de petits propriétaires de terre et de capital rendrait impossible toutes les grandes améliorations dans la culture, toutes les grandes entreprises dans le commerce et les manufactures (...).(109)

Le morcellement des terres doit donc donner naissance à des propriétés de taille moyenne qui encouragent aussi bien la consommation que la production.

Des raisons politiques surtout poussent Malthus à craindre l'extension de la petite propriété. L'auteur de l'*Essai* est ainsi écartelé entre l'influence bénéfique de la division des terres sur le volume de la demande effective et la crainte de voir disparaître la prépondérance politique des grands propriétaires fonciers, garants de l'ordre social existant. Les réflexions de Malthus sur les diverses législations sur les successions reflètent aussi ce tiraillement entre la réalité politique et l'analyse économique (110).

b. Le commerce intérieur et extérieur

La multiplication des échanges à l'intérieur comme à l'extérieur d'un pays favorise grandement une valorisation de la production et un accroissement de la production par l'augmentation de la demande effective. Fidèle à sa conception de la valeur et des mécanismes de l'échange, Malthus entreprend un vaste réquisitoire contre la théorie physiocratique de la stérilité du commerce et adresse des critiques acerbes à Ricardo.

Malthus démontre que le commerce international augmente la valeur de la production nationale. Il se trouve logiquement en opposition avec Ricardo. Tout comme pour le commerce interne et conformément à sa théorie de la valeur travail-coût de production, Ricardo refuse de considérer que le commerce international augmente "tout à coup les valeurs nationales"(111). Malthus, au contraire, affirme que "le commerce étranger (...) tend naturellement et *immédiatement* à augmenter la valeur de cette portion du revenu national qui se compose de profits, sans causer de diminution proportionnelle dans aucune branche"(112).

La multiplication des échanges intérieurs et extérieurs n'accroît pas immédiatement le volume des biens à disposition, mais, grâce à "la nouvelle distribution des biens (qui) s'est opérée"(113), elle permet une augmentation de la valeur échangeable de la production, une hausse du revenu national et un accroissement de l'incitation à investir, source d'une "augmentation de la richesse".

c. Les consommateurs improductifs

L'accroissement du revenu des capitalistes et des propriétaires fonciers provoque une augmentation plus que proportionnelle du volume de l'épargne. Le salaire des ouvriers ne pouvant s'écarter durablement du minimum physiologique (114), l'existence d'une catégorie de consommateurs improductifs - c'est-à-dire de consommateurs qui ne produisent pas de biens au sens physique du terme - paraît indispensable à Malthus pour tenter de pallier l'insuffisance de demande et permettre le maintien de la valeur de la production :

> En somme, [l'utilité des consommateurs improductifs,] comme encouragement à la richesse, vient spécialement de ce qu'ils maintiennent un équilibre entre les produits et la consommation, qui tend à donner la plus grande valeur d'échange aux fruits de l'industrie nationale.(115)

L'inégalité de répartition du revenu provoque la dichotomie entre le *pouvoir* et le *vouloir consommer*. Les capitalistes et les propriétaires fonciers disposent des moyens mais pas de la volonté de racheter la production; les ouvriers ont le désir mais non les moyens de racheter la production disponible.

La démarche de Malthus est semblable à celle de Sismondi. Tous deux recherchent un moyen de corriger les effets de cette inégalité institutionnelle dans la distribution des revenus et non à modifier la clé de répartition de cette distribution. La création d'une classe de consommateurs improductifs permet de compenser la sous-consommation - volontaire ou non - du reste de la société. Les capitalistes ne sauraient utiliser la totalité de leur

revenu en dépense de consommation ou d'investissement car, "le but principal de toute leur vie, c'est de parvenir à amasser une fortune à force d'économie"(116). Le "devoir" qu'ils ont de prévoir l'avenir de leur famille et le peu de temps libre que leur laisse leur activité suffisent à leur interdire de consommer la totalité de leur revenu.

> L'expérience nous apprend (...) que, dans la distribution des terres telle qu'elle existe actuellement (...), la demande des *propriétaires* n'a pas toujours suffi pour lever tous les obstacles qui rendent difficile l'emploi du capital.(117)

Il ne faut donc compter ni sur les entrepreneurs ni sur les propriétaires fonciers pour soutenir la consommation. Les *ouvriers* qui "reçoivent et dépensent la plus grande partie du produit annuel", ont la volonté mais pas les moyens de compenser la sous-consommation des deux autres classes de la société. Malheureusement, estime Malthus, si "pour le bonheur de la grande masse de la société"(118) une augmentation générale des salaires au-dessus du minimum physiologique serait souhaitable, une telle mesure est à exclure d'emblée car elle devrait "beaucoup augmenter les frais de production"(119). Le profit disparaîtrait, tout comme les motifs d'investissement. Une telle politique précipiterait la venue de l'état stationnaire, en ruinant les profits non pas par la hausse naturelle du prix des produits agricoles, mais par l'accroissement des charges salariales.

Ces diverses possibilités écartées, Malthus constate que seuls "les ouvriers improductifs d'Adam Smith"(120), non engagés dans la production, sont en mesure de consommer l'excédent de production dégagé par l'épargne des capitalistes et des propriétaires fonciers(121).

Ces consommateurs improductifs se divisent en trois catégories :

- les domestiques et autres employés des capitalistes et des propriétaires fonciers (secteur privé)
- les professions libérales
- les employés de l'Etat (secteur public)

Les deux premières catégories doivent être rémunérées de manière à ne pas influencer les frais de production, à défaut de quoi, elles devraient être considérées comme faisant partie de la classe ouvrière. Leurs rémunérations, prélevées sur le revenu net des capitalistes et des propriétaires fonciers permettent de combler partiellement l'écart entre production et consommation, sans accroître les frais de production.

La dernière catégorie - "hommes d'Etat, soldats, matelots"(122) - est rémunérée au moyen de l'impôt ou de l'emprunt, tous deux prélevés sur le revenu net des capitalistes et des propriétaires fonciers.

Malthus met en garde les employeurs de ces ouvriers improductifs contre une utilisation désordonnée de leurs services. Conformément à la "doctrine des proportions", l'emploi de consommateurs improductifs est soumis à des exigences conjoncturelles. Tout comme les impôts et l'épargne qui servent à leur rémunération, le volume de ces consommateurs improductifs doit donc varier dans le temps en fonction des nécessités de l'équilibre économique :

> Il faut que leur nombre varie dans chaque pays et à chaque époque, suivant les facultés productives (...).(123)

d. Le rôle de la monnaie

En dépit de la violente réaction post-smithienne contre la théorie monétaire des mercantilistes, la conception malthusienne du rôle de la monnaie est extrêmement contradictoire. Dans certains passages, Malthus se rallie sans hésiter à une conception quantitativiste très étroite, la relation s'établissant à sens unique entre le volume de la monnaie et le niveau général des prix, comme pour Say et Ricardo. Dans la relation $P = \frac{T}{M}$ , ($P$ = niveau général des prix, $T$ = volume physique des transactions et $M$ = volume de la monnaie), la variable dépendante $P$ est fonction du volume de la monnaie et du volume des transactions réelles. Mais, dans la mesure où la réalité inflationniste de la Grande-Bretagne du premier quart du 19ème siècle était liée à la suspension de la convertibilité de la livre et à une émission désordonnée des moyens de paiement, Malthus établit exclusivement le lien de causalité entre

*M* et *P*. Analysant les causes de la hausse du niveau général des prix durant les années 1815-1816, il affirme "qu'il n'est guère possible qu'un changement essentiel ait lieu dans la valeur de l'agent de circulation d'un pays, sans causer une altération dans la distribution de ses produits"(124).

Dans d'autres passages, Malthus défend une démarche parfaitement contraire et considère que le lien de causalité quantitatif va des prix à la masse monétaire. Considérant à nouveau l'après-guerre et les années 1815-1820, il affirme avec non moins de sérieux que :

> (...) l'abondance ou la rareté de la monnaie a suivi et aggravé les effets des prix élevés ou réduits, mais que rarement ou jamais cette abondance ou cette rareté n'a précédé ces changements de prix.(125)

Malthus considère enfin le rôle de la monnaie sous un troisième aspect, peut-être le plus original, sans toutefois en tirer aucune conclusion nouvelle :

> L'agent de la circulation remplit une fonction si importante dans la distribution de la richesse, et dans l'encouragement des industries, qu'on ne peut négliger d'y avoir égard dans nos raisonnements sans s'exposer à tomber dans des erreurs.(126)

En effet, seule la monnaie permet d'étudier avec précision les variations de la valeur de la production. Malthus peut ainsi exprimer très concrètement sa distinction essentielle entre un accroissement de la valeur et un accroissement du volume de la production :

- l'augmentation de la valeur monétaire de la production, reflet d'un accroissement de la demande effective et des prix, permet d'affirmer que toute augmentation de l'épargne et de la production aurait - dans cette conjoncture - un effet bénéfique sur la richesse du pays.
- inversement, une diminution de la valeur monétaire de la production, reflet d'un tassement de la demande effective et des prix, permet d'affirmer que toute augmentation de l'épargne et de la production ruinerait un pays en le précipitant dans une crise de surproduction.

Une fois de plus, Malthus tente d'utiliser un concept classique de longue période pour expliquer les problèmes conjoncturels de l'Angleterre de 1815 à 1820. Prisonnier du principe de la monnaie-voile et d'une théorie quantitative qu'il maîtrise mal, il affirme néanmoins avec force que la monnaie joue un rôle actif dans l'économie, mais est incapable de poursuivre son analyse pour démontrer en quoi le moyen de paiement remplit "une fonction si importante".

Ainsi, Malthus va même jusqu'à mettre en doute la neutralité de la monnaie dans les échanges et à souligner qu'on peut désirer la détenir pour elle-même, ou en d'autres termes, qu'il existe une possibilité de création d'encaisses oisives par le biais d'une sorte de préférence pour la liquidité pour des motifs de transaction :

> Des économistes, voués à la théorie, et craignant de paraître attacher trop d'importance au numéraire, se sont montrés peut-être trop disposés à l'écarter de leurs raisonnements. *C'est une vérité abstraite* que nous avons besoin de denrées et non d'argent. Mais dans le fait, il n'est aucune denrée contre laquelle il nous soit possible de vendre tout de suite nos marchandises, qui puisse remplacer convenablement l'agent de la circulation, et, comme lui, nous donner les moyens de pourvoir à la subsistance de nos enfants, d'acheter des biens-fonds ou de disposer de main-d'oeuvre et de provisions dans un ou deux ans. Sans un agent de circulation, il est absolument impossible de faire des économies un peu considérables; et les manufacturiers eux-mêmes n'avanceraient que bien lentement, s'ils étaient forcés d'accumuler en nature tous les salaires de leurs ouvriers. Nous ne devons donc pas nos étonner s'ils ont plutôt besoin d'argent que d'autres marchandises.(127)

Tout est dit dans cette célèbre note de Malthus; le dépassement de la conception nominaliste de la monnaie est effectué, la monnaie peut provoquer des "fuites" dans le mouvement circulaire des richesses et ruiner l'égalité production - demande effective.

Une fois cette révolution effectuée en matière de théorie monétaire, Malthus s'empresse d'oublier dans les pages suivantes ce qu'il vient de découvrir avec beaucoup de perspicacité. N'est-ce pas la preuve, qu'en dépit des soucis qu'il prétend vouer aux problèmes conjoncturels, son mode de réflexion le pousse vers une analyse de longue période conformément au modèle classique ? N'est-ce pas la preuve que la césure entre la théorie et la réalité

est profonde et surtout qu'il est incapable de les relier, lui qui, plus que tous les autres Classiques, était sensible à l'impuissance du modèle classique.

Malthus tolère néanmoins les émissions de monnaie dans une situation d'après-guerre où il est indispensable de reconstituer le capital détruit; il n'en tient pas moins cette création de monnaie pour une injustice socialement nuisible. Les effets multiplicateurs de ces investissements par la création de pouvoir d'achat échappent complètement à Malthus; il n'en voit que l'effet immédiat, l'accroissement de la main-d'oeuvre employée (128).

En fin de compte, pour Malthus, la monnaie joue un rôle de voile, qui ne fait de dissimuler la réalité. Malgré ses critiques à l'égard de la distribution inégale des revenus, en dépit de la distinction nouvelle entre épargne et dépense et la théorie de la valorisation de la production par les loi du marché, la monnaie n'intervient à aucun moment comme un élément moteur et se contente d'enregistrer, de refléter les déséquilibres naissants.

Un accroissement du volume de la monnaie ne saurait en aucun cas (129) stimuler la demande effective et contribuer à accroître la richesse d'un pays. Malthus refuse à la fois la théorie de l'*indestructibilité du pouvoir d'achat* et la théorie de la *création du pouvoir d'achat* (130).

## 4. Conclusion

> Les deux extrêmes [ sous-consommation et sous-investissement] se touchent, et il s'ensuit qu'il doit y avoir un point intermédiaire, quoique nos connaissances en économie politique ne nous permettent pas de le fixer (...), dans lequel, prenant en considération et la faculté de produire et la volonté de consommer, l'encouragement à l'accroissement de la richesse se trouvera être le plus puissant. (131)

Cet extrait de l'"Introduction" des *Principes d'économie politique* condense l'essentiel de la démarche de Malthus. Comme l'écrit Schumpeter, "il consi-

dérait la production totale (le revenu national de Marshall) non pas comme une donnée, comme Ricardo, mais comme la principale variable devant être expliquée"(132).

Si Malthus reconnaît ainsi explicitement l'existence d'un revenu d'équilibre, seul moyen qui permette "d'accroître le volume des richesses" sans crise de surproduction, il ne conçoit pas la manière de le déterminer. L'erreur des partisans de la loi des débouchés est indiscutable pour l'auteur de l'*Essai* : tout volume de production - et donc de revenu - n'engendre pas automatiquement une égalité entre les quantités offertes et les quantités demandées. Malthus est impitoyable à l'égard des "fausses hypothèses"(133) de Say, Mill et Ricardo, mais se révèle *parfaitement incapable* de leur trouver des substituts.

En dépit des accusations de Marx (134), la démarche de Malthus est tout à fait originale (135) et totalement indépendante de l'analyse de Sismondi (136). Certes, les multiples théories émises par Malthus dans ses divers écrits sont parfois hautement contradictoires. La réconciliation entre le principe de la population et la notion de demande effective peut se faire, mais au prix de certaines hypothèses parfois discutables. Cette absence de rigueur dans le raisonnement (137) et dans l'exposition, jointe à une extrême solitude intellectuelle expliquent pour une bonne part l'échec de la tentative malthusienne de "réformer" la pensée économique de son temps (138).

Ricardo ressentait également ce manque de rigueur. Il s'en explique dans une lettre à MacCulloch :

> A présent (...), je confesse que je ne comprends pas très clairement quel est le système de M. Malthus.(139)

Malthus heurte en effet de front deux systèmes organisés dans leurs moindres détails, logiques et entièrement en accord avec le rationalisme ambiant, mais surtout remarquablement adaptés aux besoins de la classe dirigeante d'alors. Say et Ricardo avaient l'avantage de la clarté et de la simplicité.

Leur mécanique de l'échange évite les demi-teintes et l'analyse relativiste de Malthus. La pratique d'une *analyse conjoncturelle* des variations des principaux agrégats heurta profondément des esprits férus de logique et partisans de la méthode déductive.

Le remarquable examen du rôle de l'épargne dans l'égalité fondamentale entre le revenu et la production est très représentatif du souci malthusien de ne considérer aucun mécanisme économique dans l'abstrait, et de toujours les situer dans un environnement conjoncturel très précis. Ce mode d'analyse qui sous-tend une constante remise en question du rôle des concepts utilisés selon la phase du cycle dans laquelle on se place, était trop nouveau et trop riche pour qu'il fût immédiatement compris et adopté.

L'empirisme malthusien, contrairement à la méthode macro-économique de Sismondi, remettait directement en question les éléments essentiels de la doctrine de Say et de Ricardo : l'affrontement a lieu sur le même terrain, avec les mêmes armes. Le souci des ricardiens de faire taire Malthus (140) a été très aigu, alors que les critiques sismondiennes les inquiétaient fort peu :

> M. Sismondi est un homme très agréable - écrit Ricardo après une visite chez l'économiste genevois - mais il est en profond **désac**cord avec moi sur les principes de l'économie politique.(141)

Il va même jusqu'à écrire à James Mill un jugement pour le moins sévère :

> J'ai lu l'ouvrage de Sismondi [ il s'agit des *Nouveaux Principes*] c'est, je pense, une oeuvre bien misérable.(142)

Les attaques de Malthus contre la loi des débouchés n'ont jamais été étudiées avec soin et encore moins comprises par Say et Ricardo. Leurs réfutations se bornaient à répéter plus ou moins habilement les vérités axiomatiques à la base de leur théorie. L'essentiel de la querelle des débouchés se résumera, non pas en une analyse critique des théories de l'adversaire, mais en des tentatives violentes des défenseurs de la loi de Say de prouver l'incompatibilité des thèses malthusiennes et sismondiennes avec le système orthodoxe. Ricardo sera particulièrement lent à comprendre qu'une critique des conclusions de Malthus à l'aide des concepts orthodoxes était parfaitement illusoire.

L'oeuvre de Malthus suscita, et suscite encore de très vigoureuses réactions. La violence de certains de ses détracteurs n'a d'égal que l'acharnement avec lequel se contredisent de nombreux historiens contemporains de la pensée économique, notamment depuis la réhabilitation partielle de Malthus par Keynes (143).

A l'exemple de Malthus et de son "grand principe des proportions", l'appréciation que l'on peut porter sur son oeuvre se doit d'être mesurée. Si sa critique des fondements théoriques de la loi des débouchés est remarquable et fort en avance sur son temps, le rôle historique de la réfutation malthusienne de la loi de Say est extrêmement restreint pour ne pas dire nul. Sa théorie de la sous-consommation ne pourra réellement jeter à bas la théorie classique de l'équilibre économique qu'à l'aide de l'analyse monétaire qu'esquissera Wicksell (144).

Ainsi, malgré l'incontestable parenté qui existe entre nombre de points des théories de Malthus et de Keynes, il convient de souligner clairement l'*inaptitude totale* de l'analyse malthusienne à se substituer à la logique ricardienne. L'auteur de l'*Essai* est incapable de proposer des méthodes efficaces permettant une stimulation de la demande et abandonne l'harmonisation de la croissance à la loi de l'offre et de la demande. Il n'en reste pas moins que Malthus est le premier théoricien a avoir démontré avec une telle clarté l'un des mécanismes économiques les plus essentiels : *l'accroissement de la production doit être fondé sur un accroissement préalable de la demande.*

> Il faut qu'il y ait quelque circonstance dans l'état précédent de la demande et de l'offre (...) qui soit antérieure et étrangère à la demande occasionnée par les nouveaux ouvriers, pour qu'il y ait une raison pour employer un nombre plus considérable de bras à la production de cette denrée. (145)

Sous l'impulsion de la critique marxiste, un certain nombre des successeurs de l'auteur du *Capital* - Hobson, Rosa Luxemburg et Lénine - ont élaboré une théorie de l'impérialisme" comme solution au problème posé par Malthus (146).

La multiplication des débouchés est la seule issue qui permette aux pays capitalistes de maintenir le volume de la demande effective à un niveau évitant les crises de surproduction. L'impérialisme est l'aboutissement logique de l'évolution de la société bourgeoise, le "stade suprême du capitalisme". Cet accroissement des débouchés entraînera l'insertion brutale et délibérée de consommateurs potentiels dans le circuit économique, de manière à combler l'insuffisance de la demande qui se fera toujours plus aiguë. Au travers de guerres, de conflits coloniaux et en raison de l'exacerbation des contradictions du système capitaliste, les masses paysannes, les pays non-capitalistes, les colonies et les investissements de l'Etat (147) seront les principaux palliatifs que se disputeront les économies capitalistes pour résoudre le problème des débouchés.

La réponse marxiste à la question de Malthus n'innovait guère sur le plan des concepts. Elle ne faisait que radicaliser la théorie malthusienne à l'aide de la critique politique et sociale. En effet, si l'incitation à investir est réduite à zéro, ce n'est pas uniquement à cause de la diminution du profit due à l'insuffisance de la demande effective, mais c'est *aussi* parce que cette diminution est plus forte que celle du taux d'intérêt. La théorie de l'impérialisme n'apparaît plus dans ces conditions comme le seul moyen de multiplier les débouchés. Une baisse du taux d'intérêt égale ou supérieure à la baisse du taux de profit rendrait les investissements à nouveau rentables (148), *évitant ainsi toute crise de surproduction. L'analyse monétaire était un complément indispensable à la théorie de la demande effective.*

Il a fallu cependant attendre Keynes pour que l'influence des phénomènes monétaires sur l'incitation à investir soit prise en considération. *La Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* marque le renversement définitif de la théorie classique grâce à la synthèse entre l'analyse monétaire et la notion de demande effective. Cent seize ans après sa première apparition, le principe de la demande effective triomphera enfin de la loi des débouchés.

## SECTION III : LA QUERELLE DES DÉBOUCHÉS

La querelle des débouchés atteint son paroxysme durant les années 1819 à 1830. En 1819, les *Nouveaux Principes* de Sismondi mettent en doute pour la première fois la théorie de Say (1); en 1830, sept ans après la disparition de Ricardo, la querelle s'apaisera sans pour autant que les parties au débat soient arrivées à un accord. Say et Malthus abandonnent la partie non sans que le premier se soit partiellement rendu à certains arguments du second. Say décède en juin 1832 et Malthus en décembre 1834. Sismondi leur survivra jusqu'en 1842, mais il ne publiera plus rien de nouveau sur le sujet (2). L'année 1830 est aussi celle au cours de laquelle J.S. Mill écrit un célèbre essai qui ne sera publié qu'en 1844. *Of the Influence of Consumption on Production* (3) résume d'une manière étonnamment précise l'aboutissement de la querelle des débouchés. Il marque la victoire du courant orthodoxe. Le jeune âge de Mill et le fait qu'il n'avait pas participé à la querelle des débouchés lui permettaient sans aucun doute de clore indirectement le débat d'une manière plus sereine, dépourvue des passions qui avaient opposé les quatre grands auteurs classiques.

Les ouvrages, les articles et la correspondance de ces quatre auteurs reflètent l'essentiel du débat. Ceux-ci ne sont cependant pas les seuls à y prendre part : les périodiques anglais, français et suisses regorgent de communications, de lettres de lecteurs, de répliques et de dupliques parfois avisées sur le problèmes des débouchés (4). Certaines revues britanniques (5) se jettent à corps perdu dans cette querelle en défendant l'une ou l'autre des tendances en présence, maintenant néanmoins le débat à un niveau élevé. Pour la première fois un problème économique intéressait le "grand public"; pour la première fois la préoccupation économique prenait une place importante dans le monde intellectuel. Cette condition essentielle du progrès de l'analyse économique haussait définitivement l'économie politique au rang d'une discipline scientifique.

John Stuart Mill, le dernier des grands Classiques reprit les thèses de Ricardo et, en les exposant avec une extrême rigueur, il provoqua une espèce de contre-révolution en matière de théorie des débouchés. Négligeant complètement l'affinement analytique issu de la querelle des débouchés, il effectua un retour en arrière, restaurant une loi de Say au contenu dogmatique dont hériteront les Néo-classiques jusqu'à - et y compris - Keynes.

Dans un premier paragraphe, une recension de tous les écrits de Say, Malthus, Ricardo et Sismondi permettra de situer les relations très étroites qui s'établirent entre certains d'entre-eux et de montrer les principales étapes de cette "dispute" au sens quasi théologique du terme.

Dans un deuxième paragraphe, les principaux points de divergence de la querelle des débouchés seront abordés d'une manière exclusivement analytique, en tenant compte de l'évolution de la position des quatre antagonistes.

Dans un troisième paragraphe, un essai de systématisation des diverses positions défendues au cours de la querelle des débouchés permettra de différencier trois acceptions principales de la loi de Say et de dégager les contradictions que deux d'entre-elles introduiront dans le modèle classique. Cet essai de synthèse permettra également de fournir une première esquisse provisoire des raisons de l'échec des partisans du principe de la demande effective.

Par. 1.- Les relations entre Say, Sismondi, Ricardo et Malthus

Ni les partisans de la loi des débouchés ni leurs adversaires ne forment des fronts cohérents. Si Malthus et Sismondi tombent d'accord pour rejeter la loi de Say, leurs réfutations sont diamétralement opposées sur plus d'un point; ils ne manquent d'ailleurs pas une occasion de mettre en doute leurs vues respectives sur d'autres sujets, notamment sur le problème du machinisme. Les exemples de ce type pourraient être multipliés à l'envi. La dispute des débouchés n'est qu'un aspect, certes important, des querelles entre les économistes classiques sur les fondements de l'analyse économique. L'homogénéité de l'Ecole classique est un mythe que la querelle des débouchés met particulièrement bien en évidence : aucun accord n'est réellement intervenu entre les théoriciens en présence sur l'un des sujets débattus.

Les divergences entre auteurs éclatent au sein même de leur critique ou de leur apologie de la loi des débouchés. Chacun poursuit un but différent et se fait l'allié d'occasion de l'un ou de l'autre des trois auteurs, au gré des nécessités de ses démonstrations.

Malthus et Sismondi se sentent néanmoins solidaires pour résister aux attaques de Say et de Ricardo. Dans son article sur *La balance des productions avec les consommations*, Sismondi oppose très justement "MM Ricardo et Say" à M. Malthus et moi[-même]"(1). Ricardo et Say, de leur côté, comprennent aussi le clivage qui les oppose à Malthus et Sismondi. Ainsi, Ricardo, en parlant de la loi des débouchés, reconnaît qu'il s'agit de "recherches originales, exactes et profondes"(2) que "M. Say a prouvé de la manière la plus satisfaisante"(3).

Chaque argument introduit dans la querelle des débouchés devrait logiquement entraîner l'analyse de six séries de discussions : Say-Sismondi, Ricardo-Malthus, Say-Ricardo, Sismondi-Ricardo, Malthus-Sismondi, Malthus-Say. Tous les problèmes inhérents à la loi des débouchés ne sont toutefois pas abordés par chacun des quatre auteurs, et les relations entre certains d'entre-eux ont été si insignifiantes qu'elles peuvent être négligées.

De l'étude exhaustive des écrits concernant la loi de Say, il ressort que l'essentiel du débat se trouve dans les discussions, les écrits et la correspondance entre Say et Sismondi, Say et Ricardo, Malthus et Ricardo.

Toutefois, pour donner un tableau complet de la querelle des débouchés, il convient de présenter - sous la forme d'une chronologie récapitulative - ces six séries de relations. L'analyse strictement théorique du paragraphe 2 mettra naturellement en évidence les trois principaux couples de relations.

Répertoire chronologique des ouvrages, des articles et de la correspondance concernant le débat sur la loi des débouchés entre Say, Sismondi, Malthus et Ricardo (1798 - 1842)

Correspondance 1803 - 1828

| | MALTHUS | SAY | RICARDO | SISMONDI |
|---|---|---|---|---|
| MALTHUS | | | 1814 : 11.9., 9.10., 23.11., 29.12.<br>1817 : 11.1.<br>1820 : 28.8., 25.9., 27.11.<br>1821 : 7.7., 16.7., 13.9. | 1821 : 12.3. |
| SAY | | | 1815 : 2.8., 10.9.<br>1817 : 21.7., 8.12.<br>1819 : 10.10.<br>1820 : 3.3., 10.8.<br>1821 : 19.7.<br>1822 : 1.5., 8.5. | 1803 : 13.7.<br>1807 : 8.2.<br>1815 : 25.4.<br>1820 : 16.8.<br>1823 : 28.4.<br>1828 : 13.6., 29.8. |
| RICARDO | 1814 : 30.8., 16.9., 23.10., 18.12.<br>1820 : 4.5., 4,9., 9.10., 24.11.<br>1821 : 9.7., 21.7., 10.9. | 1814 : 24.12.<br>1815 : 18.8., 26.8.<br>1817 : 18.12.<br>1820 : 11.1.<br>1821 : 8.5.<br>1822 : 5.3. | | |
| SISMONDI | | | | |

| | MALTHUS (1766-1834) | SAY (1767-1832) | RICARDO (1772-1823) | SISMONDI (1773-1842) | Entrevues entre ces quatre auteurs<br>Ouvrages importants dans le domaine économique |
|---|---|---|---|---|---|
| 1798 | *Essai* 1ère éd. | | | | |
| 1803 | *Essai* 2ème éd. | *Traité* 1ère éd. | . . . . | *Richesse commerciale* | |
| 1806 | *Essai* 3ème éd. | | | | |
| 1807 | *Essai* 4ème éd. | | | | |
| 1808 | . . . . | . . . . | . . . . | . . . . | J. Mill : *Commerce Defended* |
| 1809 | | | | | |
| 1810 | | | | | |
| 1811 | . . . . | . . . . | . . . . | . . . . | 22.6.1811 :<br>rencontre Ricardo-Malthus |
| 1812 | | | | | |
| 1813 | | | | | |
| 1814 | . . . . | *Traité* 2ème éd. | . . . . | . . . . | 10.12.1814 :<br>rencontre Say-Ricardo<br>18.12.1814 :<br>rencontre Say-Malthus |
| 1815 | . . . . | *Catéchisme* 1ère éd. | | | |
| 1816 | | | | | |
| 1817 | *Essai* 5ème éd. | *Traité* 3ème éd. | *Principes* 1ère éd. | . . . . | Saint-Simon : *De l'industrie* |
| 1818 | . . . . | . . . . | . . . . | *Political Economy* | |
| 1819 | . . . . | *Traité* 4ème éd. | *Principes* 2ème éd. | *Nouveau Principes* 1ère éd. | [R. Torrens] : *Mr Owens plans*<br>6.4.1819 :<br>rencontre Ricardo-Sismondi |
| 1820 | *Principes* 1ère éd. | *Lettres à M. Malthus* | | *Le pouvoir de consommer s'accroît-il...?* | 8.1820 :<br>rencontre Malthus-Say |
| 1821 | . . . . | *Catéchisme* 2ème éd. | *Principes* 3ème éd. | . . . . | Mac Culloch : *The opinions of Messrs Say, Sismondi and Malthus on ...*<br>J. Mill : *Elements of Pol. Ec* |
| 1822 | . . . . | . . . . | . . . . | . . . . | 17.9.1822 :<br>rencontre Ricardo-Sismondi<br>11.1822 :<br>rencontre Ricardo-Say |
| 1823 | *On the High and Low Prices of ...* | . . . . | Décès de Ricardo :<br>19.9.1823 | | |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 1824 | *Political Economy* | *Balance des cons. avec les productions* juillet 1824 | . . . . | *Sur la balance des cons. avec les prod.* mai 1824 | |
| 1825 | . . . . | . . . . | . . . . | . . . . | Mac Culloch : *Discours sur l'économie politique* |
| 1826 | . . . . | *Traité* 5ème éd. *Catéchisme* 3ème éd. | . . . . | . . . . | 26.9.1826 : rencontre Say-Sismondi |
| 1827 | *Definitions in Political Economy* | *Critiques des définitions ...* | | *Nouveaux Principes* 2ème éd. | |
| 1828 | . . . . | *Cours* I, II, III | | | |
| 1829 | . . . . | *Cours* IV, V, VI | . . . . | . . . . | J.S. Mill : *Essays on some Unsettled questions of P.E.* |
| 1830 | *A Summary View on the Principle of Population* | . . . . | . . . . | . . . . | Bulle pontificale : *Non esse inquietandos* de Pie VII (prêt à intérêt) |
| 1831 | | | | | |
| 1832 | | Décès de Say : 16.11.1832 | | | |
| 1833 | | | | | |
| 1834 | Décès de Malthus : 29.12.1834 | . . . . | . . . . | *Du sort des ouvriers* | V. Considérant : *Doctrine sociale* |
| 1835 | . . . . | . . . . | . . . . | *Revenu social* | |
| 1836 | *Principes* 2ème éd post | . . . . | . . . . | *Etudes sur les* | |
| 1837 | | | | *sciences sociales :* | |
| 1838 | . . . . | . . . . | . . . . | *Economie politique* II + III | A. Cournot : *Principes mathématiques de la théorie de la richesse* |
| 1839 | . . . . | . . . . | . . . . | . . . . | . . . . |
| 1840 | . . . . | . . . . | . . . . | . . . . | P.J. Proudhon : *Mémoire sur la propriété* |
| 1841 | . . . . | . . . . | . . . . | . . . . | F. List : *Système national d'économie politique* |
| 1842 | . . . . | . . . . | . . . . | Décès de Sismondi : 25.6.1842 | |

A. Jean-Baptiste Say

Les diverses éditions du *Traité* reflètent les multiples modifications de la "doctrine des débouchés". Profondément remanié pour la deuxième édition de 1814, le chapitre consacré aux débouchés ne subit pas de modifications essentielles lors de la troisième édition de 1817. La quatrième édition de 1819, est celle qui a fait l'objet de la seule et unique traduction anglaise. Les profondes modifications que Say apporte à sa cinquième et dernière édition de 1826 - ne peuvent être considérés comme produits que ceux dont le prix de vente couvre les frais de production - interviennent après la mort de Ricardo.

Les diverses éditions du *Catéchisme d'économie politique* et l'unique édition du *Cours complet d'économie politique* ne sont que le reflet des mutations du *Traité*.

La correspondance de Say ne présente pas un aspect analytique aussi important que celles de Malthus et de Ricardo. La majeure partie des missives qu'il adresse à Sismondi ne sont que des lettres d'envoi accompagnant les diverses éditions de ses oeuvres qu'il fait ponctuellement parvenir à Genève. Les échanges de lettres avec Ricardo sont essentiellement axés sur le fameux problème de la définition de la valeur. Cette opposition valeur-travail-coût/valeur-utilité n'a débouché sur aucune entente satisfaisante.

La correspondance avec Malthus concerne beaucoup plus directement la loi des débouchés, notamment les *Lettres à M. Malthus*, pamphlet dont les trois premières lettres traitent exclusivement du "principe des débouchés". L'aveu final de Say - "ma doctrine des débouchés que vous avez combattue dans vos autres ouvrages et dans celui-ci, est en effet sujette à quelques restrictions"- apparaît dans une des dernières lettres de Say à Malthus (4).

Une des discussions les plus approfondies de la loi des débouchés a lieu entre Say et Sismondi dans une série d'articles sur la "Balance des consommations et des productions" parue dans les *Annales de législation et de jurisprudence* et la *Revue encyclopédique*. Sismondi a eu le dernier mot, Say

renonçant à poursuivre le débat, sans que l'illustre Genevois l'ait pour autant persuadé de la faiblesse de la théorie des débouchés.

Les brèves entrevues de Say avec Sismondi, Malthus et Ricardo ne semblent pas avoir joué un rôle déterminant dans la querelle des débouchés; elles permirent tout au plus de confirmer chacun dans sa position.

En bref, seules les relations avec Sismondi et Malthus se sont traduites pour Say par une discussion stimulante. Malthus a marqué très nettement un point, alors que Sismondi a échoué dans sa tentative de modifier l'opinion de Say. Les divergences initiales sur la question de la valeur ont bloqué tout développement fructueux de la discussion entre Say et Ricardo.

B. J.C.L. Simonde de Sismondi

Plus historien et homme de lettres d'économiste, Sismondi s'est toujours tenu relativement à l'écart du cercle - à vrai dire restreint - des économistes français et britanniques. De plus, le fait qu'il ait élu domicile à Chêne (près de Genève) dès 1800 ne facilite pas les contacts directs avec Say, Ricardo et Malthus.

Ses nombreuses publications sur des sujets historiques et littéraires ne font que valoriser sa production strictement économique. Qu'un esprit aussi universel ait eu des vues si pénétrantes sur la loi des débouchés appelle une profonde admiration.

L'auteur des *Nouveaux Principes* est certainement parmi les premiers économistes conscients à la fois des réalités et des impératifs de la révolution industrielle *et* des problèmes de la finalité du développement économique.

Sa volumineuse correspondance avec la quasi-totalité des grands esprits de son temps est infiniment plus diversifiée que celle de Say, de Ricardo et de Malthus. Ses échanges de lettres sur le problème des débouchés sont en revanche beaucoup moins fréquents que ceux des autres parties au débat. Ses

relations avec Ricardo sont peu importantes et il ne correspond que rarement avec Say et Malthus.

Souvent attaqué de façon violente - notamment par Torrens (5) - Sismondi est l'économiste classique qui garde avec le plus de constance la ligne qu'il s'est imposée dès la publication de la *Richesse commerciale*. La querelle des débouchés, et notamment son remarquable échange d'articles avec Say et sa réponse à Torrens (6), n'a en rien modifié sa théorie du revenu d'équilibre. Chronologiquement, les *Etudes sur les sciences sociales* sont sa dernière publication sur le problème des débouchés. Le fond de la critique qu'il y adresse aux Classiques orthodoxes et la faiblesse des remèdes qu'il propose pour venir à bout des crises générales de surproduction, ont peu changé par rapport à la première édition des *Nouveaux Principes*.

L'historien, observateur perspicace de la réalité économique et sociale de son temps, refuse d'adopter les "abstractions ricardiennes" constamment démenties par les faits. On trouve chez Sismondi cette remise en question de la méthode des Classiques orthodoxes, embryon de la querelle entre l'école historique allemande et les héritiers de l'école déductive des Classiques anglais, qui a secoué le monde des économistes durant le deuxième tiers du 19ème siècle.

C. David Ricardo

L'extraordinaire richesse de la correspondance de Ricardo permet de suivre la démarche qui aboutit à la publication des *Principes de l'économie politique et de l'impôt* et aux modifications de leurs éditions successives. La question centrale qui a fait l'objet de la dispute avec Say et Malthus a trait à la définition de la valeur, problème âprement discuté entre tous. Cette imposante série de lettres, tout comme les trois versions du chapitre premier des *Principes* ("De la valeur") comptent parmi les textes les plus abstraits et les plus complexes de la littérature économique classique.

Le problème des débouchés, abordé d'une manière relativement accessoire fait pourtant l'objet d'une double série de missives entre Malthus et Ricardo. La première au cours des années 1814-1815, la seconde, en réaction à la quatrième édition du *Traité* de Say, durant les années 1819-1821. La discussion de la loi des débouchés aboutit logiquement et dans les deux séries de lettres, à un retour au problème essentiel de la définition de la valeur. La loi des débouchés s'insère néanmoins parfaitement dans l'édifice ricardien pour en devenir même une des pièces maîtresses (7). Ricardo n'attaque jamais Say sur ce point de doctrine; il se borne à critiquer très violemment sa théorie de la valeur utilité (8). Les modifications apportées aux trois éditions des *Principes* ne concernent pas directement le chapitre "Des changements soudains dans les voies du commerce" consacrés à l'étude du principe de Say. L'adjonction d'un chapitre intitulé "Des machines" dans la troisième édition des *Principes* modifie le point de vue de Ricardo sur la question et l'amène à admettre - dans des conditions extrêmement particulières - la réalité d'une crise générale de surproduction (9).

Les "abstractions ricardiennes", contre lesquelles s'élèvent Malthus et Sismondi, paraissent être le fait des disciples de Ricardo - Mac Culloch notamment - plus que de Ricardo lui-même. Son souci du réel et ses scrupules incessants transparaissent dans toute sa correspondance et atténuent singulièrement le schématisme qu'on lui prête habituellement (10). La clarté de sa démarche, la rigueur parfois un peu dogmatique de son raisonnement l'ont aisément emporté sur les hésitations et les tergiversations d'un Malthus ou d'un Sismondi. Sa disparition prématurée, en 1823, a fait perdre à la querelle des débouchés une part importante de son intérêt scientifique. Le débat entre les survivants n'atteignit jamais le niveau de celui qui s'était engagé entre Malthus et Ricardo.

## D. Thomas Robert Malthus

L'isolement intellectuel de Malthus ne fut brisé que par son amitié et sa correspondance avec Ricardo. Cette amitié n'excluait pas de violentes disputes épistolaires; il y eut peu de points sur lesquels ils se trouvèrent en parfait accord. La correspondance de Ricardo avec Mac Culloch, Trower et

quelques autres disciples révèle néanmoins que son estime pour Malthus était teintée d'une légère condescendance.

La plupart des revues britanniques accueillirent avec enthousiasme la publication des *Principes* de Malthus. La *British Critic* en parla quatre fois en l'espace de deux ans. Ces revues prirent assez paradoxalement la défense du principe de la demande effective qui sous-tendait pourtant une philosophie économique en parfaite opposition avec la conception orthodoxe de l'épargne "à tout prix", de l'"épargne-devoir". Mais très rapidement la thèse ricardienne, peut-être plus habilement défendue, devait l'emporter. Les comptes rendus et les articles que Malthus publia anonymement dans la *Quartely Review* et dans l'*Edinburgh Review* sont parmi les derniers articles prônant une position aussi tranchée en faveur de la "théorie de M. Malthus"; et pour cause ...(11).

En dépit d'efforts incessants, Malthus n'arriva jamais à inquiéter sérieusement l'Ecole orthodoxe. Les *Definitions in Political Economy* (12) révèlent pourtant un extraordinaire souci de rigueur méthodologique dans la définition des concepts utilisés dans la querelle des débouchés. Sa tentative d'accorder plus étroitement le principe de population et sa théorie de la demande effective se solde par un échec : *A Summary View on the Principle of Population* passa pratiquement inaperçu. Prisonnier de sa théorie de la population, l'un des piliers les plus solides de la théorie classique, Malthus était, aux yeux de ses contemporains, *le* théoricien de la démographie. Son analyse de la demande effective et son paradoxe de l'épargne - véritables hérésies économiques, politiques et sociales - scandalisèrent et dressèrent contre lui la quasi-totalité des partisans de la vertueuse conception smithienne de l'"épargne-devoir". Le ton sarcastique et parfois cinglant des critiques adressées à Malthus montrent bien que l'on considérait sa théorie de l'épargne comme le produit de l'égarement passager d'un grand homme ...

L'absence de réédition des *Principes* du vivant de Malthus, alors que l'*Essai* en était à sa cinquième édition à la mort de son auteur, traduit peut-être une certaine hésitation de la part de Malthus. Il reste persuadé du bien-fondé du principe de la demande effective, mais faute de pouvoir le prouver, il préfère s'abstenir, craignant de heurter de front une orthodoxie toute puissante et paradoxalement en accord avec sa vision politique conservatrice.

Le cadre formel de la querelle des débouchés est ainsi rapidement esquissé. L'analyse du fond de la dispute démontrera l'extrême complexité d'une discussion de théorie pure dont est quasiment absent tout souci de définition des concepts utilisés, ou du moins, tout souci de comprendre et de saisir la terminologie des autres parties au débat.

## Par. 2.- La loi des débouchés dans le modèle économique des Classiques

Pour comprendre le fond de la querelle des débouchés, il paraît indispensable de réinsérer la loi de Say dans le cadre du modèle économique smithien. En effet, Say, Sismondi, Malthus et Ricardo se réclament tous de ce schéma. Chacun d'entre eux est néanmoins influencé par une formation intellectuelle et une appréhension de la réalité économique qui lui est propre. La querelle des débouchés résulte d'une compréhension et d'un perfectionnement différents des rapports établis par Quesnay - et repris par Smith - entre le volume de la production et le niveau du revenu. C'est là un point qu'il convient d'approfondir.

Dans un premier temps (lettre A), il s'agira de schématiser le modèle de Smith en mettant en évidence les éléments communs aux quatre auteurs. Dans un deuxième temps (lettre B), et c'est dans cette phase qu'interviendront les écrits des années 1819-1830, il importera de systématiser les points de divergence dans l'interprétation de cette relation fondamentale entre le revenu et la production, entre le pouvoir d'achat et la demande effective et, finalement, entre l'épargne et l'investissement. Dans un troisième temps (lettre C), un examen détaillé des trois principaux mécanismes auto-régulateurs du modèle classique permettra de comprendre comment ces quatre auteurs expliquaient l'équilibre permanent de leur système.

Ricardo, Malthus, Say et Sismondi sont, par l'intermédiaire de Smith, des héritiers directs de la conception physiocratique du *mouvement circulaire des richesses* (1). Les relations entre les divers agrégats sont soumis à des lois naturelles qui s'imposent à l'homme et qu'il doit dégager et cerner avec soin. L'économie est un mécanisme dont il faut découvrir le mouvement et les interrelations, abstraction faite de toute idée préconçue, de tout préjugé idéologique.

Le *Tableau économique* de Quesnay synthétise l'héritage physiocratique qui sera repris par les Classiques. Le caractère cyclique et circulaire du mouvement des richesses entre la classe productive, la classe des propriétaires et la classe stérile préfigure les relations que l'école classique établira entre les facteurs de la production, entre le volume de cette production et le revenu distribué. La division tripartite de la société annonce la théorie des trois facteurs de la production, et l'analyse réelle des physiocrates est à l'origine du principe de la neutralité de la monnaie cher aux Classiques.

Cette idée de *flux circulaire* de la production est implicite dans toute la construction classique (2). La loi des débouchés formulera d'une manière *explicite* l'un des anneaux les plus importants du "grand cercle de la production", de la chaîne qui unit la production au revenu. Ce maillon, cette relation entre l'offre globale et la demande globale, entre le pouvoir d'achat et la demande effective était restée très floue chez Smith (3). Say et Ricardo poursuivirent l'analyse de Smith en énonçant et en défendant la loi des débouchés. Ils tentèrent de démontrer et d'imposer ce principe qui, à leurs yeux, permet d'affirmer que l'offre crée sa propre demande. En revanche, Malthus et Sismondi, *sans remettre en cause les autres maillons du raisonnement classique*, mirent en doute la solidité du rapport établi par Say et Ricardo entre la production et le revenu.

Pour expliquer les caractéristiques et le fonctionnement de ce flux circulaire des richesses dans une économie d'échange, les Classiques admettent tous un modèle qui simplifie certes la réalité, mais permet de saisir néanmoins les principales relations qu'ils établissent entre les divers agrégats. Ce modèle met aussi en évidence le maillon formé par la loi des débouchés. Il permet enfin de comprendre l'impossibilité logique, dans laquelle se trouvèrent les critiques de la loi des débouchés, de proposer une solution de remplacement *sans* avoir modifié ni le fond ni la succession des autres étapes du raisonnement du modèle classique.

A. Le modèle smithien

1. Comme chez Quesnay, le nombre des secteurs est limité à deux : l'agriculture et les manufactures.

2. Smith, à la suite de Turgot (4), est le premier à définir avec précision les trois facteurs de la production, levant ainsi l'équivoque physiocratique du *pur don*. La nature, le travail et le capital sont les composantes exclusives de la production.

3. De cette division tripartite des facteurs de la production découle une répartition de la société en trois classes sociales. Les ouvriers, détenteurs de leur force de travail, rémunérés par un salaire; les propriétaires fonciers, détenteurs du sol, rémunérés par une rente foncière; les capitalistes, détenteurs du capital et rémunérés par l'intérêt et le profit (l'entrepreneur et le capitaliste se confondaient alors dans une seule et même personne (5)).

4. Toute production donne lieu à une distribution de revenu aux facteurs de la production, proportionnellement à leur participation respective au procès de production. Ce revenu est intégralement utilisé sous forme de consommation ou sous forme d'épargne (6).

5. Il en découle logiquement que le volume actuel de la production sera maintenu à la condition que la totalité du revenu distribué serve au rachat de la production, sous forme de consommation ou d'investissements.

6. Ce modèle élémentaire du "mouvement circulaire des richesses" démontre clairement que le volume de la production détermine la dimension du flux circulaire. Plus le volume de la production est élevé, plus le niveau de revenu et le bien-être de la société sont accrus.

7. A ce stade du raisonnement des Classiques, on peut tirer quatre conclusions intermédiaires :

a. Les deux secteurs dont est issue la totalité de la production fournissent à la fois les biens de consommation et les biens de "production". En effet, l'essentiel des investissements, pour les Classiques, se fait sous la forme salariale. Un accroissement du fonds des salaires est seul capable d'augmenter le volume de la main-d'oeuvre utilisée et le volume de la production (7). Un accroissement de la production agricole par exemple, permet soit une augmentation directe de la consommation, soit une augmentation du fonds de salaires, et par là, la création d'emplois nouveaux, source d'une production supplémentaire. De toute manière, la production, le revenu, l'offre et la demande croissent d'une manière parfaitement proportionnelle.

b. Fortement influencés par la conception physiocratique du fonctionnement d'une économie qui a cessé d'être exclusivement agricole, les Classiques surestiment la souplesse et la flexibilité des mécanismes d'une économie déjà entrée dans l'ère du machinisme industriel. En effet, il n'est *plus* indifférent, dans l'optique de l'équilibre général, que la production soit consommée ou investie.

c. Le taux de profit est considéré comme une fonction directe de la productivité physique du travail; si le salaire correspond à la quantité de blé nécessaire à la survie de l'ouvrier, et que le produit du travail de celui-ci permet de racheter une quantité supérieure de blé, les Classiques l'appellent profit, à l'exclusion de toute influence du capital (8).

d. Tout accroissement du capital provoque une augmentation proportionnelle du volume de l'emploi; le volume du capital est fonction de l'accroissement de l'investissement, lui-même lié à la hausse de l'épargne. Toute consommation effectuée par une unité de main-d'oeuvre non directement productive ralentit la croissance.

8. Abandonnant le point de vue statique de Quesnay, pour qui le degré de richesse de la société est identique *ex post* comme *ex ante*, il est possible de formuler avec les Classiques trois hypothèses relatives à la *dimension* de ce *mouvement circulaire des richesses* qui mettent en évidence que le phénomène de la croissance introduit ainsi un élément perturbateur dans l'identité revenu-production des physiocrates.

   a. La dimension du "cercle" ne subit aucune modification dans la mesure où l'épargne est nulle; c'est en fait l'hypothèse de Quesnay. L'offre globale est identique à la demande globale, la totalité de la production est consommée, l'épargne est nulle et le volume de la production est constant.

$$\text{Offre globale} \equiv \text{Demande globale}$$
$$\text{car} \qquad S \equiv 0 \ (\equiv I)$$

   b. Le "cercle" s'élargit dans la mesure où il se crée une épargne nette durant la période considérée et où cette épargne est intégralement investie d'une manière productive; en d'autres termes, il est nécessaire que cette épargne serve à accroître le fonds des salaires.

$$\text{Offre globale} = \text{Demande globale}$$
$$si \qquad S = I$$

   La croissance est fonction de ce volume d'épargne et de son investissement sous la forme salariale. Les physiocrates considéraient que la seule manière d'accroître le revenu consistait à réduire les dépenses ostentatoires et improductives des propriétaires fonciers. Les Classiques estimeront que seule une maximisation du volume de l'épargne permettrait une croissance continue en raison des besoins infinis de l'homme.

   c. Le volume de la production *diminue* dans la mesure où la totalité du revenu n'est *pas* utilisée; en d'autres termes, si une partie du revenu épargné n'est pas investie, ou, ce qui revient globalement au même, si

une partie de la monnaie nécessaire à la circulation des biens est thésaurisée par la création d'encaisses oisives.

Offre globale > Demande globale

*si* $S > I$

ou si une partie de $M$ est thésaurisée.

9. Des trois propositions logiquement possibles, Smith n'aborde que celle (lettre b) qui postule une croissance harmonieuse de la production et du revenu, ces deux agrégats variant toujours d'une manière parfaitement proportionnelle. Malthus, Say, Ricardo et Sismondi ratifièrent tous son choix.

La solution physiocratique d'une croissance nulle et la possibilité d'une contraction du volume de la production (lettres a et c) furent résolument écartées par Smith à l'aide d'un des arguments les plus utilisés durant la querelle des débouchés pour prouver la justesse de la loi de Say. A de multiples reprises, Smith, Say, Ricardo, Malthus et Sismondi affirmèrent que toute stagnation et toute contraction du volume de la production était à exclure, *la quantité des besoins matériels non satisfaits de l'homme étant incommensurable*. Face à l'étendue quasi illimitée de la demande potentielle, la logique et surtout l'intérêt du producteur lui commendaient de maximiser le volume de sa production par le biais de l'épargne et de l'investissement. L'ampleur de la demande potentielle devait libérer l'entrepreneur de tout souci de débouchés.

Say n'affirme-t-il pas que :

> (...) nous ne connaissions aucune nation qui soit complètement approvisionnée, puisque, même chez celles, qui passent pour florissantes, les sept huitièmes de la population **manquent d'une** multitude de produits regardés comme nécessaires.(9)

Cette *mentalité de croissance* est implicite dans toute la littérature économique classique : elle ne résulte pas d'un raisonnement économique précis ou de la structure d'une économie d'échange, mais de la conception

philosophique que les Classiques se faisaient du progrès et du bien-être de l'homme. Say identifie précisément tout accroissement de la production à un accroissement de civilisation (10).

La manifestation explicite de cette mentalité de croissance apparaît, au niveau de la théorie économique, par l'égalité *maintes fois affirmée mais jamais démontrée* entre l'épargne et l'investissement (11).

La loi des débouchés intervient à ce niveau de la relation entre le revenu et la production, dans une économie dont le rythme de croissance est toujours implicitement positif. Quesnay, Turgot et Smith ont établis les premiers une relation fonctionnelle entre la production et le revenu; Say, Ricardo, Malthus et Sismondi ont mis en tête de leurs préoccupations l'approfondissement et la systématisation de ce rapport, de manière à l'exprimer sous la forme d'une loi. Le principe de la croissance continue introduit un élément d'incertitude dans leur démonstration logique de la loi des débouchés. L'égalité que Say et Ricardo ont implicitement établie entre le pouvoir d'achat et la demande effective persuade les théoriciens classiques de l'impossibilité de toute contraction du volume de la production, grâce à de pseudo-mécanismes auto-régulateurs. La confusion, à leurs yeux permanente, entre le *pouvoir* et le *vouloir consommer* explique l'erreur des Classiques orthodoxes et l'échec des solutions proposées par Malthus et Sismondi.

B. La double égalité : - production - pouvoir d'achat
- pouvoir d'achat - demande effective

1. L'égalité production - pouvoir d'achat

La première allusion explicite de Say à cette égalité apparaît dans la première de ses *Lettres à M. Malthus* (1820) (12). Dans le cadre de sa théorie du commerce international, Say constate avec infiniment de justesse

qu'aucun pays n'est en mesure d'acheter des produits à son voisin s'il ne peut lui fournir en échange une part de sa propre production; le commerce international n'est donc possible que si les coéchangistes disposent d'un stock préalable de marchandises échangeables :

> (...) pour acquérir des produits, il faut qu'une nation (...) ait recours à ses propres productions.(13)

Say constate que le troc est l'unique forme de marché possible pour les échanges internationaux dont toute monnaie est absente. Il en découle naturellement que si le volume de la production d'un pays est considérable, alors que celui de son voisin est très faible, les échanges entre ces deux partenaires seront extrêmement limités; cela non pas en raison d'une production pléthorique du premier, mais bien à cause d'une production insuffisante du second :

> Il y a trop de marchandises anglaises offertes en Italie et ailleurs, parce qu'il n'y a pas assez de marchandises italiennes qui puissent convenir à l'Angleterre. Un pays n'achète que ce qu'il peut payer (...).(14)

Au terme de cette démonstration qui garde aujourd'hui encore toute son actualité, Say conclut très logiquement que les moyens de paiement d'un pays sont fonction du volume de sa propre production. Tout accroissement du volume de la production d'un pays augmente du même coup, et dans la même proportion, ses possibilités de se porter acquéreur des marchandises de pays voisins.

A la fin de cette analyse rigoureusement exacte des mécanismes de troc des échanges internationaux, Say est en mesure d'affirmer une parfaite égalité entre la production globale exportée et le revenu destiné aux importations. De cette égalité découle logiquement une seconde proposition : l'offre globale égale la demande globale, l'offre créant sa propre demande, et les produits s'échangeant contre des produits (15).

> Production exportée = pouvoir d'achat "international" disponible = production importée

Dans une deuxième étape, Say étend la validité de son égalité production-revenu aux échanges entre provinces d'un même pays, entre les particuliers d'une même ville :

> Une nation voisine est dans le même cas qu'une province par rapport à une autre province, qu'une ville par rapport aux campagnes : elle est intéressée à les voir prospérer; elle est assurée de profiter de leur opulence (...).(16)

Cette extension de l'égalité revenu-production aux échanges intersectoriels lui permet d'affirmer que "la prospérité d'un genre d'industrie est favorable à la prospérité de tous les autres"(17); et Say de conclure que l'"homme qui veut acheter doit commencer par vendre , et il ne peut vendre que ce qu'il a produit, ou ce qu'on a produit pour lui"(18). Say n'ignore pas que dans les échanges internationaux interviennent deux éléments susceptibles de ruiner son égalité : la division du travail et la monnaie. La conception qu'il a de ces deux éléments essentiels et le traitement qu'il leur fait subir permettent seuls d'étendre la validité de son égalité aux échanges intérieurs.

La monnaie est un moyen d'échange et un instrument de commune mesure, à l'exclusion de toute autre fonction (19). Même dans une économie d'échange, où chacun cède exclusivement sa production contre de la monnaie, Say considère que le rôle de cette dernière est nul dans ce "double échange" marchandise-monnaie-marchandise. La monnaie est un simple voile qui cache la réalité d'un échange marchandise-marchandise.

De même, la division du travail, autre élément perturbateur de l'égalité revenu-production, est éliminé à l'aide d'un raisonnement à résonance marginaliste, qui sera repris et affiné par Sismondi (20). La production d'un bien n'étant plus de résultat d'un effort individuel, mais d'un effort collectif auquel participent conjointement les trois facteurs de la production, la relation directe entre l'utilité du produit du travail (revenu) et la désutilité liée au temps de travail (nécessaire à la production) est rompue. Les facteurs de production sont rémunérés en proportion de leur contribution à la réalisation de la production. Or, et c'est là le point essentiel pour Say, une distribution de revenu ne peut avoir lieu que si le bien résultant de

l'utilisation de ces facteurs de production est susceptible de satisfaire une demande, et donc d'avoir une valeur d'échange. En vertu de la théorie de la valeur-utilité, un produit n'acquiert une valeur sur un marché qu'en fonction de l'utilité que lui attribuent les consommateurs. Les besoins de l'homme étant, par hypothèse, sans limite, il est exclu , pour Say,que la production soit globalement excédentaire, même si des phénomènes de surproduction sectorielle sont possibles.

> Lorsqu'on a créé un produit qui vaut les services, les services sont payés par le produit, dont la valeur, se distribuant entre les producteurs, forme leurs revenus. Vous voyez bien que ces revenus n'existent qu'autant que le produit a une valeur échangeable, et qu'il ne peut avoir une telle valeur qu'en vertu du besoin qu'on en a dans l'état actuel de la société.(21)

La relation est ainsi établie entre la rémunération des facteurs de production (revenus) et le volume de la production disponible (possibilités de consommation). On ne saurait consommer sans avoir préalablement participé soi-même à une création d'utilité, et donc de valeur. Ainsi, la division du travail ne perturbe-t-elle pas la liaison directe qui existait entre la production et le revenu dans une économie primitive où chacun produisait la totalité de ce dont il avait besoin; l'utilité de la production égale exactement la désutilité du temps de travail.

Say atteignit ce stade de la démonstration de la loi des débouchés lors de la publication de ses *Lettres à M. Malthus* en 1820. James Mill, de son côté, poussa le raisonnement plus avant en approfondissant les relations entre la production, le revenu et le pouvoir d'achat dans une optique de croissance :

> La production est la cause et la cause unique de la demande. Elle ne crée pas une offre sans créer une demande, toutes deux en même temps et toutes deux égales.(22)

Il en découle que toute augmentation de la production accroît simultanément et dans la même proportion le pouvoir d'achat disponible pour le rachat de cette même production.

Deux relations importantes de la loi des débouchés sont ainsi démontrées. Les hypothèses de base sont soigneusement précisées et le déroulement logique de la démonstration ne souffre d'aucun vice :

1. Tout accroissement de la production engendre une augmentation immédiate et proportionnelle du pouvoir d'achat.
2. Quel que soit le niveau de la production, celui-ci est toujours rigoureusement égal au pouvoir d'achat disponible.

Cette liaison entre la production et le pouvoir d'achat étant démontrée, il est possible de considérer la seconde égalité, celle qui doit exister entre le pouvoir d'achat et la demande effective. En effet, la relation production-pouvoir d'achat ne reflète que la moitié du mécanisme de l'échange. L'individu, détenteur d'un pouvoir d'achat égal à sa contribution à la production, doit en faire usage sous peine de disjoindre l'égalité (production = consommation + investissement). En bref, Say et Mill ont parfaitement démontré jusqu'ici la relation (production = pouvoir d'achat = consommation + épargne). Toutefois pour que la loi des débouchés prenne sa signification profonde dans le cadre de l'équilibre général, il est indispensable d'analyser avec soin l'autre moitié du mécanisme de l'échange, la relation entre le pouvoir d'achat et la demande effective. Or, c'est précisément sur ce second membre de l'équation élémentaire de l'équilibre que sont nées toutes les divergences qui alimentèrent la querelle des débouchés.

$$\underbrace{\text{Production} = \text{pouvoir d'achat} = C + S}_{\text{1ère égalité}} = \underbrace{C + I = \text{Demande effective}}_{\text{2ème égalité}}$$

Le problème essentiel autour duquel tourne la querelle des débouchés se situe au niveau de l'égalité ($C + I$ = demande effective). Say, Ricardo, et Mill ne doutent pas un instant de la validité de cette relation et font abstraction de cette étape du raisonnement pour affirmer, *sans le démontrer*, que la demande effective est égale à la production, que la demande globale ne peut être inférieure à l'offre globale. De leur côté, Malthus et Sismondi s'interrogent plus longuement sur la relation entre le pouvoir d'achat et la demande effective. Leur théorie de la surcapitalisation reflètera clairement leurs hésitations.

## 2. L'égalité pouvoir d'achat - demande effective

Say et Ricardo n'ignorent pas la notion de demande effective, même s'ils n'en parlent pas de manière explicite. Leur conception du revenu circulaire démontre qu'ils sont parfaitement conscients qu'une insuffisance de la demande effective - ou, en d'autres termes que l'existence d'une épargne non investie et/ou d'un certain volume de monnaie thésaurisée - entraîne une contraction du volume de la production. L'égalité entre la production et le pouvoir d'achat étant vérifiée pour eux dans une conjoncture de croissance, il ne semble pas abusif d'utiliser leur raisonnement *a contrario* : en cas de contraction du revenu dépensé, et donc de la demande effective, le volume global de la production diminue proportionnellement au cours de la période suivante.

La question essentielle est de savoir pour quelles raisons les Classiques ne démontrent explicitement que l'égalité production - pouvoir d'achat et se contentent d'une simple affirmation de l'égalité pouvoir d'achat - demande effective. Il est important de connaître les éléments qui autorisèrent les Classiques à sauter une étape du raisonnement pour affirmer que si la production égalait le pouvoir d'achat, le pouvoir d'achat égalant implicitement la demande effective, on pouvait conclure que le volume de la production était toujours égal à la demande effective (23).

Say, par exemple, ne considère pas que l'égalité pouvoir d'achat - demande effective soit toujours vraie; mais sa démarche révèle qu'implicitement, il ne conçoit pas qu'une autre solution puisse être plausible.

> Toute épargne, *pourvu qu'on en fasse l'objet d'un placement*, ne diminue en rien la consommation, et, au contraire, elle donne lieu à une consommation qui se reproduit et se renouvelle à perpétuité, tandis qu'une consommation improductive ne se répète point.(24)

En résumé :

production = pouvoir d'achat — *Egalité démontrée*

pouvoir d'achat = demande effective — *Egalité non démontrée*

production = demande effective — *Loi des débouchés*

Cette dernière égalité, condition *sine qua non* du fonctionnement de la loi des débouchés, repose en définitive sur trois hypothèses de base du système smithien sans lesquelles la théorie de Say ne trouverait aucune application :

1. la mentalité de croissance issue de l'affirmation du caractère infini des besoins de l'homme
2. les mécanismes auto-régulateurs de l'économie liés à la rationalité de l'*homo oeconomicus*
3. la théorie de la monnaie-voile.

A.S. Skinner parle du *théorème de Say* à propos de l'égalité production - pouvoir d'achat, et du *postulat de Say* pour l'égalité pouvoir d'achat - demande effective (25).

3. Conséquences de cette double égalité

a. La liaison établie par les physiocrates entre la production et le revenu est intégrée aux mécanismes d'une économie en croissance. La logique est conforme à la réalité : le théorème de Say ne peut être et ne sera jamais remis en question.

b. La relation entre le pouvoir d'achat et la demande effective n'est pas démontrée mais Say n'affirme pas explicitement que cette égalité est toujours effective. Il considère comme hautement improbable toute situation où l'épargne n'égalerait pas l'investissement, où le pouvoir d'achat n'égalerait pas la demande effective. Ce postulat de Say est au centre de la querelle des débouchés et ne sera clairement réfuté que par Keynes, en dépit des critiques de Malthus et Sismondi.

c. A l'aide de son théorème et de son postulat, Say peut éluder une étape du raisonnement et affirmer que la production égale toujours la demande effective, et par là, que l'offre globale est toujours égale à la demande globale. L'affirmation de l'impossibilité de toute crise de surproduction ne découle pas de la logique du raisonnement de Say - il en est conscient - mais bien de la conception de la réalité économique qu'il partage avec tous ses confrères économistes.

d. Le terme de *loi* des débouchés ne devrait donc s'appliquer qu'à la relation production - pouvoir d'achat *stricto sensu* et non pas à la double égalité production - pouvoir d'achat - demande effective. Pour les Classiques orthodoxes, le postulat pouvoir d'achat - demande effective l'emporte sur la rigueur du raisonnement. Une analyse imparfaite de la "nature des choses" prend le pas sur le rationalisme de leur démarche.

L'examen de cette double égalité reflète uniquement, et très grossièrement, l'erreur centrale du schéma de Say et des partisans de la loi des débouchés. Il convient ainsi d'examiner avec plus de minutie les phénomènes et les relations qu'impliquent le théorème, et surtout le postulat de Say. Il s'agit principalement d'examiner le rôle de certains éléments-clés qui poussèrent les partisans de la loi des débouchés à affirmer l'égalité revenu - production.

Il importe avant tout d'analyser les mécanismes auto-régulateurs de l'économie qui permirent à Say de poser son postulat que *ni Malthus ni Sismondi n'arrivèrent à remettre en question*. Ils sont au nombre de trois :

1. l'égalité épargne - investissement
2. la formation du taux d'intérêt
3. la flexibilité des salaires (théorie du fonds des salaires)

Ces mécanismes auto-régulateurs, dont la critique aurait permis une réfutation de la loi des débouchés, ne furent mis en doute par aucun des auteurs en présence. L'essentiel de la querelle des débouchés se résume à une longue discussion sur des points relativement secondaires, rendant impossible toute critique décisive de la loi de Say.

C. Les trois mécanismes auto-régulateurs

1. L'égalité épargne - investissement

Le rôle d'Adam Smith dans la formulation de cette égalité est essentiel lorsqu'il affirme que "ce qui est annuellement épargné est aussi régulièrement consommé que ce qui est annuellement dépensé, et il l'est aussi *presque* dans le même temps; mais il est consommé par une autre classe de gens"(26), il anticipe sur la théorie de Say et la querelle des débouchés. Le rôle fondamental de cette simple formule dans l'histoire de l'analyse économique ne sera réfuté que par la phase de Keynes au chapitre 2 de la *Théorie Générale* :

> Ceux qui ont raisonné ainsi (...) ont cru à tort qu'il existait un lien unissant les décisions de s'abstenir d'une consommation immédiate aux décisions de pourvoir à une consommation future, alors qu'il n'existe aucune relation simple entre les motifs qui déterminent les premières et ceux qui déterminent les secondes.(27)

Pour Smith, l'individu qui épargne est le même que celui qui investit. Le capitaliste est en même temps entrepreneur et la distinction entre l'intérêt et le profit n'a été définitivement acceptée que par Say. La crainte d'un déséquilibre entre l'épargne et l'investissement peut ainsi être écartée *a priori* : la rationalité de l'*homo oeconomicus* interdit une telle supposition. L'épargnant, qui est en même temps l'entrepreneur et l'investisseur, connaît parfaitement l'état du marché. S'il épargne une certaine partie de son revenu, c'est parce qu'il sait *déjà* qu'il pourra l'investir dans sa propre entreprise.

De plus, du fait que l'épargnant et l'investisseur sont une seule et même personne - éventuellement un seul et même groupe restreint d'individus - dès l'instant où le taux de profit fléchit, l'épargne diminue immédiatement, provoquant instantanément une augmentation proportionnelle du volume de la consommation (28).

L'extention de ce raisonnement à une société au sein de laquelle l'épargnant ne se confond pas avec l'investisseur, où les centres de décision sont nettement distincts, est l'une des conditions *sine qua non* de la validité et de

la solidité de tout le modèle des Classiques. Procédant par analogie - tout comme pour l'élimination des perturbations dans l'égalité revenu-production due à la division du travail - tous les Classiques considèrent que la démarche smithienne est applicable *mutatis mutandis* à une économie dans laquelle l'épargnant n'est pas l'investisseur. Dès cet instant, toute réfutation de la loi des débouchés est exclue : il ne saurait être question de parler de sous-consommation ou de surproduction. *L'absence de thésaurisation* et le *rôle du taux d'intérêt* dans l'égalité $(I = S)$ entraînèrent les critiques de la loi des débouchés dans une théorie de la surcapitalisation sans aucun rapport avec la réfutation keynésienne qui lie l'égalité $(I = S)$ aux variations du revenu (29).

Pour approfondir les conséquences théoriques de cette extension de l'égalité $(I = S)$ au niveau de quantités globales, il est indispensable d'analyser avec soin le rôle du postulat excluant la thésaurisation, les relations entre l'investissement et le revenu, et la théorie de la sous-utilisation des facteurs de production due à un phénomène de surcapitalisation.

a. L'absence de thésaurisation

Conformément à la théorie de la monnaie-voile, le volume de la monnaie utilisé dans le premier terme de l'équation fondamentale entre le revenu et la production (production = pouvoir d'achat = $C + S$) doit être entièrement réutilisé dans le second terme de cette équation (pouvoir d'achat = $C + I$ = demande effective) pour que la première condition indispensable à l'équilibre général soit remplie.

Le problème essentiel se situe naturellement dans le second terme de l'équation, dans le postulat de Say. Le pouvoir d'achat distribué sous la forme d'un revenu monétaire aux différents facteurs de la production sera-t-il *intégralement* et *immédiatement* réutilisé sous la forme de dépenses de consommation ou d'investissements ? Toute parcelle de pouvoir d'achat mise en circulation sera-t-elle dépensée (30)?

Or, Malthus aussi bien que Sismondi considère que l'égalité *(I = S)* est effective *ex ante* conformément à la doctrine smithienne. *Les critiques de Say sont ainsi dans l'incapacité totale de prouver l'existence d'équilibres de sous-emploi, même si l'un d'eux a ébauché la théorie de la demande effective.* Liés par cette égalité *(I = S) ex ante* et le refus de toute thésaurisation, Malthus et Sismondi empruntèrent la seule issue logiquement possible pour sortir de l'impasse dans laquelle ils s'étaient fourvoyés : *la théorie de la surcapitalisation.*

b. La théorie de la surcapitalisation comme explication des crises générales de surproduction

Il est indispensable de distinguer très nettement la théorie de la surcapitalisation de la théorie de la sous-consommation. Faute de l'avoir clairement fait, certains auteurs les ont abusivement assimilées l'une à l'autre, ce qui leur a permis d'établir des parallèles très discutables entre les critiques de la loi des débouchés et l'auteur de la *Théorie Générale* (31).

La typologie de Schumpeter (32) permet d'éviter toute confusion entre ces différentes théories :

1. *La théorie de la surproduction partielle (Disproportionality theory)*
   Toute crise générale de surproduction est exclue; seule une crise sectorielle et momentanée de surproduction peut éclater à la suite d'une répartition défectueuse des facteurs de production entre les divers secteurs de la production.

   Les tenants de cette théorie sont naturellement, derrière Say et Ricardo, les défenseurs de la loi des débouchés : James Mill, J.S. Mill, Mac Culloch, etc ...

2. *Les théories de la surproduction générale*

Les partisans de la surproduction générale sont tous, à des degrés divers, des théoriciens de la sous-consommation. Surproduction et sous-consommation apparaissent en définitive comme les deux faces d'un même problème. L'insuffisance de la consommation et l'excès d'épargne affaiblissent la demande globale et empêchent l'écoulement de la production à un prix de vente couvrant les frais de production. Deux versions de cette théorie s'opposent assez nettement : la théorie de la sous-consommation proprement dite et la théorie plus élaborée de la surcapitalisation.

I. *La théorie de la sous-consommation*

Cette conception du déséquilibre de la production n'a été réellement défendue que par Robert Owen et Karl Rodbertus (33). Marx lutta plus tard âprement contre cette théorie des crises qu'il considérait comme une tautologie (34). A dire vrai, les défenseurs de la sous-consommation ne furent jamais des économistes dans l'acception scientifique du terme. Owen et Rodbertus sont plus connus pour leurs idées sociales que pour la rigueur de leurs développements théoriques.

Par un "appel au fait", les partisans de cette théorie entendent prouver que le volume des salaires distribués aux ouvriers ne permet pas l'écoulement de la totalité de la production à un prix couvrant les frais de production. En d'autres termes, la somme de la consommation ouvrière, de la consommation des capitalistes et des propriétaires fonciers, et de l'investissement des capitalistes serait *inférieure* à la production. En bref, l'égalité entre la production globale, d'une part, la consommation et l'investissement, d'autre part, est tout simplement niée. Une diminution de l'épargne (rentes et profits) des classes dirigeantes permettrait *seule* d'accroître la consommation ouvrière et d'écouler la totalité de la production.

Cette théorie absurde fait "tout simplement" table rase de l'égalité (production = pouvoir d'achat = $C + S$), qu'aucun économiste classique

n'a songé à remettre en question. L'épargne n'étant pour les Classiques qu'un simple transfert de consommation, il est aisé de réfuter cette théorie. La consommation des capitalistes et des propriétaires fonciers, jointe à l'investissement des capitalistes sont précisément les éléments qui accroissent la valeur de la production et évitent ainsi une crise de surproduction.

Dans l'équation : consommation ouvrière + consommation capitaliste + consommation des propriétaires fonciers + investissements capitalistes = production = revenu, il est absurde d'imputer à la faiblesse relative de la consommation ouvrière l'origine des crises de surproduction, puisque tout ce qui n'est pas consommé est épargné *et* investi. L'égalité ($I = S$) étant acceptée par les théoriciens de la sous-consommation, le volume de la consommation ouvrière ne peut être objectivement considéré comme un facteur ruinant l'égalité revenu-production. Certes, et c'est l'opinion de Rodbertus et d'Owen, le volume de la consommation ouvrière peut être subjectivement faible par rapport à ce que l'on estime devoir revenir à la classe ouvrière. Il ne s'agit plus alors d'un problème d'équilibre entre le revenu et la production, mais d'un problème de répartition de ce revenu.

Un certain volume d'épargne étant indispensable à toute croissance, il est indifférent du point de vue strictement économique que ce prélèvement se fasse sur la consommation ouvrière plutôt que sur la consommation des capitalistes et des propriétaires fonciers. Toutefois, la majeure partie des profits et de la rente foncière, partie intégrante des frais de production, forme l'essentiel des investissements.

Cette théorie de la sous-consommation est un exemple typique des confusions auxquelles on aboutit en introduisant des "croyances populaires", au demeurant fort sympathiques, dans des développements théoriques. Marx a vivement lutté contre cette utilisation abusive d'une

théorie économique mal assimilée, en lieu et place d'une critique institutionnelle du capitalisme (35).

La seule issue offerte aux théoriciens de la sous-consommation passe par l'analyse des possibilités d'investissement offertes au volume d'épargne dégagé de la production. L'égalité postulée entre l'épargne et l'investissement a amené les critiques de la loi des débouchés à élaborer une théorie de la surcapitalisation comme explication des crises générales de surproduction.

II. *La théorie de la surcapitalisation*

Alors que les tenants de la théorie de la sous-consommation insistaient sur le rôle systématiquement néfaste de l'épargne, les théoriciens de la surcapitalisation ont mis l'investissement au centre de leur explication des crises.

Pour ces derniers, l'égalité entre le revenu et la production ne saurait être remise en question. Aussi longtemps que l'écart entre le revenu et la consommation, creusé par l'épargne, est comblé par l'investissement, le niveau de la production ne saurait diminuer. Il n'est plus question de savoir si la consommation ouvrière est insuffisante par rapport à la consommation et à l'investissement des propriétaires fonciers et des capitalistes; il suffit simplement que, globalement, la somme de la consommation et des investissements soit égale au revenu. En d'autres termes, tout comme les partisans de la loi des débouchés, les théoriciens de la surcapitalisation acceptent la double égalité (production = pouvoir d'achat = $C + S = C + I$ = demande effective) et l'égalité ($I = S$), *sous réserve* d'une condition supplémentaire liée à l'influence du volume des investissements sur le taux de croissance de la production.

Pour Malthus et Sismondi, si l'investissement est la source d'un revenu distribué sous la forme de salaires à des unités supplémentaires de main-d'oeuvre, il provoque *ipso facto* un accroissement du nombre de travailleurs utilisés, et donc une augmentation du capital. Or, et c'est

là le point important, si cette augmentation du volume du capital n'entraîne pas au cours de la période suivante un accroissement proportionnel de la consommation et/ou de l'investissement, l'égalité entre la demande effective et la production sera rompue; une partie de la production ne pouvant être écoulée. Le *vouloir consommer* ne coïncide plus avec le *pouvoir consommer*. Un volume excédentaire de capital apparaît immédiatement sous la forme de main-d'oeuvre et de machines inutilisées; les occasions d'investissement s'amenuisent, l'épargne diminue, le revenu distribué ne permet plus le maintien du niveau des salaires, la production se contracte et le chômage apparaît. La flexibilité à la baisse des salaires et du taux d'intérêt rétablissent finalement l'équilibre entre l'offre et la demande globales, à un niveau de production inférieur. Les possibilités d'épargne et d'investissement réapparaissent; un accroissement du volume de la production peut à nouveau être envisagé.

La contradiction de la démarche de Malthus et Sismondi apparaît immédiatement. Il est illogique d'affirmer les égalités production - revenu et épargne - investissement sur la base du caractère infini des besoins de l'homme, et de suggérer simultanément une explication des crises par une théorie de la surcapitalisation. Cette tentative illustre bien l'incapacité de Malthus et Sismondi d'apporter une solution théorique au problème des crises *sans* remettre en cause la logique du modèle classique. Ils n'en développent pas moins longuement leur démonstration.

L'économie passe selon eux par une succession de crises de surcapitalisation qui permettent d'adapter, non sans douleur, le volume d'investissement potentiel au volume d'investissement réel. Pour éviter ces fluctuations, Malthus, et moins directement Sismondi, constatent qu'il est indispensable - pour promouvoir une croissance harmonieuse - de maintenir un taux de croissance exponentiel des investissements; en d'autres termes, d'exclure non seulement toute contraction du niveau du revenu, mais aussi toute stagnation de la production.

Malheureusement, le double aspect de l'épargne - ce "paradoxe de l'épargne" - place Malthus et Sismondi dans une situation inextricable : tout accroissement de l'épargne provoque *ipso facto* une diminution de la demande de consommation et, une fois investi, un accroissement de la production. Dans ces conditions, comment maintenir une croissance exponentielle du revenu, condition *sine qua non* de la disparition des crises de surproduction ? Comment éviter ce type de crise si tout accroissement de l'investissement provoque à court terme une diminution de la consommation ?

Dans le court terme, Malthus tente de trouver une technique qui lui permette d'atteindre un double but : éviter toute chute de la consommation due à un volume excessif de l'épargne, et assurer simultanément un taux d'investissement croissant pour éviter toute surcapitalisation.

L'analyse conjoncturelle de Malthus vise bien cet objectif; l'épargne étant toujours immédiatement et intégralement investie, il s'agit de déterminer le volume qui, sans porter atteinte aux possibilités de consommation des épargnants, permette d'accroître la production et le revenu d'une manière exponentielle, seule manière d'éviter la surcapitalisation. La tendance déflationniste résultant de l'épargne sur le revenu, durant la période $t$, doit être compensée par la perspective d'un accroissement du revenu dû à l'investissement dans la période $(t + 1)$. L'analyse séquentielle de Sismondi trouve ici une totale confirmation.

Malthus et Sismondi considèrent tous deux qu'entre 1815 et 1820, la tendance déflationniste l'emporte sur les perspectives de croissance de la production. Une partie des capacités de production étant inutilisées, à la suite de la fin des guerres napoléoniennes, tout accroissement du volume de l'épargne ne ferait que précipiter la surcapitalisation et le chômage. Pour ces deux auteurs, seuls une diminution de l'épargne et un accroissement de la consommation permettraient de recréer des occasions d'investissement et des possibilités de réutilisation des facteurs de production en chômage.

Une comparaison avec la démarche keynésienne permet de mieux clarifier la tentative des théoriciens de la surcapitalisation. Si Malthus et Sismondi soulignent, tout comme Keynes, l'insuffisance de la consommation et l'excès d'épargne, les premiers voient un remède à cette situation dans l'accroissement de la consommation improductive. L'accumulation du capital est ainsi freinée et permet un nouveau développement de la production et du revenu. Il en résulte une réutilisation des facteurs de production au chômage. Keynes préconise, au contraire, un développement de l'investissement qui, par un accroissement du revenu et de l'emploi, provoque une augmentation du volume de la consommation.

Malthus veut combattre la surcapitalisation par une restriction de l'épargne en renforçant la dépense courante par une consommation supplémentaire (les "improductifs"). Keynes veut au contraire élever le volume de la consommation par l'investissement de cette épargne excédentaire.

Le schéma classique, et notamment l'égalité $(I = S)$, ont empêché Malthus et Sismondi d'élaborer une politique économique nouvelle. Dans le cadre de cette égalité, la seule voie qui leur était ouverte, celle qui mène à une diminution de l'épargne, ne pouvait guère les engager que dans l'impasse dans laquelle ils se sont fourvoyés. En dernière analyse, cet échec repose sur l'incapacité de ces deux auteurs d'établir une liaison fonctionnelle entre le volume des investissements et le niveau du revenu.

De plus, la perspective de longue période, que Malthus et Sismondi avaient en commun avec Say et Ricardo, ne les a guère encouragés à trouver un moyen d'assurer une croissance exponentielle du revenu, seule manière d'éviter la crise. Toute augmentation du volume de la main-d'oeuvre rapproche inévitablement le système économique de l'état stationnaire et de la croissance zéro. Plus la croissance est rapide, plus les prix de la production agricole s'élèvent sous l'influence du principe de population, et plus l'état stationnaire est rapidement

atteint. En réclamant une croissance exponentielle du revenu et des investissements, les critiques de la loi des débouchés précipitaient l'avènement, tant redouté, de l'état stationnaire.

c. Conclusions

1. Malthus et Sismondi refusent toute remise en question de l'égalité *(I = S) ex ante*. L'épargne est toujours égale à l'investissement.

2. Il peut cependant arriver que le volume de l'épargne soit trop élevé par rapport aux possibilités d'investissement et provoque une chute du taux de profit et l'éclatement d'une crise de surproduction. Pour éviter cet arrêt dans la croissance, il convient d'encourager un accroissement de la consommation afin de ramener le volume de l'épargne et de l'investissement à un niveau permettant d'éviter toute surcapitalisation.

3. Si ce dernier élément présente une incontestable parenté avec la démarche keynésienne, l'absence de relations fonctionnelles entre l'investissement et le revenu, ainsi que le rôle du taux d'intérêt dans l'égalité *(I = S)*, sont en parfaite opposition avec le schéma de la *Théorie Générale*.

4. Prisonniers de cette égalité *(I = S) ex ante*, Malthus et Sismondi ne pouvaient aller très loin sur le chemin de la contestation des Classiques orthodoxes.

5. L'utilisation d'un raisonnement conçu pour la longue période pour résoudre des problèmes conjoncturels devait se heurter violemment à la logique du modèle classique. *La contradiction fondamentale apparaît enfin entre l'affirmation souvent répétée du caractère infini des besoins de l'homme et cette soudaine possibilité de surcapitalisation.*

## 2. Le taux d'intérêt

La conception classique du taux d'intérêt, adoptée aussi bien par Say et Riccardo que par Malthus et Sismondi, met particulièrement bien en évidence l'impossibilité logique sur laquelle ont buté les critiques de la loi des débouchés. L'égalisation de l'épargne et de l'investissement par le taux d'intérêt s'accorde fort mal avec les craintes de voir apparaître un volume excessif d'épargne, une crise de surproduction et un sous-emploi partiel des facteurs de production. Il est illogique d'affirmer simultanément la validité des mécanismes auto-régulateurs, dont le taux d'intérêt fait partie, *et* la possibilité d'une crise. Ricardo et Say ont eu beau jeu de le rappeler à Malthus et Sismondi. De plus, la théorie classique refuse d'accorder une influence quelconque à la monnaie dans la détermination du taux d'intérêt dans la longue période : l'explication est exclusivement *réelle* (36).

Le mécanisme classique de la fixation du taux d'intérêt est un cas particulier de la loi de l'offre et de la demande. Le taux d'intérêt, prix du capital que l'investisseur doit offrir à l'épargnant pour le dédommager de son abstinence, est fonction de la demande d'investissement et de l'offre d'épargne. L'interaction de ces deux grandeurs détermine directement et automatiquement un taux d'intérêt qui égalise le volume de l'épargne et le volume de l'investissement.

Selon l'hypothèse héritée de Smith, tout ce qui est épargné est immédiatement et intégralement investi. Sur la base de ce postulat, il importe de déterminer avec précision les mécanismes qui commandent les variations inversement proportionnelles de l'épargne et de l'investissement.

En dernière analyse, pour expliquer cette égalité par le biais des variations du taux d'intérêt, il est indispensable d'examiner les relations fonctionnelles qui unissent l'investissement, le taux d'intérêt et l'épargne; en d'autres termes, de dégager quelles sont les variables déterminées et quelles sont les variables déterminantes.

1. Le volume d'investissement est la variable indépendante du modèle, fonction des anticipations et des prévisions des entrepreneurs. Ces prévisions déterminent l'ampleur de la demande des capitaux.

2. Les variations du volume de l'épargne sont inversement proportionnelles aux variations de la consommation : tout accroissement de l'épargne réduit la consommation et tout accroissement de la consommation réduit l'épargne. Le taux d'intérêt détermine ainsi la clef de répartition du revenu entre la consommation immédiate et la consommation différée (l'épargne). Ce taux d'intérêt apparaît bien, dans ces conditions, comme le dédommagement que l'emprunteur verse à l'épargnant en contrepartie de la renonciation de ce dernier à une consommation immédiate de la totalité de son revenu, le prix de son abstinence. Plus la demande d'investissement s'élève, plus les possibilités de consommation dans le futur sont grandes et plus l'épargnant fait payer son abstinence d'un prix élevé. Inversement, une diminution des possibilités d'investissement entraîne une baisse du taux de l'intérêt et amenuise les perspectives de consommations futures et encourage la consommation immédiate.

3. Ce mécanisme élémentaire de vases communicants entre l'épargne et la consommation ne fonctionne parfaitement que parce que le volume du revenu est considéré comme *constant* et parce que la production physique peut être indifféremment consommée ou investie (37).

La répartition du revenu entre la consommation et l'épargne est exclusivement fonction des variations du taux d'intérêt, elles-mêmes déterminées par la demande d'investissement des producteurs. Les variations du volume d'investissement ne modifient en rien le niveau du revenu considéré par tous les Classiques orthodoxes comme une donnée : un effet revenu de type keynésien est inconcevable, en raison de la flexibilité des prix et des salaires, troisième et dernier grand mécanisme auto-régulateur du modèle classique.

Même si Malthus (38) et Sismondi (39) considéraient le revenu comme la variable à expliquer et non comme une grandeur exogène, ils n'ont pas su établir une liaison entre les variations de l'investissement et les varia-

tions du revenu, en raison du caractère exclusivement réel de leur analyse. Une fois encore, la critique sismondo-malthusienne reste à l'état embryonnaire, faute de disposer des instruments monétaires nécessaires au dépassement du modèle smithien revu et complété par Say et Ricardo.

### 3. La flexibilité des salaires : *la théorie du fonds des salaires*

Le troisième mécanisme auto-régulateur de la conjoncture, de loin le plus important, met la théorie du fonds des salaires au centre de la théorie de l'équilibre des Classiques. D'une part, les variations des salaires influent mécaniquement sur le niveau général des prix; d'autre part, le volume des investissements et le taux d'intérêts ne peuvent jouer leur rôle rééquilibrant qu'en raison de cette flexibilité des salaires et de son influence sur le niveau de l'emploi.

volume de l'emploi ⟵ flexibilité des salaires ⟶ niveau général des prix

*i, I, S.*

L'expression *fonds des salaires* n'est apparue qu'avec la publication des *Principes d'économie politique* de J.S. Mill. Celui-ci a synthétisé sous ce vocable l'analyse classique des salaires inaugurée par Smith et reprise par Malthus et Ricardo. L'essentiel de leur démarche est identique : la théorie du minimum physiologique se combine à des degrés divers avec la loi de l'offre et de la demande qui est toutefois l'élément dominant de cette théorie.

Cette double orientation trouve déjà son origine dans la *Richesse des Nations* (40). Malthus insiste sur le rôle de l'offre de travail comme déterminant principal du niveau des salaires nominaux. Ricardo distingue le prix courant du prix naturel du travail; le premier ne peut s'écarter durablement du second, ce dernier se confondant à son tour, dans la longue période, avec le minimum physiologique.

J.S. Mill fait observer que le minimum physiologique n'est pas quantitativement déterminé, mais que c'est "un minimum (...) plutôt moral que matériel (...), sujet lui-même à subir des variations"(41). Il précise surtout les rapports entre l'offre et la demande de travail. La demande correspond au volume de la population active disponible, alors que le capital gouverne l'offre. Plus précisément, le capital est pour Mill "la portion qui est employée à l'acquisition directe du travail"(42), c'est-à-dire le capital circulant qui se traduit par une offre de travail. Ce capital circulant, accru des rémunérations versées aux salariés improductifs, forme précisément le *fonds des salaires*. Le salaire courant résulte "du rapport entre l'importance numérique de la population et la quantité de capital disponible pour entretenir les ouvriers, ce que l'on appellera le fonds des salaires"(43).

Il faut cependant distinguer très clairement le court terme du long terme. Le court terme, pour Ricardo par exemple, équivaut à une quinzaine d'années et le long terme commence au-delà de cette limite. Dans le court terme, les salaires sont fonction de l'offre et de la demande, dans le long terme ils obéissent à la théorie du minimum physiologique.

Dans la *longue période*, l'offre de main-d'oeuvre est considérée comme une variable dont l'élasticité est infinie; à tout accroissement du fonds des salaires correspond une augmentation du volume de la main-d'oeuvre. La seule limite à cette hausse est fixée par le principe de population de Malthus. L'élasticité de l'offre étant infinie, le taux de salaire ne saurait se fixer durablement à un niveau différent du minimum physiologique, comme le notaient déjà Turgot et Smith. A toute augmentation du fonds des salaires correspond un accroissement de la natalité qui maintient l'offre de travail parfaitement égale à la demande, le taux de salaire tendant à se confondre avec le minimum physiologique.

Dans la *courte période*, l'offre de main-d'oeuvre est considérée comme une constante dont l'élasticité est égale à zéro. A toute augmentation du fonds des salaires correspond une hausse du taux de salaire. Il s'agit en fait d'une simple transposition au marché du travail de la loi de l'offre et de la demande. Ce mécanisme permet d'affirmer la permanence du plein emploi, à court terme comme à long terme.

Si l'offre de main-d'oeuvre est une constante dans le court terme, la demande est fonction des prévisions des entrepreneurs, donc du volume d'investissement qu'ils désirent effectuer (44).

Partant d'une situation de plein emploi, les Classiques déterminent trois solutions possibles dans la courte période, compte tenu des fluctuations de deux des trois grandeurs en présence :

- la demande de main-d'oeuvre, c'est-à-dire le volume des investissements, ou, en d'autres termes encore, le fonds des salaires (variable indépendante);
- le taux de salaire (variable dépendante) déterminé par le rapport du fonds des salaires au volume de l'offre de main-d'oeuvre; soit

$$\text{taux de salaire} = \frac{\text{fonds des salaires}}{\text{MO disponible}}$$

Dans la courte période, le niveau de l'emploi et le volume de la production dépendant des variations du fonds des salaires, trois possibilités sont plausibles :

1. Le volume des investissements est constant. les entrepreneurs ne cherchent qu'à maintenir le volume de la production atteint. Le taux de salaire et le niveau de l'emploi sont constants : aucune croissance économique n'est possible.

2. Le volume du fonds des salaires augmente et provoque un accroissement de la demande de main-d'oeuvre. L'offre de travail étant - par définition - constante, le taux de salaire augmente; le plein emploi est toujours assuré.

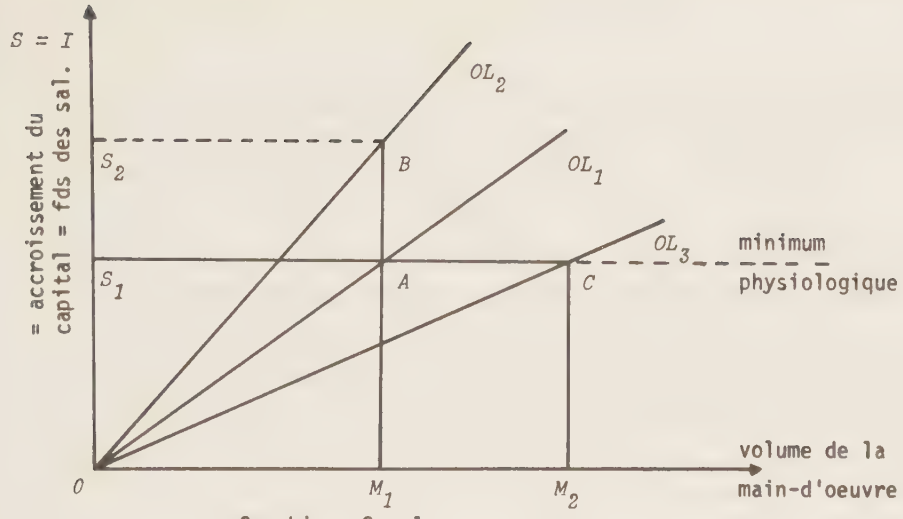
   Cette solution est celle que retiennent les Classiques. La croissance de la production est fonction du taux de profit escompté, et par là, du volume des investissements. Une augmentation continue du fonds des salaires garantit la croissance de la production, le maintien du plein emploi et, à court terme, la hausse du taux de salaire. Il est évident que dans la longue période, la hausse du taux de salaire engendre un accroissement du

volume de la main-d'oeuvre, et par le biais de la loi de l'offre et de la demande, une diminution du taux de salaire jusqu'au minimum physiologique.

3. Une diminution des investissements provoque une contraction du fonds des salaires et un affaiblissement de la demande de main-d'oeuvre. Le taux de salaire diminue jusqu'à ce que la baisse du prix de revient de la production permette à nouveau des investissements rentables. Le plein emploi reste néanmoins assuré, dans la mesure où les salariés acceptent de donner leur force de travail en échange d'un salaire fortement réduit. Si le volume de la production se contracte très violemment, et que le taux de salaire descend momentanément en-dessous du monimum physiologique, la disparition physique d'un certain volume de main-d'oeuvre ramènerait celle-ci au niveau du plein emploi, compatible avec un taux de salaire égal au minimum physiologique.

Cette liaison essentielle entre le taux de salaire nominal et le niveau de l'emploi a été, à travers tout le 19ème siècle et durant le premier tiers du 20ème, le pilier central de la théorie niant toute crise générale de surproduction. De Say à Pigou et Rueff, personne "n'avait jamais douté qu'une réduction générale du taux des salaires nominaux pût accroître (et une augmentation générale, diminuer) le volume de l'emploi"(45). Le graphique 2-1, emprunté à Corry, permet de représenter élégamment ce mécanisme auto-régulateur des salaires que Pigou a résumé en une phrase célèbre :

> Si le taux de salaire est parfaitement élastique, la variation du volume de la main-d'oeuvre employé est nulle.(46)




Graphique 2 - 1

1. Toute droite $OL$ détermine un taux de salaire (rapport $\frac{OS}{OM}$ ); une hausse de ce taux accroît la pente de la droite (en $OL_2$) et toute diminution du taux de salaire affaiblit la pente de cette droite (en $OL_3$).

2. Si le volume des investissements augmente, et donc que le fonds des salaires passe de $S_1$ en $S_2$, le volume de la main-d'oeuvre disponible étant constant dans la courte période, le taux de salaire est déterminé par la droite $OL_2$ et passe de la droite $OL_1$ ($A$) à la droite $OL_2$ ($B$).

3. Cet accroissement du taux de salaire provoque une hausse du taux de natalité et, à long terme, une augmentation sensible du volume de la main-d'oeuvre disponible ($M_1$ à $M_2$). Deux solutions sont alors possibles :
   - maintenir le taux de salaire en $A$ (droite $OL_1$) et créer ainsi un volume de chômage égal à ($M_1$ - $M_2$), ou, et c'est l'analyse des Classiques
   - laisser le taux de salaire se fixer selon la loi de l'offre et de la demande, ce qui a pour conséquence de le ramener au niveau du minimum physiologique (point $C$ de la droite $OL_3$), et de garantir un emploi total des disponibilités de main-d'oeuvre.

Ce mécanisme auto-régulateur des salaires écarte toute possibilité de crise générale de surproduction. La flexibilité des salaires garantit à tout instant le plein emploi de la main-d'oeuvre disponible. Elle assure le maintien d'un écart entre le taux de profit et le taux d'intérêt qui permet une croissance continue du volume de la production. Dans ces conditions, l'épargne ne peut qu'être encouragée, car elle trouve à tout instant des possibilités d'investissement intéressantes. La morale de "l'abstinence" trouvait ainsi une justification théorique par l'affirmation simultanée de l'accroissement de la production, et de la garantie d'un plein emploi de la main-d'oeuvre disponible.

## 4. Conclusion

La très large reconnaissance de ces trois principes auto-régulateurs de la conjoncture par Malthus et Sismondi rendait impossible toute critique de la théorie orthodoxe, et, en particulier, de l'égalité pouvoir d'achat - demande effective.

Les fondements des mécanismes du modèle smithien étant acceptés par les partisans comme par les détracteurs de la loi des débouchés, Malthus et Sismondi se sont évertués à porter le débat sur un autre terrain. Dans l'impossibilité de réfuter le postulat de Say, ils ont tenté d'abattre la théorie des débouchés par une série d'attaques sur des points relativement secondaires; ce sont ces tentatives qui ont fourni l'essentiel de la querelle des débouchés.

L'absence totale de divergence sur les principes fondamentaux du modèle classique mettait Malthus et Sismondi dans une position difficile. Conscients de l'énorme écart existant entre la théorie et la réalité économique de leur époque, ils ne parvinrent cependant pas à trouver une explication satisfaisante aux crises de surproduction dont ils étaient les spectateurs impuissants. Ce sentiment est très net chez Sismondi. Témoin de la condition effroyable du prolétariat et du sous-emploi massif, il se désespère de ne point trouver de solution. La logique du système ricardien est encore trop puissante pour qu'il

soit possible de s'en débarrasser sans bouleverser ses hypothèses de base. Les timides tentatives de Malthus et de Sismondi renforcèrent finalement la position claire et tranchée de Say et Ricardo.

Comme l'a déjà partiellement démontré la théorie de la surcapitalisation, et comme va le démontrer la querelle des débouchés, la principale faiblesse de la critique de Malthus et de Sismondi réside dans leur incapacité de distinguer l'analyse de courte période des implications du modèle classique dont ils se réclamaient. La description "à l'équilibre" des relations entre agrégats ne peut être utilisée sans de graves contresens, pour expliquer les déséquilibres conjoncturels. C'est là la première manifestation de la fameuse contradiction entre *l'analyse pure de statique comparée* et *l'analyse dynamique* "dans le temps". Une conception claire et précise du rôle du temps et de la période fait encore totalement défaut à Malthus et Sismondi, en dépit de leurs tentatives d'analyse séquentielle, et malgré celles-ci.

## Par. 3.- Analyse des principaux problèmes débattus au cours de la *querelle des débouchés*

L'absence de divergence sur les hypothèses de base explicites du modèle classique a interdit toute remise en cause fondamentale de la loi des débouchés. Malthus et Sismondi, prisonniers des mécanismes auto-régulateurs inhérents à la théorie classique et de la double égalité (production = pouvoir d'achat = demande effective) tentèrent de conduire le débat sur un certain nombre de problèmes relativement secondaires, dans l'espoir de découvrir une faille dans le raisonnement des Classiques orthodoxes.

*L'incessante confusion entre l'analyse de courte période et l'analyse de longue période jointe à une déficience totale de la théorie monétaire* ont été les deux principales pierres d'achoppement de la querelle des débouchés.

Les problèmes soulevés au cours de quelque quinze années qu'a duré la querelle des débouchés se rattachent tous finalement à cette différence rarement mise en évidence et jamais réellement comprise (1). Les diverses conceptions de l'égalité entre l'offre et la demande globales, la définition des frais de production, l'opposition entre volume et valeur de la production, et d'autres disputes de moindre importance illustrent d'une manière frappante cette confusion entre l'analyse de courte période et l'analyse de longue période.

L'étude des discussions entre les quatre participants à cette querelle des débouchés permettra de dégager au paragraphe 4, à l'aide d'une typologie empruntée à Dupriez, trois conceptions de la loi de Say avec lesquelles se sont débattus Say, Ricardo, Malthus et Sismondi, sans jamais réussir à les dominer :

- *l'équilibre de la production* (analyse de longue période)
- *l'équilibre du marché* (analyse de courte période)
- *l'équivalence entre la production et la consommation* (équilibre instantané)

Si quelques éléments d'une critique de l'analyse de longue durée sont apparus chez Malthus et Sismondi, grâce à leurs recherches sur l'équilibre de courte période, l'entière coïncidence de vue des quatre auteurs sur le rôle passif de la monnaie-voile rendait impossible tout dépassement décisif de la loi des débouchés.

> Puisque le fait est certain, il ne saurait être contradictoire, ou plutôt s'il présente une contradiction, elle est dans les termes que l'on emploie, et non dans les choses.(2)

Cette boutade de Sismondi résume parfaitement la confusion qui a régné entre économistes tout au long de la querelle des débouchés. Sans avoir défini les hypothèses de base du raisonnement dont ils se firent chacun les champions, mais surtout faute d'avoir fait l'effort de comprendre la démarche de leurs contradicteurs, les quatre auteurs en présence étaient condamnés à un dialogue

de sourds. Les quelques exemples analysés ci-dessous démontreront le danger d'une telle attitude intellectuelle qui, bien loin d'avoir disparu, fleurit encore abondamment chez les économistes modernes. Une synthèse de la querelle des débouchés sera tentée au paragraphe 4; en attendant de remonter aux problèmes fondamentaux, il apparaît indispensable de démontrer comment on peut lâcher la proie pour l'ombre, et comment une querelle de mots peut masquer les vrais problèmes.

## A. Les différentes conceptions de l'égalité entre l'offre globale et la demande globale

L'imprécision terminologique, doublée d'une conceptualisation différente des notions d'offre et de demande, donnèrent lieu à une vive controverse. L'offre crée certes "sa propre demande", mais de quelle offre et de quelle demande s'agit-il ? Exprime-t-on cette égalité selon la terminologie malthusienne, en parlant d'étendue et d'intensité de la demande, ou, au contraire, nie-t-on comme Say toute différence entre le *pouvoir* et le *vouloir consommer* ?

Les divers énoncés de cette égalité sont fréquemment utilisés indistinctement par Say, par ses détracteurs et par ses partisans. Les uns interprètent Say de manière à faciliter leur critique, les autres utilisent les mêmes passages du *Traité* pour apporter un soutien inconditionnel à la théorie des débouchés.

L'analyse de Schumpeter (3), reprise et complétée par Sowell (4), a mis clairement en lumière les contradictions qui ont surgi de la confusion entre les relations existant au niveau micro-économique entre l'offre et la demande, et les relations, d'un tout autre type, existant au niveau macro-économique, entre l'offre et la demande globales (5). Cette confusion sous-tend une absence d'idées claires et précises dans la périodisation des rapports entre l'offre et la demande. Il n'est que très rarement fait référence à la conjoncture à laquelle devrait s'appliquer ces diverses expressions de l'égalité fondamentale entre l'offre et la demande.

Il ne sera question ici que de l'offre et de la demande sur les marchés des biens et des services. Le problème sera entièrement repris par la suite (6) en tenant compte du rôle joué par la monnaie. Sans s'étendre sur les conséquences théoriques de cette neutralité de la monnaie, il convient néanmoins de souligner que l'accord entre les quatre auteurs sur la théorie de la monnaie-voile excluait d'emblée de tous leurs développements, à quelques rares exceptions près (7), toute référence au moyen de paiement. L'équilibre du marché réel ne pouvait être influencé par une variation du volume de la monnaie. Quatre interprétations peuvent être dégagées parmi les multiples définitions que donnèrent Say, Malthus, Ricardo et Sismondi à cette égalité entre l'offre et la demande (8) :

- les quantités offertes sont égales aux quantités demandées
- l'accroissement des quantités offertes est égal à l'accroissement des quantités demandées
- l'accroissement des quantités offertes modifie les déterminants de la demande et déplace la courbe de demande vers le haut et vers la droite
- la modification des déterminants de la courbe d'offre entraîne des modifications proportionnelles des déterminants de la courbe de demande : les capacités de consommation s'adaptent aux capacités de production.

## 1. Les quantités offertes sont égales aux quantités demandées

Dans cette égalité, le volume et la nature des biens offerts correspondent exactement à la nature et au volume des biens demandés. Par définition, il y a identité absolue, *physique*, entre la production, la consommation et l'investissement. James Mill avança le premier cette idée d'une égalité comptable *ex post* entre l'offre et la demande globales (9). Say a repris cette manière de voir en affirmant que les "produits s'échangent contre des produits".

Cette égalité conduit à refuser non seulement les crises générales de surproduction, mais aussi les crises sectorielles de surproduction (théorie des

disproportionnalités). Vivement critiqué par Malthus, Say a progressivement pris conscience de la faiblesse de son égalité offre globale-demande globale. Il a été finalement acculé à développer sa démonstration dans une direction absurde, dans l'espoir de sauver l'essentiel de sa théorie des débouchés. L'identité entre quantités offertes et quantités demandées n'est vérifiée que si l'on ne considère que les biens échangés à un prix de vente couvrant les frais de production. Cette étrange restriction, qui pose une condition supplémentaire à la validité de la loi des débouchés, apparaît pour la première fois dans une des *Lettres à M. Malthus*. Elle est reprise dans le *Cours complet d'économie politique pratique*. Say refuse la qualité de production à tout bien n'étant pas vendu à un prix couvrant ses frais de production. Cette identité tautologique frise l'ineptie et escamote le fond du problème. Il semble évident que l'offre solvable est toujours égale à la demande effective; mais la restriction est de taille par rapport à l'égalité recherchée entre l'offre globale et la demande effective.

Cette égalité tautologique réduit les courbes d'offre et de demande à un seul point, déterminant une identité entre la valeur des quantités offertes et la valeur des quantités demandées. L'élimination du marché de tous les biens invendus, ou vendus à un prix inférieur à leur prix de revient, exclut toute autre solution (10). Cette identité tautologique sera reprise plus loin lors de l'analyse de l'équivalence instantanée entre la production et la consommation (11).

## 2. L'accroissement des quantités offertes entraîne un accroissement des quantités demandées

Ce deuxième type d'égalité entre l'offre et la demande globales dynamise l'identité précédente. L'équation n'est plus une simple égalité comptable *ex post*, mais une égalité *ex ante* basée sur la rationalité de l'*homo oeconomicus* : le producteur n'accroît sa production que dans l'exacte mesure où il désire augmenter sa dépense. Une croissance proportionnelle de l'offre et de la demande globales est ainsi assurée.

Compte tenu de la division du travail, cette égalité est absurde. Le nombre des échangistes interdit une telle hypothèse qui étend au niveau global une logique typiquement micro-économique.

Néanmoins, pour Say, ce raisonnement exclut toute crise générale et toute crise sectorielle de surproduction. Un embryon d'analyse marginaliste est nettement perceptible : l'utilité retirée de la production marginale doit être supérieure, à la limite égale, à la désutilité créée par l'emploi de facteurs de production supplémentaires. En d'autres termes, les frais de production doivent être inférieurs, à la limite égaux, au prix de vente. Dans une économie en croissance, la rationalité de chaque sujet économique est la garantie d'une égalité constante entre l'offre et la demande globales, quel que soit le niveau de la production.

Ces deux premières égalités sont du même type. Dans les deux cas, les rapports entre l'offre globale et la demande globale sont d'ordre causal. La première se rapporte à une économie stagnante et la deuxième à une économie en croissance; mais toutes deux considèrent que l'offre - variable indépendante - influe mécaniquement et directement sur la demande. Toute quantité ou toute modification des quantités offertes, détermine proportionnellement la quantité, ou la variation de la quantité demandée. Say, analysant les critiques de Malthus, accepte la définition que ce dernier donne de la loi des débouchés lorsqu'il écrit : "la production est la même chose que le revenu"(12). Cette liaison production-revenu, offre globale-demande globale est sans conteste d'ordre exclusivement causal.

Influencés par la théorie ricardienne des coûts de production et par la théorie de Say de l'échange des frais de production, ces deux égalités impliquent que le prix de vente couvre toujours les frais de production. Si, à long terme, ce postulat est parfaitement en harmonie avec le modèle classique, il ne s'accorde pas du tout avec les préoccupations de courte période de Malthus et Sismondi. Ces deux auteurs cherchent à s'assurer que les prévisions *ex ante* des entrepreneurs, sur la base des frais de production, se réaliseront *ex post*. L'essentiel est de savoir si les entrepreneurs seront en mesure de

"recommencer leur opération"(13) dans la période suivante. Le prix de vente leur permettra-t-il "de reproduire avec bénéfice la chose vendue, sous les mêmes conditions, en même quantité"(14). Le profit étant partie intégrante des frais de production, sa disparition creuserait une inégalité entre les frais de production calculés *ex ante* et les frais de production calculés *ex post*. La production s'écoulerait à un prix de vente inférieur au prix de revient et le volume de la production globale diminuerait dans la période suivante. L'égalité entre l'offre globale et la demande globale, à un prix de vente couvrant les frais de production, n'est ainsi pas garantie dans la courte période (15).

Malthus et Sismondi utilisèrent ce type de critique à l'égard de Say et de sa "définition" restrictive de la production (16), mais aussi à l'égard de Ricardo. Celui-ci justifie sa théorie par une analyse de longue période, ceux-ci la critiquant au nom d'une vision à court terme des relations offre globale-demande globale.

Une fois encore, et faute d'avoir soigneusement défini les hypothèses de base, les participants à la querelle des débouchés ne parlent pas le même langage et s'étonnent de ne pas se rejoindre sur un terrain d'entente.

### 3. L'accroissement des quantités offertes modifie les déterminants de la demande et déplace la courbe de demande vers la droite

Les deux autres conceptions de l'égalité entre l'offre globale et la demande globale se situent implicitement dans la longue période et postulent des modifications structurelles de l'environnement économique (volume de la population, processus de production, progrès technique, etc...). L'offre globale n'est plus la variable indépendante qui détermine directement et exclusivement la demande globale. Les déterminants de la demande (cas 3) et les déterminants de l'offre (cas 4) sont considérés comme des paramètres variables.

La théorie des crises sectorielles de surproduction fait son apparition. La production n'excède jamais globalement la demande, mais des inégalités sectorielles peuvent provoquer une redistribution des facteurs de production, des secteurs excédentaires vers les secteurs déficitaires. Dans la longue période, tout accroissement de la quantité produite modifie les déterminants de la courbe de demande et déplace celle-ci vers la droite, de manière à maintenir une égalité parfaite entre les quantités globales. Tout accroissement de la quantité offerte, par l'intermédiaire de l'investissement, provoque une augmentation du volume de la main-d'oeuvre, encourageant à son tour un nouvel accroissement de la production. Grâce aux variations de volume de la main-d'oeuvre, le volume de la demande rattrape toujours celui de l'offre, la production crée toujours sa propre demande.

Ce raisonnement est un héritage de Lauderdale qui l'a inauguré à propos de la production agricole. Tout accroissement du volume de la production agricole "a une tendance directe à accroître la population"(17) qui à son tour crée de nouvelles possibilités de production. Il en concluait que le secteur agricole était capable d'assurer une croissance illimitée du volume de sa production.

Le mécanisme est le suivant :

1. Une augmentation de la production, à la suite d'un progrès technique ou d'un accroissement de la main-d'oeuvre utilisée entraîne, par le biais de l'investissement, une hausse du taux de salaire, "plusieurs patrons courant après un seul ouvrier"(18).

2. Cette hausse du taux de salaire provoque un accroissement du taux de natalité et, à long terme, une hausse du volume de la main-d'oeuvre disponible, source d'une nouvelle augmentation de la production.

3. A long terme, et comme l'admettent tous les Classiques, le taux de salaire ne s'écarte pas durablement du minimum physiologique; ainsi, tout accroissement du volume de la production entraîne, après une brève période de hausse des salaires, une augmentation du chiffre de

> la population. Le déterminant essentiel de la courbe de demande ainsi modifié, l'égalité entre les deux agrégats est toujours assurée : tout accroissement de la production crée nécessairement les consommateurs indispensables à son écoulement.

Malthus retient tout d'abord un premier élément de cette interprétation de longue période de la loi de Say. Dans une lettre à Ricardo, il critique violemment l'absence de distinction entre les biens de première nécessité et les biens de luxe :

> Je pense que son erreur réside dans le fait qu'il ne distingue pas clairement les biens de première nécessité de ceux qui ne le sont pas. Les uns créent leur propre demande alors que ce n'est pas le cas pour les autres.(19)

Pour Malthus, la loi des débouchés ne paraît applicable qu'aux biens de consommation courante, mais ne se vérifie pas pour les biens de luxe. La confusion entre le *pouvoir* et le *vouloir consommer* n'est possible que dans le secteur des biens de première nécessité. Le goût des biens de luxe étant difficile à introduire (20) seuls les biens de première nécessité créent leur propre demande, d'où l'utilité de consommateurs improductifs.

Cet embryon de critique est par la suite abandonné pour une mise en cause beaucoup plus fondamentale de cette forme de l'égalité offre-demande.

L'auteur de l'*Essai* tente dans un second temps de démontrer, par un appel à la réalité économique, qu'une diminution du volume de la production ne modifie pas les déterminants de la courbe de demande. En bon logicien, il considère qu'une relation entre deux grandeurs, doit, pour se vérifier, être parfaitement réversible. Le lien entre le volume de la production et les déterminants de la courbe de demande doit jouer aussi bien lors d'une hausse que lors d'une baisse des quantités offertes.

Malthus cherche à démontrer que le raisonnement de Say est inutilisable pour l'analyse de la crise de 1815; la diminution du volume de la production à la suite des guerres napoléoniennes n'a modifié ni la courbe de demande ni *a fortiori* le volume de la population. Raisonnant dans la courte période,

Malthus cherche à montrer à Say "que pendant presque tout le cours de la dernière guerre, la destruction prodigieuse de capital faite par le gouvernement fut plus que réparée par l'action combinée de nos facultés productrices et d'une demande considérable"(21). En d'autres termes, la diminution de la production provoque, par le biais de la loi de l'offre et de la demande, une valorisation du volume restreint, l'intensité de la demande n'ayant pas varié dans la courte période. Il en résulte une stimulation immédiate de la production et un retour à l'égalité entre l'offre et la demande globales.

Une réduction de la production ne provoquant pas une réduction immédiate de l'intensité de la demande, Malthus ne voit pas pourquoi une augmentation de la production devrait entraîner automatiquement un accroissement de la demande. La demande effective n'a aucune raison de varier parallèlement et proportionnellement à la production, comme le voudraient Say et Ricardo.

Sans prendre conscience que ces derniers situent leur démonstration dans la longue période et lui dans la courte période, Malthus estime avoir démontré par un raisonnement *a contrario* l'erreur fondamentale de la loi des débouchés. Tout accroissement des quantités offertes n'entraîne pas une variation des déterminants de la demande et le déplacement de cette courbe vers la droite. Il est vain de vouloir réfuter un mécanisme d'ajustement postulant des variations structurelles par une explication conjoncturelle.

Cette critique adressée à Say est aussi le fondement du refus malthusien de considérer les travaux publics comme un moyen de stimuler la demande effective. Les chômeurs embauchés par l'Etat accroissent réellement la quantité des biens offerts *mais* ne modifient pas les déterminants de la demande. Ces travaux devant être financés par l'impôt ou par l'emprunt, Malthus ne voit, avec raison, que transfert et non pas création de pouvoir d'achat.Globalement, le volume de la demande effective reste stable, le pouvoir d'achat distribué aux salariés étant prélevé sur les dépenses d'investissement des capitalistes et des propriétaires fonciers (22).

4. La modification des déterminants de la courbe d'offre entraîne une modification proportionnelle des déterminants de la courbe de demande

Cette interprétation de l'égalité offre-demande se trouve chez Malthus et Sismondi. Tout déplacement vers la droite et vers le haut de la courbe d'offre, à la suite d'une modification de ses déterminants (progrès technique, accroissement de la productivité, modification du volume de la population, etc...) provoque un déplacement équivalent de la courbe de demande, de manière à maintenir une égalité entre les quantités globales. A tout accroissement des capacités de production correspond une augmentation directement proportionnelle de la volonté de consommer (productivement ou improductivement).

Cette interprétation ne trouve aucune illustration dans les écrits des défenseurs de la loi de Say, exception faite peut-être de Ricardo :

> Pourquoi toutes ses attaques [celles de Malthus] contre Say et contre moi ? Ce n'est certainement pas parce que nous avons affirmé que, dans tous les cas, il y aurait toujours des motifs suffisants pour pousser la production à son maximum, mais bien parce que nous avons dit que, une fois produits, les biens superflus trouveraient toujours un marché.(23)

Malthus et Sismondi ont tenté d'accréditer aux yeux de leurs lecteurs cette version de la loi des débouchés qui se prêtait particulièrement bien à une réfutation, dans le cadre de leur appréhension de la réalité économique des années 1815-1820. Malthus en particulier, prétend que la loi des débouchés est une théorie "basée sur cette supposition que le genre humain produit et consomme toujours autant qu'il en a le pouvoir"(24), alors que - en accord avec les notions de demande *in esse* et *in posse* - il est parfaitement erroné de considérer "que les facultés productives sont le seul élément de richesse, [et que], si les moyens de production étaient augmentés, la richesse s'accroîtrait certainement dans la même proportion"(25).

Sismondi s'insurge aussi contre cette idée qu'il croit déceler chez Say et Ricardo. Un accroissement des capacités de production n'est pas nécessairement

suivi d'une augmentation de la consommation (productive et improductive). "Il est possible que le produit s'accroisse et que le revenu diminue" affirme-t-il dans un article de 1820 (26).

Ce quatrième type d'égalité entre l'offre et la demande globales met clairement en évidence les méthodes d'interprétation abusives utilisées par les Classiques. Alors que Say et Ricardo n'affirment nulle part cette conception de la loi des débouchés, Malthus et Sismondi l'interprètent de cette façon, de manière à pouvoir la réfuter aisément à l'aide de certains de leurs instruments d'analyse (offre, demande, *pouvoir consommer*, pouvoir de production) parfaitement étrangers aux défenseurs du principe de Say. Chaque partie "étant trop pleine de son sujet" comme le dit Sismondi (27), toute analyse objective des hypothèses de base et de l'argumentation de l'adversaire était vouée à l'échec. Chacun cherche à convaincre et non à comprendre ses contradicteurs.

De ces quatre interprétations de l'égalité entre l'offre et la demande globales, il ressort que la clarté de pensée et l'identité de langage ne furent pas les qualités premières des auteurs en présence. Cet imbroglio d'interprétations hautement contradictoires polarise une fois encore l'attention sur la divergence fondamentale de la *période considérée* par chacun d'eux.

## B. La querelle entre Say et Malthus

En réponse aux attaques dont il avait été l'objet dans la première édition des *Principes* de Malthus, Say publie ses célèbres *Lettres à M. Malthus sur différents sujets d'économie politique* dans lesquelles il entreprend une défense systématique de son principe des débouchés. Les éditions ultérieures de son *Traité* et de son *Catéchisme*, ses articles, sa correspondance avec Malthus et Ricardo, et enfin l'unique édition de son *Cours complet* accordent chacun une place importante aux problèmes des débouchés. Bien loin d'aboutir à une clarification décisive de l'argumentation, les divers écrits de Say n'ont fait qu'accroître la confusion et multiplier les contradictions dans

un débat déjà fort confus. Cette polémique tourna à la confusion de Say lorsque celui-ci fut acculé à refuser l'appellation de "produit" aux biens et services dont le prix de vente est inférieur aux frais de production.

Sans reprendre le détail d'une polémique déjà souvent analysée (28), il paraît néanmoins indispensable de résumer à grands traits les principales étapes de cette discussion qui aboutit à l'énoncé de *la forme tautologique de la loi des débouchés.*

1. Dans les premières éditions du *Traité*, Say affirmait que les produits ne s'achetaient qu'avec des produits, sans beaucoup détailler les mécanismes qui unissaient, selon ses propres termes, "la valeur de la production aux services productifs".

2. Conscient de cette faiblesse, et stimulé par l'apport de James Mill et par les critiques de Malthus, il approfondit son analyse dans les *Lettres à M. Malthus* en tentant de démontrer que "la production est un grand échange", celui "des frais de production contre les produits"(29). L'assouvissement des besoins manifestés par une demande nécessite l'utilisation de services productifs sous la forme de travail, de terre et de capital. Toute production résulte de l'achat et de la combinaison des services productifs par l'entrepreneur. De là découle pour Say une égalité entre la valeur de la production et le revenu, condition *sine qua non* de la validité de la loi des débouchés.

3. Toute la querelle entre Say et Malthus tourne autour de cette exigence supplémentaire, relative aux frais de production, posée par Say pour démontrer la justesse de son principe des débouchés. Say affirme que tout produit créé vaut les services productifs qu'il contient : les crises générales de surproduction sont ainsi logiquement impossibles; le revenu distribué est toujours suffisant pour racheter la totalité de la production. Malthus, de son côté, est d'accord avec l'égalité entre le revenu et la production, mais affirme que cette proposition ne résoud pas la question de l'égalité entre le prix de vente et le prix de revient. Si le prix de vente est inférieur aux coûts, le

revenu permet naturellement de racheter la production, mais les entrepreneurs diminuent aussitôt le volume de leur production.

Comment faire coïncider la valeur d'un produit estimée en services productifs, selon Say, avec la théorie de Malthus qui affirme que la majeure partie des marchandises "est achetée avec du travail"(30); et qu'il est tout à fait évident que cette masse de marchandises,"comparée au travail contre lequel elle doit être échangée, peut tomber de valeur par sa surabondance"(31).

Grâce à un artifice de définition, Say croit pouvoir réaffirmer, face à la contestation malthusienne, "que l'on n'achète des produits qu'avec des produits"(32). Say demande en effet à Malthus d'étendre simplement " cette expression de *travail* au service que rendent les capitaux et la terre"(33). Ainsi, "lorsqu'on a créé un produit qui vaut les services, les services sont payés par le produit"(34) : l'échange ne saurait se faire à perte pour l'entrepreneur qui a dépensé une valeur en services productifs égale à celle de la production.

Une polémique reposant sur des bases aussi fragiles ne pouvait donner des résultats probants. Say raisonne évidemment sur une offre et une demande *réalisées*, laissant de côté tous les problèmes d'ajustement qui permettent d'aboutir à un tel état d'équilibre. Malthus, de son côté est essentiellement préoccupé du jeu de ces ajustements qui permettront d'atteindre, dans une certaine épaisseur de temps, cet équilibre entre l'offre et la demande globales. Il y aura de toute manière un équilibre, mais qui pourrait bien être un équilibre de sous-emploi et de surproduction.

La loi des débouchés, exprimée sous une telle forme, est une pure tautologie. Cela revient à constater une égalité *ex post* entre la demande effective et la part de la production totale écoulée à un prix de vente couvrant les frais de production. Cette égalité ne prouve en rien le rapport de proportionnalité qui existerait *ex ante*, selon Say, entre la production globale et la demande globale correspondante. Il est évident que les produits qui ont suffisamment de consommateurs solvables trouveront toujours des débouchés suffisants.

4. L'artifice était trop évident pour que Say lui-même, sous les sarcasmes de Malthus, n'en soit réduit à parler de "restrictions" à son principe des débouchés. Dans ses *Principes*, Malthus attaquait déjà Say sur ce problème des coûts de production. Selon l'auteur de l'*Essai*, seuls les coûts payés déterminent immédiatement un revenu. Le profit de l'entrepreneur ne se fixe que lors de la vente du produit et peut alors fort bien être négatif.

> Un grand accroissement de produits avec un nombre de consommateurs comparativement stationnaire, et avec des besoins diminués par la parcimonie, doit nécessairement occasionner une grande baisse de la valeur de ces produits estimés en travail, en sorte que, quoiqu'ils pourraient avoir *coûté* la même quantité de travail, ils ne pourraient en *payer* autant (...).(35)

> (...) les produits devraient nécessairement baisser de valeur, relativement au travail, de manière à réduire les profits à presque rien et à empêcher pendant quelque temps une nouvelle production. Mais c'est là précisément ce qu'on entend par le mot engorgement, qui, dans ce cas, est évidemment général et non partiel.(36)

Say élimine cette critique de Malthus par un nouvel artifice de définition :

> Il n'est nullement nécessaire que le produit vaille au-delà de ses frais de production pour que les producteurs soient en état de continuer.(37)

En effet, la logique de Say est inattaquable *dans la mesure où, comme lui, on inclut les profits dans les coûts de production* (38). Comme sa conception du prix courant l'avait déjà suggéré (39), il n'y a de marchandises "réellement produites et offertes" que celles qui le sont au coût de production :

> Les prix courants relatifs sont liés au coût de production, tant du fait de la demande bornée par les frais que du côté de l'offre conditionnée par leur rémunération.(40)

Dans la deuxième des *Lettres à M. Malthus*, Say avoue que :

> (...) la production elle-même est un échange où l'on offre des moyens productifs et où l'on demande en retour la chose dont le besoin se fait le plus sentir. Créer une chose dont le besoin ne se ferait pas sentir, ce serait créer une chose sans valeur ;

> ce ne serait pas produire. Or du moment qu'elle a une valeur, son producteur peut trouver à l'échanger contre celles qu'il veut se procurer.(41)

Say tente vainement, au cours de sa querelle avec Malthus, de sortir du cercle vicieux dans lequel il s'était lui-même enfermé. Déformant complètement sa définition originale du mot produit, il reconnaît, plus explicitement encore, les limites de sa théorie, dans un article publié en 1824 dans la *Revue encyclopédique* :

> Un produit qui ne rembourse pas ses frais de production, c'est-à-dire un produit dont la valeur vénale ne paie pas les profits et les salaires indispensables pour le mettre au point de satisfaire les besoins quels qu'ils soient des consommateurs, n'est point un produit, c'est le résultat inerte d'une peine perdue, du moins jusqu'au point où sa valeur vénale demeure au-dessous de ses frais de production.(42)

Cette démarche est plus qu'un aveu d'impuissance : elle met Say en parfaite contradiction avec sa théorie de la valeur-utilité. On ne peut simultanément affirmer que "l'utilité créée constitue un produit" et qu'une création d'utilité ne mérite le nom de produit que si celui-ci se vend à un prix couvrant ses frais de production. La double approche du phénomène de la valeur par l'utilité (symbolisée par la demande) et la rareté (symbolisée par l'offre et les frais de production) n'est absolument pas maîtrisée par Say.

En 1827, Malthus reprenait complètement ce problème dans ses *Definitions in Political Economy* (43) et, répondant à James Mill qui partageait alors le même point de vue que Say, il s'attaquait à nouveau à cette définition abusive de la production et à la forme tautologique de la loi de Say.

Ce dernier rendit finalement raison à Malthus en s'inclinant indirectement devant le principe de la demande effective :

> Je confesserai que ma doctrine des débouchés (...) est en effet sujette à quelques restrictions. Je l'ai tellement senti que dans la 5ème édition de mon *Traité* (...), j'ai exposé cette restriction, quoique MM. Ricardo (44), Mill et Mac Culloch aient adopté ma doctrine à cet égard et que le ministère actuel de la Grande-Bretagne

> en ait fait la base de nouveau système commercial; il vaut mieux s'attacher à l'investigation des faits et de leur enchaînement qu'à des syllogismes. Dans cette cinquième édition, j'ai en même temps combattu vivement les abstractions sur lesquelles on bâtit une économie politique idéale.(45)

On pouvait légitimement attendre, après un tel aveu, que, dans ses publications à venir, Say repensât entièrement sa loi des débouchés à la lumière des critiques de Malthus. Or, il n'en est rien. La définition restrictive de la production, "celle qui est demandée à son coût", ne lui apparaît pas comme un argument ruinant, même partiellement, sa théorie. Certes, les prévisions erronées des entrepreneurs peuvent engendrer des crises sectorielles et passagères de surproduction; il ne saurait dans tous les cas y avoir une crise générale de surproduction. Les causes des dérèglements sectoriels (demande excédentaire et prix en hausse pour certains produits, demande insuffisante et prix en baisse pour d'autres) sont strictement exogènes aux mécanismes liant l'offre globale à la demande globale. Elles ne sauraient infirmer la loi des débouchés :

> Un genre de production devancerait rarement les autres (...), si tous étaient toujours laissés à leur entière liberté.(46)

La dernière lettre de la querelle éclaire singulièrement la position contradictoire de Say. Il reconnaît le bien-fondé de la critique de Malthus mais refuse d'en tirer les conséquences :

> Notre discussion sur les *débouchés* commence à n'être plus qu'une dispute de mots(..)Mais le fond de ma doctrine sur la production établit clairement qu'il n'y a pas de production complète qu'autant que tous les services nécessaires pour cette oeuvre sont payés par la valeur du produit (...). Je crois donc être autorisé à dire que tout ce qui est *véritablement produit* trouve à se placer; que tout ce qui ne se place pas a été une dépense faite inconsidérément sans rien produire; *et ma doctrine des débouchés demeure entière*.(47)

Rarement dispute entre économistes s'est soldée par une solution aussi nette et aussi tranchée. Say se rangeait pratiquement au côté de Malthus tout en s'efforçant de minimiser l'importance de ses critiques. Et pourtant, toute la science économique, de 1830 à 1936 a considéré, peu ou prou, la théorie de Say comme l'un des piliers les plus solides de la théorie économique.

5. L'explication de l'échec de la réfutation malthusienne se trouve certainement au niveau du modèle classique hérité de Smith. La seule divergence réelle sur le fonctionnement de ce modèle porte précisément sur la liaison mécanique, proportionnelle, qui existerait selon les optimistes (Say et Ricardo) entre le pouvoir d'achat et la demande effective, alors que les pessimistes situent à ce niveau l'essentiel de leur critique.

Malthus articule très clairement sa critique autour de cette relation, mais se montre incapable de quitter une approche descriptive du phénomène pour une attitude plus analytique. Il mesure très précisément l'écart existant entre la fiction théorique d'un Say et la réalité économique du début du 19ème siècle. En revanche, l'auteur de l'*Essai* se heurte continuellement aux limites étroites et précises du modèle classique. Son échec se situe bien au niveau conceptuel et non pas au niveau d'une interprétation maladroite de ses critiques par Say et Ricardo. Faute de pouvoir offrir une alternative au modèle classique, Malthus ne pouvait que s'empêtrer dans un tissu de contradictions et d'erreurs de logique en tentant de réfuter un des mécanismes essentiels de l'édifice théorique dont il se réclamait.

Say et Ricardo ont eu beau jeu de démontrer l'inconsistance logique de la critique malthusienne qui tentait d'introduire un corps étranger dans le mécanisme bien huilé du modèle inauguré par Smith. Say a multiplié les démonstrations de l'erreur de la critique malthusienne, en ayant recours aux mécanismes auto-régulateurs fondamentaux de la théorie orthodoxe. Il est ainsi passé insensiblement d'une recherche de preuves, pour étayer la loi des débouchés, à une tautologie apologétique du modèle classique. La doctrine prend finalement le pas sur la théorie.

Cette querelle entre Malthus et Say aboutit en fait à un double échec, dont l'origine se situe au niveau du modèle classique dont l'un et l'autre sont restés prisonniers :

- échec de toute démonstration scientifique de la loi des débouchés : Say s'enferme finalement dans une formulation tautologique de son principe,
- échec de la réfutation malthusienne de la loi de Say : Malthus échoue dans sa tentative de s'évader du cadre de réflexion posé par Smith.

L'historien allemand de la pensée économique, Eugen von Bergmann, synthétisait en 1895 déjà sa critique pénétrante du débat entre Say et Malthus par cette phrase lumineuse :

> Aussitôt que seul un bien qui trouve un débouché et qui fournit au fabricant la contre-valeur attendue peut porter le nom de "produit", aussitôt que la production ne couvre que cette activité qui fournit des objets correspondants aux besoins actuels du marché, il est parfaitement clair qu'il ne peut y avoir de surproduction générale pas plus que de crise partielle de surproduction. Cette grande vérité n'a certainement besoin d'aucune preuve car elle est la plus merveilleuse tautologie.(48)

C. La querelle entre Say et Sismondi

La confusion et l'absence de toute rigueur dans l'argumentation ont atteint leur paroxysme dans l'échange d'articles entre Say et Sismondi, durant les années 1824 à 1826. Say interprète les critiques de Sismondi avec une absence totale de logique qui frise par moment la mauvaise foi. Il tente même à plusieurs reprises de fausser la signification pourtant claire des démonstrations de Sismondi. Ce dernier reprend avec méthode chaque point mis en doute par Say et développe largement sa théorie du revenu d'équilibre. Il ne tient pas rigueur à Say de certaines interprétations douteuses de son analyse critique de la loi des débouchés. L'auteur des *Nouveaux Principes* va même jusqu'à excuser certaines remarques oiseuses de Say :

> (...) il [Say] lui arriva ce qui arrive presque toujours à un homme trop plein de son sujet pour écouter patiemment son adversaire : il crut me deviner et il ne me comprit point, du moins il répondit à une doctrine que je ne reconnais point pour être mienne.(49)

Deux problèmes essentiels ont été débattus entre les deux auteurs : le rôle du temps et de l'espace dans l'analyse économique et le problème de la définition des frais de production et du prix de vente de la production.

Rares sont les arguments nouveaux. Say et Sismondi se contentent souvent de reprendre et d'approfondir quelques éléments de leur propre analyse. Certaines argumentations de la querelle entre Say et Malthus s'y trouvent tout naturelle-

ment associées. A l'exemple de Malthus, l'auteur des *Nouveaux Principes*, prisonnier du mode de pensée classique ne peut insérer son analyse séquentielle et sa théorie du revenu d'équilibre dans la construction classique. Les critiques sismondiennes ne font que troubler un corps de doctrine solidement établi sans réussir ni à le renverser ni à le remplacer par un autre.

## 1. Le rôle du temps et de l'espace

Sismondi se borne à reprendre à zéro son explication de l'analyse séquentielle et de la théorie du revenu d'équilibre, liées toutes deux au principe de la demande effective. La contradiction entre la recherche d'un équilibre de longue période chez Say et le souci des dérèglements de courte période se trouve à nouveau au centre du débat :

> Nous arrivons donc, comme M. Ricardo, à trouver qu'à la fin de la circulation, si elle n'est nulle part arrêtée, la production aura créé une consommation; mais c'est en faisant abstraction du temps et de l'espace, comme feraient les métaphysiciens allemands; c'est en faisant abstraction de tous les obstacles qui peuvent arrêter cette circulation : et plus nous la regardons de près, plus nous voyons que ces obstacles sont multipliés.(50)

Pour Sismondi, l'intrusion du temps et de l'espace, ou en d'autres termes l'intrusion de la réalité économique, transforme la loi des débouchés en un principe d'économie pure, singulièrement dépourvu de capacités opérationnelles.

Say lui répond que :

> (...) passé le moment de transition (51), (...) *si* les conducteurs d'une entreprise (...) savaient créer des produits qui puissent convenir à leurs consommateurs, *s'ils* savaient les établir à un prix qui en facilitât la consommation, *si* les consommateurs étaient assez industrieux pour offrir de leur côté des objets d'échange, cet encombrement [ du marché ] cesserait, et se résoudrait en moyens de prospérité.(52)

Say se range en fait explicitement à l'argumentation de Sismondi, comme il l'avait fait avec celle de Malthus. Cette série de réserves qu'il apporte à la validité de son principe des débouchés le vide pratiquement de toute sa signification et en réduit considérablement la portée. Tout comme pour la définition du mot "produit" au cours de sa querelle avec Malthus, Say pose de telles hypothèses de base que toute critique de sa loi des débouchés devient logiquement impossible : le sens "profond" de sa théorie oscille entre le principe d'économie pure et la tautologie. Il ne pouvait logiquement plus être question d'affirmer "qu'un produit créé offre, *dès cet instant*, un débouché à d'autres produits pour tout le montant de sa valeur"(53). Et pourtant, la cinquième édition de son *Traité* reprend textuellement en 1826 cette affirmation parfaitement en contradiction avec les réserves qu'il venait de consentir à Sismondi. On se trouve à nouveau dans cette situation paradoxale et si fréquente dans la querelle des débouchés : Say admet certaines critiques fondamentales de Sismondi et de Malthus, mais n'hésite pas à réaffirmer avec force, parfois quelques lignes plus bas, un principe des débouchés qui apparaît alors singulièrement vidé de sa substance. De leur côté, Malthus et Sismondi sont dans l'incapacité de pousser plus avant leur critique faute de pouvoir s'évader du cadre de pensée classique. Le rôle capital de la logique formelle dans la formation intellectuelle des auteurs classiques, héritage du courant rationaliste du 18ème siècle, entre sans doute pour une bonne part dans ce paradoxe. Le logicien prend toujours le pas sur l'observateur de la réalité économique; le rationalisme l'emporte toujours sur le courant naturaliste.(54)

## 2. La relation entre les frais de production et le prix de vente

Say discute de cette relation parallèlement avec Malthus et Sismondi. Sa démarche et ses conclusions sont les mêmes dans les deux cas :

> Un produit qui ne rembourse pas ses frais[de production](...) n'est pas un produit.(55)

Néanmoins, à la suite de cette double attaque contre sa relation frais de production - prix de vente, Say ajoute à la cinquième édition de son *Traité* et introduit dans son *Cours complet* un certain nombre de paragraphes en réponse à ces deux critiques. Ces précisions, qu'il considère comme une défense et une illustration de sa loi des débouchés, sont en réalité des restrictions supplémentaires apportées à la validité de ce principe.

S'inspirant de l'embryon d'analyse marginaliste esquissé par Sismondi, Say conclut sa démonstration de la loi des débouchés et de son rôle dans la croissance économique, en soulevant le problème des limites de la croissance de la production. Il pose ainsi des bornes à la validité de son principe.

> On voudra savoir peut-être quel serait le terme d'une production croissante et où des produits, chaque jour plus considérables, s'échangeraient constamment les uns contre les autres; car enfin ce n'est que dans les quantités abstraites qu'il y a des progressions infinies, et dans la pratique, la nature des choses met des bornes à tous les excès. Or, c'est l'économie politique pratique que nous étudions ici.(56)

Say tente ainsi d'esquiver la critique de Sismondi, soucieuse des déséquilibres de courte période. Il s'ingénie à déplacer le problème dans la longue période en démontrant que la seule restriction admissible à sa loi des débouchés est liée - tout comme pour Ricardo - à l'avènement de l'état stationnaire et à une croissance zéro :

> (...) les besoins devenant de moins en moins pressants, on conçoit que les consommateurs feraient graduellement moins de sacrifices pour les satisfaire; c'est-à-dire qu'il serait de plus en plus difficile de trouver dans le prix des produits une juste indemnité de leurs frais de production.(57)

L'auteur du *Traité* va même plus loin dans le *Cours complet*, qui marque à la fois la fin de la querelle des débouchés et la forme ultime que Say donne à sa loi :

> Passé un terme, (...) qu'on ne saurait assigner positivement, certains produits deviennent trop chers pour que l'utilité qui est en eux, soit suffisante pour indemniser leurs consommateurs du sacrifice qu'il faudrait faire pour se les procurer. Ils cessent dès

> lors de pouvoir être produits, de pouvoir être vendus, et de pouvoir conséquemment offrir, par leur vente, des débouchés pour de nouveaux produits.(58)

Say restreint ainsi considérablement la portée de son énoncé original de la loi des débouchés. Sous l'influence des critiques de Malthus et de Sismondi, il n'affirme plus en 1828 que l'offre crée toujours sa propre demande. Toutefois, plutôt que de tirer les conséquences de cette restriction fondamentale, et de distinguer le problème du revenu d'équilibre de courte période de la question des limites de la production dans la perspective d'une stagnation séculaire, Say préfère réaffirmer avec force l'impossibilité de toute crise générale de surproduction *dans l'une et l'autre des deux conjonctures*. Il fait simplement à nouveau appel à sa définition spécieuse du terme "produit" et par là à la forme tautologique de sa loi des débouchés pour colmater la brèche ouverte pas Sismondi. Toute production écoulée à un prix inférieur à son prix de revient ne mérite pas le nom de "produit". Say peut ainsi réaffirmer l'intangibilité de son principe des débouchés au prix d'un artifice du raisonnement tellement grossier que l'on s'interroge à juste titre sur la perspicacité des successeurs de Say qui adopteront sans sourciller cette loi, si manifestement erronée, en rupture de ban avec toute logique.

## D. La querelle entre Ricardo et Malthus

La discussion entre Malthus et Ricardo est certainement la plus riche et la plus complète de toutes celles qui se sont déroulées dans le cadre de la querelle des débouchés. Amorcée lors du débat sur la convertibilité de la livre, dans les années 1809 - 1810, la querelle sur la loi de Say réapparaît dans une brillante correspondance dans les années 1814 - 1815, à la suite de la deuxième édition du *Traité* de Say. Elle est reprise et approfondie dans les *Principes* de Ricardo en 1817, dans ceux de Malthus en 1820, et enfin et surtout dans les *Notes on Mr. Malthus* (59), commentaire critique des *Principes* de Malthus écrit par Ricardo à la demande de Mac Culloch (60). La correspondance des années 1822 - 1823 met un terme à un débat de plus de treize ans par une appréciation divergente des *Lettres à M. Malthus* de Say.

En dépit de la longueur et de la richesse de la discussion, aucune entente n'apparaît entre Malthus et Ricardo au terme du débat. La concurrence que se font les deux auteurs pour prendre la tête de l'économie politique anglaise transparaît constamment en filigrane durant les quelque treize années que dure leur amitié sur le plan personnel, et leur dispute sur le plan scientifique. Ricardo débute avec un handicap certain dans cette course à la "suprématie théorique". Il était encore totalement inconnu dans le monde des économistes lorsqu'il écrit respectueusement à Malthus en 1811 (61). Ce dernier est alors le seul et unique professeur d'économie politique de toute l'Angleterre; de plus, il est au faîte de sa notoriété à la suite des multiples éditions de son *Essai*. L'implacable logique ricardienne l'emportera finalement en quelques brèves années; et quand bien même Malthus survécut presque dix ans à Ricardo, il n'arriva jamais à abattre la suprématie de l'Ecole ricardienne.

La plupart des commentateurs (62) attribuent cet échec de Malthus à sa forme d'intelligence plus intuitive que déductive. La correspondance entre les deux auteurs fait souvent apparaître la très nette infériorité de Malthus sur le plan du raisonnement et de la logique pure. Il oppose à Ricardo la réalité des crises de surproduction des années d'après guerre, mais échoue complètement dans leur explication théorique et se montre incapable de trouver une voie permettant de renouveler le modèle classique.

Cette querelle entre Malthus et Ricardo est l'un des exemples les plus frappants d'une dispute entre deux auteurs remarquablement originaux et dotés de capacités analytiques nettement au-dessus de la moyenne, en dépit de l'infériorité relative de Malthus. Des deux côtés il y eut des faiblesses impardonnables, des confusions extravagantes, un manque de rigueur surprenant dans la définition des hypothèses de base. De plus, les préjugés de chacun d'eux envers la démarche théorique de l'autre aboutissaient à des interprétations déformantes de leurs analyses respectives.

1. L'opposition fondamentale à propos de l'accumulation du capital

Ricardo considérait sans conteste que le taux de profit est exclusivement fonction du taux des salaires : tout accroissement des salaires diminue le profit et inversement. L'investissement, par le biais de l'accumulation du capital, se fait essentiellement sous la forme salariale (capital variable). Ainsi, aucune accumulation excédentaire du capital n'est possible tant qu'aucun élément exogène ne détermine pas une hausse durable du taux des salaires.

> Aucune accumulation de capital ne peut faire baisser les profits d'une manière permanente, à moins qu'il n'y ait quelque cause, également permanente, qui détermine la hausse des salaires.(63)

Tout volume de capital dégagé par l'épargne ne saurait ainsi rester durablement inutilisé. Toute crise générale de surproduction qui, par définition se traduit par un double excédent de l'offre globale sur la demande globale, et du potentiel de production disponible sur les facteurs de production réellement utilisés, est exclue. Toute épargne est automatiquement investie, la flexibilité des salaires garantissant le plein emploi de la main-d'oeuvre, quel que soit le niveau des rémunérations. Ricardo apporte cependant deux restrictions à cette égalité constante entre le revenu et la production, toutes deux naturellement liées à une hausse, durable pour l'une et momentanée pour l'autre, du taux des salaires.

Dans la perspective de longue période de l'état stationnaire, le volume du capital, ou, en d'autres termes, le volume de la main-d'oeuvre, peut se révéler excédentaire dans la mesure où les biens alimentaires renchérissent considérablement, en raison du caractère fini des surfaces cultivables. La rente relative, et bientôt la rente absolue, provoquent une augmentation vertigineuse du taux des salaires et par là-même une chute du taux de profit, décourageant toute accumulation de capital. Dans cette conjoncture, et dans cette conjoncture seulement, toute épargne diminuant le volume de la consommation se traduit par une crise générale de surproduction.

> Il ne saurait donc y avoir dans un pays de capital accumulé, quel qu'en soit le montant, qui ne puisse être employé productivement jusqu'au moment où les salaires auront tellement haussé par l'effet

> du renchérissement des choses qu'il ne reste plus qu'une part très faible pour les profits du capital, et que, par là, il n'y ait plus de motif pour accumuler.(64)

La seconde restriction est apparue dans le chapitre XXXI - "Des Machines" - introduit dans la troisième édition des *Principes* en 1821. Sous l'influence de John Barton et des critiques de Malthus, et à la suite de ses commentaires des *Notes on Mr Malthus'*, Ricardo avoue avec franchise que ses "opinions ont subi (...) des changements considérables"(65). Il admet, en effet, que "la découverte et l'usage des forces mécaniques peuvent être suivis d'une diminution de produit brut; et toutes les fois qu'il en sera ainsi, la classe laborieuse souffrira, car elle deviendra excessive comparativement aux fonds destinés à la maintenir, et une fraction de ses membres se verra privée de travail et de salaires"(66).

En dépit de ces deux restrictions, notamment celle relative aux machines, Ricardo reste persuadé de la validité de la loi des débouchés et de la croissance parallèle et harmonieuse de la production et de la consommation.

Malthus de son côté, abandonnant les préoccupations inaugurées dans l'*Essai* ne cherche plus à déterminer l'influence du niveau de la production agricole sur le volume de la population. Il s'ingénie à trouver des méthodes permettant d'accroître cette production pour satisfaire les besoins d'une population croissante. Il renverse l'ordre de ses priorités et se soucie de combler l'écart qu'il constate entre la production réelle et la production potentielle, de pallier l'insuffisance de demande effective, ou, en d'autres termes encore, d'éviter toute accumulation excédentaire de capital.

Ces deux positions brièvement rappelées, il convient maintenant, sur la base de ce canevas de suivre le laborieux debat entre Ricardo et Malthus.

Leurs discussions se sont polarisées autour de trois principaux points d'accrochages, corollaires de leur divergence fondamentale sur le rythme d'accumulation du capital : valeur et volume de la production (chiffre 2), degré de flexibilité des salaires (chiffre 3), machinisme et accumulation du capital (chiffre 4).

Le débat s'engage âprement à propos du début du chapitre XXI des *Principes* de Ricardo, "Des effets de l'accumulation sur les profits et sur l'intérêt des capitaux". Ricardo y attaque violemment l'affirmation d'Adam Smith qui prétend "que l'accroissement des capitaux qui fait hausser les salaires, tend à abaisser les profits"(67). Ricardo relève la contradiction de Smith qui affirme simultanément que "le besoin de nourriture était, dans chaque individu, limité par la capacité bornée de l'estomac de l'homme; mais que le désir des choses commodes ou des objets de décoration et d'ornement pour les édifices, l'habillement, les équipages ou l'ameublement, paraît n'avoir point de bornes ou de limite certaine"(68). En bref, Ricardo soutient dans la plus pure orthodoxie classique que les besoins de l'homme sont sans limite et que tout accroissement de production, bien loin de créer une crise de surproduction, ne fait que satisfaire une infime partie de ces besoins infinis. Il synthétise sa conception des rapports entre le volume des biens et les besoins de l'homme dans un passage fameux :

> Personne ne produit que dans l'intention de consommer ou de vendre la chose produite, et on ne vend jamais que pour acheter quelque autre produit qui puisse être d'une utilité immédiate, ou contribuer à la production future.(69)

La réplique de Malthus est désarmante et paradoxalement en parfaite opposition avec la théorie qu'il avait défendue dans l'*Essai* et que Ricardo avait intégrée à son modèle. La production n'est plus bornée par "l'avarice de la nature" mais par l'incapacité des hommes d'utiliser pleinement le potentiel de production dont ils disposent :

> Il est à peine possible de jeter un regard sur un quelconque pays du monde sans y trouver une confirmation évidente de ce que nous avons avancé. La richesse réelle de la plupart des Etats que nous connaissons est loin d'avoir atteint le niveau que leur permettrait leur potentiel de production.(70)

Le problème central pour Malthus, lié à sa théorie de la demande effective et à toute sa démonstration du chapitre VII des *Principes* (71), reflète son anxiété de voir éclater une crise générale de surproduction si la totalité des

capacités de production disponibles était mise à contribution. En d'autres termes, il craint qu'un accroissement incessant du volume de la production ne trouve pas les débouchés nécessaires à son écoulement, à un prix de vente couvrant les frais de production (72). Au lieu que le volume de la production détermine le niveau de la demande comme le soutiennent Say et Ricardo, Malthus prétend démontrer que le volume de la demande effective est le seul et unique déterminant de la production.

Bien avant la publication des *Principes* de Malthus en 1820, Ricardo s'était déjà insurgé contre l'idée malthusienne d'une déficience de la volonté de consommer. Dans un échange de correspondance en 1814, ils s'étaient violemment affrontés sans qu'il en résulte une solution. Ricardo soulignant déjà avec vigueur :

> Quant à moi, je vais beaucoup plus loin que vous lorsqu'il s'agit d'apprécier les effets des désirs et des goûts des hommes, - en effet, je pense, pour ma part, qu'ils sont sans limite.(73)

On retrouve aussi la trace d'une telle idée dans un pamphlet écrit en 1810 et intitulé *The High Price of the Bullion* :

> Rien n'est plus faux que de supposer *qu'un pays puisse jamais ne pas désirer consommer des biens de quelque sorte que ce soit.*(74)

En janvier 1817, Malthus lui écrit néanmoins :

> Je suis d'avis que le véritable obstacle à la croissance de la production et de la population réside plus dans l'absence de stimulant que dans l'insuffisance de l'appareil de production.(75)

Quelques mois à peine avant la publication des *Principes* de Malthus, Ricardo, visiblement excédé par la constance de l'auteur de l'*Essai*, se confie à son ami Mac Culloch :

> M. Malthus continue à nier vigoureusement que la demande est uniquement limitée par la production, - il pense que le capital pourrait dangereusement augmenter dans un pays et il a l'intention de faire quelques commentaires sur ce point dans sa prochaine publication.(76)

Finalement, à la demande du même Mac Culloch, Ricardo entreprend une critique systématique de l'ouvrage de Malthus. Ce sont ses fameuses *Notes on Mr Malthus' Principles of Political Economy* qui furent découvertes cent ans plus tard par Piero Sraffa. Dans ses remarques, d'autant plus acides qu'elles n'étaient pas destinées à la publication, Ricardo tente de démonter le raisonnement de Malthus et de démontrer qu'il n'y a rien de plus fallacieux que de supposer qu'un individu puisse s'abstenir volontairement de consommer. L'incompréhension de Ricardo pour la thèse de Malthus est totale, et il apparaît presque incroyable qu'il ait pu l'interpréter aussi grossièrement qu'il le fit. Ricardo résume la critique de Malthus dans une lettre à Trower du 26 septembre 1820, dans laquelle il parle de la "grande et fondamentale erreur de M. Malthus, qui prétend qu'il peut y avoir simultanément une surproduction générale *et* que celle-ci provient d'une insuffisance de la demande"(77).

Le point de vue de Malthus n'avait pourtant rien de commun avec l'interprétation qu'en donne Ricardo. En effet, Malthus n'affirme pas une seule fois que l'épargne doit être systématiquement combattue et qu'il faut à tout prix et en toute circonstance encourager la consommation. Il dégage simplement son "paradoxe de l'épargne" qui veut que "les habitudes de parcimonie poussées trop loin peuvent être suivies tout d'abord des effets les plus désastreux et causer ensuite un déclin sensible et permanent de la richesse et de la population"(78). La consommation ne doit pas être réduite d'une manière excessive par un trop fort volume d'épargne, car il en résulterait une crise de surcapitalisation. La problématique du *pouvoir* et du *vouloir consommer* est ainsi tout naturellement au centre du débat entre les deux auteurs. Pour Malthus, la demande globale peut être inférieure au volume de la production, en raison de la faible propension à consommer des capitalistes et des propriétaires fonciers, alors que Ricardo considère cette idée comme complètement déraisonnable et contraire à la rationalité la plus élémentaire de l'*homo oeconomicus*.

Dans une des premières lettres expédiées à Malthus après la parution des *Principes*, Ricardo va droit au but en écrivant :

> Je ne vois aucune solidité dans les arguments que vous avancez en faveur du rôle indispensable de la demande émanant des consommateurs improductifs. J'avoue que je ne comprends vraiment pas comment leurs consommations peuvent être bénéfiques pour un pays, quelle que soit sa situation.(79)

Dans la même veine, mais d'une manière beaucoup plus ironique, Ricardo reprend ce thème fondamental dans ses *Notes on Mr Malthus'* :

> Si les individus ne veulent pas suffisamment dépenser de leur propre chef, le meilleur expédient ne serait-il pas de faire appel à l'Etat qui consommerait à leur place ? Et si la doctrine de M. Malthus était vraie, les mesures les plus sages ne consisteraient-elles pas à augmenter les dépenses militaires et à doubler les salaires de tous les fonctionnaires du gouvernement ?(80)

Ailleurs encore, Ricardo s'acharne à ridiculiser l'idée malthusienne, qu'il n'a visiblement pas comprise :

> Les profits d'un entrepreneur seraient-ils améliorés si l'on réquisitionnait cent pièces de son drap pour en vêtir des soldats et des marins ? Serait-ce pour lui un stimulant à la production ?(81)

Conformément à l'idée smithienne (82), Ricardo refuse de concevoir, ne serait-ce que l'espace d'un instant, qu'un accroissement de l'épargne puisse réduire la demande globale pour les biens.

> Je refuse d'admettre que les besoins de la totalité des consommateurs puissent être limités par l'épargne. Tout comme le pouvoir d'achat, ces besoins sont transférés à un autre groupe de consommateurs.(83)

Les citations pourraient être multipliées à l'envi mais n'ajouteraient rien à la compréhension de la démarche de Ricardo. Son refus de considérer qu'une accumulation de capital, quelle qu'elle soit, puisse créer du sous-emploi, est absolu.

La question essentielle est de savoir comment Ricardo va entreprendre la réfutation des idées de Malthus, comment il va mener son argumentation contre la théorie malthusienne.

Malthus ne contestait pas, contrairement à ce que prétend Ricardo, qu'un accroissement du volume du fonds des salaires, par le biais de l'accumulation du capital, puisse hausser le taux de salaire dans la courte période et le volume de la population dans la longue période. Il doutait simplement de la volonté du capitaliste d'accroître volontairement le niveau des salaires s'il ne pouvait en retirer un profit supplémentaire. En d'autres termes, une unité de main-d'oeuvre dont la productivité marginale serait inférieure (ou égale) au coût salarial ne saurait être engagée. Et même si ce travailleur marginal produit en termes réels plus qu'il ne consomme, mais qu'il ne se trouve aucun acheteur pour se porter acquéreur de ce surplus de production, le capitaliste ne saurait l'embaucher sans réduire sa recette globale et se retrouver avec un stock de biens invendus qu'il ne pourrait écouler sans perte.

La réponse de Ricardo est parfaitement conforme à la logique du modèle classique et démontre une totale incompréhension du problème soulevé par Malthus. Cette incompréhension découle plus, semble-t-il, d'une incapacité de conceptualiser et de rattacher l'idée de Malthus au modèle smithien et au fonctionnement général de l'activité économique, qu'à une déficience de la technique analytique de Ricardo. La faiblesse du "prince des économistes" se situe ainsi bien plus sur le plan conceptuel que sur celui de la compréhension.

Dans les circonstances décrites par Malthus, Ricardo répond simplement que si le capitaliste ne désire pas accroître sa consommation, il peut toujours réinvestir le surplus épargné de son revenu, sans perdre pour autant une seule parcelle de son pouvoir d'achat qu'il récupérera nécessairement dans le futur. Ricardo utilise le principe de l'indestructibilité du pouvoir d'achat de la monnaie, corollaire de la loi des débouchés (84), pour réaffirmer la loi de Say. A une critique malthusienne issue de l'observation des faits, il répond par une affirmation dogmatique :

> La consommation et la demande occasionnées par les ouvriers employés dans la fabrication d'un bien quelconque ne seront jamais un motif suffisant pour encourager sa production si les ouvriers consomment la totalité de cette production, et qu'ils ne donnent en contrepartie

> que le montant de leurs salaires. Mais supposons qu'ils n'en consomment que les sept huitièmes et que leur employeur en retienne un huitième, il pourra encore engager cinq à dix hommes supplémentaires, qui, à leur tour, ne consommeront que les sept huitièmes des biens qu'ils produiront laissant ainsi à leur patron la possibilité d'embaucher de la main-d'oeuvre supplémentaire l'année suivante; une telle accumulation ne pourrait-elle pas continuer tant que la dernière terre mise en culture procure plus de nourriture que celle nécessaire à l'entretien du cultivateur ? Dès que ce ne sera plus le cas, toute accumulation cessera aussitôt (...). L'accumulation pourrait continuer jusqu'à ce stade à la seule condition que la population croisse suffisamment rapidement.(85)

La demande globale s'accroît ainsi toujours proportionnellement à la production et le capitaliste peut continuer indéfiniment à accumuler du capital sans qu'il y ait surproduction, baisse du niveau général des prix et disparition du profit (86).

Dans ses *Principes*, Malthus avait pourtant tenté de faire comprendre à ses lecteurs que toute augmentation de l'investissement n'entraîne pas automatiquement l'apparition d'un profit, et qu'il peut fort bien se produire une crise de surproduction avant l'avènement de l'état stationnaire :

> Il a été pleinement établi et convenu que, dans tout pays, il doit à la longue arriver une époque de stagnation, occasionnée par la difficulté d'obtenir des subsistances. Mais le peu de disposition de consommer en grande quantité les produits indigènes et le défaut de moyens de faire des échanges avantageux, peuvent occasionner et ont souvent causé une semblable stagnation dès les premières époques du progrès d'une nation.(87)

Le commentaire de Ricardo est sans appel et situe clairement le fond de leur contradiction :

> J'ai de la peine à concevoir que le capital et la population puissent être simultanément surabondants alors que vous pourriez augmenter l'offre des biens de première nécessité. C'est une contradiction dans les termes; cela revient à dire qu'un capital reste inemployé parce que son propriétaire ne peut trouver des ouvriers, et qu'il y a, dans le même temps, des individus en chômage parce qu'il n'y a personne disposant du capital nécessaire pour les embaucher.(88)

Cette dernière remarque de Ricardo met en évidence la faiblesse de ses capacités analytiques lorsqu'elles sont appliquées à la théorie d'un autre auteur. Malthus n'a en effet jamais affirmé que le capital et le travail pouvaient être excédentaires l'un par rapport à l'autre, mais bien que le capital et le travail pouvaient être conjointement en excès par rapport à la demande réelle de biens (89). De plus, cette interprétation douteuse de la théorie malthusienne démontre d'une manière définitive que Ricardo ne concevait pas un seul instant que la demande effective pût ne pas égaler le volume de la production.

L'argumentation finale de Ricardo rejoint sa démonstration initiale de la loi des débouchés, par le biais de l'inévitable sophisme de composition et de l'hypothèse simplificatrice de l'économie de troc. A l'exemple de Say, Ricardo met fin à la première partie de sa discussion avec Malthus en ayant recours à l'affirmation dogmatique que chaque sujet économique "devient donc consommateur de ses propres produits, ou acheteur et consommateur des produits de quelque autre personne"(90). Ainsi, dans une économie monétaire qui, en vertu du principe de la monnaie-voile, peut être assimilée à une économie de troc, le volume global de la demande de tous les individus est nécessairement et, par la logique du système, égal au volume de la production, à l'exemple de l'égalité entre l'offre et la demande de chaque individu.

## 2. Valeur et volume de la production

Dans un deuxième temps, Ricardo attaque la théorie malthusienne de la demande effective et de l'optimum d'épargne par le biais de la théorie de la valeur. En effet, pour Ricardo, conformément à sa théorie de la valeur-coût de production, il est inconcevable qu'un bien se vende durablement à un prix différent de la somme des frais nécessaires à sa production. Pour Malthus, en revanche, le coût de production n'est qu'une donnée conditionnelle de l'existence du produit, sa valeur et son prix étant finalement déterminés par les forces du marché.

L'opposition entre les deux auteurs sur le rythme d'accumulation du capital trouve finalement son origine dans leurs définitions contradictoires de la valeur. Malthus axe évidemment sa démonstration sur une optimalisation de la valeur de la production par l'intermédiaire de la loi de l'offre et de la demande, et du principe de la demande effective. Ricardo considère que seul un accroissement net du volume de la production saurait augmenter sa valeur. Pour Malthus, la valeur de la production se détermine lors de l'échange alors que pour Ricardo elle est déjà déterminée du fait même de son existence physique.

Alors que Malthus reconnaissait volontiers, tout comme Ricardo, qu'une hausse du niveau général des prix était bénéfique pour l'activité économique, ce n'est pas à une politique d'inflation forcée qu'il pensait lorsqu'il affirme que l'élément indispensable à l'écoulement d'un volume supplémentaire de biens est un accroissement de "la valeur de toute la production". Une augmentation du volume de capital et de travail utilisé n'est qu'une condition de l'accroissement du *volume* mais non de la *valeur* de la production. Ainsi, si le niveau de la demande effective est insuffisant pour permettre l'écoulement de la totalité de la production à un prix de vente couvrant les frais de production, cet accroissement du volume de la production ne sera pas accompagné d'une hausse de la valeur de l'offre globale.

Dans ses *Notes on Mr Malthus'*, Ricardo interprète la démarche de Malthus d'une manière totalement erronée. Il lui apparaît que l'auteur de l'*Essai* rejette l'idée qu'un perfectionnement des techniques permette d'accroître la production sans augmenter son coût, et qu'un volume de production plus élevé puisse rapporter la même recette globale, les mêmes profits, mais à un niveau général, des prix inférieurs.

> Ce que nous devons souhaiter, écrit Ricardo, c'est d'accroître la quantité des biens sans augmenter leur valeur (91).

Quelques pages plus loin, Ricardo développe sa critique dans un sens qui montre sans équivoque possible qu'il n'a pas compris Malthus, et qu'il est complètement en porte-à-faux par rapport à sa démarche :

> L'erreur de M. Malthus est de supposer que du blé et des biens bon marché entraînent nécessairement un état de surproduction. Nous sommes d'accord qu'un encombrement du marché est une plaie. Mais cela implique généralement une production sans profit, et qui, quelquefois, ne permet même pas de récupérer le capital investi. Je pense que ce phénomène trouve toujours son origine dans un mauvais choix des biens produits. Le bas niveau du prix de production (...) ne manque jamais d'être suivi des plus heureuses conséquences, et il est aussi différent d'une situation de surproduction que la lumière l'est des ténèbres.(92)

Il est tout de même étrange que Ricardo, qui connaissait pourtant fort bien Malthus ait pu interpréter de la sorte une théorie de son ami. Il devait avoir une bien piètre opinion des capacités de Malthus pour imaginer que ce dernier aurait pu mettre sur pied de tels raisonnements. Il est plus vraisemblable d'admettre que Ricardo n'a pas compris, ou n'a pas voulu comprendre Malthus. La clarté de la théorie ricardienne n'impliquait pas une rigueur semblable dans l'interprétation des oeuvres d'autrui...

Pourtant, pour Malthus, une diminution du niveau général des prix, un accroissement du volume de la production, une augmentation de la demande et une hausse du volume des profits apparaissent bien comme le résultat exclusif d'un accroissement du capital, par l'intermédiaire d'un investissement sous la forme de machines. La remarque de Ricardo est sans fondement. Il n'apparaît pas un instant dans les *Principes* de Malthus qu'une diminution des prix implique automatiquement une crise générale de surproduction.

L'idée malthusienne d'accroître simultanément volume et valeur de la production n'allait pas à l'encontre de la logique ricardienne. La seule différence entre les deux théoriciens était pourtant simple à comprendre. Pour Ricardo, un accroissement du volume de la production est la condition nécessaire et suffisante d'une augmentation de la valeur de l'offre globale, alors que pour Malthus, un accroissement du volume de la production n'est ni nécessaire ni suffisant pour augmenter la valeur de l'offre globale, si le niveau de la demande effective ne s'est pas préalablement élevé.

Ricardo saisit pourtant clairement cette distinction *mais* réaffirme que la demande effective ne saurait être insuffisante. A l'aide d'une tautologie très voisine de celle de Say, il démontre la validité de la loi des débouchés *par* la loi des débouchés :

> Si les biens produits correspondaient aux désirs des acheteurs, il ne pourrait y en avoir une telle abondance, au point qu'ils ne trouvent plus de débouchés; si ces biens étaient conformes aux désirs de ceux qui ont le pouvoir de les acheter, ils ne manqueraient pas de trouver des acquéreurs, et cela sans aucune baisse de prix.(93)

En d'autres termes, cela revient à dire que *si* les biens offerts correspondent aux biens effectivement demandés, il ne saurait y avoir crise ou même déséquilibre. En dernière analyse, la démarche de Ricardo aboutit ainsi à la constatation qu'il ne saurait y avoir de crises générales de surproduction *parce qu'il* ne peut pas y en avoir.... L'affirmation du caractère illimité des besoins de l'homme est pour Ricardo l'argument définitif qui coupe court à toute discussion.

### 3. Le degré de flexibilité des salaires : volume de la main-d'oeuvre et niveau de l'emploi

Les préoccupations démographiques de Malthus, bien loin d'être absentes de ses *Principes* ont provoqué deux importantes divergences de vue avec Ricardo. L'une a trait à l'insuffisance de main-d'oeuvre dans la courte période, par rapport à la demande de travail, et l'autre à la rigidité des salaires à la baisse.

Conformément au modèle classique, l'épaisseur de temps nécessaire à la formation d'une nouvelle génération de travailleurs se traduit par une inélasticité très forte de la courbe d'offre de travail. Le taux de salaire courant s'élève au-dessus du minimum vital jusqu'à ce que l'accroissement de la population, suscité par les hauts salaires, soit effectivement utilisable. Aussi longtemps que le volume de la production continue de croître, ce mécanisme se répète de

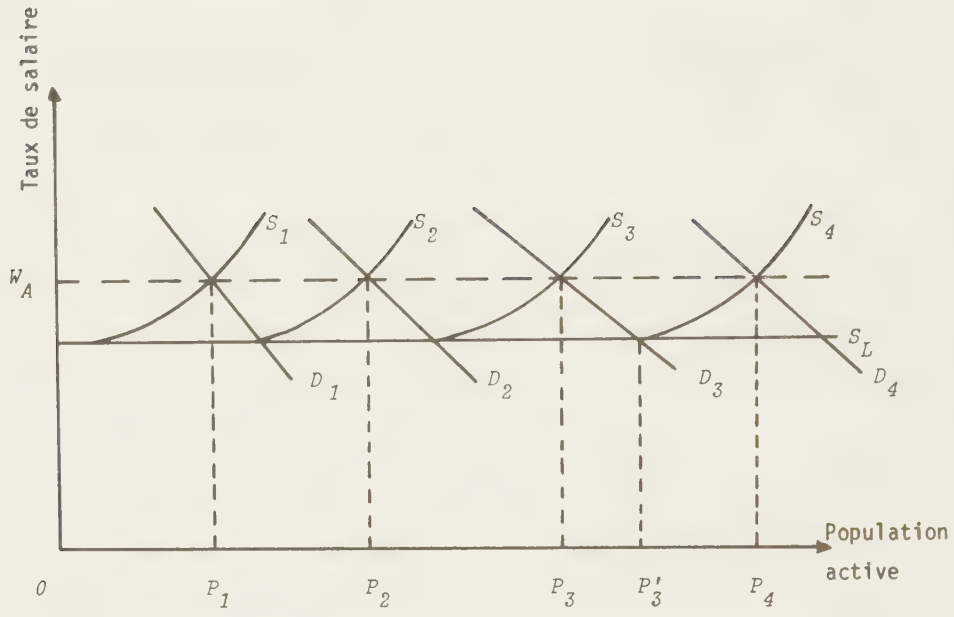
période en période. En bref, Malthus et Ricardo souscrivent l'un et l'autre à la théorie smithienne du fonds des salaires. Lorsque la croissance de la production est stoppée, ou même simplement ralentie, l'offre de travail est brusquemment supérieure à la demande et le taux de salaire retombe au niveau du minimum vital de longue période.

A ce stade de la démonstration, le raisonnement du Malthus diverge de celui de Ricardo. Pour le premier, un ralentissement de la croissance se traduit, *dans la courte période*, par une diminution du volume de la main-d'oeuvre employée, *avant* la chute du taux de salaire, en raison de la rigidité des salaires à la baisse. Inversement, pour Ricardo, dans la courte période, la chute du taux de salaire *précède* la diminution du volume de l'emploi : une demande insuffisante de main-d'oeuvre "se traduit pour l'ouvrier par une diminution de sa rémunération et non par une réduction de son temps de travail"(94). Alors que pour Malthus, le sous-emploi est "un préliminaire douloureux, mais presqu'inévitable à la chute des salaires monétaires du travail"(95).

La question cruciale pour Malthus se pose au niveau de l'utilisation d'une main-d'oeuvre qui, même dans une conjoncture de sous-emploi, continue de croître "en suivant l'impulsion qui lui avait été donnée"(96).

Ainsi, "cette stagnation doit mettre au chômage la génération montante"(97). Le surplus de main-d'oeuvre qui arrive sur le marché ne peut être embauché; il est donc au chômage *avant* toute baisse du taux de salaire des ouvriers plus âgés.

Le graphique 2-2 résume cette démonstration de Malthus (98).




Graphique 2 - 2

1. L'offre de main-d'oeuvre dans la longue période est parfaitement élastique, au niveau du salaire de subsistance (droite $S_L$).

2. L'épaisseur de temps nécessaire à l'augmentation du volume de la population active se traduit, dans une conjoncture de croissance, par une insuffisance temporaire de l'offre de main-d'oeuvre par rapport à la demande. "Plusieurs patrons courant après un seul ouvrier", la courbe d'offre de main-d'oeuvre acquiert un degré d'élasticité supérieur à l'unité, sous la pression des hausses concurentielles de salaires pratiquées par les patrons (courbes $S_1$, $S_2$, $S_3$, $S_4$).

3. Aussi longtemps que la demande de main-d'oeuvre continue de croître en raison d'une conjoncture favorable (courbes de demande $D_1$, $D_2$, $D_3$, $D_4$, durant les périodes $P_1$, $P_2$, $P_3$, $P_4$), le taux de salaire demeure d'une manière durable au-dessus du minimum physiologique, au niveau $W_A$ par exemple.

4. En revanche, si la croissance de la production est stoppée, ou même simplement freinée, et que la demande de main-d'oeuvre stagne au niveau $P_3$, par exemple, l'offre de la main-d'oeuvre continue de croître et la rigidité des salaires à la baisse prive d'emploi toutes les unités excédant $P_3$.

5. Le sous-emploi des unités de main-d'oeuvre nouvellement arrivées sur le marché n'est progressivement résorbé que par la baisse du taux de salaire le long de la courbe $D_3$. Lorsque le taux de salaire atteint le point $P_3'$, ou, en d'autres termes, lorsque le taux de salaire est à nouveau identique au minimum physiologique, le plein-emploi est à nouveau effectif. Ainsi, pour Malthus, la flexibilité des salaires n'est pas parfaite, et durant le laps de temps $P_3 - P_3'$, il y a simultanément du chômage et un taux de salaire supérieur au minimum physiologique.

6. Il en conclut, conformément au principe de la demande effective, que le maintien du plein-emploi *et* d'un taux de salaire supérieur au minimum physiologique passe par une demande constamment croissante de main-d'oeuvre, soit, en dernière analyse, par une augmentation constante du volume et de la valeur de la production, et, finalement, de la demande effective.

Le principe de la demande effective prend ainsi une nouvelle importance dans la théorie générale du développement économique de Malthus. Il relie le volume de la main-d'oeuvre, dans la longue période, au niveau de la demande effective dans la courte période. Contrairement à Ricardo, l'auteur des *Principes* esquisse une tentative de liaison entre les deux types d'analyse. Sans demande effective suffisante, le plein-emploi et la croissance de longue période ne sont pas garantis; alors qu'une augmentation constante de la demande permet d'assurer le plein-emploi et un taux de salaire durablement supérieur au minimum physiologique. L'asymétrie de la théorie malthusienne de l'*Essai*, adoptée par Ricardo, est renversée : le taux de croissance de la population n'est plus constamment supérieur au rythme d'accumulation du capital, mais grâce à une demande effective croissante, le taux d'accumulation du capital dépasse le taux d'accroissement de la population et permet simultanément plein-emploi et amélioration du niveau de vie. Après avoir soulevé dans son *Essai* le problème lié à l'alimentation d'une population croissante, Malthus y apporte un début

de solution dans ses *Principes*, par l'intermédiaire de la demande effective. Les mesures de politique économique et conjoncturelle visant à stimuler cette demande effective, et par là à garantir une croissance continue de la production, sont cependant totalement absentes de la démarche de Malthus. Le problème était néanmoins posé en termes clairs, bien qu'aucune solution n'y fût apportée.

Dans un dernier échange de lettres, en 1821, Malthus et Ricardo réaffirment chacun sa propre position sans déboucher sur un terrain d'entente.

Le 16 juillet 1821, Malthus écrit à Ricardo :

> Une longue expérience nous a appris que le prix monétaire du travail ne diminue jamais tant que de nombreux travailleurs n'ont pas été au chômage durant un certain laps de temps.(99)

Agacé, Ricardo lui répond quelques jours plus tard, le 21 juillet 1821 :

> Je ne comprends pas une telle démarche; si les salaires étaient primitivement élevés, je ne vois aucune raison pour laquelle ils ne devraient pas baisser avant que beaucoup de travailleurs ne perdent leur emploi.(100)

Cette discussion, qui s'est arrêtée là, démontre une fois encore l'opposition fondamentale entre la méthode et les buts des deux auteurs. Malthus affirme que les auteurs théoriques, c'est-à-dire Ricardo, ont une fâcheuse tendance à faire abstraction des "intervalles" alors que "des époques de huit ou dix ans, qui se renouvellent fréquemment, constituent des périodes assez importantes dans la vie de l'homme"(101). Ricardo, au contraire, garde les yeux obstinément fixés sur un horizon lointain, "sur l'état permanent des choses"(102).

## 4. Machinisme et accumulation du capital, ou la *conversion* de Ricardo

L'opposition, jusqu'ici très tranchée, entre Malthus et Ricardo sur le rôle et le rythme de l'accumulation du capital a perdu considérablement de sa

netteté lors de la "conversion" de Ricardo à la crainte malthusienne (et sismondienne) de voir une multiplication des machines (capital fixe) mettre en péril le dogme du plein emploi de la main-d'oeuvre (capital circulant) (103). Jusqu'à ce stade de la discussion la seule divergence fondamentale se situait au niveau de l'utilisation du capital supplémentaire résultant de l'épargne. Pour Ricardo, la totalité de celui-ci était investi productivement dans le fonds des salaires alors que Malthus mettait en doute la volonté des propriétaires du capital d'accroître leur consommation dans la même proportion que leur épargne. Aussi étrange que cela paraisse, la question de savoir comment serait pratiquement utilisé cet accroissement du capital ne s'est posée que très tardivement. Conformément au modèle classique, il allait de soi que toute accumulation du capital accroissait le fonds des salaires. L'investissement en capital était ignoré, ou considéré comme quantité négligeable.

Malthus s'est interrogé le premier dans ses *Principes* sur les conséquences de cette utilisation alternative du capital. L'auteur de l'*Essai* dégage deux raisons principales qui militent en faveur d'un rejet du principe orthodoxe qui veut que tout accroissement du capital augmente le fonds des salaires. D'une part, il considère qu'il peut très bien se produire une augmentation de capital fixe sans qu'il y ait *aucune* variation du volume du fonds des salaires. D'autre part, il affirme qu'un investissement sous la forme d'une machine est source de sous-emploi pour la main-d'oeuvre qu'elle remplace (104).

Malthus admet tout naturellement qu'il n'y a qu'un transfert *partiel* de la main-d'oeuvre des secteurs à fort progrès technique vers les secteurs à progrès technique faible ou nul. Seule une part restreinte des ouvriers remplacés par les machines sert à leur entretien et à leur renouvellement. La seule manière d'éviter tout chômage, tout en utilisant au maximum le progrès technique, passe par une stimulation de la demande effective qui seule peut garantir les débouchés indispensables à l'écoulement de la production additionnelle, et au maintien du niveau de la production (105).

> Pour mettre ce principe à l'épreuve, poussons-le encore plus loin, et supposons que, sans aucune extension des débouchés étrangers pour nos marchandises, on pût, par le moyen des machines, obtenir tous les objets dont on fait usage aujourd'hui, en n'employant que le tiers du travail qu'on y met actuellement. Y aurait-il alors quelque probabilité pour que la masse des capitaux sans emploi pût être avantageusement placée, ou que la masse des ouvriers sans ouvrage pût trouver les moyens de se procurer une portion suffisante du produit national ?(106)

A la lecture de ces remarques de Malthus, Ricardo réaffirme brutalement dans ses *Notes on Mr. Malthus'*, en dépit de la distinction qu'il pratique entre capital fixe et capital circulant, que l'utilisation de machines ne saurait avoir une quelconque influence sur le volume de l'emploi. Les *Notes* 155, 178, 196, 201, 209, 215 et 291 (107) sont là pour en témoigner. En réponse à la question précise de Malthus formulée ci-dessus, Ricardo écrit :

> Je réponds oui. Supposez trois individus employant chacun dix ouvriers, l'un pour produire des chaussures, un autre pour produire des bas et le dernier dans une fabrique de textile; la totalité des biens produits est demandée et consommée par la société. Supposez maintenant que chacun d'eux découvre un progrès technique qui leur permette de produire la même quantité de leurs marchandises respectives avec le travail de cinq hommes; - ne continueront-ils pas à employer les cinq ouvriers devenus excédentaires s'ils ont les moyens de payer le travail de dix hommes ? Ils ne les emploieront naturellement pas à la production de chaussures, de bas et de drap, mais à la production d'un des innombrables biens utiles et désirés par l'homme. N'obtiendront-ils pas, en ayant les moyens nécessaires pour le faire, du vin, de la bière, des meubles ou n'importe quel autre bien dont ils auraient envie ? L'erreur de M. Malthus provient, me semble-t-il, de ce qu'il croit que rien ne peut être fait sans un accroissement des débouchés extérieurs. Sommes-nous donc tous pourvus en suffisance de nos propres productions ? Aucun d'entre-nous ne voudrait-il jouir d'un plus grand nombre de vêtements plus luxueux, d'un mobilier plus riche, de quelques attelages et de quelques chevaux supplémentaires et de maisons plus confortables ?(108)

Ricardo admet ainsi un déplacement de la main-d'oeuvre, tout comme Malthus, mais réaffirme clairement que le niveau global de l'emploi ne saurait diminuer. Il distingue, pour la première fois, l'accumulation du capital destinée à l'accroissement du fonds des salaires, des investissements utilisés pour la mécanisation d'une entreprise. Toutefois, dans la note 149 (109), Ricardo

ouvre, probablement inconsciemment, une brèche dans la belle unité de son système. Pour la première fois, il s'inquiète de l'influence des capitaux fixes sur le niveau de l'emploi. Cette note discordante dans la rigueur des *Notes on Mr. Malthus'* préfigure sa "conversion" du chapitre "Des machines" de la troisième édition des *Principes*.

> (...) mais cela est de la plus grande importance pour ceux qui vivent d'un travail salarié. Si le capital est investi sous forme de machines, la demande supplémentaire de main-d'oeuvre sera plus faible.(110)

Il est étonnant que Ricardo n'ait pas immédiatement saisi la contradiction fondamentale d'une telle affirmation avec le leitmotiv répandu dans ses *Principes* et ses *Notes on Mr. Malthus'* qui répétait que tout accroissement du volume du capital engendrait automatiquement une augmentation du fonds des salaires.

La "conversion" de Ricardo ne peut donc être mise à l'actif des *Principes* de Malthus. Ce n'est qu'après la *re*lecture des *Observations on the Circumstances which influence the condition of the labouring Class of Society* de John Barton (111), que Ricardo, déjà vaguement alerté semble-t-il par la lecture de Malthus, a complètement renversé sa position, au grand affolement de son fidèle disciple et ami Mac Culloch (112).

Le "prince des économistes" se rallie complètement à la théorie de Barton qu'il adopte sans en modifier un iota. Lorsque Barton conclut que "la demande de travail dépend de l'accroissement du capital circulant et non de l'augmentation du capital fixe"(113), il anticipe sur tout le chapitre XXXI de la troisième édition des *Principes* de Ricardo.

La démarche de Ricardo dans ce nouveau chapitre est relativement simple. Il se rallie à l'opinion de Malthus sans toutefois en tirer des conclusions plus générales, remettant en doute la loi des débouchés. Il accepte de considérer que "la substitution des forces mécaniques aux forces humaines pèse quelquefois très lourdement, très péniblement sur les épaules des classes laborieuses", et que "la cause même qui accroît le revenu net d'un pays peut

en même temps activer l'accroissement de la population, et diminuer son bien-être"(114)

Le pas décisif était fait et par là, comme le lui écrit un Mac Culloch affligé, Ricardo "ruinait son livre"(115). En effet, le chapitre "Des machines" est simplement annexé à la troisième édition des *Principes* sans que Ricardo apporte la moindre modification aux passages qui affirmaient qu'aucune accumulation de capital quel que soit son volume, ne saurait provoquer une baisse du niveau de l'emploi. La contradiction est patente entre le corps de l'ouvrage et ce chapitre XXXI. Le premier élément de la remise en question de l'égalité permanente entre l'offre globale et la demande globale exprimée par la loi de Say est ainsi esquissé par Ricardo. Le renversement total de son modèle théorique aurait peut-être été mené à bien s'il avait disposé de quelques années de réflexion supplémentaires. La géniale intuition de Malthus, alliée aux brillantes capacités analytiques de Ricardo auraient peut-être permis de réorienter complètement la théorie économique, qui devra attendre Keynes pour renverser l'ordre de priorité entre l'offre et la demande. La disparition brutale de Ricardo a laissé une oeuvre en chantier, en pleine mutation (116), traversée de contradictions dont il était pleinement conscient durant les derniers mois de sa vie. Le temps l'empêcha de les résoudre. La très nette infériorité de ses successeurs sur le plan théorique a fait sombrer dans l'oubli cette prise de conscience encore confuse de Ricardo (117).

Comme le constate amèrement Mac Culloch, "après avois lu votre brillante réponse aux arguments de M. Malthus, je ne m'attendais guère à ce que vous tombiez d'accord avec lui et que vous abandonniez ainsi la partie"(118). Ricardo rejoint en effet Malthus sur plusieurs points fondamentaux, et notamment sur le fait que ce n'est pas "l'avarice de la nature" mais bien les hommes eux-mêmes qui condamnent certains de leurs semblables à la misère et à la famine. Une partie de la population est condamnée à périr, non pas en raison de l'insuffisance des ressources agricoles, mais parce que les entrepreneurs et les capitalistes préfèrent utiliser des machines plutôt

que des hommes. Dans l'esprit des Classiques, il n'est pas possible d'utiliser totalement ces deux facteurs de la production. En dernière analyse, la démarche de Ricardo aboutit à une remise en cause des perspectives de développement séculaire de la société humaine, et précipite l'avènement d'un état stationnaire fort différent de celui qu'il avait initialement prévu.

Un passage de ce fameux chapitre synthétise particulièrement bien son propre contenu et préfigure la critique marxiste de l'accumulation du capital et de sa *logique impitoyable* à l'égard du monde ouvrier :

> (...) l'opinion des classes ouvrières sur les machines qu'elles croient fatales à leurs intérêts, ne repose pas sur l'erreur et les préjugés, mais sur les principes les plus fermes, les plus nets de l'Economie politique.(119)

Le défaut est institutionnel, inhérent aux structures et à la logique d'une économie libérale et ne repose pas sur une cause objective et "naturelle" au sens où l'entendait Say (120). Le 18 juin 1821, Ricardo expliquant à Mac Culloch les raisons de son revirement lui confie :

> Mon changement d'opinion consiste simplement en ceci : primitivement, je pensais que les machines permettraient à un pays d'accroître sa production annuelle brute, alors que maintenant, je prétends que leur utilisation tend plutôt à la diminuer.(121)

Un échange de lettres entre Malthus et Ricardo prolonge encore quelque temps le débat, mais pour l'essentiel, Ricardo se rendait aux arguments de Malthus (122).

Cette "conversion" de Ricardo a été aussi rapide que décisive, même s'il n'en a pas tiré toutes les conséquences sur le double plan de la théorie économique et de la logique interne de son modèle d'analyse. En 1819, il soutenait encore devant ses collègues de la Chambre des Communes" que l'on ne saurait affirmer que, tout bien considéré, la mécanisation diminue la demande de travail"(123). En 1821, il publie son chapitre "Des machines" et en mai 1823, trois mois avant sa mort, il ne craint pas, devant les mêmes membres du Parle-

ment britannique de conclure un de ses discours par un avertissement sur les conséquences néfastes de l'utilisation des machines sur le niveau de l'emploi :

> (...) il était évident qu'une utilisation massive des machines, en provoquant une hausse considérable de l'offre sur le marché du travail, alors que de l'autre côté, il ne saurait y avoir un accroissement correspondant de la demande, devait produire certains effets néfastes sur les classes ouvrières(..) Sa proposition [celle de Ricardo] ne suggérait pas que l'utilisation des machines n'était préjudiciable qu'aux personnes employées dans une entreprise déterminée, mais bien à la classe ouvrière en général.(124)

## 5. Conclusion

Dans sa biographie de Malthus, Keynes affirme que "l'amitié entre Ricardo et Malthus a donné naissance à la plus importante correspondance dans tout le développement de l'économie politique"(125). La diversité et la richesse de ces échanges sont bien loin d'avoir été complètement exploitées par les quelques rares études déjà parues. La disparition prématurée de Ricardo en 1823 a coupé court à un échange d'idées qui semblait être sur le point de déboucher sur une entente nouvelle. Malthus apportait une théorie très élaborée de la croissance économique, corollaire de son principe de la demande effective et de sa théorie du sous-emploi temporaire. Il axait sa recherche sur la dynamique de ce développement, alors que Ricardo se concentrait sur les problèmes de répartition du revenu national en utilisant tout naturellement l'analyse de statique comparée. Malthus était préoccupé par les problèmes conjoncturels et Ricardo ne s'intéressait qu'à "l'état permanent des choses". Il en découle que la théorie ricardienne attaquée par Malthus n'était pas celle dont se réclamait Ricardo, et que la théorie malthusienne critiquée par Ricardo n'était pas celle dont Malthus revendiquait la paternité.

En guise de conclusion, on peut écrire avec Thomas Sowell que "Malthus et Ricardo reconnaissaient eux-mêmes qu'en plus de leurs divergences spécifiquement théoriques, ils avaient des vues différentes sur la nature et l'objet de l'économie politique. Il semble toutefois qu'ils ne virent pas à quel

point leurs divergences théoriques étaient la conséquence de celles-ci. Ils ne comprirent pas non plus que même leurs querelles de définition provenaient du fait que chacun d'eux utilisait ses propres concepts pour faciliter son argumentation et que leurs démarches suivaient des trajectoires différentes qui ne se confondaient qu'en de très rares points"(126).

Par. 4.- Essai de synthèse de la querelle des débouchés

L'étude des principaux débats de la querelle des débouchés a démontré l'extraordinaire variété des acceptions attribuées par Say, Sismondi, Malthus et Ricardo à la loi des débouchés. La portée théorique de ces diverses formulations n'a jamais été clairement comprise ni par le courant optimiste (Say et Ricardo)ni par le courant pessimiste (Malthus et Sismondi).

Un essai de synthèse constructive de la querelle des débouchés doit s'efforcer de faire ressortir les diverses formulations de la loi de Say et les conséquences théoriques qu'elles sous-tendent, en s'articulant autour des principaux points d'accrochage entre les quatre auteurs en présence. L'élimination des parties vieillies et des querelles de définitions, la systématisation des divergences fondamentales, souvent atténuées et minimisées par souci de prudence, et l'utilisation circonspecte d'une vision moderne des rapports entre la demande globale et la production, permettront de dégager avec un maximum de clarté la triple signification de la loi des débouchés telle qu'elle apparaît dans les écrits des auteurs optimistes (chiffre 1). Cette esquisse de synthèse permettra aussi de mieux saisir les insuffisances et les contradictions de la critique des auteurs non-orthodoxes et d'analyser les raisons de l'échec de la théorie de la demande effective et du revenu d'équilibre (chiffre 2 et 3).

L'incessante confusion entre l'analyse de courte période et l'analyse de longue période est à l'origine de la plupart des divergences de la querelle des débouchés. Les trois premiers paragraphes de la section III l'ont amplement démontré.

Si la ligne de démarcation entre les optimistes et les pessimistes, entre les orthodoxes et les *dissenters*, entre les partisans de l'analyse séquentielle et les partisans de l'analyse séculaire sépare relativement clairement Malthus et Sismondi de Say et Ricardo, la querelle des débouchés a singulièrement compliqué les choses. L'opposition entre le court terme et le long terme s'est déplacée *à l'intérieur* de la construction théorique des quatre auteurs, alors qu'initialement elle n'apparaissait que chez Malthus et Sismondi.

Les partisans de la loi des débouchés, par souci de la réalité économique, et sous l'influence des critiques de Malthus et Sismondi, ont été amenés à tenter une explication des crises qu'ils ne pouvaient nier indéfiniment. Ils rompaient par là avec la logique de l'analyse de longue période du modèle classique. Say et Ricardo ont aussi été obligés de reconnaître les limites de la loi des débouchés *dans la courte période*. Or, ces "problèmes d'intervalle" ne les préoccupaient ni l'un ni l'autre. Seul le "caractère permanent des choses" revêtait à leurs yeux une importance digne d'analyse. Par souci du réel, Say et Ricardo s'enfoncèrent pourtant dans une contradiction évidente. Ils ont altéré la logique de leur système en introduisant des restrictions à la validité de la loi des débouchés dans la courte période tout en réaffirmant la solidité de la loi de Say dans le long terme.

En revanche, la contradiction entre la volonté d'étudier le problème des débouchés dans la courte période et l'adoption simultanée du modèle classique est explicitement reconnue dès le début par Malthus et Sismondi. Ils se sont toutefois montrés incapables de la surmonter. L'affaiblissement de l'impact du courant de pensée optimiste qui est résulté de cette contradiction court terme - long terme est de faible portée. Les réserves apportées au fonctionnement du système dans la courte période n'excluaient pas et n'excluront *jamais* sa validité dans la longue période. Pour les pessimistes en revanche, le souci omniprésent de l'équilibre de courte période, inséré dans une construction théorique destinée à l'analyse de longue période, enlevait toute possibilité d'utilisation de ce modèle boiteux, aussi bien dans le court terme que dans le long terme.

Dans la conjoncture des années 1820 - 1830, ces deux positions théoriques ont été aussi inefficaces l'une que l'autre pour expliquer le phénomène de crise de surproduction. L'analyse orthodoxe privilégiait la rigueur théorique alors que l'analyse pessimiste, en faisant une large place aux problèmes conjoncturels, emplissait le modèle de contradictions insolubles. L'analyse de Say et de Ricardo ne se vérifiait qu'en théorie pure. La position de Malthus et Sismondi n'était qu'un tissu d'inconséquences logiques. Une refonte complète du modèle classique était la seule voie praticable. Il ne suffisait pas de remplacer la loi des débouchés par le principe de la demande effective. Il a fallu attendre Keynes pour que cette révolution des concepts soit menée à chef. Dans l'intervalle, mais d'une manière de moins en moins rigide, la rigueur de la théorie économique l'a constamment emporté sur l'analyse de la réalité économique.

## A. La triple signification de la loi des débouchés

Les multiples énoncés du principe de Say obligent l'historien de la théorie économique à un indispensable effort de classification. L'étape de la recension et de l'analyse des diverses formulations débouche nécessairement sur une tentative de synthèse des résultats obtenus. La recherche entreprise ne trouve finalement sa justification que dans cet effort de systématisation. Cette tentative doit nécessairement s'articuler autour d'un point de référence qui permet seul de situer les diverses significations de la loi de Say les unes par rapport aux autres. Ainsi, à l'exemple de la technique photographique, plusieurs prises de vue d'un objet faites à des distances variables n'en reflètent pas moins une même réalité; seuls les détails apparaissent avec plus ou moins de clarté selon le cliché. L'observateur admet sans peine, et la plupart du temps implicitement, que seule la distance entre le sujet du cliché et l'objectif de l'appareil a changé.

Il en va de même pour les différentes formes de la loi des débouchés. La réalité économique est la même, seul diffère l'épaisseur de temps prise en considération par chacun des auteurs dans leur analyse théorique respective. La théorie de longue période embrasse un vaste champ d'observation dans lequel les "détails" conjoncturels sont de peu d'importance. En revanche,

l'analyse conjoncturelle grossit démesurément certains éléments et perd par là, une partie de la vue d'ensemble des phénomènes. Le mal n'aurait pas été bien grand si la confusion en était restée là. Elle a même été levée par Sismondi, qui en était déjà conscient lors de la publication de sa *Richesse commerciale*, et par Ricardo qui l'a reconnu tardivement dans une lettre à Malthus. En revanche, l'intrusion de cette confusion dans le modèle classique a eu des conséquences désastreuses sur la logique de la démarche des quatre auteurs, et notamment sur celles de Malthus et de Sismondi.

L'utilisation d'éléments d'analyse conjoncturelle du type de la demande effective ne pouvait que briser la structure logique de la théorie classique conçue pour une analyse de longue période. Pour reprendre l'exemple de la photographie, il est évident que le réglage d'un objectif qui permet de prendre un cliché parfaitement net à cent mètres donne une photo floue et imprécise si le photographe se déplace à un mètre de l'objet à photographier. Malthus et Sismondi ont commis exactement le même type de faute en déplaçant l'analyse de longue période dans le court terme sans apporter au modèle classique toutes les modifications nécessaires.

Say s'est contenté d'une erreur plus grossière, mais qui, paradoxalement, était plus logique que celle de Malthus et Sismondi. Il a simplement étendu la validité de sa loi des débouchés à l'analyse de courte période, sans apporter la moindre correction au modèle classique.

Avec Dupriez, il est possible de distinguer trois significations distinctes attribuées par les Classiques à la loi de Say :

- l'équilibre fondamental de la production
- l'équilibre du marché
- l'équivalence des productions et des consommations (1).

1. L'équilibre fondamental de la production

En parfait accord avec la logique de longue période du modèle classique, cette formulation de la loi des débouchés reflète un souci très précis : élaborer une théorie expliquant l'équilibre fondamental entre la production et la consommation, situation vers laquelle tend inévitablement toute activité économique, et dont l'aboutissement ultime est l'état stationnaire ricardien.

> Puisque chacun de nous ne peut acheter les produits des autres qu'avec ses propres produits; puisque la valeur que nous pouvons acheter est égale à la valeur que nous pouvons produire, les hommes achèteront d'autant plus qu'ils produiront davantage. De là cette autre conclusion que vous refusez d'admettre [écrit Say à Malthus] , que si certaines marchandises ne se vendent pas, c'est parce que d'autres ne se produisent pas; et que, c'est la production seule qui ouvre des débouchés aux produits.(2)

Dans la longue période, il est indiscutable que le volume de la production correspond toujours exactement aux besoins exprimés par les consommateurs. Les adaptations successives de l'offre à la demande (3) sont fonction du comportement rationnel et des intérêts des parties à l'échange. Il ne saurait y avoir de facteurs de production durablement utilisés à la fabrication d'un bien qui n'est pas ou plus demandé. Inversement, il est clair qu'aucun producteur ne refuse durablement d'offrir un bien faisant l'objet d'une demande à un prix couvrant ses frais de production. L'économie tend ainsi toujours vers un état d'équilibre parfait entre l'offre et la demande globales.

Aucune limite ne peut être posée au développement et à la croissance de la production : "les produits s'échangent contre des produits". Toute production entraînant la distribution d'un pouvoir d'achat égal aux frais de production, le rachat de la totalité de celle-ci est toujours possible et effectif. De plus, conformément à la théorie et à la philosophie économiques de l'Ecole classique, la seule mesure de la production est fixée par les besoins de l'homme qui, par définition, sont insatiables. Il ne saurait ainsi y avoir d'autres limites à la production que la demande; et comme les besoins de l'homme sont sans borne, tout accroissement de la production se traduit par une augmentation équivalente de la consommation.

Say maîtrise parfaitement cette démonstration de l'équilibre fondamental de la production, sorte de théorie de longue période de la croissance économique. Son argumentation marque un pas important dans l'analyse macro-économique (4).

- La production de chaque bien (ou service pour Say) s'adapte toujours à la demande qui en est faite grâce à l'entrepreneur placé au point de rencontre de l'offre et de la demande :

> L'intérêt de l'entrepreneur est, à chaque époque et dans chaque situation, de se conformer aux besoins du pays; (...) son intérêt garantit donc qu'en chaque produit, les quantités créées ne peuvent, *d'une manière permanente et suivie, excéder les besoins.*(5)

- La tâche essentielle de l'entrepreneur consiste donc à adapter sans cesse l'appareil de production aux modifications de la demande des consommateurs, en tenant compte des impératifs de rentabilité de la production :

> Les consommateurs en mettant (proportionnellement aux frais de production) un plus haut prix aux choses qu'ils préfèrent, déterminent les producteurs à diriger vers la création de ces choses, leurs moyens de production.(6)

- Say ébauche enfin une théorie des adaptations structurelles et séculaires des composantes du modèle classique aux variations du volume de la production. Il s'intéresse en particulier, sous l'influence de Malthus, aux variations du chiffre de population, préoccupation de longue période par excellence :

> La population des Etats se proportionne toujours à la somme de leurs produits. (7)

Cette analyse de l'équilibre fondamental de la production est encore parfaitement applicable au monde économique d'aujourd'hui. Dans la longue période, l'interdépendance et l'adaptabilité entre l'offre et la demande, le rôle du consommateur, les modifications structurelles du procès de production et de son environnement sont les mêmes qu'à l'époque des économistes classiques.

L'intérêt pour ce genre de théorie a cependant considérablement diminué et relève plus du travail de l'historien, ou du futurologue, que de celui de l'économiste qui, aujourd'hui a presque totalement abandonné toute recherche en "horizon long" (8). La réalité économique est en effet absente de cette formulation de la loi de Say. On pourrait la comparer à la théorie de la concurrence parfaite. Dans les deux cas, il s'agit d'un *principe d'économie pure*, indispensable à la compréhension des interdépendances fondamentales entre les composantes d'un système, mais totalement incapable d'expliquer une réalité économique avec laquelle il n'a rien de commun. La seule voie permettant de saisir cette réalité passe nécessairement par la conceptualisation d'un "noumène" à partir duquel il est possible de saisir par bribes, et à force de restrictions apportées au modèle idéal, la complexité du monde réel.

L'affirmation "les produits s'échangent contre des produits" n'est finalement valable qu'en économie pure et en analyse de longue période. De plus, cette adaptabilité générale et automatique des agrégats, grâce aux mécanismes auto-régulateurs du modèle classique, permet de faire *totalement abstraction des prix*, et donc de la monnaie (9). En effet, tous les éléments du système économique s'adaptent spontanément les uns aux autres. La répartition des facteurs de la production tend toujours vers un optimum, les mécanismes auto-régulateurs déterminent le niveau des salaires, le taux d'intérêt, la répartition des revenus entre l'épargne et l'investissement, etc. Chacun de ces éléments s'adapte continuellement à toutes nouvelles conditions du marché. Les prix des différents produits ne font pas exception à la règle et ne sont ainsi jamais prédéterminés, mais résultent au contraire de l'équilibre de longue période. Les composantes de ces prix s'adaptant spontanément aux autres éléments du modèle, ils sont bien déterminés et non déterminants. Enfin, la relation entre le volume de l'emploi offert et le volume de l'emploi demandé n'échappe pas à ce phénomène d'adaptabilité de l'analyse de longue période. Le marché du travail tend naturellement vers une situation dans laquelle la totalité de la main-d'oeuvre désireuse de trouver un emploi aux conditions du marché est effectivement embauchée. Il en va de même sur les marchés de tous les autres facteurs de la production.

Une restriction relative au rôle de la monnaie doit cependant être apportée au fonctionnement de cette théorie de longue période. Lorsque Say affirme que "les produits s'échangent contre des produits", il escamote le rôle de la monnaie qu'il considère comme un simple voile, alors que toute variation du volume de la monnaie modifie en fait l'équilibre général. Une augmentation ou une diminution de la masse monétaire fait varier *ipso facto* le montant du pouvoir d'achat disponible. La validité de l'équilibre fondamental de la production ne se vérifie donc pleinement que si le volume de la monnaie est considéré comme une constante (10).

En rassemblant tous les éléments de cette analyse de l'équilibre fondamental, il apparaît clairement que Say et Ricardo ont été les premiers à ébaucher une théorie de l'équilibre à laquelle se réfère implicitement toute l'école néo-classique de l'équilibre général (11). La logique du modèle classique et de ses mécanismes auto-régulateurs, l'analyse de longue période, l'adaptabilité de la courbe d'offre à la courbe de demande, l'absence de toute référence au niveau général des prix et aux frais de production, tous ces problèmes soulevés lors de la querelle des débouchés par Malthus et Sismondi sont absents de cette formulation de la loi de Say.

Indispensable au niveau théorique et conceptuel, cette version de l'équilibre fondamental de la production ne présente aucune capacité opérationnelle, tant sur le plan de l'analyse conjoncturelle que sur le plan de l'analyse de longue période, au sein de laquelle le système économique *tend* vers l'équilibre sans jamais réellement l'atteindre. En effet, cet état d'équilibre idéal est constamment modifié et déplacé au fur et à mesure que l'intervention d'éléments nouveaux (progrès technique par exemple) bouleverse les données initiales. Le système ne connaîtra jamais un équilibre parfait car il conserve toujours un certain degré d'inadaptation. Il subsiste toujours un certain écart, si infime soit-il, entre le volume de la production et les facteurs de la production disponibles, entre le niveau d'activité réel et le potentiel de production. Le principe de l'équilibre fondamental de la production, pour paraphraser Dupriez, "transcende finalement la réalité économique et institutionnelle parce qu'il est un *principe d'économie pure*"(12).

## 2. L'équilibre du marché

Sous l'influence des critiques de Malthus et de Sismondi, Say a tenté de transposer cette théorie de l'équilibre fondamental de la production dans le cadre d'une théorie de l'équilibre du marché de courte période. L'épaisseur de temps nécessaire à l'adaptation des éléments du système économique les uns aux autres n'est plus la variable négligeable de l'analyse de longue période et se transforme en un élément endogène. Faute de l'avoir compris, Say a multiplié les contradictions et a échoué dans sa tentative de transposition.

L'auteur du *Traité* commence sa démonstration par un truisme. Pour Say, de larges marchés sont indispensables pour que les marchandises produites rencontrent une demande qui permette leur écoulement. Plus les marchés sont étendus, plus le producteur trouve aisément un client, et plus le consommateur a une chance de trouver le produit dont il a besoin. Jusqu'ici le raisonnement n'a rien de bien original :

> Si c'est avec des produits que l'on achète des produits, chaque produit trouvera d'autant plus d'acheteurs, que tous les autres produits se multiplieront davantage.(13)

L'erreur fondamentale de Say est d'affirmer, à partir de cette banale constatation que la vaste dimension des marchés est la condition nécessaire *et* suffisante de leur équilibre dans la courte période. L'auteur du *Traité* considère que la simple égalité entre les quantités offertes et les quantités demandées garantit l'équilibre de tous les marchés. Keynes a parfaitement résumé cette démarche équivoque lorsqu'il écrit :

> C'est donc l'hypothèse de l'égalité entre le prix de demande de la production dans son ensemble et de son prix d'offre qui doit être regardée comme le "postulatum d'Euclide" de la théorie classique. Cette hypothèse une fois admise, tout le reste en découle.(14)

En effet, aucun raisonnement logique ne permet d'affirmer que la multiplication des producteurs et des consommateurs rende plus aisé l'établissement d'un

équilibre entre les quantités offertes et les quantités demandées.

Dans un deuxième temps, prenant appui sur cette confusion entre l'égalité et l'équilibre, Say propose sa théorie des "disproportionnalités"(15) :

> Certains produits surabondent parce que d'autres sont venus à manquer.(16)

En d'autres termes, l'absence de débouchés suffisants pour un produit A résulte d'une carence de production dans le secteur B. Cette affirmation amène Say à charger sa loi des débouchés d'une signification totalement étrangère à son énoncé original : "seule la production ouvre des débouchés aux produits"(17) parce que celui qui accroît le volume de sa production augmente automatiquement et proportionnellement son pouvoir d'achat (18). L'intervention à ce stade de la démonstration d'un mécanisme auto-régulateur du modèle classique - l'égalité *(I = S)* - et de la rationalité de l'*homo oeconomicus* exprimée par l'absence de toute velléité de thésaurisation, permet à Say de "prouver" qu'à toute surproduction dans un secteur correspond une sous-production dans un autre. Il ne reste plus à Say qu'à démontrer qu'il ne peut y avoir de rupture de l'égalité pouvoir d'achat - demande effective, condition *sine qua non* de l'absence de toute "fuite" dans le grand "mouvement circulaire des richesses", et de l'équilibre général des marchés.

A la suite de James Mill, Say imagine un artifice relativement grossier pour démontrer que la rupture de cet équilibre est logiquement impossible. Il insère dans sa démonstration de l'équilibre entre les produits réels un *volume de production hypothétique* - "les équivalents qui manquent" - pour reprendre une expression de Dupriez. Il a ainsi l'impression d'avoir colmaté les fuites. La surproduction qui semble exister dans le secteur A n'est qu'une illusion; en réalité, il y a sous-production dans le secteur B. L'équilibre des marchés réels ne saurait être rompu car le producteur, incapable d'écouler la totalité de sa production A, sait que la *contrepartie subjective* de ses invendus est exactement égale à la sous-production de biens B.

James Mill fournit la même explication désarmante :

> Quoiqu'on ne puisse nier que la demande ne soit égale à l'offre de la part de tout individu qui vient au marché pour faire un échange, il peut néanmoins arriver qu'il n'y trouve pas l'espèce d'acheteur dont il a besoin; il peut fort bien n'être venu personne qui désire l'objet qu'il veut échanger. Il n'en est pas moins rigoureusement vrai que sa demande était égale à son offre; car il désirait avoir quelque chose en échange de ce qu'il avait apporté.(19)

"Les équivalents qui manquent" sur le marché réel des biens et services sont ainsi remplacés par des équivalents conditionnels et subjectifs, ce qui permet à Say de sauver la validité de sa loi des débouchés sur le plan de l'équilibre des marchés.

> Quelle que soit la cause qui borne la production, que ce soit le défaut de capitaux ou de population, ou de diligence, ou de liberté, l'effet, selon moi, est le même : on ne vend pas les objets qui s'offrent d'un côté, parce qu'on produit trop de l'autre.(20)

Dans la foulée, Say introduit sa définition particulière du "produit" qui ne s'applique qu'aux biens s'écoulant à un prix de vente couvrant leurs frais de production. Dans les deux cas, il admet en fait la réalité d'un déséquilibre du marché et d'une crise de surproduction et partant, le caractère erroné de la loi des débouchés; mais il dissimule les faiblesses de celle-ci au moyen de grossières pétitions de principe. Contrairement à Say et à Mill, Ricardo ne se rallie pas à cette explication simpliste de la permanence de l'équilibre des marchés. Ses disciples, mais surtout ses successeurs n'ont pas suffisamment prêté attention à son ébauche d'explication. Ils ont paradoxalement fait passer Ricardo pour l'un des pères de la théorie des "équivalents qui manquent". Une lettre de Ricardo à Malthus contient l'essentiel de sa politique volontariste d'adaptation du volume de la production des différents secteurs à la demande qui en est faite. Contrairement à Say, Ricardo refuse tout attentisme :

> Say et Torrens paraissent tous deux penser que la stagnation du commerce naît du fait que l'on ne produit pas une contre-série de marchandises, par le moyen de laquelle on pourra acheter les marchandises qui sont actuellement en vente, et ils semblent con-

> clure que le mal ne disparaîtra pas tant que cette autre série de marchandises n'apparaîtra pas sur le marché. Mais assurément, le vrai remède est de régler la production; s'il y a un engorgement d'une marchandise, produisez moins de celle-là et plus d'une autre, mais ne laissez pas l'engorgement continuer jusqu'au moment où l'acheteur décidera de produire la marchandise qui est la plus demandée.(21)

Say ne peut toutefois nier l'évidente réalité de la surproduction, en dépit de son étrange justification. Il réduit les déséquilibres du marché à des engorgements partiels et sectoriels, simples imperfections d'une économie à l'aube de l'ère industrielle; ils ne sauraient tarder à disparaître une fois un certain niveau de développement technologique atteint.

L'application de la loi de Say dans la courte période ne peut donner qu'une image très déformée de la réalité. De plus, elle doit admettre des restrictions multiples et parfois capitales au fonctionnement des mécanismes généraux du modèle classique, pour qu'il soit possible d'en tirer un quelconque profit, tant sur le plan théorique que sur le plan pratique. Pour ne prendre qu'un exemple, le postulat classique de l'indétermination des prix absolus dans l'analyse de longue période est inapplicable dans le court terme. Les prix interviennent directement dans la recherche d'un équilibre du marché. Le niveau général des prix n'est plus une résultante, comme dans l'équilibre fondamental, mais bien une des composantes actives de l'équilibre du marché. Un marché ne peut être en équilibre que si tous les prix sont en rapport avec l'état des offres et des demandes. En d'autres termes, pour utiliser la formulation de Walras, "plusieurs marchandises étant données dont l'échange se fait avec intervention de numéraire, pour qu'il y ait équilibre du marché à leur égard, *au prix stationnaire* de toutes ces marchandises en numéraire, il faut et il suffit qu'à ces prix, la demande effective de chaque marchandise soit égale à son offre effective"(22).

Si l'état du marché ne correspond pas à cette situation particulière, il y a un excédent d'offre et une insuffisance de demande ou inversement une insuffisance d'offre et un excédent de demande au niveau général des prix constaté sur le marché. Walras précise que "lorsque cette égalité [offre effective = demande effective ] n'existe pas, il faut pour arriver au prix

d'équilibre, une hausse du prix des marchandises dont la demande effective est supérieure à l'offre effective et une baisse du prix de celles dont l'offre effective est supérieure à la demande effective"(23). La compensation des déséquilibres que Say et Mill voulaient faire admettre pour permettre l'utilisation de la loi des débouchés dans la courte période est donc hautement improbable. L'excédent d'offre ou l'excédent de demande, correspondant respectivement à une faiblesse et à une fermeté du niveau général des prix, sont les *variables moteurs* qui modifient les autres éléments du système pour tenter de le faire coïncider avec un équilibre fondamental de longue période. L'élimination des prix dans la recherche de l'équilibre du marché est dépourvue de toute signification. On ne peut garantir l'équilibre du marché si l'on refuse de prêter attention au rôle des prix, seule variable capable de corriger les déséquilibres entre l'offre et la demande.

### 3. L'équivalence des productions et des consommations

La troisième signification attachée à la loi des débouchés est celle à laquelle Say voue la plus grande attention. Ses contemporains et ses successeurs ne s'y trompèrent pas. L'équivalence entre les productions et les consommations joue un rôle primordial dans toutes les théories des crises au cours du 19ème siècle. Cette équivalence instantanée et permanente permettait en effet de briser dans l'oeuf toute tentative d'élaborer une théorie de la surproduction générale. Extension de la théorie de l'équilibre du marché et des "équivalents qui manquent", cette version de la loi de Say entend prouver que l'équilibre entre l'offre globale et la demande globale existe déjà *ex ante*, lors de la production. Dans le cadre de sa théorie de l'équilibre du marché, Say avait recours au principe des "équivalents qui manquent" pour prouver l'impossibilité de toute crise générale de surproduction. Dans sa démonstration de l'équivalence entre les productions et les consommations, il fait un pas de plus et affirme que les déséquilibres internes se compensent instantanément, sans avoir recours à une hypothétique production subjective. Cette équivalence instantanée devrait se manifester pratiquement par une triple égalité :

- égalité entre l'offre et la demande effectives des facteurs de production à prix courant constant,
- égalité entre l'offre et la demande effectives des produits sur le marché, à prix courant constant,
- et enfin, égalité entre le prix de vente des produits et leur prix de revient exprimé en facteurs de production.

Cette équivalence repose sur deux *a priori* principaux du modèle classique dont il a déjà été question (24) : un sophisme de composition (ce qui est valable pour un individu l'est aussi pour la totalité des sujets économiques) et la neutralité de la monnaie-voile. Il est indispensable de les réexaminer, non plus exclusivement à la lumière de la logique du modèle classique, mais de préciser l'utilisation que Say en a fait pour légitimer et réaffirmer son principe des débouchés, face à la contestation du courant pessimiste.

James Mill est le premier à avoir assimilé l'égalité entre l'offre et la demande de biens au niveau global à l'égalité entre l'offre et la demande de biens d'un individu :

> Ainsi, puisque la demande de tout homme est égale à la portion du produit annuel, ou, autrement dit, à la portion de richesse dont il veut se défaire, et que l'offre de chaque homme est exactement la même chose, l'offre et la demande de tout individu sont nécessairement égales.(25)

La triple égalité (production = pouvoir d'achat = demande effective) et l'insatiabilité des besoins de l'homme sont à nouveau mises en avant au niveau individuel et au niveau collectif pour démontrer "que le seul fait de la formation d'un produit ouvre, *dès l'instant même*, un débouché à d'autres produits"(26).

La confusion entre le plan subjectif et le plan objectif de l'égalité entre l'offre et la demande est patente. Cette équivalence que Say et Mill établissent entre le volume de la production d'un individu et le volume de ce qu'il espère obtenir en échange est parfaitement en accord avec la rationalité de

l'*homo oeconomicus* et l'embryon d'analyse marginaliste esquissé par Sismondi. La pénibilité liée à l'effort de production doit toujours être exactement contrebalancée (doit équivaloir) par l'utilité retirée de la consommation. La triple égalité peut alors se vérifier.

L'extension de ce raisonnement de l'individu à la totalité des sujets économiques est impossible. La seule équivalence qui pourrait s'établir devrait se réaliser *dans le temps et sur le marché*, entre des biens vendus à certains prix et d'autres biens achetés à d'autres prix. Cette équivalence entre produits achetés et produits vendus devrait de plus exclure toutes les marchandises invendues, ou vendues à un prix inférieur aux frais de production. La forme tautologique de la loi des débouchés se profile nettement derrière ce raisonnement. Dupriez résume clairement cette version de la loi de Say lorsqu'il écrit que l'on commet une erreur "en raisonnant de la partie au tout, en considérant d'abord l'acte individuel de production, en vue de l'échange, et les désirabilités subjectives, ensuite l'acte collectif et objectif de l'échange, comme s'ils s'identifiaient"(27).

La vérification de cette équivalence consommation-production nécessite de plus, tout comme l'équilibre du marché, une conception particulière et restrictive du rôle de la monnaie. La vente d'un produit et l'achat de son équivalent doivent s'effectuer *dans le même temps*, comme dans une économie de troc, pour que l'équivalence soit vérifiable. L'exclusion de toute influence de la monnaie sur les mécanismes de l'échange est indispensable. Hormis son rôle d'intermédiaire, destiné à faciliter les échanges, toute autre fonction lui est refusée (28). Tous les éléments pouvant introduire une épaisseur de temps entre la vente et l'achat doivent être systématiquement éliminés pour éviter toute rupture de l'équivalence entre la production et les consommations. Say évacue ainsi tous les problèmes liés à la recherche d'un équilibre général entre l'offre et la demande globales de biens. Il fige cette relation dans un carcan d'hypothèses de base parfaitement irréalistes à force de restriction. Ainsi en est-il de la monnaie, lorsqu'il affirme dans son *Traité* que "semblables à l'huile qui adoucit les mouvements d'une machine compliquée, les monnaies répandues dans tous les rouages de l'industrie humaine facilitent des mouvements qui ne s'obtiendraient point sans elles"(29).

Tous les problèmes liés au rôle de la monnaie se trouvent ainsi éliminés par le jeu d'une simple définition. L'équilibre des productions et des consommations ne tient nul compte des modifications du volume de la monnaie, ni des variations du pouvoir d'achat des moyens de paiement, ni, bien sûr, d'un possible retrait de pouvoir d'achat du circuit économique par le biais de la thésaurisation ou de la création d'encaisses oisives. Toute la démonstration se déroule à un niveau d'abstraction qui élimine systématiquement tous les éléments rappelant un tant soit peu la réalité. On se meut dans le monde irréel de l'*identité de Say* (30).

Dans un célèbre article paru en 1934 (31), Hans Neisser a lancé un assaut décisif contre les implications monétaires de la loi des débouchés. La validité de la loi de Say, constate-t-il, repose entièrement sur le principe de l'indestructibilité du pouvoir d'achat :

> (...) ce pouvoir d'achat exprimé comme une quantité nominale de monnaie, ne peut être perdu dans la circulation.(32)

On comprend alors pourquoi la loi des débouchés se soucie peu du niveau général des prix et encore moins du mécanisme de la formation des prix. Cette élimination du mécanisme des prix dans la recherche d'un équilibre instantané est inconcevable. "Peut-on affirmer que l'équilibre du marché s'établit sans tenir compte d'aucune friction dans les prix, d'aucune influence des niveaux des prix qui ne sont plus en rapport avec les conditions présentes ?"s'interroge Dupriez (33). Poser la question, c'est y répondre. La confusion de Say entre l'équilibre de longue période et l'équivalence instantanée entre la production et les consommations, à l'exemple de la confusion équilibre de la production - équilibre du marché, explique l'absence de toute référence au système des prix. A long terme cette démarche est possible, car les déséquilibres de la production sont corrigés par l'action des prix, alors que dans le court terme et *a fortiori* dans une théorie de l'équilibre instantané, le système économique vit précisément cette phase d'ajustement *par* les prix. Dans la longue période, l'équilibre est atteint grâce aux prix qu'on peut alors parfaitement négliger dans la *description* de cet équilibre, alors que

dans la courte période, le mécanisme des prix est à la base de tout rééquilibrage du système.

Pour reprendre une phrase de Neisser, "la loi des débouchés niant la possibilité d'une crise générale de surproduction n'est valable que si un abaissement général du niveau des prix est considéré comme sans conséquence"(34). Seule l'analyse de longue période des interdépendances entre l'offre et la demande globales de biens permet finalement une vérification du principe des débouchés. La querelle des débouchés et les diverses interprétations de la loi de Say sont une fois encore ramenées au rôle de l'épaisseur de temps et de la périodisation dans l'analyse économique.

## B. Conséquences de l'adoption de la loi des débouchés sur la logique du modèle classique

L'adoption et la défense des diverses versions de la loi des débouchés par l'école optimiste ont eu un certain nombre de conséquences importantes sur le plan de la logique interne du modèle classique. Say et Ricardo ne pouvaient ignorer la conjoncture de crise qui se manifestait sous leurs yeux par une baisse du niveau général des prix, tant en Angleterre qu'en France. Leurs tentatives d'explication les mettent parfois en complète contradiction avec la loi des débouchés et le modèle classique. Dans la plupart des cas, Say et Ricardo ne se sont pas rendu compte de cette absence de liaison entre leur interprétation conjoncturelle d'un phénomène et le principe correspondant de l'analyse de longue période. Ainsi en est-t-il par exemple, des explications de Ricardo sur l'influence des machines, de l'épargne forcée et de l'accumulation du capital notamment. Le courant pessimiste a tenté bien maladroitement de résoudre quelques-unes de ces contradictions, à propos notamment du plein emploi des facteurs de la production. Faute d'instruments d'analyse adéquats, Malthus et Sismondi échouèrent complètement dans leur entreprise.

L'étude de deux des contradictions les plus importantes entre le modèle classique et les explications des problèmes conjoncturels par Say et Ricardo

jette un jour nouveau sur le prétendu monolithisme de la théorie classique. Il sera successivement question de l'accumulation du capital et de la théorie de l'épargne forcée. La contradiction discutable entre l'analyse réelle de la loi des débouchés et le rôle de la théorie quantitative de la monnaie sera reprise au chapitre 3.

## 1. L'accumulation du capital

Le problème de la théorie de l'accumulation du capital a subi le même sort que celui de la théorie de la surproduction générale dans l'analyse de l'Ecole optimiste, et singulièrement chez Ricardo. Fortement marqués par la loi des débouchés, les Classiques orthodoxes ont introduit dans cette question essentielle de l'accumulation du capital, la même confusion entre le court terme et le long terme.

Ricardo et Say considèrent tous deux "qu'il n'y a aucune masse de capital qui ne puisse être employée dans un pays, où la demande n'est limitée que par les productions"(35). Cette affirmation se vérifie parfaitement dans la longue période. Il est clair que, quel que soit le volume du capital dégagé par l'épargne, tôt ou tard, son détenteur trouve à le placer. Ricardo admet toutefois (36), et la concession est de taille, qu'il peut y avoir de brèves périodes durant lesquelles le rythme d'accumulation du capital peut dépasser celui des autres facteurs de la production, et notamment celui de la main-d'oeuvre. Il s'ensuivrait une diminution de la rentabilité des capitaux "et les motifs d'épargne cesseraient donc aussi"(37). Le mécanisme auto-régulateur du taux d'intérêt dans l'égalité $(I = S)$ corrige finalement tout excédent d'épargne, mais dans la longue période uniquement. Ricardo admet donc sans conteste que l'accumulation du capital peut dépasser les besoins dans la courte période. Dès lors, ou il se met en contradiction avec la loi de Say et l'égalité entre l'épargne et l'investissement; ou il admet que la loi des débouchés et le modèle classique ne fonctionnent que dans la longue période. Ricardo opte pour la première solution. Pour lui, cette contradiction n'est qu'apparente, car la surcapitalisation dans la courte période est sans intérêt puisque finalement le volume de la population finit toujours par

s'adapter au rythme d'accumulation du capital. Ricardo utilise la théorie de l'accumulation du capital pour nier les problèmes séquentiels :

> Je ne crois pas que *stagnation* soit un terme propre à appliquer à une situation dans laquelle il n'existe pour un temps aucun motif d'accroissement nouveau de production. Lorsque, dans le cours des choses, le profit sera si bas à raison d'une grande accumulation de capital et du manque de moyens pour assurer la nourriture d'une population croissante, tout motif d'épargne ultérieure disparaîtra; mais il n'y aura point de stagnation; tout ce qui est produit le sera à son prix relatif équitable et sera échangé librement. Certes, le mot *stagnation* est improprement appliqué à un tel état de choses, mais il n'y aura pas d'encombrement général, et aucun bien particulier ne sera nécessairement produit en plus grande abondance que la demande ne le justifie.(38)

Say résoud ce problème de la même manière, sans avoir recours à la théorie de la valeur-coût de production. Sa conception de la valeur-utilité fait intervenir l'offre et la demande et ramène le problème de l'accumulation du capital sur le marché. L'échange de la production - ou l'échange des frais de production - doit, selon Say, égaliser les utilités offertes et les utilités demandées. Un déséquilibre entre la valeur des frais de production incorporés dans chacun des termes de l'échange peut alors fort bien se produire. L'équilibre du marché s'établit au détriment de l'équilibre fondamental de la production. Say s'oppose ainsi à Ricardo en affirmant que ce sont l'offre et la demande et non les frais de production qui fixent le prix d'un bien. La confusion ricardienne entre l'équilibre du marché dans la courte période et l'équilibre de la production dans la longue période semble ainsi être évitée. Néanmoins, l'utilisation indistincte des termes "offre sur le marché" et "combinaison de services productifs" pour définir la production, atténue cette distinction qui n'en reste pas moins importante dans la théorie de Say.

Les conséquences que Say tire de cette différenciation entre l'équilibre du marché à un niveau général des prix déterminé et l'équilibre fondamental de la production, sont trop vagues pour permettre à l'auteur du *Traité* d'éviter la même erreur que Ricardo. L'argumentation de Say relative à l'accumulation du capital ignore aussi les déséquilibres monétaires et étend la validité de

l'équilibre de la production à l'équilibre du marché. Say a recours dans la courte période aux mécanismes auto-régulateurs du modèle classique et considère qu'ils garantissent l'un et l'autre des équilibres. Il est indifférent selon Say que le pouvoir d'achat soit épargné ou consommé, car quelle que soit la répartition de ce pouvoir d'achat égal à la production, l'équilibre est assuré, à court terme comme à long terme, par l'égalité automatique *(I = S)*. L'exclusion de tout rôle actif de la monnaie élimine enfin la seule possibilité de fuite dans le mouvement circulaire des richesses; aucune accumulation excédentaire de capital ne saurait être thésaurisée :

> Quant aux valeurs accumulées sans être consommées reproductivement, comme les sommes entassées dans les coffres de l'avare, Smith, ni moi, ni personne, n'en prend la défense, mais elles nous effraient peu ; d'abord parce qu'elles sont bien peu considérables, comparées aux capitaux productifs d'une nation; et en second lieu, parce que leur consommation n'est jamais que suspendue.(39)

Une fois encore, Say étend la validité de son analyse de longue période aux situations transitoires et rejoint ainsi la démarche ricardienne. Ils réaffirment finalement tous deux le principe des débouchés et l'impossibilité absolue de toute surcapitalisation dans la longue période, seuls éléments qui finalement présentent un intérêt à leurs yeux.

## 2. La théorie de l'épargne forcée

Un examen plus attentif de l'oeuvre de Ricardo fait apparaître, notamment la lecture de *The High Price of Bullion* (40), qu'il a développé dans une double direction sa théorie de l'épargne et du taux de l'intérêt. La théorie réelle étudiée dans le cadre du modèle classique implique la traditionnelle égalité entre l'épargne et l'investissement *ex ante*, à un taux d'intérêt d'équilibre. La relation logique et directe avec la loi des débouchés est incontestable et indispensable à la validité du principe de Say.

Ricardo a développé dès 1809 une théorie beaucoup moins "orthodoxe" de l'épargne et du taux d'intérêt en reliant celle-ci à la monnaie. Cette théorie monétaire, par opposition à la théorie réelle habituellement attribuée aux

Classiques, implique que les variations de la masse monétaire influent sur le taux d'intérêt, en parfaite contradiction avec la loi des débouchés.

Cette apparente contradiction dans l'oeuvre ricardienne, adoptée par la suite par les autres Classiques, se résout aisément si l'on considère l'épaisseur de temps utilisée dans chacune des deux théories. L'analyse réelle se déroule dans la longue période en accord avec le modèle classique et la loi des débouchés, alors que l'analyse monétaire s'applique dans la courte période. Il faut cependant s'empresser de souligner que Ricardo ne relie pas ces "problèmes d'intervalle" à sa théorie économique générale.

Cette relation nouvelle entre le volume de la monnaie, le taux d'intérêt et le volume de l'épargne dans la courte période est connue sous le nom de théorie de l'épargne forcée. Deux articles devenus classiques, l'un de Hayek (41) et l'autre de Machlup (42) ont proposé une analyse brillante du rôle de l'épargne forcée dans l'oeuvre de Ricardo et dans celles de ses contemporains.

Lointain héritage de Cantillon (43), de Bentham et de Thornton, la théorie de l'épargne forcée a trouvé son aboutissement dans l'oeuvre de Wicksell, après avoir été reprise par Ricardo et certains Classiques (44).

L'idée centrale de cette théorie est relativement simple. Il y aurait, selon Cantillon, une relation entre un accroissement du volume de la monnaie et une augmentation de la richesse *réelle* d'un pays. Ricardo a relié ce principe à l'idée d'une divergence entre le taux d'intérêt bancaire et le taux naturel, déterminé par la rentabilité des investissements (45).

La démarche de Ricardo peut se résumer en quatre points :

1. Dans une économie de plein emploi, un accroissement du volume de la monnaie (accroissement des crédits bancaires ou déthésaurisation) provoque rapidement une baisse du taux bancaire au-dessous du taux naturel.

2. Les investissements ne sont plus alors fonction de l'épargne volontaire des détenteurs de revenus et la chute du taux bancaire entraîne une hausse immédiate du volume des investissements. Ricardo exprime exactement cette idée lorsqu'il écrit que "la demande d'argent à la Banque dépend donc du taux de profit qu'on peut retirer de son emploi, comparé avec le taux de l'intérêt auquel la Banque le prête. Si elle prend moins que le taux courant de l'intérêt elle peut prêter indéfiniment; si elle prend plus que ce taux, il n'y aura que des dissipateurs et des prodigues qui consentent à lui emprunter"(46).

3. Tous les facteurs de la production, y compris le capital, étant pleinement employés, l'accroissement de la demande d'investissements se traduit simplement par une involontaire épargne forcée issue de la hausse du niveau général des prix. La redistribution de l'épargne réelle disponible s'effectue par le biais de *l'inflation*. Ricardo n'exprime pas autre chose lorsqu'il affirme que, "si, par la découverte d'une nouvelle mine, par l'abus des banques ou pour toute autre cause, la quantité de monnaie augmente considérablement, son effet définitif est d'élever le prix des choses"(47)

4. Ricardo élabore ainsi une remarquable analyse des effets de l'inflation, mais limite la validité de sa théorie à la courte période et n'en tire aucune conclusion pour une quelconque politique économique. Sa confiance dans les mécanismes auto-régulateurs du modèle classique est totale. Certes, il avoue "qu'il y a probablement toujours un intervalle dans lequel le taux d'intérêt subit quelques variations", mais finalement, "le taux d'intérêt se règle sur l'abondance ou la rareté de cette portion de capital qui ne consiste pas en argent"(48). Le plein emploi des forces de production étant un postulat, l'Ecole classique ne discerne pas le rôle de multiplicateur de l'emploi et de l'investissement que pourrait jouer un accroissement du volume de la monnaie en conjoncture de sous-emploi. Elle se contente de souligner le caractère inflationniste d'une telle mesure. Dans cette optique, ses préoccupations sont très voisines de celle des économistes contemporains aux prises avec le violent courant inflationniste des annees soixante.

La théorie monétaire de l'intérêt apparaît ainsi en complète contradiction avec la loi de Say, seule la théorie réelle étant compatible avec la loi des débouchés. La loi de Say supposant un état d'équilibre réel, ou en d'autres termes l'égalité entre l'épargne et l'investissement, il en découle qu'elle postule *ipso facto* un équilibre monétaire. La théorie monétaire rend au contraire parfaitement possible une inégalité *ex ante* entre l'épargne nominale et l'investissement réel, par le biais d'une variation de la masse monétaire.

La monnaie crée ainsi dans l'analyse de courte période de Ricardo une possibilité de "fuites" du pouvoir d'achat hors du mécanisme production - pouvoir d'achat - demande effective. Que ce soit par l'intermédiaire de la création ou de la destruction de monnaie, ou encore par la thésaurisation ou la déthésaurisation, il est important de souligner que non seulement Ricardo, mais aussi Say, Malthus et Sismondi avaient conscience de cette conception moderne de la monnaie "découverte" par Keynes. Ils ne lui ont toutefois accordé que peu d'importance, l'essentiel de leur préoccupation étant axé sur la longue période dans laquelle la monnaie ne joue aucun rôle.

L'analyse très poussée de la logique interne du modèle classique et de la dichotomie dans le processus de formation des prix, entreprise par Patinkin, permettra de poursuivre plus avant l'étude de cette contradiction de la théorie classique (49). Pour l'instant, il est important de constater que l'adoption de la loi des débouchés par Say et Ricardo ne les a pas empêchés de s'intéresser en même temps aux problèmes conjoncturels, sans apparemment avoir clairement pris conscience des contradictions qu'impliquait cette double approche; ou tout au moins, sans avoir tenté d'éclaircir la relation entre la théorie monétaire du court terme et la théorie réelle de longue période.

## C. L'insuffisance des critiques de Malthus et de Sismondi

La critique des thèses fondamentales du courant orthodoxe par Malthus et Sismondi a rencontré un accueil très mitigé auprès des économistes de l'époque

et de leurs successeurs. Exception faite de Marx et des théoriciens de la sous-consommation, l'empreinte théorique de l'Ecole pessimiste est presque totalement absente de l'analyse économique "officielle" jusqu'à Keynes. L'élément essentiel de cette critique, le principe de la demande effective, a complètement disparu de toute la littérature économique des 19ème et 20ème siècles jusqu'à sa réhabilitation par Keynes. L'auteur de la *Théorie Générale* explique ce phénomène dans un passage justement célèbre de son maître ouvrage :

> A vrai dire, la thèse de Ricardo que la demande effective ne peut être insuffisante avait été vivement combattue par Malthus, mais sans succès. Car faute d'expliquer (si ne n'est par les faits d'observation courante) comment et pourquoi la demande effective pouvait être insuffisante, Malthus n'est pas parvenu à fournir une thèse capable de remplacer celle qu'il attaquait; et Ricardo conquit l'Angleterre aussi complètement que la Sainte Inquisition avait conquis l'Espagne. Non seulement sa théorie fut acceptée par la Cité, les hommes d'Etat et l'Université, mais toute controverse s'arrêta; l'autre conception tomba dans l'oubli le plus complet et cessa même d'être discutée. La grande énigme de la demande effective, à laquelle Malthus s'était attaqué, disparut de la littérature économique.(50)

Plusieurs explications peuvent être apportées à cet échec de Malthus et de Sismondi. L'argumentation de Keynes est parfaitement pertinente, mais les réflexions exquissées dans les deux premiers chapitres de ce travail devraient permettre de l'affiner considérablement. Il apparaît ainsi clairement que la cause principale de cet échec réside sans équivoque possible dans la contradiction patente entre la reconnaissance de la validité d'un solide corps de doctrine conçu pour une analyse de longue période et la critique de ce même modèle classique à l'aide du principe de la demande effective. Les critiques de Malthus et Sismondi forment un assemblage hybride qui ne pèse pas lourd face à la logique impitoyable du modèle orthodoxe. Les théoriciens pessimistes, soucieux de la réalité économique dans laquelle ils vivaient, ont eu tendance à faire un usage parfois abusif de la méthode inductive pour porter des coups à la logique rigoureuse de leurs adversaires. On se trouve ainsi au centre de la querelle de méthode qui déchirait aussi l'oeuvre de Say : le rationalisme domine chez Say et Ricardo alors que le naturalisme l'emporte chez Malthus et

Sismondi; les uns se soucient du degré de cohérence interne de leur théorie, les autres s'appliquent à accroître la cohérence externe de leur démarche.

Dans l'impossibilité de s'abstraire du modèle classique et de reconstruire un appareil analytique en accord avec les principes de la demande effective et de l'analyse séquentielle, Malthus et Sismondi ont paradoxalement consolidé la position du courant orthodoxe. Les contemporains et les héritiers de l'Ecole classique ont donné leur préférence à la théorie ricardienne, bien que ce modèle d'analyse de longue période ne reflètât ni n'expliquât la réalité économique quotidienne. Le système défendu par Malthus et Sismondi souffrait en effet par trop d'un manque de cohésion et péchait gravement contre la plus élémentaire des logiques. Pour la première fois, le gouffre entre la théorie et la réalité économique était mesuré par Malthus et Sismondi; mais en l'absence de tout instrument adéquat pour combler ce fossé, les héritiers de l'Ecole classique ont continué de l'ignorer, ou ont feint de l'ignorer jusqu'à Keynes. La brèche était ouverte dans le monolithe du modèle classique et elle ira en s'élargissant progressivement au cours du 19ème siècle et du premier tiers du 20ème siècle.

Une synthèse critique du courant pessimiste est ainsi beaucoup plus malaisée que la synthèse du courant orthodoxe. Il s'agit de considérer moins une doctrine élaborée qu'une attaque violente et souvent désordonnée contre le modèle classique. En fait, la contradiction avec la loi des débouchés se situe essentiellement au niveau de l'insuffisance de la demande effective et du rôle de l'analyse séquentielle de courte période qui lui est liée.

## 1. Le principe de la demande effective

Malthus et Sismondi tentèrent leur critique de la loi des débouchés sur le double plan de la théorie de la valeur et des principes régissant la répartition du revenu national. Tout comme la loi de Say, le principe de la demande effective fait abstraction de toute influence de la monnaie et ne se réfère pas aux variations possibles du niveau général des prix.

Par opposition à la loi des débouchés, le principe de la demande effective affirme que l'équilibre n'est pas automatique entre la production et la consommation, mais qu'il dépend d'un certain nombre de conditions, d'ailleurs différentes chez Malthus et chez Sismondi. Le raisonnement des pessimistes s'appuie principalement sur la détermination des frais de production *ex post* et *ex ante*. L'équilibre général n'est assuré que lorsque tous les produits s'écoulent à un prix couvrant leurs frais de production. Si tel n'est pas le cas, l'économie entre dans une situation de crise de surproduction. Les coûts de production se confondant avec les conditions de l'offre, l'équilibre ne peut se rétablir que par le jeu de la loi de l'offre et de la demande. Après une période d'adaptation par les prix, les quantités offertes et demandées se réajusteront et permettront que le prix de vente égale à nouveau les frais de production. Mais cette réadaptation n'est pas automatique et le volume de la demande ne résulte pas uniquement du niveau de la production :

> Il faut qu'il y ait quelque circonstance dans l'état précédent de la demande et de l'offre de la denrée en question, ou dans son prix, qui soit antérieure et étrangère à la demande occasionnée par les nouveaux ouvriers, pour qu'il y ait une raison pour employer un nombre plus considérable de bras à la production de cette denrée.(51)

Contrairement à l'opinion de Say, de Ricardo, et des partisans de la loi des débouchés, les mécanismes du modèle classique ne garantissent pas un équilibre permanent, même dans la longue période. Liées à certains facteurs institutionnels, comme chez Sismondi, les fluctuations de la conjoncture peuvent même être cumulatives à la baisse et mener à une situation de sous-consommation chronique (52). En effet, dans une économie dynamique, le principe de la demande effective, contrairement à la loi des débouchés, crée une relation dans le temps entre le revenu d'une période et la production de la période suivante. Dès qu'il y a accumulation du capital et croissance de la production, une analyse du type de la demande effective pose le problème de l'équilibre de la production et du maintien du niveau de production atteint durant les périodes précédentes (53).

Un autre problème de principe doit être examiné en liaison avec les diverses conceptions de la loi de Say dégagées au cours de la querelle des débouchés. Durant cette dispute, Malthus et Sismondi ont confondu deux aspects du problème qui les opposait à Say et à Ricardo. L'équilibre du marché est en effet fort différent de l'équilibre fondamental de la production.

La théorie de l'équilibre du marché vise à expliquer les déséquilibres momentanés entre l'offre et la demande globales. Elle tente une explication des variations du volume de la production globale par rapport au niveau de la production de la période précédente, ou, en d'autres termes, elle étudie les raisons de l'expansion et des contractions du marché. Parallèlement, l'étude de l'équilibre du marché met en évidence les mécanismes qui atténuent ou contrarient de tels mouvements de la production. La réflexion se situe très clairement dans la courte période.

En revanche, l'équilibre de la production, comme pour les partisans de la loi des débouchés, trouve sa vérification dans la longue période. La recherche d'une solution permettant de garantir le plein emploi des facteurs de production, et notamment de la main-d'oeuvre, est un problème lancinant aussi bien chez Malthus que chez Sismondi. Sur le plan pratique, cette préoccupation s'est traduite par une étude approfondie des écarts possibles entre le volume de la production et le volume de la consommation d'une part, et le potentiel productif disponible d'autre part.

Le problème des *variations* de l'emploi relève de l'équilibre du marché alors que la question du *niveau* de l'emploi dépend de l'équilibre de la production. Selon Dupriez, l'origine de cette confusion entre "variation" et "niveau" de l'emploi provient de ce que la querelle des débouchés était considérée par les uns et par les autres comme une question de "balance des consommations et des productions". En utilisant une fois encore la démarche et la terminologie orthodoxe, Malthus et Sismondi ne sont pas parvenus à établir cette distinction essentielle (54). En effet, cette expression de "balance des consommations et des productions", inventée par Say, est en parfait accord avec le raisonnement des partisans de la loi des débouchés pour qui ces deux équilibres se *confondent*.

L'égalité fondamentale entre les consommations et les productions permet à Say d'affirmer la possibilité d'un échange de tout volume de la production, même dans une conjoncture de croissance. L'accroissement de la production due à des nouveaux facteurs de la production - une augmentation du volume de la main-d'oeuvre par exemple - trouve toujours nécessairement un débouché grâce à l'égalité fondamentale entre les consommations et la production.

Keynes a résumé cette conception défendue par Say et Ricardo en affirmant que l'Ecole classique ne concevait qu'une situation de plein emploi des facteurs de production, alliée à un équilibre fondamental de l'échange.

En revanche, faute d'avoir clairement établi cette distinction, Malthus et Sismondi ont été en contradiction avec le principe de la demande effective. Si le niveau de l'emploi correspond toujours au plein emploi chez Say et Ricardo, il n'en est pas de même pour les auteurs pessimistes. La distinction entre les deux équilibres est indispensable. L'insuffisance de la demande effective, tant affirmée par Malthus et Sismondi, résulte de l'état d'un marché sur lequel les prix d'équilibre ne sont pas atteints ou, en d'autres termes, d'un marché sur lequel le prix de vente ne couvre pas les frais de production. L'offre est supérieure à la demande, et le volume de la production se contractera dans la période suivante. Malthus exprime clairement cette problématique sans toutefois la relier à la distinction équilibre de la production - équilibre du marché :

> La quantité de travail qu'une marchandise achète *ordinairement* représente exactement la demande effective dont elle est l'objet, parce qu'elle représente exactement la quantité de travail et de profits nécessaires pour en assurer la production. Mais lorsque la quantité de travail qu'une marchandise peut acheter diffère de la quantité *ordinaire*, elle représente un excès ou une insuffisance de demande qui naît de causes temporaires.(55)

La comparaison des offres et des demandes ne reflète que l'état instantané du marché alors que la comparaison des consommations et des productions est un phénomène de longue période, certes influencé par l'état des marchés, principalement par le biais des prix qui s'y établissent. Dans la longue

période, il est clair que l'équilibre entre les consommations et les productions se réalisera grâce à ces prix de marché qui finissent par coïncider avec les prix d'équilibre. Pour le courant pessimiste, l'égalité consommation-production est possible à n'importe quel niveau d'utilisation des facteurs de la production. Les mécanismes du marché peuvent ainsi assurer un équilibre de la production bien en dessous du plein emploi de la main-d'oeuvre et des autres facteurs de la production. Certes, les divergences momentanées entre les productions et les consommations influencent l'état instantané du marché et peuvent faciliter un retour à l'équilibre. Néanmoins cette égalité, inévitable dans la longue période, ne permet de tirer aucune conclusion sur le problème fondamental du degré d'emploi des facteurs de la production.

Les recherches de Malthus et Sismondi sur ce problème sont restées trop exclusivement axées sur l'égalité production-consommation; ils finirent par la considérer comme une condition suffisante pour atteindre le plein emploi des facteurs de la production.

## 2. Le degré d'utilisation du potentiel de production

L'étude de cette question n'a été sérieusement entreprise que depuis Keynes. Toutefois, Malthus et Sismondi, sans relier clairement le problème fondamental de l'équilibre production-consommation avec le niveau d'emploi de la main-d'oeuvre et des facteurs de production, s'intéressèrent directement au degré d'utilisation du potentiel de production. Leur adhésion au modèle classique les a mis néanmoins, une fois de plus, dans une situation contradictoire et les a empêchés de proposer des solutions satisfaisantes pour atteindre ce plein emploi.

Malthus, par l'intermédiaire de la loi de l'offre et de la demande, établit qu'à tout accroissement de la production, et donc du volume des facteurs de production, ne correspond pas une augmentation de la valeur de cette production. Un déséquilibre peut naître, empêcher le maintien du niveau de production et provoquer une diminution du degré d'emploi des facteurs de la production dans la période suivante. Malthus distingue parfaitement les deux

problèmes fondamentaux de la production et de la distribution. Il ne néglige pas le second au profit quasi exclusif du premier, comme le font Say et Ricardo :

> L'accroissement de la quantité des produits dépend principalement des facultés productives et l'augmentation de la valeur des produits dépend de leur distribution. La production et la distribution sont les deux grands éléments de la richesse, lesquels combinés dans leurs justes proportions, sont capables de porter les richesses et la population du globe, dans un espace de temps peu considérable, aux dernières limites possibles de ses ressources; tandis que chacun de ces éléments isolés ou combinés avec l'autre en proportions indues ne produit, après des milliers d'années, que le peu de richesses et de population qui se trouvent répandues actuellement sur toute la surface du globe.(56)

On retrouve finalement ce fameux problème du *pouvoir* et du *vouloir consommer*. Si ces deux grandeurs ne coïncident pas - ou même si elle coïncident à un niveau général des prix trop bas - le niveau de la demande effective sera insuffisant pour assurer dans la période suivante le plein emploi des facteurs de la production, et singulièrement de la main-d'oeuvre.

Sismondi recourt à une démarche un peu différente, mais aboutit aux mêmes conclusions :

> La puissance de travailler est un revenu dès que cette personne est employée; elle n'est rien si elle ne trouve point d'acheteur.(57)

Les mécanismes du modèle classique sont donc parfaitement à même d'engendrer des situations de sous-emploi. L'équilibre du marché n'assure pas automatiquement le plein emploi du potentiel de production.

Keynes mettra au centre de ses préoccupations la recherche des conditions nécessaires au plein emploi des facteurs de la production. Il mettra le doigt sur cette contradiction illustrée par la "balance des consommations et des productions", adoptée par Ricardo et Say et maladroitement mise en doute par Malthus et Sismondi :

> (...) la loi de J.B. Say qui veut que, pour tout volume de la production considérée dans son ensemble, le prix de la demande globale soit égal au prix de l'offre globale, équivaut à la proposition d'après laquelle il n'existe pas d'obstacle à l'instauration du plein emploi.(58)

Pour s'opposer aux partisans de la loi des débouchés qui postulaient une confusion entre l'équilibre du marché et l'équilibre de la production, Malthus et Sismondi ont fait appel au principe de la demande effective qui devait jouer un rôle déterminant dans l'un comme dans l'autre des deux équilibres :

1. Du point de vue du marché, la demande effective est suffisante lorsque la distribution de la production permet - grâce à un niveau des prix suffisamment élevé - de maintenir le niveau de production dans la période suivante. La demande effective est insuffisante lorsqu'elle engendre une contraction du volume de la production dans le cycle de production à venir.

2. Du point de vue de l'équilibre de la production, il ne suffit pas - et cela Malthus et Sismondi ne l'ont pas assez souligné - de considérer uniquement le rapport demande effective/volume de la production. Il est indispensable de comparer demande effective et potentiel de production. La demande effective est suffisante lorsque la totalité des facteurs de la production, et notamment la main-d'oeuvre, est utilisée dans le processus de production.

L'utilisation du principe de la demande effective doit donc permettre de garantir non seulement le maintien du niveau de la production d'une période à l'autre, mais aussi d'assurer le plein emploi de tous les facteurs de la production. Cette double condition est indispensable à un véritable équilibre de plein emploi.

D. Conclusion provisoire

Les contradictions fondamentales entre la loi des débouchés et le principe de la demande effective de Malthus et de Sismondi ne tiennent pas tant à la terminologie utilisée, ni même à certaines hypothèses de base pourtant parfois incompatibles, mais plutôt à l'utilisation de ces deux théories pour résoudre des problèmes différents dans deux conjonctures radicalement opposées.

La loi de Say n'est finalement applicable que dans une analyse de longue période en faisant totalement abstraction des prix et de la monnaie. Il s'agit d'un théorème d'économie pure, relatif à l'équilibre fondamental de la production, sans aucun rapport avec les phénomènes conjoncturels. Le principe de la demande effective au contraire ne peut s'appliquer que par rapport aux conditions du marché, par l'intermédiaire des prix et des quantités. La demande effective est suffisante ou insuffisante aux prix du marché par rapport aux coûts de production.

L'opposition entre le court terme et le long terme, qui n'a été clairement comprise que par Sismondi et Ricardo, traverse de part en part la querelle des débouchés, en séparant le courant optimiste du courant pessimiste. Elle s'introduit même dans l'oeuvre de chacun des auteurs en présence. Les optimistes ne peuvent nier les problèmes de courte période; pour tenter de les résoudre, ils se mettent en contradiction avec le modèle classique; les pessimistes obèrent leurs raisonnements de la confusion résultant de l'utilisation simultanée du modèle classique et du principe de la demande effective.

Dans ces conditions, parler de victoire ou de défaite, au terme de la querelle des débouchés, apparaîtrait comme complètement vain. Certes, l'argumentation de Malthus a fait reculer Say et l'a enfermé dans une formulation tautologique de sa loi des débouchés. Cet exercice n'était en fait pas très difficile puisque Say s'était déjà lui-même empêtré dans un tissu de contradictions en tentant d'appliquer la loi des débouchés dans la courte période. Il en va de même pour la dispute entre Malthus et Ricardo dans laquelle ce dernier finit par prendre le dessus grâce à des arguments de la logique sans avoir tenté de comprendre si, sur le plan de l'analyse de la réalité économique,

les arguments de Malthus pouvaient avoir une certaine valeur.

En effet, la double utilisation du principe de la demande effective, sur le plan du maintien du niveau de la production et sur celui de la recherche du plein emploi du potentiel de production, aurait débouché sur des perspectives beaucoup plus stimulantes que le principe de Say, notamment dans le domaine de la théorie des crises.

L'absence de rigueur dans la définition des hypothèses de base, le refus de considérer objectivement l'argumentation des différents contradicteurs, le manque d'approfondissement des implications logiques du principe de la demande effective et l'omission des phénomènes monétaires ne sont que les principales *conséquences* de la contradiction fondamentale entre l'analyse de court terme et l'analyse de longue période.

Sans qu'il soit nécessaire de revenir sur cette contradiction qui réapparaîtra au chapitre 3, on peut néanmoins la considérer comme le problème majeur de la querelle des débouchés. La notion de temps dans toute l'analyse économique, qu'elle soit classique, néo-classique ou contemporaine, détermine une importante série de problèmes essentiels liés aux diverses conceptions philosophiques de l'activité économique, et de la place qu'y tient l'individu. Il sera indispensable d'en tenir compte lorsqu'il s'agira, dans la conclusion générale de la première partie (59), de saisir la philosophie économique des partisans de la loi des débouchés par rapport à celle des défenseurs du principe de la demande effective.

La conception particulière du rôle de la monnaie, commune aux pessimistes et aux optimistes, est pour une bonne part dans l'échec de toutes les tentatives de Malthus et de Sismondi. Une analyse approfondie de la théorie monétaire de l'Ecole classique devra mettre en évidence la dualité du rôle de la monnaie. La loi des débouchés s'impose dans l'analyse réelle de longue période, alors que la théorie quantitative l'emporte dans l'analyse de courte période. Cette dualité a permis aux Classiques d'expliquer la possibilité d'une variation du niveau général des prix dans une économie, où, selon le

modèle classique, les prix relatifs sont déterminés par l'offre et la demande, et la demande par l'offre. La théorie quantitative attribue exclusivement à la monnaie une fonction de moyen d'échange, toute variation de son volume influant directement sur le niveau général des prix. En revanche, la loi des débouchés exprime un système de prix relatifs qui permet de maintenir un équilibre constant. En bref, les Classiques, sur le plan de l'analyse monétaire, se sont exclusivement preoccupés du niveau général des prix, par l'intermédiaire de la théorie quantitative, alors que dans l'analyse réelle exprimée par la loi des débouchés, le moyen de paiement ne saurait influencer de quelque manière que ce soit les relations d'échange. La monnaie n'est qu'un voile, même si les échanges se font par son intermédiaire et ne résultent pas d'un simple troc.

L'explication de la "victoire" des Classiques orthodoxes sur Malthus et Sismondi permet de mieux saisir certaines causes, mais aussi certaines conséquences, de l'adoption des idées de Say et de Ricardo par la quasi-totalité des économistes classiques et néo-classiques, jusqu'en 1936. Elle fournit également des éléments qui permettent de comprendre la disparition presque totale du principe de la demande effective du champ de recherche de la théorie économique pendant près d'un siècle. Sur le plan de la méthode, la victoire de Ricardo sur Malthus et Sismondi est totale et ne semble pas être regrettée par la plupart des historiens de la pensée économique (60). Les multiples contradictions qui apparaissent dans l'analyse des partisans de la demande effective n'auraient probablement pas permis d'éviter plus d'un siècle de tâtonnements à la recherche d'une théorie du plein emploi plus satisfaisante. L'absence de certains concepts essentiels et la déficience des mesures de politique économique ont empêché de passer, avant Keynes, du plan de l'intuition au plan de la théorie économique. Comme l'écrivait déjà Say, "une vérité n'appartient pas à celui qui la trouve, mais à celui qui la prouve"(61). Ainsi, faute d'avoir trouvé un commencement de démonstration théorique au principe de la demande effective, chez Malthus ou chez Sismondi, les héritiers des économistes classiques ont adopté le point de vue de Say et de Ricardo. En s'éloignant progressivement de la rigueur du modèle classique,

ils ont finalement abouti, avec Keynes, à une résurgence de vieilles préoccupations maladroitement exprimées par Malthus et Sismondi.

Contrairement à Keynes, qui modéra du reste son enthousiasme à propos de Malthus entre les *Essays in Biography* et la *Théorie Générale*, il faut se féliciter de la suprématie du courant orthodoxe, essentiellement ricardien. L'adoption de la tendance pessimiste n'aurait pas manqué de fourvoyer complètement l'économie politique dans un fouillis de contradictions dont il aurait été plus difficile de l'extraire qu'il ne l'a été de la rigidité du modèle classique.

L'environnement sociologique joua un rôle très important dans le succès de la doctrine de Say et de Ricardo. Sur ce plan, l'analyse qu'en a proposé Keynes dans *Les conséquences économiques de la paix* et dans la *Théorie Générale* est encore pleinement valable :

> Une victoire aussi décisive que celle de Ricardo a quelque chose de singulier et de mystérieux. Elle ne peut s'expliquer que par un ensemble de sympathies entre sa doctrine et le milieu où elle a été lancée. (...) Qu'elle fournît certaines justifications aux libres activités du capitalisme individuel, lui valait l'appui des forces sociales dominantes groupées derrière l'autorité.
>
> (...) Son inaptitude remarquable à servir à la prédiction scientifique a fini par diminuer grandement le prestige de ses adeptes. Car depuis Malthus les économistes professionnels paraissent avoir été sensibles au désaccord entre les conclusions de leur théorie et les faits d'observation.(62)

La thèse pessimiste heurtait en effet de plein fouet la philosophie économique libérale dominante. Les idées et les thèses d'un Malthus ou d'un Sismondi (ce dernier étant souvent traité d'auteur socialiste) "ont suscité une sorte d'effroi moral : justifier les dépenses de luxe, juger indispensable l'existence de classes oisives, devait répugner à la bourgeoisie montante du XIXème siècle; le doute jeté sur les vertus de l'épargne paraissait sacrilège et le beau rôle donné aux propriétaires fonciers était jugé comme une tentative réactionnaire"(63).

# CHAPITRE 3 : L'ANALYSE CONTEMPORAINE DE LA LOI DES DÉBOUCHÉS

Les sections I et II du chapitre précédent ont permis de présenter une analyse *relativiste* des premiers énoncés de la loi de Say, et de leur évolution durant la querelle des débouchés. Dans la section III on a tenté de synthétiser ces débats en utilisant les instruments d'analyse et en restant dans le cadre de réflexion des auteurs classiques. Dans le chapitre 3, à l'aide de tous les perfectionnements de la théorie économique moderne, on s'efforcera d'établir une analyse de la validité et des implications théoriques de la loi des débouchés au moyen d'une critique de la logique interne du modèle classique. En d'autres termes, cette critique contemporaine abordera la loi de Say sous un angle *absolutiste*, par l'intermédiaire de l'économie pure. Cette double approche - *relativiste* et *absolutiste* - vise deux buts :

- permettre une compréhension beaucoup plus approfondie de la logique et des insuffisances de la loi des débouchés telle qu'elle apparaissait aux quatre principaux auteurs classiques;
- disposer d'une analyse réellement exhaustive de la loi de Say pour aborder l'examen de la critique keynésienne et post-keynésienne de la loi des débouchés.

De plus, cette double approche reflète aussi l'évolution des méthodes critiques appliquées au principe de Say, du début du 19ème siècle aux ouvrages les plus récents de Patinkin, Clower et Leijonhufvud.

L'examen de la cohérence externe a d'abord eu pour but de confronter la loi des débouchés au monde réel, de juger sa capacité ou son incapacité à rendre compte de la réalité économique. Malthus et Sismondi sont les précurseurs d'une telle méthode, à l'honneur tout au long du 19ème siècle et durant le premier tiers du 20ème siècle, jusqu'à Aftalion et Dupriez.

Inversement, l'examen de la cohérence interne de la loi des débouchés, inauguré par Say lui-même, mais surtout par Ricardo, cherchait à explorer les implications logiques du principe de Say et de circonscrire avec précision les limites de sa validité. Cette tradition a connu une éclipse momentanée jusqu'à Walras qui lui a donné une impulsion décisive, dont a hérité toute l'Ecole néo-classique. A travers les oeuvres de Jevons, Marshall, Pigou et Fisher, la *théorie pure* de la loi des débouchés a été constamment affinée. En dépit de la critique décisive de Keynes (1), elle a trouvé un achèvement provisoire chez Lange, Becker et Baumol, mais surtout chez Hicks et Patinkin (2). L'analyse d'économie pure apparaît ainsi comme un indispensable complément de l'analyse *relativiste*, et réciproquement. L'utilisation contemporaine de tout concept économique devrait obligatoirement passer par cette double épreuve qui, par rapport aux derniers progrès de la science économique, permet d'une part de saisir la totalité de ses conséquences logiques, et d'autre part de connaître le cadre intellectuel et la conjoncture économique dans lesquels il a été élaboré. Cette dichotomie plus que centenaire se porte aujourd'hui mieux que jamais. Ce n'est pas demain que les théoriciens *absolutistes*, partisans d'une théorie économique pure, abandonneront le confort intellectuel que leur procure leur méthode; ni que les économistes *relativistes* perdront l'habitude d'appréhender la signification d'un concept exclusivement à travers l'étude de la formation intellectuelle de son auteur, ou en décrivant la situation économique et sociale qui prévalait à l'époque.

Les recherches inaugurées par Lange en 1942 (3), reprises et perfectionnées par Patinkin dès 1948 (4), ont posé le problème du degré de cohérence interne du modèle classique. Ces auteurs ont conclu à une incompatibilité logique entre la loi des débouchés et la théorie quantitative de la monnaie, principaux mécanismes de la théorie de l'équilibre chez les Classiques. La loi de Say leur apparaît ainsi comme le fondement de la *dichotomie* entre le processus de formation des prix relatifs sur le marché réel et le processus de formation des prix absolus sur le marché monétaire. Leur analyse les amène finalement à démontrer comment le modèle classique, et singulièrement la loi des débouchés,

sépare complètement la théorie de la monnaie de la théorie de la valeur, perdant ainsi toute logique et toute cohérence interne. Cette interprétation de la loi de Say assimile ce principe à une identité, l'*identité de Say*. L'Ecole classique aurait toujours affirmé, selon ces auteurs, que le volume de la demande est continuellement identique à celui de la production, et donc qu'il y aurait un équilibre constant sur la totalité des marchés, y compris sur le marché de la monnaie (par. 2). Becker et Baumol ont réagi contre cette version de la loi des débouchés. La théorie de l'*égalité de Say* interprète la loi des débouchés comme décrivant une situation "à l'équilibre", en statique comparative (par. 3). L'étude de la littérature économique classique (Say, Ricardo et Mill), fera résolument pencher la balance en faveur d'une telle interprétation.

Un approfondissement de la théorie monétaire classique, et la différenciation entre le rôle de la monnaie dans la courte période et dans la longue période, permettront d'étayer solidement la version *égalité de Say* de la loi des débouchés. En revanche, l'absence presque totale de liaison entre le court terme et le long terme et le défaut de toute mesure de politique conjoncturelle marqueront clairement les limites de l'égalité de Say comme principe explicatif de la réalité au sein de la théorie classique.

Lorsque Say et Ricardo affirmaient que "l'offre crée sa propre demande", ils n'étaient probablement pas pleinement conscients des implications théoriques de cet aphorisme. Leur mode de réflexion les poussait à établir des parallèles entre le comportement des courbes d'offres et de demandes individuelles, selon la maxime *post hoc ergo propter hoc* chère aux utilisateurs du sophisme de composition. Sans avoir toujours clairement établi cette distinction, leur élaboration et leur défense de la loi des débouchés représentent néanmoins l'un des premiers balbutiements de l'analyse macro-économique.

En effet, s'il est aisé de constater que la production d'une entreprise est excédentaire ou déficitaire, que ses courbes d'offre et de demande ne déterminent pas un prix d'équilibre permettant l'écoulement de la totalité de sa production tout en couvrant les frais de production, un tel exercice n'est pas aussi simple au niveau global. Les courbes d'offre et de demande

de chaque entreprise se fixent indépendamment les unes des autres. La courbe de demande dépend du revenu disponible issu des autres secteurs de la production, et la courbe d'offre est fonction du coût des facteurs de la production.

Il en va tout différemment au niveau macro-économique, où la demande et l'offre agrégées sont intimement liées. Ainsi la production d'un secteur doit automatiquement s'accroître en termes réels lorsque l'offre de toutes les autres industries augmente. En effet, ce secteur déterminé doit être en mesure, pour éviter les goulets d'étranglement, de répondre à la demande supplémentaire, issue des industries en expansion. Mais, et ceci est capital pour la compréhension de la loi des débouchés, si la production de ce secteur particulier est excédentaire ou déficitaire par rapport aux autres biens, il est exclu que *tous* les biens soient relativement trop abondants. Lorsqu'il est question de surproduction ou de sous-production au niveau global, il est indispensable de pouvoir exprimer cet excédent ou cette insuffisance par rapport à un élément de référence. Il est donc évident que cette impossibilité logique de toute surproduction, ou de toute sous-production, relative au niveau global, n'est possible que dans une économie de troc dont toute monnaie est absente. L'absence de la variable monétaire prive le système du seul point de comparaison qui permette de considérer que tous les biens sont produits d'une manière excédentaire, ou déficitaire. Dans une économie a-monétaire, ou pré-monétaire, les termes surproduction et sous-production ne sont applicables qu'au niveau micro-économique, par rapport à une production particulière. Comme le prétendait déjà Say en 1803, une surproduction d'un produit particulier équivaut à une demande insuffisante de ce produit en termes de toutes les autres productions. En effet, la demande de ce produit représente l'exacte équivalent de la totalité des autres produits offerts en échange. Ainsi, dans une économie de troc, à toute offre excédentaire d'un produit correspond nécessairement, et par la logique des choses, une demande déficitaire dans un autre secteur au moins. Une surproduction généralisée à tous les secteurs et à tous les biens est ainsi logiquement impossible.

Jusqu'ici, la démonstration de Say et de Ricardo ne souffre d'aucune faiblesse, d'aucune erreur. L'introduction de la monnaie remet tout en question. L'existence d'une offre et d'une demande de monnaie rend parfaitement possible une surproduction générale des marchandises, et non plus des biens (5). A cet excédent réel d'offre de marchandises correspond simplement une demande excédentaire de monnaie.

Toute la discussion plus que séculaire autour de l'utilisation de la loi des débouchés dans le monde réel tourne ainsi autour de cette équation monétaire qui doit nécessairement être en équilibre pour que le principe de Say soit opérationnel. En effet, à toute apparition d'une demande excédentaire de monnaie correspond immanquablement une crise générale de surproduction.

Le problème fondamental étant posé, avant de déterminer précisément où se situe l'erreur de Say et de Ricardo, il est indispensable de définir exactement, avec Patinkin, Becker et Baumol, les conditions et les conséquences de l'équilibre entre l'offre et la demande de monnaie.

## Par. 1.- L'identité de Walras (1)

Dans une économie fermée $n$ biens et services sont produits annuellement. L'échange de ces divers biens n'est possible que si l'on dispose d'un étalon de mesure communément admis permettant de comparer ces biens et services les uns avec les autres. Cet étalon, ou *numéraire*, peut être l'un quelconque de ces biens ou même l'un des facteurs de production. Il s'agirait alors d'une économie de troc où l'une des marchandises ou l'un des services (blé, travail, ...) servirait d'étalon de commune mesure des valeurs des biens et services échangés. En considérant le prix de ce bien comme égal à l'unité, il est alors possible de définir la totalité des prix des autres biens. Il s'établit $(n - 1)$ rapports d'échange entre ce bien numéraire et les $(n - 1)$ autres

biens, ou, en d'autres termes *(n - 1) prix relatifs*. La totalité des rapports d'échange entre les *n* biens sont ainsi donnés par les *(n - 1)* prix relatifs et le prix unitaire arbitrairement attribué au numéraire.

Dans une économie monétaire, le numéraire est un bien dépourvu de toute utilité intrinsèque et institutionnellement doté de cette propriété de commune mesure. Ce numéraire, qui peut se présenter sous n'importe quelle forme - monnaie métallique, billets ou monnaie de compte - ne doit cependant faire l'objet d'aucune demande propre, indépendante de sa fonction d'échange. Aucun individu ne saurait la détenir en tant que monnaie, pour des motifs d'avarice, de précaution, de spéculation ou autres; ce numéraire est uniquement considéré comme un instrument de commune mesure, à l'exclusion de toute fonction "réserve de valeur". Ce type de numéraire, monnaie de compte, est fondamentalement différent de la monnaie de la théorie keynésienne que l'on désire détenir en raison d'une préférence pour la liquidité. Patinkin précise les raisons et les conséquences de cette distinction essentielle lorsqu'il écrit :

> Il est possible de concevoir un changement de *prix de compte* de tous les *biens*. Il est également possible de concevoir un changement des *prix monétaires* de toutes les *marchandises*. Mais il y a contradiction dans les termes à envisager un changement de *prix monétaire* de tous les *biens*. De même, il y a contradiction dans les termes à envisager un changement de prix *relatifs* de toutes les *marchandises*.(2)

Une notation algébrique permet de mieux saisir les implications de cette différence entre prix de compte et prix monétaire, et son importance dans la recherche d'un équilibre général des marchés réels et du marché monétaire.

- les *n* biens de l'économie considérée se répartissent en *(n - 1)* marchandises plus la monnaie de papier (le *nième* bien)

- les prix respectifs des *n* biens en terme d'une unité de compte abstraite peuvent s'exprimer par :

$$p_1, p_2, \ldots\ldots\ldots, p_{n-1}, p_n.$$

- les prix monétaires respectifs des $n$ biens par rapport à la monnaie de papier $(p_n)$ sont alors

$$\frac{p_1}{p_n} ; \ldots\ldots\ldots, \frac{p_{n-1}}{p_n} ; 1.$$

- les prix relatifs des $(n - 1)$ marchandises exprimés par rapport à la première d'entre-elles sont alors

$$1 ; \frac{p_2}{p_1} ; \ldots\ldots\ldots, \frac{p_{n-1}}{p_1}$$

le prix relatif de la monnaie par rapport au premier bien s'exprimerait sous la forme $\frac{p_n}{p_1}$ et représenterait le nombre d'unités de la première marchandise qu'il faut céder pour obtenir une unité du numéraire ou de monnaie de papier.

On aura ainsi $p_n = 1$ et de ce fait $(n - 1)$ rapports d'échange, $(n - 1)$ prix absolus et $(n - 1)$ équations indépendantes d'offre et de demande. Soit par exemple $p_i$ le prix absolu du bien $i$, il découle notamment des hypothèses précédentes une équation de demande du type

$$D_i = D_i(p_1, \ldots\ldots, p_{n-1})$$

et une équation d'offre du type

$$S_i = S_i(p_1, \ldots\ldots, p_{n-1}).$$

Finalement, dans une économie monétaire dont toute forme de crédit est exclue, la valeur totale des marchandises demandées est toujours *identique* à la valeur totale des marchandises offertes. La sommation de la valeur des $n$ biens (marchandises + monnaie) équivaut alors à une identité, l'*identité de Walras*, qui peut s'écrire sous la forme suivante:

$$\sum_{i=1}^{n} p_i D_i \equiv \sum_{i=1}^{n} p_i S_i$$

Cette identité de Walras exprime clairement l'impossibilité logique de toute surproduction générale dans une économie de troc ou dans une économie monétaire dans laquelle la monnaie n'est qu'une unité de compte. La monnaie étant le *nième* bien, on peut tirer de l'identité ci-dessus l'expression de l'offre et de la demande de monnaie dans l'identité de Walras.

La demande totale de monnaie de compte est parfaitement égale au total des biens offerts en échange de cette monnaie :

$$D_n = p_1 S_1 + p_2 S_2 + \ldots\ldots + p_{n-1} S_{n-1} = \sum_{i=1}^{n-1} p_i S_i \quad (3).$$

L'offre totale de monnaie de compte est parfaitement égale au total des biens demandés en échange de cette monnaie :

$$S_n = p_1 D_1 + p_2 D_2 + \ldots + p_{n-1} D_{n-1} = \sum_{i-1}^{n-1} p_i D_i \quad (4).$$

A ce stade de la démonstration de l'identité de Walras, il est possible de tirer deux conclusions provisoires qui permettront de situer cette relation par rapport à l'identité de Say.

1. La loi des débouchés, sous réserve des hypothèses de base de l'identité de Walras, s'applique parfaitement dans le cadre d'une économie de troc où la seule fonction de la "monnaie" est de servir d'instrument de commune mesure. Le principe de Say s'applique non moins parfaitement dans une économie monétaire où la monnaie existe en tant que telle (monnaie papier), mais est dépourvue de toute fonction de réserve de valeur. La production distribue ainsi exactement le volume de revenu nécessaire à son rachat, puisqu'il n'existe aucune demande excédentaire de monnaie. Les concepts de préférence pour la liquidité et de thésaurisation sont en effet dépourvus de sens lorsqu'ils sont appliqués à une monnaie de compte.

   L'identité de Walras synthétise ainsi l'impossibilité logique de toute crise de surproduction dans une économie de troc, ou dans une économie où la monnaie n'est qu'une unité de compte (5).

2. Dès lors, si l'hypothèse restrictive et irréelle du bien qui est utilisé exclusivement comme instrument de commune mesure est levée, et que l'on considère que ce bien peut également faire office de réserve de valeur, il faut ajouter à l'identité de Say une condition supplémentaire exprimant tout à la fois l'équilibre sur le marché des marchandises et l'équilibre monétaire, pour garantir la validité de la loi de Say. La valeur totale des *(n - 1)* biens demandés est égale à la valeur des *(n - 1)* biens offerts, *à la seule condition que la demande de monnaie soit égale à l'offre de monnaie*. L'adjonction de cette condition capitale transforme l'identité de Walras en *identité de Say*.

Par. 2.- L'identité de Say

L'adjonction de la fonction "réserve de valeur" à la monnaie modifie une hypothèse de base fondamentale, mais parfaitement irréelle, nécessaire à la validité de l'identité de Walras. Indispensable au déroulement d'une analyse d'économie pure, l'abandon momentané de cette restriction dans l'identité de Say exige, pour sauvegarder cette version rigide de la loi des débouchés, une hypothèse nouvelle affirmant une égalité constante entre l'offre et la demande de monnaie. Essayer de remplacer une conception trop restrictive d'une monnaie simple unité de compte par un moyen d'échange pouvant être demandé en tant que tel, c'est courir à un échec. L'indispensable égalité nécessaire sur le marché monétaire annule les conséquences de cette tentative de cerner de plus près la réalité du rôle de la monnaie. Si l'intrusion de la fonction "réserve de valeur" marque un progrès par rapport à l'identité de Walras, l'exigence d'un équilibre constant sur le marché monétaire, et donc l'absence totale de toute modification du volume des encaisses liquides, ôtent toute capacité opérationnelle à la loi des débouchés exprimée sous la forme de l'identité de Say (1).

Compte tenu de l'utilisation d'un bien quelconque, non seulement comme moyen d'échange, mais aussi comme réserve de valeur, la loi de Walras cède sa place

à l'identité de Say. La valeur totale des $(n - 1)$ biens demandés n'est identiquement égale à la valeur totale des $(n - 1)$ biens offerts qu'à la condition que la demande de monnaie soit identiquement égale à l'offre de monnaie.

$$\sum_{i=1}^{n-1} p_i D_i \equiv \sum_{i=1}^{n-1} p_i S_i \text{ , si et seulement si } D_n \equiv S_n$$

$$\text{ou encore si } D_n - S_n \equiv \Delta M \equiv 0$$

En effet, toute différence entre l'offre et la demande de biens ne peut se traduire que par une variation positive ou négative de la demande de monnaie. Une demande de monnaie supérieure à l'offre de monnaie $(D_n > S_n)$ serait synonyme d'offre excédentaire ou de demande insuffisante de biens; ou en d'autres termes, de crise générale de surproduction. Inversement, une offre de monnaie supérieure à la demande de monnaie $(D_n < S_n)$ serait synonyme de demande excédentaire ou d'offre insuffisante de biens réels, symptômes d'une conjoncture inflationniste.

En considérant le cas le plus vraisemblable et le plus discuté à l'époque des Classiques, d'une demande excédentaire de monnaie $(ED_n)$, et donc d'une offre excédentaire de biens $(ES_{n-1})$, l'identité de Say démontre clairement l'identité réciproque de ces deux agrégats :

$$\sum_{i=1}^{n-1} p_i D_i - \sum_{i=1}^{n-1} p_i S_i \equiv \sum_{i=1}^{n-1} D_i \equiv -ES_{n-1} \equiv ED_n$$

La monnaie pouvant être détenue en vertu d'une préférence pour la liquidité vu sa fonction de "réserve de valeur", tout accroissement d'encaisses liquides ne peut se réaliser que par une diminution de la demande de biens réels engendrant un déséquilibre global entre les agrégats d'offre et de demande.

La seule manière de nier logiquement la possibilité de toute crise générale de surproduction et de remplir par là les conditions nécessaires à la validité de la loi des débouchés, consiste à affirmer que toute demande excédentaire de monnaie est impossible $(ED_n \leq 0)$; ou, en d'autres termes, de considérer que le volume de la monnaie en circulation sous la forme d'encaisses liquides

est constant. Cela revient encore à considérer qu'aucun sujet économique ne procède jamais à un achat sans avoir recours à ces encaisses (absence de tout crédit) pas plus qu'il ne les accroît par le versement du produit d'une vente.

A la suite de Lange, Patinkin, incluant le marché des titres dans sa démonstration, définit l'identité de Say comme indiquant que :

> (...)-quels que soient les prix et l'intérêt auxquels ils sont confrontés - les individus envisagent toujours d'utiliser la totalité du produit de leurs ventes de marchandises et de titres à l'achat d'autres marchandises et de titres. En d'autres termes, ils n'envisagent jamais de changer la quantité de monnaie qu'ils détiennent : la quantité de demande nette est identiquement égale à zéro. En d'autres termes encore (...), la valeur agrégée des quantités d'*offre* nette de marchandises doit toujours être égale à la valeur de la quantité de *demande* nette de titres; les agents économiques utilisent toute réduction des dépenses en marchandises pour acheter des titres et jamais pour gonfler leurs encaisses monétaires.(2)

L'identité de Say exprime ainsi l'équilibre constant du marché monétaire : chaque sujet économique offre des biens sur le marché réel à seule fin d'utiliser immédiatement la totalité de la monnaie reçue pour demander d'autres biens. Il apparaît alors clairement que les prix monétaires d'équilibre sont indéterminés ou, en d'autres termes, qu'une modification du niveau général des prix ne saurait détruire ni l'équilibre du marché réel ni l'équilibre du marché monétaire. Cette conséquence de l'identité de Say peut aussi être exprimée par le principe du taux marginal de substitution. Le taux marginal de substitution de la monnaie étant, par définition égal à zéro, cela implique qu'inversement une modification du niveau général des prix ne saurait provoquer un effet de substitution entre les biens réels. Le marché des marchandises ne peut donc être logiquement en déséquilibre. L'identité de Say implique également l'existence concomitante du *postulat d'homogénéité* et réciproquement. Affirmer que les fonctions de demandes excédentaires des marchandises dépendent uniquement des prix relatifs des biens et non du niveau général des prix revient à exprimer, en jargon mathématique, que ces fonctions de demandes de biens sont d'une "homogénéité de degré zéro par rapport aux prix monétaires". Les fonctions homogènes sont, par définition, dépourvues de toute constante; lors de la multiplication des variables indépendantes

**au moyen** d'un paramètre, une telle fonction a la propriété d'augmenter d'une manière exactement proportionnelle à cette constante (3).

Considérant par exemple une fonction homogène du type $f(x,y)$, et une constante égale à 2, cette fonction est dite homogène de degré zéro lorsqu'elle peut s'écrire $f(2x, 2y) = f(x, y)$. De même, une fonction homogène de degré un s'écrit sous la forme $f(2x, 2y) = 2f(x, y)$ et une fonction homogène de degré deux sous la forme $f(2x, 2y) = 2^2 f(x, y) = 4 f(x, y)$ et ainsi de suite. En généralisant, on aboutit à une fonction du type $\lambda^m f(x , y )$ dans laquelle $\lambda$ est une constante quelconque et $m$ le degré d'homogénéité.

Dans le cadre de l'identité de Say, l'expression $f(x, y)$ est la fonction de demande d'un bien dont le prix est égal à $x$, le prix de tous les autres biens étant défini par $y$. Si cette fonction est homogène de degré zéro, un doublement du prix monétaire n'influe pas sur le volume de la demande de ce bien. La conséquence essentielle de l'identité de Say est ainsi à nouveau démontrée. Le volume de la demande d'un bien est indépendant des prix absolus et est exclusivement fonction des prix relatifs. Si les prix absolus de *tous* les biens sont, par hypothèse, multipliés par deux, et que la masse monétaire double $(D_n = S_n)$, les prix relatifs ne changeront pas et par conséquent la demande (ou identiquement l'offre) d'un bien donné ne se modifiera pas. La seule possibilité de substitution - celle des produits par la monnaie - est ainsi écartée; on se retrouve bien dans une économie où la monnaie n'est qu'une unité de compte postulant l'absence de préférence pour la liquidité. La monnaie est bien un "voile" qui peut être supprimé sans affecter de quelque manière que ce soit les prix relatifs des biens.

Cette relation n'est vérifiable que parce que, dans l'hypothèse de l'économie monétaire dans laquelle se situe cette démonstration, on a introduit une condition supplémentaire $(D_n = S_n)$ *qui ramène toute l'analyse dans le cadre d'une économie de troc.*

Dans une économie de troc, aucun sujet économique ne peut modifier le montant de ses encaisses monétaires puisqu'elles sont, par définition, inexistantes. Introduire dans cette économie de troc une monnaie pourvue de la fonction

"réserve de valeur" mais dont les encaisses réelles et nominales sont obligatoirement égales à zéro ne semble pas devoir déboucher sur un résultat très tangible. L'intérêt de cette identité de Say paraît extrêment restreint si l'on considère comme Patinkin, que "cette identité de Say est incompatible avec l'existence d'une économie monétaire ayant des prix déterminés", ou encore "que l'existence de l'identité de Say implique l'existence d'une économie de troc"(4).

L'analyse de cette identité débouche cependant sur une conclusion importante si l'on considère parallèlement les innombrables affirmations de Say et de Ricardo soulignant l'impossibilité absolue de toute crise générale de surproduction *dans une économie monétaire*.

L'identité de Say permet en effet de mettre clairement au jour une erreur fondamentale des théoriciens classiques : *la dichotomie entre le marché réel et le marché monétaire dans le processus de détermination du prix des biens*. En d'autres termes, cette identité permet de comprendre le pourquoi et le comment de l'indétermination des prix absolus, "car pour déterminer les prix absolus il nous faut considérer le dernier marché, le marché monétaire. Mais le marché monétaire est *toujours* en équilibre, quels que soient les différents prix. Donc la condition d'équilibre de ce marché ne peut servir à *déterminer* les prix absolus"(5).

## Par. 3.- L'approche dichotomique de la formation des prix absolus et des prix relatifs : identité de Say et théorie quantitative de la monnaie

Dans l'identité de Say, affirmer que le marché des marchandises est toujours en équilibre - ou pour s'exprimer comme Patinkin "que leur demande excédentaire est égale à zéro"(1) - implique que les prix absolus sont indéterminés, notamment le "prix" du *nième* bien qui exprime la valeur de la monnaie. Le niveau général des prix ne peut être déterminé que si l'on ajoute une "relation supplémentaire" liant la demande de monnaie à ce niveau général des prix. L'Ecole classique a eu recours à la théorie quantitative et a ainsi établi ce

lien entre le marché réel et le marché monétaire.

En considérant à nouveau les $n$ biens et les $n$ fonctions d'offre et de demande qui y sont liées, on constate que mathématiquement $(n - 1)$ fonctions sont indépendantes. En définissant $(n - 1)$ fonctions, la *nième* sera parfaitement déterminée tout comme le système général des $n$ équations. La loi de Walras nous permet d'éliminer cette *nième* équation : n'importe quel système de prix satisfaisant $(n - 1)$ fonctions satisfait nécessairement la *nième*. En bref, le système comprend :

$(n - 1)$ prix absolus indéterminés,

$(n - 2)$ prix relatifs indéterminés,

une valeur inconnue pour la monnaie (le *nième* bien),

une fonction déterminée de demande excédentaire pour les marchandises,

une fonction déterminée de demande excédentaire de monnaie par définition identique à zéro $(ED_n \equiv 0)$.

Le système est donc indéterminé puisqu'il ne comprend que $(n - 2)$ équations pour déterminer $(n - 1)$ inconnues. Cette indétermination implique une dichotomie dans le processus de formation des prix et l'opposition marchés réels/ marché monétaire.

L'indétermination des prix absolus, et singulièrement de la valeur de la monnaie, implique nécessairement et réciproquement que le stock de monnaie détenu par la totalité des sujets économiques est *invariable* en dépit des fluctuations du niveau général des prix.

L'addition de l'équation quantitative permettrait seule de rétablir l'égalité entre le nombre d'équations indépendantes et le nombre d'inconnues. En revanche, si les sujets économiques désirent conserver un certain volume d'encaisses nominales en raison du processus stochastique de leurs recettes et de leurs dépenses (en d'autres termes le motif de transaction keynésien), ou en raison d'incertitudes quant au futur (les motifs de précaution et de spéculation de Keynes), la demande de monnaie variera à chaque modification de la valeur de la monnaie, et donc à chaque variation du niveau général des prix : il y aura *un effet d'encaisse réelle*.

La relation manquante dans le système ci-dessus se rapproche singulièrement de la théorie quantitative et peut s'exprimer sous la forme d'une fonction de demande de monnaie :

$$D_n = k \sum_{i=1}^{n-1} p_i S_i = M,$$

dans laquelle $k$ exprime la proportion de l'offre totale de biens mesurée en monnaie que les sujets économiques désirent détenir sous forme d'encaisses liquides.

L'*équation de Cambridge*, issue des recherches de l'Ecole classique et néo-classique anglaises (Marshall-Pigou), synthétise leur analyse dans le domaine de la théorie quantitative de la monnaie par la célèbre formule

$$M = kPT$$

dans laquelle $M$ = volume de la monnaie, $T$ = volume des biens réels et $P$ = niveau général des prix. Cette approche "par les encaisses"(2) de la théorie quantitative aboutit au même résultat que l'approche "par les transactions" de Fisher et Newcombe (3) qui s'exprime d'une manière très similaire sous la forme

$$M = \frac{PT}{V}$$

dans laquelle $V$ correspond à la vitesse de circulation de la monnaie.

Ces équations expriment toutes deux d'une manière différente le désir des sujets économiques de détenir une certaine proportion du montant de leurs transactions réelles sous la forme de monnaie liquide. Si $k$ est égal à 1/6 dans l'équation de Cambridge, cela signifie que la demande de monnaie est égale au sixième du montant des transactions réelles. Dans l'équation de Fisher, la vitesse de circulation de la monnaie $V$ sera égale à 6 (4) et exprimera une vitesse de rotation de deux mois du montant total des encaisses liquides.

Formellement différentes, ces deux équations n'en reflètent pas moins la même réalité : toute hausse du niveau général des prix provoque un accroissement du volume des encaisses *nominales* pour compenser la baisse des encaisses *réelles*. En d'autres termes, cette double variation correspond aussi

à une augmentation de l'offre de marchandises et à une réduction de la demande de ces mêmes marchandises. Les fonctions de demande des marchandises se modifient par l'intermédiaire de l'augmentation du niveau général des prix et donc des prix absolus. Le postulat d'homogénéité cessant de produire ses effets, le système serait parfaitement déterminé. L'identité de Say étant toutefois incompatible par définition avec cette forme de la théorie quantitative, la levée de l'indétermination des prix se révèle impossible.

Avant de tenter de comparer la loi des débouchés exprimée par les Classiques orthodoxes avec cette théorie pure de l'identité de Say, il est indispensable de compléter l'analyse de cette contradiction absolue entre cette identité, dans laquelle l'offre de monnaie est toujours identiquement égale à la demande de monnaie *"quelle que soit la structure des prix"*(5), et la théorie quantitative selon laquelle le niveau général des prix varie en fonction de l'offre de monnaie.

La version la plus rigoriste et la plus rigide de la théorie quantitative affirme que la valeur de la monnaie est exclusivement déterminée par la quantité de monnaie en circulation. L'identité de Say découle de cette conception de la théorie quantitative; inversement, l'identité de Say postule une relation mécanique entre volume et valeur de la monnaie.

En réaction contre l'illusion chrysohédonique de la théorie mercantiliste, la théorie quantitative a polarisé trop exclusivement l'attention des auteurs classiques sur les fonctions "moyen d'échange" et "étalon de commune mesure" de la monnaie. Elle a négligé de clarifier l'interdépendance entre le marché réel et le marché monétaire, étroitement liée à la fonction réserve de valeur de la monnaie. L'origine de la dichotomie classique se situe bien dans cette prépondérance excessive d'une théorie quantitative trop restrictive. Les affirmations que le niveau général des prix est exclusivement déterminé par le volume de la monnaie, que les variations du niveau général des prix sont strictement proportionnelles à celles de la quantité de monnaie, et que le volume de la production dépend uniquement des facteurs réels, ne peuvent ainsi fournir aucune explication convaincante de la réalité des encaisses liquides, car elles tiennent la monnaie pour une simple unité de compte. Il en

découle logiquement que les prix absolus des biens ne sauraient avoir aucun rapport avec le marché réel. Il y a incompatibilité totale entre les implications de l'identité de Say et celles de la théorie quantitative.

*L'erreur logique* de la théorie classique de la formation des prix tient toute entière dans cette dichotomie qui ne permet pas de distinguer parmi les deux variables en présence laquelle est le facteur moteur de la relation. Si l'on considère d'une part, une valeur de la monnaie qui est exclusivement en relation avec le volume de la monnaie, et d'autre part, l'offre de marchandises sur le marché réel, il est impossible de démontrer scientifiquement laquelle de ces deux variables indépendantes est la variable déterminante. Il y a une contradiction dans les termes impossible à surmonter.

Les implications logiques de l'identité de Say et de la théorie quantitative étant ainsi parfaitement incompatibles, un choix s'impose pour permettre la poursuite de l'analyse : ou admettre l'identité de Say et laisser le niveau général des prix indéterminé, ou affirmer la théorie quantitative et rejeter toute théorie de l'équilibre économique.

La conclusion de l'analyse de ce principe d'économie pure par Patinkin dans *La monnaie, l'intérêt et les prix* reprend l'essentiel de cette longue démarche et synthétise sa complète inadéquation à la réalité :

> Une économie de troc constitue le refuge -unique et nécessaire - du postulat d'homogénéité et de l'identité de Say. Dans cette économie, les prix peuvent être mesurés soit en termes de l'une quelconque des marchandises, soit (...) en termes d'une unité de compte abstraite. Ainsi, au plus, seuls les prix relatifs et les prix de compte sont définis. Les premiers sont déterminés par les forces du marché, les derniers (...) par un décret arbitraire. Les prix monétaires n'étant pas définis, leur détermination ou leur indétermination ne peut pas faire l'objet d'une discussion ayant un sens.(6)

Il reste maintenant à rapprocher l'identité de Say des écrits des auteurs classiques analysés aux sections I, II et III du chapitre 2. S'il s'avère que Say et Ricardo défendaient une loi des débouchés du type de l'identité de Say, l'erreur logique de la dichotomie du processus de formation des prix hypothéquerait tous leurs développements théoriques. Deux éléments tempèrent

cependant ce rigorisme. L'épaisseur de temps nécessaire à la validité de l'identité de Say confirmera son utilisation dans la longue période. Une troisième interprétation de la loi des débouchés, *l'égalité de Say*, permettra enfin d'éliminer cette dichotomie marché réel/marché monétaire. Cette égalité apparaîtra finalement beaucoup plus proche de la démarche de Say et de Ricardo ainsi que des critiques de Malthus et Sismondi.

## Par. 4.- L'égalité de Say

Les écrits de Say, Ricardo, Malthus et Sismondi reflètent sans conteste une conception parfaitement neutre de la monnaie, en parfait accord avec l'identité de Say. De nombreuses citations de Say, de Ricardo, de Mac Culloch et de J.S. Mill conforteraient une telle interprétation de la démarche des Classiques (1). Néanmoins, il semble bien qu'aucun de ces auteurs n'ait été pleinement conscient des conséquences qu'entraînait l'identité de Say. L'exemple de Say est frappant. S'abandonnant à ce que Schumpeter appelle le "vice ricardien"(2), l'auteur du *Traité* entreprend une description optimiste, presque apologétique, de la marche triomphale d'un industrialisme synonyme de progrès dont seules quelques menues maladaptations sectorielles viennent troubler l'irrésistible développement. Ricardo, paradoxalement plus circonspect, n'en adopte pas moins la même démarche. Il n'ignore pas les fluctuations périodiques, mais les considère comme quantité négligeable dans la croissance séculaire de la production.

L'interprétation mécanique et équivoque de la loi des débouchés que traduit l'identité de Say découle - semble-t-il - de cette insistance trompeuse de Say et de Ricardo à souligner le parfait équilibre de la production dans la longue période (3), en passant comme chat sur braises sur les dépressions cycliques. Lorsque l'un d'eux affirme l'impossibilité de toute crise générale de surproduction, il n'a pas à l'esprit les crises périodiques qui se déroulent sous ses yeux, mais bien le danger d'une stagnation séculaire. A la lecture de ces deux auteurs, on constate en effet, qu'ils nient toujours

l'existence des crises générales de surproduction en relation avec le problème de l'accumulation du capital. En revanche, dans les passages réservés aux crises commerciales, ils ne considèrent pas "ces souffrances passagères" comme liées à un phénomène de surproduction (4).

L'épaisseur de temps nécessaire à la vérification de la loi de Say est à nouveau à l'origine de l'interprétation abusivement équivoque et simplificatrice de l'identité de Say. Il faut également, dans l'interprétation de la logique du principe des débouchés, tenir compte de la réaction des Classiques viscéralement opposés à toute monnaie "réserve de valeur" qui pourrait rappeler un tant soit peu la doctrine mercantiliste.

Ces divers éléments, qui seront systématiquement développés plus bas (5) militent clairement, textes à l'appui, en faveur d'un rejet de l'identité de Say comme expression de la loi des débouchés dans la théorie classique, au profit d'une interprétation plus nuancée, plus proche de la réalité. L'exercice est difficile, mais à la suite notamment de Lerner (6), Schumpeter (7), Becker et Baumol (8), Stigler (9) et Blaug (10), et à l'encontre de Patinkin (11), il semble devoir être tenté. Il est indispensable de différencier analytiquement l'identité de Say, "exercice de théorie pure"(12), de l'*égalité de Say* qui affirme que "les économistes classiques se référaient uniquement à la capacité qu'a l'économonie d'absorber en longue période tout accroissement de la production; et c'est ce qu'atteste leur reconnaissance explicite de la possibilité d'un excédent d'offre de courte période sur le marché"(13). Le problème de savoir si Say et tous les autres Classiques pensaient en termes d'identité ou d'égalité n'est pas un simple problème de sémantique; il permet au contraire de se faire une idée plus précise de la nature profonde de l'équilibre économique dans le modèle classique. Le principe de l'égalité de Say se trouve ainsi à mi-chemin entre une identité de Say, principe d'économie pure, et une théorie du revenu d'équilibre et de la demande effective. Si les Classiques affirmèrent souvent l'identité de Say, l'égalité de Say reflète mieux leurs démarches qui, sans nier la réalité des dépressions cycliques, négligent de définir les mécanismes permettant le retour à l'équilibre.

Dans un premier temps, il s'agira d'établir clairement la signification, la portée et les conséquences de cette égalité de Say par rapport à l'identité de Say; dans un deuxième temps, une recherche dans la littérature classique, et notamment chez Say, Ricardo et J.S. Mill, permettra d'étayer cette interprétation du principe des débouchés; finalement, il sera nécessaire de se pencher avec attention sur les esquisses de mécanismes qui sont censés, selon les Classiques, ramener les marchés en équilibre, et plus particulièrement sur les rapports complexes entre l'égalité de Say et la théorie monétaire des Classiques.

A. La signification profonde de l'égalité de Say

Par définition, l'incompatibilité de l'identité de Say avec la théorie quantitative n'existe pas dans une économie de troc. Elle ne peut se manifester que dans une économie monétaire où, de surcroît, la demande excédentaire de monnaie n'est pas égale à zéro; le cas d'encaisses excédentaires nulles pouvant être assimilé à une "position limite de l'économie monétaire"(14).

Les auteurs classiques, raisonnant dans une économie monétaire, étaient parfaitement conscients des possibilités de dépressions cycliques sans toutefois leur accorder une grande importance. Il apparaît qu'une véritable économie monétaire, par opposition au cas limite de Patinkin, est par essence une économie dans laquelle un déséquilibre du marché monétaire est possible, probable même. La question des encaisses liquides et l'effet d'encaisse réelle réapparaissent; il s'agit alors de les coordonner avec la loi des débouchés.

L'identité de Say cède sa place à l'égalité de Say, une théorie de l'équilibre tendanciel remplace l'identité abstraite et permanente d'économie pure. Il est peu probable que les Classiques aient affirmé une identité constante entre l'offre et la demande agrégées, sans tenir compte des variations de prix et du taux d'intérêt qui accompagnaient les crises cycliques et dont ils reconnaissaient l'existence. S'ils l'ont fait, comme Say par exemple, il est douteux qu'ils en aient saisi l'incompatibilité avec la théorie quantitative. La conception classique de la loi des débouchés s'identifie à cette égalité de Say

qui affirme qu'une offre excédentaire de biens - ou inversement, une demande excédentaire de monnaie - se corrige d'elle-même. La faiblesse des théories de Say, de Ricardo et de leurs successeurs tient à l'absence de tous développements élaborés sur les moyens et les instruments nécessaires à ce retour à l'équilibre.

Pour lever l'indétermination des prix absolus, issue de la dichotomie du processus de formation des prix, il faut abandonner l'une ou l'autre de ces deux hypothèses, soit l'identité de Say soit la théorie quantitative. Le rejet de la première, qui affirme "l'indépendance de la demande de monnaie à l'égard de la structure des prix" (15), semble être la solution la plus aisée. Cela revient à abandonner l'hypothèse de base de l'identité de Say qui postule que le niveau général des prix est exclusivement fonction du volume de la monnaie, ou réciproquement, que les modifications des prix absolus sont toujours associées à des variations des prix relatifs; en d'autres termes, cet abandon coïncide avec l'insertion de l'effet d'encaisse réelle dans la relation entre la loi des débouchés exprimée par l'égalité de Say et la théorie quantitative (16).

Si l'on considère, par hypothèse, un doublement du niveau général des prix à la suite d'un doublement de la masse monétaire, tant que les prix relatifs des marchandises ne subissent aucune modification, il n'y a aucun effet de substitution entre elles; c'est en fait l'hypothèse de l'identité de Say. Mais si ce doublement du niveau général des prix entraîne un accroissement des encaisses liquides, la structure des prix relatifs est bouleversée et il se produit de nombreux effets de substitution entre les marchandises.

Le point central de la démonstration de l'égalité de Say se situe au niveau de cet accroissement des encaisses liquides. Le sujet économique désire détenir un certain volume de monnaie pour des motifs de transaction, de précaution ou de spéculation comme le précisera Keynes. En d'autres termes, il établit un rapport constant entre le montant total de ses transactions exprimé en monnaie et le volume de monnaie qu'il désire détenir sous la forme d'encaisses

liquides. Tout accroissement du niveau général des prix diminue le pouvoir d'achat de ces encaisses et provoque une augmentation immédiate du volume des encaisses nominales pour maintenir la valeur des encaisses réelles (17). Patinkin appelle ce mécanisme *l'effet d'encaisse réelle*; celui-ci s'exprime au moyen de l'équation de Cambridge. Comme à tout accroissement des encaisses liquides correspond une diminution proportionnelle de la demande de marchandises, l'offre globale ne tarde pas à être supérieure à la demande globale.

Il apparaît ainsi que, dans une économie monétaire où existe un besoin d'encaisses liquides, la demande de marchandises ne dépend plus exclusivement des prix relatifs comme dans l'identité de Say, mais également des prix absolus. La dichotomie marché réel/marché monétaire est ainsi levée par l'effet d'encaisse réelle (18), mais au prix d'un déséquilibre *passager* entre l'offre et la demande globale. Ce mécanisme d'ajustement se poursuivra jusqu'à ce que l'accroissement des encaisses nominales ait permis de rétablir le pouvoir d'achat des encaisses réelles; ou, en d'autres termes, jusqu'à ce que la demande excédentaire de monnaie soit à nouveau égale à zéro.

L'égalité de Say et la théorie quantitative de la monnaie du type de l'équation de Cambridge permettent d'affirmer que *pour chaque système de prix relatifs il n'existe qu'un seul et unique niveau général des prix* auquel le marché monétaire, et donc la totalité des marchés, soit en équilibre. Dans l'égalité de Say, la demande excédentaire de monnaie n'est donc pas toujours nulle comme dans l'identité de Say : elle n'égale zéro qu'en situation d'équilibre. L'offre et la demande de marchandises ne sont plus indépendantes du marché monétaire, mais sont aussi déterminées par cette demande excédentaire - positive ou négative - de monnaie. Par cette démarche, on "rejette ainsi le postulat d'homogénéité, [on] lève la contradiction entre la théorie de la valeur et la théorie de la monnaie, [on] "restaure" du même coup la théorie quantitative et [on] met fin à la dichotomie"(19).

La formalisation de l'égalité de Say permet, par comparaison avec la formulation de l'identité de Say, de montrer l'importance d'une simple substitution d'un signe d'identité par un signe d'égalité.

Admettre que l'identité d'équilibre du type de la loi de Walras cède sa place à une égalité du type

$$\sum_{i=1}^{n} p_i D_i = \sum_{i=1}^{n} p_i S_i$$

implique que l'identité de Say cède sa place à l'égalité de Say

$$\sum_{i=1}^{n-1} p_i D_i = \sum_{i=1}^{n-1} p_i S_i \quad \text{si, et seulement si } D_n = S_n,$$

ou encore si $D_n - S_n = \Delta M = 0$

*à l'équilibre.*

L'égalité de Say étant ainsi démontrée, une partie essentielle de la démarche reste encore à faire. Il s'agit en effet de considérer les écrits de Say, Ricardo et de J.S. Mill pour y trouver la confirmation de la présence de l'égalité de Say. Les avis des commentateurs sont extrêmement partagés; mais il semble que ce ne soit pas trop solliciter la littérature classique que d'en extraire des passages favorables à l'égalité de Say, parallèlement aux nombreuses citations déjà relevées et qui étaient, elles, favorables à une interprétation de la loi des débouchés du type identité de Say.

B. L'égalité de Say et les auteurs classiques : Say, Ricardo, J.S. Mill

D'emblée, il faut préciser qu'aucun auteur classique n'a jamais démontré complètement les mécanismes de l'égalité de Say. Tout comme pour l'identité de Say, et même d'une manière peut-être un peu plus floue, ils ont parsemé leurs écrits de références à un vague processus d'ajustement qui permettrait au système de corriger lui-même ses déséquilibres hors du plein-emploi des facteurs de production. L'absence de toute différenciation claire et tranchée entre l'identité de Say et l'égalité de Say ne facilite pas, tant s'en faut, cette démonstration. Pour pallier cette absence de clarté, il faut tenter un essai d'appréciation globale du rôle et de la place de l'égalité de Say dans

la structure et la logique du modèle classique. Il apparaîtra finalement que l'absence d'une démonstration élaborée de l'égalité de Say ne découle pas de l'ignorance, ou du refus, des Classiques de s'occuper de ces "changements soudains dans les voies du commerce"(20), mais bien d'un désintérêt total pour les périodes d'ajustements séparant deux situations d'équilibre. Il serait bien difficile de tenir rigueur à des théoriciens exclusivement intéressés par les problèmes d'équilibre séculaire de ne pas s'être attardés sur des problèmes séquentiels que, cependant, ils n'ignoraient pas. Pour analyser d'une manière systématique les éléments épars d'une théorie de l'égalité de Say dans les oeuvres des grands auteurs classiques, il est indispensable de disposer d'un schéma d'interprétation précis. Même si celui-ci ne s'applique pas d'une manière complète à chacun de ces auteurs, il permet de mettre au moins en évidence les lacunes et les insuffisances des différentes théories en présence.

Dans un premier temps, il faudra s'assurer que chacun d'eux est conscient de la réalité des crises cycliques séparant deux états d'équilibre. La reconnaissance de cette réalité économique qu'ils vivaient est en effet fondamentale : si l'un des auteurs la niait explicitement, la tentative de trouver dans son oeuvre des traces de l'égalité de Say s'arrêterait là.

Dans un deuxième temps, un examen attentif de leur conception de la monnaie et du rôle qu'ils lui ont accordé devrait permettre d'éclaircir la dualité fondamentale entre la monnaie "unité de compte" de l'identité de Say et la monnaie "réserve de valeur" de l'égalité de Say.

Dans un troisième temps, il s'agira de détecter l'existence ou l'absence d'une théorie de l'effet d'encaisse réelle, même implicitement formulée.

La reconnaissance explicite de ces trois éléments par un auteur permettrait d'affirmer sans hésitation qu'il est conscient d'une loi des débouchés du type égalité de Say alors même qu'il affirmerait ailleurs son attachement à l'identité de Say, dans le cadre d'une analyse de longue période.

Après avoir passé les oeuvres de Say et Ricardo au crible de ce petit modèle analytique, il faudra soumettre certains écrits de J.S. Mill à la même critique. En 1830, Mill a synthétisé d'une manière exhaustive et beaucoup plus fine le problème des débouchés, en faisant notamment preuve d'une clairvoyance étonnante du problème central de la double conception de la monnaie. Son essai *Sur l'influence de la consommation sur la production* (21) reflète l'aboutissement ultime de la querelle des débouchés. La synthèse qu'offre Mill d'un débat auquel il ne prit paradoxalement aucune part, en raison de son jeune âge, reste pour la postérité l'expression la plus parfaite de la conception classique de la loi des débouchés.

1. L'égalité de Say dans l'oeuvre de Say

Dans le célèbre chapitre XV de son *Traité*, il apparaît que Say n'envisageait aucune possibilité de surproduction générale dans la longue période, tout en admettant les déséquilibres momentanés qui pour lui ne pouvaient être généraux :

> (...) d'où vient, demandera-t-on, cette quantité de marchandises qui, à certaines époques, encombrent la circulation, sans pouvoir trouver d'acheteurs ? pourquoi ces marchandises ne s'achètent-elles pas les unes les autres ?(22)

La fonction "unité de compte" de la monnaie l'emporte largement chez Say, sans toutefois que son rôle "réserve de valeur" soit totalement ignoré. Il apparaît en effet comme complètement invraisemblable à Say que l'on veuille durablement thésauriser. Comme l'écrit Schumpeter, "si l'on avait questionné Say pour savoir si un refus de dépenser la totalité de son revenu provoquerait des déséquilibres graves (...), il aurait certainement répondu, et avec raison, qu'il avait rédigé son *Traité* pour des lecteurs doués d'une intelligence normale"(23).

Toutefois, et à de multiples reprises, il fait implicitement allusion à la fonction "réserve de valeur" de la monnaie lorsqu'il analyse en détail l'usage

que l'on fait de la monnaie métallique; mais aussi et surtout Say se penche avec attention sur le rôle de la monnaie fiduciaire. Le chapitre consacré aux billets à ordre et aux lettres de change (24) montre un Say parfaitement conscient du laps de temps séparant l'émission et le remboursement de tels effets, épaisseur de temps durant laquelle cette monnaie fiduciaire joue un rôle de "réserve de valeur"(25).

Say ne pouvait refuser d'admettre que toute monnaie, sous quelque forme qu'elle se présente, ne soit pas dotée d'une fonction "réserve de valeur", aussi mince que soit l'épaisseur de temps entre son encaissement et son décaissement. La coïncidence entre une vente et un achat ne pouvait logiquement être instantanée, même si, dans l'analyse de longue période cette distinction est superflue et la fonction "réserve de valeur" de la monnaie dépourvue de sens. L'absence de tout développement élaboré sur cette fonction de la monnaie semble découler exclusivement du cadre de l'analyse de longue période du modèle classique, et non pas de l'ignorance de Say en la matière.

Certains passages du *Traité* viennent étayer l'hypothèse de l'utilité et de la réalité des encaisses liquides dans la théorie monétaire de Say, même si celui-ci ne se soucie pas de leur influence sur l'équilibre de courte période. Ainsi, dans le chapitre intitulé "De la nature et de l'usage des monnaies", Say reconnaît "que la qualité qu'on désire essentiellement dans la monnaie est qu'elle conserve sa valeur depuis l'instant où on la reçoit, jusqu'à celui où on la donne; autrement on ne recevrait plus, en échangeant ce que l'on vend contre ce que l'on achète, une marchandise égale en valeur à celle qu'on aurait donnée; on subirait une perte quelconque"(26).

De plus, Say considère ailleurs que le papier-monnaie est doté d'une valeur intrinsèque "qui lui vient uniquement de la possibilité que chacun croit avoir, de le donner en paiement dans les achats qu'on se propose de faire"(27). Say admet ainsi que ce papier-monnaie est bien un instrument de "réserve de valeur" puisque, dépourvu de toute valeur intrinsèque, il permet néanmoins d'acquérir n'importe quelle marchandise. L'auteur du *Traité* est bien forcé de reconnaître cette propriété à la monnaie même s'il estime que l'usage du papier-monnaie est "une violation de foi"(28).

Un dernier passage permet enfin, par une approche différente, d'affirmer l'existence incontestable d'une sorte de préférence pour la liquidité chez l'auteur du *Traité*, même si les conséquences d'un tel phénomène lui sont parfaitement étrangères. Lorsque, à propos des transaction "du commerçant, du manufacturier et du cultivateur", Say se penche sur l'usage qu'ils font de la monnaie, il reconnaît que "tous évitent de garder de l'argent au-delà de ce que peuvent en exiger les usages courants"(29). L'existence des encaisses liquides ne peut être mise en doute, si faibles que soient leur montant et leur vitesse de rotation. Ces "usages courants" ne paraissent guère différents des motifs keynésiens de transaction, de spéculation et de précaution. La position de Keynes - et de nombre d'auteurs post-keynésiens - n'est en fait guère différente sur ce problème (30). Leur horizon d'analyse toutefois les obligeait à en tenir compte dans leur démonstration, alors que dans la longue période classique, la fonction "réserve de valeur" était sans aucune importance théorique. En fin de compte, cette confusion plus que séculaire autour de la "monnaie-voile" aurait pu être levée peut-être par Say lui-même, et en tout cas bien avant Keynes, si l'on avait pris conscience qu'il ne s'agissait en fait que d'une question de définition des hypothèses de base et des conditions de validité.

Dans ces conditions, est-il possible de trouver une manifestation de l'effet d'encaisse réelle dans l'oeuvre de Say, sans trop en solliciter la signification profonde ? Dans tous les cas, il n'y fait explicitement allusion à aucun endroit; aucune démonstration théorique élaborée n'est proposée; seule une description des effets *pratiques* d'une augmentation du volume de la monnaie à la suite d'une augmentation du niveau de la production pourrait refléter d'une manière indirecte un "effet d'encaisse réelle neutre".

> On ne devrait pas dire : la vente ne va pas, parce que l'argent est rare, mais parce que les autres produits le sont. Il y a toujours assez d'argent pour servir à la circulation et à l'échange réciproque des autres valeurs, lorsque ces valeurs existent réellement. Quand l'argent vient à manquer à la masse des affaires, on y supplée aisément, et la nécessité d'y suppléer est l'indication d'une circonstance bien favorable (...). La marchandise intermédiaire qui facilite tous les échanges [ la monnaie ] se remplace aisément dans ce cas-là par des moyens connus des négociants, [ note de Say : Des

> effets au porteur, des billets de banque, des crédits ouverts, des compensations de créances, comme à Amsterdam et à Londres ] et bientôt la monnaie afflue, par la raison que la monnaie est une marchandise et que toute espèce de marchandise se rend aux lieux où l'on en a besoin.(31)

Cette surprenante démonstration de Say tend à prouver, que la seule manière de maintenir un niveau général des prix stable à la suite d'un accroissement de la production, consiste à augmenter dans la même proportion le volume des moyens de paiement par une *création* de monnaie (32). En d'autres termes, n'a-t-on pas un effet d'encaisse réelle neutre dans la mesure où, sans un accroissement du volume de la monnaie scripturale, on aboutirait à une chute du niveau général des prix et à une diminution des encaisses nominales pour maintenir les encaisses réelles constantes et permettre ainsi l'écoulement du total de la production ? La notion de demande de monnaie fait son apparition et la seule manière de garantir le niveau général des prix et l'équilibre des marchés consiste, conformément à l'égalité de Say, à maintenir égale à zéro cette demande excédentaire de monnaie. Il apparaît également qu'avant de retrouver cet état d'équilibre grâce à l'accroissement du volume de la monnaie scripturale, "les commerçants, manufacturiers et cultivateurs" auront momentanément soufferts de la pénurie de liquidités. Le volume de leurs encaisses liquides aura diminué (effet d'encaisse réelle négatif) provoquant une demande excédentaire nette de monnaie rapidement comblée par l'accroissement de la monnaie fiduciaire. L'équilibre général des marchés est alors retrouvé.

Ce mécanisme auto-régulateur de courte période tendrait à prouver, qu'implicitement au moins, Say était conscient des déséquilibres momentanés et du rôle que la monnaie est appelée à jouer dans le retour à l'équilibre des marchés; que ce soit par le biais de l'augmentation de son volume ou par celui de l'effet d'encaisse réelle.

En conclusion, il semble bien que, contrairement à ce qu'affirment les partisans de l'identité de Say, l'auteur du *Traité* ait partiellement saisi la relation entre un niveau général des prix déterminé et un système particulier de prix relatifs. L'offre et la demande de marchandises ne sont pas indépendantes du marché monétaire. Say estime, en effet, que les sujets écono-

miques préféreront un accroissement du volume de la monnaie scripturale et le maintien du niveau général des prix à un volume constant des moyens de paiements, corollaire d'une chute du niveau général des prix. Il y a donc interdépendance et non dichotomie entre les marchés réels et le marché monétaire; la loi des débouchés n'est valable "qu'à l'équilibre".

## 2. L'égalité de Say dans l'oeuvre de Ricardo

Les titres des chapitres XIX et XXI des *Principes* de Ricardo expriment très clairement la distinction que fait leur auteur entre une stagnation séculaire et une dépression cyclique. La loi des débouchés, type égalité de Say, s'applique uniquement dans la longue période.

Les développements relatifs à la loi de Say sont en effet essentiellement circonscrits au chapitre XXI intitulé "Des effets de l'accumulation sur les profits et sur l'intérêt des capitaux"(33). Quelques pages plus haut, Ricardo reconnaît explicitement, au chapitre XIX, l'existence dans la courte période de "détresses" engendrées par "des changements soudains dans l'orientation du commerce"(34). La lettre de Ricardo à Malthus du 24 janvier 1817 coupe court à toute hésitation et permet d'affirmer avec une totale certitude que l'auteur des *Principes* était parfaitement conscient de cette opposition court terme/long terme, et qu'il réservait son analyse de la loi des débouchés à la longue période. L'identité de Say paraît ainsi aussi étrangère à la logique du système ricardien qu'elle l'était à celle du modèle de Say.

> Il m'apparaît qu'une grande cause de notre différence d'opinion sur les sujets que nous avons si souvent discutés tient à ce que vous avez toujours à l'esprit les effets immédiats et temporaires de changements particuliers - tandis que je mets à l'écart ces effets immédiats et temporaires pour fixer toute mon attention sur l'état permanent des choses qui en résultent.(35)

Cette affirmation démontre avec une rare netteté le rattachement de Ricardo à une analyse de statique comparative qu'il est le premier à définir aussi clairement, par rapport au courant d'analyse conjoncturelle de Malthus et

Sismondi. Il est étonnant que ni ses contemporains ni ses successeurs n'aient compris la portée de cette opposition essentielle dont Ricardo était pourtant conscient. L'auteur des *Principes* n'a pas poursuivi l'analyse des conséquences de cette différenciation et a cantonné sa démonstration dans la longue période; ses successeurs et notamment J.S. Mill, ont adhéré pour la plupart à cette distinction court terme/long terme, mais ne se sont guère souciés de la préciser et d'en tirer les conséquences (36).

Le problème de la nature et des fonctions de la monnaie est à la fois plus complexe et plus simple chez Ricardo que chez Say, ou même que chez Mill. La distinction entre le rôle de la monnaie dans la courte période et dans la longue période s'estompe derrière une théorie de la monnaie matérielle et de la monnaie fiduciaire, considérées comme des biens économiques. Dans les deux conjonctures, Ricardo intègre parfaitement sa théorie de la valeur et sa théorie de la monnaie en ayant recours à la notion de *valeur absolue*. Cette dernière est définie par le rapport de tous les biens - y compris la monnaie - à un principe étranger au marché, à savoir la notion de travail distinguée de la force de travail. Ricardo adopte ainsi sans conteste, dans la longue période, une loi des débouchés du type identité de Say *sans* provoquer la dichotomie marchés réels/marché monétaire. Il a utilisé pour cela le concept de valeur absolue, principe "non marchand" comme dirait Marx, seul commun dénominateur possible des valeurs réelles et monétaires. La logique du système ricardien est de ce fait largement supérieure à celle des autres Classiques, même si cette cohésion est acquise grâce aux notions de valeur absolue et de prix naturels(37).

La théorie des prix absolus résout le problème de la valeur de la monnaie en ayant recours à la théorie de la valeur coût de production, elle-même exprimée par l'invariant travail. La stabilité du coût de production de la monnaie, garantie par une stabilité de sa valeur absolue exprimée en travail, permet à Ricardo de considérer l'or monétaire comme un étalon stable (38). La valeur unitaire de la monnaie (matérielle ou fiduciaire) est ainsi définie par rapport au travail comme celle de n'importe quel autre bien. Le pouvoir d'achat de la monnaie n'est en fait qu'un cas particulier de prix naturel. Le prix de marché de la monnaie oscille autour de ce prix naturel. Comme l'écrit Schmitt :

> Si l'afflux des espèces continue après que la masse est arrivée à valeur globale (multiplication de la quantité par la valeur unitaire) suffisante, la monnaie n'est plus augmentée qu'en sa quantité tandis que la valeur globale cesse de croître : par réaction, l'unité pourtant légalement définie, perd une partie de sa valeur au profit des unités excédentaires.(39)

En dépit de cette parfaite cohérence des théories réelle et monétaire dans la longue période, les notions d'offre et de demande de monnaie font néanmoins explicitement leur apparition dans la théorie de Ricardo, parallèlement aux "troubles de commerce". Les brutales variations de volume de la monnaie, par l'intermédiaire de la création ou de la destruction des crédits bancaires sont au centre de la "querelle bullioniste" à laquelle Ricardo a pris une part active (40).

Au niveau de la demande de monnaie, il ne fait aucun doute que cette question est clairement apparue à Ricardo. Il n'en tire cependant aucun parti conformément à son mode d'analyse de longue période et à l'intégration de la théorie de la valeur de la monnaie à sa conception générale de la valeur. Une modification du volume de la demande de monnaie est fonction, pour Ricardo, des variations du niveau général des prix et de facteurs institutionnels (41). Dans un tel cadre de réflexion, le "prince des économistes" peut affirmer qu'aucun changement brutal et soudain de la demande de monnaie n'est plausible :

> Il m'apparaît que personne ne serait disposé à canceler son argent; tout individu s'efforcera de le rendre aussi productif qu'il le peut; il n'achètera aucune marchandise, s'il s'attend à ce que le prix baisse, mais sera heureux de prêter son argent contre intérêt durant le laps de temps qu'il jugera nécessaire (...). (42)

Dans la courte période, Ricardo - suivant en cela Smith - est logiquement amené à admettre l'existence d'une demande de monnaie, même s'il ne l'exprime pas explicitement. La logique d'une économie monétaire l'oblige à considérer le laps de temps qui sépare l'encaissement du décaissement du produit d'une vente : la notion d'encaisses liquides ne lui est donc pas étrangère. La théorie de la monnaie-voile, par la logique même du système, n'est utilisable que dans l'analyse de longue période, conjointement au modèle classique. La variable monétaire perd sa neutralité dans la courte période et dans les situations de déséquilibres passagers. Ricardo en était parfaitement conscient,

mais sa théorie particulière de la valeur de la monnaie et son désintérêt total des problèmes d'intervalle devaient le mener sur une autre voie : aucune allusion, même implicite, sur un quelconque rôle actif de la monnaie n'apparaît dans toute son oeuvre (43).

Toute démonstration d'un éventuel effet d'encaisse réelle est également absente des écrits de Ricardo. Il est cependant possible d'affirmer que la dichotomie entre prix relatifs et prix monéraires n'existe pas et que la conception ricardienne de la loi des débouchés s'exprime sous la forme d'une égalité. Il est évident que toute la démonstration de Ricardo repose entièrement sur la notion de valeur absolue devenue aujourd'hui caduque. Il n'en demeure pas moins que l'effort de logique et de synthèse de Ricardo demeure unique au sein de l'Ecole classique.

Finalement, la reconnaissance de possibles "troubles de commerce" dans la courte période et l'effort d'intégration de la valeur et de la théorie monéteire permettent de rejeter la dichotomie et d'affirmer que l'égalité de Say est conforme à la logique du système ricardien.

En dernière analyse, le rejet de cette dichotomie et de l'identité de Say pourrait s'exprimer en une phrase, empruntée à Hayek :

> Il est contradictoire de discuter d'un processus qui ne saurait exister sans monnaie,et d'affirmer simultanément que la monnaie en est absente ou qu'elle ne saurait l'influencer.(44)

Il semble bien difficile d'accuser Ricardo d'être coupable de cette contradiction.

### 3. L'égalité de Say dans l'oeuvre de J.S. Mill

Bien que Mill ne participât d'aucune manière à la querelle des débouchés, en raison de son jeune âge, sa conception de la loi de Say, qui marque l'aboutissement naturel de la querelle des débouchés, doit être analysée pour trois raisons.

En premier lieu, et Mill le reconnaît lui-même, toute son œuvre "ne contredit pas mais s'intègre à la théorie classique"(45); ses propres recherches théoriques "restent extrêmement fidèles à Ricardo"(46) et il ajoute même :

> Je doute qu'il y ait dans mon livre une seule proposition [d'économie pure] qui ne puisse être considérée comme un corollaire de sa doctrine.(47)

Sa conception de la loi des débouchés reste ainsi strictement dans la ligne des Classiques orthodoxes. Sa présentation atteint cependant un tel degré de clarté que, durant presque cent ans, il sera toujours fait référence aux *Principes* de Mill plutôt qu'au *Traité* de Say ou aux *Principes* de Ricardo lorsqu'il s'agira de parler du problème des débouchés (48).

En deuxième lieu, la quasi-totalité des pages que Mill consacre à la loi de Say se trouve dans un modeste essai qu'il écrivit en 1830 et qui ne fut publié qu'en 1844 : *De l'influence de la consommation sur la production* (49). Dans cet opuscule de vingt-sept pages, Mill, sans se référer aux textes des quatre auteurs qui l'avaient précédé, réexpose et prolonge avec une extraordinaire maîtrise la position orthodoxe de Say et de Ricardo. Quelques années à peine après la fin de la querelle des débouchés, Mill clôt définitivement le débat avec une sérénité qui manquait peut-être à Say et à Ricardo. Malthus et Sismondi sont renvoyés à leur "erreur fondamentale[ qui] s'est répandue comme un voile entre eux et les parties les plus difficiles de la science "(50), et le principe esquissé par Say prend une tournure dogmatique qu'il faudra plus d'un siècle pour réfuter.

En troisième lieu, l'énoncé du principe des débouchés par Mill, principalement dans ses implications monétaires et par l'importance qu'il accorde à la distinction entre les dépressions cycliques et la stagnation séculaire, démontre clairement qu'il n'y a pas lieu, une fois encore, de l'interpréter sous la forme d'une identité. Héritier direct de la tradition ricardienne et mentor de tous les économistes anglo-saxons qui lui succèderont jusqu'à Keynes, Mill joue un rôle essentiel dans l'interprétation et la transmission de la loi des débouchés sous la forme d'une égalité tendancielle, valable à l'équilibre.

Le système d'analyse tripartite utilisé pour les oeuvres de Say et de Ricardo s'applique particulièrement bien dans le cas de Mill. De nombreux éléments implicites ou mal définis chez les deux premiers auteurs apparaissent avec clarté et précision chez Mill, sans pour autant qu'il y ait contradiction entre ces deux approches.

En quelques paragraphes fondamentaux (51), Mill démontre avec une parfaite précision les mécanismes de l'analyse de statique comparée esquissée par Ricardo. Le développement économique est une succession de crises cycliques de surproduction et de sous-production séparées par de brèves périodes durant lesquelles l'équilibre général est atteint. La réalité de la dépression cyclique n'est pas niée, ni même mise en doute. Au contraire, elle semble même occuper le devant de la scène. Les situations de déséquilibre sont en effet plus fréquentes et beaucoup plus longues que les périodes d'équilibre général, même si, dans la longue période, parallèlement au problème de l'accumulation du capital, toute surproduction est exclue.

Les fluctuations cycliques sont d'ordre commercial, comme pour Ricardo, et l'état d'équilibre de longue période, lié à la loi des débouchés, se conjugue avec les phénomènes de croissance séculaire, d'accumulation du capital et de variation du volume de la population.

> Exception faite de courtes périodes de transition, il y a presque toujours soit un marché très actif soit une grande stagnation; ou bien les principaux producteurs de la plupart des biens industriels importants ont autant de commandes qu'ils peuvent exécuter, ou bien la plupart des négociants ont leurs entrepôts pleins de marchandises invendues (...).
>
> Cette dernière situation est celle que l'on qualifie généralement de crise générale de surproduction.(52)

Mill s'empresse cependant d'ajouter que cette surproduction générale ne saurait être que momentanée, et qu'un retour à l'équilibre est implicitement contenu dans les mécanismes auto-régulateurs des prix et de l'intérêt et dans sa conception de la monnaie.

> Il y a simplement stagnation pour ceux qui ne sont pas obligés de vendre, mais c'est un grand malheur pour ceux qui y sont tenus. Il est vrai que cette situation n'est que temporaire et qu'elle est nécessairement suivie d'une réaction inverse d'une violence correspondante.(53)

Mill décrit ainsi explicitement - contrairement à Say et à Ricardo - les mécanismes et la réalité de situations temporaires où le volume global de l'offre est supérieur au volume global de la demande. Il considère toutefois de telles conjonctures comme exclusivement passagères et souligne expressément qu'il ne s'agit en tout cas pas de ce que l'on appelle des crises *générales* de surproduction. Pour Mill, il y a simple querelle de définitions :

> C'est une simple question de définitions, mais elle est d'importance, car il nous semble que la plupart des divergences d'opinion ne sont qu'apparentes et résultent simplement des différents modes d'appréhension et de description de phénomènes identiques. De plus, des auteurs qui, finalement tomberont d'accord, se sont mutuellement accusés d'avoir commis des erreurs grossières et parfois même d'avoir proposés de fausses interprétations.(54)

Le mécanisme de cette confusion fondamentale entre deux types de crises est démontré par Mill qui, pour arriver à ses fins, a recours à une théorie de la demande de monnaie :

> La monnaie doit elle-même être considérée comme un bien, de manière à rendre utilisable la théorie qui affirme l'impossibilité de toute crise générale de surproduction. On devra alors admettre sans hésitation qu'il ne saurait y avoir simultanément une offre excédentaire pour tous les biens *et* une demande excédentaire de monnaie.(55)

La dualité de la conception de la monnaie - unité de compte et/ou réserve de valeur-apparaît pour la première fois avec clarté dans la théorie classique. Mill l'utilise pour démontrer le caractère exclusivement partiel et temporaire des crises dites de surproduction. Il réserve en réalité ce terme, contrairement à Malthus et Sismondi, à la longue période, seule épaisseur de temps dans laquelle saurait se poser le problème des débouchés.

Cette distinction entre "l'excédent temporaire de toutes marchandises sur la demande de monnaie" qui est la caractéristique de la crise commerciale et "l'abaissement permanent des moyens des producteurs faute de débouchés"(56) postule une conception de la monnaie qui n'est plus le simple "voile" cher à Say. Certes, cette théorie de la neutralité de la monnaie conserve toute sa validité dans l'analyse de longue période, la seule qui intéresse vraiment Mill. Examinée sous cet angle, la théorie monétaire de Mill est l'exacte répétition de celle de Say, de Ricardo, de Malthus et de Sismondi. La monnaie reste une simple unité de compte :

> Il est évident (...) que la simple introduction d'un moyen d'échange qui consiste à troquer un objet contre de la monnaie et cette monnaie contre un autre objet, ne change en rien le caractère essentiel des transactions.(57)

Il n'en va pas de même dans la courte période dans laquelle la monnaie - dotée momentanément d'une fonction "réserve de valeur" - est appelée à jouer un rôle moteur dans les fluctuations cycliques, dans les mécanismes du retour à un équilibre perturbé par les crises commerciales (58). Mill développe *toutes* les implications monétaires de l'absence de simultanéité entre la vente et l'achat de marchandises dans une économie monétaire, en faisant toutefois explicitement confiance à un certain nombre de mécanismes auto-régulateurs pour retrouver une situation d'équilibre.

> La cause de l'utilisation de la monnaie, et la seule raison de son emploi, vient de ce qu'elle permet de diviser tout échange en deux opérations distinctes; la première d'entre-elles peut être exécutée aujourd'hui et la seconde dans une année, ou à n'importe quelle date qui conviendrait le mieux (...). L'achat et la vente étant maintenant séparés, il pourrait très bien arriver qu'il y ait simultanément une disposition très générale à vouloir vendre dans les plus brefs délais et une égale disposition à vouloir différer au maximum tous les achats. Cette situation prévaut effectivement toujours dans les périodes qui sont considérées comme des périodes de surproduction généralisée.(59)

Les crises commerciales et momentanées sont exclusivement le produit de ce dérèglement qu'introduit la monnaie dans une économie de troc. "La monnaie

est un bien et sa valeur est déterminée comme celle des autres biens"(60). "La valeur ou pouvoir d'achat de la monnaie dépend en premier lieu de l'offre et de la demande"(61). L'équilibre du marché monétaire, et donc l'équilibre de **tous les marchés des marchandises n'est pas** automatiquement garanti. L'identité de Say est étrangère à un tel type d'économie et l'égalité de Say n'assure que momentanément un état d'équilibre général, entre chacun des cycles de la conjoncture.

Mill, contrairement à ce qu'affirme Patinkin (62), cherche clairement à définir les conditions de l'équilibre du marché monétaire. Par là, il est amené à s'occuper du rôle du moyen de paiement dans la courte période. L'équilibre général, conformément aux conditions synthétisées par l'égalité de Say, n'est atteint que lorsque la demande excédentaire de monnaie est nulle; Mill démontre clairement les mécanismes d'interdépendance entre le niveau général des prix et la monnaie, qui permettent la vérification de l'égalité $(D_n = S_n = \Delta M = 0)$, *à l'équilibre*, et donc de l'égalité de Say.

Mill effectue la démonstration du rôle de la monnaie dans le cadre d'une de ces dépressions passagères, que d'aucuns - selon lui - appellent des crises *générales* de surproduction, durant laquelle le niveau général des prix baisse, les vendeurs étant pressés d'écouler leurs marchandises et les acheteurs reportant au maximum leurs achats, préférant détenir de la monnaie plutôt que des marchandises en constante dévalorisation.

> Cette situation prévaut effectivement toujours dans les périodes qui sont considérées comme des périodes de surproduction généralisée. Personne ne saurait contester, après de telles explications, la possibilité d'une surproduction générale dans cette acception du terme.(63)

Sans faire référence à un mécanisme du type effet d'encaisse réelle, Mill explique néanmoins avec clarté les variations et l'utilité du volume des encaisses liquides, et leur influence sur les prix relatifs.

1. Dans une conjoncture "d'anxiété générale"(64), le niveau général des prix baisse, toutes les marchandises étant offertes en trop grande quantité,

exception faite de la monnaie. Mill constate avec raison que si "le prix de tous les biens diminue, cette baisse importe peu puisque le prix monétaire ne compte pas, tant que la valeur relative de tous les biens reste la même. Nous affirmons que cela serait vrai si les bas prix devaient se perpétuer (...)"(65). La relation entre prix relatifs et prix monétaires est étroite en raison même du rôle des encaisses liquides et des possibilités de retour au niveau général antérieur des prix, permettant de rééquilibrer simultanément le marché monétaire et les marchés des marchandises.

2. La démarche de Mill est simple, même s'il n'est absolument pas conscient des mécanismes de l'effet d'encaisse réelle. Il considère plus vraisemblablement que la préférence pour la liquidité pour des motifs de précaution entraîne une augmentation des encaisses nominales compensant plus que proportionnellement la diminution de celles-ci à la suite de la baisse du niveau général des prix (66).

La chute du niveau général des prix, si elle était considérée comme définitive et permanente, n'influerait d'aucune manière ni sur les prix relatifs des marchandises ni sur le volume des transactions réelles, le niveau des encaisses liquides diminuant d'une manière exactement proportionnelle à la baisse du niveau général des prix. Or, une conjoncture dans laquelle l'offre de marchandises est supérieure à la demande ne peut se traduire dans les faits que par une demande excédentaire nette de monnaie correspondant exactement à la déficience de la demande effective. Mill ne souffle mot de la diminution des encaisses nominales qui devrait suivre la baisse du niveau général des prix, car il considère que les sujets économiques sont tous persuadés que la dépression n'est que passagère. A plus ou moins long terme, la demande de marchandises reprendra, les acheteurs ne pouvant indéfiniment reporter leurs opérations (67). Le niveau général des prix s'élèvera à nouveau et il sera alors indispensable de détenir un volume d'encaisses liquides en relation avec la valeur monétaire des transactions réelles projetées. En d'autres termes, il y a un phénomène d'anticipation à la hausse du niveau général des prix et un ajustement des encaisses liquides aux besoins en monnaie qui se feront sentir une fois la hausse des prix réalisée.

3. Mill peut ainsi nier la réalité des crises générales de surproduction et affirmer du même coup le rôle essentiel des encaisses liquides dans les fluctuations conjoncturelles :

> Ceux qui, lors de périodes telles que celle que nous venons de décrire, ont affirmé qu'il y avait surproduction de tous les biens n'ont jamais prétendu que la monnaie était l'un de ces biens (...). Ce qu'ils appelaient une surproduction générale n'était pas une surabondance des biens par rapport à la monnaie. Cela revenait à dire que, dans une telle conjoncture, chacun préférait détenir de la monnaie plutôt que tout autre bien, dans l'attente de devoir répondre à des demandes imprévues. La monnaie était donc demandée et tous les autres biens étaient relativement négligés. Dans des cas extrêmes, la monnaie est recherchée en masse et thésaurisée; dans les situations intermédiaires, les gens préfèrent différer l'utilisation de leur argent, et renoncer à tout nouvel engagement qui entraînerait une dépense en monnaie. Il en résulte une diminution du prix de toutes les marchandises.(68)

La crise générale de surproduction peut ainsi être considérée par Mill comme un non-sens, logiquement impossible : il ne saurait y avoir de surproduction générale de tous les biens *mais seulement surproduction relative de marchandises par rapport à la monnaie*. Mill exprime simplement sous une forme un peu plus élaborée, en utilisant la variable monétaire la théorie des disproportionnalités chère à Say et à Ricardo.

La demande excédentaire nette de monnaie ne peut être que momentanée. Dès que le niveau général des prix recommencera à s'élever en raison d'un accroissement de la demande de marchandises, cette demande excédentaire de monnaie diminuera progressivement jusqu'à égaler zéro. L'équilibre général exprimé par l'égalité de Say sera à nouveau atteint, aucune modification des encaisses liquides n'étant envisagée par les sujets économiques. Malgré la prise de conscience du rôle de la monnaie, le problème crucial demeure. Comment et pourquoi ces crises de surproduction par rapport à la monnaie "ne sont-elles que temporaires" ?(69) Quels sont les mécanismes exacts qui permettent ce renversement de tendances sur le marché des marchandises ? Pourquoi une diminution du niveau général des prix porte-t-elle en elle son propre remède ?

On peut affirmer que Mill défend sans équivoque une conception de la loi des débouchés du type égalité de Say : la demande de marchandises n'est pas exclusivement fonction des prix relatifs mais aussi des prix absolus par le biais des encaisses liquides. La dichotomie marchés réels/marché monétaire est résolue.

Le problème des débouchés ne se pose donc pas dans la courte période et ne concerne que l'analyse de longue période, dans l'optique d'une éventuelle stagnation séculaire.

C. Conclusion

Avec plus ou moins de précision, mais sans aucun doute possible, il apparaît clairement que tous les auteurs classiques interprétaient *aussi* la loi des débouchés sous la forme d'une égalité valable à l'équilibre. Ils étaient parfaitement conscients des crises commerciales de courte période, qu'ils se gardaient bien de confondre avec le problème des débouchés lié à la théorie de l'état stationnaire.

L'absence d'intérêt des économistes classiques pour les "problèmes d'intervalles" n'encouragea pas l'approfondissement de ce type d'analyse de courte période. L'absence totale de distinctions clairement marquées entre l'identité de Say et l'égalité de Say trouve probablement son origine dans la certitude, solidement ancrée dans l'esprit des auteurs classiques, que "tout finalement finirait par s'arranger". L'analyse de statique comparée de l'égalité de Say ne permet-elle pas en définitive d'aboutir au même état d'équilibre que l'identité de Say ? L'extrême confusion entre ces deux notions, parallèlement et souvent même simultanément affirmées, ne trouve-t-elle pas son origine dans le peu d'intérêt manifesté à l'égard des mécanismes permettant d'atteindre l'équilibre défini par l'égalité de Say ? Cette volonté délibérée de ne raisonner "qu'à l'équilibre", alors même que, aux dires de Mill, les situations de déséquilibres sont plus fréquentes, est intimement liée à une philosophie économique plus soucieuse du bien-être futur que de la condition présente de l'homme (70).

En dépit du peu d'intérêt des Classiques pour les problèmes conjoncturels et de l'absence de toute distinction élaborée entre l'égalité et l'identité de Say, on peut affirmer, à l'encontre d'une longue tradition, que les auteurs classiques étaient conscients de ces deux problèmes et que le rôle qu'ils attribuaient à la monnaie dans la courte période devrait permettre de les laver de l'accusation de "dichotomiser" systématiquement le processus de formation des prix.

La place que tient le moyen de paiement dans les mécanismes de retour à l'équilibre d'une économie qui ne souffre pas d'une crise générale de surproduction de tous les biens, mais d'une crise générale de surproduction relative des marchandises par rapport à la monnaie, démontre l'étroite relation qui existe entre le marché monétaire et les marchés réels. Les prix relatifs ne sont pas exclusivement déterminés par les marchés réels, et les variations de prix absolus - par le biais des encaisses liquides - sont toujours liées à une modification des prix relatifs. Le niveau général des prix absolus n'est pas indéterminé, l'équilibre général ne saurait être atteint sur le marché des marchandises tant que le marché monétaire n'est pas aussi en équilibre; ou, en d'autres termes, tant que la demande excédentaire de monnaie n'est pas égale à zéro. Le postulat d'homogénéité tombe, car il peut y avoir effet de substitution entre les différents biens, et notamment entre les marchandises et la monnaie. L'offre de marchandises ne peut créer sa propre demande que si le marché monétaire est en équilibre. La théorie de la monnaie réintègre finalement la théorie de la valeur dont elle n'est qu'un cas particulier (71).

L'égalité de Say postule une analyse de statique comparative dans laquelle la définition des états d'équilibre l'emporte complètement sur la description des mécanismes auto-régulateurs appelés à rééquilibrer l'économie durant les périodes de transition.

Deux problèmes restent encore à approfondir pour achever l'examen des implications de la loi des débouchés, version égalité de Say, dans le modèle classique :

- la nature et le fonctionnement des mécanismes monétaires postulés par l'égalité de Say,
- la compatibilité de ces mécanismes avec le modèle classique.

Par. 5.- L'égalité de Say et la théorie monétaire de l'Ecole classique

La version "égalité de Say" de la loi des débouchés semble plus conforme que l'identité de Say à la logique interne du modèle classique. Les fluctuations conjoncturelles de la réalité économique s'intègrent parfaitement à une théorie de l'équilibre tendanciel et instable, alors qu'elles sont totalement étrangères au principe d'économie pure de l'équilibre et de l'identité permanente.

Une fois admis la réalité des crises cycliques, l'absence d'équilibre constant entre l'offre et la demande globales de marchandises et le rôle décisif des encaisses liquides dans l'explication des déséquilibres momentanés, il importe de poursuivre l'analyse de la théorie classique et de démontrer les mécanismes qui ramènent les marchés à l'équilibre après la dépression temporaire. L'identité de Say excluait tout recours à une théorie monétaire quelle qu'elle soit : la monnaie n'était qu'un voile. En revanche, l'analyse monétaire est un corollaire obligé de l'égalité de Say. L'adoption de cette version de la loi des débouchés implique une théorie monétaire élaborée. Il est donc nécessaire d'examiner avec soin le rôle exact de la monnaie dans les diverses phases conjoncturelles.

L'Ecole classique divise sa théorie monétaire en deux tendances bien distinctes, mais qui toutes deux étudient les relations entre le volume de la monnaie et le niveau général des prix. D'une part, les théoriciens du *mécanisme direct*, regroupés derrière Cantillon et Hume, et d'autre part les théoriciens du *mécanisme indirect* qui suivent Thornton et Ricardo.

Les premiers négligent le rôle du taux d'intérêt, alors que les seconds ne conçoivent pas de théorie monétaire sans l'y inclure; les uns affirment une théorie strictement réelle du taux d'intérêt, alors que les autres établissent une liaison entre les variations du taux d'intérêt et le volume de la monnaie. La dualité de la conception classique de la monnaie est à nouveau au centre du débat. Les partisans du mécanisme direct se rendent coupables de la dichotomie marchés réels/marché monétaire alors que les défenseurs du mécanisme indirect tentent une intégration des deux marchés en élaborant - bien avant Wicksell - une théorie des deux taux d'intérêt , le taux naturel et le taux financier.

A. Le mécanisme direct

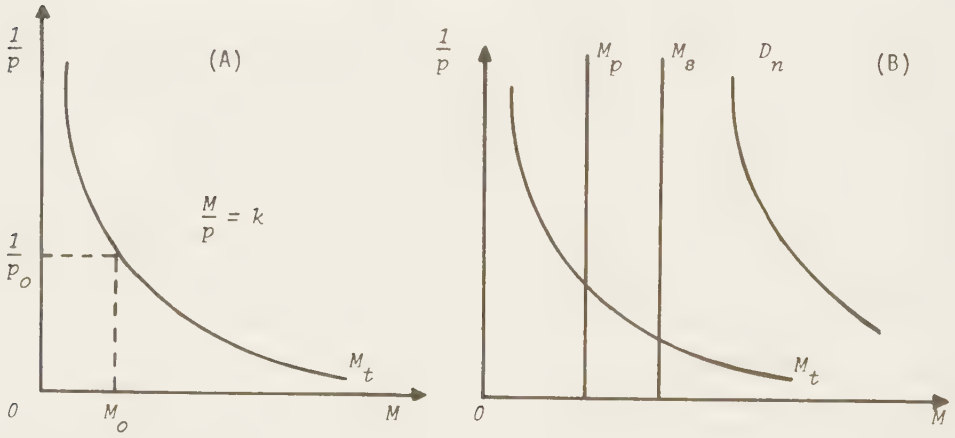
Les théoriciens classiques ont cent fois affirmé qu'une augmentation du volume de la monnaie, par l'intermédiaire d'un accroissement de la demande de marchandises, provoque une hausse exactement proportionnelle du niveau général des prix. Cette banale démonstration héritée de Hume (1) et de Cantillon (2) était une évidence pour tous les auteurs classiques qui, sans en préciser clairement ni les hypothèses de base ni les conséquences, pas plus que le mécanisme exact, répétaient inlassablement qu'un doublement du volume de la monnaie doublait ni plus ni moins le niveau général des prix.

Et pourtant, Hume et Cantillon avaient clairement posé deux hypothèses de base fondamentales, absolument nécessaires au bon fonctionnement du mécanisme quantitatif :

- d'une part, ils considéraient que le volume de la monnaie en circulation était exclusivement déterminé par les "besoins du commerce"; en d'autres termes, que la demande de monnaie pour des motifs de transaction était exactement proportionnelle au volume des transactions réelles (rapport $\frac{M}{T} = k$) (3);
- d'autre part, ils se souciaient de la *manière* dont un accroissement de la monnaie était réparti entre les sujets économiques. La hausse du niveau général des prix n'était exactement proportionnelle à l'accroissement du volume de la monnaie qu'à la condition que cette

augmentation soit distribuée d'une manière neutre, ou, en d'autres termes, qu'à la condition que les encaisses initiales de chaque individu soient augmentées *équiproportionnellement* (4).

"Supposons - *à la Hume* -, écrit Patinkin, que les encaisses de tous les individus dans l'économie aient doublé au cours de la nuit"(5); les prix commenceraient à augmenter et dans le cadre du mécanisme direct devraient exactement doubler. L'analyse de Patinkin permet de saisir pour la première fois la totalité des conséquences qu'implique une telle formulation de la théorie quantitative. L'interdépendance entre la loi des débouchés et la théorie quantitative sera alors plus aisée à comprendre; en effet, l'équilibre général des marchés dépend aussi de l'équilibre du marché monétaire.




Graphique 3 - 1

La courbe de demande globale pour les encaisses nominales ($D_n$) est considérée comme étant fonction du niveau général des prix représenté sur le graphique 3-1 par la relation $\frac{1}{p}$. (Lorsque le niveau général des prix s'élève, le rapport $\frac{1}{p}$ diminue, et inversement; en d'autres termes, $\frac{1}{p}$ exprime la valeur de la monnaie). Cette courbe de demande globale synthétise trois fonctions distinctes :

- la demande de monnaie pour des motifs de transaction ($M_t$).
- la demande de monnaie pour des motifs de précaution ($M_p$).
- la demande de monnaie pour des motifs de spéculation ($M_s$).

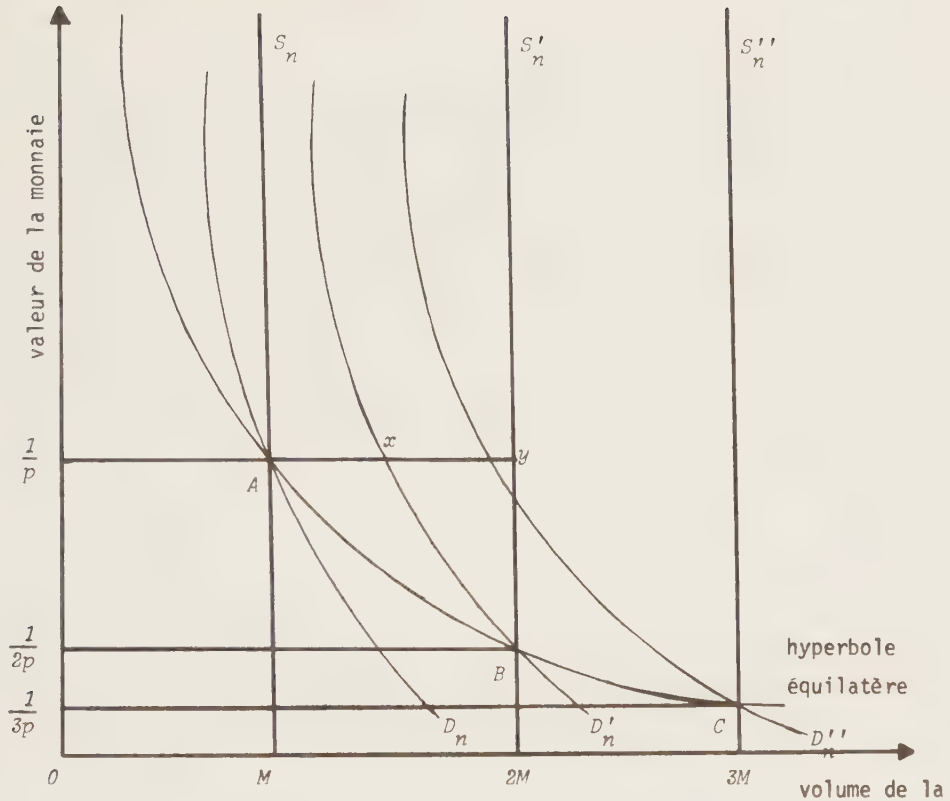
La courbe de demande pour les motifs de transaction - la seule considérée par les Classiques dans cette acception étroite de la théorie quantitative - a la forme d'une *hyperbole équilatère*. En d'autres termes, le **produit de l'abscisse** *(M)* **par** l'ordonnée $(\frac{1}{p})$ est constant en chaque point de la courbe $M_t$ ($\frac{M}{p}$ est constant quelle que soit la valeur de $M$ et de $\frac{1}{p}$). Comme l'ordonnée $\frac{1}{p}$ détermine le prix relatif de la monnaie (c'est-à-dire la part du revenu réel qu'il faut céder pour obtenir une unité de monnaie), la surface du rectangle sous-tendu à un point quelconque de la courbe $M_t$ exprime la valeur réelle des encaisses nominales demandées $(\frac{1}{p_o} ; M_o)$. Conformément à l'hypothèse classique, l'hyperbole équilatère $M_t$ reflète parfaitement le mécanisme d'accroissement de la demande de monnaie à la suite d'une hausse du niveau général des prix pour maintenir la valeur réelle des encaisses nominales. Il s'agit tout simplement de l'effet d'encaisse réelle.

Si l'on considère maintenant que les deux courbes d'encaisses oisives à des fins de spéculation $(M_s)$ et de précaution $(M_p)$ sont indépendantes du niveau général des prix, et que, en bonne doctrine keynésienne, $M_p$ et $M_s$ dépendent du revenu et du taux d'intérêt, on peut affirmer sans risque d'erreur que la courbe de demande globale de monnaie $(D_n)$ n'aura plus la forme d'une hyperbole équilatère. Cette courbe de demande nominale de monnaie, obtenue par l'addition de $M_t$, de $M_s$ et de $M_p$, aura une pente plus accentuée que celle d'une hyperbole équilatère : le volume de la monnaie et le niveau général des prix ne varient donc plus proportionnellement. Toutefois, il apparaît clairement que les variations de la demande nominale de monnaie sont fonction des variations du niveau général des prix. En effet, la courbe de chacun des sujets économiques est convexe par rapport à l'origine. Tout individu normalement rationnel préférera détenir un volume d'encaisses liquides d'autant plus *grand* que le niveau général des prix est élevé. En revanche, la pente de $D_n$ est plus accentuée que celle d'une hyperbole équilatère du type $M_t$, parce qu'avec un niveau général des prix élevé, tout individu préférera détenir un montant proportionnellement plus *faible* d'encaisses réelles. L'effet d'encaisse réelle de la demande de monnaie pour des motifs de transaction est *amorti* par les demandes de monnaie pour des motifs de spéculation et de précaution. L'effet d'encaisse réelle est négatif. En bref, comme l'écrit Patinkin, "l'accroisse-

ment des prix monétaires *n'est plus* accompagné d'un accroissement équiproportionnel des avoirs monétaires nominaux"(6), car la demande de monnaie ne dépend plus exactement de la variation des prix monétaires (7).

La forme de cette courbe de demande totale de monnaie $(D_n)$ dépend finalement des rapports existant entre le désir de détenir des encaisses réelles et le désir de consommer des marchandises. La réaction la plus normale de tout un chacun sera de réduire ses encaisses nominales lors d'une baisse du niveau général des prix pour acquérir plus de marchandises, étant entendu que le revenu réel reste constant. La courbe de demande de l'individu pour les encaisses nominales aura une élasticité inférieure à l'unité; une courbe à élasticité unitaire (en d'autres termes une hyperbole équilatère) traduirait la volonté d'un individu de conserver le même montant d'encaisse réelle, en dépit de la baisse du niveau général des prix.

La représentation de ce mécanisme direct doit encore faire intervenir la courbe d'offre de monnaie pour que la démonstration soit complète. Pour faciliter le raisonnement, l'offre de monnaie est considérée comme une donnée - la droite verticale $S$ - alors qu'en vertu du principe de l'étalon-or cher aux Classiques, l'offre de monnaie devrait être, elle aussi, une fonction du niveau général des prix.




Graphique 3 - 2

Conformément à la méthode analytique de statique comparative et de manière à saisir les mécanismes qui lient deux équilibres dans le temps, la démonstration commence au point *A* sur le graphique 3-2. Ce point déterminé par l'intersection de $D_n$ et de $S_n$ reflète une relation d'équilibre parfait entre le volume de la monnaie et le niveau général des prix. A la suite de Hume, on procède à un doublement du volume de la monnaie en circulation, augmentation qui est répartie d'une manière exactement proportionnelle aux encaisses initialement détenues par chacun des individus. La courbe de demande de monnaie se déplace vers la droite : en effet, les prix relatifs étant demeurés les mêmes et le volume de la monnaie ayant augmenté, chaque individu désire accroître ses achats de marchandises et augmente le volume de ses encaisses

nominales pour être à même de prévenir cette hausse du niveau des transactions. Il en résultera une offre excédentaire de monnaie $xy$ égale à la demande excédentaire de marchandises. Cette demande excédentaire de marchandises provoque une hausse du niveau général des prix jusqu'à ce que celui-ci ait doublé, soit au point $\frac{1}{2p}$, intersection des courbes $D'_n$ et $S'_n$ (8). L'équilibre est retrouvé : les prix doivent augmenter dans la même proportion que la masse monétaire, sans quoi certains sujets économiques continueraient de détenir des encaisses oisives dont ils n'auraient aucun usage. Ce phénomène se traduirait par une hausse rapide du niveau général des prix qui ramènerait finalement le système à l'équilibre.

Conformément aux conditions de validité de l'égalité de Say, si au point $A$ correspondait un état d'équilibre, l'équation $(D_n = S_n = \Delta M = 0)$ devrait se vérifier; en d'autres termes, les sujets économiques devraient être satisfaits du volume de leurs encaisses réelles. Au point $B$, le volume de la monnaie ayant doublé, les prix ayant aussi doublé "ni plus, ni moins", les encaisses nominales auront doublé *mais* la valeur des encaisses réelles sera *égale* à celles du point $A$.

Le raisonnement est identique pour le point $C$. En bref, on peut poser la triple égalité suivante qui reflète la stabilité des encaisses réelles :

$$\frac{M}{p} = \frac{2M}{2p} = \frac{3M}{3p}$$

ou $\qquad A = B = C \quad (9).$

Si l'on considère enfin la courbe reliant les trois situations d'équilibre $A$, $B$ et $C$, on constate qu'elle a la forme d'une hyperbole équilatère. La preuve est ainsi apportée que, toute chose demeurant égale, tout accroissement du volume de la monnaie est sans effet sur les prix absolus.

Aucun sujet économique ne modifie le montant de son encaisse réelle, si le niveau général des prix varie en proportion exacte du volume de l'offre de monnaie. *A l'équilibre* - et l'on retrouve l'égalité de Say - l'offre de monnaie est ainsi sans influence sur les variables réelles. L'offre de biens (marchandises + monnaie) crée sa propre demande. Mais cette neutralité de la monnaie n'est valable *qu'à l'équilibre* et l'Ecole classique l'oublie trop

souvent. De plus, ni Say, ni Ricardo, ni même Mill (10) ne parvinrent jamais à démontrer rigoureusement cette théorie quantitative qui n'a rien de condamnable ou de simpliste à condition qu'elle soit correctement énoncée, avec toutes les restrictions qui réduisent sa validité à la seule et unique situation d'équilibre. L'extension abusive de cette équation quantitative, exemple parfait d'analyse de statique comparative, aux périodes de dépression cyclique ne facilite pas la compréhension des implications monétaires de la loi des débouchés (11).

B. Le mécanisme indirect

Le mécanisme direct relie le niveau général des prix au volume de la monnaie sans aucune intervention du taux d'intérêt. Les partisans du mécanisme indirect en revanche intègrent le taux d'intérêt à la relation monnaie/prix en affirmant qu'aucune théorie monétaire ne saurait en faire abstraction et, inversement, qu'aucune théorie du taux d'intérêt ne saurait être exclusivement réelle.

La théorie classique du mécanisme indirect se réfère spécifiquement au taux d'intérêt en vigueur sur le marché des emprunts. Thornton construisit de toutes pièces cette théorie en 1802; Ricardo et J.S. Mill ne firent que la reprendre sans rien y ajouter (12). L'argumentation est simple. Dans une économie qui connaît le crédit, l'équilibre monétaire, et donc l'équilibre général, n'est garanti que si le taux d'intérêt du marché monétaire est égal au "taux de rentabilité du capital sur le marché réel"; ou, en d'autres termes, si le taux monétaire est égal au taux naturel de Wicksell, ou encore au taux d'efficacité marginale du capital de Keynes.

Selon les théoriciens du mécanisme indirect, l'accroissement du volume de la monnaie s'effectue sur le marché des emprunts, par l'intermédiaire du système bancaire. Ils sont en cela beaucoup plus réalistes que les partisans du mécanisme direct. Lors de la révolution industrielle, et même dès la fin du 17ème siècle (13), le rôle du crédit bancaire l'emportait déjà largement sur celui de la monnaie matérielle dans le financement des investissements. L'accroissement de l'offre des fonds empruntables, pour utiliser la

terminologie keynésienne, provoque la chute du taux d'intérêt monétaire en dessous du taux de rendement des capitaux (en termes keynésiens : $t_n > t_i$). Le crédit étant meilleur marché, le volume des emprunts augmente, et, parallèlement, les prix des biens de production haussent, stimulant à leur tour la demande d'emprunts. Aussi longtemps que la demande d'emprunts est inférieure à l'offre d'emprunts, ou, en d'autres termes, aussi longtemps que le taux d'intérêt bancaire est inférieur au taux de rentabilité du capital, la demande d'emprunts continue de croître. Dès que la demande d'emprunts dépasse l'offre, le taux d'intérêt bancaire recommence à monter; et si le taux de rentabilité du capital reste constant, l'équilibre du marché monétaire ne sera rétabli qu'à l'instant où le taux d'intérêt monétaire aura retrouvé son niveau original. Le niveau général des prix sera plus élevé, mais le taux d'intérêt monétaire aura retrouvé son niveau antérieur.

Ainsi, tout comme le mécanisme direct, le mécanisme indirect affirme qu'à l'équilibre - *et à l'équilibre seulement* - le taux d'intérêt est indépendant du volume de la monnaie. Tout comme pour le mécanisme direct, cette démonstration est entachée du défaut majeur de toutes les théories de statique comparative : elle ignore complètement les "problèmes d'intervalles" pour reprendre l'expression de Ricardo.

Toute l'oeuvre du "prince des économistes" est parsemée d'allusions explicites à ce mécanisme indirect. Ainsi dans *Le haut prix des lingots*, Ricardo "avoue que si la banque versait sur le marché un large supplément de billets offerts à titre de prêt, elle pourrait influer momentanément sur le taux d'intérêt"(14). De même, le 4 mars 1819, devant une commission de la Chambre des Lords, il affirme :

> En dernière analyse, une diminution ou une augmentation de la quantité de monnaie provoque toujours une hausse ou une baisse du prix des biens, le taux d'intérêt retrouvant finalement son niveau antérieur. Ce n'est qu'au cours de l'intervalle durant lequel les prix s'ajustent à leur nouveau niveau que le taux d'intérêt est en hausse ou en baisse.(15)

Finalement, ce mécanisme indirect a l'avantage de mettre clairement en évidence les relations existant entre le marché réel et le marché monétaire. Il permet une fois encore de démontrer que la dichotomie dans le processus de formation des prix est étrangère à la théorie classique. Il est ainsi possible de réaffirmer que la conception classique de la loi des débouchés s'apparente à l'égalité de Say, et non pas à l'identité de Say.

## Par. 6.- L'égalité épargne - investissement. La théorie réelle du taux d'intérêt. La notion d'épargne forcée.

### A. L'égalité épargne - investissement

Le taux d'intérêt des Classiques se fixait automatiquement sur le marché monétaire en fonction de l'offre et de la demande des capitaux, ou, en d'autres termes, en fonction de l'épargne et de l'investissement. Ce mécanisme auto-régulateur (1) garantissait toujours une égalité parfaite, *ex ante*, entre l'épargne et l'investissement; cela excluait toute possibilité de financement par l'intermédiaire d'encaisses oisives (thésaurisation) ou de crédits bancaires inflationnistes. Cette analyse de statique comparée ne tient compte, une fois de plus, que de la situation du marché à l'équilibre. Tous les auteurs classiques, dans la logique de leur modèle de longue période, s'en réclamèrent sans hésitation. Ricardo, par exemple, refuse explicitement d'admettre que "les crédits puissent créer du capital"(2), bien qu'il n'ait pas ignoré l'influence de ce "crédit inflationniste", ou épargne forcée, dans le financement de l'économie britannique du début du 19ème siècle (3). Cette contradiction est intéressante dans la mesure où elle est le reflet de la double interprétation de la loi des débouchés et de l'utilisation abusive de théories uniquement valables à l'équilibre pour expliquer les variations conjoncturelles des différents agrégats.

Le refus de considérer qu'un investissement puisse être financé au moyen d'une encaisse oisive revient à refuser toute possibilité de thésaurisation. Say (4),

Ricardo (5), Malthus (6) et Sismondi (7) s'accordent pour considérer qu'il n'y a que les "miséreux" pour conserver une partie de leurs revenus sous la forme d'encaisses thésaurisées ou d'épargne réelle oisive. Cette affirmation est simplement le corollaire de l'égalité épargne-investissement : aucune parcelle de revenu - réelle ou monétaire - ne saurait être épargnée pour ne pas être immédiatement investie. Il est même possible de considérer sans risque d'erreur que les termes épargne et investissement sont des synonymes dans la théorie classique. Cela revient finalement à affirmer que la demande excédentaire de monnaie est toujours égale à zéro et que l'on se réclame de l'identité de Say. Aucun investissement n'est logiquement possible à partir d'encaisses oisives identiques à zéro.

Or, il est évident que, dans une économie monétaire, le marché de la monnaie est loin d'être toujours en équilibre. Say, Ricardo, et surtout J.S. Mill en étaient parfaitement conscients (8). L'épargne et l'investissement ne sont pas toujours nécessairement égaux à l'offre et à la demande d'emprunts. L'analyse passe du plan de l'identité statique de Say au plan de l'équilibre tendanciel de l'égalité de Say. En admettant cette dernière interprétation de la loi des débouchés, les Classiques devaient admettre, et ils l'ont fait de mauvaise grâce, que, dans la courte période, l'épargne n'est pas toujours égale à l'investissement.

La théorie du mécanisme indirect reflète cette inégalité potentielle entre l'épargne et l'investissement. Pour chaque volume d'offre d'épargne réelle et/ou de crédits bancaires, il existe un seul et unique niveau général des prix qui maintienne une parfaite égalité entre le taux monétaire et le taux de rendement du capital, assurant ainsi l'équilibre sur le marché des emprunts. La demande sur ce marché est, sans équivoque possible, fonction du taux d'intérêt monétaire. Donc, si le volume de l'épargne ou de l'offre d'emprunts est supérieur à la demande, le taux d'intérêt baisse et le niveau général des prix hausse pour restaurer l'équilibre.

Cette démarche est néanmoins obscurcie par des problèmes de définition qui, une fois encore, sont le produit d'une utilisation abusive des relations

"à l'équilibre" pour expliquer les variations conjoncturelles permettant d'atteindre cet équilibre. Le vocable "épargne" était non seulement le synonyme d'investissement pour les économistes classiques, mais servait aussi à définir les *montants* effectivement épargnés en fin de période et non pas à décrire le *processus* qui permettait d'atteindre ce niveau d'épargne effective. Compte tenu de cette confusion, on comprend mieux l'égalité cent fois répétée mais jamais démontrée entre l'épargne et l'investissement *ex ante*. De plus, l'épargne ne se distingue pas du prêt ni l'investissement de l'emprunt. Seuls Thornton, Ricardo et J.S. Mill prirent conscience que la détermination du taux d'intérêt est aussi influencée par la situation sur le marché monétaire.

La démarche de J.S. Mill est la plus typique (9). Il affirme tout d'abord que "c'est une erreur de croire que le taux de l'intérêt ait quelque rapport nécessaire avec la quantité et la valeur de la monnaie"(10); mais, dix lignes plus bas, il reconnaît que :

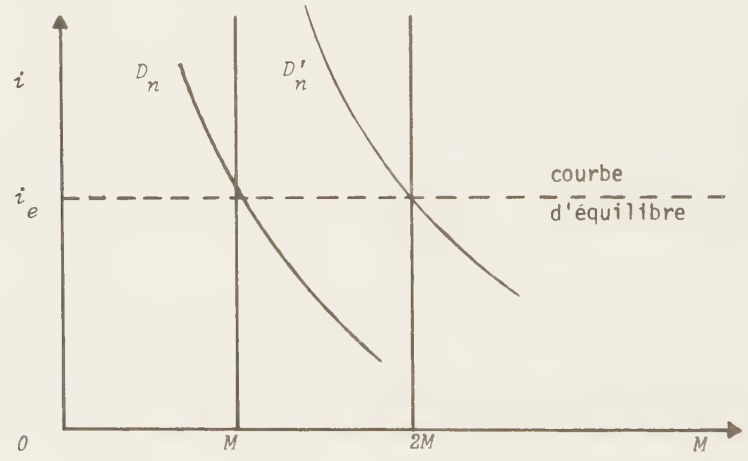
> (...) il est très vrai qu'en Angleterre (...) une augmentation de la somme du numéraire semble avoir toujours pour effet la baisse du taux d'intérêt parce qu'elle est presque toujours accompagnée de quelque chose qui tend à cet abaissement. (...) Aussi, bien que ces émissions (...) n'aient aucune influence sur le taux d'intérêt, elles en ont une comme capitaux disponibles.(11)

De même, sans prendre conscience très nettement de cette distinction, Mill différencie l'épargne de l'investissement. En effet, lorsqu'il définit l'épargne comme "un revenu non consommé par celui qui l'épargne"(12) et la thésaurisation comme un revenu "non consommé"(13), cela revient à dire que l'épargne totale est égale à l'épargne *stricto sensu* - en d'autres termes l'épargne investie - plus la thésaurisation (14).

## B. La théorie réelle du taux d'intérêt

Le graphique 3-3 démontre la neutralité de la monnaie dans la théorie réelle de l'intérêt largement défendue par l'Ecole classique. Le taux d'intérêt est déterminé par les mêmes forces réelles qui fixent le taux de profit du capital.

En effet, à l'équilibre, l'égalité de ces deux taux est un corollaire de la théorie quantitative qui affirme qu'un doublement du volume de la monnaie multiplie par deux le niveau général des prix. A l'équilibre, la stabilité du volume réel - et non pas nominal - de la monnaie garantit une stabilité du taux d'intérêt, en dépit du doublement de l'offre et de la demande d'emprunts. Ce graphique 3-3 ne reflète évidemment cette égalité qu'à l'équilibre; il n'est pas question des périodes d'ajustement.




Graphique 3 - 3

La courbe de demande de monnaie $D_n$ est, en fonction du taux d'intérêt, convexe par rapport à l'origine; alors que la courbe d'équilibre du marché reflètant la succession des points d'intersection entre l'offre et la demande d'emprunts est une droite horizontale.

C. La notion d'épargne forcée

Si les conditions de validité de la théorie quantitative posées par Cantillon ne sont pas remplies, la théorie monétaire classique, même à l'équilibre, perd toute son apparente précision. En d'autres termes, si l'accroissement de

la masse monétaire n'est pas réparti proportionnellement aux encaisses initiales de chacun des sujets économiques, le principe quantitatif perd toute valeur analytique. Les conséquences de cette distribution non proportionnelle de l'augmentation du volume de la monnaie sont appelées *effet Cantillon* par Blaug (15).

> Supposons, dit-il, que les liquidités supplémentaires tombent entre les mains de capitalistes dotés d'une faible proprension à consommer. La hausse des prix modifierait la composition de la production en faveur de l'investissement et provoquera une diminution permanente du taux de l'intérêt.(16)

L'analyse de Malthus relative au *pouvoir* et au *vouloir consommer* était déjà très proche de cette remarque due à Keynes et reprise par Blaug. La plupart des économistes classiques étaient conscients que certains accroissements du volume des liquidités pouvaient augmenter l'accumulation du capital. Les opinions divergent beaucoup d'un auteur à l'autre, mais tous reconnaissent ce phénomène que Hayek, dans un très célèbre article (17), appelle *l'épargne forcée*. Malthus parle de cette épargne forcée comme d'un "capital fictif" ou d'une "augmentation du capital au moyen d'un changement dans la répartition du moyen d'échange"(18); Thornton se réfère à une épargne née d'un "détournement du revenu"(19); Bentham la compare à une sorte de "frugalité forcée"(20) et J.S. Mill à une "accumulation forcée"(21), Sismondi la traite de "calamité publique"(22) et Say de "violation de foi"(23). Si ces différents auteurs divergent sur la définition à donner au phénomène de l'épargne forcée, ils s'entendent sur le mécanisme fort simple qui préside à la création de cette frugalité forcée : leur démarche préfigure celle de Keynes.

Par une réduction des encaisses oisives ou par l'intermédiaire d'une offre excédentaire de fonds empruntables, les investissements ne sont plus limités par l'épargne volontaire, si tant est que l'on se trouve dans une conjoncture de plein emploi des facteurs de la production. Le taux d'intérêt diminue et la demande d'emprunts augmente; mais, comme le capital accumulé est déjà entièrement investi, les ressources réelles demandées par l'investissement supplémentaire issu du volume additionel de monnaie proviendront, par le

biais d'une hausse de prix inflationniste, de l'épargne forcée des consommateurs. La hausse du niveau général des prix amputera les revenus dans l'exacte proportion nécessaire au dégagement de l'épargne forcée des biens réels provoquée par l'accroissement de la masse monétaire.

Ce problème a été au centre de la très longue "controverse bullioniste" qui a divisé tous les économistes classiques, de la suspension de la convertibilité de la livre en 1797 à la promulgation du *Peel Act* en 1847 (24). L'économie appliquée l'emportait ainsi sur la théorie en liant le taux d'intérêt aux variations du volume de la monnaie.

## Conclusion

Cet examen de la cohérence interne de la loi des débouchés, à l'aide de certains concepts keynésiens et de la critique de Patinkin, a permis de clarifier notablement la compréhension du principe de Say tel qu'il apparaissait dans le chapitre précédent.

La distinction très nette qui séparait alors l'analyse de court terme de l'analyse de long terme réapparaît au niveau de la logique interne de la loi des débouchés. Les contradictions entre le raisonnement à l'équilibre et la réflexion sur les problèmes conjoncturels, la dualité des conceptions de la monnaie et du taux d'intérêt en sont les signes les plus évidents.

Certaines affirmations douteuses qui n'avaient pu être éliminées jusqu'ici en raison de l'imprécision de la terminologie classique ont pu être écartées grâce à cette critique systématique de la logique interne de la loi de Say. Ainsi en est-il pour l'identité de Say; en dépit de nombreux indices, elle ne semble pas refléter la conception classique de la loi des débouchés dans une économie monétaire. Mill, par exemple, était explicitement conscient du caractère non opérationnel de ce principe d'économie pure, que tous ses prédécesseurs avaient pourtant retenu et parfois même tenté de démontrer. Lorsqu'il affirme "qu'en raison de la nécessité métaphysique du cas"(1), les achats doivent être exactement proportionnés aux ventes, il n'en convient pas

moins immédiatement de l'existence de certains déséquilibres.

Patinkin, de son côté, lorsqu'il considère que l'égalité de Say est totalement absente de la théorie classique et que seule l'identité de Say est démontrée par les économistes classiques, mésestime considérablement, semble-t-il, le réalisme et les capacités analytiques de Say, Ricardo et J.S. Mill. Certains textes de ces trois auteurs ont permis de constater qu'ils étaient parfaitement conscients des déséquilibres momentanés, du rôle de la monnaie et du taux d'intérêt. Et même, si selon Patinkin, "les économistes classiques ne sont pas parvenus à définir le mécanisme de marché qui rend cette loi valable"(2) et que leurs démonstrations sont faibles et incomplètes, rien ne saurait interdire, dans la logique du modèle classique, une interprétation de la loi des débouchés sous la forme d'une égalité (3).

La théorie monétaire des Classiques reflète probablement le mieux cette confusion court-terme/long-terme qui a divisé toute l'Ecole classique entre l'analyse de statique comparative et les problèmes conjoncturels. L'affirmation, exclusivement valable à l'équilibre, que les prix relatifs ne sont pas affectés par une variation du volume de la monnaie est parfaitement contredite quelques pages ou quelques paragraphes plus loin lorsqu'il est soutenu d'une manière non moins péremptoire qu'un accroissement du volume de la monnaie peut stimuler la production et accroître la richesse d'un pays. Dans des passages consacrés à la détermination des prix relatifs, Ricardo et Mill ont nié par exemple toute influence des facteurs monétaires. Ils semblent donc se rattacher à l'identité de Say; mais, peu après, ils consacrent d'importants développements au laps de temps qui sépare deux périodes d'équilibre. Durant ces intervalles de temps, tous les prix relatifs, y compris le taux d'intérêt, sont modifiés par un accroissement de la monnaie.

Les deux analyses sont menées simultanément, sans que les implications de l'identité de Say, liées au problème des débouchés, soient clairement différenciées des conséquences de l'égalité tendancielle qui admet les déséquilibres partiels et momentanés. L'essence de ces deux situations d'équilibre est pourtant la même : *à l'équilibre*, l'égalité de Say exprime les mêmes relations entre les agrégats que l'identité de Say, seul le signe d'égalité remplace celui d'identité dans un système d'équation équivalent.

Le fond du problème soulevé par la loi de Say et la querelle des débouchés se situe pourtant exactement à ce niveau de la réflexion théorique de l'Ecole classique. L'identité de Say, principe d'économie pure, exclut tout problème de débouchés dans l'analyse de longue période, exception faite d'un hypothétique optimum de production lié à l'état stationnaire ricardien. Le système économique est toujours en situation d'équilibre de plein emploi. L'égalité de Say, équilibre tendanciel, tolère les déséquilibres partiels et momentanés, mais affirme que le système économique ne peut s'éloigner durablement d'une position d'équilibre de plein emploi exactement semblable à celle de l'identité de Say.

L'inexistence de mécanismes élaborés expliquant les déséquilibres passagers et le retour à l'équilibre, la crainte de voir leurs conceptions de l'équilibre de longue période remises en cause par Malthus et Sismondi, une confiance démesurée dans les mécanismes auto-régulateurs du système économique, et par-dessus tout, une conceptualisation erronée de la notion de temps dans l'analyse économique, ont poussé les Classiques orthodoxes à préconiser l'utilisation du raisonnement "à l'équilibre" pour expliquer des phénomènes conjoncturels. De cette confusion résulte en bonne partie le dialogue de sourds entre partisans et détracteurs de la loi des débouchés.

Les déséquilibres temporaires et sectoriels sont décrits et non pas reliés à une recherche théorique d'un "chemin"(4) vers l'équilibre de plein emploi qui, tôt ou tard, par la force de la logique du modèle classique et en vertu du laissez-faire, finira par se réaliser.

Cette confusion est particulièrement évidente dans le domaine de la théorie monétaire. La conception du rôle de la monnaie dans la courte période est diamétralement opposée à celle de l'analyse de longue période. La monnaie joue un rôle actif de "réserve de valeur" dans la courte période mais se borne à n'être qu'un voile dans la longue période. *Aucune* utilisation effective de cette fonction de la monnaie dans le court terme n'est tentée, dans l'espoir de dégager des mesures de politique conjoncturelle permettant de sortir plus rapidement de la crise. La logique de longue période du modèle classique

l'emporte sur l'élaboration d'une politique conjoncturelle basée sur la réalité de déséquilibres pourtant clairement analysés. "A la longue", en "laissant faire", en "laissant passer", les mécanismes auto-régulateurs finiront bien "par la nécessité métaphysique" des choses, par ramener le système à l'équilibre.

Cette dichotomie entre le court terme et le long terme se ramène finalement à la conception du rôle du *temps* et de la *monnaie* dans l'interprétation de la loi des débouchés; et plus généralement, à la philosophie générale de l'évolution économique et sociale propre aux Classiques. La monnaie étant un lien entre le présent et l'avenir, entre une vente actuelle et un achat différé, épaisseur de temps et monnaie-réserve de valeur sont des corollaires réciproques.

> Le point crucial à propos de la loi de Say et de la monnaie est de savoir si la monnaie est comprise ou non dans les contraintes budgétaires des consommateurs. Si elle l'est, [la loi de Say] est une condition d'équilibre. Si elle ne l'est pas,[elle]est une identité.(5)

En dernière analyse, l'utilisation et la validité de la loi des débouchés seront toujours liées au rôle reconnu ou non à la monnaie dans la recherche de l'équilibre, ou, en d'autres termes à la conception du temps et à la périodisation de l'analyse dans la théorie économique.

# Conclusion générale de la première partie : Le temps et la monnaie dans la philosophie économique de l'Ecole classique

Les diverses interprétations de la loi de Say, leur critique par l'intermédiaire du principe de la demande effective, et finalement toutes les discussions de la querelle des débouchés ne trouvent une explication satisfaisante que dans une compréhension des diverses conceptions du temps et de la monnaie chez les auteurs classiques. La philosophie économique sous-tendue à cette double interprétation privilégie à des degrés divers un courant individualiste et libéral sans toutefois négliger complètement, notamment chez Malthus et Sismondi, une vision plus universaliste et idéaliste de l'homme dans la société. L'Ecole classique n'échappe pas au paradoxe de la philosophie, science totalisante par excellence, et qui, en l'occurrence, balance entre deux interprétations extrêmes de la science économique. La bipolarité entre le courant individualiste et le courant universaliste se résoud nettement au profit du premier chez Say et Ricardo, alors que Malthus et Sismondi, plus nuancés, adoptent une voie moyenne qui, en les rapprochant de la réalité, fait perdre à leur analyse une bonne part de la clarté et de la rigueur de l'Ecole orthodoxe.

Le relativisme de la philosophie économique des auteurs classiques apparaît finalement comme le révélateur de l'analyse *absolutiste* esquissée au chapitre 2. Après l'étude historique des écrits de Say, Ricardo, Sismondi et Malthus (chapitre 2), il est apparu indispensable de systématiser les implications théoriques découlant de la logique de la loi des débouchés (chapitre 3). La conclusion générale de la première partie doit permettre de synthétiser cette double approche et d'expliquer, à la lumière de la conception philosophique générale des Classiques, le pourquoi et le comment des limites de la loi des débouchés et de l'échec du principe de la demande effective. Le modèle classique auquel se sont violemment heurtés Malthus et Sismondi n'impliquait pas

seulement une vision particulière des mécanismes économiques, mais aussi et surtout une conception bien précise de l'homme et de ses rapports avec le processus de production.

L'économie politique, science humaine qui étudie la lutte de l'homme contre la rareté et tente de lui indiquer la voie la plus rationnelle pour maximiser les satisfactions qu'il retire de son activité économique, postule une conception rationaliste de la société et des rapports des hommes entre eux, et des hommes avec la production. Comme l'ont montré dans l'entre-deux-guerres Pribram (1) et Spann (2) en Allemagne, et Schumpeter aux Etats-Unis, deux attitudes philosophiques sont possibles en science économique et impliquent obligatoirement un choix qui pourra néanmoins être nuancé par la suite. Spann, par exemple, l'exprime en ces termes :

> (...) Aussi bien en matière de théorie qu'en pratique, la conception individualiste ou universaliste que l'économiste se fait de la société a une importance décisive (...). Selon que nous sommes individualistes ou universalistes, notre conception générale de la vie économique sera orientée dans un sens ou dans un autre. Il en sera de même de la méthode utilisée et même de notre formulation des principaux concepts de notre science, et en définitive, de notre position théorique.(3)

Le déterminisme très dogmatique de ce choix irrévocable et lourd de conséquences a été considérablement atténué par Schumpeter qui ramène cette distinction à de plus justes proportions :

> Je ne crois pas que les catégories universaliste-individualiste soient inutiles pour des objectifs différents du nôtre. Des aspects importants de la pensée économique peuvent être abordés par leur intermédiaire, notamment dans leurs implications éthiques et religieuses. Il faut néanmoins s'opposer à un élargissement discutable du champ d'application de ces concepts qui aurait son origine dans la confusion entre pensée économique et analyse économique. Ce qu'il faut critiquer, c'est l'absence de distinction épistémologique entre ces deux domaines de recherche, car une discussion sur les méthodes universalistes et même sur une "science universaliste" ne ferait que multiplier les confusions.(4)

Contrairement à Spann et Pribram, Schumpeter circonscrit cette distinction au niveau de la philosophie et de la pensée économique. Il considère que l'opposition individualiste-universaliste ne peut s'appliquer au niveau de la méthode et de l'analyse économique :

> A aucune époque, écrit-il, l'analyse économique n'a été le fruit des idées philosophiques que pouvaient avoir les économistes.(5)

Il semble toutefois - et l'*History of Economic Analysis* de Schumpeter est paradoxalement là pour le prouver - qu'une philosophie universaliste ou individualiste, même si elle n'intervient pas directement dans l'utilisation ou le rejet d'une méthode analytique particulière, détermine une conception de l'homme et de la société qui influe d'une manière directe sur ce que l'auteur tient pour vérité scientifique (6).

Ainsi en ira-t-il pour la loi des débouchés. Si la méthode des partisans de la loi de Say et des défenseurs de la demande effective est sensiblement la même, la conception philosophique des finalités de leurs analyses respectives, notamment dans leur implication temporelle, les distingue clairement les uns des autres. La loi des débouchés est individualiste, certes à des degrés divers selon l'interprétation que l'on en donne, et le principe de la demande effective, plus "dirigiste", subit nettement l'influence du courant universaliste (7).

Il convient maintenant de préciser la signification profonde de ces deux courants de pensée (chiffre 1) et de les relier aux notions de temps et de monnaie (chiffres 2 et 3) pour établir enfin un résumé synthétique des principales thèses dégagées dans cette première partie.

## 1. Individualisme et universalisme

*L'individualisme* est l'un des aspects du matérialisme : la matière existe indépendamment de l'esprit de l'homme et le domine. Ce déterminisme est total. Le monde extérieur à l'homme façonne son mode de pensée et son comportement. Or les lois physiques de la matière régissant ce monde extérieur, l'homme

est finalement entièrement soumis à des mécanismes naturels sur lesquels il n'a aucune prise; et, comme dans le monde réel certaines causes engendrent invariablement les mêmes effets, les mêmes phénomènes physiques détermineront les mêmes hommes. Ainsi dans un cadre naturel donné, tous les hommes sont semblables : connaître un homme revient à les connaître tous.

De cette hypothèse fondamentale découle toute la philosophie individualiste et cartésienne qui affirme la prééminence de l'homme sur la société, celle-ci n'étant qu'une somme d'individus juxtaposés. Le sophisme de composition et le mode de raisonnement moniste sont les fondements de toute démarche et de toute réflexion sur la société. Les hommes étant tous semblables, ce qui est bon pour l'un d'entre eux est nécessairement bon pour tous.

Les partisans d'une telle conception de l'homme et de la société sont tout naturellement poussés, sur le plan de l'analyse économique, à accorder la priorité aux phénomènes micro-économiques. La généralisation qui leur fait considérer la société comme une addition d'individus semblables, leur permet d'étendre systématiquement leur analyse micro-économique à l'explication des fluctuations des macro-agrégats. Le fondement essentiel de tous leurs développements est synthétisé par l'*homo oeconomicus*, individu réellement représentatif de tous les autres hommes et non pas abstraction irréelle ou vue de l'esprit. L'explication de tout phénomène économique global, de toute activité économique sociale résulte d'une simple transposition au niveau macro-économique des réactions et du comportement de cet individu-type. La démarche moniste, qui raisonne de la partie au tout, permet d'affirmer que si le comportement de l'*homo oeconomicus* est totalement déterminé par les lois du monde physique dans lequel il vit, une addition de ce type d'individus immuable est soumise aux mêmes réalités et réagit de la même manière. La connaissance du comportement économique de l'*homo oeconomicus* permet de comprendre *ipso facto* les mécanismes économiques généraux.

Le comportement économique de l'*homo oeconomicus* étant immuable, en raison de sa parfaite détermination par les lois du monde physique, les individualistes peuvent affirmer la validité des mécanismes fondamentaux qui en découlent pour tous les pays et pour tous les temps. Il existe ainsi une économie pure, hors du temps et de l'espace, dont la réalité économique ne peut qu'accidentellement

et momentanément s'écarter. Les problèmes conjoncturels, institutionnels et structurels ne sauraient influencer de quelque manière que ce soit les mécanismes de la vie économique, simple rouage de la grande mécanique naturelle. L'individu et l'Etat ne peuvent bouleverser que passagèrement la marche de cette économie naturelle : "l'économie fondamentale, dérivée de l'individu-type reste la loi et tout doit s'y adapter"(8). L'optimum économique ne sera atteint que si l'on se conforme scrupuleusement à la psychologie de l'*homo oeconomicus* qui sait, mieux que quiconque ce qui lui assure un maximum de bien-être sous un minimum de contrainte.

Le "laissez-faire", l'intérêt personnel et la libre concurrence sont les garants de la maximisation de la production dont tout accroissement est assimilé à un "surcroît de civilisation"(9). L'analyse de la psychologie de l'*homo oeconomicus* permet d'affirmer l'insatiabilité des besoins de l'homme et l'absence de toute barrière à la multiplication des produits. L'impossibilité de toute crise générale de surproduction se démontre finalement moins à l'aide des mécanismes économiques généraux qu'au moyen de la psychologie rationaliste de l'*homo oeconomicus*. La consommation est une fin en soi et la production n'est qu'un moyen. Le niveau de la demande est fonction de contingences matérielles, techniques et ne dépend d'aucune manière d'une décision autonome de l'individu.

"La théorie des sentiments moraux"(10), le principe de sympathie et *l'action de la main invisible* font de Smith le fondateur du courant individualiste en économie politique, et l'inspirateur direct d'un Say, d'un Ricardo et de toute la lignée des grands libéraux jusqu'à Hayek et Mises. L'atmosphère intellectuelle dans laquelle baigne l'auteur de la *Richesse des Nations* met clairement en évidence le rôle essentiel de la pensée philosophique anglaise des 17ème et 18ème siècles dans les premiers balbutiements de l'économie politique moderne. Disciple de Locke par l'intermédiaire de Hutcheson, son maître à l'Université d'Edimbourg, Smith, qui est finalement beaucoup plus philosophe qu'économiste, subit également la puissante influence de son ami Hume.

De Locke, l'Ecole classique hérite l'impossible conjonction entre le naturalisme et le rationalisme qui hante particulièrement l'oeuvre de Say (11). Toute la philosophie de Locke est axée sur la découverte d'un état naturel à l'aide de la raison : "c'est un état de parfaite liberté et aussi un état d'égalité"(12). L'égalité des hommes est assurée si la société protège les droits naturels de chacun et notamment le droit à l'intégrité de la personne (*Habeas corpus*) et la propriété privée. Cette dernière, aux yeux de Locke, se fonde sur l'obligation du travail et la nécessité de redistribuer les terres en fonction de ce que chacun peut cultiver. Le travail justifie donc la propriété et fonde la valeur. La théorie de la valeur-travail trouve ainsi sa première démonstration. Liée à la conception matérialiste du monde, elle se conjugue avec une mesure physique de cette valeur, par l'intermédiaire d'un phénomène objectif et matériel, le coût de production. La monnaie permettant toutefois une accumulation illimitée de richesses, l'inégalité dans la répartition des terres est finalement acceptée par Locke, en dépit de son idéalisme égalitariste. Finalement le naturalisme l'emporte lorsqu'il affirme "qu'il n'y a pas lieu de se préoccuper de la façon dont sont réparties les choses utiles entre les individus, ni des conséquences morales et spirituelles de tel ou tel type de développements économiques"(13). Naturaliste par-dessus tout, Locke fonde néanmoins tous les grands concepts à la base de la philosophie économique de l'Ecole classique : rationalisme, subjectivisme, atomisme, mécanisme, individualisme et libéralisme.

Hume aborde la question de la propriété privée, droit naturel justifié par le travail, sous un angle très proche de celui de Locke. Mais pour faire admettre son inégale répartition, il fait appel au principe d'utilité et à la coïncidence des intérêts (le principe de sympathie) et énonce le credo du libéralisme des 19ème et 20ème siècles :

> Il faut aussi convenir que lorsque nous nous écartons de cette égalité, nous privons le pauvre de plus de satisfaction que nous n'en procurons au riche et souvent c'est aux dépens d'un grand nombre de familles et même de provinces entières qu'un seul homme contente sa vanité frivole...
>
> Cependant - poursuit-il - qu'on mette dans les possessions le plus d'égalité qu'on pourra, les différents degrés entre les arts, les sciences et l'industrie ne tarderont pas à la détruire; si vous

> arrêtez ces vertus (c'est-à-dire les capacités propres de chaque individu) dans leurs opérations, vous réduisez bientôt la société à la dernière indigence et pour empêcher un petit nombre d'hommes de tomber dans la misère, vous y plongerez la société entière.(14)

Finalement, sur le plan de la méthode, les Classiques orthodoxes adoptent une approche déductiviste conformément à leur hypothèse individualiste; cette conception méthodologique met fréquemment ces auteurs en contradiction avec l'aspect naturaliste de leur philosophie et hypothéquera lourdement l'unité et la solidité de leur doctrine.

A l'opposé de l'individualisme, *l'universalisme* est une forme d'idéalisme, dégagé des contingences matérielles. L'esprit existe indépendamment de la matière et crée de lui-même une connaissance propre : les idées et les concepts ne sont pas liés au monde réel. L'homme n'est pas une création et n'est pas déterminé par le monde physique dans lequel il vit. A l'exemple des idées indépendantes les unes des autres, les hommes sont tous différents. Il ne saurait exister un homme-type doté d'une rationalité exemplaire. L'*homo oeconomicus* idéal n'existe pas. La société a un caractère supra-individuel et une existence indépendante de celle des individus qui la composent. La conscience individuelle doit se soumettre à la conscience collective et le cadre institutionnel gouverne l'activité quotidienne de chaque homme. L'ordre social détermine le comportement individuel; l'uniformité sociale synthétise les particularités individuelles.

Le principe des "lois naturelles immuables" est rejeté et une conception évolutionniste de l'histoire permet aux universalistes d'affirmer la perfectibilité de l'homme par la société.

Par essence, l'universalisme est dirigiste dans le domaine économique et a donné naissance au courant socialiste dont Sismondi est parfois considéré comme l'un des précurseurs. La consommation n'est plus une fin en soi, mais un moyen de rendre l'homme meilleur. La demande gouverne la production car les besoins sont déterminés par un jugement social et non par la volonté du producteur. La théorie de la valeur est reliée à l'appréciation sociale de l'utilité des biens, le coût-de-production n'étant qu'une condition de l'existence des biens; en dernière analyse, la loi de l'offre et de la demande fixe valeur et prix.

Inductif sur le plan méthodologique, l'universaliste porte une attention particulière à l'étude des institutions et des phénomènes sociaux. La structure domine l'individu (15). Un phénomène économique ne prend une signification que lorsqu'il peut être replacé dans un cadre social. L'économiste universaliste refuse toute analyse d'économie pure et, comme Sismondi, craint "les dangereuses abstractions" du vice ricardien. La théorie économique est fonction de la réalité économique et sociale; cette dernière variant constamment dans le temps et l'espace, il ne saurait y avoir de lois immuables et non-contingentes. Le cadre et la structure déterminent une analyse macro-économique, et l'homme, pouvant modifier ces éléments, est déterminant et non plus déterminé. La théorie économique devient un instrument permettant d'atteindre un but librement fixé. Elle n'est plus un ensemble de dogmes auquel il est nécessaire, indispensable même, de se plier. L'esprit de l'homme domine et façonne la matière.

Ces deux conceptions philosophiques antithétiques ne se trouvent jamais à l'état pur chez aucun auteur. Au contraire, elles sont le plus souvent combinées, de savants dosages donnant alternativement la préférence à l'un ou à l'autre de ces courants selon les besoins et les nécessités des démonstrations théoriques. L'interminable débat sur la théorie des cycles inauguré par la querelle des débouchés est l'exemple le plus frappant d'un tel essai de synthèse. L'Ecole classique, individualiste par excellence, tient néanmoins compte, à des degrés divers, du cadre institutionnel dans lequel se déroulent les cycles de l'activité économique. Cette tendance est plus nettement marquée chez Malthus et Sismondi, mais n'est pas totalement absente des préoccupations d'un Ricardo dans son chapitre consacré au machinisme. Le talon d'Achille de la théorie classique réside précisément dans cette difficile conjonction entre une vision individualiste et une conception universaliste de la société. L'intrusion de la réalité sociale dans le modèle classique bouleverse sa logique interne et affaiblit d'autant son impact. Say et Ricardo tournent la difficulté par l'intermédiaire de leur postulat et "l'état permanent des choses". De leur côté, Malthus et Sismondi, en introduisant brutalement une vision plus universaliste de l'homme dans la réflexion économique héritée de Smith ont inséré dans la théorie classique un inextricable fouillis de contradictions dont ils sont restés prisonniers.

L'identité de Say apparaît comme l'interprétation individualiste la plus extrême de la loi des débouchés. Basée sur un comportement individuel ultra-rationnel, elle exprime l'état d'équilibre permanent d'une société, simple addition d'individus semblables. L'égalité de Say, moins dogmatique et plus proche de la signification profonde que les Classiques orthodoxes donnaient au principe des débouchés, admet les déséquilibres partiels et temporaires et n'est réellement applicable qu'à l'équilibre. Cette dernière interprétation ouvre une brèche dans l'individualisme pur prôné par l'Ecole classique. La réalité des structures économiques et sociales oblige les auteurs classiques à reconnaître un écart qu'ils considèrent comme passager et accidentel entre le comportement rationnel de chaque *homo oeconomicus* et le comportement social de la totalité de ces individus. La somme des intérêts individuels n'assure pas à chaque instant l'intérêt général.

Cette entorse à leur vision individualiste de la société économique est néanmoins rapidement éliminée par l'affirmation que seule l'étude de la destinée ultime de l'homme est digne d'intérêt, les problèmes conjoncturels étant insignifiants dans le développement de l'humanité. La loi des débouchés qu'ils réaffirment est plus un principe de métaphysique qu'une théorie économique (16). Principe universel valable dans le temps et l'espace, la loi de Say est un concept d'économie pure qui, *à la longue* assure un équilibre parfait de la production. La liberté d'entreprise et l'intérêt individuel garantissent une adaptation permanente du processus de production et de la production aux goûts et aux préférences exprimés par la totalité des sujets économiques. Finalement, dans la longue période, ces produits s'échangent toujours contre des produits et l'expansibilité infinie des besoins de l'homme assurent une consommation illimitée des biens produits. La demande ne saurait être la cause de surproductions généralisées. Le problème de la demande effective ne se pose pas et l'égalité entre le revenu et la production est permanente.

A l'inverse, Malthus et Sismondi placent le principe de la demande effective au centre de leurs préoccupations. Les problèmes de courte période leur

apparaissent comme essentiels, et ils se refusent à faire "abstraction du temps comme feraient les métaphysiciens allemands" (17). L'individualisme libéral est fortement atténué par les structures institutionnelles et sociales. L'influence de la conception universaliste de l'homme fait nettement sentir ses effets, mais ne se traduit pas par des modifications sensibles du modèle classique du fonctionnement de l'économie. La puissance du courant philosophique individualiste et le caractère achevé de sa construction logique ont brisé dans l'oeuf toute tentative de remise en question de ses dogmes. La réaction de Malthus et de Sismondi, auteurs nourris dès leur adolescence aux sources de la philosophie libérale et utilitariste, est maladroite et peu convaincante. Fondamentalement persuadés de la justesse de l'idéal libéral, ils en constatent les effets paradoxalement néfastes sur le plan économique, mais sont incapables de s'extraire du cadre de pensée dans lequel ils se meuvent pour repenser une philosophie économique plus en accord avec la réalité. Leurs ouvrages sont tout naturellement remplis de cette contradiction qui apparaît comme leur principale faiblesse aux yeux de leurs contemporains et comme leur force aux yeux de leurs successeurs qui voudront voir en eux des précurseurs. Ni Malthus ni Sismondi n'ont su résoudre cette contradiction entre la philosophie libérale dont ils se réclament, et la réalité économique qu'ils vivent et qui n'est guère le reflet de leur modèle théorique. Finalement, comme pour Ricardo et Say, la doctrine l'emporte sur l'analyse de la réalité, la logique du système est plus forte que le démenti des faits.

Cette bipolarité entre l'individuel et le collectif sur le double plan de la philosophie et de la théorie économique trouve son expression la plus intéressante, chez les Classiques, au niveau de leur conception du temps et de la monnaie. L'individualiste situe son analyse hors du temps, ou dans la longue ou la très longue période, alors que l'universaliste le considère comme une variable endogène à son raisonnement, la durée permettant la modification des structures. La monnaie, "gelée de temps", intermédiaire entre le présent, le passé et le futur, est un corollaire obligé de toute analyse séquentielle. La compréhension imparfaite du lien entre le temps et la monnaie par Malthus et Sismondi leur a interdit toute réinterprétation décisive du rôle de la monnaie parallèlement au principe de la demande effective, dans la recherche de nouvelles conditions d'équilibre. Seule la critique de la monnaie-voile, postulat

logique de l'analyse de longue période et de l'équilibre instantané, aurait permis le dépassement du modèle classique. Il convient ainsi de se pencher avec attention sur cette double déficience des théories de Malthus et de Sismondi, qui permettra de mieux cerner les causes de leur échec.

## 2. Temps et analyse économique

Dans le onzième livre de ses *Confessions*, Saint Augustin écrivait :

> Qu'est-ce que le temps ? Quand personne ne me le demande, je le sais; dès qu'il s'agit de l'expliquer, je ne le sais plus. Cependant - j'ose l'affirmer tardivement - je sais que, si rien ne se passait, il n'y aurait point de temps passé; que si rien n'arrivait, il n'y aurait point de temps à venir; que si rien n'était, il n'y aurait point de temps présent.(18)

La réponse à cette interrogation formulée à la fin du 4ème siècle n'a guère fait de progrès jusqu'à nos jours, sur le plan philosophique, en dépit des discussions et des innombrables tentatives de définitions auxquelles elle a donné lieu (19). Au niveau de la pensée et de la théorie économique, la prise de conscience du rôle de temps est infiniment plus récente, et la conception que les économistes s'en font habituellement aujourd'hui est encore fort peu précise, et parfois même complétement insuffisante. Les premiers jalons ont été posés par Marshall (20); le pas décisif a été fait par Keynes, et les recherches contemporaines de Guitton et de Shackle sont le résultat provisoire de l'intégration du temps dans l'analyse économique (21).

Avant d'esquisser une typologie des différentes notions de temps dans la théorie économique, et de les relier à la philosophie de l'Ecole classique, il paraît indispensable de préciser une distinction élémentaire mais trop souvent négligée. Le temps peut alternativement être considéré comme un tout ou comme un ensemble de séquences successives : "on peut ou le découper en parties, ou au contraire le respecter comme un tout" écrit Guitton (22). Toute évidente qu'elle est, cette alternative est celle que l'Ecole classique

n'a su résoudre et dont le premier terme reflète la conception de Ricardo et de Say, et le second celle de Malthus et de Sismondi.

Celui qui considère le temps comme un tout se soucie moins d'explications conjoncturelles et contingentes que de fournir un enseignement conforme à une vision individualiste et paradoxalement a-temporelle de l'activité économique. Inversement, quiconque considère le temps défini comme une addition de séquences sous-entend une analyse "anatomique", mécanique, de la vie économique. Le premier considère la montre qui marque le temps comme un tout et s'interroge sur la signification de ce temps qui s'écoule. Le second - et c'est là une position plus universaliste - cherche à savoir comment fonctionne cette montre qui mesure le temps. Cela revient finalement à caractériser les deux courants philosophiques en présence en affirmant que l'un est doctrinaire alors que l'autre est théorique :

> Quant on découpe le temps en parcelles saisissables (...), on élabore des démonstrations théoriques. Quand on considère le temps comme une donnée indissecable dont on juge les résultats vis-à-vis de la conduite humaine, on adopte une position de doctrine. La théorie serait donc un procédé de dissection. La doctrine une manière de relier, de donner une unité à des comportements humains.(23)

Dans une première étape, le temps est supprimé dans le cadre de la séquence, l'analyse est statique. Dans une deuxième étape, le temps est réintroduit dans la théorie mais est exclusivement considéré comme une variable *exogène* au système. Dans la troisième et dernière phase, la plus proche de la réalité, le temps théorique, analytique est considéré comme une variable *endogène*, indispensable à la validité de tout modèle. Cette triple distinction peut aussi s'exprimer par la trilogie *équilibre - mouvement - durée*.

*La notion d'équilibre*, qui peut être logiquement reliée à l'identité de Say, fait considérer les relations entre les agrégats sans tenir compte de l'épaisseur de temps nécessaire à la réalisation de cet équilibre. Cette proposition d'équilibre instantané des productions et des consommations est explicitement exprimée dans l'oeuvre de Say lorsque celui-ci écrit :

> Il est bon de remarquer qu'un produit terminé offre *dès cet instant* un débouché à d'autres produits pour tout le montant de sa valeur (...). On voit donc que le seul fait de la formation d'un produit ouvre *dès l'instant* même un débouché à d'autres produits.(24)

Exclure le temps de la réflexion théorique, ou plutôt le neutraliser par l'utilisation d'une démarche analytique faisant appel à la micro-période, à l'instantanéité des ajustements, est une étape indispensable dans la recherche des conditions de l'équilibre général entre les macro-agrégats. Conceptuellement, la définition des conditions d'équilibre *in abstracto* précède tout naturellement une tentative de réinsertion de ces données dans la réalité économique. L'extrême faiblesse des moyens cognitifs de l'esprit humain nécessite ce détour du raisonnement, appauvrissant et desséchant, mais indispensable à la compréhension d'une réalité complexe. La faiblesse méthodologique des Classiques orthodoxes n'est pas de s'être engagé dans la mauvaise voie, mais de ne pas avoir mené cette recherche à terme. La conceptualisation formelle et déductive du problème des débouchés n'est que la première étape d'une tentative d'explication; la seconde, aussi indispensable que la première, n'a pas été entreprise, en dépit des efforts de Malthus et Sismondi. Faute d'avoir passé leur principe des débouchés au crible de la réalité économique *dans le temps*, d'avoir établi un lien entre le déductif et l'inductif, Say et Ricardo ont proposé une vision doctrinaire de l'activité économique. Il ne suffisait pas d'établir les conditions d'équilibre exprimées par l'identité de Say, il fallait également mesurer, comme Malthus et Sismondi, le fossé entre la réalité économique et cette situation d'équilibre théorique; mais par-dessus tout, seule manière de rendre opérationnels les concepts dégagés, il aurait fallu trouver les moyens conjoncturels de combler au moins partiellement cet écart entre l'économie pure et l'économie appliquée, la seule finalement qui ait une importance.

Dans une deuxième étape, avec *la notion de mouvement*, on réintroduit le temps dans l'analyse, mais exclusivement à titre de variable exogène. L'épaisseur de temps est considérée comme le cadre indispensable à l'existence et à l'évolution des données économiques sans toutefois pouvoir les influencer. A l'exemple de l'atmosphère nécessaire à l'existence de l'homme, mais qui ne

fixe ni le mode de vie ni l'évolution de l'humanité, le temps-mouvement, essentiel à la compréhension du développement d'une économie, n'en est que l'environnement obligé mais non déterminant. Pour Guitton, le temps, "indifférent mais essentiel (...), est le lien qui a rassemblé et fait coexister, d'instants en instants successifs, des variables dont le flux conjoint a précisément engendré la vie économique"(25).

Le parallèle est alors aisé à tracer avec les préoccupations de l'analyse séculaire d'un Ricardo; avec les *trends* de l'évolution économique par delà les fluctuations conjoncturelles. La recherche d'un mouvement de longue période, axé tout entier sur l'avènement redouté mais inéluctable de l'état stationnaire, n'existe que grâce à une formidable épaisseur de temps, donnée réelle et fondamentale, et non pas absente comme dans la recherche d'une identité statique. Etape intermédiaire entre une analyse a-temporelle de l'équilibre et une approche conjoncturelle considérant la durée comme une donnée endogène, la notion de temps-mouvement participe néanmoins de ces deux extrêmes. Ou bien l'attention est polarisée par le *trend* de longue période, ensemble d'équilibres successifs plus ou moins rapprochés; ou bien l'intérêt se porte sur la réalisation de chacun de ces équilibres.

Dans le premier cas, la considération de cette succession d'équilibres du type égalité de Say importe plus que l'étude des conditions de réalisation d'un de ces équilibres. En d'autres termes, la loi des débouchés s'interprète comme une proposition d'équilibre fondamental de la production. L'offre s'adapte parfaitement à la demande pour trois raisons essentielles : l'adaptabilité de la production aux besoins, l'adaptabilité de l'appareil de production aux produits, et l'adaptabilité de la population au volume de la production (26). Cette conception de la loi de Say admet les déséquilibres partiels et momentanés mais considère ces phases de transition comme sans importance face à l'inévitable équilibre fondamental de la production dans la longue période. Le temps est ainsi le cadre indispensable de l'évolution économique, mais reste une variable strictement exogène qui ne saurait influencer la tendance du *trend* de longue période. Paradoxalement, l'analyse à long terme rejoint à ce point la théorie de l'équilibre statique et instantané. Le *mouvement de*

*trend* élimine les déséquilibres conjoncturels en polarisant exclusivement l'attention sur l'équilibre parfait de longue période, sur l'état stationnaire dont il est l'aboutissement obligé.

Dans le second cas, on peut vouloir chercher une explication de ces équilibres successifs, et tenter de comprendre les raisons d'un de ces équilibres (d'une de ces égalités de Say) à courte échéance. Cadre et non variable endogène, le temps-mouvement ne saurait rendre compte d'un équilibre du marché dans la courte période. Certes, chaque produit crée un débouché pour un autre produit, parce que quiconque accroît sa production augmente son revenu et son pouvoir d'achat. Mais rien n'est dit sur le rôle topique du temps dans la décision du producteur d'augmenter sa production et son revenu, pas plus qu'il n'est fait mention du laps de temps nécessaire à la dépense du revenu acquis.

C'est là que se situe exactement la faiblesse de la conception du temps chez les Classiques. Les tenants de l'analyse statique étaient trop ambitieux quand ils prétendaient, grâce au *temps-équilibre*, fixer dans l'instant une évolution progressive de l'interdépendance des agrégats vers une situation d'équilibre momentané. Inversement, se montraient trop modestes ceux qui prônaient le *temps-mouvement*, qui disparaît derrière la réalité économique, dont il n'est que le cadre, et au moyen duquel on ne saurait expliquer les raisons d'une situation d'équilibre ou de déséquilibre. L'égalité de Say est l'expression parfaite de l'insuffisance de ce temps-mouvement. Elle admet l'existence des déséquilibres mais n'est pas en mesure d'expliquer leur réalité, pas plus qu'elle ne s'inquiète de dégager un "chemin" (27) permettant le retour à l'équilibre. En effet, tôt ou tard, "à la longue", en laissant faire, en laissant passer, le système économique débouchera nécessairement sur une nouvelle situation d'équilibre.

La seule voie encore praticable, celle sur laquelle tentèrent de s'avancer Malthus et Sismondi et qui n'a vraiment été ouverte que par Keynes, est une voie médiane qui synthétise ces deux conceptions extrêmes. Le choc dialectique entre le temps-équilibre et le temps-mouvement donne naissance à une troisième conception qui englobe et dépasse les deux premières, la *notion de temps-durée*, de temps dynamique.

Dans son *Essai sur les données immédiates de la conscience*, Bergson résumait l'essentiel de sa distinction entre le temps et la durée en ces termes :

> Ainsi se forme par un phénomène véritable d'endosmose l'idée mixte d'un temps mesurable qui est espace en tant qu'homogénéité et durée en tant que succession, c'est-à-dire au fond, l'idée contradictoire de la succession dans la simultanéité.(28)

Cette "distinction synthétique" s'applique remarquablement bien au problème de l'intégration du temps dans l'analyse économique. La durée bergsonienne synthétise le temps-équilibre, temps abstrait de l'identité de Say et le temps-mouvement, réel et historique de l'évolution économique séculaire. Entre un temps absent et un temps extérieur, contenant indifférent à son contenu, il existe ce temps-durée au cours duquel se manifestent les forces génératrices du mouvement de longue période. Ce mouvement de *trend* séculaire n'est plus considéré de l'extérieur et peut alors être *compris* de l'intérieur. Refus de l'équilibre instantané et négation de l'équilibre fondamental de la production, ce temps-durée, ce temps dynamique permet d'établir le lien entre l'idée d'équilibre et l'idée de mouvement. Cette durée, "idée contradictoire de la succession dans la simultanéité", permet de comprendre l'essence de l'analyse économique et du problème des débouchés en particulier.

> Il n'y a vie, il n'y a progression, et en même temps il n'y a véritable explication des choses, que par cette prise de conscience des écarts, réalisés ou anticipés, entre les divers passés et les divers futurs qui se rejoignent dans le même présent.(29)

Ainsi toute activité économique présente, quelle que soit sa nature ou son importance, est immanquablement reliée à un passé qui la détermine et à un avenir qu'elle anticipe. Il ne saurait être question de juger de l'influence positive, négative ou neutre d'une mesure de politique économique, d'un projet d'investissement ou de la cessation d'activité d'une entreprise sans les réintroduire dans une épaisseur de temps qui englobe passé et futur par rapport au présent. Il y a un temps dynamique, un temps-durée chaque fois qu'un élément passé influe sur un phénomène ou une institution présents et chaque fois qu'un mécanisme ou qu'un phénomène présent est influencé par une quelconque anticipation. Sur le plan de l'analyse économique, cette idée de

durée préoccupe le théoricien et fixe son attention sur les *variations* des agrégats dans le temps, et non plus sur la définition des conditions de leur équilibre statique. Vitesse, variations de vitesse, accélération, multiplication, oscillation, ajustement, retard, etc., toutes ces notions prennent le pas sur la recherche d'un système idéal exprimant un état d'équilibre parfait hors du temps, et finalement hors de l'espace.

Le principe de la demande effective est par excellence un instrument d'analyse qui relie le passé et l'avenir au présent. Il n'existe que parce que Malthus et Sismondi ont placé au centre de leur système non pas la production présente, mais bien la consommation future, qui détermine le volume de la production courante dans les limites que lui assignent le procès de production et la main-d'oeuvre disponibles, héritage du passé (30). Le rejet du temps-mort de la loi des débouchés et l'adoption du temps-vivant, du temps-durée, par Malthus et Sismondi était la troisième étape nécessaire pour accéder à une compréhension non pas parfaite, mais plus réaliste de l'activité économique. C'est également la plus longue à parcourir et il n'est pas certain que, malgré Keynes et ses successeurs, le but soit pleinement atteint (31).

L'intrusion du temps-durée dans le modèle classique, par le biais de la demande effective, ne pouvait se heurter qu'à un échec certain dans la mesure où les conséquences de la logique interne de la théorie de Say n'étaient pas immédiatement tirées. Seul un bouleversement des mécanismes traditionnels aurait permis d'adapter ceux-ci à la géniale intuition de la demande effective et de l'analyse séquentielle. Il a fallu attendre Keynes, car, comme le constatait amèrement Sismondi, "nous voudrions pouvoir convaincre les économistes (...) que leur science suit désormais une fausse route. Mais nous n'avons point assez de confiance en nous pour leur indiquer quelle serait la véritable"(32).

En dernière analyse, Say et Ricardo ont arrêté le temps pour concevoir un équilibre exprimé par la loi des débouchés. Ils l'ont également remis en marche pour comprendre de l'extérieur le mouvement séculaire qui anime l'activité économique. Malthus et Sismondi ont échoué dans leur tentative de comprendre ce temps dans la profondeur de ses écarts entre le passé et le futur,

"deux faces d'un éternel présent" (Valéry), pour saisir l'essence de la vie économique et des forces qui l'animent (33).

### 3. Temps et monnaie

La conception de la nature et du rôle de la monnaie chez les Classiques permet de synthétiser d'une manière intéressante les insuffisances et les contradictions de leur analyse temporelle, et d'éclairer d'un jour nouveau la faiblesse de la logique interne de leur modèle. Cet examen plus approfondi des interdépendances entre le temps et la monnaie permettra également de dégager les conséquences de l'absence totale de toute théorie monétaire nouvelle dans les oeuvres de Malthus et Sismondi, alors que, paradoxalement, Ricardo, l'un des défenseurs les plus orthodoxes de la loi de Say, a clairement établi la distinction entre le "temps économique" et le "temps monétaire", sans malheureusement en tirer les conclusions qui semblaient devoir en découler.

La quasi-totalité des débats sur la monnaie, voile insignifiant pour certains et réalité fondamentale pour d'autres, se déroule au niveau de sa fonction de réserve de valeur. Aucun auteur n'a jamais mis en doute les deux fonctions traditionnelles de moyen d'échange et d'instrument de commune mesure. En revanche, le principe de réserve de valeur, qui fait intervenir une notion de temps-durée a donné lieu à de violentes querelles qui ne sont pas encore éteintes aujourd'hui, tant s'en faut (34).

Smith, le père du modèle classique, et tous ses successeurs, n'ont jamais mis en doute l'existence de la fonction réserve de valeur de la monnaie, mais ils n'ont pas su en dégager les conséquences, en raison de leur conception du temps et de leur analyse exclusivement réelle. Ils admettent cette notion de réserve de valeur dans la courte période (35). Ils la considèrent toutefois comme sans intérêt puisque, conformément à la loi des débouchés et au principe corollaire de l'indestructibilité du pouvoir d'achat, tout pouvoir d'achat, donc toute valeur, momentanément distraite du circuit économique par l'intermédiaire de la thésaurisation le réintégrera tôt ou tard garantissant ainsi une parfaite égalité entre l'offre et la demande globales dans la longue période.

La fonction "réserve de valeur" de la monnaie est double. Non contente de permettre la conservation d'une valeur acquise précédemment, elle anticipe aussi sur l'avenir qui deviendra le présent au fur et à mesure de l'écoulement du temps. Par l'intermédiaire de l'investissement, la relation entre le temps-durée et la fonction "réserve de valeur" de la monnaie est directe. Le double rôle de récapitulation et d'anticipation que joue la monnaie dans le présent permet de considérer, avec Keynes, qu'elle n'est pas autre chose qu'une espèce de temps incarné, "un procédé subtil pour relier le présent au futur"(36).

Cette interdépendance étroite entre le temps et la monnaie, dans la mesure où elle est correctement définie pose un problème crucial : la monnaie étant une "gelée de temps", il est essentiel de se demander si le temps propre de la monnaie coïncide ou ne coïncide pas avec les autres temps de l'économie. En d'autres termes, il est important, pour affirmer la validité de la loi de Say, de prouver qu'il ne peut y avoir disjonction entre le temps monétaire et le temps réel. La coïncidence entre ces deux temps est postulée et non pas démontrée dans l'identité et dans l'égalité de Say, par l'intermédiaire du principe de l'identité, respectivement de l'égalité constantes entre l'offre et la demande de monnaie (37). L'inadéquation de la théorie monétaire des Classiques, étroitement liée à leur conception du temps, elle-même déterminée par une vision abusivement individualiste de la société est ainsi au centre de la déficience de leur analyse économique. De même, l'absence de toute théorie monétaire et de toute utilisation réellement endogène du temps par les partisans du principe de la demande effective est à l'origine de leur échec.

La distinction entre le temps naturel de l'économie et le temps artificiel de la monnaie n'a vraiment été étudiée pour la première fois que par Wicksell, puis dans la période post-keynésienne par Claassen, Guitton, et Shackle (38). Le temps de la monnaie est considéré comme artificiel car il dépend d'une volonté bien précise de l'homme. Que la monnaie soit métallique ou fiduciaire, l'individu intervient toujours par l'intermédiaire d'une institution quelconque (Etat, Banque centrale, Hôtel des monnaies ...) pour régulariser le volume du moyen de paiement et influencer sa vitesse de circulation (39).

Le temps économique est en revanche considéré comme un temps naturel, car il laisse à l'homme une marge d'autonomie et un pouvoir de décision beaucoup plus étroits. Certes, chaque individu choisit souverainement parmi la multitude de ses besoins ceux qu'il voudrait voir satisfaire en premier; mais rien ne dit que ceux-ci le seront, ses préférences individuelles s'effaçant devant les préférences collectives. Dans une économie de marché, aucune institution centralisée n'existe au niveau de la production réelle, à la différence du secteur monétaire.

Pour les Classiques, la prééminence du temps économique naturel sur le temps artificiel de la monnaie est double : d'une part, le volume de la monnaie en étalon-or est déterminé par le rythme de la découverte et de l'extraction de l'or; d'autre part, la notion d'*homo oeconomicus* garantit une harmonie presque parfaite entre les désirs individuels et les désirs collectifs. Le temps naturel de la production n'étant que l'extrapolation du temps de l'individu-type, le temps de la monnaie, bien économique ne saurait être différent. Pour reprendre l'aphorisme de Ricardo : *Money cannot call forth goods, - but goods can call forth money* (40).

L'Ecole classique exclut ainsi toute disjonction entre le temps économique et le temps monétaire *dans la longue période*. Le principe de la monnaie-voile, l'absence de toute offre et de toute demande excédentaires de monnaie, et le principe de l'indestructibilité du pouvoir d'achat rendent impossible toute divergence de rythme. Toute "fuite" éventuelle de pouvoir d'achat hors du circuit économique par le biais de la thésaurisation sera tôt ou tard exactement compensée par la déthésaurisation des montants épargnés. Le temps de la monnaie est un temps second qui s'adapte toujours aux exigences de la réalité économique. On retrouve la confusion entre le temps-durée et le temps-mouvement.

Dans la courte période, Ricardo décrit parfaitement le mécanisme des deux taux d'intérêt, taux naturel et taux financier, dans lequel le temps monétaire est déterminant et non déterminé. La monnaie n'accompagne pas toujours la marchandise mais peut la précéder. Il peut y avoir une offre ou une demande

de monnaie sans qu'il y ait de base matérielle. Il y aura alors avec certitude, et Ricardo a été le seul à le remarquer, *disjonction* entre le temps réel et le temps monétaire. La monnaie acquiert une certaine autonomie par rapport aux biens et ajoute la condition d'équilibre monétaire à celle de l'équilibre réel dans la recherche de l'équilibre général. Le temps de la monnaie ne coïncide avec le temps économique que si le taux financier est égal au taux naturel déterminé par la rentabilité estimée des investissements. La probabilité que ces deux taux soient égaux, même durant un laps de temps très bref, est faible. Le taux d'intérêt d'un emprunt accordé à une entreprise n'a aucune chance de coïncider avec le taux naturel obtenu à l'aide d'un calcul d'actualisation d'une série de rendements escomptés et espacés dans le temps. Il est même indispensable que le taux financier soit inférieur au taux naturel si l'on veut garantir un certain taux de croissance à cette entreprise.

Si cette conception ricardienne des deux taux d'intérêts, précédant de près de quatre-vingt-dix ans celle de Wicksell, reflète une conception étonnament contemporaine de la monnaie et du temps propre de la monnaie, la philosophie individualiste, la conception du temps-mouvement et finalement la loi des débouchés et la neutralité de la monnaie l'ont emporté dans le modèle économique classique. Certains que "les problèmes d'intervalles" sont sans intérêt, Ricardo a concentré ses efforts sur "l'état permanent des choses" et, avec tout le courant classique, a éliminé délibérément de son champ de recherche les problèmes conjoncturels qu'il n'ignorait pourtant pas. Malthus et Sismondi échouèrent dans leurs efforts pour réorienter la théorie économique vers des préoccupations de courte période plus à la mesure de l'homme.

En dernière analyse, le principe de l'équilibre monétaire permanent, corollaire de la loi des débouchés, issu d'une appréciation trop exclusive du temps, elle-même fonction d'une conception individualiste de l'homme a imposé au 19ème siècle une vision a-temporelle de la réalité économique. Le rééquilibrage théorique n'aboutira qu'avec la réintégration keynésienne du temps et de la monnaie, variables endogènes, sans lesquelles la loi des débouchés n'est qu'un principe d'économie pure qui ne saurait expliquer une réalité économique infiniment complexe.

# DEUXIEME PARTIE :

# LA REFUTATION DE LA LOI DES DEBOUCHES PAR LE PRINCIPE DE LA DEMANDE EFFECTIVE : LE ROLE DECISIF DE LA "THEORIE GENERALE" DE KEYNES

## INTRODUCTION

La loi des débouchés a joué tout au long du 19ème siècle et durant le premier tiers du 20ème siècle un rôle important dans la théorie économique. Tous les auteurs admettaient soit expressément soit implicitement que la loi de Say reflétait la réalité d'un équilibre fondamental de la production et des marchés. Toute surproduction générale était exclue et les déséquilibres passagers ne traduisaient qu'un défaut de souplesse des structures d'un système économique qui, par définition, excluait toute situation durablement distincte de l'équilibre de plein emploi.

Ce n'est qu'en 1936 que la synthèse keynésienne de la *Théorie Générale* a permis de surmonter la contradiction flagrante entre le principe d'économie pure de la loi de Say et la réalité économique; d'éliminer la dichotomie entre le secteur réel et le secteur monétaire; d'introduire le temps et la monnaie comme éléments actifs dans la recherche de l'équilibre économique; et d'englober la loi des débouchés dans une théorie *générale* du revenu d'équilibre de plein emploi. Grâce à la démarche de Keynes, la loi des débouchés n'est plus considérée comme *le* grand principe explicatif de la réalité économique et des phénomènes cycliques. En effet, aussi contradictoire que cela puisse paraître, les innombrables théories du cycle admettaient la loi de Say tout en reconnaissant simultanément les déséquilibres de la réalité économique.

Cette impossible conjonction entre une théorie uniquement valable à l'équilibre et une activité constamment en déséquilibre dans la courte période a été résolue par le remplacement de la loi des débouchés par le principe de la demande effective, hérité de Malthus. Et c'est Keynes qui a été le premier à réussir cette réconciliation entre la théorie et la réalité économiques, à élaborer une analyse économique compatible avec les situations de déséquilibre.

L'étude de cette démarche décisive nécessite deux étapes distinctes qui correspondront aux **chapitres 4 et 5.**

Le chapitre 4 permettra de clarifier avec un maximum de précision la conception de la loi des débouchés dont Keynes a hérité, à travers les oeuvres de Walras, Wicksell, Marshall et Pigou. Sans reprendre la totalité des développements classiques et néo-classiques sur la loi des marchés, ce chapitre donnera une idée précise de la signification exacte du principe auquel Keynes allait s'attaquer en 1936. De plus, l'attitude de Keynes face à la théorie classique et à la loi des débouchés dans ses oeuvres antérieures à la *Théorie Générale*, permettra de tracer un bref itinéraire de l'évolution de sa pensée et d'analyser avec un maximum de précision ses principales sources d'inspiration.

Le chapitre 5 dégagera les aspects spécifiquement théoriques du rôle de la réfutation de la loi des débouchés dans la critique keynésienne de la théorie économique classique et dans l'élaboration de la *Théorie Générale*. L'élimination systématique des mécanismes auto-régulateurs des Classiques, la réintroduction et le perfectionnement de la théorie de la demande effective et du revenu d'équilibre permettent d'aboutir à un renouvellement complet du modèle classique, des perspectives et des priorités, de la psychologie et de la philosophie économiques qu'il sous-tendait. L'intégration du temps et de la monnaie ouvre de vastes perspectives de développement à une analyse qui, pour la première fois, met la notion de *dés*équilibre au centre de ses préoccupations. L'équilibre fondamental et "naturel" postulé par la loi des débouchés apparaît enfin dans toute son irréalité, entraînant dans sa chute plus d'un siècle et demi de doctrine "laissez-fairiste". Le principe de la demande effective et la théorie du revenu d'équilibre annoncent au contraire l'apparition d'une politique économique *volontariste* dont le souci essentiel et constant est de maintenir un niveau suffisant de la demande effective pour garantir un volume optimum de l'emploi et du revenu national.

# CHAPITRE 4 : LA CONCEPTION KEYNÉSIENNE DE LA LOI DES DÉBOUCHÉS

Dans un premier paragraphe, il s'agira de déterminer quels sont les auteurs auxquels Keynes se réfère, de manière à clarifier sa définition de l'économie politique classique. Il apparaîtra rapidement que l'auteur de la *Théorie Générale*, lorsqu'il se réclame des "économistes classiques", ne se réfère pas exclusivement - tant s'en faut - à Smith, Say, Ricardo, Malthus et Sismondi, mais aussi à la tradition néo-classique de l'Ecole de Cambridge, héritière des grands classiques anglais par l'intermédiaire de J.S. Mill et essentiellement représentée par Marshall et Pigou.

Ce constat étant posé, un deuxième paragraphe permettra de préciser succinctement la conception et le rôle de la loi des débouchés dans les oeuvres de Walras, Wicksell, Marshall et Pigou. En dépit de la relative éclipse de la loi de Say dans les développements de l'analyse économique néo-classique, il convient en effet de ne pas négliger ce stade de son évolution qui est celui auquel Keynes se rallia jusqu'au début des années 1930.

Le troisième paragraphe sera consacré à une brève analyse de l'itinéraire intellectuel de Keynes de 1913 à 1936. Cette démarche permettra d'apprécier le rôle de l'héritage néo-classique dans les développements théoriques "orthodoxes" de Keynes (1913-1930), de dater et de mesurer l'importance du revirement qui aboutit à la *Théorie Générale* (1930-1936).

Dans un quatrième paragraphe, il sera alors possible de dégager, à l'aide de la typologie établie au chapitre 3, la conception keynésienne de la loi des débouchés telle qu'elle apparaît dans les chapitres 2 et 3 de la *Théorie Générale*.

Par. 1.- Keynes et les "économistes classiques" :

les principales références de l'auteur de la *Théorie Générale*

Dans la première note du chapitre premier de la *Théorie Générale*, Keynes définit très clairement ce qu'il entend par "économistes classiques" et "Ecole classique" :

> La dénomination d'"économistes classiques" a été inventée par Marx pour désigner Ricardo, James Mill et leurs *prédécesseurs*, c'est-à-dire les auteurs de la théorie dont l'économie Ricardienne a été le point culminant. Au risque d'un solécisme, nous nous sommes accoutumés à ranger dans l'"école classique" les successeurs de Ricardo, c'est-à-dire les économistes qui ont adopté et amélioré sa théorie y compris notamment Stuart Mill, Marshall, Edgeworth et le Professeur Pigou.(1)

La démarche de Keynes, volontairement provocatrice, tend à souligner avec brutalité la nouveauté fondamentale du raisonnement qui lui permet d'opposer ses "arguments et conclusions" à ceux de la théorie classique (2) en rangeant sous le même **dénominateur** Ricardo et Pigou. Ainsi, selon Keynes, et en dépit de plus d'un siècle de recherches et de perfectionnements, la théorie économique pigouvienne ne serait qu'une version revue et améliorée des *Principes* de Ricardo : ce cadre théorique "tant sur le plan pratique que sur le terrain doctrinal gouverne (...) la pensée économique des milieux dirigeants et universitaires"(3). Renouant alors avec la tradition "hérétique" inaugurée par Malthus et Sismondi, Keynes indique dès les premières pages de sa *Théorie Générale* qu'il entend se soucier en premier lieu du *montant* et des *variations* du revenu national et non plus seulement de la distribution d'un volume donné de ressources.

En un paragraphe, il annonce le renversement de l'ordre des priorités établi depuis Adam Smith :

> Ce que nous voulons dire, ce n'est pas que l'on a négligé le sujet, mais qu'on a jugé si simple et si évidente la théorie fondamentale sur laquelle il repose que l'on s'est borné tout au plus, à le mentionner.(...)
>
> Ainsi, tandis que Ricardo se défend expressément de vouloir étudier le montant du revenu dans son ensemble (5), le professeur Pigou dans

> un livre (6) qui a spécifiquement pour objet le problème du revenu national, soutient que la même théorie s'applique aussi bien lorsqu'il y a du chômage involontaire que lorsqu'il y a plein emploi.(4)

Le problème est clairement posé par Keynes qui cherche à briser le cadre théorique des "économistes classiques" pour démontrer que "les postulats de la théorie classique ne s'appliquent qu'à un cas spécial et non au cas général, la situation qu'elle suppose étant à la limite des situations d'équilibres possibles"(7).

Il apparaît ainsi essentiel de dégager avec soin les sources d'inspiration et les références de Keynes avant de tenter un examen de sa démarche théorique. L'attitude de Keynes face à des auteurs tels que **Marshall et Pigou fait-**elle preuve d'une grande rigueur scientifique ou, au contraire, l'auteur de la *Théorie Générale* n'utilise-t-il pas ces grands noms d'une manière caricaturale, de façon à valoriser ses propres thèses ? Le choix même de certains auteurs n'est-il pas étrange, notamment lorsque Keynes cite d'obscurs théoriciens qui ont - à ses yeux - le mérite d'avoir transmis à travers le 19ème siècle le "flambeau" de la demande effective ? Un examen de l'index onomastique de la *Théorie Générale* est extrêmement révélateur du choix des auteurs cités et des lacunes parfois étonnantes au niveau des économistes "continentaux". Ainsi, dans le cadre restreint de l'analyse de la conception keynésienne de la loi de Say, il est possible de faire quelques remarques intéressantes sur les auteurs et les citations choisis par Keynes pour étayer son argumentation.

1. Keynes consacre le paragraphe VI de son chapitre 2, intitulé "Les postulats de l'économie classique", à une présentation de sa conception de la loi des débouchés et de son rôle dans la théorie économique des auteurs qui l'ont étudiée. Tout en remarquant que Say et Ricardo sont à l'origine de cette doctrine, Keynes cite la formulation de J.S. Mill tirée des *Principes d'économie politique* (8). Il néglige aussi bien les nombreux énoncés de Say que les diverses acceptions du principe des débouchés qui sont apparues au cours de la querelle des débouchés. Si l'auteur de la *Théorie Générale* paraît tout ignorer de l'oeuvre de Say qu'il semble n'avoir pas lue (9), sa parfaite connaissance des ouvrages de Malthus et de Ricardo et sa très haute opinion

de leur correspondance (10) permettaient d'espérer une formulation moins rudimentaire que celle qu'il donne de la loi des débouchés :

> (...) les économistes classiques ont cru que l'offre crée sa propre demande, ce qui veut dire en un certain sens évocateur mais non clairement défini que la totalité des coûts de production doit nécessairement (...) être dépensée directement ou indirectement pour l'achat de la production.(11)

On pouvait à juste titre attendre un peu plus de rigueur dans la définition de l'origine et de la signification d'un concept que Keynes considère comme la base de toute la théorie classique.

Parallèlement, Keynes fait état de l'égalité constante entre l'épargne et l'investissement en ayant recours à une citation de Marshall, alors que ce postulat de la loi des débouchés était déjà clairement exprimé chez Smith, Say et Ricardo.

De même, si une très large place est accordée à Malthus dans l'élaboration du principe de la demande effective au chapitre 3, Keynes ne cite Sismondi ni dans la *Théorie Générale* ni dans aucun autre de ses ouvrages. Il n'ignore peut-être pas l'existence des *Nouveaux Principes*, mais il est probable, pour ne pas dire certain, qu'il ne les a pas lus. Cette lacune est d'autant plus regrettable que l'initiateur de la théorie du revenu d'équilibre était, selon Joan Robinson (12), un bien meilleur précurseur des idées keynésiennes que ne l'a été Malthus.

2. La démarche de Keynes, tant dans son chapitre 2 que dans son chapitre 3, repose essentiellement sur des ouvrages d'économistes du premier tiers du 20ème siècle, avec une référence spéciale à Stuart Mill. Say, Ricardo, Malthus ne sont cités que par rapport à Marshall, Pigou et Edgeworth dans le dessein avoué de faire endosser à ces derniers les lacunes et les insuffisances des premiers Classiques. Keynes cherche en fait, avec toutes les précautions d'usage, à faire porter aux grands noms de l'économie politique de son temps, la totalité des erreurs de l'Ecole classique, même si "la doctrine n'est plus énoncée aujourd'hui sous une forme aussi crue"(13). Toutes les restrictions apportées au modèle classique, et singulièrement à la validité de la loi des

débouchés par Walras, Wicksell, Marshall, Hawtrey, Cannan, Clark, Schumpeter, Hansen, Hayek, Pigou, Neisser, Machlup, Mises et Robbins, pour ne citer que les plus grands, sont systématiquement minimisées; certaines d'entre-elles étaient pourtant d'une importance décisive. Les critiques "continentaux" de la loi de Say n'apparaissent pas non plus, les plus grands noms étant parfois totalement absents (14). Dans cette optique, l'absence de toute référence à l'oeuvre d'Albert Aftalion est particulièrement significative (15). En revanche, l'auteur de la *Théorie Générale* a volontiers recours à des économistes pour le moins hétérodoxes lorsqu'il s'agit de retrouver à tout prix la trace du principe de la demande effective. En dépit de leur géniale intuition, ni le major Douglas ni Silvio Gesell ne semblent pouvoir être valablement opposés à un Marshall ou à un Pigou. Il est vrai qu'avec Malthus, Hobson, Johansen, Foster et Catchings, Keynes oppose quelques références plus sérieuses à l'Ecole orthodoxe (16).

Il apparaît finalement que le reproche fréquemment adressé à Keynes d'avoir abusivement assimilé les économistes du premier tiers du 20ème siècle aux économistes classiques *stricto sensu* est parfaitement fondé. La plupart des économistes visés par Keynes ne se reconnaîtraient pas dans le portrait caricatural des chapitres 2 et 3 de la *Théorie Générale*.

Et pourtant, sur le fond du problème, l'attitude de Keynes était parfaitement justifiée même si, pour marquer clairement le caractère novateur de ses thèses, il eut trop tendance, pour des raisons tant didactiques qu'humoristiques, à caricaturer à l'excès certains dogmes chers à ses confrères économistes, et en particulier à Pigou.

*A posteriori*, les économistes traditionnels s'insurgèrent vertueusement contre le traitement peu académique que leur fit subir Keynes (17). Il n'est certes pas facile, surtout pour des universitaires, de reconnaître que l'on a emprunté une voie sans issue et la conversion de certains d'entre-eux fut douloureuse.

La rupture avec la doctrine traditionnelle était à ce prix. En effet, même si celle-ci n'était "plus énoncée (...) sous une forme aussi crue, (...) elle [servait] encore de base à toute la théorie classique, qui s'effondrerait sans elle"(18).

## Par. 2.- La conception et le rôle de la loi des débouchés dans les oeuvres de Walras, Wicksell, Marshall et Pigou

Sans reprendre l'étude de l'évolution de la loi des débouchés depuis les années 1830, il paraît néanmoins utile de rappeler brièvement les principales étapes de son développement chez Walras, Wicksell, Marshall et Pigou (1). Il sera ainsi possible de dégager avec précision la position de Pigou qui servit de point de contact entre la tradition classique et néo-classique et la critique keynésienne. Cette présentation succincte de la théorie pigouvienne permettra également de mesurer le chemin parcouru par Keynes pour s'arracher à ce modèle de fonctionnement de l'économie qui fut aussi le sien jusqu'au début des années 1930. Cette démarche éclairera finalement d'un jour nouveau la définition extrêmement large que Keynes donna de l'Ecole classique.

### A. Walras : la théorie de l'équilibre général et la loi des débouchés

L'analyse de la loi des débouchés et de son rôle dans la théorie économique a fait un pas décisif sous l'impulsion de Walras et de sa théorie de l'équilibre général. En effet, l'analyse de J.S. Mill était restée dans la plus pure tradition classique en considérant la loi de Say comme un principe explicatif de la réalité. La critique de Marx empruntait un chemin complètement divergent et contenait dans les fondements mêmes de sa philosophie de la valeur la négation de la loi des débouchés.

La théorie walrasienne marque en revanche une étape importante dans l'analyse de la loi des débouchés. En effet, Walras cesse de la considérer comme un principe explicatif de la réalité pour restreindre sa portée au rang d'un concept purement analytique. Dans le cadre de l'élaboration de sa théorie,

la loi des débouchés devient un instrument d'analyse de première importance pour déterminer les conditions de l'équilibre général. Alors que Say et Ricardo confondaient dans la même explication une loi des débouchés principe d'économie pure et une loi des débouchés prétendument explicative de la réalité économique, Walras ne pouvait plus soutenir cette seconde hypothèse, infirmée par les nombreuses crises générales de surproduction survenues depuis lors. Le fossé entre la réalité et la théorie économique n'ayant cessé de s'élargir tout au long du 19ème siècle, les économistes se trouvaient devant l'alternative suivante : ou de perfectionner les théories de la sous-consommation, essentiellement représentées par Malthus et Sismondi, ou de poursuivre l'analyse de la loi des débouchés et de tenter de la réconcilier avec les faits. La tradition académique et la logique interne du modèle classique s'opposaient très nettement à la première solution.

La théorie de l'équilibre général s'inscrivait dans le cadre de la seconde. En déterminant avec soin les conditions de la validité de la loi des débouchés exprimée sous la forme de la *loi de Walras*, elle faisait passer la loi de Say du plan de l'explication à celui de la méthode d'analyse de théorie pure. La logique interne du modèle classique était ainsi sauvée. La loi de Say devenait la pierre angulaire d'une théorie pure de l'équilibre général analytiquement et intellectuellement satisfaisante, bien qu'elle ne pût rendre compte de la réalité.

En expliquant le niveau global de l'activité économique par une généralisation des conclusions obtenues par la théorie de l'équilibre sur un marché, la théorie de l'équilibre général érige en système le sophisme de composition des économistes classiques. Cette démarche, tout à fait en accord avec la logique du modèle classique, rendait celui-ci parfaitement rigoureux sur le plan méthodologique, mais elle ne permettait pas d'expliquer les variations du niveau de la production et de l'emploi.

Dans le prolongement de la théorie de l'entrepreneur de Say, Walras se préoccupait, dans sa théorie de l'équilibre général, du mécanisme de l'*échange* et non des mécanismes de la production (2).

Walras était parfaitement au fait du caractère non-opérationnel de cette théorie pure de l'équilibre général. Toutefois, sa prise de conscience marquait un progrès important sur l'analyse de Say et de Ricardo. La plupart de ses successeurs, et notamment Marshall et Pigou, ne comprirent pas pleinement la signification de la théorie de l'équilibre du fondateur de l'Ecole de Lausanne "qui n'avait voulu que mettre en garde les économistes sur le caractère irréel de la loi des débouchés et de l'équilibre qu'elle affirme" (3). Il a fallu attendre l'analyse exhaustive du système walrasien par Patinkin dans les années 1950 pour que soient dégagées toutes les implications de la loi de Walras. Walras reconnaissait le caractère conceptuel d'une loi des débouchés considérée uniquement comme un instrument d'analyse, même si les déséquilibres de la réalité lui apparaissaient comme des déviations momentanées de cet équilibre fondamental de la production.

En résumé, la loi des débouchés affirme selon Walras un ajustement des quantités globales fonction d'ajustements micro-économiques. Toute sa démonstration de l'équilibre entre l'offre et la demande globales est fondée sur une analyse marginaliste de l'équilibre. La somme des équilibres individuels sur chacun des marchés détermine l'équilibre général. L'intégralité de la théorie smithienne de la coïncidence des intérêts est ainsi sauvegardée sur le plan théorique. D'autre part, l'insertion de la loi de Say (type loi de Walras) dans la théorie de l'équilibre général postule la dichotomie dans le processus de formation des prix entre les prix relatifs et les prix nominaux. Les variations du volume de la monnaie ne sauraient modifier ni la structure des prix relatifs, ni celle de la production, ni le volume de cette dernière. Comme pour les Classiques, la monnaie continue d'être un voile pour Walras qui la baptise du nom de "numéraire"(4).

Finalement, Walras souligne clairement le caractère statique et non opérationnel de la loi des débouchés et de l'équilibre général. La théorie walrasienne permet d'affirmer en dernière analyse que la loi de Say n'est qu'une construction de l'esprit; théorie a-monétaire et a-temporelle, elle implique des adaptations instantanées et simultanées des agrégats totalement étrangères à la réalité.

Les progrès de la théorie économique jusqu'à Keynes pourraient se mesurer d'après le degré d'acceptation du caractère abstrait et irréel de la loi des débouchés, simple instrument d'analyse et non reflet de la réalité économique. Ni Marshall ni Pigou ne la rejetèrent complètement et ils ont continué, au travers de leurs théories des cycles, à tenir implicitement pour explicatif de la réalité économique une loi des débouchés qu'ils n'osaient toutefois plus affirmer explicitement. L'adjonction de l'équation quantitative par Wicksell, mais surtout l'abandon des bases micro-économiques dans la détermination du niveau de l'activité économique et le passage à la macro-économique keynésienne ont été les deux étapes qui amenèrent les économistes à reconnaître définitivement le caractère irréel de la loi de Say. Si Walras l'avait explicitement reconnu, il n'en proposa pas pour autant une solution théorique de rechange; si Marshall et Pigou doutèrent sérieusement du caractère explicatif de la loi des débouchés, ils ne purent s'en affranchir, faute d'avoir trouvé une meilleure explication de la réalité économique.

## B. Wicksell et l'équilibre général monétarisé

L'insertion de la loi des débouchés dans le cadre de l'équilibre général walrasien laissait en suspens le problème essentiel de l'explication du niveau de l'activité économique déterminé dans le modèle classique par le niveau général des prix.

Wicksell s'est efforcé de "monétariser" le système d'équilibre walrasien et d'apprécier l'effet des variations de la quantité de monnaie en circulation. Paquet résume cette démarche lorsqu'il écrit :

> (...) Wicksell est conduit à modifier l'équilibre walrasien et à construire un instrument d'analyse nouveau qui va influencer d'une manière décisive l'évolution ultérieure de la science économique : le processus cumulatif et l'équilibre monétaire.(5)

Wicksell complète le modèle d'équilibre walrasien en y ajoutant les conditions de validité liées à l'intrusion de la monnaie-moyen d'échange et non plus simple numéraire. Cette réinsertion de la monnaie dans la réflexion économique pose à Wicksell le problème de l'influence des variations du volume de la

monnaie sur l'équilibre général et de là, par le biais du marché des capitaux, l'influence des prix nominaux sur cet équilibre. L'équilibre général monétaire de Wicksell implique l'égalité entre le taux d'intérêt *naturel* et le taux d'intérêt *financier*, ou, en d'autres termes, l'égalité entre l'épargne projetée *ex ante* et les investissements effectivement réalisés *ex post*. Wicksell rejoint ainsi et approfondit la théorie du mécanisme indirect et de l'épargne forcée inaugurée par Thornton et reprise par Ricardo. En 1898, il analyse avec un grand souci de précision ce "mécanisme indirect" qui lie le volume de la monnaie au niveau général des prix par le biais du taux d'intérêt. Il ne néglige toutefois pas le mécanisme direct et l'effet d'encaisse réelle dont il donne une description d'une étonnante précision :

> Supposons que pour une raison ou une autre les prix des marchandises s'élèvent alors que le stock de monnaie reste inchangé, ou que le stock de monnaie diminue alors que les prix restent temporairement inchangés. Les encaisses apparaîtront progressivement *trop faibles par rapport au nouveau niveau des prix* (bien que dans le premier cas leur quantité absolue n'ait pas été en moyenne modifiée. Il est exact que dans ce cas je peux m'attendre à un niveau plus élevé de recettes dans le futur. Mais, pendant ce temps, je cours le risque d'être incapable de faire face ponctuellement à mes engagements, et dans la meilleure des hypothèses je pourrais rapidement être contraint par manque de monnaie disponible à renoncer à certains achats qui auraient été autrement profitables). Je cherche par conséquent à accroître mon encaisse. Cela ne peut être fait - si l'on néglige pour le moment la possibilité d'emprunter - que par une *réduction* de ma *demande* de biens et de services, ou par un *accroissement* de l'*offre* de ma propre marchandise (survenant soit trop tôt soit à un prix inférieur à ce qu'il aurait été autrement) ou par les deux à la fois. C'est également le cas pour l'ensemble des propriétaires et des consommateurs de marchandises. Mais en fait, personne ne parviendra à atteindre l'objectif qu'il vise : accroître son encaisse liquide; car la somme des encaisses liquides des individus est limitée par la quantité du stock disponible de monnaie, ou plus exactement lui est identique. Par ailleurs, la réduction générale de la demande et l'accroissement de l'offre de toutes les marchandises détermineront nécessairement une baisse continuelle de tous les prix. Cette baisse ne peut s'arrêter que lorsque les prix seront tombés au niveau auquel les encaisses liquides sont considérées comme *satisfaisantes*. (Dans le premier cas, les prix sont retombés alors à leur niveau originel).(6)

Le second volume des *Lectures on Political Economy* (1906) contient une tentative de synthèse de l'influence de ces deux mécanismes sur le niveau général

des prix en rapport avec la recherche de l'équilibre sur les marchés réels. L'intrusion de la variable monétaire dans le modèle walrasien rend Wicksell parfaitement conscient de la nécessité d'une claire définition de l'équilibre monétaire. La monnaie n'est plus un simple numéraire mais un instrument de réserve de valeur qui n'est plus exclusivement détenu pour des motifs de transaction. Wicksell est alors en mesure d'analyser les problèmes posés par la dichotomie dans le processus de formation des prix réels et des prix nominaux :

> (...) à l'aide de la méthode que nous avons suivie [c'est-à-dire de considérer la monnaie comme un simple numéraire walrasien], nous ne pouvons obtenir que les valeurs d'échange relatives des biens, ou, en d'autres termes, leurs prix relatifs - et non pas leurs prix monétaires effectifs qui ne peuvent être qu'indéterminés; ce résultat est évident aussi longtemps que nous considérons les fonctions de la monnaie comme parfaitement formelles. Dans chaque marché il y a des individus pour qui la monnaie est plus qu'un simple voile et qui échangent des marchandises contre de la monnaie ou de la monnaie contre des marchandises de manière à obtenir plus tard d'autres marchandises en échange de la monnaie qu'ils ont acquises. Il apparaît clairement à chacun d'eux que la valeur d'échange de la monnaie - et plus particulièrement - ses fluctuations, ne sont pas sans importance; et la fonction de la monnaie n'est en réalité pas uniquement formelle, mais aussi réelle, quelle que soit la transaction effectuée sur le marché. En d'autres termes, les prix nominaux en tant que tels ont leurs lois et leurs propres conditions d'équilibre.(7)

Cette adjonction de la fonction "réserve de valeur" de la monnaie dans l'équilibre walrasien transforme la loi des débouchés du type égalité de Walras en une loi de Say du type égalité de Say, uniquement valable "à l'équilibre" :

> Toute hausse ou toute baisse du prix d'un bien particulier postule une rupture de l'équilibre entre l'offre et la demande de ce bien, que cette rupture soit effective ou qu'elle soit simplement prévisible. *A cet égard*, ce qui est vrai pour chaque bien considéré séparément l'est sans aucun doute pour tous les biens considérés collectivement. Une hausse générale des prix n'est concevable qu'en supposant que, pour une raison ou pour une autre, la demande globale soit effectivement supérieure à l'offre ou ait des chances de le devenir dans un proche avenir. Cela peut sembler paradoxal car nous nous sommes accoutumés, avec J.-B. Say, à considérer les marchandises comme constituant et limitant elles-mêmes leurs demandes réciproques. *En fin de compte*, il est clair que c'est bien ce qui se passe dans

> la réalité; mais ce qui nous intéresse, c'est de savoir ce qui se passe *en premier lieu* avec l'intermédiaire de la monnaie dans l'échange final d'une marchandise contre une autre, échange qui est le résultat d'une demande de monnaie pour les marchandises et d'une offre de marchandises contre de la monnaie. Une théorie de la monnaie digne de ce nom doit être capable d'expliquer comment et pourquoi la demande monétaire de marchandises peut être inférieure à l'offre dans des circonstances déterminées.(8)

La solution proposée par Wicksell passe nécessairement par l'étude de l'interdépendance du volume de la monnaie, du taux d'intérêt et du niveau général des prix. La validité de la loi des débouchés est restreinte à une situation d'équilibre monétaire. Les variations du niveau général des prix dues à la rupture de cet équilibre sont les caractéristiques essentielles de la réalité économique que Wicksell cherche à expliquer par le biais de son "processus cumulatif" et de sa distinction entre le taux d'intérêt naturel et le taux financier. L'équilibre du marché monétaire n'est garanti que lorsque ces deux taux sont égaux; une distorsion entre eux entraîne un processus cumulatif rééquilibrant. Wicksell mieux que quiconque définit le rôle et l'importance de ces mécanismes régulateurs :

> (...) le taux monétaire de l'intérêt dépend en premier chef de l'excédent ou de la rareté de la *monnaie*. Comment se fait-il alors qu'il finisse par être déterminé par l'excédent ou la rareté du *capital réel* ?(...)
>
> La seule explication possible tient à l'influence qui est exercée sur les *prix* par la différence entre les deux taux de l'intérêt. Quand le taux monétaire de l'intérêt est relativement trop bas tous les prix s'élèvent. La demande de prêts monétaires est conséquemment accrue et, à la suite du besoin plus grand d'avoirs liquides qui en résulte, l'offre est diminuée. La conséquence est que le taux de l'intérêt est bientôt rétabli à son niveau normal de sorte qu'il coïncide de nouveau avec le taux naturel.(9)

Wicksell apparaît ainsi pleinement conscient du caractère erroné et artificiel de la loi des débouchés. L'équilibre général n'est plus exclusivement défini par rapport aux prix relatifs exprimés sur les marchés réels, mais il est aussi fonction du marché du capital et du taux d'intérêt. Cet équilibre "monétarisé" fait ainsi dépendre les prix relatifs des marchandises des conditions d'équilibre du marché des capitaux, c'est-à-dire de l'égalité entre l'offre et la demande des fonds empruntables et de l'efficacité marginale du capital.

Cet équilibre monétaire est considéré par Wicksell comme un instrument d'analyse dont la réalité n'est qu'une déviation par rapport à une situation idéale définie par une triple égalité : *1)* entre le taux d'intérêt naturel et le taux d'intérêt financier, *2)* entre l'épargne et l'investissement et *3)* entre l'offre et la demande globales, cette dernière garantissant la stabilité du niveau général des prix.

La fixité de la valeur de la monnaie, problème central de la démarche wicksellienne, n'est garantie que lorsque sont remplies simultanément ces trois conditions d'équilibre. En fait, la réalité économique ne se confond jamais avec cette situation idéale dont elle ne peut que se rapprocher selon l'état de la conjoncture. Or, la loi des débouchés, du type égalité de Say, qui reflète la vision wicksellienne de la théorie des marchés n'est valable qu'à l'équilibre. Wicksell est ainsi amené à rejeter complètement la loi de Say comme principe explicatif de la réalité économique et à lui substituer la notion d'épargne forcée par l'intermédiaire de sa théorie monétaire et de son processus cumulatif.

Wicksell apparaît ainsi comme un héritier des théoriciens de l'épargne forcée, Cantillon, Thornton et Ricardo. Systématisant une démarche restée à l'état embryonnaire, Wicksell démontre - selon Patinkin -"que la relation causale entre la monnaie et les prix n'est pas du tout une relation mécanique, mais bien au contraire est la conséquence économique de l'effet préalable des variations de la quantité de monnaie sur la demande des marchandises"(10). La dichotomie classique est rejetée, dans le même temps qu'est abandonnée la loi des débouchés comme principe explicatif de l'activité économique. Une augmentation du volume de la monnaie perturbe la relation optimum entre le niveau des encaisses liquides et le montant des dépenses des individus; cette perturbation provoque un accroissement du volume prévu de ces dépenses; c'est l'effet d'encaisse réelle. Enfin, cette augmentation crée une hausse du niveau général des prix, jusqu'à ce que celui-ci ait augmenté dans la même proportion que le volume de la monnaie (épargne forcée). Cette démarche de Wicksell développe parfaitement le raisonnement de certains Classiques qui reconnaissaient déjà qu'un accroissement du volume de la monnaie n'avait pas toujours des effets neutres sur les prix relatifs.

La démonstration de Wicksell permet ainsi de substituer la théorie de l'épargne forcée à la loi des débouchés, de résoudre le problème classique des rapports entre le taux d'intérêt et les prix et d'expliquer la valeur de la monnaie. Wicksell et ses contemporains sont restés cependant étroitement liés au raisonnement "à l'équilibre". La théorie de l'équilibre monétaire perfectionne et dépasse les théories classiques et walrasienne de l'équilibre général, mais n'en reste pas moins une théorie de l'équilibre. Tous les auteurs qui utilisèrent la méthode wicksellienne, jusqu'à et y compris Keynes dans ses premiers écrits, ont élaboré des théories exogènes des fluctuations cycliques. Ils ont tous persisté dans l'erreur fondamentale de l'Ecole classique pour qui l'équilibre exprimé par la loi des débouchés est la référence théorique fondamentale. Le seul souci des théoriciens néo-classiques était finalement de répondre à la question suivante, telle que Paquet l'a formulée :

> Est-ce qu'il y a une réalité fondamentale, sous-jacente à la réalité vécue, et qui diffère de celle-ci en ce qu'elle correspondrait à la loi des débouchés, alors que la réalité vécue en diffère parce que des éléments extra-économiques, des causes institutionnelles (bancaires ou psychologiques) empêchent cette réalité fondamentale d'être la réalité vécue ? (11)

Pour limitée qu'elle soit, la "révolution wicksellienne" n'en marque pas moins une étape décisive sur la voie de l'abandon du modèle classique. L'insertion de la variable monétaire dans la théorie de l'équilibre général a permis de restreindre considérablement le fossé entre la théorie et la réalité, quand bien même les fondements de l'analyse wicksellienne demeurent essentiellement classiques. L'abandon partiel d'une analyse exclusivement micro-économique au profit d'une théorie macro-économique de la demande monétaire pour la production anticipait d'une manière encore maladroite sur la fonction de consommation de la *Théorie Générale*.

Cette appréhension nouvelle de la production, considérée comme un tout, pleine de réminiscences malthusiennes et sismondiennes, a permis à Schumpeter d'affirmer que Wicksell "est le saint patron de tous les économistes qui ont actuellement renoncé à la loi de Say"(12).

## C. Marshall et Pigou : le rôle décisif de l'Ecole de Cambridge

L'oeuvre de Marshall joue un rôle important dans l'évolution de l'analyse économique en général, et dans le développement des théories liées à la loi des débouchés en particulier.

Marshall est avant tout l'héritier de Ricardo par l'intermédiaire de l'oeuvre de J.S. Mill; soucieux d'expliquer la réalité économique, il n'en reste pas moins profondément imprégné de la loi des débouchés. Toute son oeuvre reflète "une contradiction profondément enracinée (...) entre l'analyse purement statique et les conclusions qu'il en tirait pour être appliquées à une économie en développement avec un certain taux d'accumulation"(13). En d'autres termes, l'opposition entre une loi des débouchés-principe d'économie pure et la réalité économique apparaît avec une grande acuité dans l'oeuvre de Marshall.

Marshall est aussi le fondateur de l'Ecole de Cambridge, dont les deux plus illustres disciples seront Keynes et Pigou. Ce dernier a repris la tradition ricardienne de son maître alors que Keynes, en réaction contre la démarche de son condisciple, a lancé, en 1936, son attaque décisive contre la théorie néo-classique de l'emploi.

La compréhension de la révolution keynésienne et de la substitution de la *Théorie Générale* à la théorie classique passe par l'analyse du courant néo-classique cambridgien. Il sera ainsi possible de définir exactement ce que Keynes entendait par "Ecole classique" et "postulats classiques" dans le chapitre 2 de la *Théorie Générale*.

### 1. Alfred Marshall

L'incompatibilité entre l'analyse d'économie pure et la réalité économique se double chez Marshall d'une opposition entre le long terme et le court terme. Paquet résume en ces termes ce double antagonisme :

> La première théorie du niveau de l'activité économique et de l'emploi de Marshall implique l'adoption de la loi des débouchés. Elle est basée sur le concept d'un revenu réel d'équilibre et implique une analyse statique de [longue période]. La deuxième est une théorie de [courte période] qui implique une variation de la quantité de monnaie en circulation et aboutit à un abandon de la loi des débouchés. Elle est liée à une certaine conception du taux de l'intérêt et fait intervenir des facteurs psychologiques.(14)

Cette contradiction apparaît comme l'une des constantes de la théorie classique et néo-classique. Déjà présente dans l'oeuvre de Say, elle s'est perpétuée jusque dans la pensée de Marshall et de Pigou. Parallèlement à Wicksell, toutefois, le fondateur de l'Ecole de Cambridge a très clairement établi la limite de l'utilisation de la loi des marchés comme moyen d'explication des fluctuations du niveau de l'activité économique et de l'emploi. Il n'est cependant pas parvenu à relier ces deux types d'analyses divergentes et à dépasser ce vieil antagonisme entre le court terme et le long terme. Il a élaboré deux démarches parfaitement cloisonnées, dont chacune répondait à une rationalité différente, mais sans apporter une solution au problème du sous-emploi des facteurs de la production. Ainsi, comme l'écrit avec ironie Joan Robinson :

> Quand j'arrivai à Cambridge en 1922, et que je commençai à suivre les cours d'économie, *les Principes* de Marshall servait de Bible et nous ne connaissions pas grand-chose en dehors d'eux.(15)

L'influence de la pensée marshallienne sur le développement de la théorie économique du premier tiers du 20ème siècle, et singulièrement sur les ouvrages de Keynes et de Pigou, a été décisive. Dans la longue période, et conformément à la logique classique et ricardienne, Marshall fait dépendre le volume de l'emploi du taux des salaires. La flexibilité parfaite des salaires nominaux garantit le plein emploi, la production et le revenu sont toujours en équilibre et sont considérés comme des données. Le volume de la monnaie est aussi fixé d'une manière exogène, tout accroissement de la masse monétaire impliquant une augmentation équivalente et préalable du revenu réel. Il en résulte que le salaire réel varie dans le même sens et dans les mêmes proportions que le salaire nominal. De plus, Marshall refuse toute influence d'une quelconque variation du volume de l'emploi sur le niveau de la demande globale,

une baisse du taux des salaires se traduisant par une répartition d'une masse constante de revenu entre un plus grand nombre de travailleurs. Finalement, et en accord avec les hypothèses classiques de la loi des débouchés, Marshall suppose qu'une baisse du salaire réel détermine une augmentation de l'emploi et qu'une baisse du salaire nominal coïncide avec une baisse du salaire réel.

L'approche par les encaisses de la théorie quantitative inaugurée par Marshall à l'aide de l'équation de Cambridge, est le corollaire logique de l'analyse réelle de longue période exprimée par la loi de Say. L'équation marshallienne $M = kPT$ (16) rejette le concept de vitesse de circulation de la monnaie pour le remplacer par la notion de demande de monnaie (17). Pour Marshall $PT$ est égal au montant du revenu $Y$, et la constante $k$ exprime la part du revenu que les sujets économiques désirent détenir sous la forme d'encaisses liquides; en d'autres termes, le $k$ marshallien détermine le volume de la monnaie en circulation. Cette part du revenu réel conservée sous la forme d'encaisses liquides est relativement stable dans la longue période, ce qui permet à Marshall de conclure que le niveau *général* des prix est déterminé par le volume de la monnaie en circulation. Il en découle logiquement un rapport de proportionnalité directe entre le niveau général des prix et le montant du revenu. Tous les éléments de l'approche dichotomique de la formation des prix absolus et des prix relatifs sont ainsi réunis. L'équation quantitative marshallienne, en dépit de l'amélioration qu'elle apporte, ne permet aucun progrès sur le chemin de l'intégration de la valeur de la monnaie à la théorie générale de la valeur. La loi des débouchés reflète l'équilibre réel de longue période et la fixation des prix relatifs; le niveau général des prix absolus reste indéterminé. Inversement, si l'on avance la théorie quantitative comme explication du niveau général des prix, on ne peut que rejeter toute théorie de l'équilibre économique, et en particulier la loi des débouchés. Comme l'écrit Sowell, à propos du raisonnement de Marshall :

> S'il ne peut y avoir de demande (ou d'offre) excédentaire de monnaie, il ne saurait y avoir une relation déterminée entre l'offre de monnaie et le niveau général des prix. Cela revient à dire que l'argumentation classique qui prétend qu'il n'existe qu'une demande de monnaie pour des motifs de transaction (identité de Say) est incompatible avec la théorie quantitative pour qui le niveau général des prix est fonction de l'offre de monnaie.(18)

Marshall reconnaît néanmoins l'existence de l'effet d'encaisse réelle, corollaire d'une demande excédentaire de monnaie. S'il l'exprime moins clairement que Wicksell, il n'en suit pas moins une démarche très voisine. Il admet que, dans la courte période, une variation de la quantité de monnaie n'est pas toujours sans effet sur les prix relatifs. La monnaie peut agir sur le niveau des prix et sur le volume de l'emploi. Le fondateur de l'Ecole de Cambridge, à l'exemple de Wicksell, admet ainsi dans la courte période des déviations hors de la situation d'un équilibre réel, qui demeure néanmoins la règle. L'explication marshallienne est essentiellement monétaire. La contradiction est particulièrement flagrante entre une analyse réelle de longue période dans laquelle s'applique la loi des débouchés et une analyse de courte période dans laquelle la loi de Say est infirmée par des facteurs exogènes et institutionnels comme la monnaie et le crédit. Marshall n'a pas su la résoudre, bien que, dans une partie de son oeuvre, il mette partiellement en doute la loi des débouchés.

Reprenant dans ses *Principes* la théorie des deux taux d'intérêt inaugurée par Thornton et Ricardo (19), Marshall l'utilise d'une manière moins précise que Wicksell pour suggérer, dans la courte période, une possible influence déséquilibrante de la monnaie. Dans son *Money, Credit and Commerce*, Marshall adopte la théorie de l'épargne forcée, antithèse par excellence de l'identité de Say qu'il postulait dans ses *Principes* :

> L'accroissement de la quantité de monnaie a pour effet "d'abaisser" le taux d'escompte. Ce qui n'accroît pas le montant du capital (...) mais augmente le pouvoir de disposition sur le capital. (...) Disposant de cette offre supplémentaire les prêteurs abaissent le taux des prêts (...) jusqu'au point d'équilibre. (...) L'accroissement de la quantité de monnaie engendrera des anticipations à la hausse et poussera les gens à emprunter pour effectuer des investissements spéculatifs.(...) Il y aura une demande accrue de marchandises et une hausse continue des prix.(20)

La théorie marshallienne du cycle de courte période apparaît ainsi comme une théorie essentiellement monétaire et psychologique. Ces deux éléments peuvent ruiner l'équilibre réel et fondamental affirmé pourtant dans son *Economics of Industry* :

> Certains pensent que cet état des choses correspond à une surproduction générale. Nous constatons cependant qu'il n'est réellement rien d'autre qu'un état de désorganisation commerciale. Le remède à cet état réside dans un retour à la confiance.(21)

Les réminiscences classiques, ricardiennes en particulier, sont évidentes : une situation de déséquilibre ne peut être qu'exceptionnelle et de courte durée, le retour à l'équilibre réel de la loi des débouchés étant "dans l'ordre des choses". Marshall n'échappe pas non plus à la dichotomie marchés réels-marché monétaire. Comme le remarque Paquet, "sa théorie est monétaire quant au niveau des prix, mais réelle quant au niveau de la production"(22). Son analyse monétaire de courte période nie et reflète tout à la fois la loi des débouchés. Le déséquilibre est possible pour des raisons institutionnelles ou psychologiques, mais fondamentalement l'équilibre de la production demeure :

> (...) ce qui constitue les moyens de paiement des marchandises ce sont simplement d'autres marchandises. Les moyens de paiement de chacun pour les produits des autres consistent dans ceux-là même que lui-même possède (...). Mais, bien que l'on ait le pouvoir d'acheter, l'on peut très bien ne pas s'en servir. Car lorsque la confiance a été ébranlée par des déboires, le capital ne peut pas être obtenu pour créer de nouvelles sociétés ou en étendre d'autres(...).(23)

Le parallèle avec les concepts malthusiens du *pouvoir* et du *vouloir consommer* est aisé à établir. Le diagnostic est semblable, mais les piètres remèdes proposés par Malthus ne sont même pas esquissés chez Marshall. Le concept de demande effective et l'écart déflationniste entre l'offre et la demande globales n'apparaissent pas explicitement dans l'oeuvre du maître de Cambridge.

En dépit des progrès effectués dans l'analyse des déséquilibres cycliques de courte période par l'introduction d'éléments psychologiques dont s'est inspiré Keynes (24), la théorie marshallienne reste fondamentalement conforme au modèle classique. La double opposition entre le court terme et le long terme, entre l'équilibre réel et le déséquilibre monétaire empêche toute généralisation d'une analyse qui reste essentiellement liée sur le plan théorique à la loi de Say. En dernière analyse, et en dépit de quelques progrès effectués dans l'approche de la réalité des cycles, Marshall perpétue une analyse statique,

uniquement valable à l'équilibre, dans laquelle "l'introduction de la monnaie est une question de forme et non de substance"(25).

## 2. Arthur C. Pigou et la théorie de l'ajustement automatique

L'oeuvre de Pigou a reçu de plein fouet l'attaque keynésienne. Point de contact entre le courant classique et néo-classique et la "révolution" de la *Théorie Générale*, les *Industrial Fluctuations* et la *Theory of Unemployment* ont été sévèrement critiquées à de nombreuses reprises dans les oeuvres de Keynes postérieures à 1936. Keynes s'est acharné sur Pigou d'une manière souvent injuste, mais toujours avec une vigueur "iconoclaste" : Keynes brûlait ce qu'il avait adoré. L'ironie cinglante dont la théorie pigouvienne a fait les frais est à la mesure de l'effort keynésien pour "échapper aux idées anciennes" de la théorie classique. L'humour a été probablement un auxiliaire précieux de l'auteur de la *Théorie Générale* dans sa critique de cent cinquante années de suprématie d'une orthodoxie économique qu'il avait faite sienne, au moins jusqu'à la fin des années vingt.

A maints égards, la méthode pratiquée par Pigou est plus fidèle que celle de Marshall à l'inspiration ricardienne de l'Ecole de Cambridge. D'une manière plus dogmatique que son maître, Pigou affirme que la réalité économique fondamentale est stable et équilibrée. Toute situation de déséquilibre cyclique qui s'exprimerait par un certain volume de chômage ne saurait infirmer la réalité indiscutable de l'équilibre fondamental de la production. Tout comme Say, Ricardo et Stuart Mill, et d'une manière plus tranchée que Marshall, Pigou considère que toute situation autre que le plein emploi des facteurs de la production exprimée par la loi des débouchés n'est que passagère et accidentelle. Des causes externes telles que des "erreurs de prévisions" et des "troubles dus à la monnaie" peuvent introduire momentanément certaines discordances. Elles n'écartent toutefois pas durablement l'économie d'une situation classique de plein emploi qui correspondait, pour Pigou, à "l'optimum de bien-être"(26).

Dans son oeuvre, Pigou ne fait jamais explicitement référence à la loi de Say, mais l'idée fondamentale qu'elle exprime est omniprésente. Hansen explique ce paradoxe par l'impossibilité dans laquelle se trouvait Pigou d'appliquer mécaniquement la loi des débouchés dans une économie connaissant des situations de déséquilibre.

La disjonction entre l'épargne et l'investissement, expressions synonymes pour les Classiques, n'invalide pas la maxime qui veut que l'offre crée sa propre demande. Pigou la transpose et l'adapte aux conditions prévalant à son époque :

> (...) il formule donc la loi de Say de manière à mettre en oeuvre la tendance générale de l'économie, dans un système de libre concurrence, à assurer le plein emploi sur le marché du travail.(27)

Contrairement à Wicksell, Pigou écarte tout recours à l'investissement comme déterminant majeur des fluctuations de la demande globale, et fait appel à l'élasticité insuffisante des taux de salaires pour expliquer les déséquilibres partiels et momentanés de la production. La référence à ce mécanisme auto-régulateur fondamental de l'économie classique est symptomatique. Le rôle essentiel de la flexibilité des salaires était clairement apparu dans les hypothèses de base de la loi des débouchés chez Say et Ricardo. Pigou donne un lustre nouveau à ce postulat classique maintes fois affirmé, mais jamais démontré. Le "rôle de la rigidité des taux de salaires"(28) est au centre de la vérification de l'équilibre économique proclamé par la loi des débouchés :

> Si le taux de salaire est parfaitement élastique, la variation du volume de la main-d'oeuvre employé est nulle.(29)

Pigou et Keynes, pour des raisons diamétralement opposées, articulèrent l'essentiel de leurs démarches respectives sur ce problème de la flexibilité des salaires. Pour l'un, elle est la condition *sine qua non* du plein emploi et de l'équilibre économique, toute politique économique devant tendre à perfectionner le jeu de ce mécanisme régulateur; pour l'autre, l'inexistence évidente d'une telle flexibilité des salaires est à la base de sa critique des axiomes classiques et néo-classiques et la pierre angulaire de sa *Théorie Générale*.

Un passage-clé du chapitre 8 de la *Theory of Unemployment* synthétise la démarche pigouvienne et souligne le rôle fondamental que joue la flexibilité des salaires (30) :

> (...) l'état de la demande de travail, distincte des variations de cette demande, est hors de propos en ce qui concerne l'emploi, car les taux de salaire s'ajustent d'eux-mêmes de telle sorte que les divers niveaux de la demande, lorsqu'ils sont établis, tendent à s'associer à des niveaux de chômage semblables. Ceci implique que dans le long terme, les taux de salaires réels stipulés par les parties, loin d'être indépendants de la fonction de demande, constituent une fonction très particulière de cette fonction.

Le démonstration de Pigou se poursuit alors en deux phrases qui résument l'ultime aboutissement d'une théorie classique qui devait s'effondrer d'un bloc sous les coups de boutoir de Keynes :

> Dans un système de libre concurrence, il se manifestera toujours entre les taux de salaire et la demande de travail une relation telle que tout le monde trouvera du travail. Il résulte de ceci que tout chômage, à un moment quelconque, est entièrement dû au fait que la demande se modifie constamment et que les résistances frictionnelles empêchent les nécessaires ajustements de salaire de se réaliser instantanément.(31)

Ce passage est de la plus haute importance car, si la flexibilité des salaires assurait automatiquement le plein emploi *quel que soit le niveau de la demande globale*, la loi des débouchés serait parfaitement démontrée sur le plan théorique comme sur le plan de son adéquation à la réalité économique. De plus, toute politique de stimulation de la demande serait non seulement inutile pour lutter contre le sous-emploi, mais serait également totalement inefficace. La doctrine dite de la *Treasury View* déjà florissante à l'époque de Ricardo (32), s'est transmise tout au long du 19ème siècle, jusqu'au programme économique de Churchill en 1929 (33), et a trouvé son ultime manifestation chez Pigou :

> Si l'on accepte cette conclusion générale, il s'ensuit que les politiques publiques de long terme (...) qui améliorent ou détériorent de façon permanente l'état de la demande de main-d'oeuvre par rapport à ce qu'il aurait été, ne sauraient remédier au chômage, ni d'ailleurs le déterminer.(34)

Parallèlement à la théorie de la flexibilité des salaires, Pigou soutient également une **égalité parfaite entre l'épargne et l'investissement. Ces deux théories, corollaires réciproques, sont le point de mire de la critique keynésienne, qui les a éliminées à l'aide de la fonction de consommation et de la préférence pour la liquidité.**

Les éléments nécessaires à la compréhension historique et théorique de la "révolution keynésienne" semblent être ainsi tous réunis. Avant d'analyser la conception keynésienne de la loi des débouchés et le rôle de sa réfutation dans la construction théorique de la *Théorie Générale*, il semble utile de préciser l'attitude de Keynes face à la théorie classique et à la loi des débouchés dans ses publications *antérieures* à 1936. En bref, il s'agit de situer l'importance et l'époque de son "reniement" de la théorie marshallienne, dont Pigou et lui-même étaient - à Cambridge - les légataires universels.

## Par. 3.- Keynes et la théorie économique classique dans les écrits antérieurs à la *Théorie Générale*

Six mois après la publication de la *Théorie Générale*, Keynes résumait dans une lettre à Harrod (1) le plan de sa démarche et la succession des "révolutions partielles" qui l'avaient conduit de la plus pure orthodoxie néoclassique aux bouleversements de la *Théorie Générale* :

> J'ai été extrêmement préoccupé par l'évolution de mes propres idées, de la théorie classique à mon point de vue actuel, notamment en ce qui concerne l'ordre dans lequel elle s'est produite. Ce que certaines personnes considèrent comme une controverse inutile est dû, à vrai dire, à l'importance que tiennent dans mon esprit ce à quoi je croyais auparavant et aux périodes de transition qui furent pour moi des moments d'illumination. Vous ne sentez pas le poids du passé autant que moi.(...)
>
> Pour moi, l'élément historiquement le plus extraordinaire est la disparition complète de la théorie de l'offre et de la demande de la production considérée comme un tout, i.e., la théorie de l'emploi, après qu'elle a été durant un quart de siècle la question la plus discutée en économie politique. Une des transitions les

> plus importantes pour moi, après la publication de mon *Traité sur la monnaie*, fut de prendre soudainement conscience de cette disparition. Cette prise de conscience ne fut effective qu'après que j'avais énoncé la loi psychologique selon laquelle, lorsque le revenu s'accroît, l'écart entre le revenu et la consommation augmente, - une conclusion de la plus haute importance pour ma propre pensée qui n'avait auparavant été exprimée par personne d'autre. Puis, considérablement plus tard, je mis en évidence la notion du taux d'intérêt comme expression de la préférence pour la liquidité (...). Finalement, après passablement de confusions et un bon nombre de brouillons, la définition correcte de l'efficacité marginale du capital me permit de relier ces éléments les uns aux autres.(2)

Le principal point de rupture entre la théorie classique et la "new economics" keynésienne intervient ainsi précisément au niveau de la loi des débouchés et de son abandon au profit d'une analyse macro-économique de la demande effective. Le cheminement de Keynes a été long et ardu. Il paraît néanmoins essentiel d'en résumer les étapes importantes, de manière à comprendre à la fois le lien avec les tentatives de Malthus et de Sismondi, et son caractère novateur par rapport à l'orthodoxie néo-classique, alors toute puissante.

La publication du *Traité sur la monnaie* en octobre 1930 marque traditionnellement l'ultime aboutissement de la démarche classique et néo-classique de Keynes. Avant même la parution du *Traité*, Keynes était déjà confusément conscient, selon ses propres termes, qu'il avait "changé trop souvent d'opinion durant sa rédaction pour qu'il [le *Traité*] puisse avoir une unité propre"(3).

L'appréhension de la conception de la théorie classique dans l'oeuvre de Keynes passe tout d'abord par une analyse de ces deux étapes initiales. Dans un premier temps, il s'agira de déterminer comment Keynes a reçu, utilisé et perfectionné l'héritage marshallien de l'Ecole de Cambridge (lettre A). Dans un second temps, et d'une manière plus approfondie, il conviendra de retracer l'itinéraire intellectuel des années 1930 - 1936 durant lesquelles Keynes a effectué l'essentiel de sa "révolution" (lettre B).

A. De l'*Indian Currency* (1913) au *Traité sur la monnaie* (1930) :
Keynes adepte de la théorie classique (4)

Les propositions très orthodoxes contenues dans l'*Indian Currency and Finance*, en dépit des affirmations de certains thuriféraires ne préfigurent pas la conception keynésienne d'une monnaie active. Calqué sur le système britannique, le plan de réforme des finances indiennes de Keynes prévoyait l'institution d'une banque centrale détentrice de la totalité du stock d'or de manière à éviter toute thésaurisation en cas de crise, et à maintenir stable le niveau général des prix. L'empreinte d'un quantitativisme très classique apparaît dans de nombreux passages; une action sur le volume de la monnaie doit immanquablement aboutir à une stabilisation du niveau général des prix, phénomène exclusivement monétaire, sans aucun rapport avec le marché des biens et services.

L'incroyable succès et les multiples traductions des *Conséquences économiques de la Paix* (1919) mirent moins en évidence les conceptions théoriques de Keynes que son profond attachement à une économie capitaliste comme l'avait connue la Grande-Bretagne d'avant 1914. L'opinion courante des économistes d'alors était partagée par Keynes : la recherche d'un retour à une situation "normale" postulait une résurrection de l'âge d'or de l'organisation économique et sociale du 19ème siècle britannique. Keynes analyse avec une rare acuité l'inégalité de la distribution des revenus durant cette période et la considère comme la cause principale de l'accumulation du capital depuis la Révolution industrielle. Il ne renoue pas encore avec l'analyse malthusienne et sismondienne de la sous-consommation ouvrière - ou, en d'autres termes - avec la théorie de l'excès d'épargne de la classe capitaliste. Il soutient au contraire que seules la sagesse et les vertus d'économie de la bourgeoisie ont permis le développement d'une Europe dans laquelle il ne saurait jamais y avoir une insuffisance de possibilités d'investissements.

La longue période de stagnation de l'économie britannique durant les années 1920 offrait un terrain d'exercice extrêmement stimulant aux capacités analytiques de Keynes. Les crises d'après-guerre qui venaient contredire les prévisions optimistes des *Conséquences économiques de la Paix* posaient aux

économistes et aux hommes politiques un problème qui joua un rôle important dans la démarche novatrice de Keynes. Ces crises devaient-elles être combattues à l'aide d'une politique inflationniste ou à l'aide d'une politique déflationniste ? La recherche d'une stabilité du niveau général des prix était déjà une préoccupation de Keynes en 1913; la situation d'après-guerre le retrouvera toujours aussi attaché à ce principe. Il prend néanmoins position en faveur d'une politique inflationniste dans la lutte contre la crise et le chômage. Résolument opposé à toute politique déflationniste, il écrit dans son *Tract on Monetary Reform* "qu'il est bien pire dans un monde appauvri de provoquer du chômage plutôt que de décevoir le rentier"(5). Dans l'optique de la *Théorie Générale*, il apparaît que Keynes avait déjà une vision assez claire des avantages d'une politique d'accroissement du pouvoir d'achat pour le rétablissement d'une économie en crise. L'investisseur et l'entrepreneur sont stimulés par les perspectives d'une hausse des prix, alors qu'une politique déflationniste ruine les maigres possibilités d'investissements. Cette stimulation inflationniste profite non seulement aux investisseurs et aux entrepreneurs par la hausse des profits, mais aussi aux travailleurs par une élévation du niveau de l'emploi. Dans ces conditions, le sacrifice de l'épargnant et du rentier lui apparaît comme un moindre mal.

Cette préoccupation keynésienne de stabiliser le niveau général des prix, même si elle nécessite des phases inflationnistes, repose essentiellement sur une utilisation très classique de l'équation quantitative de Cambridge, héritée de Marshall. Le *Tract on Monetary Reform* reflète fidèlement cette démarche en faisant appel à une théorie quantitative dans laquelle la monnaie n'est qu'un moyen d'échange. Le numéraire n'est qu'un voile pour Keynes qui n'est pas encore en mesure d'expliquer l'existence des encaisses liquides. Dans la préface du *Tract* apparaît cependant pour la première fois une mise en question de l'égalité classique entre l'épargne et l'investissement. La distinction importante entre les motivations de l'épargnant et celles des investisseurs rompait avec la tradition classique, liée à la loi des débouchés, et suggérait d'une manière encore très floue qu'il pouvait se produire une inégalité entre les montants épargnés et les montants investis. Il en résultait

naturellement des effets néfastes sur le niveau du revenu et de l'emploi. Cette distinction trouvera toute son importance dans la *Théorie Générale*, notamment dans le livre IV.

Durant les années 1920, et surtout entre la publication du *Tract* et celle du *Traité*, le problème du chômage occupe le devant de la scène dans tous les pays du monde, et tout particulièrement en Grande-Bretagne. Cette conjoncture entre pour beaucoup dans la remise en question par Keynes des postulats classiques et des mécanismes auto-régulateurs d'une théorie économique héritée de Ricardo et de Marshall. Les *Essays in Persuasion* se font l'écho des *Croassements de Cassandre* (6) dans la critique de la politique économique gouvernementale; mais les solutions proposées par Keynes restent dans le cadre néo-classique d'une analyse "à l'équilibre". Keynes combat le laissez-faire (7) au profit d'une politique monétaire volontariste de l'Etat, mais il continue à évoluer, sur le plan théorique, dans un schéma très orthodoxe. Conformément à la tradition de l'Ecole de Cambridge, il persiste à considérer cette longue suite de crises et de dépressions comme une conséquence malheureuse de déséquilibres sectoriels et passagers, d'une situation politique désastreuse et d'un dérèglement des mécanismes auto-régulateurs de la théorie classique. Même s'il préconise à de nombreuses reprises une politique monétaire active de la part de l'Etat, il n'en abandonne pas pour autant l'optimisme traditionnel qui veut que tôt ou tard tout rentre dans l'ordre.

En 1925, dans sa critique du programme économique de Churchill (8), Keynes met très classiquement en tête des causes du chômage le prix élevé des produits britanniques sur les marchés internationaux. Néanmoins, il attribue cette faiblesse de l'économie anglaise non pas tant à un niveau de salaires trop haut qu'à la parité artificiellement élevée de la livre sterling. Le premier écart de Keynes hors de la tradition classique est ainsi consommé. Contrairement à tous ses confrères et en dépit de l'orthodoxie marshallienne, Keynes soutient que ce ne sont pas les salaires, mais bien "la hausse de 10 % de la livre à l'étranger (...) qui est à l'origine des problèmes auxquels se heurtent nos industries d'exportation, avec les conséquences inévitables et prévisibles qui en découlent"(9).

L'étude attentive de la réalité économique l'amène à douter, d'une manière certes encore très imprécise, de l'adéquation de la théorie classique aux problèmes économiques de l'Angleterre d'après la guerre.

Dès cette année 1925, Keynes commence à remettre prudemment en cause la tradition théorique dont il avait été nourri. Il lui a fallu progressivement admettre, comme l'écrit Joan Robinson, "qu'une économie existe dans le temps, que l'histoire se déroule à sens unique d'un irrévocable passé vers un futur inconnu et que la conception d'un équilibre basée sur une analogie mécanique avec un pendule se balançant dans l'espace devenait caduque"(10).

En dépit des doutes qu'il exprime dans des articles qui tiennent plus du pamphlet politique que de l'ouvrage scientifique, Keynes travaille toutefois pendant plus de sept années (11) à son *Traité sur la monnaie*.

L'étude des phénomènes monétaires a toujours été au centre des travaux de Keynes, jusqu'à et y compris son *Traité*. Lorsqu'il travaille à la rédaction de ces "deux volumes considérables"(12), il est persuadé qu'il doit continuer de s'occuper exclusivement du niveau général des prix et de ses fluctuations, comme il l'a fait jusqu'alors. Il refuse encore de considérer que ce problème puisse avoir un quelconque rapport avec la question de l'emploi. En adoptant cette démarche, il fait preuve d'une scrupuleuse fidélité à l'égard de l'héritage marshallien et de la dichotomie classique. A l'exemple de son maître, il considère que la théorie économique comprend deux domaines de recherches distincts qui coïncident exactement avec le plan des manuels d'économie politique d'alors. Dans les premiers livres du premier volume, l'auteur traite des *Principles of Political Economy*. Dans un second volume, il expose les problèmes relatifs à la monnaie. Les chapitres consacrés aux *Principes* décrivent à l'aide de la loi de l'offre et de la demande, les conditions de l'équilibre des marchés, qui permet la fixation des prix relatifs; ils contiennent aussi de longs développements sur les problèmes de la "distribution des richesses" entre les facteurs de la production. Marshall, par exemple, faisait reposer l'essentiel de ses *Principes* sur la loi des débouchés *sans* faire intervenir de manière active la variable monétaire. Il mentionnait

néanmoins, au passage, que la loi de Say pouvait souffrir certaines exceptions lorsqu'une perte de confiance provoquait une chute des investissements et une contraction de l'activité économique sur certains marchés. L'équilibre était la règle; les incidents de parcours étaient cités "pour mémoire", de manière, comme l'écrit Joan Robinson, que "ses étudiants continuent de croire à la règle"(13). Les chapitres consacrés aux problèmes monétaires étaient relégués dans une seconde partie où il était essentiellement question du niveau général des prix, d'inflation et de cycles. La théorie quantitative dominait tous les raisonnements et déterminait seule les prix absolus.

Keynes hérite de cette tradition et reprend à son compte cette étrange dichotomie entre le secteur réel et le secteur monétaire. Ce raisonnement a recours à la théorie de l'équilibre pour prôner le laissez-faire comme le *nec plus ultra* de la politique économique. Simultanément, il affirme que la quantité de monnaie est le seul facteur qui influence le niveau général des prix. La contradiction est totale. Au nom de la théorie quantitative, l'accroissement du volume de la monnaie paraissait être le seul moyen de lutter contre une baisse du niveau général des prix, d'éviter la crise et de relancer la conjoncture. La théorie réelle était toutefois plus influente, trop fortement ancrée dans l'esprit des économistes pour qu'ils puissent s'en extraire, et conseiller une politique monétaire expansionniste. Le pragmatisme britannique et la crainte de théories trop abstraites s'opposaient à l'utilisation d'un "voile" qui ne ferait que précipiter le système dans un gouffre inflationniste au lieu de le tirer du marasme de la crise. Mieux valait donc laissez-faire, laissez-passer, en attendant que les mécanismes auto-régulateurs du secteur réel rétablissent l'équilibre.

Jusqu'en 1930 environ, l'objectif essentiel de Keynes est de perfectionner la partie monétaire de l'oeuvre de Marshall *sans* remettre en cause sa théorie réelle, synthétisée par la loi des débouchés. L'amélioration de l'équation de Cambridge par l'introduction d'une analyse de l'effet d'encaisse réelle (14) et de la fonction réserve de valeur de la monnaie (15) marque un progrès dans l'analyse du *Traité* sur celle du *Tract*; l'élaboration des célèbres "équations

fondamentales"(16) représente sans conteste une amélioration de la théorie quantitative traditionnelle pour la détermination du niveau général des prix en liaison avec le taux d'intérêt (17). Keynes n'en reste pas moins prisonnier de la dichotomie classique et se refuse à établir un lien quelconque entre la monnaie et le niveau de l'emploi. Une citation du *Traité sur la monnaie* résumera mieux que tout commentaire la position théorique fondamentalement classique (*à la Hume*) de son auteur :

> (...) à l'équilibre - c'est-à-dire lorsque le public ne cherche ni à se débarrasser ni à acquérir à tout prix des titres, et qu'il consent à maintenir sous la forme d'épargne liquide un montant équivalent ni plus ni moins à une fraction de sa richesse totale considérée comme "normale", et que le volume de l'épargne est égal à la fois au coût et à la valeur des nouveaux investissements - il existe une relation unique entre la quantité de monnaie et le niveau des prix des biens de consommation d'une part et le volume de la production totale d'autre part, relation qui veut que si le volume de la monnaie double le niveau des prix double également.(18)

En 1930, année de la publication du *Traité*, Keynes demeure ainsi encore fondamentalement fidèle à la tradition classique *sur le plan de la théorie pure*. En revanche, et c'est là un élément du plus haut intérêt pour l'histoire de l'analyse économique, l'auteur de la *Théorie Générale* a déjà entamé sa "révolution" *à travers ses réflexions d'économie appliquée*. L'appui qu'il apporte en 1929 au programme électoral du parti libéral est, à cet égard, décisif. Son examen du programme économique de Lloyd George pour les élections de 1929, écrit en collaboration avec Hubert Henderson (19), contient ses premières hérésies et les premières divergences sérieuses par rapport au courant de pensée orthodoxe. Keynes apporte sans réserve son appui à la politique de travaux publics exposée dans le manifeste libéral. Renouant ainsi avec une politique rejetée par tous les économistes britanniques de Ricardo à Marshall, en passant par Malthus et Mill, Keynes rompt avec la sacro-sainte doctrine classique qui trouve son ultime aboutissement dans la célèbre *Treasury View*, réponse officielle du gouvernement de Sa Majesté aux propositions de Lloyd George et de Keynes.

L'argumentation polémique de ce pamphlet de 1929 repose toute entière sur une esquisse d'un des éléments essentiels de la future *Théorie Générale*. Keynes et Henderson affirment en effet que, en cas de crise, tout investissement est générateur d'épargne - et non plus l'inverse - et qu'un déficit budgétaire peut réduire le chômage sans précipiter le pays dans l'inflation. Le financement de ces travaux publics doit s'effectuer sous la forme très orthodoxe d'emprunts remboursables pour une bonne part, mais aussi par l'utilisation des allocations de chômage qui ne seraient plus versées aux chômeurs réembauchés (20). Une esquisse d'analyse du mécanisme multiplicateur de l'emploi est proposée dans une section intitulée "L'importance de l'emploi indirect"(21). Le point de vue classique défendu par le *Trésor* et le Gouvernement conservateur est tourné en ridicule.

En effet, dans son discours sur le budget, le Chancelier de l'Echiquier avait déclaré :

> Le dogme orthodoxe du *Trésor* est toujours parfaitement valable et que quels que soient les avantages politiques ou sociaux qui en résulteraient, très peu d'emplois supplémentaires et aucun emploi permanent ne pourraient - en fait, et de manière générale - être créés par des emprunts publics et des dépenses de l'Etat.(22)

Cette déclaration résume la crainte du Gouvernement britannique "qu'une augmentation du volume de la monnaie par l'Etat pour financer des projets d'investissements ne diminue *pro tanto* l'offre de capital nécessaire à l'industrie privée"(23). L'accusation de socialisation à froid suivait immanquablement cette remarque vieille comme l'économie politique et dont on retrouve déjà de multiples traces chez Adam Smith et chez Ricardo (24). Même si elle ne repose pas encore sur une base théorique très élaborée, la réponse de Keynes est cinglante :

> Ces objections reposent sur des théories hautement abstraites - véritables inventions académiques - à moitié comprises par ceux qui les appliquent aujourd'hui et basées de plus sur des hypothèses **contraires aux faits.**(...) [Au contraire], la totalité du travail des chômeurs est disponible pour accroître la richesse nationale. Il est démentiel de croire que nous nous ruinerons financièrement en tentant de trouver des moyens permettant de les réembaucher et que l'argument "sécurité d'abord" nécessite le maintien de centaines de milliers d'hommes dans l'inactivité.(25)

Les principaux éléments sont ainsi en place et la grande remise en question des années 1930 - 1936, stimulée par la crise de 1929, trouve sa substance dans l'oeuvre-même de Keynes. Grâce aux sept années de travaux qui ont précédé la publication du *Traité*, l'auteur de la *Théorie Générale* est en effet rompu aux techniques les plus sophistiquées de la théorie économique néo-classique. D'autre part, dans la fièvre de la rédaction de son pamphlet en faveur des libéraux et du programme électoral de Lloyd George, il a pris conscience de l'inexistence d'une "théorie de l'offre et de la demande de la production considérée comme un tout, c'est-à-dire d'une théorie de l'emploi"(26).

Il y avait une chance de combler partiellement le fossé entre la théorie et la réalité économiques. La conjonction entre des capacités analytiques exceptionnelles et un sens aigu de la réalité économique était enfin réalisée. L'urgence des problèmes à résoudre allait en outre pousser cette intelligence, familière des raisonnements d'économie pure, à élaborer promptement une théorie véritablement nouvelle, propre à purger l'économie politique des erreurs du modèle classique. Depuis la querelle des débouchés et l'échec de la contestation de Malthus et de Sismondi, l'analyse économique abordait le tournant le plus décisif de sa courte histoire. La loi des débouchés - synthèse et substance du modèle classique - allait tout naturellement se trouver au centre de la critique keynésienne.

## B. L'étape décisive : du *Traité sur la monnaie* (1930) à la *Théorie Générale* (1936)

En automne 1929, Keynes est appelé par le gouvernement travailliste minoritaire, issu des élections du printemps, à siéger dans le Comité des finances et de l'industrie, plus connu sous le nom de Comité Macmillan (27). Les quarante-neuf séances de cette commission (28.11.1929 - 19.2.1931) devaient jouer un rôle important dans la critique keynésienne de la théorie classique de la flexibilité des salaires. En effet, au cours des débats, Keynes prend conscience de l'opposition des responsables syndicaux à toute diminution des salaires; de plus, conformément à sa préférence de longue date pour une

politique inflationniste de lutte contre les crises, il a de très vifs échanges de propos avec Pigou, partisan, avec la majorité de la commission, d'une politique déflationniste (28). Ces discussions marquent un premier pas en direction du chapitre 2 de la *Théorie Générale* et annoncent le rejet du "second postulat" de la théorie classique des salaires. Cette étape est importante au niveau de la critique du modèle classique; en outre, elle est décisive sur le plan de la validité de la loi des débouchés. En attaquant le postulat classique de la flexibilité des salaires, Keynes nie l'hypothèse de base qui seule permettait d'affirmer que l'offre crée sa propre demande. Lors de la parution du *Rapport Macmillan* en juin 1931, Keynes et cinq autres commissaires (29) signent un *Addendum I*, sorte de rapport de minorité, qui diverge considérablement du texte principal. Des trois solutions proposées pour lutter contre le chômage, les auteurs de l'*Addendum* refusent la première (baisse des salaires), soutiennent la deuxième du bout des lèvres (encouragement à l'exportation) et insistent sur la dernière (aide de l'Etat aux entreprises publiques et privées). Les propositions de Keynes allaient à l'encontre des recommandations du *Macmillan Report* et reprenaient celles qu'il avait formulées dans son *Can Lloyd George do it*. Une politique de création d'emploi par la mise sur pied d'un programme de grands travaux publics est la seule façon de vaincre le chômage. La notion de multiplicateur d'emploi réapparaît également :

> S'ajoutant aux hommes directement employés et aux hommes occupés à la fabrication et au transport des matières requises, il y aura une série supplémentaire d'hommes mis au travail pour satisfaire les besoins créés par le pouvoir d'achat additionnel disponible pour la consommation de la première série d'hommes, et ainsi de suite.(30)

Développant ce thème principal qui est une tentative d'analyse des causes de la dépression, Keynes donna, en juin 1931, une série de quatre conférences à l'Université de Chicago sous le titre général de *An Economic Analysis of Unemployment* (31). Tout en empruntant des voies inhabituelles, sa démarche restait tout naturellement très proche de celle du *Traité*. Il annonçait une crise de longue durée et introduisait pour la première fois la notion d'équilibre de sous-emploi qui lui avait été suggérée par Joan Robinson (32). L'essen-

tiel de l'argumentation de Keynes se résume en deux phrases, extraites du texte de sa conférence :

> (...) un boom est le résultat d'un excédent d'investissement sur l'épargne et une dépression provient d'un excédent d'épargne sur l'investissement.(...) Et ce sont ces déséquilibres entre l'épargne et l'investissement, et aucun autre facteur, qui provoquent les fluctuations des profits, de la production et de l'emploi.(33)

Bien que cette distinction entre l'épargne et l'investissement fût pour la première fois aussi clairement exprimée, la démarche de Keynes restait proche de **celle** des théoriciens de l'équilibre. Un faible niveau de la production représentait en fait *un faux équilibre*, un équilibre de sous-emploi, alors que Keynes continuait à identifier le plein emploi "au niveau normal de la production et de l'emploi"(34). Le taux d'intérêt jouait encore un rôle important et quasiment exclusif dans la stimulation de l'investissement, seul moyen de relancer la conjoncture et d'assurer un retour à l'égalité entre l'épargne et l'investissement. Enfin, Keynes considérait que les possibilités d'investissements étaient sans limite pourvu que le taux d'intérêt fût suffisamment bas. Ses propositions pour lutter contre le chômage visaient à créer de nouveaux emplois par une politique appropriée du taux d'intérêt qui permettrait une hausse des investissements.

A la même époque, un groupe de jeunes économistes de Cambridge se réunissait régulièrement pour étudier et critiquer le *Traité sur la monnaie*. Parmi ces élèves de Keynes, on trouve de grands noms qui participèrent étroitement à la "révolution keynésienne" par le biais d'une intense correspondance avec leur maître tout au long des quatre années que dura la rédaction de la *Théorie Générale* : Richard Kahn, Roy **Harrod**, James Meade, Piero Sraffa, Joan et Austin Robinson (35). L'effervescence intellectuelle qui régnait durant ces séminaires et les discussions qui en résultaient étaient rapportées par Kahn à Keynes qui ne participait pas à ces débats. L'apport de cette équipe de jeunes économistes permit à Keynes de préciser ses intuitions à propos du multiplicateur d'emploi et de ses rapports avec l'égalité entre l'épargne et l'investissement. Le célèbre article de Kahn intitulé "The Relation of Home Investment to Unemployment"(36) a joué un rôle décisif et a comblé le fossé "entre ce que Keynes préconisait en politique économique et

ce qu'il cherchait à formuler en théorie"(37). Kahn établissait sur la base des intuitions keynésiennes, les conditions d'équilibre entre l'épargne et l'investissement qui détermineront le niveau global de la production et non plus le taux d'intérêt. Cette découverte sera l'une des pièces essentielles de la *Théorie Générale* et Keynes ne s'y est pas trompé; à propos de Kahn, il écrit que "de nombreuses parties de cet ouvrage ne doivent qu'à ses suggestions la forme qu'elles ont reçue"(38). La contribution de Kahn permettait en effet d'établir pour la première fois que la consommation dépendait du niveau du revenu et non plus du taux d'intérêt; en fait, son analyse marque le premier pas vers une théorie macro-économique de la consommation. Comme l'a écrit Samuelson en 1946 :

> (...) derrière le multiplicateur apparaît la fonction de consommation qui est d'une importance vitale : elle donne la propension à consommer en terme de revenu; ou,inversement permet de connaître la propension à épargner. Le volume des investissements étant donné (...), il est alors possible de construire un système très simple d'équilibre de sous-emploi à l'aide d'un "schéma keynésien S-I-Y" formellement semblable au "schéma marshallien O-D-p". Tout en découle alors immédiatement : le fait que l'épargne *projetée* peut diminuer le revenu et l'épargne *effective*; le fait qu'un accroissement net et autonome de l'investissement, des dépenses du gouvernement et de la consommation, augmentera le revenu d'un montant *supérieur* à lui-même, etc, etc.(39)

Un autre mécanisme auto-régulateur du modèle classique était ainsi mis en question. Il appartiendra néanmoins à Keynes de dépasser le multiplicateur d'emploi de Kahn et d'intégrer le multiplicateur d'investissement aux développements de la *Théorie Générale*.

Le tournant décisif n'est réellement abordé qu'au cours de l'année 1933, non seulement par Keynes, mais également par certains de ses disciples. En 1932, Keynes publie un article dans lequel il fait encore montre d'un grand attachement au taux d'intérêt comme stimulant exclusif de l'investissement (40). Conformément au quantitativisme classique, il considère la crise de 1929 comme une crise financière résultant d'une insuffisance d'investissement due à un taux d'intérêt trop élevé. Il souhaite l'intervention de l'Etat et réclame une politique d'argent bon marché. 1933 est l'année charnière. Aussi bien les

publications de Keynes que celles de ses jeunes collègues de Cambridge marquent une évolution symptomatique entre le début et la fin de l'année. Comme le fait remarquer Klein, "si non considérons l'opinion de Joan Robinson comme représentative de l'évolution du groupe keynésien, nous constatons une profonde modification de ses idées durant l'année 1933"(41).

L'exemple des deux articles de Joan Robinson est devenu classique. Le premier, publié dans le numéro de février d'*Economica* tente une vulgarisation des équations fondamentales du *Traité sur la monnaie*. Il démontre qu'une diminution de la production des biens de consommation n'entraîne pas nécessairement une augmentation de la production des biens d'investissements, et que l'excédent d'épargne ainsi dégagé se traduit par une hausse de la demande de titres. Joan Robinson croit ainsi expliquer pourquoi, contrairement au postulat classique, l'épargne ne se traduit pas immédiatement par un investissement. Son second article publié en automne dans la *Review of Economic Studies* transporte le lecteur "en pleine *Théorie Générale*", pour reprendre les termes de Lambert (42). Joan Robinson explique en effet pour la première fois l'excédent d'épargne par une théorie des équilibres de sous-emploi, dont l'inspiration lui est directement venue de la lecture et de la critique du *Traité sur la monnaie*. Keynes a bien dégagé, selon elle, le fameux paradoxe de l'épargne déjà esquissé par Malthus, mais il a omis "de faire une pause pour remarquer qu'il a prouvé que la production peut être en équilibre à une série de niveaux différents, et que, tandis qu'il y a une tendance naturelle vers l'équilibre de l'épargne et de l'investissement (à très long terme), il n'y a pas de tendance naturelle vers le plein emploi des facteurs de la production"(43). De plus, Joan Robinson fait intervenir une notion "d'investissement forcé" et elle expose le mécanisme qui permet une égalisation de l'épargne et de l'investissement par l'intermédiaire de la baisse du revenu réel. L'égalité axiomatique de Keynes entre l'épargne et l'investissement par le biais de la prise en compte des investissements "en stocks" est ainsi déjà clairement affirmée trois ans avant la publication de la *Théorie Générale* :

> La demande de biens de consommation tombe - disons à cause d'un accroissement de l'épargne. Cela conduit à une accumulation de de stocks, c'est-à-dire à un accroissement de l'investissement exactement égal à l'accroissement de l'épargne...(44)

La correspondance entre Keynes et Joan Robinson et l'utilisation de cette notion d'équilibre de sous-emploi par Keynes dès 1931 (45) prouvent, si besoin est, l'étroite interdépendance entre les réflexions et les préoccupations de "l'équipe keynésienne" de Cambridge.

La publication à peu près simultanée de *The Means to Prosperity* en mars 1933 confirme l'évolution décisive de la pensée keynésienne au cours de cette année. En exposant la nature du problème à résoudre, Keynes insiste sur la synthèse indispensable entre la théorie pure et l'analyse de la réalité de la crise de 1929. Il suggère "une fusion de la théorie économique et de l'art de l'homme d'Etat"(46). Keynes renouvelle son appel en faveur d'une politique de travaux publics et utilise pour la première fois le terme de "multiplicateur" en se référant à l'article de Kahn (47). L'argumentation de Keynes est très proche de celle du *Can Lloyd George do it*, mais atteint un haut degré de précision dans l'estimation des effets multiplicateurs sur le volume final de l'emploi d'un accroissement initial du revenu (48). Les notions de propension marginale à consommer et à épargner sont clairement dégagées sans toutefois qu'elles soient ainsi nommées (49). De plus, Keynes est déjà conscient du fait que la théorie du multiplicateur n'est applicable qu'à un accroissement net des dépenses globales de l'Etat, par le biais d'une politique de déficit budgétaire (50).

Il est possible d'affirmer, sans risque d'erreur, que Keynes avait déjà en 1933 une idée très précise de la relation fonctionnelle entre la consommation et le revenu. Aucune formulation théorique très claire n'était en vue; la terminologie était encore floue et la rigueur du raisonnement toute relative. Il est néanmoins intéressant de noter que Keynes est à ce moment-là en possession d'un certain nombre d'éléments importants de la *Théorie Générale* qui devront être encore élaborés et intégrés à un modèle théorique plus général et surtout plus rigoureux.

On constate une fois encore qu'un raisonnement intuitif - lié aux préoccupations concrètes suscitées par la crise de 1929 - *précède* la formulation théorique. La démarche de Keynes renverse l'ordre des priorités classiques et

néo-classiques : l'auteur de la *Théorie Générale* n'essaie plus d'expliquer pourquoi la réalité économique diverge - ne serait-ce que momentanément - d'une situation d'équilibre "naturel" parfaitement démontré dans la longue période, mais tente de fournir une explication positive des déséquilibres qui sont pour lui l'essence de l'activité économique. La théorie doit expliquer la réalité et la réalité doit cesser d'être façonnée de manière à justifier *a posteriori* une théorie pure de l'équilibre général des marchés (51).

Durant cette même année 1933, Keynes reprend et remanie considérablement son essai biographique sur Malthus, dont la première version datait de 1923 (52). Dans cette biographie, parfois exagérément louangeuse, Keynes se plaît à relever la parenté qui semble exister entre la démarche de Malthus et la sienne. Il regrette amèrement que la méthode inductive de l'auteur de l'*Essai* ne l'ait pas emporté sur "la fascinante construction intellectuelle de Ricardo"(53). A propos de la correspondance entre Malthus et Ricardo (54), Keynes va jusqu'à écrire que l'on ne "peut procéder à un examen attentif de cette correspondance sans avoir l'impression que la disparition totale de la méthode malthusienne et la domination complète de celle de Ricardo, pour une période de cent ans, a été un désastre pour l'avancement de l'analyse économique"(55).

Cette sympathie pour Malthus, que Keynes tempèrera du reste dans la *Théorie Générale* (56), repose essentiellement sur trois éléments principaux : le principe de la demande effective (57), le rôle actif de la monnaie dans l'économie (58), et la méthode inductive (59).

De nombreux commentateurs semblent très près de la réalité en avançant la thèse que Keynes n'a pris conscience de la parenté entre ses préoccupations et les intuitions de Malthus *qu'après* avoir pressenti l'importance de la demande effective dans la recherche du plein emploi des facteurs de la production (60).

Un texte de Keynes corrobore cette thèse. Parlant de la suprématie séculaire de l'orthodoxie ricardienne, Keynes affirme clairement "*qu'une fois* que l'on

s'est laborieusement échappé de la domination intellectuelle de ces doctrines pseudo-arithmétiques, on est alors capable, peut-être pour la première fois depuis une centaine d'années, de comprendre la signification profonde des vagues intuitions de Malthus"(61). La réfutation keynésienne de l'orthodoxie classique *précède* donc bien la reconnaissance du caractère "révolutionnaire" de l'oeuvre de Malthus; elle n'en résulte pas, comme l'affirment certains historiens de l'analyse économique (62).

Durant le courant de l'hiver 1932 - 1933 et durant toute l'année 1933, parallèlement à ses articles de "vulgarisation", Keynes travaille intensément à la rédaction des premiers brouillons de la *Théorie Générale* (63). Le premier plan complet du contenu de ce qui ne s'appelle encore que la *Théorie générale de l'emploi* date de décembre 1933 (64). Ce n'est que le 11 octobre 1934 qu'une nouvelle table des matières indique le titre définitif et complet de l'ouvrage. Durant ces dix mois, Keynes met sous toit l'essentiel de sa critique de l'économie classique, élabore sa théorie de la demande effective et affine considérablement son analyse des "fonctions relatives à l'emploi, à la consommation et à l'investissement"(65). Le mécanisme de l'égalité entre l'épargne et l'investissement et la définition des propensions complètent les principaux acquis de 1934. La lecture des épreuves par Harrod, Hawtrey, Robertson et Joan Robinson, et l'intense correspondance qui en résulte, l'encourage à remanier parfois profondément la forme - et même le fond - de ces premiers chapitres.

Le 21 novembre 1934, par un article important paru dans *The Listener* Keynes rompt définitivement avec la tradition classique et néo-classique. Anticipant sur le chapitre 2 de la *Théorie Générale*, Keynes refuse de considérer plus longtemps "que le système économique s'ajuste de lui-même"(66). Il dénonce avec violence le paradoxe de l'économie politique orthodoxe qui, par son attentisme, s'ingénie à provoquer "la pauvreté dans l'abondance". Fort des premières ébauches de sa *Théorie Générale*, Keynes ne craint pas de critiquer vertement l'école orthodoxe "issue des jumeaux du 19ème siècle, Say et Ricardo"(67). Il proclame qu'il "se range lui-même dans le camp des hérétiques (...) qui croient que l'observation courante démontre suffisamment que les faits

ne sont pas conformes au raisonnement orthodoxe"(68). Il souligne que le "défaut fatal du raisonnement orthodoxe trouve son origine dans la théorie qui détermine le niveau de la demande effective et le volume de l'emploi"(69). Il conclut enfin son pamphlet en affirmant - en toute modestie - que "la grande activité intellectuelle qui règne actuellement parmi les économistes" (70) permettra très certainement de résoudre ce problème avant qu'il soit longtemps.

L'année 1935 ajoute à la *Théorie Générale* les derniers éléments manquants et notamment une théorie de l'intérêt basée sur la notion de préférence pour la liquidité. Une intense activité épistolaire permet à Keynes de mettre au point son manuscrit en dépit des attaques parfois très violentes dont ses brouillons étaient l'objet de la part d'Hawtrey et de Harrod.

Le 26 décembre 1935, il peut enfin écrire à sa mère :

> J'ai fini mon livre, - il m'aura occupé durant cinq ans (...) et j'espère qu'il pourra être publié au début de février.(71)

La *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* paraît effectivement le 4 février 1936. Le modèle classique était dépassé; la loi des débouchés cédait sa place au principe de la demande effective et la recherche du plein emploi des facteurs de la production pouvait enfin occuper la place qui lui revenait dans la théorie économique.

## Par. 4.- La conception keynésienne de la loi des débouchés

Les références explicites aux termes "loi des marchés", "loi des débouchés" ou "loi de Say" sont très tardives dans l'oeuvre de Keynes. Ce n'est qu'au cours de la phase décisive de la "révolution théorique" des années 1930 - 1936 que l'auteur de la *Théorie Générale* a progressivement pris conscience du rôle

central de la loi des débouchés dans le modèle classique. Auparavant, et comme la plupart de ses confrères économistes, il reconnaissait implicitement, et peut-être même inconsciemment, la validité de la loi de Say, conformément à la tradition du raisonnement "à l'équilibre" inauguré par Say et Ricardo. L'absence *totale* de toute référence à la loi des débouchés avant 1934 (1) permet rétrospectivement de soumettre Keynes lui-même à la critique qu'il adresse aux "adeptes inconscients" de la loi des marchés, au chapitre 2 de la *Théorie Générale* :

> La doctrine [c'est-à-dire la loi de Say] n'est plus énoncée aujourd'hui sous une forme aussi crue. Néanmoins elle sert encore de base à toute la théorie classique, qui s'effondrerait sans elle. Des économistes contemporains qui hésiteraient à accepter la doctrine de Mill acceptent sans hésitation des conclusions qui exigent cette doctrine comme prémisse.(2)

La prise de conscience du rôle exact de la loi des débouchés dans la construction théorique des Classiques date probablement des années 1933 - 1934. La critique de l'incapacité de la théorie économique d'expliquer la réalité (3), la mise en question des mécanismes auto-régulateurs (4), la référence à la théorie malthusienne de la demande effective (5) prouvent que l'auteur est en train de découvrir l'importance d'une réfutation systématique de la loi des débouchés dans le renversement des postulats classiques. Le théorème de Say n'apparaît pourtant dans *aucun* écrit de Keynes avant le 13 avril 1934. A cette date, Keynes, dans une lettre à Kahn, justifie l'emploi de l'aphorisme "l'offre crée sa propre demande" dans le brouillon du chapitre 2 de la *Théorie Générale* qu'il avait fait parvenir quelques jours auparavant à Joan Robinson (6). Il s'exprime dans ces termes :

> J'ai apporté des modifications assez considérables aux premiers chapitres de mon livre en les développant d'une manière importante à la suite de la mise au point d'une définition simple et précise de la notion de demande effective qui me paraît remarquablement intéressante :
>
> Considérons W comme étant égal au coût marginal premier (7) de la production lorsque le volume de cette production est égal à O.
>
> Considérons P comme le prix de vente escompté de cette production.
>
> OP est alors égal à la demande effective.

> La supposition fondamentale de la théorie classique qui veut que "l'offre crée sa propre demande", prétend que OW = OP *quel que* soit le niveau de O, ou en d'autres termes, que la demande effective est incapable de poser une limite quelconque à l'emploi qui, en conséquence, dépend des relations entre la production marginale des industries de biens de consommation et la désutilité marginale du volume de l'emploi. Dans *ma* théorie, OW ≠ OP pour *toutes* les valeurs de O et les entrepreneurs doivent déterminer une valeur de O avec laquelle cette égalité se vérifie, - en d'autres termes, l'égalité permanente entre le prix [de vente] et le coût de la production marginale est simplement niée. Cette démarche est le vrai point de départ de tout mon raisonnement.(8)

Compte tenu des premières esquisses de la table des matières de la *Théorie Générale* et des indications que fournissent les autres publications de Keynes sur l'avancement de ses travaux (9), il paraît raisonnable de considérer l'hiver 1933 - 1934 comme la période décisive de la critique de la loi de Say. En se référant à la correspondance de Keynes, et en procédant par recoupements, il est possible de circonscrire avec plus de précision encore la période de la première rédaction des chapitres 1 et 2 et de la faire coïncider avec les deux premiers mois de 1934 (10).

Durant les deux années qui séparent cette première référence à la loi des débouchés de la publication de la *Théorie Générale*, Keynes ne fait d'allusions explicites au théorème de Say que dans sa correspondance avec Harrod et Hawtrey (11). Aucun article, aucune publication de Keynes ne contient la plus petite référence à cette réfutation essentielle avant la mise en vente des premiers exemplaires de la *Théorie Générale*. Keynes paraît n'avoir jamais eu le moindre doute sur la valeur de sa démarche critique. Ainsi, à la suite d'une lettre de Harrod qui manifestait son désaccord avec l'argumentation de Keynes, ce dernier fait montre d'un certain agacement à l'égard de son correspondant incapable de suivre une démonstration évidente en dépit de son caractère novateur :

> Ma conviction profonde est que votre esprit est encore à moitié dans le monde classique et que vous devriez m'accuser non pas de mauvaises manières [à l'égard des Classiques] mais bien plutôt du caractère encore imparfait de ma théorie.(12)

Dès après la parution de la *Théorie Générale*, toutefois, et jusqu'à sa mort, Keynes fut attaqué sur son interprétation de la loi des débouchés et se vit obligé d'y revenir souvent pour justifier non pas tant le fond de sa critique que son affirmation selon laquelle tous "les économistes contemporains (...) acceptent sans hésitation des conclusions qui exigent cette doctrine comme prémisse"(13).

A l'aide des différents brouillons disponibles du chapitre 2, de la version définitive de 1936, de la correspondance antérieure à la publication de la *Théorie Générale* et des nombreuses précisions apportées par Keynes après 1936 (14), il est maintenant possible de dégager avec exactitude la version de la loi de Say à laquelle il s'attaquera et de décomposer les différentes étapes de son raisonnement.

## A. Les diverses références à la loi des débouchés

L'énumération des quelques rares énoncés explicites de la loi des débouchés dans les oeuvres complètes et la correspondance de Keynes permet de conclure, **semble-t-il, à une interprétation de la loi de Say** ***sous la forme d'une identité.***

1. Lettre à R.F. Kahn du 13 avril 1934 (15)

> La "supposition fondamentale de la théorie classique, qui veut que l'offre crée sa propre demande", prétend que OW = OP *quel que* soit le niveau de l'O, ou en d'autres termes que la demande effective est incapable de poser une limite quelconque à l'emploi (...).

2. *Théorie Générale*, chapitre 2, section VI (16)

> (...) les économistes classiques ont cru que l'offre crée sa propre demande, ce qui veut dire en un certain sens évocateur mais non clairement défini que la totalité des coûts de production doit nécessairement, dans la communauté entière, être dépensée directement ou indirectement pour l'achat de la production.(...) Comme corollaire de la même doctrine on a supposé que tout acte individuel d'abstention de consommer conduisait à investir dans

la production des biens capitaux le travail et les marchandises qui n'étaient plus nécessaires pour la consommation.

3. *Théorie Générale*, chapitre 2, section VI (17)

C'est donc l'hypothèse de l'égalité entre le prix de demande de la production dans son ensemble et de son prix d'offre qui doit être regardée comme "le postulatum d'Euclide" de la théorie classique.

4. *Théorie Générale*, chapitre 2, section VII (18)

(...) l'offre crée sa propre demande en ce sens que pour tous les volumes de la production et de l'emploi, le prix de la demande globale est égal au prix de l'offre globale.

5. *Théorie Générale*, chapitre 3, section I (19)

La proposition que "l'offre crée sa propre demande" signifie évidemment que le prix de l'offre globale $\alpha(N)$ et le "produit" $f(N)$ sont égaux pour *toutes* valeurs de N, c'est-à-dire pour tous les volumes de la production et de l'emploi, et que, lorsqu'il se produit un accroissement du prix de l'offre globale $Z(=\alpha N)$ correspondant à un accroissement de l'emploi N, le "produit" $D(=f(N))$ croît nécessairement du même montant que le prix de l'offre globale Z. En d'autres termes, la théorie classique suppose que le prix de la demande globale (ou "produit") s'ajuste toujours au prix de l'offre globale, de manière que, quel que soit le volume de l'emploi N, le "produit" D prenne une valeur égale au prix de l'offre globale Z qui correspond à N.

6. *Théorie Générale*, chapitre 3, section I (20)

Ainsi la loi de J.B. Say qui veut que, pour tout volume de la production considéré dans son ensemble, le prix de la demande globale soit égal au prix de l'offre globale, équivaut à la proposition d'après laquelle il n'existe pas d'obstacles à l'instauration du plein emploi.

7. Note sur une lettre de Kahn (21)

(...) la fonction de demande globale $D = f(N)$ sur laquelle D représente le profit que les entrepreneurs *espèrent* retirer de

l'emploi de N travailleurs.

La valeur de D à l'intersection de f(N) et de la fonction de demande globale est égale à la demande effective. Cela me permet de démontrer ainsi exactement ce qu'implique la loi de Say.

Ces sept versions de la conception keynésienne de la loi de Say débouchent toutes, semble-t-il, sur une identité entre l'offre et la demande globales. Les notions de demande excédentaire de monnaie et d'effet d'encaisse réelle, liées à l'égalité de Say, n'apparaissent dans aucune de ces définitions; et pourtant Marshall, Wicksell, Stuart Mill et peut-être même Ricardo étaient conscients de leur réalité.

Dans la perspective du réexamen de la critique keynésienne de la loi des débouchés par Clower, Leijonhufvud et Hines (22), il importe d'éviter toute imprécision terminologique à propos de la distinction entre la loi de Say et la loi de Walras. Pour Lange et ses successeurs (Patinkin, Hicks et toute l'Ecole néo-classique), la loi de Walras est une relation qui s'applique à une économie monétaire; elle englobe la totalité des biens, sans distinction. En revanche, la loi de Say, que ce soit sous la forme d'une identité ou d'une égalité, distingue les biens du numéraire; elle implique la dichotomie marchés réels-marché monétaire et l'effet d'encaisse réelle. Pour Clower, Leijonhufvud et Hines, la loi de Walras n'a, au contraire, rien à voir avec les conditions de stabilité d'une économie monétaire, alors que le principe de Say (ou principe de la demande solvable) exprime la contrainte budgétaire des échangistes dans une économie de troc aussi bien que dans une économie monétaire.

En dépit de son aspect très académique, cette querelle de définition est essentielle. La loi de Walras est logiquement correcte puisqu'elle s'applique à la totalité des biens. Inversement, l'identité de Say est erronée car elle viole la logique de la théorie des échanges en affirmant que la somme des $(n - 1)$ demandes excédentaires de biens est identique à zéro. L'absence de la variable monétaire invalide cette identité au même titre que si l'on éliminait de la recherche de l'équilibre général l'un des $(n - 1)$ biens.

Que l'on attribue aux Classiques une loi des débouchés du type égalité de Say ou du type identité de Say, la critique qu'on leur adresse se situe au niveau de la logique interne du modèle de l'équilibre général. En d'autres termes, lorsque Keynes attribue aux Classiques une loi des débouchés du type identité de Say, il réaffirme implicitement deux choses :

1. la validité logique de la loi de Walras dans la théorie pure de l'équilibre général, et
2. le caractère erroné de la formulation classique de la loi des débouchés du type identité de Say.

L'imprécision de la conception classique de la loi des débouchés, doublée de la critique très floue de Keynes, ne facilite pas l'interprétation du chapitre 2 de la *Théorie Générale*. Deux courants d'opinions s'affrontent aujourd'hui.D'une part, l'Ecole néo-classique attribue à Keynes et aux Classiques une loi des débouchés du type identité de Say. Cette interprétation a régné sans conteste dans la littérature économique jusqu'au début des années 1960. D'autre part, le courant du renouveau keynésien (Clower, Leijonhufvud, Hines) considère que, malgré les apparences, le chapitre 2 de la *Théorie Générale* s'attaque à la loi de Walras et non à l'identité de Say. Ces auteurs reprennent notamment la critique de la logique interne de l'identité de Say par rapport à la théorie des échanges. De plus, ils affirment que cette interprétation de la loi des débouchés n'explique pas pourquoi Keynes a tellement insisté sur le caractère erroné de la théorie classique des salaires. Ils considèrent enfin que la phrase de Keynes qui veut que la loi de Say serve "encore de base à toute la théorie classique qui s'effondrerait sans elle" perdrait toute signification (23).

Cette conception de la critique keynésienne de la loi des débouchés sera réexaminée au chapitre 7, dans le cadre général de la critique de l'interprétation néo-classique de la *Théorie générale*. Trois raisons militent en faveur d'un tel renvoi et d'un examen attentif de l'identité de Say comme expression de la conception keynésienne de la loi des débouchés.

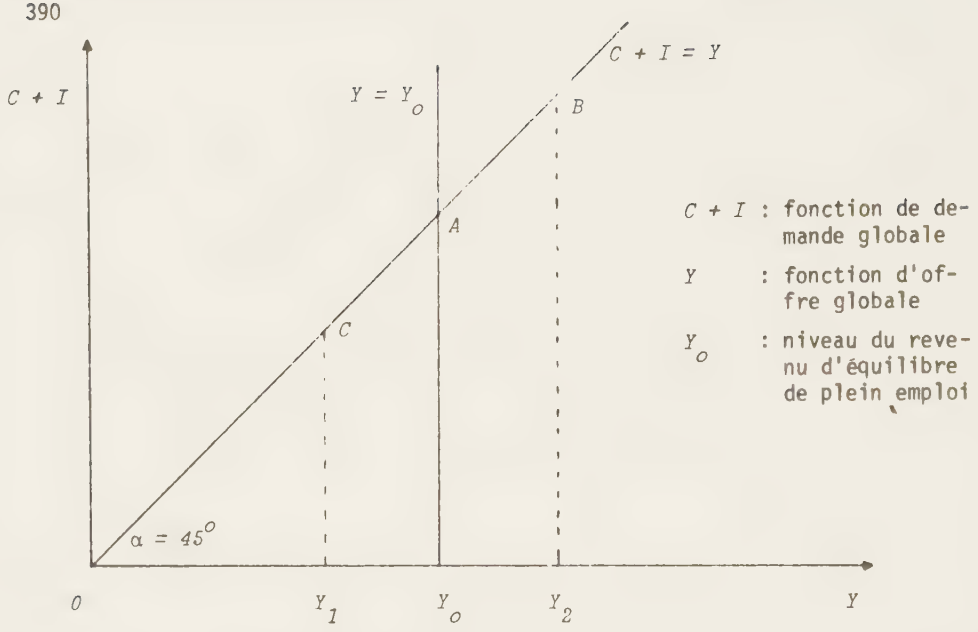
1. L'identité de Say précède dans le temps la loi de Walras dans l'interprétation de la critique keynésienne de la loi des débouchés. L'article de Lange, à l'origine de cette interprétation du chapitre 2 de la *Théorie Générale*, a été publié en 1942, du vivant de Keynes. Celui-ci aurait été en mesure de s'élever contre une telle interprétation de sa critique de la loi de Say s'il l'avait jugée non conforme à la lettre et à l'esprit de son ouvrage. De plus, **la plupart des économistes considèrent encore aujourd'hui l'identité de Say comme l'interprétation keynésienne de la loi des débouchés. Il est donc indispensable d'en examiner les implications avant de procéder à sa critique, à la suite de Clower, Leijonhufvud et Hines.**

2. L'attribution de la loi de Walras à Keynes *et* aux Classiques n'a été possible que rétrospectivement. En effet, les perfectionnements apportés par l'Ecole néo-classique post-keynésienne au modèle d'équilibre général ont seuls permis de préciser la portée exacte de la loi de Walras par rapport à l'identité de Say. Le modèle classique dont disposait Keynes était fort peu clair; cela explique probablement l'imprécision de sa critique du rôle logique de la loi des débouchés dans la théorie traditionnelle. Ce n'est qu'à l'aide de la formalisation très sophistiquée du modèle classique due à l'Ecole néo-classique, que Clower, Leijonhufvud et Hines ont été en mesure de réinterpréter la portée exacte de la *Théorie Générale* et de la critique keynésienne de la loi des débouchés.

3. Sur le plan de l'utilisation de la *Théorie Générale* en politique économique, cette distinction importe finalement fort peu. Le problème se situe au niveau de l'analyse d'économie pure plus qu'à celui de la cohérence externe de la *Théorie Générale*. Ce n'est qu'avec les récentes discussions sur le degré de cohérence interne de l'ouvrage de Keynes que la loi de Walras est apparue comme une interprétation cadrant mieux avec la logique de la critique keynésienne.

L'approche par la "première bissectrice" permet de synthétiser d'une manière différente l'identité de Say, algébriquement exprimée sous la forme

$$\sum_{i=1}^{n-1} p_i D_i \equiv \sum_{i=1}^{n-1} p_i C_i \ .$$




Graphique 4 - 1

Le graphique 4-1 résume l'interprétation macro-économique habituelle de l'identité de Say qui veut que quels que soient le taux de l'intérêt et le niveau général des prix, la demande globale *(C+I)* soit toujours égale à l'offre globale *(Y)*.

La bissectrice à $45^{o}$ reflète l'identité entre l'offre globale *(Y)* et la demande globale *(C+I)*, quel que soit le niveau du revenu. Toutefois, cette droite doit être complétée par l'introduction d'une courbe d'offre globale *($Y_o$)* qui évite de négliger complètement les conditions posées par la recherche d'un *équilibre stable de plein emploi.*

L'adjonction de cette courbe d'offre globale permet de progresser très nettement dans l'étude des hypothèses de base et des implications de l'identité de Say. En effet, si l'on considère - comme le font bon nombre d'auteurs - que la bissectrice à $45^{o}$ représente simultanément les courbes d'offre et de demande globales - ou, en d'autres termes que le graphique 4-1 se réduit exclusivement "au diagramme à la première bissectrice" - il est évident que toute étude des forces déterminant un niveau particulier de revenu global

est impossible. Cela revient en effet à considérer que l'identité de Say implique un système parfaitement instable, dépourvu de tout point d'équilibre, ce qui serait contraire à toute la logique du raisonnement classique.

L'identité de Say implique au contraire un point d'équilibre stable *(A)* fixé par l'intersection des courbes d'offre et de demande globales; seul ce point *(A)* détermine un équilibre stable de plein emploi. Si l'on s'en tient toujours strictement à la logique de cette identité, tout déplacement de la courbe de demande globale au-dessus ou en-dessous de la première bissectrice est rigoureusement impossible. De cela Keynes était parfaitement conscient.

Cette expression de l'identité de Say en termes keynésiens a pour corollaire une théorie de la propension marginale à dépenser égale à un : toute fraction de revenu se traduit automatiquement par une dépense de consommation ou par une épargne immédiatement investie (on retrouve la vieille égalité smithienne entre l'épargne et l'investissement). En faisant abstraction de la courbe d'offre globale et en appliquant mécaniquement la formule $\frac{1}{1-pmd}$, on déboucherait nécessairement sur un système instable en raison du caractère infini du multiplicateur. En négligeant les conditions de l'offre sur le marché, on se situerait dans un système dont serait absent tout mécanisme fixant un *revenu d'équilibre*, pour reprendre l'expression de Malthus et de Sismondi.

La nature des forces stabilisantes qui maintiennent le modèle classique dans une situation d'équilibre de plein emploi *(A)* apparaît au contraire immédiatement dès que le "diagramme à la première bissectrice" est complété par une courbe d'offre globale $(Y = Y_o)$. Si l'économie était au point *(C)*, il se dégagerait un excédent de facteurs de production $(Y_o - Y_1)$, différence entre le processus de production disponible et le processus de production effectivement mis à contribution. Le point *(C)* déterminerait bien un équilibre entre les courbes d'offre et de demande globales; il s'agirait toutefois d'un équilibre de sous-emploi qui inciterait les entreprises à accroître le volume de leur production jusqu'en $(Y_o)$, car, contrairement à la loi psychologique keynésienne mais conformément à la théorie classique, la propension marginale à dépenser est égale à un. Ainsi, les entreprises seraient encou-

ragées à augmenter le volume de leur production jusqu'au niveau d'équilibre de plein emploi *(A)*, cette tendance ne pouvant être contrecarrée par une insuffisance de la demande effective due à une propension marginale à dépenser inférieure à l'unité.

De même, si l'économie se trouvait au point *(B)*, les entreprises produiraient plus que l'optimum fixé par leur courbe d'offre, et l'équilibre pourrait être qualifié d'équilibre de suremploi. Les entreprises réduiraient alors leur production et le système se retrouverait au point *(A)* qui seul détermine un équilibre stable de plein emploi (24).

Comme le remarque Patinkin, en parfaite conformité avec le modèle classique, "avec l'hypothèse de l'identité de Say, la seule limite à la capacité de production de l'économie tient aux conditions technologiques et subjectives imposées à l'offre; elle ne tient jamais à une insuffisance de la demande"(25). La conception keynésienne de la vision classique de l'offre qui crée sa propre demande correspond ainsi à l'identité de Say dont la validité implique une économie de troc dans laquelle la monnaie n'est qu'un numéraire (au sens walrasien du terme).

Keynes interprète ainsi les Classiques d'une manière trop tranchée par rapport à ce qui ressort de leurs ouvrages. Les arguments qui permettent une interprétation de la loi des débouchés comme une *égalité* plutôt que comme une *identité* semblent plus nombreux, bien que les éléments permettant une démarche contraire ne soient pas totalement absents (26). Une préoccupation d'ordre didactique a certainement encouragé le choix de l'auteur de la *Théorie Générale* : le caractère rigide et dogmatique de l'identité de Say permettait beaucoup mieux de souligner la nouveauté du principe de la demande effective que ne l'aurait fait une étude plus fine des différents énoncés de la loi des débouchés. De toute manière, une telle étude n'aurait probablement pas modifié la démarche critique de Keynes.

En dernière analyse, le ralliement un peu rapide de Keynes à l'identité de Say semble devoir être attribué à l'imprécision de la démarche des Classiques

plus qu'à l'auteur de la *Théorie Générale*. Patinkin conclut dans ce sens lorsqu'il achève son étude de l'identité de Say :

> (...) il n'y a que de faibles preuves que les économistes classiques aient pu effectivement raisonner en termes de l'identité de Say; mais les preuves qu'ils ne l'ont pas fait sont plus nombreuses. D'autre part, il n'y a aucune preuve qu'ils aient raisonné dans les termes précis du processus d'ajustement dynamique par lequel nous avons rationalisé ici leur position. En fait, il semble assez vraisemblable qu'ils n'aient même jamais envisagé ce problème. Il semble que l'insistance vigoureuse et justifiée avec laquelle ils soutenaient qu'un accroissement de la production engendre un accroissement des "moyens d'acquérir"et engendre par conséquent un accroissement de la demande, associée à leur croyance absolue que "les besoins et les goûts de l'humanité sont illimités", empêchaient les économistes classiques de voir la nécessité d'analyser les détails exacts du mécanisme de marché automatique par lequel la demande est supposée aller de pair avec l'offre. Il est plus grave par contre qu'ils aient également transposé au problème des fluctuations de courte période leur mépris du détail. Et pour cette lacune analytique, ils furent vigoureusement et justement critiqués par Malthus et Sismondi en leurs temps et par Keynes au nôtre.(27)

La conception keynésienne de la loi des débouchés qui ressort de la critique de la théorie classique entreprise dans la *Théorie Générale* se confond ainsi avec l'identité de Say. L'imprécision des auteurs classiques et le caractère volontairement didactique de la démarche de Keynes placent néanmoins l'effort de renouvellement de la *Théorie Générale* dans l'exact prolongement des théories du revenu d'équilibre et de la demande effective inaugurées par Sismondi et Malthus.

B. L'interprétation erronée de J.S. Mill par Keynes

Une importante erreur d'interprétation d'un texte de Stuart Mill cité par Keynes à l'appui de son analyse de la conception classique de la loi des débouchés vient s'ajouter - selon Patinkin - au caractère abusivement simplificateur de l'assimilation des diverses acceptions de la loi des débouchés à l'identité de Say. Le célèbre passage de Mill cité par Keynes au chapitre 2 de la *Théorie Générale* ne comporte nullement la signification que Keynes lui attribue (28).

L'auteur de la *Théorie Générale* confond le *pouvoir* et le *vouloir consommer* de la démarche de Mill. Lorsqu'il introduit la citation de Mill à la section VI du chapitre 2, Keynes l'a fait précéder de cette remarque : "(...) cette doctrine [l'offre crée sa propre demande] est expressément développée dans les *Principes d'Economie Politique* de Stuart Mill (...)"(29). Le texte de Mill, légèrement modifié par Keynes, suit immédiatement :

> Les moyens de paiement des marchandises sont les marchandises elles-mêmes. Les instruments dont chacun dispose pour payer la production d'autrui sont les produits qu'il possède lui-même. Les vendeurs sont tous nécessairement et au sens propre du mot des acheteurs. Si l'on pouvait doubler tout à coup la capacité de production du pays on doublerait l'offre de marchandises sur tous les marchés, mais on doublerait du même coup le pouvoir d'achat. Tout le monde doublerait sa demande en même temps que son offre; chacun serait à même d'acheter deux fois plus parce que chacun aurait deux fois plus à offrir en échange.(30)

Si l'on replace cette citation de Mill dans le contexte du chapitre XIV du livre III des *Principes d'Economie Politique*, l'erreur de Keynes est évidente. Dans un premier paragraphe intitulé "Peut-il y avoir excès de production des marchandises en général ?", Mill s'en prend vertement à Malthus et à Sismondi "qui ont cru que l'encombrement pouvait se faire sentir à la fois sur toutes les marchandises"(31). L'auteur des *Principes* se propose de réfuter "les inconséquences de cette doctrine"(32) en traitant successivement ces deux aspects qu'il distingue très clairement : le *désir de posséder* et le *moyen d'acquérir*.

> Lorsque ces écrivains parlent de la production des marchandises comme excédant la demande, on ne voit pas bien clairement s'ils ont en vue le désir de posséder ou le moyen d'acquérir, qui sont les deux éléments de la demande : on ne voit pas s'ils veulent dire que, dans ces cas, il existe plus de produits que le public désire en consommer ou plus de produits qu'il en peut payer. Dans l'incertitude, il faut examiner l'une et l'autre de ces suppositions(33)

Immédiatement à la suite de ces deux phrases et dans le reste de ce même paragraphe intitulé "La production des marchandises en général ne peut pas

excéder leur puissance d'acquisition", Mill reprend et développe sa "première supposition". La citation de Mill utilisée par Keynes à l'appui de son interprétation de la loi des débouchés apparaît précisément dans ce paragraphe 2 consacré à l'égalité entre "la production des marchandises" et les moyens de les acquérir, et non pas dans le paragraphe 3 consacré à l'égalité entre "la production des marchandises" et le désir de les posséder.

Or la totalité de l'attaque de Keynes contre la théorie classique et contre la loi de Say se situe au niveau du "désir de posséder" et non pas au niveau des "moyens d'acquérir". Pas plus que Malthus et Sismondi, Keynes ne met un instant en doute l'identité entre la production et le revenu. Il cite pourtant précisément Mill sur ce point, qui est en fait le seul élément défendable de toute la démonstration du chapitre XIV. L'utilisation intempestive de cette citation, qui n'est finalement que le reflet de la banale identité des comptes nationaux qui veut que le revenu national soit égal au produit national, est pour le moins inattendue.

Le texte de Mill est donc sans rapport avec ce que l'auteur de la *Théorie Générale* cherche à démontrer. Toutefois sa démarche reste correcte. En effet, les passages de Marshall et de Hobson (34) que Keynes cite à titre de corollaire du texte de Mill confirment une telle interprétation de la démarche de l'auteur de la *Théorie Générale*. L'erreur de Keynes ne réside donc que dans la signification qu'il accorde au texte de Mill et non pas dans le fond de son interprétation de la loi des débouchés qu'il considère sans conteste comme une identité permanente "entre le prix de la demande globale [et] le prix de l'offre globale"(35).

# CHAPITRE 5 : LE RÔLE DE LA RÉFUTATION DE LA LOI DES DÉBOUCHÉS DANS LA CRITIQUE KEYNÉSIENNE DE LA THÉORIE ÉCONOMIQUE CLASSIQUE

Après avoir dégagé la signification exacte que Keynes attribue à la loi de Say, il importe de saisir clairement le rôle essentiel que sa réfutation joue dans la critique de la théorie classique et néo-classique de l'équilibre. La plupart des économistes "keynésiens" et même l'un des plus éminents critiques marxistes de Keynes n'hésitent pas à reconnaître l'importance de la réfutation de la loi des débouchés dans la "révolution keynésienne". Ainsi, Sweezy écrit :

> Le fond de la critique keynésienne peut être simplement considéré comme un rejet catégorique de la théorie qui était devenue célèbre sous le nom de loi de Say et qui, en dépit de toutes les dénégations des apologues orthodoxes, marquait de son empreinte toute la théorie classique et néo-classique. Il est à peu près impossible d'ignorer l'emprise que la loi de Say exerça sur les économistes professionnels et le rôle important qu'elle joua comme obstacle aux analyses réalistes. Les attaques de Keynes, bien qu'elles apparaissent dirigées contre toute une variété de théories particulières, s'écrouleraient toutes si l'on considérait comme valable la loi de Say. Après avoir rejeté cette loi de Say, Keynes était obligé de réexaminer de fond en comble la structure de la théorie néo-classique et de séparer les propositions qui dépendaient de la loi des débouchés, de celles qui n'en dépendaient pas.(1)

Pour saisir l'importance de la substitution de la loi des débouchés par le principe de la demande effective, et pour comprendre par là l'essence même de la *Théorie Générale*, il est indispensable de démonter avec soin la démarche critique de Keynes. Les trois chapitres du livre premier de la *Théorie Générale* sont intégralement consacrés à une réfutation systématique des postulats de l'économie classique. Une trentaine de pages extrêmement denses permettent à Keynes de rejeter les trois mécanismes auto-régulateurs fondamentaux du modèle classique, d'abattre la loi des débouchés qui en découlait et de la remplacer par la théorie de la demande effective. Au terme de ces trois brefs chapitres, la rupture avec cent soixante années d'analyse classique est consommée. Pour la première fois depuis la *Richesse des Nations*,

l'orthodoxie classique perd réellement pied et doit s'incliner définitivement devant une théorie qui, renouant avec les intuitions de Malthus et de Sismondi, permet enfin de réconcilier "les conclusions [théoriques] et les faits d'observations"(2).

Keynes s'attaque au problème fondamental de "la théorie pure des facteurs qui déterminent l'emploi effectif des ressources disponibles"(...), sujet que l'on n'a pas négligé, mais qu'on a jugé si simple et si évident (...), que l'on s'est borné, tout au plus à le mentionner" (3). Explicitement l'auteur de la *Théorie Générale* prend le contre-pied de l'orthodoxie classique et, dans un contraste saisissant, s'oppose à Ricardo qui "se refusait expressément à reconnaître un intérêt quelconque au *montant* du revenu national considéré indépendamment de sa distribution"(4).

Comme le remarque Klein, "il y a deux problèmes économiques majeurs - le problème de la recherche du plein emploi et le problème de la distribution des richesses dans une économie de plein emploi"(5). Rompant avec la tradition classique, Keynes rétablit l'ordre de priorité entre ces deux problèmes et affirme que la théorie économique orthodoxe a brûlé une étape décisive. Avant d'examiner comment les biens et services sont répartis entre les différents facteurs de la production dans l'hypothèse du plein emploi des ressources disponibles, l'Ecole classique aurait dû analyser les forces qui déterminent la pleine utilisation de ces facteurs de la production.

Le souci premier de Keynes sera d'abattre les fallacieux mécanismes autorégulateurs et les hypothèses de base simplificatrices qui permettaient de considérer le plein emploi des facteurs de la production comme "l'état naturel d'une société".

Cette préoccupation de Keynes permet de saisir la logique de la construction de la *Théorie Générale* : une critique des postulats classiques (livre I) devait nécessairement précéder la définition des concepts (livre II) et l'élaboration du modèle keynésien sur la base des deux principes fondamentaux de la "propension à consommer" (livre III) et de "l'incitation à investir" (livre IV).

Le présent chapitre respectera cette logique de la *Théorie Générale*. Les paragraphes 1 et 2 traiteront de la critique fondamentale des mécanismes auto-régulateurs du modèle classique, indispensables à la validité de la loi des débouchés. La flexibilité des salaires, l'égalité permanente entre l'épargne et l'investissement et la théorie traditionnelle de l'intérêt seront successivement examinées à la lumière du renouveau de la *Théorie Générale* . La réfutation de ces trois hypothèses de base fondamentale de la loi de Say par Keynes débouchera tout naturellement sur un examen attentif du principe de la demande effective et de son rôle essentiel dans le modèle keynésien (par. 3).

Finalement, le paragraphe 4 permettra de relier ce principe de la demande effective à la théorie du revenu d'équilibre et aux conditions nécessaires au maintien d'un niveau de revenu qui garantisse simultanément l'équilibre entre les quantités globales et le plein emploi des facteurs de la production.

## Par. 1.- La critique fondamentale du postulat classique de la flexibilité des salaires et de l'ajustement automatique

Pour Keynes, "la théorie classique de l'emploi, supposée simple et évidente, a été (...) fondée, pratiquement sans discussion sur deux postulats fondamentaux"(1) :

1. le salaire réel et le produit marginal du travail sont égaux,
2. le taux observable du salaire réel et la désutilité marginale de l'emploi sont égaux.

L'auteur de la *Théorie Générale* se rallie sans hésitation au premier postulat et fait porter tout le poids de sa critique sur le second. Parallèlement à cette critique, Keynes affirme l'*existence du chômage involontaire* toujours nié par les auteurs classiques. Il refuse donc d'expliquer le chômage par le

refus des travailleurs "d'accepter une rémunération équivalente au produit attribuable à [leur] productivité marginale"(2). Pour Keynes, le chômage s'explique au contraire par l'insuffisance de la demande effective. Le niveau de la demande effective détermine le volume de l'emploi et celui-ci fixe à son tour le produit marginal lui-même égal au salaire réel. La démarche classique est ainsi inversée : la demande effective détermine le niveau de l'emploi, et non le salaire réel.

A. Le premier postulat classique : "*Le salaire est égal au produit marginal du travail*"

L'introduction d'une analyse de courte période et de la notion de temps-durée permet à Keynes de se déclarer pleinement d'accord avec la théorie classique de la productivité marginale décroissante du travail. En effet, "dans un état donné de l'organisation, de l'équipement et de la technique, il y a une relation biunivoque entre le salaire réel et le volume de la production (et par suite de l'emploi), de telle sorte qu'un accroissement de l'emploi ne peut, en général, se produire sans être accompagné d'une diminution des salaires réels"(3). En d'autres termes, à tout accroissement de l'emploi correspond, *à l'équilibre* et dans la courte période, "une baisse parallèle de la production marginale et partant une baisse du taux des salaires mesurés au moyen de cette production"(4).

Pour Keynes, ce premier postulat détermine la courbe de demande globale de la main-d'oeuvre sur le marché du travail.

B. Le second postulat classique : "*L'utilité du salaire quand un volume donné de travail est employé est égale à la désutilité marginale de ce volume d'emploi*"

Comme l'ont remarqué de nombreux commentateurs, et notamment Hansen, "Keynes formule [ce postulat] de façon inutilement obscure en l'exprimant en termes de désutilité du travail par rapport à l'utilité du salaire" (5). Il y a là des

traces très nettes de l'héritage marginaliste, et singulièrement de Gossen.

Ce second postulat que Keynes nie catégoriquement, se ramène en fait à deux affirmations relativement simples :

a. tout travailleur refuse d'offrir sa force de travail si le taux du salaire réel qu'on lui propose est inférieur au salaire réel courant;
b. une réduction du salaire *nominal* est un moyen efficace de réduire le salaire réel.

Ce second postulat admet naturellement les notions de chômage "de frottement" et de chômage "volontaire"; mais, en dehors de ces deux catégories, il ne saurait exister une forme de chômage dit "involontaire". Pour les Classiques, seul un refus des travailleurs "d'accepter une rémunération en rapport avec leur productivité marginale" peut expliquer un sous-emploi de la main-d'oeuvre. Ce type de refus relève naturellement d'une décision délibérée de l'ouvrier et ne saurait être assimilé à un quelconque chômage"involontaire".

Pour l'Ecole classique, ce second postulat détermine la courbe d'offre globale de la main-d'oeuvre sur le marché du travail.

Il en découle logiquement que "le volume de l'emploi se fixe au point où l'utilité de la production marginale balance la désutilité de l'emploi marginal"(6). Il résulte clairement de l'examen de ces deux postulats que - exceptions faites des chômages dit "volontaire" et de "frottement" - la main-d'oeuvre trouve toujours suffisamment de postes de travail offerts sur le marché *au taux de salaires nominaux existant*. Le dogme classique du plein emploi est ainsi démontré : il ne peut exister de chômage que lorsque - d'une manière ou d'une autre - on porte atteinte à la parfaite flexibilité des salaires nominaux.

C. La critique du second postulat : la notion de chômage involontaire

Selon les propres termes de Keynes, "le second postulat de la théorie classique soulève deux objections : la première concerne le comportement effectif de la main-d'oeuvre (...)[et]n'a pas une importance théorique fondamentale; la seconde (...) dont l'importance est plus fondamentale (...) découle des raisons qui nous empêchent d'admettre que le niveau général des salaires réels puisse être directement déterminé par les négociations de salaires"(7).

1. Première objection : une baisse du salaire réel due à une hausse du niveau général des prix non accompagnée d'une hausse du salaire nominal ne provoque pas une diminution du volume de l'emploi.

Keynes se base "sur l'expérience courante" pour mettre en défaut le raisonnement classique exprimé dans le second postulat qui veut que le niveau des salaires réels mesure exactement la désutilité marginale du volume de l'emploi.

Si l'auteur de la *Théorie Générale* admet qu'une diminution du salaire nominal provoque une réduction de l'offre de travail, il refuse de considérer qu'une diminution de même importance du salaire réel *à la suite d'une hausse du niveau général des prix* puisse influencer le volume de l'emploi. Pour Keynes, les faits sont en contradiction avec la démarche classique qui affirme que l'offre de travail est exclusivement fonction du salaire réel, alors qu'une baisse des salaires réels par le biais d'une hausse de prix inflationniste ne provoque pas un retrait d'une partie de la main-d'oeuvre du marché du travail. L'utilité du salaire réel existant ne mesure donc pas toujours exactement la désutilité marginale du volume de l'emploi.

Il apparaît donc "qu'une situation où la main-d'oeuvre stipule dans une certaine limite en salaires nominaux (...) n'est pas une simple possibilité, mais constitue le cas normal"(8). Cette constatation détruit alors la logique de la démonstration classique qui établissait une relation exclusive entre le salaire réel et le niveau de l'emploi. En effet, "si les salaires

réels ne sont pas la seule variable dont l'offre de travail dépend, leur raisonnement s'écroule tout entier et laisse complètement irrésolue la question de savoir ce que sera en fait le volume de l'emploi"(9).

2. Seconde objection : le niveau des salaires réels n'est pas directement déterminé par les négociations salariales.

Keynes considère cette seconde restriction comme fondamentale. En effet, s'il réussit à démontrer que les conventions conclues entre patrons et salariés pour la fixation des salaires nominaux ne déterminent pas les salaires réels, il pourra conclure en toute logique que la manipulation des salaires nominaux ne permet pas d'augmenter le volume de l'emploi.

Pour Keynes, "la théorie classique suppose (...) qu'il est toujours loisible à la main-d'oeuvre de réduire son salaire réel en acceptant une diminution de son salaire nominal"(10). En vertu du second postulat, la main-d'oeuvre doit être en mesure de fixer soit le salaire réel soit la quantité de travail offerte pour qu'il y ait égalité entre l'utilité du salaire et la désutilité marginale du volume de l'emploi. Or, "il n'est pas évident que le niveau général des salaires réels dépende du montant du salaire nominal stipulé par les employeurs et les ouvriers"(11). Keynes construit alors sa critique à l'aide des instruments que lui fournit la théorie des prix et il s'étonne que personne avant lui n'ait dégagé cette argumentation pourtant parfaitement en accord avec le mode de raisonnement des Classiques.

La théorie traditionnelle enseigne que le prix d'un bien est fonction de son coût marginal et que celui-ci dépend essentiellement des salaires nominaux. En toute logique, la théorie classique aurait donc dû soutenir que toute variation des salaires nominaux provoquerait une modification à peu près semblable du prix des biens. Ainsi, toute diminution (hausse) des salaires nominaux entraînerait une baisse (hausse) du coût marginal des biens, "de telle sorte que le salaire réel et le niveau du chômage restent pratiquement inchangés"(12).

Keynes fournit deux éléments d'explication à cette erreur de l'analyse classique; d'une part il prétend que ces auteurs avaient l'intime conviction que la main-d'oeuvre fixait elle-même le niveau des salaires réels; d'autre part - et il a ici recours à l'identité de Say et à la dichotomie entre prix réels et prix monétaires - il rappelle le rôle essentiel joué par la théorie quantitative dans le processus de formation des prix chez les Classiques. Finalement, sur la base d'un *a priori* et d'une équation quantitative erronée, on continua d'affirmer que la main-d'oeuvre est toujours à même de déterminer le niveau des salaires réels. De plus, les Classiques persistaient à tenir cette explication pour vraie parce qu'ils la confondaient "avec une autre proposition selon laquelle la main-d'oeuvre est toujours en mesure de déterminer le salaire réel qui correspond au *plein* emploi, c'est-à-dire à la quantité *maximum* d'emploi qui est compatible avec un salaire réel donné" (13).

Keynes conclut immédiatement de cette double critique du second postulat de la théorie classique de l'emploi, que ce ne sont pas les variations des salaires nominaux qui influencent le niveau général des salaires réels, et donc le niveau de l'emploi, mais que ce dernier dépend "d'autres forces du système économique"(14).

### 3. La notion de chômage involontaire

L'apparition d'un volume de chômage involontaire découle nécessairement de l'abandon du second postulat de la théorie classique de l'emploi. En effet, "il résulte que l'égalité du salaire réel et de la désutilité de l'emploi, que présuppose le second postulat, correspond lorsqu'elle est interprétée dans le monde réel, à l'absence de chômage "involontaire"(15). Dès l'instant où cette égalité n'est plus effective - ou en d'autres termes, dès que le salaire réel est inférieur à la désutilité de l'emploi - un volume de chômage involontaire viendra s'ajouter au chômage volontaire et au chômage de frottement. Défini d'une manière positive ce chômage involontaire fait son apparition si, lors d'une légère hausse du niveau général des prix, sans augmentation parallèle des salaires nominaux, "*l'offre globale de main-d'oeuvre disposée à travailler aux conditions courantes de salaire et la demande globale de main-d'oeuvre aux mêmes conditions s'établissent toutes deux*

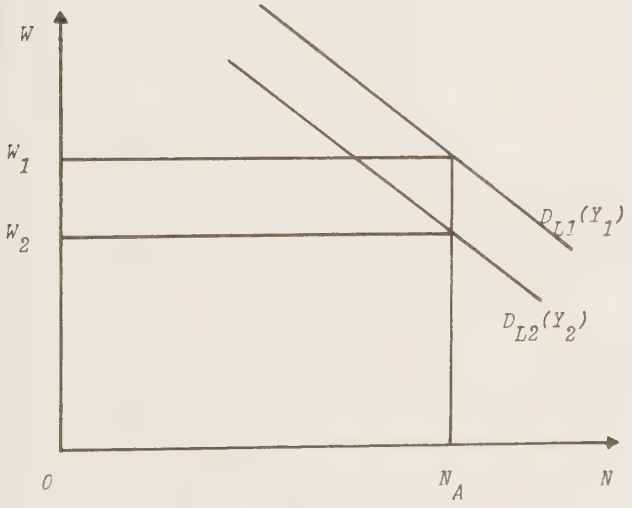
*au-dessus du niveau antérieur de l'emploi*"(16). Barrère clarifie cette définition inutilement touffue de la manière suivante :

> Il y a chômage involontaire, lorsque des chômeurs acceptent de travailler à un salaire réel inférieur au taux courant, et cependant ne trouvent pas d'emploi; (...) c'est en fonction du salaire réel que s'apprécie le chômage involontaire.(17)

(Par opposition, le chômeur volontaire est celui qui refuse de travailler à un salaire réel inférieur à son rendement marginal).

Keynes est alors en mesure d'affirmer que le plein emploi de la main-d'oeuvre disponible n'est effectif que lorsqu'il y a absence de tout chômage involontaire, et que c'est dans cette situation - et dans cette situation seulement - que le second postulat de la théorie classique est parfaitement vérifié. Cette remarque capitale lui permet de relier sa critique de la théorie traditionnelle de l'emploi aux "autres caractéristiques de la théorie classique, qui devrait logiquement être considérée comme une théorie de la distribution des richesses en situation de plein emploi"(18).

Le graphique 5-1, emprunté à Hansen, permet de synthétiser cette critique complexe de la théorie classique de l'emploi (19).




$N_A$ = volume de l'emploi inférieur au plein emploi

$N = q \frac{Y}{W}$

= niveau de l'emploi

$W$ = taux de salaire nominal

$q$ = fraction du revenu national versée sous la forme de salaires

$Y$ = revenu national

Graphique 5 - 1

Les courbes $D_{L1}$ et $D_{L2}$ représentent la demande de travail et lient d'une manière fonctionnelle le niveau de l'emploi $N$ au taux de salaire nominal $W$.

Le revenu national $Y$ est égal à la demande globale pour la production en situation d'équilibre.

L'équation pigouvienne $N = \frac{qY}{W}$ appliquée au raisonnement keynésien revient à dire que si le salaire nominal diminue, la demande globale $Y$ diminuera d'une façon proportionnelle, le niveau de l'emploi $N$ restant à peu près stable, pour autant que la fraction du revenu national $qY$ versée sous la forme de salaires ne varie pas.

En effet, si le taux de salaire nominal passe de $W_1$ à $W_2$, la demande globale $Y$ connaîtra une diminution proportionnelle de $Y_1$ en $Y_2$, le volume de l'emploi $N_A$ restant constant dans la mesure où la part du revenu national distribué sous la forme de salaires n'est pas modifiée par le remplacement d'autres facteurs de la production par de la main-d'oeuvre devenue meilleur marché.

Il convient ainsi de constater que le niveau de l'emploi n'est pas lié à une variation du salaire nominal. Sa baisse de $W_1$ en $W_2$ ne modifie pas le salaire réel qui reste constant, conformément à la réfutation du second postulat qui affirme que le salaire réel n'est égal à la désutilité du volume de l'emploi qu'au niveau de plein emploi. Le salaire réel ne fixe donc pas non plus le volume $N$ dans une conjoncture de sous-emploi qui connaît un chômage involontaire. La disparition de ce chômage involontaire n'est possible - et c'est là le point central de la démonstration de Keynes - que par une augmentation du volume de la demande effective, qui, dans la courte période,provoque une baisse des salaires réels à la suite de la baisse de la productivité marginale (1er postulat).

Schématisation des théories classique et keynésienne de l'emploi

| Théorie classique | Théorie keynésienne |
|---|---|
| 1. Une diminution du salaire nominal réduit le salaire réel. | 1. La flexibilité à la baisse des salaires nominaux est faible, voire nulle, pour des raisons psychologiques de la part du travailleur. |
| 2. La diminution des salaires nominaux provoque une baisse des coûts marginaux sans affecter le volume de la demande globale. | 2. En admettant la flexibilité des salaires nominaux, une baisse de ceux-ci n'entraînerait pas une diminution du salaire réel, mais une chute des coûts marginaux et du niveau général des prix qui laisserait les salaires réels, et donc le niveau de l'emploi, inchangés. |
| 3. Le profit de l'entrepreneur augmente et lui permet d'accroître le volume de la main-d'oeuvre qu'il emploie. | 3. Cette chute des coûts marginaux et des prix provoquerait en revanche une diminution de la demande globale sans aucun accroissement durable de l'emploi. |
| 4. Toute baisse du salaire nominal provoque une baisse de salaire réel qui entraîne à son tour une hausse du volume de l'emploi en vertu de l'égalité entre la production marginale et le taux de salaire (1er postulat) et de l'égalité entre l'utilité du salaire et la désutilité du volume de l'emploi. | 4. Toute chose demeurant égale, le niveau général des prix est fonction des salaires nominaux et le volume de l'emploi est fonction de la demande effective et des facteurs qui la détermine (fonctions de consommation et d'investissement , propensions, efficacité marginale du capital taux d'intérêt, préférence pour la liquidité, etc.). |
| | 5. Une augmentation de la demande effective est seule capable de diminuer les salaires réels et de résorber le chômage involontaire. |
| | 6. Toute hausse de la demande effective - et en dernière analyse du volume de l'investissement public ou privé - provoque en effet une diminution de la productivité marginale et donc du salaire réel, en raison des rendements décroissants. |

7. Le plein emploi sera atteint lorsque le salaire réel aura suffisamment baissé, par le biais de l'accroissement de la demande effective et donc du niveau de l'emploi, pour que l'utilité du salaire soit à nouveau égale à la désutilité marginale de ce volume d'emploi.

8. Keynes affirme qu'il a démontré "que le volume de l'emploi est associé par une relation biunivoque au montant de la demande effective mesurée en unités de salaires, et que la demande effective, étant la somme de la consommation et de l'investissement attendus, ne peut pas varier si la propension à consommer, la courbe de l'efficacité marginale du capital et le taux d'intérêt demeurent tous inchangés. Si, en l'absence de variation de ces facteurs, les entrepreneurs augmentaient le volume de l'emploi, leur "produit" tomberait nécessairement au-dessous de leur prix d'offre"(20).

Keynes peut donc affirmer que la théorie classique n'est pas à même de résoudre le problème du chômage involontaire, problème dont elle nie la réalité pourtant évidente dans l'Angleterre des années vingt. Une théorie valable uniquement à l'équilibre, dans une conjoncture de plein emploi ne saurait servir de base à une politique économique destinée à lutter contre le chômage involontaire :

> Les théoriciens de l'Ecole classique ressemblent à des géomètres Euclidiens qui, se trouvant dans un monde non Euclidien et constatant qu'en fait les lignes droites qui semblent parallèles se coupent fréquemment, reprocheraient aux lignes leur manque de rectitude, sans remédier autrement aux malencontreuses intersections qui se produisent. En vérité, il n'y a pas d'autre remède que de rejeter le postulatum d'Euclide et de construire une géométrie non Euclidienne. Une opération de ce genre est aujourd'hui nécessaire dans le domaine de la science économique. Il est indispensable qu'on se débarrasse du second postulat de la doctrine classique et qu'on élabore le comportement d'un système où le chômage involontaire au sens strict du mot est possible.(21)

Le graphique 5-2, emprunté à Ackley (22), résume de manière schématique les différentes étapes de la démarche keynésienne. Le diagramme (a) représente une fonction d'investissement extrêmement sommaire; elle ne dépend que du taux d'intérêt, sans intervention de l'efficacité marginale du capital. Le chapitre 6 (23) révèlera ce qu'il faut penser de cette grossière simplification de l'analyse de Keynes. En dépit de cette restriction apportée au diagramme (a), le reste du graphique 5-2 schématise bien la théorie keynésienne de l'emploi. Il permet également de rendre compte de l'égalité $(I = S)$ par comparaison avec l'abscisse du diagramme (a).

Le diagramme (c) représente la fonction de production globale qui met en rapport le niveau de l'emploi et le volume du revenu. On considère, par hypothèse, que la part de la main-d'oeuvre au revenu est constante, quel que soit le niveau de celui-ci. La forme de cette fonction de production est dictée par la loi des rendements décroissants.

Le diagramme (d) est le plus important dans le cadre de la critique de la théorie classique de l'emploi. Il met en rapport le niveau des salaires réels $(\frac{w}{p})$ et le niveau de l'emploi. On constate que le salaire réel, égal à la productivité marginale du volume de travail employé, diminue au fur et à mesure que le niveau de l'emploi s'élève.

Le dernier diagramme (e), non relié aux précédents, permet de dégager le niveau général des prix, compte tenu du fait que le diagramme (d) fournit le rapport $(\frac{w}{p})$. La fixité du taux de salaire nominal exprime d'une manière rudimentaire l'absence de toute flexibilité à la baisse du salaire nominal.

$i$ = taux d'intérêt
$I$ = investissement
$Y$ = revenu
$S$ = épargne
$N$ = niveau de l'emploi

$\frac{w}{p}$ = salaire réel

$w$ = salaire nominal
$p$ = niveau général des prix

L'indice $o$ exprime la valeur des variables dans une situation de plein emploi. L'indice $1$ exprime la valeur des variables dans une situation de sous-emploi.

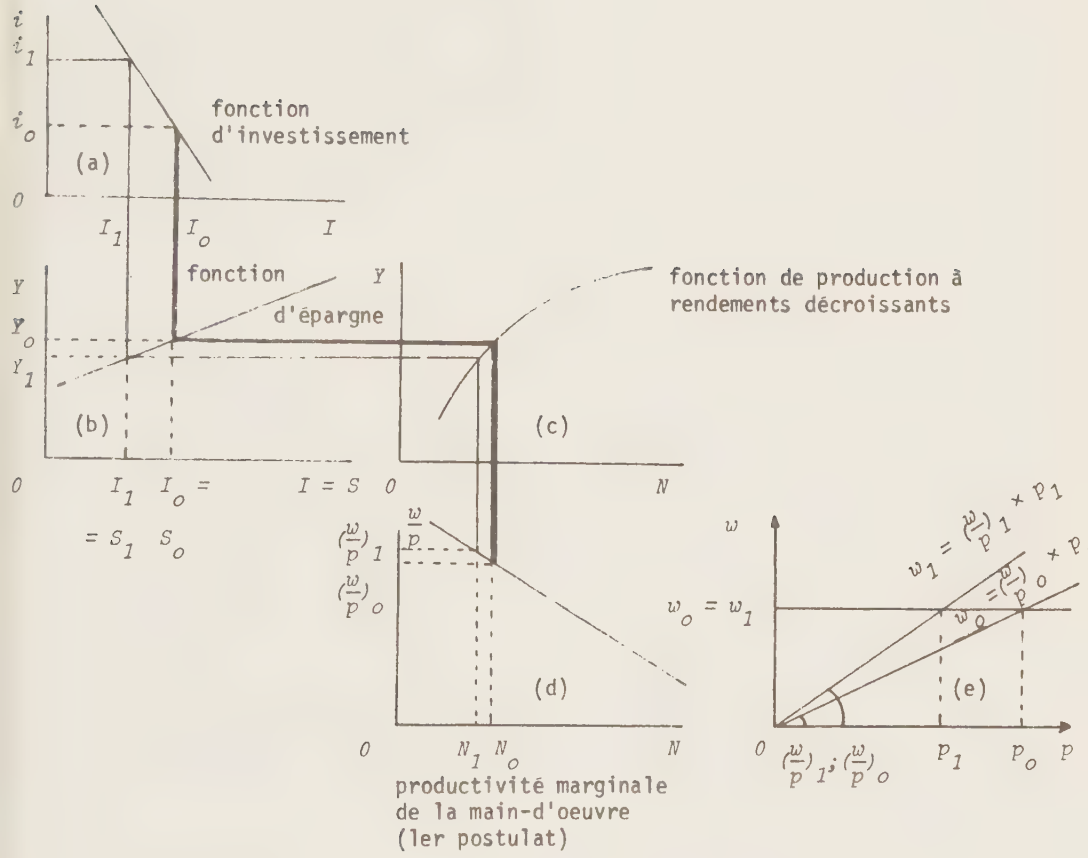
Partant d'une situation de sous-emploi dans laquelle le chômage involontaire est égal à $(N_o - N_1)$, on considère sur le diagramme (a) une chute du taux d'intérêt de $i_1$ en $i_o$, due, par exemple, à un accroissement du volume de la monnaie. Il en découle une augmentation du volume de l'investissement de $I_1$ en $I_o$ à la suite de la hausse de la demande effective due à une augmentation de l'écart entre le taux d'intérêt et l'efficacité marginale du capital.

Le diagramme (b) reflète cet accroissement de l'investissement, et donc de l'épargne, par rapport au revenu qui augmente de $Y_1$ en $Y_o$.

Cette hausse du revenu se traduit par une augmentation du volume de l'emploi de $N_1$ à $N_o$ et la disparition de tout chômage involontaire.

Le diagramme (d) illustre la chute du salaire réel de $(\frac{w}{p})_1$ à $(\frac{w}{p})_o$ à la suite de la hausse du niveau de l'emploi.

Le dernier diagramme (e) exprime la fixité du salaire nominal $(w_1 = w_o)$ et la hausse du niveau général des prix de $p_1$ en $p_o$ à la suite de la diminution du salaire réel et de la hausse du volume de l'emploi.




Graphique 5 - 2

## Par. 2.- La réfutation de la théorie classique de l'intérêt et de l'égalité permanente entre l'épargne et l'investissement

La double remise en cause de la théorie classique de l'intérêt et de l'égalité permanente entre l'épargne et l'investissement était indispensable à la critique de la loi de Say. La liaison entre le taux d'intérêt et le revenu, par le biais de la préférence pour la liquidité et le volume de la monnaie, la résolution définitive de la vieille confusion smithienne entre l'épargne courante et l'investissement courant sont, parallèlement à la théorie des salaires au nombre des plus grands mérites de la *Théorie Générale*.

Le taux d'intérêt cesse d'être le "facteur qui amène à s'équilibrer la demande d'investissement et le consentement à épargner"(1) pour devenir une "récompense pour la renonciation à la liquidité"(2). De même, Keynes cesse de considérer que "tout acte individuel d'épargne supplémentaire suscite nécessairement un acte correspondant d'investissement supplémentaire"(3).

"La quantité de monnaie (...) jointe à la préférence pour la liquidité, détermine le taux effectif de l'intérêt en des circonstances données" (4). A ces deux éléments, il convient encore d'ajouter la fonction de demande d'investissement et la fonction d'épargne (simple translation de la fonction de consommation) pour disposer des quatre grandeurs essentielles de la théorie keynésienne de l'intérêt.

Les reproches que Keynes adresse à la théorie ricardienne et classique du taux d'intérêt sont de deux ordres et rejoignent la critique générale du modèle classique. D'une part, ce système considère le plein emploi comme le cas normal et non comme un cas exceptionnel, d'autre part, et c'est beaucoup plus grave aux yeux de Keynes, il fait complètement abstraction des phénomènes monétaires. Les Classiques sont vilipendés pour leur théorie de l'intérêt qui trouve son origine dans l'abstinence et les néo-classiques sont maltraités pour avoir prétendu expliquer la formation du taux d'intérêt par la productivité du capital.

La théorie de l'abstinence est rejetée en raison de la réalité du chômage involontaire que Keynes a dégagé dans sa critique de la théorie classique de l'emploi. S'il existe des ressources inemployées, l'auteur de la *Théorie Générale* n'y voit aucune raison de récompenser une abstinence qui d'ailleurs n'existe pas dans les faits. Il substitue donc à cette conception classique sa notion de préférence pour la liquidité, pour les motifs de transaction, de précaution et de spéculation.

A. Niveau du revenu et détermination du taux d'intérêt

La divergence fondamentale d'où découlent toutes les autres se situe au niveau de la détermination du taux d'intérêt. Si, pour les Classiques, le taux d'intérêt est l'élément qui égalise en tout temps l'épargne et l'investissement, il n'en va pas de même pour Keynes. Alors que les Classiques, et notamment Ricardo, considèrent que le revenu est non seulement un élément exogène, mais aussi une quantité fixe (5), Keynes le considère au contraire comme une variable déterminée : l'épargne ne peut varier que si le revenu varie.

> L'analyse traditionnelle a bien compris que l'épargne dépendait du revenu, mais non que le revenu dépendait de l'investissement, de telle façon que, lorsque l'investissement varie, le revenu est forcé de varier juste autant qu'il faut pour amener la variation de l'épargne à concorder avec celle de l'investissement.(6)

Keynes renverse également la relation classique entre le taux d'intérêt et le revenu. Le taux d'intérêt devient la variable déterminante et le revenu la variable déterminée. L'égalité entre l'épargne et l'investissement ne dépend plus du taux de l'intérêt - le prix du capital -, mais bien des variations du revenu et du volume de la monnaie. Le taux d'intérêt ne fixe plus la répartition du revenu entre l'épargne et la consommation, mais, la propension marginale à consommer étant donnée, il détermine la forme sous laquelle l'épargne est utilisée.

B. Taux d'intérêt et volume de la monnaie

La nature même du mécanisme de fixation du taux d'intérêt est bouleversée par l'intrusion de la monnaie. Dans le processus de détermination du taux d'intérêt, l'offre et la demande de capitaux des Classiques cèdent leur place à la préférence pour la liquidité. La demande de monnaie est fixée par la triple motivation qui détermine la préférence pour la liquidité; l'offre de monnaie est une variable exogène, fonction de la politique monétaire de l'Etat.

Alors que les Classiques orthodoxes encourageaient l'épargne de manière à abaisser le taux d'intérêt, à encourager l'investissement et à accroître le volume de la production, Keynes affirme que cette conception du taux d'intérêt ne saurait provoquer qu'une diminution de la consommation *sans* modifier le moins du monde le niveau de l'intérêt. Le taux d'intérêt n'est plus le prix de l'abstinence, mais celui de la renonciation à la liquidité. Le taux d'intérêt n'est plus fonction de simples courbes d'offre et de demande de capitaux, mais des anticipations et des prévisions divergentes des sujets économiques.

La démarche de Keynes débouche tout naturellement sur les notions de risque, d'incertitude et sur l'absence de "l'information parfaite" affirmée dans le modèle classique, pour expliquer, à l'aide du temps et de la monnaie, la disjonction entre les intentions d'épargner et les intentions d'investir.

C. L'égalité entre l'épargne et l'investissement

Le renversement de la théorie traditionnelle de l'intérêt entraînait le bouleversement de l'égalité $I$-$S$ troisième et dernier mécanisme auto-régulateur du modèle classique.

> A vrai dire - comme l'écrit Keynes - la plupart des membres de l'école classique ont (...) soutenu que tout acte individuel d'épargne supplémentaire suscite nécessairement un acte correspondant d'investissement supplémentaire.(7)

Sans entrer dans le détail de l'interminable controverse sur la signification exacte et la portée de cette égalité dans la construction keynésienne (8), il est néanmoins indispensable d'en rappeler la principale caractéristique par rapport à la démarche classique.

L'égalité formelle entre l'épargne et l'investissement déjà dégagée par les Classiques n'est pas rejetée par Keynes, mais simplement doublée d'une égalité fonctionnelle dans laquelle interviennent les notions de temps et de période. Alors que dans l'égalité formelle des Classiques, l'épargne et l'investissement sont égalisés par le taux d'intérêt, l'égalité fonctionnelle de Keynes fait intervenir la notion d'équilibre par l'intermédiaire des variations de revenu (9).

1. L'égalité formelle (équation d'identité)

Cette définition de l'égalité entre l'épargne et l'investissement est commune à tous les économistes, des Physiocrates à Keynes. L'auteur de la *Théorie Générale* reprend la notion d'épargne résiduelle héritée des Classiques, et, considérant que le revenu est égal à la production et que l'investissement est issu de la part de la production non consommée, il en déduit les banales équations suivantes :

*(1).* Valeur de la production = $Y = C + I$

Le montant du revenu est égal à la valeur de la production courante, elle-même égale à la somme de la valeur des biens de consommation et des biens de production.

*(2).* $S = Y - C$

Le montant de l'épargne est logiquement déterminé par la différence entre le revenu et la consommation.

*(3).* $C = I$

Des équations *(1)* et *(2)*, on aboutit nécessairement, en raison même des définitions préalablement posées, à une égalité entre l'épargne et l'investissement.

Comme le constate Keynes, "de la définition donnée (...), il résulte que l'épargne et l'investissement sont forcément d'un montant égal puisque, pour la communauté considérée dans son ensemble, ils ne sont que deux aspects différents de la même chose"(10).

Toutefois, pour qu'il y ait équilibre, l'égalité entre l'épargne et l'investissement implique que la totalité de la production des biens de consommation et des biens de production soit effectivement écoulée durant la période considérée, ou, en d'autres termes, que l'offre crée sa propre demande.

Or, c'est précisément au niveau de cette égalité sans équilibre que se situe la divergence fondamentale entre la démarche classique et la démarche keynésienne, entre la loi des débouchés et le principe de la demande effective. L'égalité classique entre l'épargne et l'investissement implique une situation d'équilibre par l'intermédiaire des trois mécanismes auto-régulateurs, alors que pour Keynes, cette égalité n'est qu'une des conditions de l'équilibre général des marchés, condition découlant simplement des définitions de l'épargne et de l'investissement.

2. La définition fonctionnelle (équation de comportement)

La liaison de l'égalité entre l'épargne et l'investissement et les variations du niveau du revenu national constitue l'une des pierres angulaires de la *Théorie Générale*. Cette égalité, essentielle à toute recherche d'un équilibre économique, n'est plus instantanée comme chez Smith, Ricardo ou Say, mais est en constant devenir dans une certaine épaisseur de temps. Comme pour les théories de l'emploi et des salaires, Keynes renverse l'ordre classique qui régissait les relations entre l'épargne et l'investissement; l'investissement détermine l'épargne et non plus l'épargne l'investissement. Cette égalité est finalement toujours garantie par une variation du revenu national, sans toutefois que ce dernier soit nécessairement à son niveau d'équilibre. La recherche simultanée d'une égalité entre l'épargne et l'investissement *et* d'un revenu d'équilibre marque une étape décisive dans le remplacement de la

loi des débouchés par le principe de la demande effective. Comme l'écrit Hansen, "une de ces confusions [dans l'interprétation de la *Théorie Générale*] consiste à ne pas voir que si l'épargne et l'investissement sont toujours *égaux*, ils ne sont pas nécessairement *en équilibre*"(11).

Alors que la définition formelle reflétait une situation d'équilibre mouvant, ou de statique comparative, dans laquelle égalité et équilibre allaient de pair, la définition fonctionnelle de l'égalité entre l'épargne et l'investissement ne garantit une situation d'équilibre qu'à la condition expresse que le montant des investissements décidés *ex ante* par les entrepreneurs soit exactement égal au montant de l'épargne que les individus avaient projeté d'effectuer *ex ante*.

En d'autres termes, si les sommes effectivement épargnées étaient toujours égales aux sommes effectivement investies, il ne saurait y avoir rupture de l'équilibre général et l'on se retrouverait dans le modèle classique où toute épargne est immédiatement et totalement investie. La démarche keynésienne ne diffère de celle des Classiques que par l'introduction d'une notion de délai de réaction liée au temps et à la monnaie. Ainsi, par exemple, s'il se produit une insuffisance de la dépense globale de consommation par le biais d'un volume d'épargne excessif, le volume de la production consommée sera inférieur au montant disponible; en d'autres termes, si le volume de l'épargne *ex ante* est supérieur au volume des investissements planifiés, il y aura néanmoins une égalité entre l'épargne et l'investissement en fin de période par l'intermédiaire d'un investissement involontaire sous la forme de stocks. Mais, l'équilibre général de l'économie sera rompu, et, en l'absence de toute intervention de l'Etat, le revenu national se contractera. L'équilibre ne sera rétabli que lorsque l'insuffisance de la demande globale sera comblée.

En bref, la disjonction entre les décisions d'épargner et d'investir rend caduc l'axiome classique de la simultanéité et de la coïncidence parfaites entre le volume d'épargne et le volume de l'investissement. Le modèle classique et la loi des débouchés, dont la validité repose essentiellement sur cette identité, ne pouvaient en aucun cas survivre à l'intrusion de retards

et de délais d'ajustement. La dynamisation d'un modèle statique par l'introduction du temps, de la monnaie et d'une théorie du revenu d'équilibre nécessitait une revision complète de la définition et du rôle des variables en présence.

L'imprécision terminologique des chapitres 6 et 7 de la *Théorie Générale* est à l'origine d'une énorme littérature sur le sens et la portée de cette égalité entre l'épargne et l'investissement qui, pour certains, n'est qu'une simple tautologie (12). En fait, Keynes, faute d'avoir clairement distingué une analyse de statique comparative (dans laquelle il y a simultanément égalité et équilibre) d'une analyse qui tient compte des délais de réaction et dans laquelle il y a égalité sans équilibre, a provoqué lui-même cette discussion. Il ne semble pas toutefois que l'on puisse se ranger à l'opinion de Hansen qui prétend que cette imprécision s'explique "parce que le sujet n'était pas encore assez clair dans son esprit"(13). Qu'il y ait un certain flottement terminologique, personne n'a jamais songé à le contester; mais il semble bien difficile d'admettre que Keynes puisse n'avoir pas compris la portée d'un raisonnement aussi fondamental que celui qui met en jeu égalité et équilibre (14).

Une comparaison empruntée à Keynes lui-même permet de clarifier ce problème d'une manière élégante en mettant en évidence le rôle essentiel des variations du niveau du revenu national comme facteur assurant la permanence de l'égalité entre l'épargne et l'investissement dans une analyse dynamique (15).

Dans la banale loi de l'offre et de la demande, le volume de l'offre et le volume de la demande dépendent du prix, et ce dernier fluctue en fonction de la différence - variable dans le temps - qui existe entre les quantités offertes et les quantités demandées. Ainsi, le prix monte si la demande excède l'offre et baisse si l'offre excède la demande. Une analogie peut être immédiatement établie entre les variations du niveau du prix qui assure l'égalité entre l'offre et la demande et les variations du volume du revenu national qui permettent l'égalité entre l'épargne et l'investissement.

Dans le monde keynésien, l'épargne et l'investissement dépendent essentiellement du niveau du revenu. Les variations du revenu global sont fonction de l'écart existant entre l'épargne et l'investissement, de telle sorte qu'un excédent d'épargne sur l'investissement entraîne une baisse de ce même revenu. L'égalité entre l'épargne et l'investissement est garantie *ex post* dans les deux cas par le biais d'un investissement involontaire ou d'une épargne forcée. Cette égalité est doublée d'un équilibre dans la seule situation où le revenu national ne connaît aucune variation, ou, en d'autres termes, dans une conjoncture où l'épargne et l'investissement réalisés *ex post* correspondent exactement à l'épargne et à l'investissement projetés *ex ante*.

Tout comme les variations de prix dans la loi de l'offre et de la demande peuvent être exprimées par les fluctuations de l'inventaire de l'"offreur", les variations du niveau du revenu peuvent aussi se traduire en termes de variations de stock. Les biens qui sont offerts sans être demandés s'accumulent sous la forme d'invendus. L'égalité $I$-$S$ est réalisée sans toutefois qu'il y ait équilibre. En bref, le taux de variation du revenu national et le volume des stocks fluctuent en sens contraire. Seule une situation dans laquelle il ne se produirait aucune variation de stock pourrait être considérée comme une situation d'équilibre. A une diminution de ces stocks correspondrait en effet une hausse du revenu, alors qu'un accroissement des marchandises stockées se traduirait par une contraction du revenu national.

Finalement, un état d'équilibre ne garantit pas le plein emploi de tous les facteurs de la production. Le concept d'équilibre de sous-emploi mis en évidence par Keynes caractérise une conjoncture dans laquelle le point d'équilibre se trouve à un niveau de revenu très bas, en raison de l'extrême faiblesse de l'investissement. L'égalité $I$-$S$ et l'équilibre entre le revenu et la demande globale se réalisent au prix d'un chômage massif. La recherche d'un équilibre économique est certes indispensable, mais il ne saurait être question d'atteindre un tel équilibre sans tenir compte du niveau de revenu. Le seul et unique revenu d'équilibre souhaitable est celui qui garantit le plein emploi, ou le quasi-plein emploi, des facteurs de production disponibles.

Dans un article de 1937, écrit en réponse à certaines critiques de Ohlin, Robertson et Hicks, Keynes n'hésite pas à réaffirmer très clairement le rôle décisif que joue à ses yeux sa conception dynamique de l'égalité $I$-$S$, par l'intermédiaire des variations du revenu :

> Comme je l'ai dit plus haut, la nouveauté essentielle [de ma démarche] tient au fait que ce n'est pas le taux d'intérêt mais le niveau des revenus qui assure l'égalité entre l'épargne et l'investissement. (16)

La vieille égalité a-temporelle et instantanée de Smith était ainsi définitivement réfutée, ce qui ouvrait la voie à une théorie élaborée du revenu d'équilibre, par l'intermédiaire du principe de la demande effective.

## Par. 3.- Le principe de la demande effective

Le chapitre 3 du livre I de la *Théorie Générale* contient la seule réfutation réellement décisive de la loi des débouchés depuis l'apparition de ce vocable sous la plume de Say, cent trente-trois ans plus tôt. Les quelque dix pages de ce chapitre intitulé "Le principe de la demande effective" concentrent non seulement l'essentiel de la critique keynésienne de la loi de Say, mais présentent aussi les principales étapes de son dépassement. Samuelson considère à juste titre ce passage comme "difficile", au sein d'un livre I "dont il faut tenir éloigné les jeunes et les innocents..."(1).

### A. Position du problème, définitions et rôle des prévisions

L'examen du niveau de la demande globale pour la production peut emprunter deux voies principales, essentiellement différentes l'une de l'autre. La première est celle qui caractérise l'Ecole classique : elle fait intervenir la théorie quantitative, le volume et la vitesse de circulation de la monnaie. La demande globale est un agrégat dont la composition réelle et les éventuels déséquilibres partiels ne présentent aucun intérêt. Les prix absolus ont peu d'importance et sont déterminés par le volume de l'offre de monnaie multi-

plié par sa vitesse de circulation. On se situe dans le monde de la loi de Say dans lequel tous les biens trouvent toujours un marché, les prix relatifs - parfaitement élastiques - fluctuant au gré des variations du degré d'utilité des produits. Toute inadaptation de la demande globale à l'offre globale est exclue car, comme le dit Hansen, en paraphrasant Say, "si un bien n'est pas désiré, un autre le sera *nécessairement*"(2). La demande globale est toujours apte à éponger l'intégralité de l'offre : l'offre crée sa propre demande.

La seconde approche passe, avec Keynes, par la désagrégation de la demande globale en demande de biens de production et demande de biens de consommation, et par l'apparition de déterminants distincts pour les deux types de demandes. De plus, le rôle de la monnaie est éliminé au profit d'une liaison entre le revenu et les dépenses influencées par l'état des prévisions et des anticipations. La demande globale est en mesure de racheter la totalité de la production offerte, si les anticipations et les prévisions synthétisées par la demande effective sont devenues réalité.

Le but ultime étant la recherche d'un niveau de production, et donc de revenu, permettant le plein emploi de tous les facteurs de la production, la définition keynésienne de la demande effective prend alors tout son relief :

> (...) la *demande effective* est simplement le revenu global (ou le "produit")(3), y compris les revenus destinés aux autres facteurs de la production, que les entrepreneurs espèrent tirer du volume d'emploi courant qu'ils décident de donner. La fonction de la demande globale relie les divers volumes potentiels de l'emploi aux "produits" que les volumes de production correspondants sont estimés devoir rapporter; la demande effective est la valeur de la fonction de la demande globale qui devient une réalité parce que, compte tenu des conditions de l'offre, elle correspond au niveau de l'emploi qui porte à son maximum l'espoir de profit des entrepreneurs.(4)

La demande effective est donc finalement un état des prévisions concernant à la fois les estimations des dépenses globales de consommation et des dépenses globales d'investissement. Compte tenu de cet état des prévisions arrêté en début de période, le résultat final de l'activité des entrepreneurs,

le maintien du niveau de l'emploi et du revenu dépendent de l'adéquation de ces prévisions, et donc de la demande effective, à la situation réelle et à la demande globale telles qu'elles apparaîtront en fin de période.

Les fondements psychologiques des déterminants de cette double série de prévisions sont ainsi au centre du renouveau keynésien : la fonction de consommation et la "loi psychologique fondamentale" d'une part et le rôle fondamental de l'incitation à investir d'autre part, sont les éléments majeurs de la théorie de la demande effective.

La prévision est bien l'élément moteur de la démonstration keynésienne; le temps et la séquence sont introduits de manière décisive dans la théorie économique. Les niveaux de l'emploi, de la production et du revenu effectivement atteints sont directement fonction de ces estimations en matière de dépenses de consommation ou d'investissement. Les notions de risque, d'incertitude et de probabilité dégagées par Frank Knight (5) sont intégrées à la recherche d'un équilibre économique qui cesse d'être prédéterminé au stade de la production.

> (...) dans un état donné de la technique, des ressources et du coût de facteur par unité d'emploi, le volume de l'emploi, aussi bien dans les entreprises et industries individuelles que dans l'ensemble de l'industrie, est gouverné par le montant du "produit" que les entrepreneurs espèrent tirer du volume de production qui lui correspond.(6)

La liaison de principe étant établie entre la notion de prévision et le niveau de l'activité économique, il est possible d'analyser avec précision la démonstration keynésienne du rôle de la demande effective dans la recherche d'un équilibre de plein emploi des facteurs de la production.

## B. La prévision et la détermination de la demande effective

Le volume de la main-d'oeuvre embauchée et le niveau atteint par la production et les revenus dépendent exclusivement de la demande effective et de

ses éléments déterminants. Les recettes et le "produit" réalisés *ex post* peuvent cependant très bien ne pas correspondre aux anticipations formulées *ex ante* par les entrepreneurs. Un volume d'embauche, un volume de production physique et une quantité de pouvoir d'achat n'en ont pas moins été atteints, réalisés et distribués. Or, s'il est parfaitement exact que le revenu distribué est égal à la valeur de la production, il est possible, probable même, que ce revenu soit différent des recettes escomptées par les entrepreneurs. Les recettes - le "produit" de Keynes - peuvent être trop bas pour couvrir les coûts de production en raison d'une faiblesse du niveau de la consommation et/ou de l'investissement; il en découle naturellement un déséquilibre déflationniste entre l'offre globale et la demande globale. Pour pallier ce risque et permettre une meilleure estimation de la demande effective, il importe de considérer avec attention les deux composantes de la demande globale ainsi que les anticipations et les prévisions qui y sont attachées. Le volume de la dépense en biens de consommation apparaît lié directement au niveau du revenu alors que le volume de la dépense en biens d'investissement, beaucoup moins aisément définissable, relève presque exclusivement d'anticipations liées notamment au taux d'intérêt, à l'efficacité marginale du capital, à la préférence pour la liquidité et au volume de la monnaie.

## 1. La demande de biens de consommation ($D_1$) et la "loi psychologique fondamentale"

> La relation entre le revenu d'une communauté et la somme, désignée par $D_1$, qu'on peut s'attendre à la voir dépenser pour la consommation, dépend d'une de ses caractéristiques psychologiques que nous appellerons *sa propension à consommer*. En d'autres termes, tant que la propension à consommer ne varie pas, la consommation dépend du montant du revenu global, c'est-à-dire du volume de l'emploi $N$.(7)

Il faut néanmoins tenir compte du fait que

> *Lorsque l'emploi augmente, la dépense de consommation $D_1$ augmente aussi, mais non du même montant que la demande effective $D$;* car, lorsque le revenu croît, la consommation croît aussi, mais dans une mesure moindre. La clé de notre problème pratique réside dans cette loi psychologique.(8)

Keynes établit ainsi une relation fonctionnelle entre le niveau du revenu, de l'emploi, de la production et de la consommation, les grandeurs étant exprimées en termes réels. Lorsque l'emploi augmente à la suite d'un accroissement de la demande effective, le revenu réel hausse; mais les dépenses de consommation, correspondantes à ce nouveau niveau de revenu, croissent d'une quantité moins grande en valeur absolue, de telle sorte que si l'on veut obtenir un niveau de revenu égal au montant de la demande effective, il est nécessaire d'augmenter les dépenses d'investissement d'un montant correspondant exactement à l'insuffisance relative de la consommation directe.

La demande de biens de consommation $D_1$ étant fonction du revenu réel lui-même déterminé par le niveau de l'emploi, Keynes en tire la relation formelle suivante qui, en dernière analyse, fait dépendre $D_1$ de $N$ :

$$D_1 = \Omega(N)$$

Le rôle décisif dans la réalisation des anticipations de la demande effective revient cependant à l'investissement : ce n'est qu'à la condition que la demande de biens de production $D_2$ comble l'écart entre la demande effective et $D_1$, que le revenu réel *ex post* sera conforme aux prévisions *ex ante*.

## 2. La demande de biens de production ($D_2$)

Pour que la demande globale $D$, somme de $D_1$ et de $D_2$, soit d'un montant suffisant pour que les recettes couvrent les coûts de production, il est nécessaire que $D_2$ comble intégralement la différence $(D - D_1)$. Comme Barrère l'écrit d'une manière très claire :

> Le volume d'équilibre de l'emploi est (...) bien déterminé par la demande effective, mais la réalisation de ce volume d'équilibre (...) dépend de la mise en oeuvre de l'investissement courant et de la consommation qui donnent naissance à un revenu réel. Mais en considérant que la propension à consommer est donnée et ne varie pas dans la courte période, c'est en fin de compte par le montant de l'investissement courant que se réalise l'équilibre de l'emploi au niveau qu'a indiqué la demande effective.(9)

Le niveau de l'emploi est déterminé sans équivoque possible par la demande effective, mais le volume de la main-d'oeuvre qui sera durablement embauché dépend exclusivement de l'investissement. Il importera de déterminer exactement de quels facteurs dépend cette variable $D_2$ de laquelle découle en définitive tout l'équilibre du système.

La démonstration algébrique de Keynes (10) permet de résumer ici cette démarche avant de poursuivre plus avant la recherche des déterminants de l'investissement et de la demande globale.

Soit $Z$, le prix de l'offre globale du volume de la production correspondant à l'emploi de $N$ unités de main-d'oeuvre. Keynes en déduit *la courbe d'offre globale* :

$$Z = \Phi(N) \qquad (1)$$

Soit $D$ le "produit" ou la recette globale que les entrepreneurs espèrent tirer de la vente de la production à laquelle $N$ personnes ont été employées. *La courbe de demande globale* s'écrit sous la forme :

$$D = f(N) \qquad (2)$$

La dépense de consommation est une fonction du revenu réel et s'écrit sous la forme :

$$D_1 = \Omega(N) \qquad (3)$$

Or, il est clair que pour obtenir une certaine recette et un niveau de l'emploi $N$ correspondant, la demande globale, comme de $D_1$ et de $D_2$, doit être suffisamment élevée pour que le coût de production soit couvert. En d'autres termes, pour qu'il y ait équilibre, il faut qu'à n'importe quel niveau de la production et de l'emploi, $D_1 + D_2$, c'est-à-dire $D$, soit égal à $Z$ :

$$Z = D \qquad (4)$$

$$Z = D_1 + D_2 \qquad (5)$$

L'égalité *(4)* suffit à garantir un équilibre parfait entre l'offre et la demande globales, sans coïncider toutefois avec le plein emploi dans toutes les circonstances.

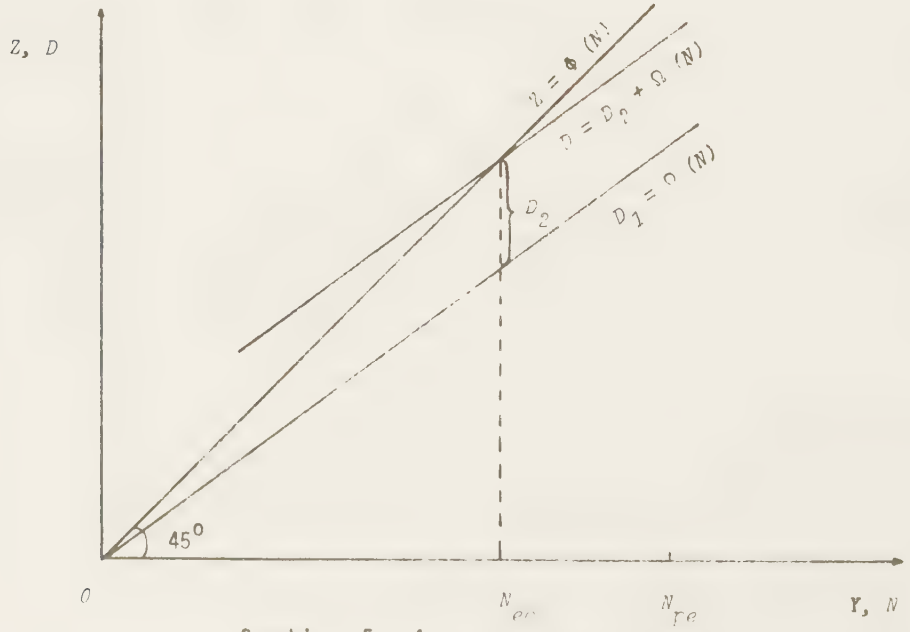
Keynes résume cette démarche dans des lignes devenues justement célèbres :

> (...) le volume de l'emploi est déterminé par le point d'intersection de la courbe de demande globale et de la courbe d'offre globale; car c'est à ce point que la prévision de profit des entrepreneurs est maximum. Nous appellerons *demande effective* le montant du "produit" attendu D au point de la courbe de la demande globale où elle est coupée par celle de l'offre globale. Ceci constitue l'essentiel de la Théorie générale de l'emploi que nous nous proposons d'exposer.(11)

Les fonctions d'offre et de demande globales étant données, *(1)* et *(4)*, il en découle logiquement que le volume de l'investissement $D_2$ est égal à l'écart entre $Z$ et $D_1$. Le volume d'investissement nécessaire à l'établissement d'un niveau d'emploi $N$ peut s'exprimer sous la forme générale :

$$D_2 = \Phi(N) - \Omega(N) \qquad (5)$$

Il faut clairement souligner à propos du graphique 5-4 que la courbe $Z$ n'est qu'une succession de points *virtuels* qui ne deviendront effectifs que si la courbe $D$ intersecte la courbe $Z$ en un point précis, ou, en d'autres termes que $D = Z$.




Graphique 5 - 4

Dans le cours de sa démonstration, Keynes commet une erreur lorsqu'il considère que $D_2$ est fonction de $N$. Il affirme en effet que "$D_1 + D_2 = D = \Phi(N)$ (...)"(12). Or rien n'est plus faux : le volume de $D_2$ est largement indépendant du niveau de l'emploi $N$. Le montant de l'investissement varie essentiellement en fonction d'éléments qui lui sont propres, et qui, du fait de l'importance de $D_2$ dans la recherche de l'équilibre, vont jouer un rôle fondamental.

La demande globale n'est pas exclusivement fonction du niveau de l'emploi, même au point d'équilibre où elle intersecte l'offre globale. $Z$, et non $D$ est fonction de $N$, car $D$ ne saurait logiquement dépendre uniquement de $N$ si l'une de ses composantes $D_2$ n'en est pas une fonction exclusive. $D_2$ résulte de l'écart entre $\Phi(N)$ et $\Omega(N)$, mais ne varie pas en fonction de $N$. Hansen le remarquait déjà en 1953 lors de la publication de son *Guide to Keynes* :

> Considérer que $D = \Phi(N)$, lorsque $Z = \Phi(N)$, reviendrait à dire que la fonction de la demande globale est égale à la fonction d'offre globale, c'est-à-dire à admettre la loi de Say !(13)

L'équation de Keynes prête pour le moins à confusion. Strictement appliquée, elle aboutirait à un retour au graphique 2-1 esquissé au chapitre 2 (14). La courbe d'offre globale se confondait avec la courbe de demande globale, toutes deux exactement superposées à la bissectrice à $45^{\circ}$. La fonction de demande globale de la théorie keynésienne peut être corrigée de la manière suivante :

$$D = D_1 + D_2 \qquad (6)$$

soit $$D = \Omega(N) + D_2 \qquad (7)$$

Keynes fait dépendre le volume d'équilibre de l'emploi "*a)* de la fonction d'offre globale, *b)* de la propension à consommer et *c)* du montant de l'investissement $D_2$. C'est là - pour lui - l'essentiel de la Théorie générale et de l'Emploi"(15).

Le dernier élément paraît être le plus important en raison de l'autonomie presque totale de ses déterminants par rapport au revenu et au niveau de l'emploi.

3. Les déterminants de la demande de biens de production ($D_2$)

Quels sont les facteurs qui régissent le volume des investissements, volume qui détermine finalement l'adéquation du niveau de la demande globale, au volume de l'offre globale ? La réponse à cette question est capitale dans la mesure où toute théorie de la demande effective ne sera utilisable en politique économique que si l'on connaît les éléments sur lesquels on pourrait peser pour faire varier le volume des investissements en fonction des besoins de la conjoncture. L'incitation à investir, dont dépend la dépense en biens de production, est directement déterminée par l'efficacité marginale du capital et le taux d'intérêt, ce dernier étant à son tour déterminé par le volume global de la monnaie et la préférence pour la liquidité.

L'intégralité des huit chapitres du livre IV est consacrée à l'analyse minutieuse de l'incitation à investir. Keynes se penche non seulement sur les aspects techniques et monétaires, mais aussi et surtout, sur les motifs psychologiques et l'état des prévisions qui déterminent les différents niveaux de la préférence pour la liquidité, du taux d'intérêt et de l'efficacité marginale du capital.

Le chapitre 18 propose "Un nouvel exposé de la *Théorie générale de l'Emploi*" dans lequel Keynes synthétise notamment l'influence respective des éléments déterminant l'incitation à investir :

> Il y aura une incitation à gonfler le flux de l'investissement nouveau jusqu'à ce que celui-ci force le prix d'offre de chaque type de bien capital à s'élever au chiffre qui, conjointement avec son rendement escompté, fait baisser l'efficacité marginale du capital en général au voisinage du taux de l'intérêt. Ceci signifie que, les conditions physiques de la production dans les industries fournissant les biens capitaux, l'état de la confiance touchant le rendement escompté, l'attitude psychologique envers la liquidité, et la quantité de monnaie (...) déterminent conjointement le flux d'investissement nouveau.(16)

En reliant les différents éléments-clés dégagés par Keynes, il est maintenant possible de définir avec précision les situations d'équilibre de sous-emploi et de plein emploi. De plus, une claire vision de l'interdépendance entre les divers agrégats permettra de dégager les principaux processus d'ajustement

qui rendront possible le maintien du plus haut degré d'emploi possible, assurant ainsi *ex post* la réalisation des anticipations de la demande effective formulée en début de période.

C. Le processus d'ajustement et les équilibres de sous-emploi et de plein emploi

L'équilibre est réalisé lorsque la valeur de la production est égale à la demande effective et que les recettes réalisées sont égales aux recettes anticipées. Dans la terminologie keynésienne, cet équilibre correspond à l'intersection de la courbe d'offre globale et de la courbe de demande globale, ou, en d'autres termes s'exprime par la relation

$$\textit{Demande effective} = Z = D = D_1 + D_2 = \Omega\,(N) + [\Phi(N) - \Omega\,(N)]$$

Alors qu'il y a de très fortes chances que les dépenses de consommation soient égales aux prévisions en raison de la liaison fonctionnelle qui les relie au niveau du revenu, les dépenses d'investissement sont soumises à un processus d'ajustement, principalement déterminé par les rapports entre le taux d'intérêt et l'efficacité marginale du capital.

Le flux d'investissement aura tendance à croître tant que l'efficacité marginale du capital sera supérieure au taux d'intérêt. De l'écart entre ces deux grandeurs dépend finalement le volume d'investissement effectivement réalisé et par là le niveau du revenu et de l'emploi.

Or, une hausse du flux d'investissement destinée à combler l'écart entre la dépense globale potentielle $D$ et les dépenses de consommation $D_1$ a deux conséquences principales qui toutes deux amenuisent la différence entre le taux d'intérêt et l'efficacité marginale du capital, décourageant ainsi un accroissement futur de la dépense en investissements. D'une part, tout accroissement du volume de l'investissement élève le taux d'intérêt en raison de la demande accrue de capitaux sur le marché, dans la mesure où l'Etat ne mène pas une politique de création de monnaie.

D'autre part, l'augmentation de l'offre et du coût des biens de production qui résulte de cet accroissement du flux d'investissement provoque une diminution de l'efficacité marginale du capital. Ces mouvements inverses du taux d'intérêt et de la productivité marginale du capital tendent à égaliser ces deux grandeurs, supprimant du même coup toute incitation à entreprendre des investissements nouveaux. Le volume des investissements ainsi déterminé s'ajoute aux dépenses de consommation pour fixer, par le jeu du multiplicateur, un accroissement du revenu égal au montant de l'investissement additionnel multiplié par la constante $k$, et une augmentation du volume de l'emploi égale à l'emploi primaire multiplié par cette même constante $k$.

Bien entendu, il n'y a équilibre que dans la mesure où l'investissement induit par l'écart entre le taux d'intérêt et l'efficacité marginale du capital absorbe la totalité de l'épargne décidée *ex ante* et effectivement réalisée durant la période considérée.

Une politique monétaire expansionniste adéquate doit maintenir un taux d'intérêt suffisamment bas pour que l'écart entre le loyer de l'argent et l'efficacité marginale du capital permette aux investissements d'éponger la totalité de l'épargne. La réponse aux appréhensions de Malthus et de Sismondi au sujet de l'épargne oisive était enfin clairement formulée.

Cependant, cette égalité entre l'épargne et l'investissement, qui est une condition nécessaire et suffisante pour déterminer une situation d'équilibre entre l'offre et la demande globales, ne garantit pas - comme le voulait le modèle classique - le plein emploi des facteurs de la production.

Un niveau relativement faible de la demande effective, dû à des anticipations pessimistes quant au volume de la dépense globale,peut très bien susciter un volume d'investissement suffisant pour éponger la totalité de l'épargne disponible, garantissant ainsi une situation d'équilibre entre l'offre et la demande globales. La faiblesse relative de la demande effective n'engendre néanmoins pas un niveau de revenu suffisant pour permettre l'embauche de la totalité des facteurs de la production disponibles. L'équilibre est réalisé, mais il s'agit d'*un équilibre de sous-emploi*.

Sur le graphique 5-4, une telle situation serait caractérisée par un volume de main-d'oeuvre disponible *Npe* supérieur au volume d'emploi effectivement employé *Neq* qui garantit pourtant l'équilibre entre les quantités offertes et les quantités demandées.

La recherche d'un équilibre de plein emploi forme l'étape ultime de l'analyse keynésienne des rapports entre la demande effective, la production, le revenu et le niveau d'investissement.

Une situation d'équilibre de plein emploi se distingue d'une situation d'équilibre de sous-emploi par le fait que "l'emploi global cesse de réagir élastiquement aux accroissements de la demande effective qui en résultent"(17). En d'autres termes, si le volume de l'emploi est déterminé par la demande effective, il ne saurait dépasser un niveau auquel le salaire réel est égal à la désutilité marginale du travail. Le premier postulat de la théorie classique des salaires conserve ici toute sa valeur. Une hausse du volume de l'investissement est possible tant qu'un accroissement du revenu et de l'emploi en est la conséquence. Le volume d'investissement que toute société doit chercher à atteindre est celui qui réalise non seulement l'égalité entre l'épargne et l'investissement, et l'égalité entre le taux d'intérêt et l'efficacité marginale du capital, mais aussi et surtout celui auquel l'utilité du salaire réel est égale à la désutilité marginale du volume d'emploi, car seul ce volume d'investissement garantit le plein emploi de la main-d'oeuvre.

La théorie classique est ainsi renversée : le salaire ne détermine plus le volume de l'emploi, mais le niveau de l'emploi fixe seul le salaire réel.

A cette situation idéale s'oppose l'équilibre de sous-emploi, qui connaît le chômage involontaire en raison de l'incapacité d'une demande effective trop faible d'absorber la main-d'oeuvre disponible au salaire réel existant. L'insuffisance de cette demande effective est essentiellement due à des anticipations et à des prévisions pessimistes quant au niveau de la dépense globale, et donc de l'investissement, sa composante la plus influente et la plus volatile. La politique économique de l'Etat doit non seulement garantir

un niveau suffisant de la dépense globale par rapport à la demande effective, mais aussi et surtout garantir une demande effective suffisante au maintien du plein emploi par un accroissement de l'incitation à investir. Que ce soit par une politique monétaire expansionniste ou par une intervention directe sur l'investissement par l'intermédiaire d'un déficit budgétaire, Keynes s'attend avec raison "à voir l'Etat (...) prendre une responsabilité sans cesse croissante dans l'organisation directe de l'investissement"(18).

## Par. 4.- Loi des débouchés, demande effective et théorie du revenu d'équilibre

La détermination exacte des principaux points de rupture entre la théorie classique et la théorie keynésienne n'est pas une entreprise aisée. Quarante années se sont écoulées depuis la publication de la *Théorie Générale* et les économistes sont toujours très éloignés d'un consensus sur l'importance exacte de l'apport keynésien à l'analyse économique. La troisième partie de cette recherche tentera de mettre de l'ordre dans ces multiples appréciations contradictoires de la théorie keynésienne, en prenant pour point de repère la critique keynésienne de la loi des débouchés et son remplacement par le principe de la demande effective.

### A. Modèle classique et modèle keynésien

Une formulation algébrique courante des modèles classique et keynésien facilite la mise en évidence des renversements décisifs apportés par la *Théorie Générale* à l'analyse économique classique. En dépit de son aspect excessivement simplificateur, pour ne pas dire simpliste, cette démarche permet cependant de fixer un cadre de référence dans lequel pourra s'insérer sans difficulté une analyse beaucoup plus fine des conséquences du remplacement de la loi de Say par le principe de la demande effective. La critique de cette double série d'équations sera entreprise au chapitre 6 (1); il apparaîtra alors que cette comparaison formelle simplifie à l'excès et trahit la démarche keynésienne, notamment en ce qui concerne le problème des anticipations et des incertitudes.

| Modèle classique | | Modèle keynésien | |
|---|---|---|---|
| 1. | $Y = f(N)$ | I. | $Y = f(N)$ |
| 2. | $Y = C(i) + I(i)$ | II. | $Y = C(Y) + I(i)$ |
| 3. | $M_1 = kPY$ | III. | $M_1 + M_2 = kPY + L_2(i)$ |
| 4. | $f'(N) = F\left(\frac{W}{P}\right)$ | IV. | $f'(N) = F\left(\frac{W}{P}\right)$ |
| 5. | $N = N\left(\frac{W}{P}\right)$ | V. | $W = \bar{W}$ |
| 6. | $S = I$ | VI. | $S = I$ |

Les relations *2*, *3* et *5* du modèle classique et *II*, *III* et *V* du modèle keynésien font apparaître les trois corrections fondamentales que Keynes apporte à l'analyse économique traditionnelle.

1. La répartition du revenu entre la consommation et l'investissement n'est plus uniquement déterminée par le taux d'intérêt, mais aussi et surtout par le niveau du revenu lui-même (relations *2* et *II*).

2. Le niveau des salaires réels ne détermine plus le niveau de l'emploi et les salaires nominaux sont rigides à la baisse (relations *5* et *V*).

3. Une demande de monnaie pour des motifs spéculatifs ($M_2$) vient s'ajouter à la demande de monnaie pour les motifs de transaction ($M_1$) (relations *3* et *III*).

Sans apprécier pour l'instant le caractère "révolutionnaire" et l'importance relative de chacun de ces éléments dans la démarche keynésienne, (2) il est cependant intéressant de relier ces trois différences aux hypothèses de base de la loi des débouchés. Les mécanismes auto-régulateurs dégagés au chapitre 2 se rattachent directement à l'une ou à l'autre des relations *2* et *3* du modèle classique, et le postulat de la monnaie-voile est explicitement exprimé dans la relation *3*. Ainsi, le renouvellement apporté par Keynes à la théorie économique passe notamment par une critique de l'égalité instantanée et permanente entre l'épargne et l'investissement, par l'abandon du taux d'intérêt comme phénomène auto-régulateur entre l'épargne et l'investissement, et sur-

tout par le rejet de la théorie de la flexibilité des salaires. De plus, la monnaie est considérée comme un actif pouvant être demandé pour lui-même.

Pour la première fois depuis la querelle des débouchés, les fondements de la loi de Say étaient tous simultanément et violemment ébranlés. La distinction entre l'épargne et l'investissement, la demande de monnaie pour des motifs de spéculation et l'explication du taux d'intérêt par la préférence pour la liquidité, l'absence de flexibilité des salaires et la notion d'équilibre de sous-emploi, l'intrusion de l'analyse séquentielle et des anticipations allaient enfin permettre de renverser non seulement la loi des débouchés, mais aussi de rejeter "sans hésitation les conclusions qui exigent cette doctrine comme prémisse"(3). Les outils d'analyse qui faisaient défaut à Malthus et Sismondi étaient enfin forgés et, dans le cadre du remplacement du modèle classique par le modèle keynésien, la notion de demande effective était en mesure de prendre définitivement la place de la loi des débouchés.

B. Loi des débouchés et demande effective

La "loi psychologique fondamentale" de Keynes a joué pour le principe de la demande effective le rôle essentiel qu'avait tenu pour la loi des débouchés l'affirmation smithienne du caractère quasi-infini des besoins de l'homme (4). Par l'intermédiaire de la fonction de consommation, Keynes attaque la théorie classique au niveau de sa conception de la rationalité de l'*homo oeconomicus*. Alors que pour Smith et la plupart des auteurs classiques, la consommation improductive et la consommation productive absorbaient tout naturellement la totalité de la production en raison de l'importance des besoins non satisfaits, Keynes est en mesure d'affirmer que "lorsque le revenu croît, la consommation croît aussi, mais dans une mesure moindre"(5).

A l'exemple de la loi des débouchés qui trouvait son origine dans une conception particulière des relations de l'*homo oeconomicus* avec la production, la notion de demande effective repose sur des "hypothèses sociologiques" entièrement nouvelles. La découverte par Keynes de sa "loi psychologique fondamentale" précédait nécessairement l'élaboration de son modèle théorique du

fonctionnement d'un système économique. La loi de Say et le principe de la demande effective apparaissent comme des représentations théoriques d'hypothèses de base préalablement établies sur le fonctionnement réel de la vie économique. Le mérite de Keynes est d'avoir totalement renouvelé l'analyse des fondements psychologiques des rapports entre les sujets économiques, la production et le revenu. L'échec de Malthus et de Sismondi trouvait son origine dans cette absence de tout renouvellement des "hypothèses de comportement" du modèle classique exprimées par la double égalité production-pouvoir d'achat-demande effective d'où découlait directement la loi des débouchés.

Cette double égalité dégagée au chapitre 2 (6) traduit l'identité, permanente aux yeux des Classiques, entre le *pouvoir* et le *vouloir consommer* :

Production = pouvoir d'achat (ou revenu)
pouvoir d'achat = demande effective

Alors que la première équation était clairement démontrée, la seconde était maintes fois affirmée sans jamais trouver une démonstration satisfaisante. Les Classiques sautaient toujours cette étape dans leur analyse, car il était évident à leurs yeux, que l'épargne n'avait un sens que si elle était investie sans délai. Ainsi ne pouvait-il y avoir le moindre écart entre la production, le revenu et la demande effective. L'intrusion de la loi psychologique fondamentale et de la fonction de consommation allait permettre à Keynes de mener une attaque frontale contre la loi des débouchés. Le renouvellement de l'analyse du comportement de l'*homo oeconomicus* l'autoriserait à révolutionner les rapports existants entre la production et la demande globale. Cette première démarche fondamentale étant faite, la voie était ouverte à la construction d'instruments analytiques nouveaux.

La première relation classique entre la production et le revenu (ou pouvoir d'achat) sur laquelle Say, Ricardo, Malthus et Sismondi étaient tous tombés d'accord fut reprise, à quelques rares exceptions près, par leurs successeurs, et naturellement par Keynes. L'auteur de la *Théorie Générale* perfectionne et approfondit considérablement cette égalité entre le revenu et la production dans son chapitre 6, mais reste fondamentalement dans la ligne inaugurée par les Classiques, voire par les Physiocrates. Dans les termes mêmes de Keynes, "le revenu est égal à la valeur de la production courante"(7).

La seconde relation entre le revenu et la demande effective est celle sur laquelle Keynes fait peser tout le poids de sa critique. L'écart grandissant entre le revenu distribué et la consommation improductive s'accroît systématiquement en grandeur absolue au fur et à mesure que le niveau du revenu augmente. Pour la première fois, un économiste met en relief l'importance décisive de l'incitation à investir comme élément permettant seul le maintien de l'égalité revenu-demande effective. D'égalité permanente et "naturelle" - au sens où l'entendaient les Classiques - la relation entre le revenu et la demande effective devient une égalité conditionnelle, uniquement valable à l'équilibre. On réalise par là le caractère irréaliste du modèle classique. Le raisonnement abstrait des Classiques fournit toutes les *conditions* nécessaires à l'équilibre entre l'offre et la demande globales ,entre les flux d'épargne et d'investissement; mais ils se refusent - par l'intermédiaire de pétitions de principe sur le comportement, l'information, les anticipations et la rationalité des sujets économiques - à envisager une situation de déséquilibre global et donc à concevoir des outils d'analyse permettant de mettre en oeuvre une politique de retour et de maintien de l'économie à un niveau proche d'un équilibre de plein emploi. Dans le cadre de sa critique de la loi des débouchés, Keynes résume en deux phrases pénétrantes l'essence de son effort de renouvellement de l'analyse économique :

> Ainsi la loi de J.B. Say qui veut que, pour tout volume de la production considérée dans son ensemble, le prix de la demande globale soit égal au prix de l'offre globale, équivaut à la proposition d'après laquelle il n'existe pas d'obstacle à l'instauration du plein emploi. Cependant si telle n'est pas la loi véritable qui lie la fonction de demande globale et la fonction de l'offre globale, il reste à écrire un chapitre de la théorie économique dont l'importance est décisive et en l'absence duquel toute discussion au sujet du volume de l'emploi est vaine.(8)

Critique et abandon de la loi de Say, élaboration de la théorie de la demande effective, la substance de la démarche de Keynes est ainsi synthétisée.

Hansen reprend les conclusions de Keynes dans un commentaire aussi bref qu'incisif. Pour lui aussi, seul le second terme de la double égalité classique, qui exprime la loi des débouchés, est fondamentalement erroné. Son

remplacement par la théorie de la demande effective permet d'expliquer les déséquilibres observables entre l'offre et la demande globales :

> L'analyse de Keynes met en lumière la principale faiblesse de la loi de Say, qui est de confondre une proposition *indiscutable*, à savoir l'identité entre le revenu des facteurs de production et ce que rapporte la vente des produits, et une proposition *sans valeur*, qui tire de la première la conséquence que tous les *coûts* de production seront nécessairement couverts par les recettes tirées de la vente des biens.(9)

A la double égalité classique production = revenu

revenu = demande effective = demande globale

s'oppose une égalité simple entre la production et le revenu et une égalité conditionnelle entre le revenu et la somme de la consommation et de l'investissement. La critique de Malthus à l'adresse d'un Say qui s'obstinait à affirmer qu'un "produit qui ne rembourse pas ses frais de production (...) n'est pas un produit"(10), trouvait enfin une explication théorique et un dépassement décisif.

A l'aide du graphique 5-4 (p. 426) et de la terminologie keynésienne du chapitre 3 de la *Théorie Générale*, il est aisé de résumer la substance de la théorie de la demande effective par rapport à la loi des débouchés.

Le but du modèle keynésien est de démontrer qu'il n'existe aucun mécanisme auto-régulateur qui permette de croire que la somme des dépenses de consommation ($D_1$) et des dépenses d'investissement ($D_2$) couvre toujours les coûts de production; ou, en d'autres termes, que, contrairement à la théorie classique, l'égalité n'est pas assurée entre une offre globale donnée et la demande globale qui lui est liée. L'écart entre les courbes $\Phi(N)$ et $\Omega(N)$ n'est pas automatiquement comblé par le volume d'investissement qui garantirait une demande globale permettant d'absorber la totalité de l'offre globale à un niveau général des prix couvrant les frais de production.

Les déterminants de la fonction d'investissement $D_2$ jouent un rôle décisif dans la recherche de cette égalité et de l'équilibre général de l'économie. Or - on l'a vu - à l'inverse du modèle classique, ces déterminants sont

définis par des facteurs exogènes au nombre desquels l'anticipation, l'incertitude, le risque et l'état de l'information sont appelés à jouer un rôle important. Négligeant l'importance de ces multiples éléments disjoncteurs de l'égalité entre l'offre et la demande globale, la théorie classique soutenait selon les termes de Keynes qu'"il existe une certaine force qui oblige toujours $D_2$ à croître suffisamment pour combler l'écart grandissant entre Z et $D_1$"(11).

La validité de la loi de Say dans la courte période est ainsi clairement et systématiquement réfutée à l'aide de la fonction de consommation et de la faiblesse relative de l'incitation à investir. Hansen résume lumineusement la démarche de Keynes lorsqu'il écrit dans son *Guide to Keynes* :

> (...) la loi de Say n'est pas valable : 1° parce que l'accroissement de la consommation est inférieur en valeur absolue à l'accroissement du produit ("output") ou revenu réel Y, et de ce point de vue la *pente* $\Delta C/\Delta Y$ de la fonction de consommation [c'est-à-dire la propension marginale à consommer] est essentielle pour jeter à bas la loi de Say;
>
> 2° parce que l'investissement ne suffit pas nécessairement, du fait de sa dépendance à l'égard d'autres facteurs exogènes, à combler cet écart croissant; c'est-à-dire que la pente de la fonction de consommation, malgré son importance, ne suffit pas à renverser la loi de Say, et qu'il faut *aussi* [et à notre sens, surtout] considérer le rôle de la demande d'investissement.(12)

Keynes renoue ainsi avec la vieille réflexion sismondienne ridiculisée par Say et Ricardo qui voulait que tout niveau de revenu ne fût pas un niveau garantissant à la fois un équilibre parfait entre les quantités globales et le plein emploi des facteurs de la production. Pour devenir un concept opérationnel, le principe de la demande effective implique l'élaboration d'une théorie du revenu d'équilibre.

## C. Demande effective et revenu d'équilibre

Pour Keynes, le niveau du revenu qui garantit l'équilibre entre les quantités globales est celui qui "est déterminé par le point d'intersection de la courbe de la demande globale et de la courbe d'offre globale"(13), contrairement à

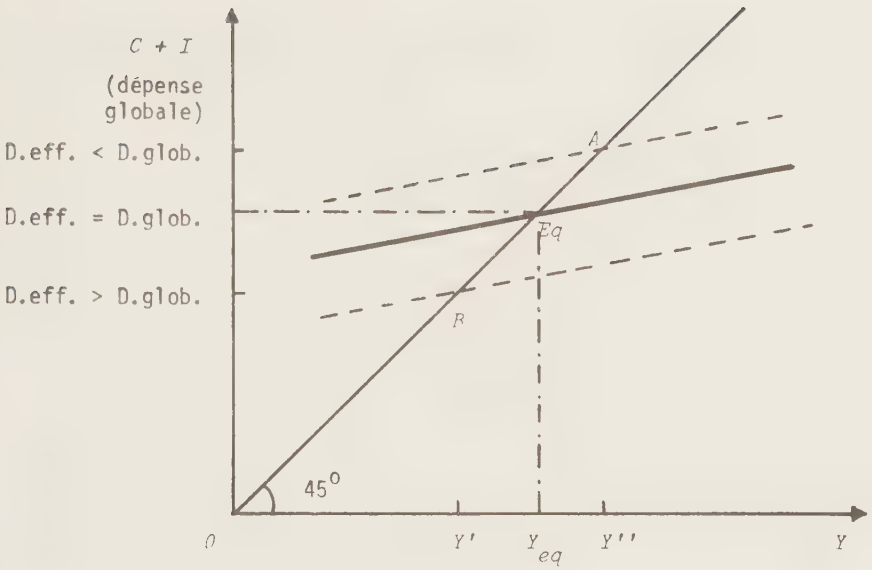
Say et aux Classiques pour qui ces deux grandeurs étaient égales quel que soit le niveau du revenu et de l'emploi. Alors que pour Keynes, il n'existe qu'une "seule valeur d'équilibre", la loi de Say postulait "une série indéfinie de valeurs toutes également admissibles"(14). Cette affirmation se traduit sur un graphique à $45^{0}$ par une coïncidence parfaite et constante des courbes d'offre et de demande globales avec la bissectrice de l'angle formé par l'axe du revenu et l'axe de la demande globale. De plus, la théorie classique affirmait que le plein emploi des facteurs de la production allait tout naturellement de pair avec cette égalité constante entre les deux agrégats. Il y avait obligatoirement égalité et équilibre. Pour Keynes, au contraire, il importe de déterminer une demande effective, un niveau de l'emploi, un volume de production et de revenu, qui, dans une situation conjoncturelle donnée, et compte tenu de la fonction de consommation et de l'incitation à investir, permettent de garantir non seulement une égalité entre l'offre et la demande globales, mais aussi et surtout le plein emploi des facteurs de la production. L'étude des relations entre les anticipations des entrepreneurs exprimées par la demande effective et les déterminants des composantes de la demande globale devait permettre à Keynes de mettre sur pied une théorie du revenu d'équilibre. L'auteur de la *Théorie générale* allait enfin prolonger la démarche classique qui s'était trop longtemps bornée à définir les conditions d'un équilibre général instantané selon une méthode d'analyse de statique comparée. Non content de bouleverser complètement la définition des conditions d'équilibre, Keynes allait concentrer l'essentiel de ses recherches sur les moyens permettant de lutter contre les déséquilibres de toutes sortes auxquels est exposé le système économique.

La théorie keynésienne du revenu d'équilibre est avant tout et paradoxalement une *théorie du déséquilibre*. Keynes ne s'étend pas outre mesure sur les conditions nécessaires à la réalisation d'une situation d'équilibre qu'il sait éphémère, mais cherche au contraire à dégager l'importance respective des différents facteurs déséquilibrants et à apprécier les diverses thérapeutiques possibles. La *Théorie Générale* apparaît alors moins comme une révolution dans la définition des relations entre les agrégats, de manière à dégager les

nouvelles conditions d'un équilibre général nécessairement passager, que comme une recherche systématique de l'influence respective des différents facteurs déséquilibrants et des moyens permettant de les combattre.

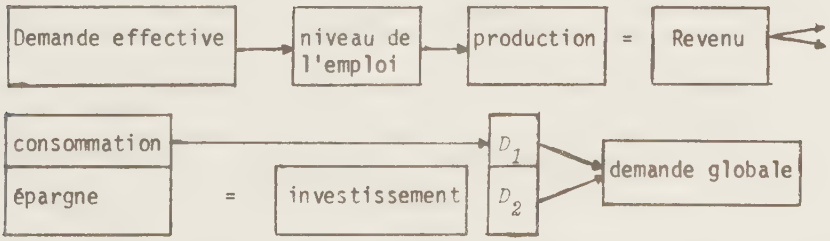
## 1. Demande effective et équilibre de plein emploi

La demande effective joue un rôle décisif dans la double démarche de la recherche des conditions d'équilibre et des moyens permettant son maintien. En d'autres termes, cette demande effective est issue des prévisions et des anticipations des entrepreneurs sur ce que seront *ex post* les dépenses réelles en biens de consommation et d'investissement. Exprimée encore sous une autre forme, la demande effective est l'estimation du montant de la demande globale qui pourrait être écoulé en fin de période, compte tenu d'"un état donné de la technique, des ressources et du coût de facteur par unité d'emploi"(15). Cette estimation des ventes potentielles détermine le niveau de l'emploi, le volume de la production et le montant total du revenu distribué. L'équilibre général n'est garanti qu'à la seule et unique condition que les anticipations formulées par l'intermédiaire de la demande effective correspondent exactement, en quantité *et* en valeur, à la demande globale pour la production en fin de période. Tout excédent ou toute insuffisance de la demande effective sur la demande globale provoquerait un déséquilibre entre l'offre et la demande globales, l'intersection des deux courbes représentatives de ces deux agrégats ne déterminant plus le "montant du *produit* D" attendu. Une insuffisance de la demande effective sur la demande globale caractériserait une situation inflationniste, l'intersection des courbes d'offre et de demande globales *(A)* se situant à droite du point d'équilibre Eq; un excédent de la demande effective sur la demande globale caractériserait au contraire une situation déflationniste, l'intersection des courbes d'offre et de demande globales *(B)* se situant à gauche du point d'équilibre.




Graphique 5 - 5

Schématiquement le raisonnement de Keynes peut être résumé au moyen de la notation suivante :




L'équilibre est garanti entre l'offre et la demande globales si la demande effective *ex ante* est égale à la demande globale *ex post*. Cet équilibre peut être qualifié d'équilibre de plein emploi s'il assure aussi une égalité entre l'offre et la demande sur le marché de l'emploi. La notion de revenu d'équilibre dans la théorie keynésienne ne nécessite pas seulement une triple égalité entre la demande effective, l'offre globale et la demande globale, mais exige un niveau de demande effective suffisamment élevé pour assurer le plein emploi de la main-d'oeuvre et de tous les autres facteurs de la production.

Sur le graphique 5-5, on pourrait très bien imaginer que le point d'intersection *Eq* fixe un revenu d'équilibre de sous-emploi. L'offre et la demande globales sont certes égales, mais à un niveau de revenu global (et donc à un volume de production) insuffisant pour assurer le plein emploi qui pourrait correspondre, par exemple, à un revenu d'équilibre $Y_{eq} < Y''$.

*L'équilibre en terme de revenu ne correspond donc pas à un équilibre en terme d'emploi.* La critique keynésienne de la flexibilité des salaires et le rejet du second postulat de la théorie classique des salaires en ont déjà fourni une explication. Si le salaire est effectivement égal au produit marginal (postulat n° 1) et fixe ainsi une limite *supérieure* au volume de l'emploi, il n'indique pas, à l'intérieur de cette limite, à quel niveau se fixe exactement le volume réel de l'emploi. Au chapitre 3 de la *Théorie Générale*, Keynes résume avec beaucoup de clarté ces relations entre la demande effective et le revenu d'équilibre :

> C'est seulement dans un cas spécial que la demande effective se trouve associée au plein emploi; et pour que ce cas se réalise il faut qu'il y ait entre la propension à consommer et l'incitation à investir une relation particulière. Cette relation particulière, qui correspond aux hypothèses de la théorie classique, est, en un certain sens, une relation optimum. Mais elle ne peut exister que si, pour des raisons fortuites ou voulues, l'investissement courant assure un montant de demande exactement **égal** à l'excès du prix de l'offre globale de la production résultant du plein emploi sur le montant que la communauté désire dépenser pour la consommation lorsqu'elle est employée à plein.(16)

Abstraction faite du volume de l'emploi correspondant à un niveau de revenu d'équilibre qui peut fort bien ne pas garantir le plein emploi, la théorie keynésienne du revenu d'équilibre repose essentiellement sur quatre égalités principales, dont trois faisaient complètement défaut à la critique de Sismondi.

L'égalité Offre globale = Demande globale *(1)*

apparaissait bien évidemment dans les *Nouveaux Principes* (17) comme le but à atteindre par d'autres voies que celles préconisées par l'égalité *ex ante* proposée par la loi des débouchés. Faute de s'être évadé du modèle classique,

Sismondi était cependant condamné à se perdre dans des contradictions insolubles (18).

Keynes fournit les éléments manquants qui peuvent être résumés très grossièrement au moyen des trois relations suivantes :

| | | |
|---|---|---|
| egalité *ex post* entre l'épargne et l'investissement | $I = S$ *ex post* | (2) |
| égalité entre le taux d'intérêt et l'efficacité marginale du capital | $i = r$ | (3) |
| égalité entre l'offre et la demande de monnaie | $O_m = D_m$ | (4) |

Cette conjonction idéale de quatre égalités parfaites serait apparue très académique à Keynes pour lequel il semble bien que toute théorie de l'équilibre n'avait un intérêt que par les instruments qu'elle fournissait pour analyser les diverses situations de *déséquilibre*. L'examen d'un des principaux obstacles au maintien d'un revenu d'équilibre mettra en évidence le rôle important de la monnaie dans les processus d'ajustement proposés par Keynes.

## 2. Revenu d'équilibre, monnaie et *trappe à liquidité*

La compréhension d'un des principaux obstacles à la recherche et au maintien d'un revenu d'équilibre de plein emploi passe par un renversement complet de la conception classique de la monnaie. Les *fuites* de revenu par le biais de la thésaurisation avaient été confusément pressenties par Malthus et Sismondi, mais le principe de la monnaie-voile ne leur avait pas permis de formuler une théorie monétaire des déséquilibres entre la production et le revenu (19). Keynes reprendra ce problème important du revenu thésaurisé dans son analyse de la *préférence pour la liquidité*. Pour l'auteur de la *Théorie Générale*, la distinction entre la classique thésaurisation et son concept de préférence pour la liquidité n'est qu'une question de définition :

> (...) si on remplaçait la "thésaurisation" par la "tendance à thésauriser", les deux concepts seraient strictement identiques.(20)

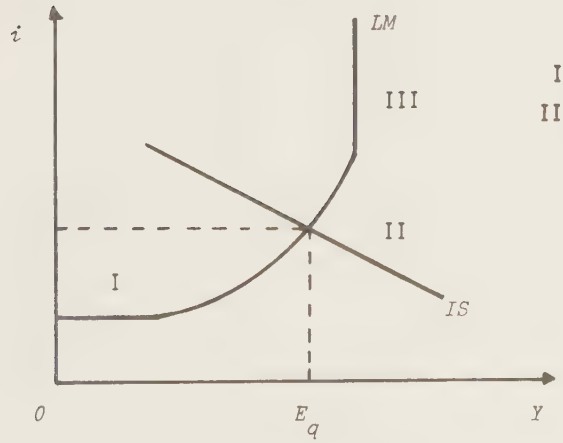
De plus, la liaison entre le taux d'efficacité marginale du capital et le taux d'intérêt explique pour la première fois que l'intérêt n'est pas la "récompense de la non-dépense", mais "qu'il est en réalité la récompense de la non-thésaurisation"(21). L'explication keynésienne de la soustraction d'une partie du revenu disponible, et donc de la contraction de la demande globale à un niveau inférieur à un équilibre de plein emploi, passe par la comparaison du taux d'intérêt et de l'efficacité marginale du capital. Le taux d'intérêt étant fixe dans la courte période, l'incitation à investir et le volume réel des investissements sont fonction de la préférence pour la liquidité. A nouveau les éléments psychologiques déterminant les anticipations des entrepreneurs jouent un rôle décisif. La définition même de l'efficacité marginale du capital en témoigne :

> (...) nous définirons l'efficacité marginale d'un capital le taux d'escompte qui, appliqué à la série d'annuités constituée par les rendements escomptés de ce capital pendant son existence entière, rend la valeur actuelle des annuités égale au prix d'offre de ce capital.(22)

Il en résulte que tant que le taux d'efficacité marginale du capital est supérieur au taux d'intérêt, il y a une incitation à investir qui pousse les individus à remettre en circulation la totalité de la part de leurs revenus qu'ils ont épargnée. La demande de biens de production est alors suffisante pour combler la différence entre la demande de biens de consommation et la demande globale potentielle. A la limite, une égalité entre le taux d'intérêt et l'efficacité marginale du capital déterminerait une situation d'équilibre parfait entre l'offre et la demande globales, entre l'épargne et l'investissement; une telle relation ne serait pas sans rappeler l'état stationnaire ricardien. Une politique monétaire expansionniste doit donc promouvoir une baisse du taux d'intérêt permettant le maintien d'un écart suffisant entre l'efficacité marginale du capital et le taux d'intérêt. L'efficience d'une telle politique monétaire est toutefois limitée par la forme de la courbe de l'efficacité marginale du capital. Cette fonction - qui représente aussi la demande de capital- devient en effet parfaitement élastique à un faible niveau de l'intérêt.

A ce taux, tout accroissement du volume de la monnaie se traduit non pas par une hausse de l'investissement, du revenu et de l'emploi, mais par une augmentation du volume des encaisses liquides pour des motifs de spéculation, les détenteurs d'épargne spéculant sur une hausse prochaine du taux d'intérêt.

Ce phénomène de "trappe à liquidité"(23), ce "cas limite" (24) influe ainsi directement sur la détermination d'un revenu d'équilibre, et *a fortiori*, la détermination d'un revenu d'équilibre de plein emploi.




I : "trappe à liquidité"
II : zone keynésienne
III : zone classique

Graphique 5 - 6

La célèbre courbe *LM*, empruntée à Hicks, résume les diverses possibilités d'utilisation d'un accroissement de la masse monétaire. Keynes revendique les zones I et II alors que le modèle classique est confiné dans la zone III. Dans la zone keynésienne, toute augmentation de la masse monétaire est absorbée par la demande pour des motifs de transaction - qui permet un accroissement de la demande de biens de production - et par la demande pour des motifs de spéculation. Cette zone II est à mi-chemin entre la "trappe à liquidité" tant redoutée par Keynes et la zone classique. Dans la zone I, tout accroissement de l'offre de monnaie est intégralement thésaurisé pour des motifs de spéculation, alors que dans la zone classique, tout accroissement de l'offre de monnaie est entièrement épongé par la demande pour des motifs de transaction qui induit une hausse du revenu réel.

La préférence de Keynes pour une politique d'investissements publics par le biais de déficits budgétaires trouve ici un sérieux élément d'explication (25). La situation conjoncturelle des années de crise 1929 - 1936 était en effet caractérisée par une courbe *LM* parfaitement horizontale ("trappe à liquidité") et par une courbe *IS* quasiment verticale (la fonction d'investissement était parfaitement inélastique par rapport au taux d'intérêt). La seule manière de relancer la conjoncture passait par une politique de déficits budgétaires visant à déplacer la courbe *IS* vers la droite.

La courbe *IS* permet en effet de compléter le graphique 5-6 en ajoutant les conditions d'égalité entre l'épargne et l'investissement. Les variations de l'épargne et de l'investissement en fonction du niveau du revenu et du taux d'intérêt combinées avec les variations de la courbe *LM* permettent de dégager, pour chaque situation de déséquilibre, la politique conjoncturelle la plus adéquate. Dans la courte période le revenu d'équilibre est toujours déterminé par l'intersection des courbes *IS-LM*, un seul de ces points d'intersection garantissant toutefois un revenu d'équilibre de *plein emploi*.

De plus, le graphique 5-6 permet de juger de l'efficacité des différentes politiques conjoncturelles et de leur adéquation aux problèmes à résoudre; il est clair qu'une politique de déficit budgétaire provoquant un déplacement vers la droite de la courbe *IS* est la seule possible dans la zone de la "trappe à liquidité", alors que la conjugaison des deux types d'intervention est parfaitement plausible dans la zone keynésienne (26), et que seule une politique monétaire est capable d'abaisser le taux d'intérêt et d'accroître le niveau du revenu dans la zone classique de plein emploi (27).

Dans la théorie keynésienne, la recherche du niveau du revenu d'équilibre $Y_{eq}$ lié à un volume d'emploi $N_{pe}$ de plein emploi est incessante, et la situation d'équilibre parfait, illustrée par la loi des débouchés, est aussi fragile qu'éphémère. Tous les éléments sont ainsi recensés pour insérer le raisonnement "à l'équilibre" des Classiques dans une analyse plus générale des situations de déséquilibre. Keynes l'affirmait déjà clairement dans la préface anglaise de la première édition de sa *Théorie Générale* :

> Nous sommes ainsi parvenus à une théorie plus générale, dans laquelle la théorie classique qui nous est familière constitue un cas spécial.(28)

Ainsi en va-t-il précisément de la loi des débouchés, qui n'est plus finalement qu'un cas particulier de la théorie générale de la demande effective et du revenu d'équilibre.

## CONCLUSION GÉNÉRALE DE LA DEUXIÈME PARTIE : LA LOI PSYCHOLOGIQUE FONDAMENTALE, LE TEMPS ET LES INCERTITUDES DANS LA THÉORIE KEYNÉSIENNE

La nouveauté de la *Théorie Générale* et du principe de la demande effective ne s'explique pas par l'élaboration *ex nihilo* d'une solution miracle qui aurait permis à Keynes de procéder à un dépassement du modèle classique et de fournir une réponse à la question obsédante de la réalité du chômage involontaire.

Tout progrès de l'analyse économique résulte d'un double mouvement, apparemment paradoxal. D'une part, il y a conflit - parfois violent - entre diverses explications d'un même phénomène qui peut déboucher sur le triomphe de l'une ou de l'autre de ces théories, laquelle s'impose alors d'une manière décisive. D'autre part, il peut se produire un mouvement de synthèse entre les différentes explications contradictoires en présence. Le plus souvent, il y a une conjugaison de ces deux types de réactions : le dépassement synthétique se joint au dépassement conflictuel pour déboucher sur une théorie serrant de plus près la réalité et permettant surtout de mettre en oeuvre des mesures correctives dans le domaine de la politique économique.

Ainsi en va-t-il pour la loi de Say et le principe de la demande effective. L'opposition conflictuelle de la querelle des débouchés s'était soldée par une victoire de l'orthodoxie ricardienne sur le courant du revenu d'équilibre et de la demande effective. Le 19ème siècle et le premier tiers du 20ème siècle, de Stuart Mill à Pigou, en passant par Walras et Marshall, ont maintenu cette tradition, en prenant toutefois progressivement conscience de son inadéquation à la réalité économique. Le courant malthusien et sismondien s'est perpétué "à la dérobée, sous le manteau"(1), loin des chemins officiels et académiques, par l'intermédiaire d'économistes et de théoriciens hétérodoxes.

La démarche de Keynes se caractérise nettement par un dépassement de type synthétique, qui n'exclut toutefois pas un conflit très net avec les tenants de l'héritage classique. D'une part, il inverse l'ordre des priorités entre la distribution et la formation du revenu. L'aspect conflictuel est évident : l'étude de "la théorie pure des facteurs qui déterminent l'emploi effectif des ressources disponibles" (2) prend le pas sur l'analyse de la distribution du revenu. D'autre part, Keynes entreprend un vaste travail de synthèse pour renouveler et adapter les instruments d'analyse existants à la nouvelle impulsion qu'il vient de donner à la théorie économique.

Finalement, les éléments primordiaux qui ont permis ces dépassements conflictuel et synthétique se situent à deux niveaux :

- au niveau de la prise de conscience de l'inadéquation de l'analyse économique aux besoins de la réalité;
- au niveau de la conceptualisation de la "loi psychologique fondamentale", du rôle de l'incertitude dans la décision et des bouleversements qu'ils ont apportés à la rationalité de l'*homo oeconomicus* des Classiques.

Il convient de s'interroger brièvement sur les motifs profonds du succès de la "révolution keynésienne", sur les raisons qui ont permis ce double dépassement. Il importe avant tout de distinguer entre les aspects théoriques de l'impulsion keynésienne et son importance au niveau de la politique économique.

Sur le plan analytique, la démarche de Kuhn à propos de "la structure des révolutions scientifiques" s'applique particulièrement bien à la science économique des années 1930 (3). Une "crise" éclate au sein d'une communauté scientifique à la suite de la mise en évidence d'une "sérieuse anomalie" dans le corps de doctrines communément accepté. Le *paradigme* existant, incapable d'expliquer cette contradiction, est violemment contesté au profit d'un *nouveau paradigme* qui permet de la résoudre. Ce nouveau paradigme est plus ou moins bien et plus ou moins rapidement accepté. La résistance à la nouvelle démarche peut être vigoureuse, mais progressivement le nouveau paradigme gagne une large fraction des chercheurs et des théoriciens de la discipline et finit par s'imposer comme la nouvelle théorie dominante, jusqu'à la prochaine "révo-

lution scientifique". Ainsi en va-t-il pour la théorie keynésienne. L'anomalie sérieuse, inexplicable par le paradigme alors dominant, était pour Keynes la crise générale de surproduction des années 1930. L'incapacité des économistes orthodoxes d'expliquer le sous-emploi massif allait provoquer un bouleversement au niveau théorique. En économie politique, contrairement à ce qui se passe dans les sciences exactes, le remplacement d'un paradigme par un autre trouve son origine à l'extérieur de la discipline. L'évolution de l'analyse économique passe ainsi par une succession de ruptures de la cohérence entre la démarche théorique et la réalité quotidienne. La troisième partie de cette étude permettra de mesurer les répugnances considérables de la communauté scientifique à accepter l'impulsion keynésienne. L'unanimité est encore loin d'être établie sur le degré de généralité et sur l'importance théorique des diverses composantes de la *Théorie Générale*. L'examen des rôles respectifs de la loi des débouchés et du principe de la demande effective dans la théorie post-keynésienne en sera le meilleur exemple.

Sur le plan de la politique économique, l'explication du succès de la "révolution keynésienne" est plus simple. Le chapitre 4 a démontré que la révolution théorique a été précédée d'une prise de conscience, au niveau pratique, de l'impuissance de la politique économique à résoudre une situation catastrophique sur le marché britannique de l'emploi. Les tentatives de stimulation de la demande pratiquées en Suède, en Allemagne et aux Etats-Unis ont précédé sans conteste toute conceptualisation des bases théoriques d'une telle politique de relance. La rupture du paradigme scientifique classique est accompli par Keynes dans son *Can Lloyd George do it* (4), en 1929. Il lui a néanmoins fallu plus de sept années pour le formuler scientifiquement. Cette formulation bien que loin de s'imposer immédiatement, a déclenché une violente querelle entre les tenants de l'ancien paradigme et les défenseurs du renouveau keynésien. Sur le plan de la politique économique, le succès de la démarche keynésienne était incontestable. Après une période d'adaptation due à la guerre, les politiques économiques d'inspiration keynésienne allaient dominer dans tous les pays occidentaux dès 1945. Il en est allé tout différemment sur le plan théorique, où, en dépit de certains succès de la "New Economics", tous les économistes contemporains sont encore fort loin d'avoir admis l'ensemble des éléments du nouveau "paradigme keynésien".

Il faut cependant répéter que l'intuition keynésienne est fondée en tout premier lieu sur une démarche empirique; c'est certainement là le propre d'une révolution scientifique en sciences humaines. L'élément moteur du renouveau théorique de l'oeuvre de Keynes ne se situe pas au niveau conceptuel, mais au niveau de la réalité politique, économique et sociale. L'aveu de Keynes selon lequel toute sa démarche découle de la découverte de sa loi psychologique fondamentale en est la meilleure preuve (5). Une fois admise cette modification de la conception du sujet économique, tout le reste du renversement théorique keynésien devait logiquement en sortir, plus ou moins facilement il est vrai. L'*homo oeconomicus* classique prend une forme humaine, celle du chômeur ou de l'industriel en faillite des années 1930. Le rationalisme parfait et l'individualisme érigé en dogme cèdent la place à une conception plus universaliste du sujet économique. L'*homo oeconomicus* keynésien vit dans le temps et dans l'espace. Les risques, le plus souvent inquantifiables, nés des incertitudes d'un homme enserré entre un passé irréversible et un futur inconnu, rompent définitivement les relations rassurantes des Classiques. Le temps, la monnaie, l'imperfection de l'information des échangistes, la préférence pour la liquidité, l'efficacité marginale du capital, le chômage involontaire, etc., provoquent la rupture du modèle d'équilibre et placent l'analyse des *déséquilibres économiques* au centre des préoccupations de l'économie politique.

Ainsi, en dernière analyse, le remplacement de la loi des débouchés par le principe de la demande effective doit être replacé dans cette perspective qui, au niveau de la philosophie des sciences et de l'évolution de la science économique, dépasse de beaucoup un simple problème de technique économique. Le sous-emploi chronique de l'entre-deux-guerres - ce chômage "involontaire" - est la négation de l'analyse de l'équilibre général et de la loi des débouchés. La *Théorie Générale* rompt avec les bases épistémologiques de la théorie classique : rationalité, objectivité, concurrence parfaite, coïncidence des plans des échangistes, instantanéité des réactions, régulation par les prix, identité *ex ante* entre l'épargne et l'investissement, triple égalité entre le revenu, le pouvoir d'achat et la demande effective, flexibilité parfaite des salaires, etc. Toutes ces composantes "idéales" d'un système d'économie pure sont enfin considérées pour ce qu'elles sont réellement : des cas particuliers, fonction d'hypothèses de base sans rapport avec la réalité.

Pour reprendre une image de Shackle, Keynes substitue à une *économique de l'ordre une économique du désordre* (6). L'ordre de l'équilibre général obtenu par la vertu des mécanismes auto-régulateurs cède sa place au désordre de la réalité, qu'il s'agit d'organiser en tenant compte des risques, des incertitudes et des déséquilibres qui sont l'essence de toute activité humaine. Le libéralisme économique, séquelle d'un 19ème siècle finissant, et la doctrine du laissez-faire basés sur une vision consensuelle de l'activité économique s'effacent au profit d'une analyse conflictuelle dans laquelle toute théorie repose sur une nature humaine et une réalité économique par essence a-systémiques. Il n'existe pas d'ordre économique naturel synthétisé par une théorie pure; il n'existe qu'un désordre économique constant que la théorie et la politique économiques s'efforcent de maintenir dans des limites politiquement, socialement et économiquement supportables. Ce désordre trouve son origine dans la multiplicité des plans des échangistes déterminés eux-mêmes par un nombre égal d'opinions divergentes et incertaines sur ce que sera exactement un futur insaisissable. La pseudo-rationalité de l'*homo oeconomicus* disparaît au profit d'un "nuage de points de rationalité" dispersé autour d'une droite de régression en constant changement.

Au sein de ce désordre économique, une *décision aventureuse* prend la place de la décision rationnelle et certaine du modèle classique. Si les risques inhérents à la détermination du niveau de la demande effective d'un secteur particulier sont mathématiquement quantifiables par le biais du calcul des probabilités, l'incertitude ne l'est pas et ne le sera jamais. L'entrepreneur de Say était le lieu géométrique de la synthèse entre l'offre des facteurs de la production, le volume de la production et la demande globale. La loi des débouchés se vérifiait grâce à son activité essentielle "au centre de la production et de l'échange". Pour Keynes, chaque sujet économique devient un entrepreneur, au sens étymologique du terme; chacun d'eux prend des décisions aventureuses et se meut au sein d'un monde d'incertitude, dans l'ignorance de ce dont le lendemain sera exactement fait. Ce pari sur l'avenir est quotidien et procède de l'information imparfaite des sujets économiques. L'irrationalité est le cas général, contrairement aux postulats classiques. Une théorie économique n'a, dans ces conditions, qu'un modeste but : réduire au maximum les conséquences de cette irrationalité, sans jamais avoir la possibilité de déboucher sur une certitude.

L'abandon par Keynes de la conception nominaliste de la monnaie et l'introduction simultanée du *temps historique*, du *temps durée* (7) dans l'analyse économique sont les deux éléments moteurs du principe de la demande effective. Celle-ci synthétise, au niveau conceptuel, l'abandon de la connaissance certaine issue des tentatives des philosophes anglais du 17ème siècle de "connaître *la* vraie cause". La conception mécaniste de l'économie politique classique trouve ainsi sa réfutation chez Keynes. La connaissance de *la* vraie cause en science économique n'implique-t-elle pas la prise en compte de l'incertitude née de l'écoulement du temps, l'une des dimensions théoriques dont les sciences exactes peuvent souvent se passer au niveau théorique ?

Un article capital de Keynes, paru en 1937 dans le *Quarterly Journal of Economics*, résume l'essence de la révolution keynésienne et l'ultime étape théorique de la *Théorie Générale*. En une douzaine de pages, Keynes ramasse l'essentiel de sa démarche autour des deux déterminants principaux de la demande effective : la loi psychologique fondamentale et l'incitation à investir. Axé sur le rôle des incertitudes dans cette double série de décisions, cet article, sans revenir sur les problèmes strictement techniques soulevés dans la *Théorie Générale*, met en évidence le coeur du système keynésien : le volume des investissements, composante la plus volatile de la demande globale, est déterminé par une incitation à investir reposant elle-même sur des *facteurs irrationnels*. Dans le chapitre 11 de sa *Théorie Générale*, Keynes examinait l'incitation à investir à la lumière de l'analyse marginaliste, expression moderne de la vieille "arithmétique morale" et de l'utilitarisme de Bentham. Le chapitre 12 révélait le caractère artificiel d'un tel "calcul des utilités". L'article de 1937 développe et synthétise cette double argumentation d'une manière décisive :

> Je prétends que la demande effective se compose de deux éléments - les dépenses d'investissement (...) et la dépense de consommation (...).
>
> [La dépense de consommation] dépend principalement du niveau du revenu (...). En général, la loi psychologique qui prévaut semble être que lorsque le revenu s'accroît, la dépense de consommation augmente aussi, mais dans une proportion plus faible.(...) Cette loi psychologique a été de la plus haute importance dans le développement de ma propre pensée; elle est, je pense, absolument fondamentale pour la théorie de la demande effective telle qu'elle est énoncée dans mon livre. Bien peu de critiques ou de commentateurs toutefois lui ont accordé une attention particulière.(8)

La relative stabilité du volume de la consommation, enfin reliée au niveau global du revenu, permet à Keynes de centrer sa théorie de la détermination du volume de la demande effective et du revenu sur l'incitation à investir, l'incertitude et l'irrationalité des déterminants de celle-ci (9).

L'hypothèque de la philosophie rationaliste et mécaniste du Siècle des Lumières était définitivement levée :

> [Ricardo, Marshall, Edgeworth, Pigou et beaucoup d'auteurs contemporains] utilisaient encore un système dans lequel la quantité de facteurs utilisés était donnée, et les autres faits significatifs tenus pour plus ou moins certains. Cela ne signifie pas qu'ils utilisaient un système dans lequel le changement n'était pas pris en considération ni même un système dans lequel la non-réalisation des prévisions était exclue. Toutefois, à n'importe quel moment donné, les faits et les prévisions étaient supposés donnés sous une forme déterminée et calculable; les risques qui en découlaient - bien qu'admis - n'étaient pas pris en grande considération et étaient considérés comme susceptibles d'une estimation actuarielle précise. Bien qu'il fût fait mention du calcul des probabilités d'une manière accessoire, celui-ci était tenu pour susceptible de réduire un fait incertain au même degré de précision qu'un fait certain.(...)
>
> Cependant, et d'une manière générale, nous n'avons qu'une idée très vague des conséquences de nos actes, exception faite des plus directs.(...) L'objectif tout entier de l'accumulation de la richesse est de produire des résultats, ou des résultats potentiels, à une date relativement éloignée, et quelquefois à une date *indéterminée* dans le futur. Ainsi, du fait que notre connaissance du futur est fluctuante, vague et incertaine, la théorie de la richesse est particulièrement impropre à l'utilisation des méthodes de la théorie économique classique. Cette théorie pourrait très bien fonctionner dans un monde où les biens économiques seraient nécessairement consommés dans un bref laps de temps après leur production.(...) Par connaissance "incertaine", je ne prétends pas simplement distinguer ce qui est connu avec certitude de ce qui n'est que probable. Dans cette acception du terme, le jeu de la roulette n'est pas incertain, pas plus que la perspective que soit remboursé un Victory Bond. De même, l'espérance de vie n'est que modérément incertaine. (...). Le sens dans lequel j'utilise ce terme est celui qui s'applique (...) au prix du cuivre ou au taux d'intérêt dans vingt ans, ou à l'obsolescence d'une nouvelle invention, ou encore au statut des propriétaires fonciers dans le système social des années 1970. Il n'y a aucune base scientifique sur laquelle on puisse estimer une quelconque probabilité susceptible de s'appliquer à ces divers éléments. Nous n'en savons tout simplement rien.

Keynes poursuit son analyse en s'interrogeant sur les moyens dont disposent les agents économiques pour s'orienter avec un minimum de rationalité dans un environnement aussi incertain :

> Dans ce but, nous avons combiné toute une variété de techniques dont les principales sont les suivantes :
>
> 1. Nous admettons que le présent est un bien meilleur guide pour le futur que ne le serait un examen impartial de l'expérience passée (...).
> 2. Nous admettons que l'état *existant* de l'opinion - tel qu'il est exprimé par les prix et les caractéristiques de la production existante - est basé sur une appréciation *correcte* des perspectives futures, de telle manière que nous pouvons l'accepter tel quel, à moins que et jusqu'à ce qu'intervienne quelque chose de nouveau et de pertinent.
> 3. Sachant que notre propre jugement individuel est sans valeur, nous nous efforçons de nous rabattre sur le jugement du reste de la société qui est peut-être mieux informé. C'est-à-dire que nous nous efforçons de nous conformer au comportement de la majorité ou de la moyenne des gens. La psychologie d'une collection d'individus dont chacun des membres s'efforce d'imiter les autres aboutit à ce que nous pouvons appeler, au sens strict du terme, un jugement *conventionnel*.
>
> Une théorie appliquée du futur, basée sur ces trois principes, a certains caractères particuliers. Notamment, comme elle repose sur des hypothèses aussi fragiles, elle est sujette à de soudains et violents changements. L'habitude du calme et de l'immobilité, de la certitude et de la sécurité est soudainement rompue. Sans avertissement, de nouvelles inquiétudes et de nouveaux espoirs prendront en charge le comportement humain. Les forces de la désillusion peuvent brusquement imposer une nouvelle base conventionnelle d'appréciation. Toutes ces techniques plaisantes et raffinées, conçues pour une salle de conseil d'administration bien lambrissée et un marché minutieusement réglé, sont prédestinées à s'effondrer. A aucun moment, les vagues inquiétudes paniquantes et les non moins vagues espérances irraisonnées ne sont réellement endormies; elles demeurent juste au-dessous de la surface.
>
> Peut-être que le lecteur trouve que cette longue étude philosophique sur le comportement de l'humanité est quelque peu éloignée de la théorie économique dont il est question. Je ne le pense pas. Bien que ce soit là la manière dont nous nous comportons sur la place du marché, la théorie que nous concevons grâce à l'étude de ce comportement ne devrait pas se soumettre elle-même aux idoles du marché. J'accuse la théorie économique classique de n'être qu'une de ces techniques plaisantes et raffinées qui tente de régler le présent en faisant abstraction du fait que nous savons vraiment peu de chose sur le futur.(10)

Cette recherche d'une véritable adéquation de l'analyse économique à la réalité ne doit pas faire perdre de vue la nécessité impérative d'un degré suffisant de cohérence interne des modèles explicatifs proposés. Il semble toutefois - et la troisième partie de ce travail le démontrera - que le vertige de la théorie pure est infiniment plus dangereux qu'un excès d'empirisme théorique pour le développement d'une science humaine comme l'économie politique. Il est certes beaucoup plus facile de sacrifier au veau d'or de la théorie pure, qui permet une conceptualisation intellectuellement plus satisfaisante, que de reconnaître les limites d'une analyse bornée par un degré d'incertitude que d'aucuns sont effrayés de devoir admettre (11). Dans la mesure où une théorie ne se justifie que par son caractère opérationnel, le véritable échec d'une démarche analytique ne réside-t-il pas précisément dans son incapacité de résoudre les problèmes posés par la réalité, plus que dans l'imperfection de sa formulation ?

La voie est étroite entre la théorie pure et la simple description apologétique de la réalité quotidienne. Plus que tout autre, Keynes en était conscient. Ce souci de l'auteur de la *Théorie Générale* préfigure la querelle qui allait éclater à propos de l'interprétation de la portée exacte des divers éléments de son ouvrage. La dispute sur le degré de généralité de la démarche keynésienne, plus vivace que jamais quarante années après la publication de la *Théorie Générale*, s'ouvrit avec l'article de Hicks, "Mr Keynes and the Classics". L'opposition entre le degré de cohérence interne et le degré de cohérence externe était déjà clairement compris par Keynes. Extrêmement critique à l'égard de ces "techniques plaisantes et raffinées", il cherche à faire comprendre le rôle fondamental des incertitudes dans son économique du désordre et du déséquilibre. Il considère sans hésitation que cette idée est le seul élément réellement nouveau qu'il apporte à la science économique. Tout le reste en découle naturellement. A ce propos, il résume sa pensée en une phrase décisive qui coupe court à toute discussion :

> Je suis plus attaché aux idées fondamentales et comparativement simples qui sous-tendent une théorie, plutôt qu'aux formes particulières dans lesquelles je les ai incorporées, et je ne souhaite pas que ces dernières soient cristallisées au stade actuel de la discussion.(12)

Avec beaucoup de prescience, Keynes anticipait sur les disputes sans fin quant aux éléments formels de sa *Théorie Générale* (forme des fonctions de consommation, degré d'élasticité des salaires nominaux, ...) alors que le fond-même de sa démarche allait sombrer dans un semi-oubli. La plupart des économistes post-keynésiens n'ont eu de cesse que la brèche ouverte par Keynes dans la cohérence interne du modèle classique ne soit refermée, fût-ce au détriment de l'essence-même de la révolution keynésienne. Le degré d'imprécision inhérent à toute science humaine, et synthétisé chez Keynes par la notion d'incertitude, gêne l'économiste plus soucieux de logique que de réalisme. La nostalgie de "l'arithmétique morale" de Bentham exerce toujours ses ravages sur une démarche scientifique que beaucoup refusent encore de considérer comme inquantifiable. L'utilisation du calcul des probabilités, de la programmation linéaire et des méthodes quantitatives les plus sophistiquées ne doit pas faire oublier cette caractéristique essentielle de l'économie politique. La tentative de récupération de la théorie keynésienne par l'Ecole néo-classique américaine montrera comment la logique de l'économie pure peut s'opposer au réel, et comment le réalisme keynésien ne peut être illogique.

# TROISIEME PARTIE :

# LA LOI DES DEBOUCHES ET LE PRINCIPE DE LA DEMANDE EFFECTIVE DANS LA THEORIE ECONOMIQUE POST-KEYNESIENNE

## INTRODUCTION

Comme l'écrivait déjà John Hicks en 1937, "la *Théorie générale de l'emploi* est un livre utile; mais ne n'est ni le commencement ni la fin de l'économie politique dynamique"(1). En paraphrasant Barrère, on peut ajouter que l'ouvrage de Keynes a donné naissance à une nouvelle "impulsion théorique"(2) dont les multiples retombées sont loin d'avoir fait - tant s'en faut - l'unanimité chez les économistes de la période post-keynésienne.

L'encre de la première édition de la *Théorie Générale* était à peine sèche qu'un torrent d'appréciations contradictoires déferlait dans les revues, les thèses et les ouvrages scientifiques. Aujourd'hui, quarante années après cette publication, le débat est loin d'être clos au sujet d'une oeuvre qui n'a pas fini de stimuler, voire de guider les recherches en théorie économique.

Au centre de cette querelle aux multiples rebondissements, la loi des débouchés et le principe de la demande effective jouent un rôle essentiel entre les divers courants en présence. Conformément aux objectifs de cette étude et à la méthode utilisée dans les deux premières parties, l'analyse de la discussion post-keynésienne sera menée dans les étroites limites dictées par l'examen de cet antagonisme plus que séculaire entre la loi de Say et le principe de la demande effective.

De manière à clarifier le débat, le tableau 6-1 résume, d'une manière sommaire, les différentes écoles issues de l'impulsion keynésienne ou en réaction contre la *Théorie Générale*. Inspiré des travaux de Davidson et de Leijonhufvud (3), ce tableau reflète les divers courants de pensée en présence, d'une "droite" ultra-libérale et franchement anti-keynésienne au récent courant de la gauche "radicale" américaine. Le rejet ou l'acceptation du principe de la demande effective, de par la conception du rôle de l'Etat qu'il sous-tend, fait coïncider d'une manière tout à fait logique la tendance politique et l'orientation théorique. Ce phénomène est particulièrement frappant pour les deux tendances extrêmes.

| Courant gauchiste ("Radical Economics") | Marxistes orthodoxes | Ecole de Cambridge | Courant du "renouveau keynésien" | Ecole néo-classique d'inspiration keynésienne (ou Ecole néo-walrasienne) | Ecole monétariste Courant anti-keynésien |
|---|---|---|---|---|---|
| E.K. Hunt | P. Baran | M. Kalecki | R.W. Clower | G. Ackley | M. Friedman |
| J. Sherman | H. Denis | J. Robinson | A. Leijonhufvud | M. Blaug | H.G. Johnson |
| | E. Mandel | N. Kaldor | A.G. Hines | H.I. Grossman | K. Brunner |
| | P. Mattick | L. Pasinetti | | G.v. Haberler | |
| | P. Sweezy | R. Harrod | | A.H. Hansen | B.M. Anderson |
| J.K. Galbraith | | J. Kregel | | S.E. Harris | A. Burns |
| | | S. Weintraub | | J.R. Hicks | A. Hahn |
| | | P. Davidson | | L.R. Klein | F.A. v. Hayek |
| | | G. Shackle | | R. Lekachman | H. Hazzlit |
| | | H. Minsky | | W. Léontieff | W. Hutt |
| | | | | J.E. Meade | F.H. Knight |
| | | | | D. Patinkin | J.S. Lawrence |
| | | | | P.A. Samuelson | L.v. Mises |
| | | | | A. Smithies | J. Rueff |
| | | | | R.M. Solow | J. Viner |
| | | | | J. Tobin | |

Tableau 6 - 1

Ce tableau appelle un certain nombre de remarques :

1. Il n'est naturellement pas exhaustif et ne donne qu'un échantillonnage - nécessairement subjectif - des économistes les plus représentatifs de chacune des écoles.

2. Ce choix répond aussi à un second critère. Chacun des auteurs cités a produit un ouvrage, un article ou un commentaire traitant principalement ou accessoirement des rapports entre la loi des débouchés et le principe de la demande effective.

3. Les économistes anglo-saxons fournissent l'essentiel des noms cités. Les théoriciens écrivant dans d'autres langues, en français notamment, ne font généralement que suivre avec quelques années de retard les impulsions données par les Etats-Unis ou l'Angleterre.

4. Comme toute classification, ce tableau est sujet à discussion tant par l'existence que par l'absence de certaines divisions. De même, l'attribution d'un auteur à une école particulière peut paraître arbitraire. Il ne faut toutefois pas négliger le fait que l'évolution théorique d'un économiste peut le faire passer d'un courant de pensée à un autre, et que son attribution à l'une ou à l'autre de ces écoles dépend ainsi de la date de l'article ou du volume considéré (4).

Pour situer avec précision le renouveau de la théorie keynésienne au sein de cette grande diversité d'opinions, il importe de caractériser brièvement les principales d'entre-elles, notamment en rapport avec la conception particulière qu'elles se font de la loi de Say et du principe de la demande effective.

*Le courant gauchiste* : *Radical Economics* et libéraux de gauche américains

Ce courant recouvre un vaste marais d'opinions qui va du récent ouvrage de Galbraith, *La Science économique et l'intérêt général*, au premier manuel "gauchiste" d'économie politique paru aux Etats-Unis (5). On peut y ajouter certains économistes français publiant dans la collection *Economie en liberté* (6).

Sur le plan de la théorie économique, ce courant de pensée ne de distingue guère du courant marxiste orthodoxe dont il est issu, notamment pour ce qui a trait au renversement de la loi des débouchés et son remplacement par le principe de la demande effective (7).

La position de ces économistes est résumée en ces termes par Hunt et Sherman :

> La loi de Say avait été attaquée auparavant par des économistes non orthodoxes du genre de Malthus et de Marx. Keynes, cependant l'attaqua systématiquement en utilisant les respectables instruments des économistes classiques et néo-classiques (...). Keynes admet que le capitalisme peut connaître le chômage ou l'inflation. Bien qu'il soit conscient de ces problèmes (dont l'existence était niée par Say) il croit qu'un renouvellement des politiques gouvernementales peut les résoudre à l'intérieur du système capitaliste. Marx a fait la même attaque critique à l'encontre de la loi de Say (et ceci bien avant que Keynes soit né) pour prouver que le capitalisme est sujet à des crises périodiques de chômage. Contrairement à Keynes cependant, il prétendait que ces éléments ne pouvaient être combattus par des réformes mais uniquement grâce au remplacement complet du capitalisme par le nouveau système économique du socialisme.(8)

*Les marxistes orthodoxes*

Ces théoriciens sont fondamentalement en accord avec cette manière de voir et postulent tous l'antériorité de la critique marxiste de la loi des débouchés sur la critique keynésienne; ils en tirent aussi les mêmes conclusions. Paul Mattick, par exemple, écrit dans le premier chapitre de son *Marx et Keynes* :

> C'est le rejet par Keynes de la "loi du marché" due à Jean-Baptiste Say qui confère à sa théorie un cachet "révolutionnaire". Près de soixante-quinze ans plus tôt cependant, Marx faisait déjà observer qu'une expansion accélérée du capital permet d'accroître l'emploi. (...)
>
> Il existe certes un rapport entre Marx et Keynes.(...) Les deux hommes se penchèrent l'un et l'autre sur le dilemme devant lequel le capitalisme se trouve placé en cas de baisse du taux de formation du capital. Mais, là où Keynes diagnostiquait un manque d'incitation à investir, Marx allait radicalement à la racine des choses : le caractère de la production en tant que *production de capital*.(9)

L'économiste hongrois Erdös, dans un très récent article, reprend la même démarche quant au remplacement de la loi de Say par le principe de la demande effective dans la théorie économique non-marxiste. A propos d'une critique de la loi des débouchés due à F.v. Wieser, Erdös écrit :

> Elle a été écrite 100 ans après l'éclatement de la première crise générale de surproduction, et exactement 65 ans après la publication par Marx de "Zur Kritik der politischen Ökonomie", qui contenait une réfutation très claire du dogme de Say.(10)

De ce fait, l'influence keynésienne sur les théoriciens marxistes est restreinte, pour ne pas dire nulle, notamment dans le domaine de la théorie monétaire (11).

*L'Ecole néo-keynésienne de Cambridge*

Ce groupe restreint, mais très influent, forme la gauche keynésienne. Ses recherches sont essentiellement axées sur des problèmes de croissance et de répartition. Légataire de l'héritage du maître de Cambridge, ce courant de pensée a repris à son compte la totalité de la *Théorie Générale*, en "gauchissant" notablement les conclusions de Keynes, particulièrement dans le domaine du rôle de l'Etat dans la régularisation de la demande globale. Joan Robinson, ancienne collaboratrice de Keynes, est avec Kalecki, Kaldor et Pasinetti, la principale inspiratrice de cette école très vivace. Sans être aussi systématique dans la critique que le courant du "renouveau keynésien", les membres de l'Ecole de Cambridge s'inquiètent des tentatives de récupération de la *Théorie Générale* par l'Ecole néo-classique américaine (12) :

> Une nouvelle orthodoxie fut rapidement établie par un moyen simple. La loi de Say fut remplacée par l'hypothèse qu'une politique économique keynésienne bien conduite permet à l'investissement de rester à un niveau qui absorbe l'épargne de plein emploi. Le reste des doctrines des néo-classiques pouvait alors être ressuscité.
>
> Les néo-néo-classiques, toutefois, semblent ne pas s'être rendu compte de quelques sérieuses contradictions dans la vieille présentation qui rendent insatisfaisante la nouvelle synthèse.(13)

Mrs Robinson ajoute dans un chapitre de sa *Philosophie économique* intitulé "La révolution keynésienne" :

> L'idée qu'il est possible d'atteindre le plein emploi est devenue, comme Keynes y songeait à certains moments, la nouvelle défense du *laissez-faire*. Il n'y a plus qu'à faire disparaître un des défauts manifestes du système d'entreprises privées et il deviendra une fois de plus un idéal.(14)

L'ouvrage de Davidson, *Money and the Real World*, s'inspire largement de cette tradition cambridgienne dans sa critique vigoureuse de l'Ecole néo-classique américaine. Refusant d'utiliser les instruments d'analyse de cette école pour réfuter son interprétation erronée (15), Davidson tente un retour à la pureté originale de la théorie keynésienne, dans le prolongement des travaux néo-keynésiens de Cambridge.

L'ouvrage de Davidson n'est pas consacré à de subtiles discussions théoriques relatives aux conditions de validité de certaines hypothèses spécifiques ni à la recherche d'erreurs de logique dans le modèle néo-classique. Au contraire, l'auteur de *Money and the Real World* concentre tout son réexamen de la théorie économique actuelle sur trois points essentiels, cadre général trop souvent oublié par l'Ecole néo-classique. Issu directement de la *Théorie Générale* de Keynes et du *Risk, Uncertainty and Profit* de Knight, ces trois éléments sont résumés en ces termes par Davidson :

> Dans le monde réel [par opposition au monde irréel du modèle d'équilibre général]
>
> 1. le futur est incertain (dans le sens où Keynes et Knight utilisent ce terme)
> 2. toute production nécessite un laps de temps et par conséquent, si cette production survient dans une économie connaissant la division

du travail, quelqu'un doit contracter aujourd'hui un engagement impliquant une exécution et un paiement dans un futur incertain, et,

3. les décisions économiques sont prises à la lumière d'un passé inaltérable et dans la perspective d'un futur perfide.(16)

Les notions de temps, d'incertitude et de risques, sous-jacentes à la notion de demande effective réapparaissent ainsi au premier plan de la démarche de Davidson (17). Cet ouvrage forme tout naturellement le complément et le contrepoids indispensable aux critiques de Clower et de Leijonhufvud.

Ces deux approches critiques du courant dominant seront les deux axes principaux du réexamen du principe de la demande effective et de la loi de Walras entrepris dans les chapitres 6 et 7.

*L'Ecole néo-classique (la contre-révolution keynésienne) et le courant du "renouveau keynésien"*

L'Ecole néo-classique englobe une très large majorité des économistes américains et européens dont le point de vue est *la* science économique. *Nolens volens*, la plupart des grands noms de la théorie économique actuelle en font partie : la liste indicative du tableau 6-1 en est le témoin.

Tout comme Alfred Marshall avait tenté de synthétiser la science économique de son temps, écartelée entre la théorie classique de la valeur et la théorie de la valeur fonction de l'utilité marginale, le courant néo-classique américain a tenté une synthèse nouvelle entre la théorie "classique", au sens keynésien du terme (18), et la théorie keynésienne.

Il s'agissait en fait pour cette école de récupérer l'impulsion keynésienne en la faisant passer pour un cas particulier de la théorie classique à laquelle elle n'aurait jamais cessé de se rattacher. Alors que Keynes considérait la théorie classique et walrasienne comme un cas particulier de sa propre théorie *générale*, l'Ecole néo-classique a tenté paradoxalement d'accréditer

la thèse selon laquelle la démarche keynésienne n'est en définitive qu'un cas *particulier* de la théorie classique qui, elle, englobe la totalité des situations analytiques possibles.

L'Ecole néo-classique entendait ainsi désamorcer la révolution keynésienne par une fausse synthèse qui éliminait systématiquement tous les éléments "gênants" de la *Théorie Générale* que Keynes avait précisément introduits pour remédier à l'impuissance de l'analyse classique et walrasienne. Il s'agit notamment des notions de temps, de prévisions, d'information des échangistes sur un marché, qui jouent un rôle *fondamental* dans la théorie de la demande effective.

Au sein de ce courant de la "contre-révolution keynésienne"(19), il est possible de distinguer deux tendances - divergentes sur certains points de doctrine - mais fondamentalement en accord sur les rapports entre la théorie classique et la *Théorie Générale*. L'une peut être qualifiée de "révolutionnaire orthodoxe"; l'autre constitue une "résurgence néo-classique". Ces deux appelations empruntées à Leijonhufvud (20) et à Eisner (21) ne reflètent en fait qu'une différence de degré dans cette tentative de réduction de la théorie keynésienne à un cas particulier de la théorie classique.

Ces deux groupes utilisent l'un et l'autre le "modèle standard" *IS-LM* de Hicks-Hansen pour synthétiser la démarche keynésienne; seules diffèrent le degré d'élasticité et la vitesse d'ajustement attribués à chacune des variables retenues. Le premier paragraphe du chapitre 6 analysera de quelle manière ces deux courants d'opinion surmonteront leurs désaccords pour déboucher sur une double conclusion dont chacun des termes convenait à l'une des deux tendances.

Pour les uns ("résurgence néo-classique"), le modèle proposé dans la *Théorie Générale* n'est qu'un *cas particulier* de la théorie classique obtenu par l'introduction de certaines hypothèses restrictives, notamment dans le domaine des salaires. Pour les autres ("révolutionnaires orthodoxes"), le cas particulier illustré par la *Théorie Générale* ne renouvelle pas non plus l'analyse théorique classique, mais se révèle extrêmement utile sur le plan pratique; son utilisation permet en effet de mieux comprendre la réalité économique que le modèle de l'équilibre général.

Ni les uns ni les autres n'acceptent le renouveau *théorique* apporté par Keynes, même si les "révolutionnaires orthodoxes" reconnaissent une certaine valeur à l'apport keynésien dans le domaine de la politique économique.

Dans le premier groupe, on peut inscrire de grands noms comme Hicks, Patinkin, Kuenne et Solow.

Dans le second groupe se retrouvent nombre d'économistes se réclamant de l'héritage keynésien, mais qui, tout en reconnaissant pleinement son utilité sur le plan de la politique économique, sont en totale contradiction avec la *Théorie Générale* sur certains problèmes théoriques essentiels. Ackley, Allen, Dernburg, Klein, Samuelson en sont les représentants les plus éminents.

Cette Ecole néo-classique, héritière en celà des Classiques et du courant walrasien, se rebelle contre une théorie soucieuse avant tout de cohérence externe et d'adéquation à la réalité. Pour elle, la cohérence interne d'un modèle d'économie pure, hors du temps et de l'espace, est à ce prix.

André Barrère, éminent connaisseur de la pensée keynésienne, a écrit en 1974 des lignes extrêmement violentes à l'encontre de cette tentative de récupération :

> (...) La tentative effectuée par certains néo-classiques pour montrer qu'il n'existe entre la théorie de Keynes et la leur que des différences de choix dans les hypothèses de départ, sous-entend qu'il n'y a pas, entre les deux systèmes d'interprétation, de différence sensible sur les points fondamentaux que constituent : le cadre d'analyse, la signification des variables, le sens des relations entre variables et la conception de l'équilibre. Or sur ces quatre points, qui caractérisent d'une manière déterminante la théorie keynésienne par rapport à la théorie classique, les "conciliateurs" font preuve d'un mutisme déconcertant ou d'un oubli regrettable. A tel point que leur essai d'absorption de la théorie keynésienne, loin d'en faire un cas particulier de la théorie néo-classique, n'aboutit qu'à une fausse synthèse ne constituant, au mieux, qu'un amalgame douteux de quelques éléments vidés de leur contenu et témoignant d'une méconnaissance profonde - ou d'un oubli regrettable - de ce qui constitue l'essentiel de la théorie que l'on désire absorber.(22)

Le rôle fondamental et novateur du principe de la demande effective devait être considérablement atténué à l'aide du même procédé. Les éléments prévisionnels qui y étaient liés ne pouvaient en aucune manière cohabiter avec la théorie néo-walrasienne de l'équilibre. La connaissance certaine, l'interdépendance parfaite, l'équilibre instantané et stable des Néo-classiques étaient incompatibles avec les anticipations, la causalité, l'incertitude et la multiplicité des situations d'équilibre inhérents à la *Théorie Générale*.

Ainsi, le raisonnement à l'équilibre et la loi des débouchés réapparaissaient une fois encore au premier plan de la théorie économique. Il s'agira d'examiner avec attention les moyens qui seront utilisés par les auteurs néo-classiques pour fausser progressivement le principe de la demande effective, et faire leur contre-révolution keynésienne au moyen d'un retour - apparemment savant et subtil - aux vieux démons de la théorie pure de Walras.

La contestation a surgi à l'intérieur même de ce courant néo-classique. Robert Clower dès 1962 (23) et surtout Axel Leijonhufvud dès 1968 (24) ont lancé de violentes attaques contre le traitement discutable et les distorsions manifestes que l'on apportait à l'interprétation de la *Théorie Générale*.

Cette vigoureuse réaction du courant du "renouveau keynésien" facilite l'examen de la tentative d'absorption de la *Théorie Générale* par l'Ecole néo-classique. Les travaux de Clower et de Leijonhufvud entreprennent cette critique "de l'intérieur", au moyen des mêmes outils, que Hicks ou Patinkin, pour ne citer que deux auteurs parmi les plus célèbres.

La conjonction de ce "renouveau keynésien" et de la critique de Davidson permettra de verser les derniers éléments disponibles à l'épais dossier du conflit séculaire entre la loi des débouchés et le principe de la demande effective.

Dans le cadre de ce conflit, la principale hérésie néo-classique contre laquelle il est nécessaire de lutter est celle qu'illustre une citation de Kuenne :

> Le défi keynésien fondamental est tout à fait clair : il repose sur l'hypothèse qu'un excédent de l'offre de main-d'oeuvre ne peut être corrigé par la flexibilité du taux de salaire nominal.(25)

La réduction du renouveau keynésien à une simple question de rigidité des salaires nominaux allait naturellement permettre aux Néo-classiques d'affirmer, que mis à part cette modeste modification d'une hypothèse de fonctionnement du marché du travail, le reste de la théorie keynésienne était en parfait accord avec la théorie classique et walrasienne. A en croire ces auteurs, et comme l'écrit Hines :

> Il ne serait pas exagéré (...) de dire que l'opinion dominante considérait que, tant qu'il s'agissait de théorie pure, Keynes aurait été bien avisé de ne pas écrire la *Théorie Générale*. Il aurait dû écrire une note dans l'*Economic Journal* (ou peut-être de façon plus appropriée une lettre au *Times*) en faisant l'observation, plutôt évidente, que dans les économies capitalistes modernes, les salaires sont rigides à la baisse.(26)

Si l'on rattache cette boutade au conflit entre la loi des débouchés et le principe de la demande effective, on constate que les résultats auxquels ont abouti les économistes néo-classiques sont pour le moins étonnants. Axel Leijonhufvud résume ainsi cette démarche de l'"école dominante" qu'il s'agira d'analyser et surtout de réfuter dans les chapitres 6 et 7 :

> (...) selon une appréciation récente, le "Keynésianisme" implique l'acceptation tacite de la traditionnelle Théorie des marchés [c'est-à-dire de la loi des débouchés], sous la condition restrictive que le système économique contemporain correspond à un "cas spécial" de cette théorie, - à savoir celui qui suppose des salaires rigides. Le contraste est violent avec la démarche de Keynes qui s'était efforcé de s'attaquer aux fondements de cette théorie.(27)

*L'Ecole de Chicago : le courant monétariste*

Alors que l'Ecole néo-classique tentait une récupération de la *Théorie Générale*, le courant monétariste de Chicago se déclarait en opposition avec les principes fondamentaux de la pensée keynésienne. Dans le cadre de la recherche de l'équilibre économique, par le biais de la loi des débouchés,

l'Ecole classique affirmait que les ajustements se faisaient uniquement par les variations des prix et des salaires, dans l'hypothèse d'un plein emploi permanent.

Pour Keynes, les ajustements se font essentiellement par le biais des quantités (revenu), dans l'hypothèse d'une relative fixité des salaires et des prix (28).

Milton Friedman et les monétaristes de l'Ecole de Chicago ont exploré une troisième voie médiane, plus proche de l'enseignement classique que de l'enseignement keynésien. Pour ces théoriciens, une politique adéquate de l'offre de monnaie est seule capable de faire varier le niveau du revenu monétaire. Friedman est ainsi à l'opposé de la théorie keynésienne en termes de revenu et de dépenses qui affirme que seule une variation autonome de l'investissement ou des dépenses est capable de modifier le revenu nominal.

L'Ecole néo-classique tente une réhabilitation de la vieille théorie quantitative dans son essai de synthèse des systèmes classique, walrasien et keynésien, en restant fidèle aux schémas de l'équilibre général. L'Ecole monétariste, en revanche, fixe exclusivement sa démarche sur l'analyse des variations de la masse monétaire. Friedman, par exemple, attribue à la demande de monnaie le rôle de cause initiale de *tous* les mouvements économiques. Seule une politique exclusivement monétaire permet de maîtriser la conjoncture, sur la base de la logique de la théorie quantitative. Finalement, la critique de la théorie keynésienne par le courant néo-classique apparaît beaucoup plus dangereuse, parce que plus systématique, que la critique des monétaristes exclusivement menée à partir de la demande de monnaie. De plus, ce rôle fondamental accordé à la masse monétaire par l'Ecole de Chicago exclut de son champ de recherches toute référence à la notion keynésienne de demande effective.

*Le libéralisme anti-keynésien*

Le seul mérite de ce courant de pensée assez hétéroclite est de compter à peu près exclusivement au nombre de ses membres des auteurs auxquels s'appli-

que une célèbre boutade de Keynes. Parlant du caractère novateur de ses thèses, celui-ci écrivait :

> La difficulté n'est pas de comprendre les idées nouvelles, elle est d'échapper aux idées anciennes qui ont poussé leurs ramifications dans tous les recoins de l'esprit des personnes ayant reçu la même formation que la plupart d'entre-nous.(29)

En effet, la caractéristique principale de ces économistes libéraux et anti-keynésiens, de la même génération que Keynes, est de ne pas avoir réussi à fournir "le long effort d'évasion (...) pour échapper aux formes habituelles de pensée et d'expression"(30).

De par la nature des choses, cette catégorie d'économistes est en voie de disparition. Elle fut néanmoins très agissante jusqu'au début des années 1960. Sa position à l'égard de la *Théorie Générale* en général et du principe de la demande effective en particulier peut se résumer en une phrase empruntée à Hazlit, l'un des plus farouches et des plus prolixes parmi les libéraux anti-keynésiens :

> Je n'ai pas trouvé [dans la *Théorie Générale*] une seule doctrine qui soit vraie *et* originale; ce qui est original dans ce livre n'est pas vrai; et ce qui est vrai n'est pas original.(31)

Inquiets de l'impact d'un ouvrage dont ils n'avaient su assimiler le contenu novateur, les libéraux anti-keynésiens entreprirent de réfuter tous les éléments théoriques non conformes à la stricte orthodoxie classique. L'un des points les plus controversés a été l'affirmation keynésienne de la rigidité à la baisse des salaires nominaux. Bien qu'évidente pour tous dans la réalité, elle n'en était pas moins niée au nom d'un retour à la flexibilité qui seule permettait de lutter efficacement contre la crise et le chômage. Viscéralement opposés aux syndicats qui sont pour eux la source de tous les dérèglements des mécanismes classiques (32), ces économistes furent épaulés, et parfois même publiés, par des organisations patronales satisfaites de trouver une justification "théorique" à leurs attaques contre les organisations ouvrières. Certains libéraux anti-keynésiens allèrent même jusqu'à taxer la *Théorie Générale* de"théorie bolchevique" (33).

Un certain nombre d'exemples précis permettent de comprendre la situation difficile de ces théoriciens, luttant à armes inégales contre la vague de fond déclenchée par Keynes. Ils perdirent complètement de vue la réalité économique et s'égarèrent dans d'innombrables contradictions, en avançant des arguments éculés que Say lui-même n'aurait pas osé utiliser dans sa querelle avec Malthus et Sismondi. Les quelques exemples suivants sont extrêmement révélateurs :

- Seule une parfaite flexibilité des salaires nominaux est capable d'assurer le plein emploi; les syndicats ouvriers sont criminels de s'opposer à ce mécanisme économique naturel (Hazlit, Hutt, Rueff, Mises, Anderson et Knight).
- Les prix sont les seuls régulateurs objectifs de la conjoncture, à l'exclusion de toute intervention sur les quantités par l'intermédiaire du revenu (Hutt, Anderson, Rueff).
- Parler de crise *générale* de surproduction est un non-sens; il n'existe que des crises sectorielles, indispensables au maintien d'une économie saine (Anderson, Hutt).
- La monnaie n'est qu'un voile (Hutt).
- Une politique d'accroissement du pouvoir d'achat pour résorber le chômage est immanquablement source d'inflation (Hayek, Mises, Hutt, Knight).
- Parler d'équilibre de sous-emploi est une contradiction dans les termes (Hazlit, Hutt, Rueff).
- La *Théorie Générale* n'est qu'un cas particulier de la théorie classique en raison de l'introduction d'une condition supplémentaire postulant la rigidité à la baisse des salaires nominaux (Rueff).
- La notion de demande effective n'a aucun sens car une demande est toujours solvable sinon elle n'existerait pas. Une politique de stimulation de la demande effective débouche immanquablement sur l'inflation (Hazlit).
- Epargner, c'est investir (Hutt).
- Raisonner à l'aide d'agrégats revient à élever au rang de principe le sophisme de composition (Anderson, Hutt).

- La loi des débouchés "affirme qu'il y aura toujours une *tendance* à l'équilibre à condition qu'il y ait une libre concurrence avec des prix et des salaires fluides et flexibles (...). Il est vrai que la loi de Say n'est pas *explicitement* utile à la résolution de problèmes économiques spécifiques, *à condition que son exactitude soit tacitement admise*. Les mathématiciens cessent rarement d'affirmer que deux et deux ne font pas cinq. Ils ne construisent pas de solutions élaborées pour résoudre des problèmes complexes qui seraient bâtis sur une telle contre-vérité. Mais lorsque quelqu'un affirme que deux et deux font cinq, ou qu'une dépression est le résultat d'une surproduction générale sur tous les marchés, il est nécessaire de lui rappeler son erreur"(34).

Ces exemples pourraient être multipliés à l'envi mais sans apporter grand-chose sur le plan théorique. Keynes n'avait en tout cas rien à craindre de ces partisans acharnés d'une argumentation que Say lui-même avait finalement abandonnée lors de la querelle des débouchés. Composé d'hommes nés pour la plupart au siècle passé, ce courant libéral anti-keynésien n'inquiéta jamais sérieusement ni Keynes ni ses successeurs. Certains survivants, toutefois, continuent inlassablement de répéter la même argumentation, en faisant endosser à Keynes la responsabilité de tous les problèmes économiques actuels (35).

# CHAPITRE 6 : LA CONTRE-RÉVOLUTION DE L'ECOLE NÉO-CLASSIQUE, OU LE TRIOMPHE DE LA COHÉRENCE INTERNE

Ce chapitre met en relief les différentes méthodes utilisées par l'Ecole néo-classique (ou néo-walrasienne) dans sa tentative de récupération de la *Théorie Générale* (par. 1). L'examen très précis du cadre théorique (par. 2) dans lequel s'effectue l'analyse des différentes interprétations de la loi de Say débouche sur une résurrection de la loi de Walras, dans la logique d'une économie de troc (par. 3). Ce chapitre se termine par un réexamen du rôle de la monnaie-numéraire dans le modèle d'équilibre général par rapport aux fonctions spécifiques de la monnaie dans une économie monétaire (par. 4). La tentative de remplacement de la notion de demande effective par la loi de Walras ne se montre finalement possible que dans une économie de troc.

## Par. 1.- La tentative de réduction de la *Théorie Générale* à un cas particulier de la théorie classique

La théorie keynésienne - et particulièrement sa critique de la loi des débouchés - trouve paradoxalement l'essentiel de son inspiration dans la théorie de Marshall et de Pigou. Les chapitres précédents ont démontré que le modèle keynésien est nourri de cette tradition du raisonnement "à l'équilibre", quand bien même la *Théorie Générale* a pour principal objectif de résoudre les problèmes de déséquilibre.

Issue de cette tradition, la *Théorie Générale* a été soumise dès sa publication à des tentatives de récupération de la part de ce courant, alors dominant. L'article fondamental de Hicks - écrit en automne 1936 - a été le point de départ d'un débat-fleuve qui visait à faire réintégrer à la *Théorie Générale* le giron classique dont elle était issue, et dont elle cherchait à se distancer (1). En bref, cette dispute, qui dure encore aujourd'hui, tend à

réduire à quelques éléments théoriquement peu importants les différences fondamentales entre le modèle néo-classique et le modèle keynésien. La réintégration de la *Théorie Générale* dans le modèle d'équilibre général, considéré paradoxalement comme plus général parce que moins empirique, devenait, pour une forte majorité d'économistes, le seul garant de la valeur théorique de l'ouvrage de Keynes. Une fois encore, le souci de cohérence interne d'un modèle économique allait l'emporter sur sa cohérence externe et son adéquation à la réalité.

Ces tentatives de récupération ont emprunté deux voies qui correspondent approximativement aux deux courants de pensée qui composent l'Ecole néo-classique. *La réintégration par les modèles* est tentée par les partisans de la "résurgence néo-classique" alors que les "révolutionnaires orthodoxes", plus pragmatiques, semble-t-il, acceptent les solutions de la *Théorie Générale* comme guide de politique économique, tout en ne cachant pas leurs doutes, sur le plan théorique, quant à la généralité du modèle keynésien.

*La réintégration par les modèles* est la tentative la plus proche de la tradition walrasienne. Par le biais du modèle d'équilibre général hérité de Walras et considérablement perfectionné, les partisans de cette "résurgence néo-classique" ont tenté, à force de dénaturer la pensée de Keynes, de lui faire réintégrer à tout prix le modèle classique. En d'autres termes, ils cherchaient à éliminer tous les éléments typiquement keynésiens, incompatibles avec le modèle d'équilibre général, stable et instantané. C'est ce qu'il s'agit d'établir.

Ces auteurs soutiennent que la *Théorie Générale* n'est qu'un cas spécifique d'une théorie plus générale à laquelle Keynes se serait contenté d'apporter quelques restrictions : rigidité des salaires nominaux, illusion monétaire, trappe à liquidité, reformulation de la fonction d'épargne, etc. Bref, tous les éléments essentiels du schéma keynésien directement liés aux incertitudes, aux anticipations, à l'irrationalité du comportement des sujets économiques étaient éliminés, pour permettre un retour au modèle de l'équilibre général. Toutes les critiques fondamentales adressées par Keynes à la théorie classique sont relativisées, voire écartées. La démarche de Keynes est finalement

considérée, sur le plan théorique, comme dépendante d'hypothèses de base paradoxalement trop particulières pour s'appliquer à la généralité des cas. Comme le remarque Fitoussi, "une théorie qui postule l'irrationalité des comportements, dépend de la spécificité de ses hypothèses et ne peut s'appliquer qu'à une faible fraction des éventualités ouvertes au champ théorique"(2).

La critique est à peine croyable, mais elle éclaire une nouvelle fois, d'une manière très crue, les fondements théoriques et méthodologiques de la divergence fondamentale entre la loi des débouchés et le principe de la demande effective : recherche-t-on un modèle *théoriquement* apte à résoudre toutes les situations analytiquement possibles ? Dans ce cas, il faut choisir la théorie de l'équilibre général. Recherche-t-on, au contraire, un modèle pratiquement en mesure d'apporter des solutions aux problèmes courants de la réalité économique ? Il faut alors opter pour la théorie keynésienne, *même* si la rigueur analytique du modèle doit en souffrir. Malthus et Sismondi connurent la même mésaventure lors de la querelle des débouchés. Au nom de la logique rigoureuse du modèle classique, leurs recherches sur le principe de la demande effective furent sévèrement condamnées par Ricardo; et pourtant l'adéquation à la réalité de la théorie de ces deux auteurs était supérieure à celle du courant orthodoxe.

Le centre du débat est ainsi clairement délimité; l'une ou l'autre de ces positions impliquant une conception différente du statut scientifique de la théorie économique. Une *science économique*, apparentée aux sciences *exactes*, pour laquelle la vérité d'une théorie est un critère *logique*, s'oppose à une *économie politique*, science *sociale*, dont le critère de "vérité" est l'expérience et l'adéquation au réel (3). La théorie de l'équilibre général est l'expression la plus parfaite de la science économique, alors que la *Théorie Générale* se rapproche sans conteste d'une théorie économique soucieuse de répondre aux interrogations que lui adresse la réalité.

La seconde tendance, apparue au cours de cette discussion sur les rapports entre "Keynes et les Classiques", est paradoxalement illustrée par nombre d'auteurs considérés comme des Keynésiens. Ces *révolutionnaires orthodoxes* reconnaissent, grâce à de multiples démonstrations logiques, le manque de

généralité de la *Théorie Générale*. Néanmoins, une autre évidence, liée à l'efficacité des schémas keynésiens au niveau de la politique économique, les oblige à reconnaître un caractère réellement "révolutionnaire" à la *Théorie Générale*. Cette utilisation empirique d'un système dont le cadre théorique est considéré comme déficient, conjuguée avec une reconnaissance explicite du modèle classique comme seul cadre d'analyse réellement général, allait pousser les "keynésiens orthodoxes" à tenter l'impossible réintégration de la *Théorie Générale* dans la théorie néo-classique. La méthode utilisée est simple, mais ses résultats sont de peu de valeur. Il suffisait à des auteurs comme Ackley, Allen, Dernburg, Samuelson ou Kuenne de démontrer que les différences entre les deux modèles n'étaient pas irréductibles pour que, *sur le plan théorique*, l'analyse classique puisse récupérer la théorie keynésienne.

Alors qu'au niveau de la critique par les modèles les auteurs insistent sur les points de divergence entre les deux théories, le courant des "Keynésiens orthodoxes" tente de les minimiser, au nom de la quête d'une nouvelle synthèse entre un modèle théorique satisfaisant et une démarche empirique également satisfaisante. Mais cette tentative de synthèse portait en elle les causes de son échec, car *seule* une déformation de la théorie keynésienne permettrait de lui faire regagner le giron classique et walrasien. Cette démarche impliquait l'élimination systématique de tous les éléments que Keynes avait précisément intégrés à sa *Théorie Générale*, pour la distinguer de la "théorie euclidienne" du raisonnement "à l'équilibre".

L'intégration d'une analyse essentiellement soucieuse d'ajustements par le revenu et les quantités à un modèle exclusivement maintenu en équilibre par une complète flexibilité des prix et des salaires tenait de la quadrature du cercle. Il s'agit d'examiner comment cet impossible pari a échoué, et notamment quels rôles ont été appelés à jouer les deux axes principaux de ces deux démarches, la loi des débouchés et le principe de la demande effective.

## A. Les principales options de l'exégèse néo-classique de la *Théorie Générale*

Dans le chapitre introductif de ses *Keynesian Economics and the Economics of Keynes*, Leijonhufvud dégage les trois principales lignes de force qui forment l'armature de la critique post-keynésienne de la *Théorie Générale*. La quasi-totalité des distorsions apportées par les "Keynésiens" à l'oeuvre du maître de Cambridge se rattachent en effet à l'un des trois points suivants :

- la sous-estimation du niveau analytique de la *Théorie Générale*;
- la sous-estimation du rôle du *Traité sur la monnaie* dans la compréhension de la *Théorie Générale*;
- la relative incompréhension de l'importance de la monnaie dans la *Théorie Générale* (4).

### 1. L'attitude à l'égard des capacités analytiques de Keynes

Après une traditionnelle allusion liminaire à l'intelligence supérieure de l'auteur de la *Théorie Générale*, de nombreux commentateurs adoptent une attitude condescendante à l'égard des capacités analytiques de Keynes. Il est vrai que la forme de la *Théorie Générale* a donné lieu à des critiques parfaitement fondées. Pourtant, et c'est là qu'apparaissent les premières manifestations de la tentative de récupération de la théorie keynésienne, certains exégètes adoptent une attitude excessivement critique à l'égard de Keynes en tant que théoricien. Ces auteurs ne mettent pas en doute le rôle important des principales thèses de Keynes, mais ils éliminent, ou minimisent d'une manière curieuse, des éléments qu'ils jugent secondaires en raison de leur superfluité dans le modèle revenu-dépenses dont ils ont fait la représentation-type de la théorie keynésienne. Ce modèle est ensuite synthétisé au moyen du schéma *IS-LM* (5).

Il est en effet étrange de constater que certains chapitres de la *Théorie Générale* sont considérés comme "géniaux", alors que d'autres - et parmi les plus déroutants *sur le plan théorique* - donnent lieu à des commentaires exagérément critiques. Ainsi en va-t-il des chapitres 16 et 17 concernant les problèmes controversés du capital et des "propriétés essentielles de l'inté-

rêt et de la monnaie". Hansen affirme crûment que "ces chapitres constituent en fait une nouvelle parenthèse et peuvent très bien être omis sans rien sacrifier du principal"(6).

Ce jugement est pour le moins étonnant à propos de chapitres dont Lerner souligne au contraire qu'ils expriment "au total l'idée très importante que la monnaie perdrait sa qualité essentielle, à savoir une stabilité raisonnable du pouvoir d'achat, si les salaires nominaux perdaient leur rigidité"(7).

Klein adopte un point de vue semblable à celui de Hansen lorsqu'il écrit - à propos de la courbe d'offre de travail - qu'une "fois de plus, comme dans le *Traité*, Keynes n'a pas réellement compris ce qu'il avait écrit et a choisi le mauvais cheval pour démontrer son innovation"(8). Klein est, de plus, parmi les premiers "Keynésiens" à considérer que "la définition du chômage involontaire" n'est pas essentielle à la signification théorique de la *Théorie Générale* (9). Le procédé consistant à évacuer purement et simplement le renouveau théorique de l'impulsion keynésienne, au profit d'une *Théorie Générale* considérée comme un cas particulier du modèle classique, s'affirmait déjà très clairement chez de jeunes économistes des années 1940 (10).

Cette tendance à insister sur certains chapitres particuliers, et à négliger d'autres passages "théoriquement sans importance", est allée en se renforçant. La représentation courante de la *Théorie Générale*, par le modèle "revenu-dépense" et le graphique *IS-LM*, marque l'aboutissement contemporain, au niveau des manuels de science économique, d'une tendance sensible dès 1936-37. Le choix des passages "à négliger" ne relève pas du hasard mais procède fondamentalement de la "logique de récupération" de l'Ecole néo-classique. Par ce choix, peut-être inconscient, mais très révélateur quant à la conception du discours économique, les auteurs de ces manuels livrent aux étudiants une *Théorie Générale* aseptisée, privée d'une bonne part des traits que Keynes destinait au modèle classique. La plupart des exégètes décrivent la *Théorie Générale* telle qu'elle aurait dû être pour correspondre à leur schéma néo-classique, et non pas telle qu'elle est réellement.

## 2. La sous-estimation de la continuité entre le *Traité* et la *Théorie Générale*

La réorientation des préoccupations de Keynes entre les recherches du *Traité* et la publication de la *Théorie Générale* apparaît à beaucoup d'auteurs post-keynésiens comme la preuve d'une relative inconsistance de la pensée keynésienne. Comment un auteur, "brûlant ainsi ce qu'il avait adoré", pourrait-il être pris réellement au sérieux ? Il semble qu'il faille plutôt considérer - avec Leijonhufvud - que la "rupture" entre le *Traité* et la *Théorie Générale* est beaucoup plus une réappréciation de l'ordre de priorité des problèmes à résoudre qu'un renversement des thèses soutenues jusqu'aux environs de 1930 (11).

Deux remarques préliminaires doivent être faites avant de préciser les liens entre ces deux ouvrages. D'une part, est-il concevable d'affirmer un complet abandon des idées fondamentales d'un livre sur lequel - selon ses propres termes - Keynes avait peiné plus de cinq ans ? D'autre part, et c'est peut-être là que se trouve une bonne part de l'explication de l'attitude des "Keynésiens" à l'égard du *Traité*, la préoccupation de résoudre un problème urgent de politique économique a poussé Keynes à se montrer plus provocant qu'il le fallait à l'adresse de son oeuvre antérieure. Cette méthode, fort peu "académique", a heurté ses contemporains, alors qu'il n'y voyait qu'un moyen de faire reconnaître, le plus rapidement possible, le bien-fondé de sa thèse.

A la lumière de ces remarques, il est possible de formuler trois brèves considérations de caractère général à propos des relations entre les deux ouvrages majeurs de Keynes.

Les problèmes de terminologie ne doivent pas être exagérés. Le fait que Keynes parle dans le *Traité* de l'inégalité entre l'épargne et l'investissement effectifs, lors d'une variation du revenu, n'est paradoxalement pas en contradiction avec l'égalité *I-S ex post* affirmée dans la *Théorie Générale*. Il s'agit d'un problème pédagogique, lié à la clarté de l'exposé, et non d'un problème de fond. L'égalité issue des définitions de la *Théorie Générale*, par l'intermédiaire de l'investissement involontaire, revient finalement au même que l'inégalité constatée dans le *Traité*.

De même, sur le plan très controversé de l'importance de la politique monétaire, Keynes était déjà arrivé, dans le *Traité*, à la conclusion qu'une contraction du revenu national ne pouvait être combattue efficacement au moyen de la politique monétaire alors pratiquée par la Banque d'Angleterre. Sa préférence pour une politique de relance basée essentiellement sur une politique budgétaire tenait plus, semble-t-il, à la connaissance que Keynes avait acquise de la mentalité des dirigeants de la Banque centrale anglaise qu'à une raison strictement théorique (12). Il apparaît aussi clairement dans certains articles de Keynes (13), que celui-ci attendait plus du gouvernement que de la Banque d'Angleterre. La querelle sans cesse renaissante entre les partisans de la politique monétaire et les partisans de la politique budgétaire trouverait probablement une solution si les antagonistes se référaient plus à la réalité qu'à la théorie. L'attitude de Keynes dans sa *Théorie Générale* face à l'efficacité de la politique monétaire est un excellent exemple de la relativité d'une théorie face aux impératifs institutionnels (14). Keynes avait au plus haut point cet art du compromis entre le souci de cohérence interne d'une démarche théorique et son adéquation à la réalité économique et politique.

Keynes ne croyait pas si bien dire lorsqu'il écrivait, dans sa préface à la première édition anglaise de la *Théorie Générale* :

> Le rapport existant entre ce livre et le *Treatise on Money* sera sans doute moins clair pour les lecteurs qu'il ne l'est pour nous-même; ce que nous considérons comme une évolution naturelle de la pensée dans la voie que nous suivons depuis plusieurs années apparaîtra parfois au lecteur comme un changement d'opinion déconcertant. (15)

L'abandon des "équations fondamentales", si violemment critiquées par Hayek et Hansen (16), au profit du multiplicateur d'investissement, résume clairement le passage du *Traité* à la *Théorie Générale*. Cette modification nécessite toutefois une prudente interprétation, notamment dans la perspective de la critique de la loi des débouchés au moyen du principe de la demande effective.

Les "équations fondamentales" prolongent la tradition marshallienne de l'approche par les encaisses de la théorie quantitative (17). Les ajustements aigus

s'effectuent encore par des variations du niveau des encaisses liquides, en raison de la flexibilité des prix et des salaires. Le multiplicateur d'investissement au contraire, synthétise le double renversement du modèle keynésien : d'une part, il n'y a plus exclusivement un ajustement par les prix, mais bien un ajustement essentiellement par les quantités et le revenu; d'autre part, le phénomène multiplicateur du déséquilibre initial par la relation consommation-revenu, remplace les mécanismes auto-régulateurs des Classiques(18).

Leijonhufvud souligne cette réorientation fondamentale lorsqu'il constate que dans "le court terme, le système "classique" procède aux ajustements par des fluctuations du niveau nominal des dépenses, par le biais de variations du niveau général des prix; alors que le modèle keynésien procède à ces ajustements par l'intermédiaire de variations du revenu réel"(19). De plus, dans le système macro-économique de Keynes, la classification des mécanismes d'ajustement, selon la période considérée, est renversée par rapport à celle de Marshall (20). Pour ce dernier, comme pour tous les Classiques, mais à l'inverse de Keynes, les variations du niveau général des prix garantissent l'équilibre dans la courte période, alors que les ajustements par les quantités sont liés au problème de la croissance en longue période.

Cette rupture décisive et fondamentale entraîne l'abandon définitif d'une analyse séculaire en termes de demande (ou d'offre) excédentaires de *monnaie* pour une démarche *réelle* en termes d'offre (ou de demande) excédentaires de marchandises. Cette rupture a certainement influencé les successeurs de Keynes qui affirment que, dans la *Théorie Générale*, "la monnaie est sans importance", alors que cette réorientation théorique "n'était qu'une traduction d'un langage dans un autre" comme l'écrit Leijonhufvud (21).

Un bref rappel d'un des corollaires de la loi de Walras, définie au chapitre 3 (22), facilite la compréhension de ce passage du "monétaire" au "réel". La loi de Walras postule que l'offre excédentaire de marchandises est égale à la demande excédentaire de monnaie; il ne paraît pas y avoir de renversement fondamental sur le plan théorique, car, au lieu d'examiner les déséquilibres par la lunette monétaire, Keynes les observe par la lunette "réelle". Qu'il

s'agisse d'être attentif à la demande excédentaire de monnaie (*Traité*), ou à l'offre excédentaire de marchandises (*Théorie Générale*), il ne semble pas, sur le plan de la théorie monétaire, qu'il y ait eu un retournement complet.

### 3. L'importance exacte de la monnaie dans la *Théorie Générale*

Parallèlement à ce passage d'une analyse en termes de prix et de salaires à une analyse en termes de quantités et de revenu, Keynes élimine complètement les facteurs monétaires, et notamment la théorie quantitative traditionnelle, comme moyen d'expliquer les fluctuations de courte période. Cette attaque contre la monnaie-voile était l'un des corollaires de la critique de la loi des débouchés.

La première de ces deux innovations a rapidement supplanté la seconde au cours des débats qui suivirent la publication de la *Théorie Générale*. La critique de la théorie monétaire datait déjà du *Traité*. Cela explique d'une autre manière encore la raison de l'attaque post-keynésienne contre la prétendue absence de la monnaie dans la *Théorie Générale*. Sans abandonner l'impulsion donnée au problème monétaire dans le *Traité*, Keynes infléchit d'une manière plus évidente la démarche de la *Théorie Générale* sur les développements entièrement nouveaux des ajustements par le revenu et les quantités.

Keynes réaffirme pourtant clairement dans la *Théorie Générale* qu'il se distançait de la conception dichotomique de la monnaie :

> La division de l'Economie en Théorie de la Valeur et de la Distribution d'une part et en Théorie de la Monnaie de l'autre nous paraît erronée.(23)

Cet extrait de l'introduction et le contenu du chapitre 21 tout entier suffisent à démontrer que Keynes n'avait pas abandonné son souci d'intégrer la monnaie à la théorie de la valeur. Puisqu'il pouvait renvoyer le lecteur au *Traité*, il est logique que Keynes n'ait pas insisté d'une manière aussi prononcée sur les problèmes fondamentaux de la théorie monétaire que sur le

problème du revenu et de l'emploi. Il n'allait pas reprendre à la base ce qu'il estimait avoir développé dans les deux volumes du *Traité*, qui apparaissent finalement comme un complément indispensable à la compréhension de la *Théorie Générale*.

Cet abandon de la formulation classique de la théorie quantitative était nécessaire à l'étude du rôle des prix *relatifs* dans le modèle keynésien. Sans ce rejet de la dichotomie classique entre les prix réels et les prix monétaires, le mécanisme de l'ajustement par les quantités et le revenu n'aurait pu s'imposer. Keynes ne pouvait admettre que "la demande est supposée être proportionnelle à la quantité de monnaie"(24) et qu'une demande excédentaire de monnaie implique toujours une offre excédentaire de la production, répartie d'une manière correspondante entre les sujets économiques. Sa distinction entre les biens de production et les biens de consommation l'a empêché de retomber dans cette vieille erreur déjà combattue par Cantillon (25). Ainsi Keynes ne peut-il être accusé de considérer la monnaie comme "peu importante" :

> Mais aussitôt - rappelle-t-il - qu'on en vient à chercher ce qui détermine les volumes globaux de la production et de l'emploi, la Théorie complète d'une Economie monétaire est indispensable.(26)

L'examen du modèle *IS-LM* (lettre B) permettra d'apprécier comment le courant néo-classique a éludé cette démarche pourtant indispensable à la logique de la *Théorie Générale* : l'épargne et l'investissement ne déterminent pas le taux d'intérêt, mais bien le revenu; la préférence pour la liquidité (et l'offre de monnaie) fixent le taux d'intérêt, et non le revenu nominal.

Ces trois remarques sur les problèmes d'interprétation de la *Théorie Générale* permettent de redonner une certaine unité à l'ensemble de l'oeuvre de Keynes. Une tentative d'appréciation de la *Théorie Générale*, ou de l'un de ses aspects particuliers, nécessite une lecture attentive non seulement de l'ouvrage lui-même, mais aussi du *Traité sur la monnaie*. Or, il apparaît de plus en plus

évident, à l'examen de certains manuels anglo-saxons, que la présentation de la *Théorie Générale* et de nombre de ses développements n'a plus grand-chose de commun avec l'ouvrage publié par Keynes en 1936. La théorie keynésienne de la *Théorie Générale* s'oppose à une théorie keynésienne des post-keynésiens. La boutade qui veut "qu'un ouvrage classique est un livre que plus personne ne lit puisque tout le monde le connaît", s'applique particulièrement bien à la *Théorie Générale*. De plus, la contre-publicité que Keynes a faite à son *Traité* (27) a définitivement relégué dans les oubliettes des bibliothèques universitaires cet ouvrage que Harrod considère pourtant comme "une étude en profondeur, d'une qualité magistrale, non concurrencée dans ce siècle"(28).

Ainsi, n'est-il pas étonnant de constater que, sous la double impulsion des partisans de la "résurgence néo-classique" et des "révolutionnaires orthodoxes", la *Théorie Générale* a subi des distorsions considérables, pour donner finalement naissance à un système bâtard ni vraiment classique ni vraiment keynésien. L'absence de retours périodiques aux sources et l'obsession de "remplir les boîtes vides de l'analyse économique" (29) ont abouti à ce système boiteux auquel s'applique parfaitement la remarque de Kuhn à propos de "la structure des révolutions scientifiques":

> Dans n'importe quel domaine scientifique, il y a un danger potentiel évident à ne pas remettre en question à intervalles réguliers l'orthodoxie communément admise.(30)

Les recherches de Clower, Leijonhufvud et Davidson ont répondu à l'exigence du doute systématique que Keynes avait connu à l'égard de la théorie classique. Ces trois auteurs ont permis une récente prise de conscience du fossé grandissant qui sépare "l'économique de Keynes de l'économique keynesienne".

## B. Deux exemples de "récupération" de la théorie keynésienne par le courant néo-classique : la théorie de l'équilibre général et le graphique *IS-LM*

Avant d'examiner en détail le sort réservé par les différents courants post-keynésiens à la loi des débouchés et au principe de la demande effective, il semble important de décrire à grands traits deux tentatives de "récupération" de la théorie keynésienne par l'école néo-classique : la théorie de l'équilibre général et la théorie monétaire, telle qu'elle ressort du graphique *IS-LM*. Cette double présentation permettra d'analyser la technique employée pour assimiler la théorie keynésienne à un "cas particulier" de la théorie classique; de plus, les deux exemples retenus sont en très étroite relation avec la signification profonde de la loi des débouchés et du principe de la demande effective. Cette double analyse permettra finalement de délimiter avec précision le cadre général dans lequel se dérouleront les discussions des chapitres 6 et 7.

### 1. La théorie de l'équilibre général

Toute une série d'études très sérieuses et un grand nombre de manuels anglo-saxons et français (31) procèdent couramment à une comparaison pour le moins déconcertante des modèles classiques et keynésiens. Des ouvrages comme ceux de Samuelson, Kuenne, Allen et Ackley, pour ne citer que les plus célèbres, comprennent plusieurs chapitres intégralement consacrés à démontrer que le modèle keynésien n'est qu'un cas particulier de la théorie classique. Les innovations de Keynes sont ramenées à trois ou quatre différences - théoriquement non fondamentales - au niveau des hypothèses de base.

Les ouvrages de Kuenne et d'Allen sont particulièrement typiques à cet égard; ces auteurs utilisent l'un et l'autre la méthode de la *récupération par les modèles* pour démontrer, comme l'écrit Kuenne, "qu'il devient maintenant possible, un quart de siècle ayant passé, de considérer la *Théorie Générale* comme un épisode (important) du développement continu du système général néo-classique"(32). Simultanément, ces mêmes auteurs font usage de l'autre méthode de récupération. Ils affirment que Keynes a eu le grand mérite d'at-

tirer l'attention sur les lenteurs et les difficultés d'ajustement dans les économies modernes. Kuenne s'empresse cependant d'ajouter que "dans le domaine de la théorie statique de l'équilibre général, où l'existence de forces équilibrantes, mêmes faibles, est suffisante pour produire le plein emploi, sa tentative fut essentiellement un fiasco"(33).

Ackley emprunte la même voie lorsqu'il considère le système keynésien "comme une extension et un perfectionnement - plutôt que comme un substitut - de la pensée macro-économique [classique] "(34); et il ajoute que "l'oeuvre de Keynes représente plus un prolongement qu'une révolution des idées classiques"(35).

Les ouvrages d'Ackley, d'Allen, d'Evans, de Dernburg et MacDougall (36), contiennent tous un chapitre consacré à la comparaison des modèles classique et keynésien. Cette démarche est entreprise chaque fois à l'aide de deux petits modèles de dix équations chacun. Ce double point de départ, dont il a été question au chapitre 5 (37), contient la totalité des éléments qui permettront cette pseudo-assimilation de la théorie keynésienne à la théorie classique.

Ces cinq auteurs aboutissent tous à la même conclusion, en dépit d'une symbolique différente et d'un ordonnancement variable des diverses équations : la théorie keynésienne n'apporte au modèle classique que trois modifications, dont l'importance respective est du reste très controversée.

Cette tentative de comparaison se résume aisément à l'aide du tableau 6-1 emprunté à Ackley, complété par les exposés de Allen et Evans (38). Ce tableau synthétise les conditions d'équilibre exigées par l'une et l'autre des théories, sur les marchés des produits, de la monnaie et du travail.

| Modèle classique | Type de marché | Modèle keynésien |
|---|---|---|
| | Biens et services | |
| Comportement des épargnants | | Comportement des consommateurs |
| $S = S(i)$ | Offre (1) | $S = S(Y)$ |
| Comportement des investisseurs | | Comportement des investisseurs |
| $I = I(i)$ | Demande (2) | $I = I(i)$ |
| $S = I$ | Equilibre (3) | $S = I$ |
| | Monnaie | |
| Offre exogène (Etat) | | Offre exogène (Etat) |
| $M_o = M_o$ | Offre (4) | $M_o = M_o$ |
| Théorie quantitative | | Demande globale $(M_d)$ = |
| $M_d = kPY$ | Demande (5) | $M_t + M_s = kPY + L(i)$ |
| $M_o = M_d$ | Equilibre (6) | $M_o = M_d$ |
| | Travail | |
| Plein emploi, salaires non rigides | | Salaires rigides |
| $N_d = N\left(\frac{W}{P}\right)$ | Demande (7) | $W = W_o$ |
| Fonction de production | | Fonction de production |
| $Y = Y(N_o)$ | Offre (8) | $Y = Y(N_o)$ |
| Comportement des entreprises | | Comportement des entreprises |
| $Y'(N_o) = \frac{W}{P}$ | Offre (9) | $Y'(N_o) = \frac{W}{P}$ |
| $N_o = N_d$ | Equilibre (10) | $N_o = N_d$ |

Tableau 6 - 1

En commentant ce tableau dans *L'équilibre et la croissance économiques*, Stoléru synthétise les remarques d'Ackley et d'Allen. Il présente très clairement la triple conclusion commune aux différents auteurs cités :

"- *hypothèse de la fonction de consommation* : l'épargne est déterminée par le niveau du revenu et non par l'attrait des placements.

- *hypothèse de la préférence pour la liquidité* : les individus désirent garder sous forme oisive une certaine part de leurs liquidités pour d'éventuels placements futurs, au cas où le taux d'intérêt s'élèverait.

- *hypothèse de la rigidité des salaires* : il est impossible pour les entreprises de répercuter des baisses de prix ou de débouchés sous forme de baisse de salaires nominaux"(39).

Le courant néo-classique ramène ainsi à trois le nombre des éléments réellement différents introduits dans le modèle keynésien, par rapport au modèle classique. Exception faite d'une nouvelle formulation de la fonction d'épargne - et donc de la fonction de consommation -, de l'introduction d'une demande spéculative de monnaie ($M_3$) et de la rigidité à la baisse des salaires nominaux, le reste du modèle classique peut être intégralement ressuscité. En d'autres termes, compte tenu des modifications apportées à ces trois éléments, le retour aux schémas de l'équilibre général walrasien serait possible sans plus.

Certes, les résultats obtenus par ce modèle walraso-keynésien diffèrent de ceux enregistrés par le modèle classique, en ce sens que celui-ci admet, par exemple, la notion de sous-emploi durable. Néanmoins, et c'est là que la "récupération néo-classique" est particulièrement trompeuse, cette différence ne tiendrait pas à la logique et à la nature du système utilisé, mais uniquement aux hypothèses de base plus restrictives introduites dans le modèle dit keynésien. Il y aurait donc parfaite identité entre les systèmes classique et keynésien, sur le plan de la conception, de la définition des variables et de leurs relations causales. Seuls le nombre et le type des hypothèses prises en considération modifient les résultats obtenus. Exprimé d'une manière plus brutale encore, cela reviendrait à dire - comme le fait Clower - que "*Keynes n'avait rien de fondamentalement nouveau à ajouter à la théorie économique orthodoxe*"(40).

Stoléru peut alors conclure, à propos du modèle néo-classique, que "la clef de l'équilibre général (...) n'est, en bref, qu'un ajustement des prix à un niveau permettant de faire juste coïncider ce que les entreprises *offrent* de produire et ce que les consommateurs *demandent*"(41). Ainsi, aux termes de cette comparaison, un retour à la loi des débouchés et aux ajustements par les prix apparaît être l'aboutissement logique de la révolution keynésienne...

Il n'est pas étonnant que cette caricature du modèle keynésien (que l'on a progressivement fait passer pour *la* représentation de la théorie keynésienne) ait débouché sur une "restauration contre-révolutionnaire" du modèle walrasien.

Le système d'équilibre général sera revu, perfectionné et considérablement sophistiqué dans sa forme, par l'introduction de certaines variables keynésiennes, *mais sa logique restera la même*. On y ajoutera simplement l'illusion supplémentaire d'avoir enfin réussi l'impossible "intégration de la théorie de la monnaie et de la théorie de la valeur"(42). Compte tenu des hypothèses de base supplémentaires proposées par Keynes, le marché du travail, le marché des biens et services et le marché des titres étant en équilibre, le marché de la monnaie le sera aussi, par la logique même du modèle. Cette démarche est particulièrement claire dans les travaux de Patinkin (43). De plus, comme le remarque Barrère, "sur le terrain du choix des hypothèses, la théorie néo-classique peut faire toutes les concessions nécessaires; nombreux étant parmi ses représentants ceux qui pensent que le choix des hypothèses ne procède que de l'observation"(44).

La réponse à fournir à cette tentative de récupération de la théorie keynésienne ne passe donc pas tant par la discussion des hypothèses de base retenues, que par un réexamen d'un certain nombre de principes fondamentaux de l'analyse économique, en particulier la loi des débouchés et le principe de la demande effective.

L'examen des multiples argumentations en faveur de cette triple différence entre Keynes et les Néo-classiques va mettre à nouveau en évidence une volonté de préserver la cohérence interne du modèle d'équilibre général par l'élimi-

nation systématique des éléments d'incertitude introduits par Keynes. La macro-économique keynésienne était par trop dépendante d'*anticipations*, par définition inquantifiables,et incompatibles avec le modèle d'équilibre général. L'oubli de toute référence au principe de la demande effective, à la démarche keynésienne, va permettre de faire réintégrer le monde rassurant et irréel de l'économie pure et de la "semaine analytique" de Hicks et de Patinkin. Cette méthode d'élimination systématique des incertitudes liées aux anticipations et à la demande effective se constate clairement au niveau de ces trois pseudo-différences qui autorisent le retour au vieux démon classique de l'équilibre par les prix.

*L'hypothèse de la fonction de production* est directement liée aux variables utilisées sur le marché du travail. La lecture du tableau 6-1 indique immédiatement que l'Ecole néo-classique se réfère au salaire réel - rapport du salaire nominal (rigide à la baisse) au niveau général des prix - pour définir le volume de l'emploi offert et effectivement embauché (équations *7*, *8* et *9*). Le niveau de l'emploi est ainsi très classiquement fonction de l'offre de travail déterminée par le taux de salaire réel. Il s'agit, en d'autres termes, d'une simple maximisation de la fonction de production sous la contrainte d'une certaine rigidité à la baisse des salaires nominaux. Le deuxième postulat de la théorie classique des salaires, si violemment contesté par Keynes, est ainsi intégralement réhabilité. La notion de chômage involontaire apparaît vidée de toute substance.

Manifestement la démarche de Keynes est complètement dénaturée. L'auteur de la *Théorie Générale* démontre clairement que le volume global de la production offerte est fonction du niveau de l'emploi qui est déterminé, pour un taux de salaire nominal rigide à la baisse, par les anticipations du profit escompté, synthétisées par la détermination du niveau de la demande effective. Seul ce dernier principe, et non pas le salaire réel, détermine le niveau de l'emploi et le volume de la production.

Le renversement de la démarche de Keynes par les Néo-classiques est total et la théorie de la détermination du volume de l'emploi se retrouve là où Keynes l'avait trouvée à la fin des années 1920 (45). Les notions d'incer-

titudes et d'anticipations, liées à l'essence même du principe de la demande effective, sont ainsi complètement éliminées. La démarche néo-classique est semblable à celle de Ricardo, éliminant les doutes de Malthus sur la réalité de la loi de Say, par une fuite dans le raisonnement "à l'équilibre" et dans l'étude de "l'état permanent des choses"(46).

*L'hypothèse de la fonction d'investissement* découle des variables utilisées sur le marché des biens et des services, en particulier l'équation *(2)*. Or, s'il est évident que le taux d'intérêt joue un rôle important dans la détermination de la fonction keynésienne d'investissement, il est simpliste et erroné de ne faire dépendre le volume d'investissement que du niveau du taux d'intérêt. D'une part, Keynes insiste longuement sur le fait que la fonction d'investissement ne dépend pas d'*un* taux d'intérêt, mais d'*une série de taux d'intérêts anticipés* par les entrepreneurs (47). D'autre part, et cet élément est décisif, cette pseudo-fonction keynésienne de l'investissement fait complètement abstraction de l'*efficacité marginale du capital* qui reflète pourtant l'estimation actuelle des profits futurs escomptés par les entrepreneurs. Seule la comparaison de cette double série d'anticipations concernant *les* taux d'intérêt et l'efficacité marginale du capital autorise l'élaboration d'une fonction d'investissement keynésienne. Une modification du fond même de la *Théorie Générale* permet à nouveau de faire croire qu'il n'y a qu'une différence dans les hypothèses de base entre le modèle classique et le modèle keynésien.

*L'hypothèse de la préférence pour la liquidité* sur le marché de la monnaie (et des titres) fait dépendre le volume des encaisses de spéculation de la comparaison *actuelle* du taux d'intérêt et du niveau général des prix, alors que Keynes raisonne à l'aide *des* taux d'intérêt et des prix *anticipés*. De plus, cette anticipation des taux d'intérêt est liée à deux éléments essentiels chez Keynes. Elle est totalement absente chez les Néo-classiques :

- la définition même du taux d'intérêt, "récompense pour la renonciation à la liquidité *durant* une période déterminée"(48);
- le lien évident entre cette définition et la conception keynésienne de la monnaie, "*lien entre le présent et l'avenir*" qui implique nécessairement la notion d'anticipation (49).

Ce triple examen des hypothèses de base dont la modification permet aux théoriciens néo-classiques de récupérer la théorie keynésienne démontre le caractère hautement criticable de la démarche entreprise, notamment par Allen, Ackley et Stoléru. En fait, ce n'est pas une modification des hypothèses de base, mais une élimination systématique d'éléments fondamentaux, qui aboutit à cette pseudo-synthèse des modèles classique et keynésien. A nouveau, les difficiles problèmes des anticipations, de l'incertitude, du temps et de la monnaie que Keynes s'était efforcé d'introduire dans l'analyse économique, sont evacués à force de simplifications outrancières. La cohérence interne et la logique du modèle d'équilibre général ne seraient-elles pas à ce prix ? Ne faudrait-il pas admettre avec Malthus, Sismondi et Keynes contre Say, Ricardo, Walras et Patinkin que le réel peut s'opposer au logique ? N'est-il pas indispensable de distinguer l'équilibre stable néo-walrasien de l'équilibre mouvant de Keynes, même au prix d'un renoncement douloureux à une synthèse tant désirée par les théoriciens ?

L'examen du chapitre 3 de la *Théorie Générale* a suffisamment démontré que Keynes situait précisément le noeud de son renouvellement analytique dans le *principe de la demande effective* (50). L'assimilation de cette démarche à un cas particulier de la théorie néo-classique de l'équilibre est donc dépourvue de sens. Du reste, il est symptomatique de constater que l'oubli - volontaire ou non - de la théorie de la demande effective et des problèmes d'anticipation dont elle est l'expression, est la seule méthode qui permette cette pseudo-récupération. Ainsi, paradoxalement, cette anesthésie du seul virus keynésien mortel pour le modèle classique est la plus rigoureuse démonstration du caractère révolutionnaire du principe de la demande effective.

Patinkin a fort bien compris le danger que représentait la demande effective dans le cadre de son modèle d'analyse directement inspiré de la logique de l'équilibre général. Dans les rares pages qu'il consacre à l'influence des anticipations dans *La monnaie, l'intérêt et les prix*, il émet un commentaire significatif à cet égard :

> Dès lors que la boîte de Pandore des anticipations est entr'ouverte, tout est permis.(51)

En d'autres termes, aucune analyse rigoureuse ne serait possible dès que l'on introduit des incertitudes (52) et des anticipations, par définition *aléatoires et inquantifiables*. Ainsi, la rupture entre la théorie walrasienne et néo-walrasienne et la théorie keynésienne se situe-t-elle moins dans l'opposition micro-économie/macro-économie que dans l'adoption ou le rejet du modèle d'équilibre général. En dépit de l'utilisation par Hicks de la notion d'élasticité des prévisions (53), ces deux démarches demeurent fondamentalement distinctes, pour ne pas dire antagonistes.

Une typologie proposée par Barrère révèle l'existence de quatre différences essentielles entre le modèle d'équilibre stable des Néo-walrasiens et le modèle d'équilibre mouvant de Keynes. Ces quatre éléments traduisent sans conteste des oppositions de fond sur des principes fondamentaux de la morphologie des deux modèles; ils ne résultent pas de la prise ou de la non-prise en compte de telle ou telle hypothèse de base. En d'autres termes, il s'agit d'un problème inhérent à l'infrastructure, et non à la superstructure de ces deux modèles. La typologie de Barrère comprend le cadre d'analyse, la signification des variables, l'agencement de ces variables et la conception de l'équilibre général.

*Le cadre d'analyse.* La démarche et les concepts néo-classiques reposent sur des "données actuelles certaines et connues"(54). L'équilibre keynésien ne se réfère pas exclusivement à des données présentes ou passées; il s'appuie essentiellement sur des grandeurs escomptées, estimées, anticipées et donc incertaines puisque non réalisées. Les prix, par exemple, ne sont pas connus puisque leur détermination est fonction de la réalisation ou de la non-réalisation des anticipations des entrepreneurs. Il ne saurait y avoir un ajustement de l'offre globale à la demande globale par une variation du niveau général des prix,puisque c'est précisément de l'adéquation, ou de l'inadéquation des prévisions *ex ante* aux réalités *ex post* que découleront les prix. Il en va de même pour le taux d'intérêt et pour l'efficacité marginale du capital qui ne sauraient jouer un rôle équilibrant sur le marché des capitaux du faut qu'ils sont déterminés par la confirmation ou l'infirmation des prévisions des investisseurs. Le lien de causalité du modèle keynésien est l'exact contraire

de celui de la théorie walrasienne et néo-walrasienne. Pour cette dernière, les variations du niveau général des prix égalisent les quantités offertes et demandées, alors que pour Keynes, les quantités offertes et demandées déterminent les prix.

De plus, conformément aux recherches de Knight et de Keynes, l'incertitude née des anticipations ne saurait être quantifiée, même par l'intermédiaire du calcul des probabilités qui ne s'applique qu'à l'estimation des risques (55). Il est donc illusoire de penser qu'on peut ramener à une notion de risques quantifiables des anticipations dont la nature même se modifie par suite de l'écoulement du temps.

*La signification des variables.* Il découle logiquement des remarques esquissées à propos du cadre d'analyse que la signification des mêmes variables peut être très différente d'un modèle à l'autre. La rationalité de l'*homo oeconomicus*, l'instantanéité des réactions, l'information parfaite des sujets économiques, le choix "objectivé" de solutions optimum, etc., caractérisent le système d'équilibre stable dans lequel ces variables certaines procèdent elles-mêmes aux ajustements des quantités offertes et demandées, par l'intermédiaire des prix.

Inversement, dans le modèle keynésien, "les variables concourent à la détermination de la demande effective, c'est-à-dire à la prévision de la dépense des consommateurs, qui relève des anticipations des seuls entrepreneurs"(56).

En bref, il y a opposition entre un système de choix informés et objectivés et un système de choix anticipés et escomptés (57).

*L'agencement des variables.* L'opposition entre les deux modèles d'analyse se marque aussi par le type de relation qui s'établit entre les variables. Les théoriciens néo-walrasiens s'inspirent naturellement des travaux du fondateur de l'Ecole de Lausanne sur l'interdépendance généralisée. Les relations entre les variables sont d'ordre *fonctionnel* ; les prix, par exemple, sont déterminés simultanément par l'offre *et* la demande, à la façon dont les trois billes de Marshall sont rangées au fond d'un bol.

L'agencement des variables keynésiennes obéit au principe de causalité(58), qui implique une distinction tranchée entre les variables dépendantes et les variables indépendantes. De plus, ce type de relation causale fait que dans les mêmes conditions, les mêmes causes produisent les mêmes effets. Ainsi, à chaque niveau de la demande effective correspond un volume de l'emploi, ou, autre exemple, à chaque niveau de revenu correspond une répartition précise de son montant entre la consommation et l'épargne.

*La conception de l'équilibre général.* Les trois différences fondamentales, au niveau du cadre d'analyse, de la signification et de l'agencement des variables aboutissent à une conception très différente de l'équilibre général, de sa logique, de sa réalisation et de son maintien. Alain Barrère synthétise clairement cette comparaison systématique des deux modèles :

> L'ensemble de l'interprétation néo-classique est ordonné en fonction de la détermination d'un équilibre général, stable, réalisé précisément par le jeu de relations fonctionnelles et de l'interdépendance des différents marchés, reliés entre eux par des variables qui figurent simultanément dans les relations d'équilibre propres à ces marchés. Au contraire, dans le système keynésien, les variables, dont le contenu est subjectif et prévisionnel, situent l'équilibre dans le domaine de l'anticipation et du risque né de l'incertitude; il ne comporte pas de référence à une tendance naturelle vers l'équilibre de plein emploi.(59)

La réduction du modèle keynésien à un "cas particulier" de la théorie classique apparaît ainsi relever des désirs de l'Ecole néo-classique plus que de l'analyse objective de la démarche keynésienne. L'essentiel des contradictions se situe sur le même plan que lors de la querelle des débouchés. Certes, le niveau théorique est infiniment plus élevé et les instruments d'analyse plus sophistiqués, mais l'opposition reste fondamentalement la même entre un raisonnement d'économie pure, sans monnaie, ni temps, et une démarche pragmatique, théoriquement moins séduisante, mais qui tient compte, dans le temps, de la réalité des déséquilibres d'une économie monétaire.

## 2. Les insuffisances de la théorie monétaire néo-classique dans le graphique *IS - LM*

La très longue querelle entre "Keynes et les Classiques" a abouti à un consensus relativement général vers le début des années 1960. Les Néo-classiques estimaient alors avoir, par leur "synthèse", récupéré le renouveau keynésien. Cette nouvelle orthodoxie a exprimé dès lors la théorie keynésienne par l'intermédiaire de ce que Leijonhufvud appelle le *modèle revenu-dépense* :

> Le modèle revenu-dépense type (...) ne contient que *trois* variables qui peuvent être interprétées comme des relations par l'intermédiaire des prix [à l'exclusion des quantités et du revenu]; il s'agit du niveau général des prix nominaux, du taux de salaire nominal et du taux d'intérêt.(60)

Le graphique *IS - LM*, issu des recherches de Hicks et de Hansen (61), en est l'expression graphique la plus courante, dans les manuels élémentaires d'économie politique.

Il est intéressant d'analyser, à l'aide des critiques de Horwich et de Barrère (62), la méthode utilisée pour expliquer les relations causales de la théorie keynésienne au moyen d'un système construit à partir d'une situation d'équilibre stable. Un tel examen, axé sur l'aspect monétaire de cette démonstration géométrique, jettera une lumière très crue sur les incroyables simplifications apportées à la démarche keynésienne pour l'obliger à tenir dans l'étroit espace délimité par les courbes *IS* et *LM*.

La courbe *LM* exprime les relations entre le niveau du taux d'intérêt monétaire et le revenu, qui garantissent un équilibre sur le marché monétaire, compte tenu d'une offre de monnaie déterminée de manière exogène (Etat) et d'un volume connu de thésaurisation fixant le niveau des encaisses de transaction.

La courbe *IS* exprime les relations entre le niveau du taux d'intérêt monétaire et le revenu, relations qui garantissent un équilibre sur le marché

des biens et des services, compte tenu des anticipations, de la relation entre l'épargne et le revenu et de l'égalité entre l'épargne et l'investissement.

Par définition, le niveau du revenu et le taux d'intérêt, déterminés par l'intersection des deux courbes *IS* et *LM*, garantissent un équilibre sur tous les marchés. La *Théorie Générale* de Keynes est ainsi réinsérée dans le modèle classique, au prix d'une renaissance de la vieille conception erronée de la théorie quantitative et du rôle pseudo-équilibrant du taux d'intérêt.

La courbe *LM* renverse "tout simplement" le lien de causalité établi par Keynes entre le taux d'intérêt et le niveau du revenu. La pente de cette courbe, inclinée de gauche à droite, indique nettement que toute hausse du revenu entraîne une élévation du taux d'intérêt (63). Or, Keynes a maintes fois affirmé que, pour lui, le taux d'intérêt est une variable *déterminante* et non déterminée. Le volume des investissements, et donc du revenu, dépend de l'écart entre le taux d'intérêt et l'efficacité marginale du capital; le taux d'intérêt, ne saurait donc être fixé par le revenu :

> En d'autres termes, le flux de l'investissement sera porté au point de la courbe de la demande de capital où l'efficacité marginale du capital en général tombe au niveau du taux d'intérêt du marché.(64)

Le problème est le même pour la courbe *IS*. La pente de cette courbe, inclinée vers la droite, indique que le volume du revenu, et donc des investissements, est une fonction décroissante du taux d'intérêt, conformément à la théorie ricardienne la plus classique. Le taux d'investissement est ainsi déterminé d'une manière unique. L'efficacité marginale du capital n'apparaît pas un seul instant dans la détermination de la courbe *IS*.

Affirmer, comme beaucoup d'auteurs, "qu'en première approximation, le taux d'intérêt détermine le volume des investissements" est une simplification outrancière de la *Théorie Générale*. Cela revient à ressusciter le vieux mécanisme de l'égalité instantanée entre l'épargne et l'investissement dégagé par Adam Smith. D'autres auteurs raisonnent dans "un état donné des anticipations" mais aboutissent au même résultat. Ils ont toutefois l'impression

d'adopter une démarche plus scientifique par une déformation *ab initio* du raisonnement de Keynes, grâce à la transformation en une constante de l'*incitation* à investir, *variable* essentielle de la *Théorie Générale*. Finalement, si le taux d'investissement est une fonction directe du taux d'intérêt, on pourrait en conclure qu'une chute continue de ce dernier entraînerait une hausse non moins continue du volume de l'investissement, tout au moins jusqu'à la zone d'ouverture de la "trappe à liquidités". Ces trois remarques, corollaires de la critique initiale adressée à la courbe *IS*, démontrent l'absence d'intervention de l'efficacité marginale du capital dans la détermination du volume de l'investissement.

Ainsi, aussi bien dans la construction de la courbe *LM* que dans celle de la courbe *IS*, les éléments d'incertitude et d'anticipation sont-ils éliminés par l'absence de référence au principe de la demande effective. De plus, cet "oubli" provoque très logiquement ce double renversement des liens de causalité entre le taux d'intérêt, le niveau du revenu et le volume des investissements. Un raisonnement conforme à la démarche keynésienne, respectueux du rôle des prévisions des prix des biens, de la monnaie et des anticipations du taux de profit, rendrait tout simplement impossible l'élaboration d'un graphique *IS - LM*. La cohérence interne d'un tel raisonnement ne vaut que par l'absence de tout élément inquantifiable, comme les anticipations incertaines et les prévisions constamment revues, qui sont l'essence même du principe de la demande effective - "somme des dépenses de consommation et des dépenses d'investissements, telles que les entrepreneurs les *prévoient* lorsqu'ils fixent le volume de l'emploi"(65).

Cette pseudo-synthèse néo-classique entre le modèle keynésien et le modèle classique n'est finalement possible qu'à force de déformations de la lettre comme de l'esprit de la *Théorie Générale*. L'évacuation du principe de la demande effective est l'élément le plus lourd de conséquences dans cette tentative de conciliation des deux thèses. Selon Barrère, l'absence d'une nette distinction dans les développements de Keynes entre la demande effective - liée aux anticipations des entrepreneurs - et la propension à consommer - "tendance psychologique de la communauté" - expliquerait cette mise à l'écart. Il ajoute :

> Tout se passe comme si certains auteurs [prenaient] la liberté d'oublier le principe de la demande effective au profit de la propension à consommer, avec le souci évident de trouver à son endroit une "preuve statistique" qui la confirme ou l'infirme. Or on peut se demander si le principe de la demande effective n'est pas beaucoup plus important que la discussion sur la forme "objective" de la fonction de consommation.(66)

Cette argumentation fournit un élément intéressant à verser au dossier de la critique de cette pseudo-synthèse néo-classique, mais elle ne justifie pas l'élimination de la demande effective du champ d'analyse de la plupart des auteurs contemporains (67). La raison fondamentale de cette disparition ramène immanquablement le chercheur et le critique au problème crucial de la réduction d'un modèle d'équilibre mouvant, "à la Keynes", à la logique d'un modèle d'équilibre stable de type néo-walrasien.

Leijonhufvud rappelle avec humour, et dans un langage imagé, la raison de l'échec de cette impossible synthèse :

> L'utilisation des outils de statique comparée à la construction d'un modèle d'un processus dynamique fournit un résultat quelque peu analogue à un dessin animé - à une série d'instantanés "datés" d'un processus qui devrait être continu. Une comparaison de deux plans consécutifs révèle le résultat des modifications qui se sont produites durant une certaine épaisseur de temps, mais l'image ne donne aucune information sur l'état exact du système représenté, à l'un ou à l'autre des instants compris dans cet intervalle.(68)

Si l'Ecole néo-classique a considérablement affiné son analyse au moyen d'instruments très sophistiqués, sa problématique n'en reste pas moins fondamentalement la même que celle de Ricardo et de Walras : sa logique s'oppose au réel, alors que la théorie keynésienne explique logiquement la réalité.

Clower tirait déjà une telle conclusion dans un de ses tout premiers articles publié en 1960 :

> *La différence (...) essentielle entre Keynes et les Classiques est plus une question de fond qu'une question de postulats de base.* La théorie classique est principalement intéressée par les situations d'équilibre mais ne nie pas spécifiquement l'exis-

> tence des autres possibilités; la théorie keynésienne est principalement intéressée par des situations de déséquilibres, mais elle tient compte de la (très faible) possibilité de "plein emploi".(69)

Les paragraphes suivants seront entièrement consacrés à l'examen de la démarche néo-classique de "récupération" de la *Théorie Générale*, "cas particulier" de la théorie classique, par l'intermédiaire du modèle d'équilibre général et de la loi de Walras. Une perte progressive de tout contact avec la réalité et une convergence vers une démarche "d'économie pure" caractérisent cette analyse "logiquement entièrement disjointe de son interprétation"(70). La recherche prioritaire du nombre d'hypothèses de base formelles nécessaires à la résolution logique d'un tel système donne naissance aux diverses formulations du modèle d'équilibre général dont il s'agira de rappeler brièvement la structure commune. Néanmoins, en dépit du caractère exclusivement abstrait d'une énumération d'hypothèses de base logiquement nécessaires à la définition des conditions d'équilibre général, des divergences considérables apparaîtront au sein du courant néo-classique à propos de l'interprétation du principe central de ce type d'analyse : la loi de Say. Le par. 3 tentera de déterminer le sort de cette vieille loi des débouchés dans la logique pure de la "contre-révolution keynésienne" : identité ou égalité ? relation tautologique ou causale ? Le par. 4 introduira la variable monétaire dans ce système d'équilibre général. Le retour à une économie de troc dont le moyen de paiement n'est qu'un numéraire "à la Walras" sera consommé.

Tous les éléments seront ainsi en place pour démontrer, au chapitre 7, que non seulement la théorie keynésienne est plus opérationnelle au niveau de la politique économique,mais que, au *plan théorique*, grâce notamment au principe de la demande effective, elle est "plus générale" que la démarche néo-classique qu'elle admet comme "cas particulier". En fait, les trois derniers paragraphes du chapitre 6 et le chapitre 7 tendent à démontrer que la confusion entre *la généralité de la méthode* et *la généralité du contenu* de l'analyse néo-walrasienne est à l'origine de ce conflit entre Keynes et la plupart des Néo-classiques. Maurice Allais concluait déjà dans le même sens au Congrès international des Economistes de langue française de 1971 :

*L'exaltation de la rigueur formelle n'a généralement qu'une seule conséquence : l'incompréhension du réel.* (71)

## Par. 2.- Le cadre d'analyse : la théorie de l'équilibre général

Il est nécessaire d'établir avec précision le cadre d'analyse à l'intérieur duquel seront discutées les diverses significations et les conditions de validité de la loi de Say. Cette démarche sera tentée à l'aide de *Valeur et capital* de Hicks, de *La monnaie, l'intérêt et les prix* de Patinkin et d'un récent manuel de micro-économie dû à Henderson et Quandt (1). Ce modèle d'équilibre général sera extrêmement simple et ne fera pas appel à tous les multiples perfectionnements dont il a fait l'objet, ceci pour trois raisons. En premier lieu, la comparaison de la démarche néo-walrasienne avec l'analyse keynésienne ne nécessite pas l'utilisation d'un modèle d'équilibre général très sophistiqué : les hypothèses de base fondamentales et la logique du raisonnement restent les mêmes, notamment pour ce qui est de la loi de Say. En deuxième lieu, lors de la publication de la *Théorie Générale*, les recherches dans le domaine de l'équilibre général n'avaient pas atteint, et de loin, le niveau actuel de perfectionnement. Ce deuxième élément explique la référence qui est faite à Hicks dont les recherches sur l'équilibre général date de la même époque (1934 - 1939). De plus, Hicks joue un rôle de chef de file dans la tentative de récupération de la théorie keynésienne. La deuxième partie de son *Valeur et capital* ne peut qu'avoir des rapports avec son "Mr Keynes and the Classics". En dernier lieu, ce modèle d'équilibre général simplifié permettra d'établir un parallèle avec les diverses significations de la loi des débouchés dégagées au chapitre 3 (2), sur la base des travaux de Patinkin. De fréquentes références aux écrits de cet auteur se montreront aussi utiles que nécessaires.

### A. Hypothèses de base

A la suite de Fitoussi (3), il faut mettre en exergue une phrase célèbre de Hayek à propos du modèle d'équilibre général :

> (...) *si* nous disposons de toutes les informations pertinentes, *si* nous partons d'un système donné des préférences, et *si* nous possédons une connaissance complète des ressources disponibles, le problème qui demeure est purement un problème de logique.(4)

Dès le départ, en raison même de cette triple restriction, le problème est transposé du plan économique à un niveau exclusivement logique. Les hypothèses de base admises - et il est indispensable d'admettre de telles hypothèses pour élaborer un modèle - les conditions de réalisation de l'équilibre général ne relèvent plus de l'analyse économique, mais de la logique pure et/ou de la logique mathématique. Une fois encore, il apparaît clairement que la distinction entre le modèle d'équilibre keynésien et le modèle classique n'est pas une simple question d'hypothèse de départ.

Au niveau de la théorie de l'équilibre général,la remarque de Hayek implique que les fonctions de production des entrepreneurs (impératifs technologiques) et les fonctions d'utilité des consommateurs (impératifs psychologiques du postulat de rationalité des Classiques) sont des données du système. De plus, toutes ces fonctions sont dotées des propriétés mathématiques nécessaires au bon fonctionnement de celui-ci : dérivabilité, convexité, élasticité, substituabilité, homogénéité, etc. Le système de prix absolus est aussi considéré comme donné par l'ensemble des échangistes. La détermination de ce système dépend du principe walrasien du *tâtonnement*, par l'intermédiaire de la *criée* du *secrétaire du marché* (5).

L'ensemble des $n$ biens échangés sur le marché totalise les biens offerts par les entreprises et demandés par les consommateurs $(i = 1, 2, 3, \ldots, m)$, et les biens demandés par les entreprises et offerts par les consommateurs $(j = m+1, m+2, m+3, \ldots, n)$. Dans une première étape, la monnaie (le *nième* bien) n'est pas prise en considération comme un bien ayant des propriétés particulières; elle n'est qu'un *numéraire* (6). Le système comprend $M$ consommateurs $(C = 1, 2, \ldots, M)$ et $N$ entreprises $(K = 1, 2, 3, \ldots, N)$.

Sous la forme algébrique, les quantités offertes et demandées s'écriront de la manière suivante :

- pour l'entreprise $K$, quantités offertes, $s_{K_1}$ , $s_{K_2}$ , $s_{K_3}$ , ..., $s_{K_m}$ ;

  quantités demandées, $d_{K_{(m+1)}}$ , $d_{K_{(m+2)}}$ , ..., $d_{K_n}$ ;

- pour le consommateur $C$,

  quantités demandées, $d_{C_1}$ , $d_{C_2}$ , $d_{C_3}$ , ..., $d_{C_m}$ ;

  quantités offertes, $s_{C_{(m+1)}}$ , $s_{C_{(m+2)}}$ , ..., $s_{C_n}$ .

Les prix relatifs (exprimés en unités du bien numéraire $n$) sont représentés par les symboles $p_1, p_2, \ldots, p_{(n-1)}$ ; $(p_n = 1)$ (7).

B. Le comportement du consommateur

Conformément au postulat de rationalité, le consommateur cherche à maximiser sa fonction d'utilité, compte tenu de sa contrainte budgétaire. Les problèmes d'agrégation sont négligés, dans la mesure où l'on considère une fonction d'utilité collective.

La fonction d'utilité du consommateur $C$ s'écrit

$$U_C = U_C \left(d_{C_1}, d_{C_2}, \ldots, d_{C_m} ; s_{C_{(m+1)}}, s_{C_{(m+2)}}, \ldots, s_{C_n}\right) ; \qquad (1)$$

sous la contrainte :

$$\sum_{i=1}^{m} p_i \, d_{C_i} - \sum_{j=m+1}^{n} p_j \, s_{C_j} - r_C = 0 \qquad (2)$$

La grandeur $r$ exprimant le profit, la notation $r_C$ symbolise la part de profits qui échoit au consommateur $C$.

Les $n$ prix et le profit étant considérés comme des paramètres du point de vue du consommateur, les seules variables à déterminer sont les offres et les de-

mandes de biens. Par l'intermédiaire des conditions de maximisation de premier ordre (8) de la fonction d'utilité, on obtient les $n$ fonctions d'offre et de demande. Ces fonctions sont homogènes de degré zéro par rapport aux $n$ prix et au profit (9):

$$\bar{d}_{C_i} = \bar{d}_{C_i}(p_1, p_2, \ldots, p_n, r_C) = \bar{d}_{C_i}(\lambda p_1, \ldots, \lambda p_n, \lambda r_C) \quad ; \qquad (3A)$$

$$\bar{s}_{C_j} = \bar{s}_{C_j}(p_1, p_2, \ldots, p_n, r_C) = \bar{s}_{C_j}(\lambda p_1, \ldots, \lambda p_n, \lambda r_C) \quad . \qquad (3B)$$

Le degré d'homogénéité zéro de ces deux fonctions découle de la nature-même du problème à résoudre tel qu'il est défini dans l'équation (2). Si l'on multiplie tous les prix et le profit par une constante, on pourra constater que la contrainte budgétaire n'est pas modifiée. Ce phénomène découle exclusivement des hypothèses de base et débouche sur la dichotomie classique entre les prix relatifs et les prix absolus (10).

C. Le comportement de l'entreprise

L'entrepreneur doit résoudre un problème semblable à celui du consommateur : maximiser son profit sous la contrainte de la fonction de production.

La maximisation du profit de l'entreprise $K$ s'écrit :

$$\bar{r}_K = \sum_{i=1}^{m} p_i \, s_{K_i} - \sum_{i=m+1}^{n} p_j \, d_{K_j} \quad ; \qquad (4)$$

sous la contrainte :

$$F_K(s_{K_1}, s_{K_2}, \ldots, s_{K_m}; d_{K_{(m+1)}}, d_{K_{(m+2)}}, \ldots, d_{K_n}) = 0. \qquad (5)$$

A l'opposé de sa définition dans le système d'équations du consommateur, le profit est ici une variable ($\bar{r}$ et non $r$). Les fonctions d'offre et de demande s'obtiennent alors de la même manière que celles du consommateur, sous la réserve qu'elles sont homogènes de degré zéro uniquement par rapport aux $n$ prix.

$$\bar{\varepsilon}_{K_i} = \bar{\varepsilon}_{K_i}\ (p_1,\ p_2,\ \ldots,\ p_n) = \bar{\varepsilon}_{K_i}\ (\lambda p_1,\ \lambda p_2,\ \ldots,\ \lambda p_n)\ ; \qquad (6A)$$

$$\bar{d}_{K_j} = \bar{d}_{K_j}\ (p_1,\ p_2,\ \ldots,\ p_n) = \bar{d}_{K_j}\ (\lambda p_1,\ \lambda p_2,\ \ldots,\ \lambda p_n)\ . \qquad (6B)$$

A ce stade, les $n$ prix étant connus, il est possible de fixer pour chacun des consommateurs et pour chacun des entrepreneurs leurs variables respectives : $M_n$ pour les consommateurs et $N_n$ pour les entrepreneurs.

D. La détermination des prix

Alors que les deux relations précédentes dépendaient d'une "expérimentation individuelle", la détermination des prix relève au contraire d'une "expérimentation de marché", pour utiliser la terminologie de Patinkin (11). Cette démarche se situe dans la plus pure tradition classique, de la "main invisible" d'Adam Smith à la "criée du secrétaire du marché" de Walras. Cette symétrie est pourtant trompeuse. Dans les relations précédentes, "l'unité économique étudiée est un individu ou un agrégat d'individus" alors que dans la détermination des prix "cette unité devient (...) le marché organisé, fonctionnant dans des conditions de concurrence parfaite"(12).

Dans cette optique, aussi bien Smith, Walras que Patinkin postulent l'*information parfaite* des sujets économiques dans le modèle d'équilibre général. Cette manière de faire est très ambiguë, "car elle prend l'allure d'une *explication*, alors qu'il ne s'agit que d'une *hypothèse*", comme le souligne Fitoussi (13).

En effet, depuis les premières ébauches de l'analyse classique jusqu'à la pseudo-synthèse néo-classique d'aujourd'hui, l'ajustement par les prix "était considéré par les économistes comme une ingénieuse invention pour réconcilier la liberté de commercer des individus avec l'ultime nécessité dans laquelle se trouve la totalité des individus de n'acheter ni plus ni moins de biens qu'il n'en est offert à la vente" (14).

Le paradoxe réside tout entier dans le fait que pour jouer ce rôle de régulateur, les mécanismes du marché doivent être "informés" sur les intentions de vente et d'achat des sujets économiques; et ils ne peuvent l'être que par les courbes classiques d'offre et de demande déterminées *ex post*. Or, comme l'écrit Leijonhufvud, "ce que l'échangeur a besoin de connaître (...), ce sont les *prix d'équilibre* (entre l'offre et la demande)" (15) qui, dans le système d'équilibre général sont - par définition - *connus d'avance*. Il ne saurait alors y avoir le moindre déséquilibre. L'hypothèse d'information parfaite transforme le modèle d'équilibre général en un raisonnement tautologique.

En dépit de ce problème crucial, dont il sera question au chapitre 7 (16), les prix sont déterminés dès que l'on écrit les conditions d'équilibre pour chaque marché :

$$\sum_{C=1}^{M} \bar{d}_{C_i} = \sum_{K=1}^{N} \bar{s}_{K_i}, \text{ pour tout } i \; ; \qquad (7A)$$

$$\sum_{C=1}^{M} \bar{s}_{C_i} = \sum_{K=1}^{N} \bar{d}_{K_j}, \text{ pour tout } j \; . \qquad (7B)$$

Il existe donc $n$ conditions d'équilibre de marché, mais il ne peut y avoir que $(n - 1)$ prix relatifs, le *nième* faisant office de numéraire (17). Cette particularité tient à la propriété d'homogénéité des fonctions. Ce problème se résoud si l'on tient compte de la formulation des contraintes budgétaires et des fonctions de profit. En effectuant une sommation commutative de ces $n$ fonctions et de ces $n$ contraintes, on aboutit à deux équations; la première reflète les conditions d'équilibre des fonctions d'utilité et des contraintes budgétaires, la seconde exprime les conditions d'équilibre des fonctions de production et des fonctions de profit.

$$\sum_i p_i \sum_C d_{C_i} - \sum_j p_j \sum_C s_{C_j} - \sum \bar{r}_C = 0 \qquad \text{(consommateurs)} \qquad (8A)$$

$$\sum_i p_i \sum_K s_{K_i} - \sum_j p_j \sum_K d_{K_j} - \sum \bar{r}_K = 0 \qquad \text{(entreprises)} \qquad (8B)$$

En simplifiant les deux équations *(8A)* et *(8B)*, et en soustrayant la seconde relation de la première, on aboutit à l'expression suivante, de laquelle dé-

coulera la loi de Walras :

$$\sum_i p_i (D_i - S_i) + \sum_j p_j (D_j - S_j) = \Sigma (r_C - \bar{r}_K) . \qquad (9)$$

E. La loi de Walras

De la relation *(9)* découle la loi de Walras, compte tenu de la disparition du profit dans la longue période, hypothèse importante des marchés de concurrence parfaite.

$$\sum_i p_i (\bar{D}_i - \bar{S}_i) + \sum_j p_j (\bar{D}_j - \bar{S}_j) = 0 \qquad (10)$$

Walras, et avant lui l'Ecole classique, postulaient en effet, dans le long terme, un équilibre fondamental de la production (18); le profit étant *nul* pour chacune des entreprises, aucun consommateur n'est évidemment en mesure d'en percevoir la moindre parcelle. Les deux grandeurs $r$ et $\bar{r}$ ont une valeur nulle. Le membre de droite de la relation *(9)* est ainsi égal à zéro.

La relation *(10)* peut s'écrire sous une forme plus classique, qui reflète mieux l'aphorisme hérité de Say :

$$\sum_i p_i (\bar{D}_i - \bar{S}_i) = \sum_j p_j (\bar{D}_j - \bar{S}_j) . \qquad (10)$$

## Par. 3.- Les différentes interprétations et la signification profonde de la loi de Say

La relation *(10)* exprime la *loi de Walras*, forme la plus courante de la loi de Say dans la théorie économique post-keynésienne. Cette formulation de la loi des débouchés n'est cependant pas la seule - tant s'en faut - à prétendre rendre compte du principe dégagé par Say. Alors que le modèle d'équilibre général fait l'objet d'un large consensus parmi les économistes de toutes tendances, l'interprétation et la signification profonde de la loi de Say ont donné lieu, et donnent encore lieu, à des querelles très violentes entre les différents courants de pensée. Une exacte compréhension de ces diverses

tendances est indispensable à une appréhension correcte du rôle de la loi de Say dans la tentative de récupération de la théorie keynésienne par le courant néo-classique. De plus, il sera également possible de situer ce renouveau de la théorie traditionnelle dans l'évolution historique de la loi des débouchés, de l'égalité de Say et de la critique de Keynes.

A l'aide des recherches de Lange, Becker et Baumol, Patinkin, Mishan, Blaug, Clower et Leijonhufvud, il est possible de présenter un essai de typologie des multiples interprétations post-keynésiennes de la loi de Say.

Compte tenu des paragraphes 1, 2 et 4 du chapitre 3 ci-dessus (1) et de l'article synthétique de Mishan (2), il apparaît que la loi des débouchés peut être comprise comme *l'identité de Say, l'égalité de Say, l'identité de Walras* ou *l'égalité de Walras*. Dans le cadre de la démarche critique entreprise à l'encontre du courant néo-classique, et conformément à la logique du modèle d'équilibre général, l'égalité de Walras apparaîtra finalement comme l'interprétation de la loi de Say la plus fidèle aux Classiques, à la critique de Keynes et aux courants post-keynésiens. Il s'agit maintenant de le démontrer.

## A. La loi de Say et la loi de Walras

Indépendamment du signe d'égalité ou d'identité, la distinction entre la loi de Say et la loi de Walras repose sur l'inclusion ou la non-inclusion du marché monétaire dans la formulation de l'équilibre général. L'identité et l'égalité de Walras postulent un équilibre général des $n$ biens sans exclusive, alors que l'identité et l'égalité de Say impliquent un équilibre général de $(n - 1)$ biens, à l'exclusion de la monnaie. L'analyse du chapitre 3 concluait à un rejet de l'identité de Walras et de l'identité de Say, au profit de l'égalité de Say, dans l'interprétation de la démarche des économistes classiques. En vertu de cette égalité de Say-et compte tenu de l'équation quantitative de Cambridge - à chaque système de prix relatifs correspond un seul et unique niveau général des prix qui permette un équilibre sur le marché monétaire, et donc sur l'ensemble des marchés.

L'examen de l'apport néo-classique implique très logiquement l'étude de la théorie walrasienne, dont sont issus les divers modèles d'équilibre général. Cette démarche walrasienne, bien qu'elle tente une intégration de la monnaie, continue de considérer celle-ci comme "un autre bien", dont l'utilisation ne modifie ni la structure ni la logique du système. Ainsi, la critique de la tentative de récupération du système keynésien par le courant néo-classique passe-t-elle par la démonstration que les différents modèles d'équilibre général - en dépit des tentatives d'insertion de la monnaie - relèvent tous de la logique d'une économie de troc. Cette démonstration fera apparaître que la démarche walrasienne est finalement - sur le plan théorique - moins générale que la théorie keynésienne et que, de plus, elle ne correspond à aucune réalité objective décelable dans quelque système économique que ce soit.

## B. L'identité de Say et l'identité de Walras

La grande confusion qui règne actuellement à propos de la quadruple définition de la loi des débouchés trouve une bonne part de son origine dans l'article de Lange, paru en 1942. La symbolique inaugurée par Lange, et utilisée en partie au chapitre 3, ne distingue pas entre les différents types de biens offerts par les entreprises et demandés par les consommateurs ($i = 1$ à $m$) et les biens demandés par les entreprises et offerts par les consommateurs ($j = m + 1, m + 2, \ldots, n$). Pour faciliter la comparaison avec le modèle d'équilibre général dégagé au paragraphe précédent, il est pratique de représenter les $n$ biens, somme de $i$ et des $j$ biens, par l'indice $L$.

L'identité de Say s'écrit alors sous la forme :

$\sum_{L=1}^{n-1} p_L (\bar{D}_L - \bar{S}_L) \equiv 0$, à la condition que $S_n \equiv D_n$, ou encore que

$$D_n - S_n \equiv \Delta M = 0$$

et l'identité de Walras :

$$\sum_{L=1}^{n} p_L (\bar{D}_L - \bar{S}_L) \equiv 0 .$$

Ni l'une ni l'autre de ces identités ne correspond à la logique des modèles walrasien et néo-walrasiens. Elles doivent toutes deux être rejetées. Leur apparition dans la littérature économique coïncide avec l'appréhension de la critique keynésienne de la loi des débouchés par Lange. Si l'identité de Say apparaissait sans conteste dans le *Traité d'économie politique* de Say (3), il n'en va pas de même pour l'identité de Walras qui n'a rien à voir avec la démarche des auteurs classiques.

## 1. L'identité de Walras

L'examen de cette identité, attribuée à tort à Walras (4), révèle une curieuse conception des définitions de l'offre et de la demande de monnaie. La demande de monnaie correspond à la valeur monétaire de l'offre des $n$ biens et l'offre de monnaie se définit comme la valeur monétaire de la demande de ces $n$ biens. Il apparaît évident qu'il s'agit en fait d'une pure tautologie. Quelqu'un a-t-il jamais douté que la valeur des biens achetés soit égale à la valeur des biens vendus ? L'identité de Walras n'exprime rien d'autre (5); une modification formelle de son énoncé en rend parfaitement compte :

$$\sum_{L=1}^{n} p_L \bar{D}_L \equiv \sum_{L=1}^{n} p_L \bar{S}_L .$$

Ainsi que le note Mishan "comme toutes les identités, [l'identité de Walras] dérive d'une sélection appropriée de définitions, de manière à garantir une identité"(6). Le signe d'identité renforce encore cette interprétation de la loi de Walras : les demandes et les offres sont deux aspects d'une seule et même transaction. Il ne peut donc y avoir autre chose qu'une identité entre les quantités offertes et les quantités demandées. Cette identité de Walras ne permet évidemment pas de prouver quoi que ce soit au niveau de l'équilibre général, en raison même de son caractère tautologique. Comme l'écrit

encore Mishan, interprétée de cette manière, la relation de Walras ne serait pas "le plus obligeant des hommages à rendre à un grand théoricien"(7).

## 2. L'identité de Say

Cette identité est aussi tautologique que la précédente, de par sa nature même d'identité, et en dépit du rôle particulier que Lange et certains de ses successeurs attribuent à la monnaie (8). Extension de l'identité de Walras, l'identité de Say a pour corollaire l'équilibre sur le *nième* marché, le marché de la monnaie. Cela revient finalement à distinguer dans un premier temps la monnaie des autres biens, puis, dans un second temps, à lui faire réintégrer le cas général dont on venait de la séparer (9).

$\sum_{L=1}^{n-1} p_L \bar{D}_L \equiv \sum_{L=1}^{n-1} p_1 \bar{S}_L$ , si, et uniquement si $D_n \equiv S_n$ , ou encore

que $D_n - S_n \equiv \Delta M = 0$

Cette identité est ainsi un truisme à peine plus sophistiqué que l'identité de Walras. La valeur des biens vendus est toujours égale à la valeur des biens achetés, mais en plus, la quantité de monnaie en circulation est toujours égale à la quantité de monnaie détenue par les sujets économiques. Avec Mishan, on peut alors conclure que "dans une telle identité (...), la demande est identiquement égale à l'offre sur *chaque* marché, aussi bien que sur tous les marchés considérés simultanément"(10).

Il est évident que l'on ne peut donner à cette identité la signification de l'égalité conditionnelle à laquelle concluait le paragraphe 2 du chapitre 3. Par définition, il n'est plus possible de parler d'identité si la validité de l'identité de Say exige une condition préalable, à savoir l'équilibre sur le marché monétaire.

Quoi qu'il en soit, l'identité de Walras et l'identité de Say, même si les textes d'auteurs classiques peuvent leur donner une certaine consistance et

un certain nombre de références (11) ne reflètent pas, dans tous les cas, les préoccupations du courant néo-classique. Ces deux identités sont parfaitement incompatibles tant avec le modèle d'équilibre général du paragraphe précédent qu'avec l'égalité de Walras qui en découle. Elles expriment toutes deux un équilibre des *quantités réalisées* dans lequel les grandeurs ne peuvent être qu'identiquement égales. Ces deux identités, par l'intermédiaire d'une formulation plus sophistiquée, n'expriment finalement pas autre chose que la vieille tautologie de Say selon laquelle les produits qui ont suffisamment de consommateurs *solvables* trouvent toujours des débouchés suffisants (12). La démonstration, si démonstration il y a, est purement comptable, et donc tautologique.

## C. L'égalité de Say et l'égalité de Walras

Le passage d'une relation d'identité à une relation d'égalité élimine le caractère tautologique des deux équations précédentes. Le problème de l'interprétation et de la signification profonde de ces deux égalités se situe néanmoins au niveau des hypothèses de base. L'une est une égalité conditionnelle, uniquement valable à l'équilibre, dans laquelle interviennent les facteurs monétaires et l'effet d'encaisse réelle (13). L'autre est une égalité entre quantités optimales directement issue de l'hypothèse d'information parfaite du modèle walrasien, et de la théorie du comportement des consommateurs et des entreprises.

### 1. L'égalité de Say

Cette égalité implique, tout comme l'identité de Say, un équilibre sur le marché de la monnaie. Il s'agit donc d'une égalité conditionnelle uniquement valable à l'équilibre :

$\sum_{L=1}^{n-1} p_L \bar{D}_L = \sum_{L=1}^{n-1} p_L \bar{S}_L$ , à la condition que $D_n = S_n$, ou encore que

$$D_n - S_n = \Delta M = 0.$$

Cette égalité de Say exprime les conditions nécessaires au parfait équilibre

entre quantités réalisées sur le marché. Cette double relation réelle et monétaire n'est plus une tautologie; elle définit, compte tenu du marché monétaire et de l'effet d'encaisse réelle, un équilibre idéal qui devrait être permanent, et qui n'est que de tendance.

Cette acception de la loi de Say est sans rapport avec l'égalité de Walras auquel aboutit le modèle d'équilibre walrasien. Egalité de tendance, elle n'a aucune raison objective de se réaliser du fait même de ses liens avec la réalité : elle ne postule aucune des maximisations sous contrainte exigées par la théorie de l'équilibre général. Elle ne se réalisera qu'à condition que la double exigence de l'équilibre sur les $(n - 1)$ marchés réels et sur le marché de la monnaie soit remplie. A l'opposé, l'égalité de Walras est toujours vérifiée, compte tenu des hypothèses de base du modèle walrasien. L'égalité de Walras postule l'élimination de tout obstacle à la réalisation des plans des échangistes alors que l'égalité de Say laisse au contraire sous-entendre leur existence par la "reconnaissance explicite de la possibilité d'un excédent d'offre de courte période sur le marché"(14).

En bref, il y a une opposition fondamentale et essentielle entre une égalité de Say qui s'efforce de définir les conditions d'équilibre dans une économie réelle, et une égalité de Walras, principe d'économie pure, qui n'acquiert une "signification" que dans le cadre d'une économie statique, sans lien aucun avec la réalité.

## 2. L'égalité de Walras

L'équation *(10)* et la manière dont elle a été obtenue indique bien que l'égalité de Walras ne saurait être assimilée ni à une identité ni à l'égalité de Say. Les $n$ biens sont pris en considération, la monnaie-numéraire ne faisant pas l'objet d'un traitement différencié. Réécrite sous une forme plus "parlante", cette égalité peut difficilement être considérée comme une tautologie :

$$\sum_{i+j=1}^{n} p_{i+j} (\bar{D}_i + \bar{D}_j) = \sum_{i+j=1}^{n} p_{i+j} (\bar{S}_i + \bar{S}_j) \text{ , ou plus simplement encore,}$$

$$\sum_{L=1}^{n} p_L \bar{D}_L = \sum_{L=1}^{n} p_L \bar{S}_L \text{ .}$$

Interprétée dans la longue période, en fonction de la disparition du profit, cette égalité implique un équilibre fondamental de la production au sens walrasien du terme (15). Exprimée d'une autre manière, cette relation garantit dans la longue période que "le prix de chaque bien doit égaler son coût unitaire". Cette paraphrase de Say par Dorfman, Samuelson et Solow leur permet de "déduire [ l'égalité de Walras ] comme une condition d'équilibre, à partir des relations [ de leur modèle d'équilibre général ]"(16). La démarche est tout à fait semblable au souci exprimé par Ricardo et son "état permanent des choses".

Toutefois, dans le contexte du réexamen de la théorie keynésienne par rapport à la pseudo-synthèse néo-classique, l'analyse de longue période ne présente aucun intérêt. L'égalité de Walras doit être placée dans une perspective qui permette une comparaison logique avec le court terme keynésien.

Une telle interprétation de la loi de Walras est-elle possible ? Le modèle d'équilibre général a amplement démontré, par l'intermédiaire de la maximisation sous contrainte de la fonction d'utilité du consommateur et de la fonction de production de l'entrepreneur, que cette loi de Walras exprime *une égalité entre quantités optimales dans la courte période.*

Les multiples confusions autour de ces quatre libellés de la loi des débouchés tiennent finalement à une insuffisance dans la définition des hypothèses de base, voire à un oubli de certaines d'entre elles. Tout comme pour la querelle des débouchés, une plus grande rigueur dans la définition des hypothèses de départ aurait épargné bien des débats.

Fitoussi résume ainsi la signification profonde de l'égalité de Walras comme instrument central du modèle néo-classique, opposé au modèle keynésien :

> *La loi de Walras apparaît ainsi clairement comme une égalité entre des quantités optimales; les relations d'offre et de demande d'une économie de concurrence parfaite, n'étant définies que dans la mesure où elles réalisent l'optimalité des situations des microsujets.* (17)

L'impératif fondamental dont dépend non seulement cette acception de la loi de Walras, mais aussi la logique du modèle d'équilibre général tout entier, tient dans l'*hypothèse de la réalisation des anticipations des échangistes* (18). Or, en raison même de la logique walrasienne, cette condition de la réalisation des plans des échangistes est une des hypothèses de base du modèle d'équilibre général. Kornaï l'appelle l'*hypothèse d'activité simultanée* :

> A.- Les activités du producteur peuvent être décrites par un vecteur dont les composantes positives représentent les produits et les composantes négatives, les facteurs. Du côté des produits : l'intention de produire (plan de production, programme de production), la production réalisée, l'intention de vendre (offre) et la vente réalisée, sont identiques. Du côté des facteurs de production : l'intention d'utiliser des facteurs (le plan d'utilisation des facteurs), l'utilisation effective, l'intention d'achat (demande) et l'achat réalisé sont identiques.
>
> B.- Les activités du consommateur peuvent être décrites par un vecteur de dimensions identiques, dont les composantes positives sont les consommations. La consommation désirée par le consommateur est égale à ses achats planifiés, et la consommation réalisée est égale à la demande.
>
> C.- Il n'y a pas de discontinuité temporelle entre la production, la vente et la consommation du produit.
>
> D.- A un point défini du temps, la production et la consommation sont accompagnées par un système de prix donné. Il n'y a pas de discontinuité temporelle entre le processus de production et la consommation d'une part, et leurs effets sur le système des prix d'autre part. (19)

Alors que l'identité de Walras était une tautologie dans le domaine des quantités *réalisées*, l'égalité de Walras, compte tenu de cette quadruple hypothèse d'activité simultanée, est toujours vérifiée dans le domaine des grandeurs *désirées*. Cette absurde simultanéité des décisions des entrepreneurs et des consommateurs, qui a pour corollaire l'hypothèse d'information parfaite, accuse encore les traits caricaturaux de cette égalité nécessairement vraie sans être toutefois une tautologie. En effet, cette égalité de Walras est parfaitement [illegible] comme en témoigne le modèle d'équilibre

général, alors que l'identité de Walras ne l'est pas, en raison même de son caractère tautologique.

Il semble en revanche abusif de considérer cette égalité comme une *loi* au sens économique du terme. Elle ne permet d'assimiler l'équilibre des *quantités désirées* à l'équilibre des quantités *réalisées* que par le biais d'hypothèses de base parfaitement irréalistes, hors du temps et de l'espace. Cette "loi" est complètement invalidée si la réalisation des plans des échangistes est compromise par des obstacles qui empêchent l'égalité désirée de se traduire en un équilibre général effectivement réalisé sur les marchés.

En d'autres termes, la validité de cette analyse de l'équilibre général n'est possible qu'en ... l'absence de tout déséquilibre. Une théorie de l'équilibre général qui ne s'applique que dans une situation d'équilibre parfait est-elle vraiment "générale" ? Dans la *Théorie Générale*, Keynes avait déjà répondu à cette question par la négative en proposant sa propre théorie qui, elle, s'applique à l'ensemble des situations d'équilibre *et* de déséquilibre possibles.

La logique du modèle d'équilibre général est ainsi sans faille : l'égalité de Walras n'est pas une tautologie et ce principe, compte tenu de ses hypothèses de base, est aisément démontrable. Mais quel est l'apport à l'analyse économique d'une construction qui, sous les apparences d'une théorie scientifique, n'est en fait qu'un exercice de logique dépourvu de toute utilité pratique ? Ce type de démarche est exactement celui auquel Keynes s'attaquait en affirmant que "la situation qu'elle [ la théorie classique en l'occurrence ] suppose [est] à la limite des situations d'équilibres possibles. Au surplus, les caractéristiques du cas spécial auquel cette théorie s'applique se trouvent ne pas être celles de la société économique où nous vivons réellement"(20).

## Par. 4.- Le *nième* bien, ou la monnaie dans le modèle d'équilibre général néo-classique

Dans ce paragraphe, il s'agira de démontrer l'incompatibilité totale d'une économie monétaire avec la théorie de l'équilibre général. Cette critique du modèle exprimé notamment par Patinkin, est due essentiellement à Clower, Leijonhufvud, Hines et Fitoussi (1). En d'autres termes, et contrairement aux espoirs formulés par le sous-titre de *La monnaie, l'intérêt et les prix*, l'intégration de la théorie de la monnaie à la théorie de la valeur est impossible dans le cadre néo-classique. La théorie monétaire de Patinkin tente d'éliminer toutes les caractéristiques et toutes les fonctions particulières de la définition keynésienne de la monnaie, de manière à lui faire réintégrer le cas général des *(n - 1)* biens. Cependant, la monnaie n'est pas un bien "comme un autre", un numéraire. Son intrusion dans le modèle d'équilibre général entraîne une mutation profonde du système et non pas une simple modification au niveau des conditions d'équilibre. Il apparaîtra finalement que seule une théorie monétaire de type keynésien est susceptible de mener à bien une telle intégration. La mise en évidence des particularités du bien monétaire - et non leur élimination - permettra cette difficile synthèse inaugurée par la *Théorie Générale*.

Comme le souligne Leijonhufvud, il est nécessaire, dans ce domaine, de distinguer "Keynes des keynésiens"(2), alors que, comme le remarque Clower, il ne faut pas distinguer la démarche de Patinkin de celle de Walras (3). Le raisonnement des Néo-classiques reste fondamentalement lié à la logique d'une *économie de troc*, alors que Keynes intègre la monnaie dans le référentiel d'une économie monétaire. Pour reprendre l'expression de Samuelson, "au vrai sens du terme, il y *avait* une dichotomie dans nos esprits; nous étions schizophrènes"(4).

Dans un premier temps (lettre A), il s'agira d'analyser cette "schizophrénie" qui a donné naissance à la contradiction entre l'aspect formel et l'aspect qualitatif du rôle de la monnaie, dans le modèle d'équilibre général. Dans un second temps (lettre B) il faudra déterminer, grâce à un article de Clower, le cadre nécessaire à une analyse précise du rôle très particulier de la

monnaie dans une économie monétaire (5). Ce schéma permettra par la suite (chapitre 7) de comparer utilement le rôle du numéraire walrasien, revu et corrigé par Patinkin, avec le rôle de la demande de monnaie dans la détermination de la demande effective de Keynes.

A. La monnaie "voile", ou le numéraire neutre dans le modèle néo-classique

S'agissant de la monnaie, la dichotomie fondamentale du modèle d'équilibre général, se situe au niveau de l'opposition entre le rôle formel et le rôle qualitatif de la monnaie. Formellement, la monnaie est un bien comme un autre, le *nième* bien, parfaitement inutile au bon fonctionnement du système néo-walrasien. Ni le volume de la demande, ni celui de l'offre, ni la structure des prix relatifs ne sont influencés par les variations du volume du numéraire de Walras. En revanche, dans la continuité des théoriciens classiques (6), les Néo-classiques reconnaissent à la monnaie un rôle décisif dans les échanges. La fonction de moyen d'échange, déjà largement reconnue par Smith, Say, Ricardo, Malthus et Sismondi est intégralement reprise par Walras. Le "lubrifiant de l'industrie et du commerce"(7) de J.S. Mill correspond au "service d'approvisionnement" de Walras (8). La monnaie est utile, indispensable même, comme élément de commune mesure des valeurs et comme moyen d'échange. En revanche, elle n'a aucune utilité propre et ne saurait donc être détenue pour des motifs autres que transactionnels.

La théorie des "encaisses désirées" est bâtie sur une transposition de l'analyse de l'utilité marginale à la résolution des problèmes monétaires. Patinkin, qui a examiné à fond la démarche de Walras au fil des quatre éditions des *Eléments d'économie politique pure*, peut écrire avec raison :

> (...) la théorie monétaire de Walras était fondée sur une application mécanique de l'appareil de l'utilité marginale. A aucun moment Walras n'a essayé d'expliquer pourquoi la monnaie avait une utilité. (...) De même, il ne réussit pas à habiller son cadre mathématique raffiné d'une signification économique adéquate.(9)

En d'autres termes, si Walras intègre la théorie de la monnaie à la théorie de la valeur par le biais de l'utilité marginale, à aucun moment il ne dégage la *raison* profonde de l'utilité de la monnaie, c'est-à-dire du "service d'approvisionnement de l'encaisse désirée". Schumpeter s'en était aperçu avant Patinkin :

> (...) au point critique [de sa démonstration], il échoua dans sa tentative de la mener à terme.(10)

A cette première dichotomie entre les aspects formels et les aspects qualitatifs de la monnaie, Samuelson en superpose une seconde, entre les théories quantitative (réserve de valeur) et qualitative (moyen d'échange) de la monnaie (11). Si l'on se reporte à l'analyse de la conception de la monnaie chez les Classiques (12), on constate que la monnaie intervenait déjà quantitativement, et non plus seulement qualitativement, dans l'équilibre général.

Patinkin a formulé avec beaucoup de précision l'expression qualitative de la théorie néo-classique de la monnaie. Formellement, la monnaie n'est rien dans le modèle d'équilibre général. Patinkin élabore néanmoins une théorie remarquablement ingénieuse pour justifier la détention de monnaie dans une telle économie. En dépit de ce perfectionnement de la démarche walrasienne, Patinkin ne parvient pas à s'arracher à la logique d'une économie de troc. Les modèles néo-classiques seront finalement impropres à représenter une économie monétaire.

La justification des "encaisses liquides" de Patinkin, héritières directes des "encaisses désirées" de Walras, ne nécessite pas un examen de l'ensemble du modèle d'équilibre général. Seule la théorie de l'échange est indispensable, l'aspect "production" pouvant être aisément négligé. L'article de Clower intitulé "A Reconsideration of the Micro-Foundations of Monetary Theory"(13) constitue la référence essentielle de la critique de la conception néo-classique de la théorie monétaire. Les hypothèses de base et la structure du modèle utilisées sont les mêmes que celles du cadre d'analyse du paragraphe 2.

1. Hicks et Patinkin mènent l'analyse en terme de "semaine" :

> Chaque individu se trouve le lundi matin (...) en possession d'une collection initiale de biens qui, comme la manne des Enfants d'Israël, est "tombée du ciel" au cours de la nuit précédente.(14)

Cette dotation initiale ne peut être considérée comme un revenu (15). L'explication de la détention de monnaie passe par l'examen du "processus stochastique de paiement"(16). En plus de cette dotation initiale de biens, chaque sujet économique reçoit un volume de monnaie qui provient d'un report de la semaine précédente. Le problème qui se pose à chaque individu est de "réarranger" sa dotation initiale de biens par le biais de l'échange, de manière à maximiser l'utilité qu'il retirera de la consommation de ces biens. Les échanges ont lieu sur un marché de concurrence parfaite qui n'est ouvert que le lundi après-midi : aucune transaction ne saurait intervenir à un autre moment de la semaine. Les règlements monétaires des contrats conclus le lundi après-midi s'effectueront dès le mardi matin, et durant le reste de la semaine, selon un processus aléatoire :

> Il s'ensuit que l'individu est dans l'incertitude à la fois quant aux heures où il recevra le paiement des marchandises qu'il a vendues, et quant aux heures où il devra régler les marchandises qu'il a achetées.(17)

Cette hypothèse de non-concordance entre les encaissements et les décaissements est à l'origine de la constitution d'encaisses liquides destinées à écarter toute crise de liquidités au cours de la semaine.

> Pour être en mesure de faire face à ces distorsions (...), l'individu aura intérêt à disposer en début de chaque semaine de réserves d'encaisses monétaires qui devront être dans une certaine relation avec le volume des paiements exigibles.(18)

La constitution d'encaisses liquides est donc antérieure aux engagements que l'individu contracte sur le marché le lundi après-midi, et leur volume influencera naturellement l'importance des transactions entreprises durant cette même période de marché.

2. Compte tenu de ces hypothèses, les demandes excédentaires de marché résultent de la sommation des demandes individuelles pour les biens et pour la monnaie. Il s'agit de maximiser la fonction :

$$U_j\ (d_{1j}, \ldots, d_{nj}, M_j/P) \qquad (1)$$

sous la contrainte :

$$\sum_{i=1}^{n} p_i\ (d_{ij} - s_{ij}) + M_j - M'_j = 0 \qquad (2)$$

dans lesquelles : $j$ est l'indice du sujet économique,
$i$ est l'indice du bien échangé,
$P$ est le niveau général des prix $(p_1, \ldots, p_n)$,
$d_{ij}$ et $s_{ij}$ représentent les quantités initiales et désirées du bien $i$,
$M_j$ et $M'_j$ représentent les quantités initiales et désirées de monnaie, la seule monnaie considérée étant la monnaie externe (19).

A la suite de Clower (20), Fitoussi élève deux objections à cette maximisation sous contrainte due à Patinkin (21).

La première a trait à la formulation de la contrainte budgétaire. Dans la première phrase de l'introduction à son ouvrage, Patinkin affirme que :

> Avec la monnaie on achète des biens, mais avec des biens on n'achète pas de la monnaie.(22)

Aucune transaction n'est donc possible sans l'intervention de la monnaie. La contrainte budgétaire *(2)* ne reflète pas cette impossibilité. La monnaie figure dans cette contrainte comme n'importe lequel des $(n - 1)$ autres biens. Patinkin insiste sur ce fait important qui, paradoxalement, ne ressort pas de son modèle.

La seconde remarque a trait à la contradiction déjà relevée entre la théorie de l'équilibre général et la présence de la monnaie. Il est clairement apparu dans le paragraphe précédent qu'en l'absence de divergence entre les quantités

projetées et les quantités réalisées, l'équilibre général est toujours assuré : c'est le fond même de l'égalité de Walras. Il en découle que les échangistes sont confrontés à des demandes parfaitement élastiques qui leur permettent d'écouler les quantités qu'ils désirent au prix du marché. Les $n$ biens sont ainsi *tous* parfaitement *liquides*, caractéristique typique d'une économie de troc. Clower souligne clairement ce paradoxe :

> *Une économie de troc est une économie dans laquelle tous les biens sont des biens monétaires.* (23)

Pourquoi donc conférer à l'un d'entre-eux ce rôle de numéraire, alors que chaque bien est monnaie ?

> Le rôle de la monnaie dans l'activité économique est analytiquement indiscernable de celui de n'importe quel autre bien [ajoute Clower]. (24)

Dans ces conditions, il n'apparaît guère correct, sur le plan théorique, d'affirmer qu'il s'agit d'une économie monétaire.

3. Compte tenu du fait que la monnaie n'a en réalité aucune place dans le modèle d'équilibre général, il est intéressant d'examiner brièvement les diverses théories néo-classiques proposées pour justifier la détention de monnaie. Il existe deux types principaux de justification qui, tous deux, sont incompatibles avec la notion de monnaie-numéraire inhérente au modèle d'équilibre général.

*Patinkin*, à l'aide de sa théorie des paiements stochastiques, justifie *a posteriori* une détention de monnaie constatée *ex ante*. Cette théorie n'apparaît a aucun moment dans la structure et dans la logique du modèle d'équilibre général. La demande de monnaie est justifiée par le laps de temps extrêmement bref - au pis, du mardi matin au samedi après-midi - durant lequel l'échangiste pourrait souffrir d'une crise de liquidités. En effet, et par définition, en fin de période la somme des encaissements est égale à la somme des décais-

sements. L'utilisation du crédit, même à intérêt, éliminerait tout recours à la monnaie, sans pour autant modifier la logique du système. Les intérêts sur les avances ou les prêts se compenseraient exactement en raison du caractère aléatoire des paiements. Il serait ainsi toujours plus rationnel que chaque sujet économique accepte de différer ses encaissements jusqu'au samedi soir, étant entendu qu'il est en mesure de différer également ses propres paiements. En vertu de la logique du modèle - et même si l'on tient compte d'un taux d'intérêt - le dénouement des opérations de crédit en fin de période garantira une situation d'équilibre général, sans recours à la monnaie.

La justification de la détention d'encaisses liquides par le biais de la théorie du paiement stochastique des achats et des ventes, repose sur un raisonnement spécieux, qui n'a rien de commun avec le modèle d'équilibre général. Le fonctionnement de ce dernier n'est absolument pas altéré par la suppression de la variable monétaire et son remplacement par des instruments de crédit. Il en découle logiquement que la monnaie et les encaisses liquides *ne sont pas* nécessaires au bon fonctionnement du système d'équilibre général. L'explication de Patinkin est ainsi une justification *ex post* d'une réalité objective, parfaitement incompatible avec le modèle d'équilibre général. La logique commande l'abandon de l'une ou de l'autre de ces démarches dont l'utilisation simultanée ne relève ni d'une économie de troc ni d'une économie monétaire.

*Tobin et Baumol* (25) ont proposé des explications tout aussi discutables de la détention de monnaie dans un système d'équilibre général. Ces auteurs font appel aux coûts de transaction pour justifier l'existence d'encaisses oisives. S'il est effectivement correct de constater que la monnaie peut diminuer les coûts de transaction dans une économie de troc, il est pour le moins contradictoire d'affirmer simultanément la théorie de l'équilibre général. Cette dernière postule en effet une hypothèse d'information parfaite et la gratuité de l'information par l'intermédiaire des "tâtonnements" du "secrétaire du marché". Considérer alors que la monnaie est détenue du fait de l'existence de coûts transactionnels revient à ne plus la considérer comme un actif stérile, mais comme un moyen de réduire ces coûts (recherche de débouchés,

frais de courtage, publicité, etc.). De plus, une telle monnaie ne saurait être l'un quelconque de ces $n$ biens, ce qui irait à l'encontre du principe selon lequel, dans une économie de troc, tous les biens sont des biens monétaires. L'information est de toute manière imparfaite, ce qui infirme l'une des hypothèses fondamentales du modèle classique et empêche l'utilisation de ce système d'équilibre général. A nouveau, il s'agit d'opter pour la logique du troc de l'équilibre général, et de rejeter alors toute explication de la détention de monnaie, quelle qu'elle soit, ou, inversement, de nier le système d'équilibre général au profit d'une économie monétaire qui permette l'explication des encaisses liquides. Les hypothèses d'information parfaite et d'activité simultanée ne seraient alors plus vérifiées; le modèle n'aurait plus rien de commun avec l'équilibre général et la concurrence parfaite postulés par les économistes néo-classiques. En bref, la monnaie n'a pas sa place dans le modèle de Patinkin, car sa présence traduit des imperfections dans l'information et/ou dans les transactions qui sont, par définition, exclues d'un tel raisonnement d'équilibre général. Comme le remarque Hahn, "le prix de la monnaie dans un tel modèle ne peut être que nul"(26).

Il y a donc contradiction absolue et fondamentale dans l'affirmation simultanée du modèle d'équilibre général et de l'existence de la monnaie, sous quelque forme que ce soit. Le modèle concurrentiel n'est compatible qu'avec un numéraire non contraignant, de même nature que tous les autres biens qui sont *aussi* des biens monétaires parfaitement liquides.

4. Clower propose une autre démonstration du manque de justifications sérieuses de la détention de monnaie dans le schéma néo-classique. La monnaie ne joue pas un rôle distinct des autres biens; en particulier, elle n'a pas de fonction différente des $(n - 1)$ autres biens. La logique du système d'équilibre général n'implique pas qu'elle soit ou un intermédiaire des échanges ou une réserve de valeur.

Clower suppose alors que la totalité du stock monétaire pourrait être détenue par un seul individu, tous les autres échangistes marquant "une violente aversion" pour les encaisses liquides. A l'équilibre, la monnaie ne sera pas

utilisée dans les échanges puisque $(M'_j = 0)$ pour tous les échangistes, exception faite du détenteur du volume total de la monnaie en circulation. Les relations *(1)* et *(2)* ne sont pas contredites par une telle hypothèse, et il n'y aura, sur le marché, aucune modification des demandes excédentaires pour les différents biens; la contrainte budgétaire *(2)* est exprimée de manière que les biens *et* la monnaie y jouent le même rôle. Et Clower de conclure :

> *Cela revient à dire que les biens ne peuvent être différenciés de la monnaie en tant que sources de la demande effective.* (27)

Ces multiples preuves de l'incompatibilité absolue entre le modèle d'équilibre général et l'intervention de la monnaie démontrent l'impossibilité de faire réintégrer au modèle keynésien le modèle néo-classique au moyen de ce type de pseudo-synthèse.

B. Les fonctions spécifiques de la monnaie dans une économie monétaire

L'équation de la contrainte budgétaire du modèle d'équilibre général de Patinkin s'est révélée complètement inapte à rendre compte de la contrainte effective à laquelle sont soumis les échangistes. La volonté de considérer la monnaie sous la forme d'un bien "comme un autre" est à l'origine de cette confusion entre la logique du troc et la logique d'une économie monétaire. Le problème est posé : il s'agit d'élaborer une théorie monétaire qui tienne compte du rôle particulier de la monnaie. De plus, cette théorie devra s'efforcer de rationaliser le comportement du consommateur et du producteur par rapport à une monnaie nettement distincte des *(n - 1)* autres biens.

La première étape de ce raisonnement tend à systématiser les différences entre la monnaie et ces autres biens. Or, Clower constate que "tout actif est, par nature, une réserve potentielle de valeur"(28). De même, n'importe quel bien peut être choisi comme étalon de valeur, comme unité de compte. Ce n'est donc ni l'une ni l'autre de ces caractéristiques qui distingue la monnaie

des autres biens. En revanche, la fonction moyen d'échange de la monnaie est la seule particularité qui la fasse différer de tous les autres biens. Ce moyen de paiement, qui permet de médiatiser une transaction entre deux ou plusieurs échangistes, introduit dans l'équation de la contrainte budgétaire les impératifs d'une vraie théorie monétaire.

La démonstration de Clower permet d'établir avec précision la portée de cette fonction moyen d'échange de la monnaie.

Soit l'ensemble des biens $C = (C_1, \ldots, C_n)$, et une relation d'échange $E$, définie comme un sous-ensemble du produit cartésien $(C \times C)$.

Par définition, l'échange entre deux biens $C_i$ et $C_j$ est possible si ce couple de biens $(C_i, C_j)$ est contenu dans le produit cartésien entendu comme l'ensemble des couples ordonnés $(C_i, C_j)$. En d'autres termes, sur des coordonnées cartésiennes, il y aura échange si les biens $C_i$ et $C_j$ déterminent un point compatible avec la relation d'échange $E$. Si cette hypothèse est remplie, on écrira $(C_i \; E \; C_j)$ "pour indiquer que cette condition est satisfaite"(29).

Cette relation d'échange est nécessairement non vide et reflexive (30) puisque $(C_i \; E \; C_j)$ est vérifiée pour tout $i$, étant donné que ce bien $C_i$ a un possesseur. De plus, elle est symétrique car si le bien $i$ peut s'échanger contre le bien $j$ $(C_i \; E \; C_j)$, le bien $j$ peut aussi s'échanger contre le bien $i$ $(C_j \; E \; C_i)$ : ces deux propositions sont équivalentes. Compte tenu de cette double relation, la phrase de Patinkin qui affirme que "avec de la monnaie on achète des biens, mais avec des biens on n'achète pas de la monnaie" (31) est dépourvue de toute signification dans une économie monétaire. En effet, Patinkin refuse tout caractère symétrique à une relation d'échange dans laquelle l'un des biens serait la monnaie. Néanmoins, ces relations d'échange ne sont pas des relations d'équivalence, car elles ne sont pas transitives. En d'autres termes, si $(C_i \; E \; C_j)$ et si $(C_j \; E \; C_k)$, il n'est pas vrai que $(C_i \; E \; C_k)$. La seule situation dans laquelle on puisse parler de relations d'échange transitives correspond à une économie de troc. Dans ce système, tous les biens peuvent être échangés contre un autre bien quel qu'il soit. Cela

reviendrait à dire que la relation $(C_i \; E \; C_j)$ est valable pour n'importe quelles valeur de $i$ et de $j$. Formellement, les relations *(1)* et *(2)* pourraient être complétées par une troisième qui définirait la monnaie comme le bien $C_i$ qui satisfait la condition *(3)* :

$$C_i \; E \; C_j : \forall_j \qquad (3)$$

Cette relation est le corollaire de l'affirmation antérieure qui veut que, dans une économie de troc, tous les biens soient des biens monétaires puisqu'ils remplissent tous la condition *(3)*.

Clower déduit, par un raisonnement *a contrario*, la propriété essentielle d'une économie monétaire : c'est une économie dans laquelle certains biens ne satisfont pas la condition *(3)* :

> La caractéristique particulière d'une économie monétaire par rapport à une économie de troc tient précisément dans le fait que *certains* biens, dans une économie monétaire, *ne peuvent pas* être échangés directement contre d'autres biens; c'est-à-dire que certains échanges impliquent nécessairement une transaction intermédiaire en monnaie. Plus précisément, nous pouvons maintenant définir une économie monétaire comme un système impliquant au moins un bien monétaire, mais une seule relation d'échange non transitive.(32)

Clower fournit une intéressante représentation graphique du produit cartésien *(C x C)* dans trois situations distinctes : économie de troc, économie monétaire "pure", économie monétaire "impure". Dans les trois tableaux a, b et c, le symbole *X* indique que la relation d'échange est satisfaite, et la lettre *O* qu'elle ne l'est pas; le symbole $\lceil X \rfloor$ indique que la relation d'échange est satisfaite, mais que, dans la réalité, elle est dépourvue de sens : on n'échange pas un bien contre lui-même.

a. Economie de troc

| | $C_1$ | $C_2$ |
|---|---|---|
| $C_1$ | [X] | X |
| $C_2$ | X | [X] |

Comme le veut le plus élémentaire bon sens, une économie dans laquelle le nombre de biens $C$ est inférieur à trois implique une situation de troc Tous les éléments du produit cartésien sont compris dans $E$.

b. Economie monétaire

| | $C_1$ | $C_2$ | $C_3$ |
|---|---|---|---|
| $C_1$ | [X] | X | X |
| $C_2$ | X | [X] | 0 |
| $C_3$ | X | 0 | [X] |

Une économie monétaire pure est caractérisée par le fait qu'un seul bien $C_1$ est échangé sur tous les marchés; en d'autres termes, $C_1$ est le seul bien monétaire du système : "Un bien est donc considéré comme étant une monnaie (...) si, et seulement si, il peut être échangé contre tous les autres biens dans l'économie"(33).

c. Economie monétaire "impure"

| | $C_1$ | $C_2$ | $C_3$ | $C_4$ |
|---|---|---|---|---|
| $C_1$ | [X] | X | X | X |
| $C_2$ | X | [X] | 0 | 0 |
| $C_3$ | X | 0 | [X] | X |
| $C_4$ | X | 0 | X | [X] |

$C_1$ **symbolise toujours le bien monétaire** car il est échangé sur tous les marchés. Ce système d'économie monétaire "impure" implique une combinaison d'une économie monétaire "pure" et de réminiscences d'une économie de troc, puisqu'il y a un sous-ensemble du graphe de la relation d'échange qui correspond à une situation de troc $(C_3\ E\ C_4)$ (34).

La monnaie est ainsi le seul bien qui apparaisse sur *tous* les marchés, et c'est cette caractéristique qui détermine sa fonction de moyen d'échange. Le choix du bien monétaire dépend donc étroitement de cette fonction. La convention sociale attribue en général cette fonction à un bien ou à un

autre; peu importe en effet la nature du bien monétaire, qui peut varier dans le temps et l'espace. Il est néanmoins intéressant de constater que celui qui devient le moyen d'échange socialement accepté est généralement *le plus liquide.*

La monnaie étant ainsi clairement distinguée des autres biens, il importe d'analyser avec soin les conséquences de sa spécificité sur la formulation et la signification de la contrainte budgétaire (2). Clower synthétise sa démarche au moyen d'un aphorisme qui répond à celui de Patinkin, et à celui, plus lointain, de Say. L'auteur de *La monnaie, l'intérêt et les prix* affirme :

> Avec de la monnaie on achète des biens, mais avec des biens on n'achète pas de la monnaie.(35)

Ce à quoi Clower répond :

> *La monnaie achète des biens et les biens achètent de la monnaie mais des biens n'achètent pas des biens.*(36)

Pour simplifier le raisonnement, et éliminer les complications qui n'en modifient pas le sens, l'examen de la démarche de Clower est entreprise dans le cadre d'une économie monétaire "pure" (tableau b, ci-dessus). Dans ces conditions, il apparaît que, en raison même des particularités du bien monétaire, une théorie monétaire ne peut être fondée sur la contrainte budgétaire. Alors que dans une économie de troc, cette contrainte permet toutes les combinaisons de biens deux à deux, la contrainte budgétaire d'une économie monétaire implique que, dans toute transaction, l'un des biens échangés *doit* être le bien monétaire. Peu importe que la monnaie soit offerte ou demandée, pourvu qu'elle apparaisse dans chaque transaction. Sur le plan théorique, cela revient à distinguer entre les biens demandés (en contrepartie d'une offre de monnaie) et les biens offerts (en contrepartie d'une demande de monnaie). En d'autres termes, la contrainte budgétaire d'un sujet économique doit se scinder en deux éléments constitutifs, l'un relatif à ses dépenses et l'autre à ses recettes. Cette désagrégation de la contrainte budgétaire

néo-classique donne naissance à ce que Clower baptise une "contrainte de dépense" et une "contrainte de revenu"(37).

La démonstration de Clower, revue et précisée par Hines et Fitoussi (38), permet de formaliser cette double contrainte sous laquelle devra être maximisée la fonction d'utilité du consommateur.

Contrainte de dépense :

$$\sum_{i=1}^{n} P_i (d_{ij} - s_{ij}) + M_j^t - M_j^{\rho t} = 0, \text{ dans laquelle } d_{ij} \geq s_{ij} . \qquad (4)$$

Contrainte de revenu :

$$\sum_{i=1}^{n} P_i (d_{ij} - s_{ij}) + m_j^t = 0, \text{ dans laquelle } d_{ij} < s_{ij} \text{ (39).} \qquad (5)$$

Compte tenu d'une encaisse initiale de monnaie exprimée sous la forme :

$$M_j^{\rho t} = M_j^{t-1} + m_j^{t-1} \qquad (6)$$

dans laquelle $M_j^{t-1}$ est la demande de monnaie pour des motifs de précaution, et $m_j^{t-1}$ la demande pour des motifs de transaction, *de la période précédente (t - 1)*. Grâce à ce perfectionnement de la notation de Clower par Fitoussi et Hines, il apparaît beaucoup plus clairement que "la demande d'encaisse-transactions est (...) *préalable* à l'échange"(40).

L'équation de la "contrainte de dépense" *(4)* reflète la différence essentielle d'avec le modèle néo-walrasien, à la suite de la détermination spécifique du bien monétaire. Toute demande *nette* de biens doit être compensée par une offre potentielle de monnaie. De plus, compte tenu de la restriction $(d_{ij} \geq s_{ij})$, qui implique une demande excédentaire positive - à la limite nulle -, la quantité $(M_j^t - M_j^{\rho t})$ ne peut être positive (41). L'encaisse initiale ne saurait être inférieure à la demande de monnaie pour des motifs de précaution. En bref, $M_j^t$ symbolise explicitement cette demande à des fins de précaution, égale à l'encaisse initiale diminuée de la valeur des achats courants (c'est-à-dire de la demande courante de monnaie à des fins de transaction $m_j^t$ ).

> Il s'ensuit - poursuit Clower - que *la valeur totale des biens demandés ne peut en aucun cas excéder la quantité de monnaie détenue par l'échangiste au début de la période*. Notre définition - ajoute-t-il -(...) reflète le sens profond de l'affirmation traditionnelle (mais curieusement démodée) qui veut que la demande dans une économie monétaire n'est effective que si elle implique la combinaison d'un désir *et* d'un pouvoir d'achat monétaire.(42)

Cette remarque de Clower exprime, dans une terminologie actuelle et au terme d'une démonstration sophistiquée, un *souci identique* à celui de Malthus ou de Sismondi dans les années 1820. La très longue interrogation de l'auteur de l'*Essai sur le principe de population* à propos du pouvoir et du vouloir consommer, de la demande *in esse* et de la demande *in posse*, procède exactement de la même préoccupation que celle de Clower. La critique de Malthus à l'adresse de Ricardo s'apparente en plusieurs points à celle que Clower formulle à l'égard de Patinkin et de nombreux économistes néo-classiques. Le rappel d'une affirmation de Malthus, et surtout sa juxtaposition avec la seconde phrase de la dernière citation de Clower, permet de constater une surprenante similitude dans les préoccupations fondamentales de deux grands théoriciens, séparés par près de cent cinquante années d'approfondissement analytique. Pour Malthus, la demande effective est en effet "la quantité demandée par ceux qui ont la volonté *et* le pouvoir de payer"(43).

L'élaboration d'un modèle d'économie monétaire débouche ainsi, tout naturellement, sur le principe de la demande effective, lié aux anticipations et aux incertitudes qui sont l'essence même de la nature profonde de la monnaie. Malthus échoua dans sa démarche; celle-ci a été menée à bien par Keynes, puis contestée par Patinkin et l'Ecole néo-classique, et finalement réaffirmée par Clower et Leijonhufvud.

La "contrainte de revenu" *(5)* fait valoir que toutes les offres de vente sont faites à seule fin d'obtenir en échange un seul et unique bien, la monnaie. Le symbole $m_j^{t-1}$ correspond ainsi sans conteste à l'habituelle demande de monnaie pour des motifs de transaction. Cette demande de monnaie vise à reconstituer l'encaisse initiale au fur et à mesure de son utilisation (44).

Contrairement au modèle néo-walrasien, la démonstration de Clower scinde en deux demandes distinctes la demande globale de monnaie : la demande de transaction, ou de revenu monétaire $m_j^{t-1}$ , et la demande à des fins de précaution $M_j^{t-1}$ . Cette différence tient au fait que dans les modèles d'équilibre général la contrainte budgétaire n'exige pas que les demandes de biens impliquent une offre de monnaie, et que les offres de biens impliquent une demande de monnaie.

La maximisation de la fonction d'utilité dans le modèle de Clower reflète naturellement cette double condition de validité :

$$U_j\ (d_{1j},\ d_{2j},\ \ldots\ldots,\ d_{nj},\ \frac{M_j}{P}\ ,\ \frac{m_j}{P}\ ). \qquad (6)$$

Les solutions permettant la maximisation de cette fonction ne peuvent être établies sur la base de son expression formelle. L'attribution des demandes excédentaires à l'une ou à l'autre des contraintes budgétaires dépend de leurs signes et des inégalités posées parallèlement aux relations *(4)* et *(5)*.

Compte tenu de cette particularité inhérente à une maximisation sous une double contrainte, il est possible de dégager trois différences fondamentales entre ce modèle d'économie monétaire et le modèle néo-walrasien d'une économie de troc.

En premier lieu, les effets de substitution, à la suite de variations des prix relatifs,auront des effets *asymétriques* à moins que les biens concernés n'apparaissent simultanément dans la même contrainte.

En deuxième lieu, une modification du niveau des encaisses initiales n'a pas "d'effet de revenu" sur les biens offerts à la vente, la variable $M_j^{\rho t}$ (demande globale de monnaie) n'étant pas comprise dans la "contrainte de revenu".

En troisième lieu, "l'offre de biens ne crée pas une demande pour les autres biens"(45), ou, en d'autres termes, une modification des offres de biens n'a aucun "effet de revenu" sur les biens demandés. La monnaie est indispensable pour aboutir, dans le cadre d'une économie monétaire, à un aphorisme analogue à l'égalité de Walras, dans une économie de troc :

> (...) la valeur nominale de la somme de toutes les demandes excédentaires, incluant les demandes excédentaires pour les encaisses de précaution et pour les encaisses de transaction, est identique à zéro.(46)

Cette phrase de Clower exprime la même réalité que l'égalité de Walras, mais *uniquement* dans une situation d'équilibre général. Dans toutes les autres situations, la loi de Walras est inapplicable dans une économie monétaire. Cet échec tient à la spécificité du bien monétaire et démontre l'absence totale de généralité du modèle d'équilibre général, même revu par Patinkin.

L'exemple du marché de l'emploi illustre ce refus de l'égalité de Walras et préfigure l'alternative qui sera proposée au chapitre 7, à l'aide de la "relecture" de la *Théorie Générale* par Clower et Leijonhufvud :

> Le travailleur cherchant un emploi demande de la *monnaie* et non des biens. Sa demande "notionnelle"(47) de biens *n'est pas communiquée* aux producteurs; n'étant pas capables de percevoir cette demande potentielle pour leurs produits, les producteurs ne seront pas désireux d'absorber l'offre excédentaire de travail, à un salaire réel correspondant au salaire réel qui "résoudrait" le problème walrasien.(48)

L'offre de biens ne peut pas créer sa propre demande en raison même de la présence obligatoire de la monnaie dans l'un des termes de toute transaction. La tentative néo-walrasienne d'intégration de la théorie de la monnaie à la théorie de la valeur, par l'intermédiaire d'un modèle d'équilibre général, apparaît ainsi clairement comme un échec. La loi de Walras (égalité) n'est qu'une égalité valable uniquement à l'équilibre, et donc privée de tout caractère général et opérationnel.

# CHAPITRE 7 : LE RENOUVEAU DE L'ANALYSE KEYNÉSIENNE, OU LA RECHERCHE D'UNE PLUS GRANDE COHÉRENCE EXTERNE

Hicks, ouvrant le débat en 1937 (1), a emprunté dès le départ une fausse piste. Il a engagé la dispute entre "Keynes et les Classiques" dans une voie sans issue. Alors que Keynes concentrait sa démarche sur une nouvelle définition des hypothèses de départ, les économistes néo-classiques l'attaquèrent au niveau de la logique interne de son modèle. En lâchant la proie pour l'ombre, en adressant l'essentiel de leur critique à l'expression formelle plus qu'au fond de la *Théorie Générale*, ces théoriciens pensaient atteindre un double but. D'une part, ils éludaient, tout au moins partiellement, une comparaison entre les hypothèses de base classiques et les hypothèses de base keynésiennes, comparaison dont ils avaient de fortes chances de ne pas sortir vainqueurs. D'autre part, ils axaient l'essentiel de leurs critiques sur la superstructure théorique du modèle keynésien qui n'a, de loin pas, l'élégance, la précision et le degré de "cohérence logique" du modèle d'équilibre général. Tous les auteurs néo-classiques, renouant ainsi avec une tradition qui remonte à Ricardo, se sont étendus sur le manque de cohérence interne de la démarche keynésienne, en passant comme chat sur braises sur les problèmes de cohérence externe que Keynes avait placés au centre de la *Théorie Générale* (2).

Le gauchissement de la problématique keynésienne par la majorité des économistes néo-walrasiens leur a permis d'affirmer - en toute bonne foi - que la *Théorie Générale* n'est qu'un cas particulier du modèle d'équilibre général hérité de Walras. Après avoir attiré la théorie keynésienne sur un terrain où - de l'aveu même de Keynes - elle est perdante à tout coup, Hicks, Patinkin et même des Keynésiens comme Ackley et Stoléru, n'eurent aucune peine à démontrer que la *Théorie Générale* s'est bornée à introduire quelques restrictions supplémentaires au modèle classique. Cette démarche a donné naissance à une curieuse dichotomie entre les théories applicables en politique économique, mais théoriquement peu satisfaisantes, et les théories pures de l'équilibre

général, inutilisables sur le plan pratique, mais combien enrichissantes pour l'esprit. Cette fallacieuse dualité n'a aucun sens au niveau des fondements épistémologiques de l'analyse économique. Une théorie pure de l'équilibre général n'a pas plus de portée qu'une politique économique menée sans analyse préalable d'une situation donnée au moyen d'instruments théoriques adéquats.

Le chapitre 6 a démontré l'échec de cette récupération "par les modèles"de la théorie keynésienne, "cas particulier" de la théorie classique. Le souci de la cohérence interne du modèle d'équilibre général lui a fait perdre tout contact avec la réalité. Le chapitre 7 va permettre non seulement de démontrer que les fondements théoriques de la *Théorie Générale* ont un degré de cohérence externe supérieur à ceux du modèle néo-walrasien de Patinkin, *mais aussi et surtout qu'ils admettent cette théorie néo-classique comme un cas particulier.* La généralité d'un modèle étant fonction du caractère plus ou moins restrictif de ses hypothèses de base, le chapitre 7 permettra de s'assurer du caractère réellement général de la *Théorie Générale*, par l'examen des réponses de Clower, Leijonhufvud et Davidson à la "contre-révolution keynésienne", de Hicks à Patinkin. Essentiellement fondée sur la critique de la loi de Walras et du modèle d'équilibre général, cette "relecture" de la *Théorie Générale* mettra tout naturellement en avant les notions soigneusement évitées par les économistes néo-classiques : les situations de déséquilibre, la spécificité du bien monétaire, le principe de la demande effective, le chômage involontaire, et naturellement, le facteur temps, par l'intermédiaire des anticipations.

Le paragraphe 1 examinera à nouveau la critique keynésienne des "postulats classiques" et de la loi des débouchés, par rapport à la tentative de récupération néo-classique.

Le paragraphe 2 introduira l'*hypothèse de décision duale* qui a provoqué un renouveau de l'analyse de la demande effective, par l'intermédiaire d'une généralisation de la théorie classique du comportement du consommateur. La notion de multiplicateur devra aussi être réexaminée à la lumière de la prépondérance sur l'ajustement par les prix, de l'ajustement par le revenu et les quantités.

Le paragraphe 3 permettra enfin de comparer la loi de Walras à la "loi de Keynes". Les différents concepts d'équilibre, et notamment la notion d'équilibre de sous-emploi, seront aussi redéfinis dans la logique du système keynésien qui postule une information imparfaite des échangistes. Le rôle de la monnaie dans le monde réel, par opposition au modèle d'équilibre général, apparaîtra finalement comme un remède à cette information imparfaite et aux incertitudes exprimées par la demande effective.

## Par. 1.- La *Théorie Générale*, théorie réellement générale : réexamen de la critique des postulats de l'économie classique et de la conception keynésienne de la loi des débouchés

L'analyse du chapitre 2 de la *Théorie Générale*, entreprise au chapitre 5 (1), peut être réexaminée et fondamentalement réappréciée à la lumière des récents développements critiques du courant néo-classique. La tentative de récupération de la théorie keynésienne a donné le jour au modèle d'équilibre général exposé au chapitre précédent qui dépasse en précision tout ce dont Keynes pouvait disposer en 1936. A l'aide de cette clarification de la théorie classique, Clower et Leijonhufvud ont pu "relire" la critique keynésienne des postulats classiques et de la loi de Say. Cette réappréciation débouche sur une démonstration décisive de la généralité de la démarche keynésienne par rapport à celle des Néo-classiques. De plus, ces deux auteurs écartent d'une manière définitive - semble-t-il - la loi des débouchés de type égalité de Walras, au profit du principe de la demande effective.

Comme l'écrit Clower :

> (...) les mêmes présupposés théoriques hautement particuliers qui guidèrent l'attaque de Keynes contre l'économie politique orthodoxe continuent d'égarer la théorie contemporaine des prix; (...) la "contre-révolution keynésienne" s'écroulerait sans eux. Contrairement à Keynes qui avait à faire avec une doctrine "classique" dont il n'existait aucun exposé rigoureux, nous avons aujourd'hui une idée extrêmement claire du contenu orthodoxe de la théorie contemporaine. Nous avons ainsi un très net avantage sur Keynes pour décrire ce qui est affirmé [ par le modèle néo-classique de l'équilibre général]. Cependant, le problème fondamental est de découvrir et de décrire ce qui n'a pas été dit et qui aurait dû l'être, et là, nous sommes dans la même situation que Keynes.(2)

Un célèbre passage du premier chapitre de la *Théorie Générale* préfigure clairement les distorsions qui seront apportées à son interprétation. La confusion semble ainsi s'installer dès le départ, au sein même de la théorie keynésienne qui, faute de formulation précise du modèle classique qu'elle entend attaquer, manque singulièrement de clarté. L'Ecole néo-classique a fait alors passer ce manque de rigueur pour une absence de pensée originale :

> Nous démontrerons que les postulats de la théorie classique ne s'appliquent qu'à un cas spécial et non au cas général, la situation qu'elle suppose étant à la limite des situations d'*équilibre* possibles. Au surplus, les caractéristiques du cas spécial auquel cette théorie s'applique se trouvent ne pas être celles de la société économique où nous vivons réellement.(3)

Ces deux phrases de Keynes reflètent une double imprécision déjà relevée dans le chapitre 5 (4). Keynes va-t-il s'occuper de problèmes d'équilibre ou de déséquilibre ? La référence qui est faite à la réalité économique est pour le moins ambiguë.

Leijonhufvud, Hines, et plus récemment Fitoussi ont formulé des commentaires pénétrants sur cette double équivoque entre la nature de l'équilibre (ou du déséquilibre) et la réalité économique quotidienne. En bref, leur démarche peut se résumer en une question, empruntée à Fitoussi :

> Les hypothèses classiques sont-elles rejetées parce qu'elles ne sont pas conformes à la réalité, ou plutôt parce que conceptuellement elles ne s'appliquent qu'à une petite partie des cas possibles ?(5)

Dans la première hypothèse, Keynes sort vainqueur de la controverse de politique économique, mais perd la bataille théorique : c'est l'interprétation retenue par l'Ecole néo-classique. Dans la seconde hypothèse, Keynes remporte la victoire sur les deux terrains : ses prémisses sont à la fois conceptuellement plus générales *et* plus proches de la réalité. Cette appréhension de la *Théorie Générale* est celle de Clower et de Leijonhufvud.

A la lumière du modèle d'équilibre général et de sa critique par Clower et Leijonhufvud, une nouvelle analyse de la critique des "postulats de l'économie classique" (lettre A) permettra de réexposer le rôle fondamental de la réfutation de la loi des débouchés dans la démarche de Keynes (lettre B), tant sur le plan théorique que sur le plan de l'adéquation de la *Théorie Générale* à la réalité.

## A. Nouvel examen de la critique keynésienne des postulats de l'économie classique

Le modèle d'équilibre général du chapitre précédent permet de rattacher immédiatement les deux postulats classiques l'un à la théorie de l'entreprise (postulat I) et l'autre à la théorie du comportement du consommateur (postulat II).

Pour mémoire, Keynes énonce le premier postulat de la manière suivante :

> *Le salaire* [réel] *est égal au produit marginal du travail,*

et le second comme suit :

> *L'utilité du salaire* [réel] *quand un volume donné de travail est employé est égale à la désutilité marginale de ce volume d'emploi.* (6)

L'auteur de la *Théorie Générale* accepte le premier postulat et rejette le second. Exprimé par rapport au modèle d'équilibre général, cela revient à accepter la théorie de l'entreprise et à refuser la théorie du comportement du consommateur relative à l'offre de travail.

### 1. La critique du second postulat

Le chapitre 5 (7) a déjà démontré que la critique de ce second postulat ne se limite pas à un refus de la théorie classique des salaires. Keynes réfute deux autres hypothèses de base du modèle classique qu'il considère

comme des corollaires au moins aussi importants. Il reproche aux Classiques d'avoir exclu la possibilité d'un chômage involontaire, et d'admettre sans restriction l'égalité de Walras (8).

L'interdépendance entre "ces trois hypothèses (...) équivalentes" a laissé sceptiques un grand nombre de commentateurs qui ont de la peine à accepter "qu'elles soient simultanément vraies ou fausses, chacune d'elles découlant logiquement des deux autres"(9). Le réexamen de cette fameuse liste de la *Théorie Générale* permet à Clower de constater que ces hypothèses de base de la théorie classique sont toutes trois incompatibles avec la théorie du comportement du consommateur dont dépend, pour une bonne part, la logique du modèle d'équilibre général. En d'autres termes, l'économique keynésienne est-elle compatible avec la théorie classique et néo-classique du consommateur ? Un bref rappel de ces trois hypothèses, et des éléments qu'elles sous-tendent, révèleront une incompatibilité fondamentale, que Keynes n'avait pas jugé bon de préciser.

a. Première hypothèse :"(...) le salaire réel est égal à la désutilité marginale de l'emploi existant".

Cette attaque de Keynes représente beaucoup plus qu'une simple critique du principe de la flexibilité des salaires nominaux, mécanisme auto-régulateur par excellence d'une économie de marché. Il affirme que l'offre de travail ne dépend pas du salaire réel, mais du salaire nominal, et que les variations du niveau général des prix ont peu d'influence sur la quantité de travail offerte. Les salaires nominaux sont rigides à la baisse. De plus, une baisse du salaire réel, due à une hausse du niveau général des prix, peut coexister avec un volume de chômage involontaire. En bref, les salariés sont victimes d'une illusion monétaire à laquelle les entrepreneurs échappent totalement. Les commentateurs néo-classiques ne considèrent pas cette démarche de Keynes comme théoriquement fondamentale. En effet, la stipulation de la rigidité des salaires nominaux dans le modèle d'équilibre général *aboutirait exactement aux mêmes conclusions*. Cela permet à ces auteurs d'affirmer que, en définitive, la théorie keynésienne des salaires n'est qu'un cas particulier de la théorie classique : il suffit de redéfinir les courbes d'offre de

travail de manière qu'elles soient infiniment élastiques à un certain taux de salaires.

Cette démarche de Keynes peut toutefois être interprétée comme une attaque contre la théorie du comportement du consommateur dont dépendent les fonctions d'utilité et les équations de contrainte budgétaire du modèle d'équilibre général. Si cette interprétation de la critique de Keynes s'avérait correcte, le bouleversement théorique qu'elle apporterait serait beaucoup plus considérable qu'une simple question de rigidité des salaires. De plus, cela expliquerait ce parallélisme établi par Keynes entre la validité de cette première hypothèse et ses deux autres corollaires.

b. Deuxième hypothèse : "(...) il n'existe rien de pareil au chômage involontaire au sens strict du mot".

Ce deuxième élément est essentiellement semblable au premier. Les Classiques sont accusés de ne pas admettre l'existence du chômage involontaire. La même question se pose que pour la première hypothèse : "Chômage involontaire" et "déséquilibre chronique" sont-ils des synonymes exprimant le même phénomène objectif, ou, le "chômage involontaire" est-il un type de déséquilibre particulier, associé à la déconfiture de la théorie orthodoxe du comportement des ménages ?" s'interroge Clower (10). En d'autres termes, s'agit-il à nouveau d'une question de fond ou d'une question d'hypothèses restrictives apportées au modèle classique ? Keynes argumente plus clairement que de coutume et semble persuadé du caractère théoriquement fondamental de son objection à la démarche classique :

> (...) si la théorie classique n'est applicable qu'au cas du plein emploi, il est évidemment trompeur de l'appliquer au problème du chômage involontaire, à supposer qu'une pareille chose existe (et qui le niera ?). Les théoriciens de l'école classique ressemblent à des géomètres Euclidiens qui, se trouvant dans un monde non Euclidien et constatant qu'en fait les lignes droites qui semblent parallèles se coupent fréquemment, reprocheraient aux lignes leur manque de rectitude, sans remédier autrement aux malencontreuses intersections qui se produisent. En vérité il n'y a pas d'autre remède que de rejeter le postulatum d'Euclide et de construire une géométrie non Euclidienne. Une opération de ce genre est aujourd'hui

> nécessaire dans le domaine de la science économique. Il est indispensable qu'on se débarrasse du second postulat de la doctrine classique et qu'on élabore le comportement d'un système où le chômage involontaire au sens strict du mot est possible.(11)

N'est-ce pas une invite directe à renverser complètement la logique classique, et non pas simplement à la modifier sur quelques points relativement accessoires ?

c. Troisième hypothèse : "(...) l'offre crée sa propre demande (...)"(12)

Ce dernier élément de la liste de Keynes est celui qui est le plus étroitement en rapport avec la théorie du comportement du consommateur. La loi de Walras est sans conteste l'aboutissement de tout le raisonnement du modèle d'équilibre général. Ce raisonnement ne saurait être valable sans les hypothèses de la théorie traditionnelle du consommateur. L'attaque de Keynes contre cette forme de la loi de Say, postulat démontrable de l'analyse classique et néo-classique, implique une critique des bases théoriques sur lesquelles ce principe est construit.

Pour l'instant (13), il suffit de constater que, dans le cas de la critique de la loi de Walras, le problème est le même que pour la rigidité des salaires et le chômage involontaire. S'agit-il d'une critique superficielle ou d'une critique fondamentale de la théorie classique ? L'Ecole néo-classique, et notamment Patinkin (14), ont affirmé que la proposition que Keynes attaquait n'était pas celle qu'il croyait en fait critiquer. Cette manière de juger la démarche de Keynes est en réalité une façon élégante d'insinuer que cette critique est fausse. Clower résume clairement ce processus de récupération :

> La plupart des économistes ont opté [pour cette explication], partiellement en raison d'une certaine déférence à l'égard de ses capacités intellectuelles [celles de Keynes], et partiellement en raison du fait qu'ils reconnaissaient que si Keynes avait voulu sérieusement mettre en doute la question de la pertinence de la loi de Walras, il aurait dû réfuter la théorie orthodoxe de comportement des ménages. Il aurait dû proposer une alternative acceptable - et cette alternative aurait dû considérer la théorie classique comme un cas particulier, exclusivement valable dans une situation de plein emploi.(15)

Comment Keynes aurait-il pu affirmer que "ces trois hypothèses sont équivalentes" s'il n'avait pas pris conscience que leur seul point commun était précisément leur attaque contre la théorie orthodoxe du comportement du consommateur ? Le dilemme est très clairement posé par Clower :

> (...) *soit la loi de Walras est incompatible avec l'économique keynésienne, soit Keynes n'a rien ajouté de fondamentalement nouveau à la théorie économique orthodoxe.* Cette manière de confronter une vache sacrée avec une autre peut paraître inutilement brutale. Mais une autre conclusion est-elle possible ?(16)

Le fait que Keynes ne disposait pas d'une formulation précise de la théorie classique explique probablement qu'il n'ait pas pu offrir une alternative à la démarche orthodoxe, en s'engageant dans une refonte totale de la théorie du comportement des ménages. De plus, l'urgence d'obtenir une solution utilisable en politique économique, et son acharnement à convaincre ses confrères sceptiques, l'on également poussé à négliger l'aspect purement théorique de son analyse.

En revanche, si - par hypothèse - on admettait sans restriction la validité de la loi de Walras et sa compatibilité avec la théorie keynésienne, ainsi que l'affirme l'Ecole néo-classique, le modèle keynésien serait effectivement un cas particulier de la théorie de l'équilibre général. En bref, Keynes n'aurait rien ajouté de fondamental à l'analyse économique. Si tel était le cas, il semblerait logique de s'interroger sur l'échec de trente années de développements et de recherches sur l'impossible synthèse entre le régulateur par les prix et le régulateur par les quantités et le revenu. En d'autres termes, si Keynes n'a réellement rien apporté de nouveau à la théorie classique, la loi de Walras doit être logiquement considérée comme un principe fondamental de l'analyse économique. Or, il semble bien que la théorie du comportement du consommateur et le postulat de l'information parfaite sont totalement incompatibles avec la théorie keynésienne (17). Clower écrit dans le même sens que :

> (...) la théorie dominante du comportement des ménages est parfaitement incompatible avec l'économique keynésienne (...). Keynes a fait lui-même un usage tacite d'une théorie plus générale, et [que]

> cette théorie implique des fonctions de demandes excédentaires qui incluent les quantités et les prix comme variables indépendantes, et [ que ] ces fonctions, exception faite des situations de plein emploi, *ne satisfont pas* les conditions posées par la loi de Walras.(18)

Pour prouver que la démarche néo-classique est erronée et contradictoire, il suffit de démontrer l'absurdité de la théorie classique du comportement du consommateur, pilier de la loi de Walras. Une critique systématique du postulat de l'information parfaite du consommateur, conjuguée avec une spécification du "bien monétaire", permettront d'étayer cette affirmation et de prouver le caractère plus général de la théorie keynésienne.

Trois conclusions intermédiaires s'imposent déjà à ce stade de la démonstration.

En premier lieu, il est indispensable de souligner que Keynes n'a *jamais* supposé une rigidité absolue des salaires nominaux. Le chapitre 19 de la *Théorie Générale*, intitulé "Variations des salaires nominaux", en est une excellente preuve. Keynes reprend son argumentation du chapitre 2 et conclut que cette rigidité n'est pas liée à un principe théorique quelconque, mais à un impératif de politique économique :

> A la lumière de ces considérations nous estimons maintenant que le maintien de la stabilité du niveau général des salaires nominaux constitue, tout bien pesé, la *politique* la plus sage (...).(19)

De plus, dans ce même chapitre 19, Keynes reconnaît aussi la réalité de la déflation salariale des années 1930. Il ne soutient pas un instant que la rigidité des salaires nominaux soit une hypothèse empiriquement prouvée (20).

En deuxième lieu, les contradictions que l'Ecole néo-classique relève dans la théorie keynésienne ne sont en fait qu'apparentes. Elles disparaissent dès que l'on interprète la *Théorie Générale* comme une explication de la réalité économique et non comme une démarche normative visant à réinsérer à tout prix cette réalité dans un modèle économique préétabli. Le reproche est à peu de chose près le même que celui que Ricardo adressait à Malthus : l'accroissement de la cohérence externe d'un modèle, et son plus haut degré d'adap-

tation à la réalité lui font perdre une part de sa cohérence interne. A la différence de la tentative de Malthus, la démarche de Keynes, examinée avec plus d'attention, n'apparaît entachée d'aucune insuffisance théorique essentielle. Le schéma fourni par Keynes n'a certes pas toujours la clarté désirée sur le plan théorique, mais il est suffisamment précis, en tous les cas, sur le plan des mesures souhaitables en politique économique.

De toutes manières, même si le maître ouvrage de Keynes n'est pas aussi rigoureux dans sa critique de la théorie classique qu'il le devrait, aucun de ses chapitres ne contient quoi que ce soit de contraire à l'interprétation récente qui veut que la *Théorie Générale* soit simultanément plus générale sur le plan théorique et plus proche de la réalité économique que le modèle d'équilibre général. L'accusation de diminution de cohérence interne est sans fondement dès l'instant où la *démonstration* du caractère erroné de la théorie classique du comportement du consommateur entraîne la chute de la loi des débouchés *et* son remplacement par le principe de la demande effective. La cohérence interne de la démarche keynésienne est aussi forte que celle du modèle d'équilibre général, compte tenu des modifications essentielles apportées par Keynes aux hypothèses de base qu'il considère comme erronées. Les deux constructions dénotent un raisonnement parfaitement logique; la théorie keynésienne est alors en mesure de remporter la bataille, car ses hypothèses de départ sont beaucoup plus proches de la réalité que celles des Classiques et des économistes néo-classiques contemporains. A degré de cohérence interne égal, le modèle le plus apte à rendre compte de la réalité économique est sans conteste le "plus général"; quand bien même il fait intervenir des facteurs d'incertitude, par l'intermédiaire des anticipations des entrepreneurs synthétisées dans le principe de la demande effective. De toute manière, l'intrusion de ces anticipations, décriées par Patinkin (21), ne font-elles pas partie intégrante de la réalité objective de toute société économique ? Keynes était clairement conscient de ce défaut fondamental des théories classiques et de leur tendance à éliminer systématiquement les phénomènes irrationnels, et donc inquantifiables, de leur modèle. De cette manière, il était relativement facile de sélectionner les hypothèses de base nécessaires à la réalisation d'un équilibre général, et de rejeter les autres comme des éléments "non scientifiques". Keynes n'affirme rien d'autre lorsqu'il écrit :

> J'accuse la théorie économique classique d'être elle-même une de ces techniques plaisantes, raffinées, qui tentent de traiter le présent en faisant abstraction du fait que nous savons vraiment peu de choses sur le futur.(22)

En troisième lieu, et pour résumer ces développements sur le deuxième postulat de l'économie classique, on peut considérer la théorie keynésienne comme une théorie économique *sans démon de Maxwell*, pour reprendre une expression de Leijonhufvud (23). Le seul élément que Keynes semble avoir complètement éliminé des fondements de la théorie classique est personnifié par le "secrétaire du marché" de Walras. Dans le modèle d'équilibre général, celui-ci fournissait gratuitement toutes les informations garantissant une coordination parfaite des activités des offreurs et des demandeurs, dans le présent et surtout dans le futur. Keynes est extrêmement clair sur ce point. Son système repose entièrement sur une logique qui nie l'information parfaite des échangistes :

> (...) d'une manière générale, nous n'avons qu'une très vague idée des conséquences de nos actes, exception faite des plus directs.(24)

Dans cette optique, une réinterprétation de la critique keynésienne du second postulat de l'économie classique révèle l'ampleur insoupçonnée de la démarche théorique de Keynes. L'énoncé complexe de ce second postulat, et la longue discussion sur l'importance des variations des salaires nominaux et réels, prennent une toute autre résonance et deviennent très clairs.

Selon Keynes, les salaires réels varient en fonction soit d'une fluctuation du niveau général des prix, soit d'une variation du salaire nominal. Or, il est essentiel de constater que ces deux facteurs déterminant le salaire réel "ne véhiculent pas *les mêmes informations*"(25).

Dans le premier cas, ces variations touchent l'ensemble des travailleurs. Dans l'hypothèse d'une telle diminution du salaire réel, le salarié ne réduit pas son offre de travail, car il ne peut espérer trouver un travail mieux rémunéré, la baisse des salaires touchant l'ensemble des travailleurs. Le chômage involontaire fait son apparition, en dépit de et malgré cette baisse de salaire réel. Keynes en conclut qu'une baisse du salaire réel, par la

hausse du niveau général des prix, ne saurait garantir un retour au plein emploi.

Dans le second cas, la baisse du salaire réel ne touche que la catégorie des salariés dont le salaire nominal a été diminué. Le travailleur est dans l'incapacité de savoir immédiatement si cette contraction du salaire réel est circonscrite à l'entreprise ou au secteur dans lequel il travaille. Il oppose donc une résistance beaucoup plus forte à la baisse des salaires nominaux, escomptant, le cas échéant, un emploi mieux rémunéré dans un autre secteur (26). Keynes démontre clairement que, dans ce cas, le travailleur s'efforce de maintenir son *salaire réel relatif*, en refusant toute baisse de son salaire nominal.

Dans la première hypothèse, il y a une illusion monétaire, due généralement à une absence d'information directe sur l'indice des prix et le taux d'inflation; alors que dans le second cas, le travailleur est immédiatement et très clairement informé des conséquences d'une baisse de son salaire nominal :

> (...) tout individu ou groupe d'individus qui consent à une réduction de ses salaires nominaux par rapport à ceux des autres individus ou groupe d'individus subit une réduction *relative* de salaire réel, qui suffit à justifier sa résistance.(27)

La collecte d'informations sur la situation du marché apparaît ainsi bien plus difficile pour le salarié que pour l'entrepreneur. Du point de vue de l'entrepreneur, le salaire réel qu'il verse à ses employés se détermine facilement par le rapport existant entre le salaire nominal et le prix de vente du produit fabriqué. Il en va tout autrement pour le salarié qui ne peut être informé du niveau de son salaire réel que par une comparaison entre son salaire nominal et l'indice du coût de la vie. Ainsi apparaît un déséquilibre, entre l'entrepreneur et le salarié, au niveau de leur degré respectif de connaissance des réalités du marché. Clower utilise un raisonnement semblable pour étayer la critique keynésienne de ce second postulat classique. L'apparition du chômage involontaire, et donc l'invalidation de ce second postulat, sont deux synonymes d'une indétermination du niveau d'équilibre des salaires

réels. En effet, le salaire réel, tel qu'il est confusément ressenti par le salarié, ne peut coïncider avec le salaire réel enregistré par l'entrepreneur que si la variation du niveau général des prix est induite par une variation équiproportionnelle des prix de tous les biens. Cette hypothèse d'école n'a naturellement aucune chance de se réaliser.

Ainsi, en raison même de l'inégalité du niveau d'information des offreurs et des demandeurs de travail, le taux d'équilibre des salaires réels sera indéterminé. Une variation du coût des investissements est, par exemple, sans influence directe sur le salaire réel tel que le perçoit confusément le travailleur. En revanche, l'entrepreneur peut immédiatement enregistrer l'influence de cette modification sur son prix de revient, son prix de vente, et connaître exactement le nouveau salaire réel. L'intervention des syndicats ne modifie en rien les données du problème. Même si l'information de ces derniers est meilleure que celle d'une masse de salariés isolés, les syndicats sont totalement incapables de disposer, *au même moment*, d'un volume et d'une quantité de renseignements identiques à ceux des employeurs. Au mieux, il n'y aurait qu'un léger décalage dans le temps, qui suffirait néanmoins à invalider le postulat d'information parfaite. L'explication libérale et anti-keynésienne de l'influence néfaste des syndicats (28) sur la fixation des salaires nominaux passe à côté du problème essentiel de la transmission de l'information. Il en va de même de l'argumentation plus subtile des économistes néo-classiques, selon laquelle une simple stipulation de la rigidité des salaires à la baisse pour des raisons de "capillarité sociale" explique la critique keynésienne du second postulat (29).

## 2. La confirmation de la validité du premier postulat

La dissymétrie de l'information entre le salarié-offreur de travail et l'employeur-demandeur de travail explique non seulement le rejet du second postulat, mais également l'acceptation, par Keynes, du premier postulat de l'économie classique.

Ce premier postulat est exclusivement lié à l'aspect demande de main-d'oeuvre sur le marché du travail. L'information de l'entrepreneur sur le salaire réel qu'il distribue à ses employés est parfaite. Il connaît avec sûreté à la fois le salaire nominal et son prix de vente : il saura ainsi avec exactitude quel niveau de salaire nominal induit un salaire réel égal au produit marginal de telle ou telle unité de main-d'oeuvre. L'entrepreneur peut affirmer avec certitude que, au-delà de ce salaire nominal, l'embauche d'un salarié supplémentaire lui coûte plus qu'elle ne lui rapporte, et qu'en deçà de cette limite tout accroissement du volume de l'emploi lui est bénéfique. La courbe de demande du marché du travail est ainsi déterminée, avec le maximum de précision, en fonction de ce premier postulat, "avec cette restriction - posée par Keynes lui-même - que l'égalité [entre le salaire réel et le produit marginal du travail] peut être contrariée (...) par l'imperfection de la concurrence et des marchés"(30).

La courbe d'offre de travail, synthétisée par le second postulat, est en revanche complètement imprécise, en raison de l'impossible détermination immédiate et certaine de son salaire réel par le salarié, en raison de la sous-information de celui-ci sur l'état de l'indice des prix. L'attachement de la main-d'oeuvre à son salaire nominal, plus qu'à son salaire réel, tient presque exclusivement au fait que sa fiche de paie est la seule information sûre dont elle dispose immédiatement pour juger de sa rémunération. L'offre de travail varie presque toujours en fonction du salaire nominal, à moins que les variations du niveau général des prix soient suffisamment importantes pour que le salarié prenne conscience de leur influence sur son salaire réel. Cette dissymétrie de l'information, entre l'offreur et le demandeur de travail, produit sur le marché du travail, une zone d'indétermination, qui empêche la fixation d'un salaire réel unique, et qui, par là, provoque l'apparition du chômage involontaire. Conformément au modèle d'équilibre général, l'entrepreneur keynésien peut encore maximiser son profit, sous la contrainte d'une fonction de production qu'il est en mesure de déterminer avec une relative précision. En revanche, l'offreur de travail-consommateur n'est plus en mesure, pour Keynes, de maximiser sa fonction d'utilité, sous une contrainte budgétaire

devenue imprécise, en raison de l'indétermination de son salaire réel, due à son manque d'information sur les fluctuations du niveau général des prix.

## B. Nouvel examen de la signification profonde et du rôle de la loi des débouchés (égalité de Walras) dans la critique keynésienne du modèle économique classique

Dans le cadre de l'interprétation de la *Théorie Générale* par l'Ecole néo-classique (31), la version de la loi des débouchés attribuée à Keynes était l'*identité de Say*. Le réexamen de la critique des postulats de l'économie classique par Keynes a mis en évidence le caractère doublement erroné de cette signification attribuée à la loi de Say. En premier lieu, et d'une manière très générale, la notion d'identité en analyse économique est extrêmement ambiguë et, dans le cas particulier, une identité, qu'elle soit "de Say" ou "de Walras" n'est qu'un truisme, une tautologie. Il est évident qu'il y a toujours une identité comptable entre la valeur des biens achetés et la valeur des biens vendus. Say l'affirmait déjà sous les sarcasmes de Malthus et de Sismondi (32). D'autre part, une telle interprétation de la loi de Say ferait perdre toute consistance logique à la critique de Keynes. Les économistes néo-walrasiens seraient alors en droit de dire que Keynes n'a rien apporté de fondamentalement nouveau à la théorie économique. Certes, le chapitre 2 de la *Théorie Générale* fait clairement référence à la loi de Say, mais il est vraisemblable que Keynes fait allusion à l'égalité de Walras, seule expression de la loi des débouchés compatible avec le modèle classique. Si tel n'était pas le cas, la critique de Keynes deviendrait inintelligible. L'interprétation de la réfutation keynésienne de la loi de Say, par les économistes néo-classiques conclut à une attaque contre l'identité de Say. L'équivoque qui entoure cette acception de la loi des débouchés sert ces auteurs : toute autre signification attribuée à la loi des débouchés, et singulièrement une interprétation du type égalité de Walras, aurait rendu impossible *ab ovo* toutes leurs tentatives de récupération du système keynésien au profit du modèle d'équilibre général.

Dans la *Théorie Générale*, la conception de la loi des débouchés est donc fondamentale. D'une part, par rapport à la critique des postulats classiques et à la rupture avec l'analyse traditionnelle, et, d'autre part, cet élément étant le corollaire du précédent, par rapport à la tentative de pseudo-synthèse de beaucoup d'économistes post-keynésiens.

Seule une claire interprétation de la critique de la loi des débouchés permet de saisir l'essence de la révolution keynésienne. La réfutation de l'égalité de Walras est la seule qui autorise Keynes à tenir compte de la totalité des biens, monnaie comprise, et surtout de se situer dans une perspective critique de la théorie du comportement du consommateur, et d'attaquer, par là, l'un des fondements du modèle classique. L'égalité de Walras est ainsi triplement indispensable : pour comprendre la signification profonde de la démarche classique et néo-classique; pour saisir la portée exacte de la révolution keynésienne; et pour ruiner les efforts de pseudo-synthèse de l'Ecole néo-classique.

La réfutation de la loi des débouchés découle directement de la définition du chômage involontaire. Les deux séries d'attaque contre cette loi visent en fait le même axiome des auteurs classiques qui veut que les offres excédentaires aient nécessairement une contrepartie sous la forme de demandes excédentaires *effectives*, d'une valeur globale identique. Inversement, et très succinctement exprimé (33), le système monétarisé de Keynes fait apparaître qu'à une offre excédentaire de travail correspond une demande excédentaire *imaginaire* de biens de consommation ouvrière. Dans un tel système, tous les échanges exigent la présence de la monnaie dans l'un des termes de la transaction. Or, lorsque des travailleurs sont à la recherche d'un emploi, ils demandent de la monnaie et non pas des biens. Leur demande de biens n'est qu'une demande excédentaire au second degré, qui n'est pas communiquée aux producteurs. Ces derniers ne sont naturellement pas en mesure d'embaucher cette offre excédentaire de travail, à un salaire correspondant au salaire réel déterminé par le second postulat. Cette information imparfaite provoque l'apparition du chômage involontaire, des situations d'équilibre de sous-emploi (34) et l'invalidation de la loi des débouchés.

Le choix des citations de la section VI du chapitre 2 de la *Théorie Générale* prend alors une autre signification que celle que lui ont attribuée certains auteurs, et notamment Patinkin (35). Keynes choisit de citer J.S. Mill pour critiquer la nature de la négociation salariale et démontrer que les Classiques affirmaient, selon toute évidence, qu'à une offre de travail correspond toujours une demande effective de biens. La seconde citation nie l'égalité permanente entre l'épargne et l'investissement. De plus, la référence à l'oeuvre de Pigou démontre l'incompatibilité de la loi de Say avec une économie monétaire. Finalement, Keynes aboutit à un rejet complet du modèle classique. Les conclusions qui découlent de ce modèle résultent "d'une fausse analogie avec une sorte d'économie sans échange comme celle de Robinson Crusoé, où le revenu que les individus consomment ou épargnent en conséquence de leur activité productrice est exclusivement et réellement constitué par les produits *en nature* de leur activité"(36).

L'interprétation qui veut que Keynes ait accusé les Classiques d'interpréter la loi des débouchés comme une identité, revient à réaffirmer la validité de la loi de Walras. Or, il est apparu au chapitre précédent, que la différence entre l'identité de Say et l'égalité de Walras n'avait rien à voir avec la fonction moyen d'échange de la monnaie. L'identité de Say est logiquement fausse, car les modèles d'équilibre général n'ont jamais attribué au *nième* bien - à la monnaie - un statut spécial.

De plus, la version traditionnelle de la démarche de Keynes n'explique pas pourquoi l'auteur de la *Théorie Générale* insiste tellement sur la conception erronée des négociations salariales chez les théoriciens classiques, en raison de leur certitude que "la théorie de la production et de l'emploi peut être construite toute entière (...) sur la base des échanges réels"(37). Si l'on admettait une telle interprétation de la loi des débouchés, la phrase de Keynes selon laquelle la loi de Say "sert encore de base à toute la théorie classique, qui s'effondrerait sans elle"(38) serait totalement dépourvue de sens. Il est douteux que Keynes ait pu affirmer une telle énormité et commettre un tel contresens, même si sa démonstration du chapitre 2 n'est pas un modèle de clarté. En revanche, l'attribution au modèle classique d'une loi des dé-

bouchés du type égalité de Walras révèle clairement la logique novatrice de la démarche critique de Keynes.

Clower et Leijonhufvud formuleront de façon intéressante les conséquences théoriques de cette nouvelle approche des postulats de l'économie classique et de la loi des débouchés. Les paragraphes 2 et 4 seront entièrement consacrés à cette analyse du renouveau de la théorie du comportement du consommateur par la réappréciation du caractère révolutionnaire de la notion de demande effective.

## Par. 2.- *L'hypothèse de décision duale* et le renouveau du principe de la demande effective

Le réexamen des postulats de l'économie classique et de la notion de chômage involontaire fait apparaître que la flexibilité des prix et des salaires n'est pas totale - tant s'en faut - et qu'une partie importante de l'ajustement se fait par les quantités. L'intervention des quantités dans les mécanismes de la théorie de l'équilibre implique notamment l'apparition des variables décisives que sont le revenu, la fonction de consommation, et le principe de la demande effective. Cette constatation, en contradiction parfaite avec la logique du modèle d'équilibre général, nécessite une construction théorique qui lui donne des bases aussi solides que celles de la démarche néo-walrasienne. Clower a tenté de renforcer la cohérence interne de la *Théorie Générale* à l'aide de *l'hypothèse de décision duale* qui, selon lui, ne ferait que prolonger l'analyse de Keynes. Si cette démarche, considérablement perfectionnée par Leijonhufvud, n'a pas donné tous les résultats escomptés, elle a néanmoins permis de repousser définitivement les tentatives de récupération des économistes néo-classiques. Le modèle d'équilibre général et la loi de Walras apparaîtront, au terme de cette démarche, comme des cas particuliers d'une théorie keynésienne réellement générale.

Sous lettre A, il s'agira de dégager les principaux problèmes liés au remplacement de la relation classique demande-prix par la liaison fonction-

nelle demande-revenu de Keynes. Sous lettre B, l'analyse de *l'hypothèse de décision duale* et du rôle qu'y joue la demande effective permettra de réfuter le modèle d'équilibre général à l'aide de ses *propres* nstruments. La théorie orthodoxe du comportement du consommateur est abandonnée au profit d'une analyse qui implique une rupture par rapport au modèle d'équilibre général, et, plus précisément, par rapport à l'hypothèse "d'activité simultanée. Sous lettre C, un bref examen du multiplicateur permettra de juger de son importance dans le mécanisme de l'ajustement par le revenu et les quantités.

A. La prépondérance de l'ajustement par le revenu (quantités) sur l'ajustement par les prix (ou l'analyse des situations de déséquilibre)

Dans le schéma de l'analyse orthodoxe de l'équilibre général, la demande est exclusivement fonction des prix relatifs. De plus, toute la théorie classique de la flexibilité des prix repose sur une convention qui veut que les demandes excédentaires soient indépendantes des transactions courantes. Dans le modèle keynésien, la demande est fonction du revenu. Cela implique une analyse dynamique de la demande effective, en fonction des variations de la propension marginale à consommer, compte tenu du niveau du revenu.

L'intervention du revenu comme variable déterminante est en complète contradiction avec la logique de l'équilibre néo-walrasien. Le modèle de Patinkin examiné au chapitre précédent implique une analyse dans une économie d'échange, et non dans une économie de production. L'auteur de *La monnaie, l'intérêt et les prix* considère le revenu comme une donnée. La dotation initiale qui, "comme la manne des Enfants d'Israël est tombée du ciel" (1), n'a rien de commun avec le revenu au sens keynésien du terme. Cette distinction est fondamentale, quand bien même de nombreux auteurs ont tenté de procéder à de fausses analogies entre ce "revenu", dotation initiale d'une économie d'échange, et le revenu d'une économie de production, nécessairement lié au volume de l'emploi et de la production (2). Dans un célèbre article consacré à la théorie walrasienne du "tâtonnement", Jaffé souligne d'emblée cette distinction fondamentale :

> L'utilisation du terme "revenu" dans ce contexte est déconcertante, car en dénaturant la distinction entre stocks et flux, elle dénature aussi la distinction entre le modèle d'échange pur et le modèle de production.(3)

Pour exprimer cette différence d'une autre manière, on pourrait également considérer le modèle d'équilibre général néo-walrasien comme un modèle de production dans lequel le revenu *et* la demande sont simultanément définis.

Clower en conclut "*que les grandeurs-revenus n'apparaissent pas comme des variations indépendantes dans les fonctions de demande ou d'offre du modèle d'équilibre général*"(4). En effet, la notion de revenu peut se définir soit en termes de prix soit en termes de quantités. Or, la variable quantité n'apparaît jamais dans les fonctions de demandes excédentaires de la théorie traditionnelle. L'absence de la variable revenu exclut naturellement de la théorie de l'équilibre général toute référence à la fonction de consommation de Keynes. Cette incompatibilité absolue entre le modèle orthodoxe et la fonction de consommation, reflet de la *loi psychologique fondamentale* (5), démontre une fois encore la vanité de la pseudo-synthèse néo-classique entre Keynes et les Classiques.

Les théoriciens de l'équilibre général ont, dès le départ, exclu une telle relation fonctionnelle entre le revenu et la consommation. La logique de leurs hypothèses de base n'avait pas d'autre but que d'éliminer l'intervention des quantités dans les fonctions de demandes nettes. Or, si la théorie pure de la concurrence parfaite et du modèle d'équilibre général est essentiellement axée sur la détermination des conditions d'équilibre, les théoriciens de l'équilibre général ne pouvaient éviter de se pencher sur le *processus* qui permet la transmission gratuite de l'information nécessaire à la fixation des prix d'équilibre. Walras élabora son processus du "tâtonnement" par l'intermédiaire du "secrétaire du marché"(6). Edgeworth, de son côté, proposait une procédure de "renégociation" (*recontract process*) entre les échangistes (7). En d'autres termes, les mécanismes suggérés par ces deux théoriciens impliquent l'existence de "faux prix" et de "fausses quantités" qui, grâce à l'axiome de la gratuité de l'information, permettent de fixer les prix qui seront effective-

ment pratiqués et les quantités qui seront effectivement échangées. L'équilibre général sur tous les marchés est ainsi garanti. En d'autres termes encore, la théorie de l'équilibre général sous-tend une adaptation instantanée des marchés, grâce à la flexibilité totale des prix, *sans* qu'il y ait une influence substantielle des effets de revenu sur les transactions ultérieures (8). Dans la "semaine" de Patinkin, ce processus de tâtonnement, ou de renégociation, les "faux prix" et les "fausses quantités" ne peuvent exister que dans le cadre restreint de la période du lundi après-midi. Grâce au "secrétaire du marché", les déséquilibres sont éliminés par le "tâtonnement" au moyen des prix qui permet la fixation des prix d'équilibre. Lors du dénouement des contrats, dès le mardi matin, les quantités offertes seront exactement égales aux quantités demandées.

Cependant, en indiquant la possibilité de "faux prix", même pour en démontrer le peu d'importance sur le fonctionnement de leurs modèles, les théoriciens de l'équilibre provoquent *ipso facto* l'intrusion des quantités dans les fonctions de demandes nettes. Jaffé s'exprime dans le même sens :

> (...) à moins que tous les prix des services et des produits ne soient *les* prix d'équilibre *ab initio*, les entrepreneurs produiraient des quantités de déséquilibre aux étapes successives du processus de tâtonnement, et ces "fausses quantités", une fois produites, auraient pour effet de modifier les paramètres (...).(9)

L'analyse de ce phénomène par Hicks est - à cet égard - la plus stupéfiante démonstration d'une argumentation parfaitement spécieuse et a-scientifique. En substance, Hicks reconnaît l'existence d'une certaine influence des quantités dans les fonctions de demandes nettes, mais la considère comme"négligeable".

> Puisque, en général, les négociants ne peuvent pas deviner au juste l'importance de l'offre sur un marché quelconque, ni l'importance de la demande à venir à des prix déterminés, tout prix initialement fixé ne peut être qu'une approximation. Il est peu probable que la demande et l'offre se révèlent vraiment équilibrées à un prix estimé ainsi au jugé; si elles ne sont pas équilibrées, le prix montera ou baissera au gré des transactions. Or, s'il se produit ainsi une variation de prix, il semble qu'on ait une situation qui échappe à l'instrument d'analyse habituel de l'offre et de la demande; car les courbes de demande et d'offre nous ren-

> seignent sur les quantités que les acheteurs et les vendeurs demanderont et offriront respectivement à n'importe quel prix déterminé, à condition que ce prix soit fixé dès le début et maintenu du commencement à la fin. Des auteurs, comme Walras et Edgeworth avaient donc jugé que l'analyse de l'offre et de la demande devait être réservée strictement aux types de marchés où la révision de contrat pouvait être pratiquée; c'est-à-dire aux marchés où on peut réviser une transaction, si elle a été effectuée à un prix "erroné", dès que le prix d'équilibre est atteint (il est commode de qualifier d'erronés les prix qui ne sont pas des prix d'équilibre).
>
> Etant donné que de pareils marchés sont tout à fait exceptionnels, la solution du problème (si cela peut être considéré comme une solution) est loin d'être convaincante.
>
> (...)
>
> Il est toujours vrai (...) que les profits et les pertes dus aux transactions à prix erronés engendrent seulement des effets de revenu - c'est-à-dire, des effets qui sont de même nature que ceux qui peuvent se manifester lorsque des prix d'équilibre sont fixés dès le début. Nous avons maintes fois constaté que dans la plupart des cas les effets de revenu communiquant aux lois de la théorie économique un certain degré d'imprécison. Il résulte simplement d'une transaction à prix erronés que cet élément d'imprécision se trouve intensifié. Le degré d'imprécision dépendra, bien entendu, de l'importance de la transaction; si des transactions très importantes ont lieu à des prix très éloignés des prix d'équilibre, il se produira des perturbations graves. Mais il semble raisonnable d'admettre que les transactions qui s'effectuent à des prix très erronés sont limitées en volume. Il dépendra de la perspicacité avec laquelle les prix sont fixés qu'il en soit ainsi.(10)

L'argumentation à laquelle recourt Hicks est de faible valeur scientifique. Le "degré d'imprécision" qu'acquièrent les lois économiques par l'intermédiaire des effets de revenu, si faible soit-il, est trop important pour que l'on se contente de le considérer comme quantité négligeable, faute de lui trouver une explication théorique.

Comme Hicks le note clairement, si, dans le modèle d'équilibre général, le prix n'est pas un prix d'équilibre "il semble qu'on ait une situation qui échappe à l'instrument d'analyse habituel de l'offre et de la demande". C'est bien ce phénomène que Keynes a intuitivement perçu, sans toutefois lui donner une explication théorique satisfaisante. Clower s'en préoccupera en énonçant rigoureusement les fondements micro-économiques de la *Théorie Générale*.

En bref, si des transactions ont lieu à d'autres prix que le prix d'équilibre, les résultats de ces transactions influenceront directement les échanges ultérieurs par l'intermédiaire de l'effet de revenu. Comme l'estime Fitoussi, "les quantités réalisées deviennent des variables explicatives des fonctions d'offre et de demande"(11). Dans ces conditions, *le modèle d'équilibre général n'est plus défini et la loi de Walras n'est applicable que dans les situations d'équilibre parfait.* L'universalité de la théorie de l'équilibre général en est sérieusement compromise.

Parallèlement, la tentative de récupération du modèle keynésien par les économistes néo-classiques devient problématique. Finalement, la fonction de consommation, et la propension marginale à consommer qui lui est liée, apparaissent singulièrement plus "générales" que la théorie de l'équilibre général. L'étape suivante de la critique de ce modèle devra préciser les conséquences logiques de l'intrusion de ce déséquilibre, par l'intermédiaire des quantités et de l'effet de revenu. En d'autres termes, il est nécessaire d'énoncer explicitement une hypothèse de base implicitement considérée jusqu'ici comme allant de soi, pour sauvegarder la validité de ce modèle d'équilibre général. Cela revient, en quelque sorte, à rendre cette théorie paradoxalement plus spécifique pour maintenir la généralité de sa signification. Il en ira de même avec sa composante principale, la loi de Walras (12).

L'analyse du comportement du consommateur entreprise au chapitre 6 ne tenait pas compte, et pour cause, de la distinction entre quantités *désirées* et quantités *réalisées*. Les axiomes de l'information parfaite et de l'activité simultanée garantissaient une parfaite égalité entre les demandes planifiées et les demandes réalisées. Le consommateur était en mesure de déterminer simultanément la combinaison optimum de ses offres et de ses demandes, les courbes de demande étant infiniment élastiques aux prix du marché. Comme l'explique Fitoussi en citant Arrow et Kornaï, le consommateur procède à une expérimentation intellectuelle du type : "supposons que je puisse vendre ou acheter toutes les quantités que je désire au prix du marché, quelles seront les quantités qui, compte tenu de mon système de préférence, maximiseront mon utilité ?"(13). Le raisonnement n'est évidemment possible que dans une situation d'équilibre général dans laquelle il y a nécessairement une parfaite compatibilité entre les plans de chacun des échangistes. Tout ce mécanisme

s'écroule dès l'instant où l'on introduit une possibilité de déséquilibre par les quantités, et donc une incompatibilité entre les plans des échangistes. Une disjonction entre les quantités désirées et les quantités réalisées infirme l'hypothèse d'activité simultanée, et prouve par là l'incapacité du modèle d'équilibre général de rendre compte de situations de déséquilibre. Sur le plan macro-économique, cette rupture explique l'importance que Keynes accordait à la dichotomie entre les centres de décision de consommation et d'investissement, et les centres de décision d'épargne. En d'autres termes, cet abandon de l'hypothèse d'activité simultanée correspond à l'élimination du mécanisme épargne-investissement hérité de Smith (14) : l'épargne n'est plus ni immédiatement ni intégralement investie.

A propos de cette distinction essentielle, Clower constate :

> Aussi loin que je puisse distinguer, la seule explication des commentaires facétieux sur cette opinion est que l'analyse établie des préférences suppose tacitement que les plans de vente, d'achat et d'épargne sont tous réalisés simultanément.(15)

Si cette hypothèse d'activité simultanée est plausible dans le cadre de l'analyse des conditions d'équilibre d'un marché isolé, elle ne l'est plus dès qu'il s'agit de déterminer les conditions de l'équilibre général sur tous les marchés. La dichotomie entre les offres et les demandes désirées et les offres et les demandes réalisées exclut la réalisation des conditions nécessaires à l'équilibre général. La réalité des marchés, et la multiplicité des possibilités de déséquilibre sur chacun d'eux, remettent en question cette "unicité de la décision" du consommateur. Clower propose alors comme substitut son *hypothèse de décision duale (dual decision hypothesis)* qui permet de réexaminer la logique du modèle néo-walrasien compte tenu de situations de déséquilibre chronique.

B. *L'hypothèse de décision duale* et la généralisation de la théorie du comportement du consommateur : le principe de la demande effective

Dans un article de 1967, Leijonhufvud s'interrogeait à juste titre sur le caractère éminemment statique du "modèle keynésien standard", tel qu'il apparaît encore aujourd'hui dans la grande majorité des manuels d'économie politique. Il démontrait que la fonction de consommation keynésienne impliquait une interprétation dynamique de la *Théorie Générale* (16). En effet, même si la loi psychologique fondamentale, à l'origine de la propension à consommer et de la fonction de consommation, peut paraître simple, ses conséquences le sont beaucoup moins. Ce concept keynésien de propension à consommer exprime sans conteste que *la consommation projetée est une fonction du revenu réalisé*. L'analyse séquentielle et intertemporelle esquissée par Sismondi réapparaît au premier plan des préoccupations de Keynes, et, par la suite, de Clower et Leijonhufvud (17).

Pour saisir la modification essentielle apportée à la théorie du consommateur par la fonction de consommation, il est indispensable de se référer à nouveau au modèle d'équilibre général du chapitre 6. Un traitement formel du problème permettra une comparaison plus aisée entre les deux approches (18).

Pour simplifier la notation par rapport au modèle d'équilibre général, Clower considère que l'économie se compose d'un consommateur type et d'une entreprise type.

Comme dans le modèle orthodoxe, le consommateur désire maximiser sa fonction d'utilité :

$$U(d_1, \ldots, d_m; s_{m+1}, \ldots, s_n) \qquad (1)$$

sous la contrainte :

$$\sum_i^m p_i d_i - \sum_j^n p_j s_j - r = 0 \qquad (2)$$

La solution résultant de ces conditions de premier ordre détermine les fonctions d'offre et de demande $\bar{s}_j\ (p, r)$ et $\bar{d}_j\ (p, r)$, dans lesquelles $p$ est le vecteur des prix.

Clower qualifie ces deux fonctions de "notionnelles", car elles résultent d'une estimation *ex ante* qui n'a pas encore été confrontée aux réalités du marché (19). Le consommateur ne sera en mesure d'exécuter ses plans qu'à la condition expresse que son revenu réalisé ne soit pas inférieur à son revenu planifié (20).

Cette condition s'écrit sous la forme :

$$\sum_{j}^{n} p_j s_j \geq \sum_{j}^{n} p_j \bar{s}_j \qquad (3)$$

dans laquelle $s$ représente l'offre réalisée et $\bar{s}$ l'offre "notionnelle".

> Car ceci veut simplement dire - écrit Clower - que les flux courants de revenus n'imposent pas une contrainte active sur les décisions de dépense des ménages.(21)

Inversement, et cette hypothèse est plus vraisemblable dans une situation d'information imparfaite, si l'offre excède la demande sur un marché quelconque, le revenu planifié sera supérieur au revenu réalisé :

$$\sum_{j}^{n} p_j s_j < \sum_{j}^{n} p_j \bar{s}_j \qquad (4)$$

Cette inégalité impose à la fonction d'utilité une nouvelle série de conditions de second ordre. Compte tenu de cette contrainte budgétaire supplémentaire, non prévue par le modèle d'équilibre général, le consommateur doit - dans un deuxième temps - reviser ses projets de consommation initiaux. Une seconde série de décisions doit être prise : l'hypothèse de Clower est bien celle d'une *décision duale*. L'axiome d'activité simultanée est ainsi infirmé, et par là, l'une des bases du modèle d'équilibre général s'écroule.

En d'autres termes, Clower introduit "les faits de la vie (...) dans les expérimentations intellectuelles des ménages"(22). Cette décomposition dans le temps de l'activité simultanée de la théorie classique du comportement du consommateur entraîne une modification profonde du processus de la prise de décision. Dans le cadre du modèle d'équilibre général traditionnel, les plans de consommation de chacun des sujets économiques dépendent de deux éléments

déterminés *simultanément*, et dont l'existence est garantie par l'hypothèse de l'élasticité parfaite des offres et des demandes sur la totalité des marchés. D'une part, ces plans de consommation impliquent que la valeur globale des achats d'un individu est *toujours* financée par la valeur totale de ses ventes; d'autre part, il en découle également que le sujet économique est toujours en mesure d'écouler n'importe quelle quantité de sa production aux prix fixés sur le marché. Comme l'écrit Leijonhufvud, "*les fonctions de demande excédentaire ainsi obtenues correspondent aux fonctions de demande excédentaire "notionnelle" de Clower*"(23).

Ces fonctions "notionnelles" sont le résultat d'un type particulier "d'expérimentations intellectuelles" de la part des consommateurs. Pour que le raisonnement des théoriciens de l'équilibre général se vérifie, il faudrait que chacun des consommateurs suppose que, dans l'établissement de ses fonctions, il ne rencontrera aucune restriction lors de ses ventes et de ses achats, quel qu'en soit le volume, compte tenu d'un système de prix relatifs établi. Il faut immédiatement souligner que toutes ces transactions *projetées* ne seront réellement effectuées qu'à la condition que la totalité des marchés soit en équilibre. En effet, si, sur certains marchés, la demande effective est inférieure à l'offre "notionnelle", certains offreurs ne seront pas en mesure de financer leurs propres demandes "notionnelles" sur d'autres marchés. Le déséquilibre s'installera. Clower résume ainsi cette absence de transformation de certaines demandes "notionnelles" en demandes effectives :

> (...) si l'on considère que les recettes courantes imposent une contrainte quelconque aux plans de consommation courante, la consommation planifiée, telle que l'exprime les offres effectives d'achats sur le marché, sera nécessairement moindre que la consommation désirée, telle qu'elle est donnée par les fonctions de demande de l'analyse orthodoxe.(24)

Pour préciser cette théorie dans l'optique de l'inégalité *(4)*, Clower utilise ce qu'il appelle le *principe de Say*. Il semble préférable de désigner cette notion sous le vocable de *principe de la demande solvable*, pour éviter toute confusion terminologique avec la loi des débouchés (25).

> (...) aucun échangiste ne *planifie* consciemment l'achat d'unités d'un bien quelconque sans *planifier* en même temps le financement de cet achat, soit à partir d'un encaissement de profit, soit à partir de la vente d'unités d'un quelconque autre bien.(26)

En d'autres termes, dans chaque budget individuel, la somme des valeurs nettes offertes et demandées est égale à zéro. Ce principe de la demande solvable ne suppose aucune condition préalable; il n'exige ni l'existence d'un système de prix d'équilibre unique ni l'optimalisation du comportement du consommateur; de plus, ce n'est pas une identité. Ce principe de la demande solvable est un "axiome de comportement", par définition indémontrable. Le consommateur ne peut exprimer une demande effective égale à sa demande "notionnelle" qu'à la condition que son revenu réalisé par l'intermédiaire de ses ventes soit égal à son revenu planifié. Clower estime que ce principe de la demande solvable doit être considéré comme :

> (...) une convention fondamentale de la science économique, comparable sous tous ses aspects (...) à la deuxième loi de la thermodynamique (...). [ Ce principe ] n'est pas vrai dans la nature des choses, mais, [ sans lui] nous n'aurions absolument rien pour construire une explication du processus de la décision individuelle.(27)

Grâce à ce principe de la demande solvable, l'inégalité *(4)* s'éclaire et devient une contrainte supplémentaire à laquelle devra se soumettre le consommateur. La maximisation de sa fonction d'utilité doit se faire non seulement sous une contrainte budgétaire estimée *ex ante* (quantités "notionnelles"), mais aussi sous la contrainte du revenu réalisé, et donc disponible, *ex post*.

La fonction d'utilité

$$U(d_1, \ldots, d_m ; \bar{s}_{m+1}, \ldots, \bar{s}_n) \qquad (1)$$

est maximisée sous la nouvelle contrainte budgétaire

$$\sum_i^m p_i d_i - \sum_j^n p_j \bar{s}_j - r = 0 \qquad (2bis)$$

Or comme

$$\sum_j^n p_j \bar{s}_j + r \equiv Y \qquad (5)$$

on obtient une fonction de demande contrainte, compte tenu du fait que $Y$ est le revenu *réalisé* :

$$\hat{d}\ (p,\ Y) \qquad (i = 1,\ \ldots,\ m)$$

Cette fonction de demande contrainte exprime *la somme des demandes effectives réellement signalées* sur le marché. En bref, les demandes "notionnelles" ne deviennent des demandes effectives sur le marché qu'à condition qu'elles soient signalées à l'attention du producteur par l'intermédiaire d'un revenu réellement disponible, et donc issu de ventes effectivement réalisées. On constate immédiatement la double détermination de la demande, par le niveau général des prix *et* par le niveau du revenu. De plus, le concept de demande effective de Clower correspond exactement à la définition qu'en donne Keynes :

> Nous appellerons *demande effective*, le montant du "produit" *attendu* au point de la courbe de la demande globale où elle est coupée par celle de l'offre globale.(28)

Fitoussi résume en deux phrases lumineuses les conséquences de cette analyse de Clower :

> La demande effective keynésienne est une demande anticipée, mais *influente parce qu'elle est communiquée au marché*. La demande "notionnelle" walrasienne n'est *signalée* au marché que dans la mesure où le revenu n'exerce pas sur elle une influence indépendante.(29)

En d'autres termes, la demande contrainte n'est égale à la demande "notionnelle" qu'à la condition que l'offre "notionnelle" soit égale à l'offre réalisée; soit

$$\sum_{j}^{n} p_j\ (s_j - \bar{s}_j) = 0$$

Dans ce cas, le revenu réalisé est égal au revenu planifié; les demandes "notionnelles" qui avaient été déterminées en même temps que ce revenu planifié sont égales aux demandes réalisées. Cela revient à dire que la demande globale exprimée par le modèle d'équilibre général ne devient effective que dans une situation d'équilibre de plein emploi, et uniquement dans cette situation.

Dans tous les autres cas, seule la demande contrainte, comme des demandes effectives, et l'offre "notionnelle" sont communiquées au marché.

> L'analyse établie des préférences apparaît comme un cas spécial - vérifié en situation de plein emploi - de la théorie de la "décision duale". Envisagé dans cette optique, l'autre aspect du chômage involontaire semblerait être la sous-consommation involontaire.(30)

Clower émet cette conclusion à propos d'un exemple destiné à illustrer très simplement sa critique du modèle d'équilibre général.

Dans une situation de sous-emploi, un nombre important d'unités de main-d'oeuvre désire consommer une bouteille de champagne. Cette demande "notionnelle" de champagne pourrait être assouvie si l'offre "notionnelle" de ces salariés avait été réalisée; ou, en termes plus simples, s'ils avaient été embauchés. Dans l'impossibilité de communiquer cette demande de champagne aux producteurs, faute de disposer d'un revenu suffisant, évidemment ces salariés vont transmettre au marché des demandes effectives (et donc signalées) réduites à un niveau compatible avec la double contrainte des prix et du revenu réalisé. La demande réalisée sur le marché sera plus faible que la demande "notionnelle"; en revanche, l'offre réalisée sera égale à l'offre "notionnelle". En bref, il y aura une situation d'équilibre de sous-emploi (31), la totalité de la demande "notionnelle" n'étant pas transmise aux offreurs. Une politique de déficit budgétaire pourrait suppléer à ce manque de "moyens de communication", et hausser le volume de la demande effective au niveau de la demande "notionnelle". Il apparaît à nouveau clairement que l'offre de travail ne crée pas une demande effective de champagne, et que les salariés demandent de la monnaie et non des biens. De plus, la monnaie joue un rôle essentiel et doit être nécessairement présente dans l'un des termes de la transaction. Si cela n'est pas le cas, la demande "*notionnelle*" ne peut être *signalée* sur le marché, et ne se traduit pas par une demande *effective*. L'analyse de Clower semble bien correspondre au principe de la demande effective de Keynes, qu'elle précise sur le plan micro-économique, par l'intermédiaire de l'hypothèse réaliste de l'information *im*parfaite, de la non-simultanéité des activités et d'une monnaie active.

En résumé, Clower affirme lui-même que "la loi de Walras (...) est en général étrangère à toutes autres situations que celle de plein emploi"(32). En revanche, le principe de la demande solvable s'applique sans distinction dans toutes les conjonctures envisageables, et à tous les consommateurs, au niveau individuel comme au niveau collectif. En effet, le budget d'un individu a la particularité de refléter la parfaite égalité entre la valeur de son offre nette et la valeur de sa demande nette. De plus, si ce principe s'applique au niveau individuel, il est également valable pour le système économique considéré comme un tout; dans ce cas particulier, l'extension d'un raisonnement de la partie au tout n'introduit pas un sophisme de composition dans la logique du raisonnement.

La théorie orthodoxe du comportement du consommateur, compte tenu de la contrainte budgétaire traditionnelle, apparaît comme un cas particulier de ce principe de la demande solvable. Les quantités "notionnelles" du modèle d'équilibre général sont planifiées par un sujet économique qui est sûr de pouvoir écouler tout ce qu'il a prévu de vendre et d'acquérir tout ce qu'il a prévu d'acheter, aux prix d'équilibre en vigueur sur le marché. En bref, la somme de ses demandes et de ses offres excédentaires "notionnelles" nettes est égale à zéro. Comme chacun des échangistes se trouve dans une situation analogue, et tient un raisonnement semblable, le système économique dans son ensemble fonctionne conformément à l'égalité de Walras.

En revanche, et l'analyse de Clower l'a clairement montré, si le consommateur walrasien n'est pas en mesure de réaliser certaines de ses ventes "notionnelles", l'information concernant le montant de ses demandes "notionnelles" n'est pas transmise au marché. La non-réalisation des plans d'un échangiste sur un marché (celui du travail, par exemple) se propage, par l'intermédiaire du principe de la demande contrainte, à tous les autres marchés. La baisse initiale du revenu d'un échangiste, à la suite de l'insuffisance de ses ventes réalisées par rapport à son offre "notionnelle", est amplifiée par un *phénomène multiplicateur*, lors de sa transmission à d'autres échangistes sur d'autres marchés. Les sujets économiques disposant de ressources inemployées, à la suite de la réduction initiale de leur revenu, diminueront leurs dépenses sur d'autres marchés. Les demandes effectives seront ainsi également en baisse sur des marchés qui n'avaient pas été directement touchés par la première contraction de revenu.

Comme le constate Leijonhufvud :

> (...) des ressources inemployées apparaissent aussi sur ces marchés; et *les recherches entreprises par les chômeurs et par les employeurs dotés de capacités de production excédentaires donneront des informations sur les demandes "effectives" et non sur les demandes "notionnelles".* (33)

Les entreprises et les ménages sont ainsi soumis à une *contrainte de revenu*, par l'intermédiaire d'un processus cumulatif à la baisse - le multiplicateur - induit par une rupture des anticipations d'un échangiste, ou d'un groupe d'échangistes.

Avant de prolonger cette analyse du principe de la demande effective et de l'ajustement par les quantités et le revenu, il semble utile de réexaminer brièvement le rôle du multiplicateur keynésien par rapport à l'ajustement néo-walrasien par les prix, et à la fonction de consommation de la *Théorie Générale*.

## C. Le principe du multiplicateur

La théorie du multiplicateur, telle qu'elle vient d'être esquissée, est un processus cumulatif étroitement lié à la fonction de consommation et à une épaisseur de temps nécessaire à son déroulement. La double caractéristique de ce processus keynésien d'ajustement par les quantités et le revenu repose sur l'infériorité à l'unité de la propension marginale à consommer.

L'exemple du marché du travail est typique à cet égard. La perte de son revenu par un chômeur va se transmettre à d'autres marchés par le biais de la diminution de ses dépenses de consommation courante. Dans un deuxième temps, cette réduction de la demande effective provoquera de nouvelles suppressions d'emplois entraînant une troisième contraction de la demande, et ainsi de suite. Cette baisse du niveau de l'emploi est cumulative, mais chaque augmentation subséquente du chômage sera plus *faible* que la précédente. En d'autres termes, la diminution de la demande globale est cumulative, mais converge vers un niveau donné, en raison des "fuites" inhérentes à ce type de mécanismes et liées à la propension

marginale à épargner (34). Ce processus multiplicateur amplifie sans conteste tout déséquilibre déflationniste initial, même si les ajustements successifs sont de plus en plus réduits, et aboutissent finalement à un plancher de revenu en-dessous duquel il est impossible de descendre. Il s'agit tout simplement d'une application de la loi psychologique fondamentale de Keynes. L'auteur de la *Théorie Générale* considérait avec raison que "la stabilité du système économique repose essentiellement sur la prédominance pratique de cette loi"(35).

Cette théorie keynésienne du déséquilibre n'est applicable que dans une économie de marché dans laquelle tous les biens s'échangent contre de la monnaie, et la monnaie contre des biens. La fonction moyen d'échange de la monnaie est essentielle dans ce processus d'ajustement. On est loin de la monnaie-voile de la théorie de l'équilibre général. L'interdépendance entre cette conception du rôle de la monnaie et le principe de la demande effective sur lequel repose le multiplicateur, sont à la base de la critique keynésienne de la loi de Say et du modèle d'équilibre général (36).

Enfin, ce mécanisme multiplicateur n'implique pas une rigidité absolue des prix et des salaires, les deux processus d'ajustement pouvant fort bien *coexister*. Contrairement à ce qu'ont affirmé beaucoup d'auteurs post-keynésiens, Keynes n'a jamais soutenu que les salaires nominaux étaient toujours rigides à la baisse (37). Néanmoins, l'existence du multiplicateur implique nécessairement un abandon de la théorie classique d'un ajustement par les prix exclusivement. En d'autres termes, pour qu'il y ait un ajustement par les quantités et le revenu, il est indispensable que la flexibilité des prix et des salaires soit *imparfaite*. En bref, la condition nécessaire du développement du multiplicateur "est que la vitesse de réaction des prix ne soit pas infinie, c'est-à-dire qu'il n'existe aucun démon de Maxwell chargé d'établir les prix à leur niveau d'équilibre"(38).

Dans le cadre d'un processus cumulatif wicksellien, il est clair que les prix et les salaires doivent baisser "*au-delà* des niveaux qui, dans la première période, auraient équilibré tous les marchés si les prix avaient, dès le départ,

été parfaitement flexibles" souligne Leijonhufvud (39). Le mécanisme multiplicateur une fois amorcé, l'ajustement par les prix devient de moins en moins efficace à chacune des réductions du revenu dues à l'effet multiplicateur à la baisse. *L'effet rééquilibrant de l'ajustement par les prix est plus que contrebalancé par l'effet multiplicateur du déséquilibre par les quantités.* L'un des mécanismes n'exclut pas l'autre, mais l'ajustement par les quantités, de par sa nature cumulative et amplificatrice, annule presque totalement l'influence équilibrante des prix. L'effet de revenu l'emporte sur l'effet-prix.

L'étroite interdépendance entre le phénomène multiplicateur et les contractions successives des demandes effectives sur tous les marchés, ramène l'analyse de Clower à la théorie du comportement du consommateur et à la qualité de l'information. En définitive, il apparaît clairement que c'est l'absence d'une information parfaite qui provoque cette réaction en chaîne; laquelle ruine totalement le mécanisme d'ajustement par les prix. *L'hypothèse de décision duale* détermine un comportement du consommateur *lié aux demandes effectives et non plus aux demandes "notionnelles"*. Le phénomène multiplicateur n'est pas autre chose qu'une succession dans le temps d'une série d'hypothèse de "décision duale", elles-mêmes fonction de l'état de la demande effective.

Il semble toutefois prudent de s'assurer que cette démarche est compatible avec la logique de la *Théorie Générale*. Certes, aucune oeuvre de Keynes ne fait explicitement appel à *l'hypothèse de décision duale*. Clower affirme néanmoins qu'il ne saurait y avoir aucun doute à ce propos. Le nombre de preuves indirectes est pour lui "presque illimité"(40). Il en donne pour exemples la théorie orthodoxe du comportement du consommateur, la réfutation de la loi de Say, la théorie du taux de l'intérêt, la discussion à propos de la fixation des prix et des salaires, et par-dessus tout, la fonction de consommation (41). L'importance de cette dernière a déjà été soulignée, notamment à propos de la théorie du multiplicateur. Keynes a insisté sur son importance en réexaminant en 1937 les rapports étroits qui existent selon lui entre cette fonction de consommation et le principe de la demande effective :

> [La]loi psychologique [fondamentale] a été de la plus haute importance dans le développement de ma propre pensée; elle est, je pense, absolument indispensable à la théorie de la demande effective telle qu'elle est énoncée dans mon livre. Bien peu de critiques ou de commentateurs toutefois lui ont accordé une attention particulière.(42)

De l'aveu même de Keynes, la loi psychologique fondamentale qui bouleverse la théorie orthodoxe du comportement du consommateur, est étroitement liée à la fonction de consommation, au principe de la demande effective et au multiplicateur. *L'hypothèse de décision duale* s'insère ainsi - semble-t-il - sans difficulté dans la démarche keynésienne. La conclusion de Clower est significative à ce propos :

> Finalement, il est important de noter qu'à moins de modifier l'approche orthodoxe du comportement des ménages en y incorporant l'hypothèse de décision duale, la fonction de consommation agrégée de Keynes n'a aucun sens; la distinction entre les encaisses de transaction et les encaisses de spéculation est sans signification; la théorie de l'intérêt basée sur la préférence pour la liquidité ne peut être différenciée de la théorie classique des fonds prêtables; les fluctuations de la demande pour les biens physiques ne peuvent être considérées comme ayant plus d'influence sur la production et l'emploi que les fluctuations de la demande pour les titres; et qu'une offre excédentaire sur le marché de l'emploi ne diminue pas une demande effective excédentaire sur un autre marché. En bref, ou bien Keynes avait en tête l'hypothèse de décision duale,ou bien la plus grande partie de la *Théorie Générale* est théoriquement absurde".(43)

Clower et Leijonhufvud apporteront néanmoins rapidement de sérieuses restrictions à ce jugement résolument optimiste. *L'hypothèse de décision duale*, à mi-chemin entre une démarche de type keynésien et une analyse néo-classique de l'équilibre général, leur apparaîtra finalement trop ambiguë pour réconcilier l'économique walrasienne de l'équilibre avec l'économique keynésienne du déséquilibre. La conclusion générale de cette étude permettra d'établir un bilan des critiques adressées à cette théorie et de dégager un certain nombre de directions de recherche sur ce sujet (44).

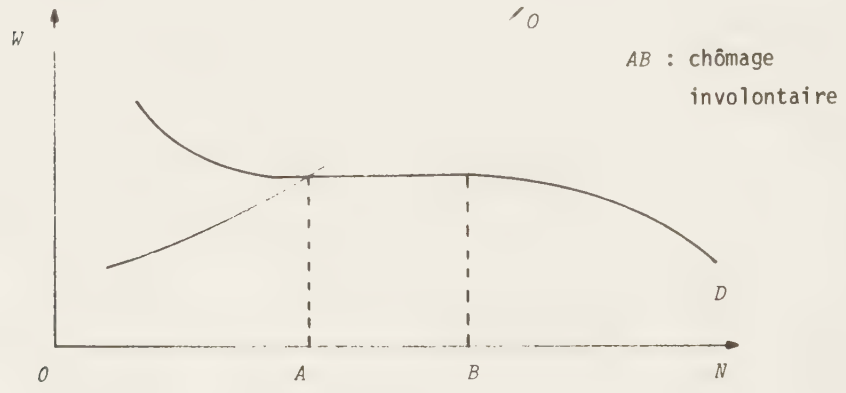
## Par. 3.- Loi de Keynes et loi de Walras : les différents concepts d'équilibre, l'imperfection de l'information et le rôle de la monnaie

A l'aide de *l'hypothèse de décision duale* et de la distinction entre la demande "notionnelle" et la demande effective, il est nécessaire de réapprécier la notion d'équilibre, notamment la notion d'équilibre de sous-emploi, qui semble être en contradiction avec le principe multiplicateur. Quatre concepts différents d'équilibre - liés à la distinction que Clower introduit entre la loi de Keynes et la loi de Walras - sont chacun fonction de critères particuliers : l'équilibre conceptuel, l'équilibre signalé, l'équilibre réalisé et l'équilibre global (lettre A). Une généralisation de cette démarche sera alors possible, grâce à la théorie de l'information introduite au paragraphe 2 (lettre B); elle débouchera tout naturellement sur une réappréciation du rôle de la monnaie comme remède à l'information imparfaite postulée dans le modèle keynésien (lettre C).

### A. Les différents concepts d'équilibre, la loi de Keynes et la loi de Walras

Le caractère cumulatif du multiplicateur keynésien semble étranger, de par sa nature même, à toute situation d'équilibre, fût-ce une situation d'équilibre de sous-emploi. Ce processus multiplicateur repose intégralement sur la nature dynamique de la *Théorie Générale* qui apparaît ainsi comme une théorie des *déséquilibres* de courte période. La notion d'équilibre de sous-emploi est généralement considérée par les économistes néo-classiques (1) comme une situation dans laquelle l'offre excédentaire de travail trouve toujours une contrepartie dans une demande excédentaire de monnaie de valeur égale. Les plans d'analyse de ces deux éléments ne sont toutefois pas les mêmes. Il est difficile de considérer la demande excédentaire de monnaie de la part des chômeurs comme une demande *effective*, sans introduire deux hypothèses étrangères au raisonnement de Keynes. D'une part, cet équilibre de sous-emploi suppose une rigidité absolue à la baisse des salaires nominaux et réels, ce que Keynes n'a jamais affirmé,

sous quelque forme que ce soit (2). D'autre part, et le graphique 7-1 le démontre, "*l'existence d'un point d'intersection entre deux courbes* [celles d'offre et de demande de travail] *ne saurait faire oublier qu'il existe des salariés qui recherchent activement un emploi*"(3).




Graphique 7 - 1

L'ambiguïté de cet "équilibre de sous-emploi" et la relativité de ses hypothèses de base sont synthétisées par le tableau 7-2, emprunté à Leijonhufvud (4). Parallèlement à une critique de l'interprétation néo-classique de l'équilibre de sous-emploi, ce tableau donne un résumé de la démarche critique de Clower sur laquelle est construite sa distinction entre la loi de Walras et la loi de Keynes.

| | Emploi *(N)* | Marchandises *(X)* | Titres *(B)* | Monnaie *(M)* | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| Ecole néo-classique | O. exc. | D. exc. | *O* | *O* | *O* |
| Keynes | O. exc. | *O* | *O* | *O*(D. exc.) | $<O$ [ *O* ] |

Tableau 7-2

Le tableau 7-2 reflète une situation "d'équilibre de sous-emploi" d'un système économique agrégé doté de quatre biens et donc de quatre marchés,à l'instar du modèle de Patinkin. Le multiplicateur ayant cessé de produire ses effets, conformément à sa logique liée à la propension marginale à consommer et à la fonction de consommation, le volume du chômage cesse du même coup de croître; l'épargne et l'investissement sont égaux *ex ante*. Dès que l'offre excédentaire de marchandises et la demande excédentaire de monnaie ont simultanément atteint zéro, en raison de la contraction du volume de la production et du revenu, le système s'installe dans une situation d'équilibre de sous-emploi. L'offre globale est égale à la demande globale, sans toutefois que la totalité de la main-d'oeuvre soit employée. Les deux lignes du tableau 7-2 traduisent les interprétations divergentes de cet équilibre de sous-emploi par Keynes, et par les économistes néo-classiques. En fait, ces divergences portent non seulement sur la nature même de cette situation, mais également sur les forces tendant à rompre cet équilibre de sous-emploi.

La tradition post-keynésienne de la première ligne du tableau 7-2 reflète une conception de l'équilibre de sous-emploi conforme à l'héritage classique de la loi des débouchés. Chaque échangiste se comporte comme s'il disposait d'une information parfaite sur les projets de transaction de tous les autres sujets économiques. Il considère que les prix courant sont les meilleurs qu'il puisse obtenir dans cette situation de sous-emploi, et qu'il sera en mesure de vendre et d'acheter n'importe quelle quantité de n'importe quel bien. Il en découle naturellement que les offres de titres compenseront les demandes, au taux d'intérêt courant; globalement, il n'y aura pas de modifications des encaisses monétaires. Compte tenu du niveau général des prix sur le marché des marchandises, et du taux de salaire nominal sur le marché de l'emploi, l'offre de main-d'oeuvre excède la demande qui en est faite par les producteurs. Cette première ligne du tableau 7-2 révèle qu'à cette offre excédentaire de main-d'oeuvre correspond une demande excédentaire de marchandises de même valeur nominale. En d'autres termes, cela revient à dire que les chômeurs une fois réembauchés utiliseront la totalité de leur salaire à des dépenses de consommation. Cette simplification de la démarche néo-classique est peut-être excessive, mais elle ne modifie pas le fond du raisonnement (5). La somme des

offres et des demandes excédentaires est ainsi égale à zéro. Il apparaît clairement que l'on se trouve dans une situation d'équilibre de sous-emploi.

Dans une telle conjoncture, le retour à un équilibre de plein-emploi n'est possible, dans la logique walrasienne, qu'en augmentant le prix des marchandises, et en diminuant simultanément les salaires nominaux. Le "secrétaire du marché" de Walras procéderait ainsi à des ajustements successifs par les prix, de manière que la diminution des salaires nominaux et la hausse des prix permettent le retour à un équilibre de plein emploi, impliquant la disparition de l'offre excédentaire de main-d'oeuvre et de la demande excédentaire de biens.

A la lumière des développements des paragraphes précédents, il apparaît qu'un tel raisonnement est sans rapport avec une économie monétaire, économie dans laquelle Keynes situe son équilibre de sous-emploi. Pour quelles raisons les prix nominaux des marchandises augmenteraient-ils dans une situation de crise et de sous-emploi ? La seconde ligne du tableau 7-2 exclut une telle possibilité et rejette toute hausse de la production et de l'emploi, dans la mesure, bien sûr, où l'épargne est égale à l'investissement. Leijonhufvud résume clairement cette seconde ligne lorsqu'il affirme :

> L'offre de travail (par les chômeurs) n'implique pas l'exercice d'un pouvoir d'achat sur les marchandises, c'est-à-dire qu'elle ne constitue pas une demande *effective*.(6)

Cette offre de travail est purement "notionnelle" et le mécanisme walrasien est incapable de la signaler aux producteurs. Ces derniers sont naturellement dans l'impossibilité d'en tenir compte dans leurs anticipations. En effet, si les chômeurs acceptaient de travailler en échange de biens physiques, les producteurs ressentiraient immédiatement cette hausse de la demande, qui se traduirait aussitôt par un accroissement de la production et de l'emploi. Ainsi, aussi longtemps que les chômeurs ne réclameraient pas un salaire en nature excédant leur production marginale (7), les producteurs n'auraient aucune raison de refuser une telle proposition. Il est non moins évident que dans une économie monétaire connaissant la division du travail, aucun salarié ne pratique un tel troc travail-marchandises. Le travailleur a besoin d'une

multitude de biens de consommation et non pas de mille kilos d'acier à la fin de chaque mois. Le temps de travail du salarié n'est pas plus une source directe de pouvoir d'achat sur les marchandises, que la production des entrepreneurs ne l'est à l'égard de la force de travail des chômeurs. Toute cette analyse relativement élémentaire découle de la caractéristique fondamentale d'une économie monétaire telle qu'elle est apparue au chapitre 6 : la variable monétaire est obligatoirement présente dans l'un des termes de toute transaction. Il en résulte que le chômeur qui offre sa force de travail, demande en échange un *salaire monétaire* et non des marchandises. Cette médiatisation de la demande de biens de consommation par l'intermédiaire de la monnaie est *la* caractéristique essentielle d'une économie monétaire.

A elle seule, cette intervention invalide la logique du modèle néo-classique, et met en évidence l'importance fondamentale du *principe de la demande effective en termes monétaires* dans la transmission de l'information du consommateur au producteur.

En effet, du point de vue de l'employeur, l'offre de travail de la part des chômeurs ne correspond pas directement à une augmentation de sa propre production. Le producteur est ainsi dans l'incapacité de faire le lien entre la réembauche d'un certain nombre de chômeurs et l'accroissement indirect, et à terme, du volume de ses ventes. Il refuse ainsi toute offre d'emploi de la part des chômeurs, même si a) le salaire nominal demandé n'excède pas la valeur, au prix courant, du produit marginal de ce volume additionnel d'emploi et même si b) le taux de salaire nominal demandé est inférieur à celui qui aurait été réclamé dans une situation d'équilibre de plein emploi. En d'autres termes, même si le salaire nominal était parfaitement flexible et pouvait se fixer à un niveau inférieur au taux nominal courant, situation la plus avantageuse pour l'entrepreneur, ce dernier ne serait pas disposé à embaucher les chômeurs, aucun accroissement de demande effective ne lui ayant été signalé sur le marché. De plus, même si les entrepreneurs acceptaient de les engager à un salaire nominal inférieur au taux courant, dans l'espoir de réduire leurs coûts de production et d'augmenter le volume de leurs ventes, "le produit" qu'[ils] tireront de leur production accrue décevra (...) leur attente et l'emploi retombera à son chiffre antérieur (...), [car] le volume de l'emploi est associé par une

relation biunivoque au montant de la demande effective mesurée en unités de salaires, et (...) la demande effective, étant la somme de la consommation et de l'investissement attendus, ne peut pas varier si la propension marginale à consommer, la courbe de l'efficacité marginale du capital et le taux d'intérêt demeurent tous inchangés"(8).

La tentative de récupération de la *Théorie Générale* par le courant néo-classique, au moyen d'une utilisation équivoque de la rigidité des salaires, simple facteur "institutionnel" ajouté au raisonnement traditionnel, révèle ainsi sa faiblesse. La démonstration qui vient d'être proposée permet d'affirmer que, même en posant l'hypothèse orthodoxe d'une parfaite flexibilité des salaires nominaux, le niveau de l'emploi ne connaîtrait finalement aucune amélioration, toutes les autres variables restant égales. Cette argumentation autour de la rigidité des salaires ne revêt ainsi aucun caractère *théoriquement* fondamental dans la *Théorie Générale*, quand bien même l'on s'est efforcé de la considérer comme telle (9).

Il est cependant intéressant de constater qu'une fois que le multiplicateur a cessé de produire ses effets, et que l'économie se trouve dans une situation d'équilibre de sous-emploi, elle peut y rester durablement, en dépit du fait que le niveau du salaire nominal est "correct" du point de vue de la théorie de l'équilibre général.

Les deux dernières colonnes de la seconde ligne du tableau 7-2 appellent un certain nombre de commentaires à propos de la signification habituelle de l'équilibre keynésien de sous-emploi. L'interprétation qu'en donnent Clower et Leijonhufvud se distingue de celle qui trouve généralement place dans les ouvrages néo-classiques(10). Tentant d'assimiler la théorie keynésienne à un cas particulier de leur propre démarche, les auteurs néo-classiques sont évidemment tenus de respecter l'un des axiomes fondamentaux de la théorie des échanges qui veut qu'à toute offre excédentaire corresponde une demande excédentaire de valeur égale. Il s'ensuit notamment l'intrusion d'une demande excédentaire de monnaie *(ED)* de valeur égale à l'offre excédentaire de travail (*ES*), de manière à retrouver dans la dernière colonne une somme des offres et des demandes excédentaires égale à zéro. En d'autres termes, cela revient à dire que dans une situation d'équilibre de sous-emploi, il existe, de la part des chômeurs, une demande

"effective" excédentaire de monnaie, qui correspond exactement, en valeur, à leur offre excédentaire de force de travail. Cette manière de raisonner permet aux économistes néo-classiques d'affirmer que, puisque la dernière ligne "est égale à zéro", la loi des débouchés est vérifiée.

A l'inverse, Clower soutient sans équivoque que "*contrairement aux conclusions de la théorie traditionnelle, une demande excédentaire peut ne pas apparaître dans l'économie soumise à des conditions inférieures au plein emploi*"(11). Cette remarque peut être directement reliée au manque d'informations "signalées" dont souffrent les producteurs, et qui les empêche de réembaucher les chômeurs, faute d'un niveau suffisant de la demande effective. En réalité, les chômeurs ne demandent pas de la monnaie dans l'intention de la thésauriser, mais bien afin d'acheter des marchandises et d'accroître ainsi la demande effective. Cependant, même si l'on considérait favorablement cette hypothèse absurde d'une demande excédentaire de monnaie à des fins de thésaurisation, la demande de biens demeurerait "ineffective" aussi longtemps que les producteurs n'auraient pas réembauché ces chômeurs. Or, comme les producteurs ne sont en mesure d'élever le niveau de l'emploi qu'à la *suite* d'un accroissement de la demande effective, ce raisonnement est absurde : la cause ne peut être simultanément l'effet ou, inversement l'effet être la cause. De plus, dans la logique keynésienne, un accroissement des encaisses oisives est parfaitement impossible lorsque le revenu est à un niveau d'équilibre, fût-il de sous-emploi.

L'analyse de Clower et de Leijonhufvud correspond beaucoup mieux à la démarche de Keynes que celle du courant néo-classique. Elle exige cependant que l'on considère la demande excédentaire de monnaie comme nulle, ce qui se traduit par une somme des offres et des demandes excédentaires *inférieure* à zéro. Cette constatation démontre clairement l'incompatibilité absolue de la loi de Say avec la *Théorie Générale*. En fait, la critique keynésienne de la loi des débouchés repose entièrement sur le refus de son auteur d'admettre "la structure des transactions" de la théorie classique qui repose sur l'hypothèse de l'information parfaite des échangistes.

Une illustration anecdotique de Leijonhufvud permet de résumer la raison pour laquelle un équilibre keynésien de sous-emploi peut se prolonger :

> Comme le montre la ligne supérieure [du tableau 7-2], les chômeurs offrent du travail et demandent du pain. Néanmoins, comme le montre la seconde ligne [du même tableau], la demande est une demande "ineffective" qui n'entraîne pas une hausse de la production du pain (et de la demande de travail). Les *signaux du marché*, présupposés dans l'analyse de l'équilibre général, *ne sont pas transmis*.(12)

Ce réexamen de la signification de l'analyse keynésienne de sous-emploi va servir de point de départ à une généralisation de l'hypothèse d'information imparfaite aux diverses situations d'équilibre possible. L'article de Clower est à nouveau le fil conducteur qui, à l'aide des recherches de Leijonhufvud, Schmitt, Alchian et Fitoussi, permettra d'apprécier l'importance réelle du principe de la demande effective, et de formuler la *loi de Keynes*.

La formulation de la loi de Walras à laquelle aboutissait le paragraphe 2 du chapitre 6 (équation *10*) néglige complètement l'hypothèse de "décision duale", affirme un degré d'information parfaite, une simultanéité absolue des activités des échangistes, et fait exclusivement dépendre des prix l'équilibre général des marchés.

Compte tenu du problème à résoudre, il est utile et intéressant de récrire cette loi de Walras en considérant les biens *(1, ..., m)* comme les marchandises, et les biens *(m + 1, ..., n)* comme les facteurs de la production. La loi de Walras ainsi précisée traduit clairement l'hypothèse du tableau 7-2 : toute offre excédentaire de facteurs implique l'existence simultanée d'une demande excédentaire "effective" de marchandises.

$$\sum_{i}^{m} p_i [\bar{d}_i \ (P) - \bar{s}_i \ (P)] + \sum_{j}^{n} p_j [\bar{d}_j \ (P) - \bar{s}_j \ (P)] = 0 \qquad (11)$$

Cette loi de Walras apparaît, à la suite de la critique de Clower, comme une égalité entre des quantités *notionnelles* et non réalisées. La situation qu'elle décrit peut être qualifiée de *déséquilibre conceptuel*. En effet, dans la démarche intellectuelle du théoricien néo-classique, la constatation d'un équilibre conceptuel, par l'utilisation de l'hypothèse d'information parfaite, passe tout d'abord par l'analyse *in abstracto* d'un déséquilibre conceptuel. La loi de Walras postule cette démarche au niveau conceptuel parce qu'elle implique que "dans toute situation de déséquilibre, il y a toujours un élément de demande excédentaire qui influence directement le système des prix, pour compenser les

éléments existants d'offre excédentaire"(13). Cette loi sous-tend donc bien le fait que tous les échangistes ont une connaissance exhaustive de toutes les possibilités réelles de " renégociation ". Il en découle nécessairement une transformation du *déséquilibre* conceptuel en un *équilibre* conceptuel, par l'intermédiaire des variations instantanées des prix : l'information des échangistes est parfaite; leurs activités sont parfaitement simultanées.

L'analyse de *l'hypothèse de décision duale* a montré toutefois que les fonctions d'offre et de demande des ménages exigeaient aussi que le revenu courant réalisé ne soit pas inférieur au revenu planifié. Si l'on suppose cependant que cela n'est pas le cas, et que l'on écrive

$$\sum_{j}^{n} p_j \left[ \bar{d}_j - \bar{s}_j \right] < 0 \quad ; \qquad (12)$$

cette inégalité traduit une offre excédentaire de travail puisque les biens $(j = m+1, \ldots, n)$ sont considérés comme représentatifs des facteurs de la production. Le revenu réalisé est sans conteste inférieur au revenu planifié : le chômage involontaire fait son apparition pour un volume égal à la différence entre la valeur de l'offre "notionnelle" et la valeur de la demande "notionnelle" de force de travail. L'intervention de l'hypothèse de "décision duale" est alors inévitable.

$$\sum_{j}^{n} p_j \left[ \bar{d}_j - \bar{s}_j \right] \geq 0 \qquad (13)$$

Dans une telle situation, le revenu réalisé ne peut être supérieur à la valeur de la demande "notionnelle" de travail. La demande effective de marchandises sera donc inférieure à la demande "notionnelle".

$$\sum_{i}^{m} p_i \bar{d}_i \ (P) \geq \sum_{i}^{m} p_i \hat{d}_i \ (P, Y) \qquad (14)$$

Les fonctions de demande contrainte $\hat{d}_i \ (P, Y)$ prennent la place des fonctions de demande "notionnelle" $\bar{d}_i \ (P)$. L'inégalité *(14)* traduit le fait que - dans le cadre de *l'hypothèse de décision duale* - la valeur nominale globale des biens

effectivement demandés sera *au plus* égale à la valeur nominale globale des biens "notionnellement" demandés dans une analyse orthodoxe du comportement du consommateur.

Finalement, il est possible de récrire la loi de Walras en fonction des grandeurs communiquées au marché, et non plus par rapport aux grandeurs "notionnelles". *L'égalité de Walras devient l'inégalité de Keynes.*

$$\sum_{i}^{m} p_i [\hat{d}_i (P, Y) - \bar{s}_i (P)] + \sum_{j}^{n} p_j [\bar{d}_j (P) - \bar{s}_j (P)] \leq 0 \qquad (15)$$

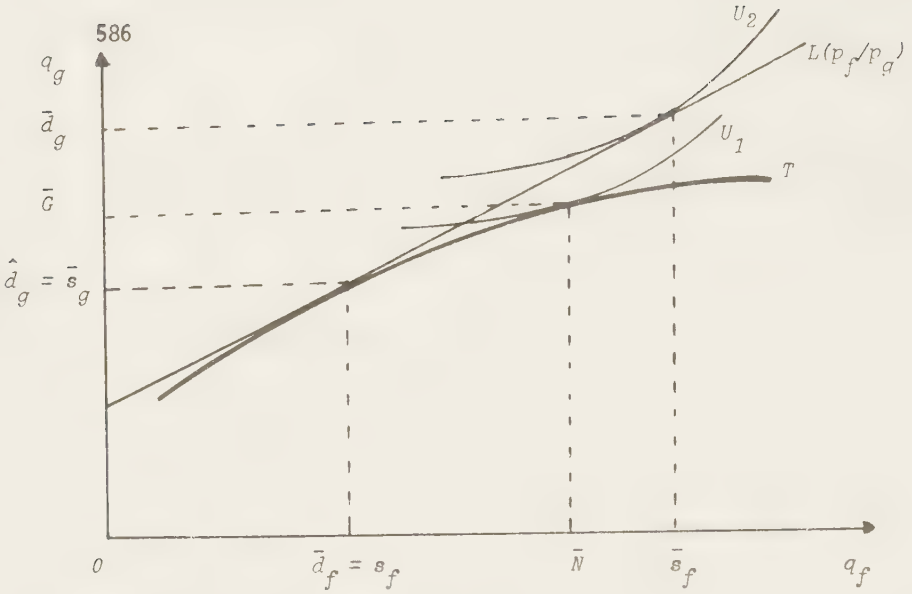
Dans le domaine des grandeurs signalées, "*la valeur de la somme des demandes excédentaires est au plus égale à zéro*" conclut Clower (14). Cette *loi de Keynes* est plus générale que la loi de Walras, car elle admet celle-ci comme un cas particulier. En effet, dans une situation de plein emploi, l'inégalité de Keynes se transforme en une égalité; en d'autres termes, dans les situations où la demande "notionnelle" est égale à la demande effective, *la loi de Keynes se confond avec la loi de Walras*. La loi de Keynes qui reflète un *déséquilibre signalé* coïncide dans ce cas, et dans ce cas seulement, avec la loi de Walras qui exprime *un déséquilibre conceptuel*. Comme l'avait clairement vu Keynes en 1936, la loi des débouchés (type égalité de Walras) n'est valable que dans une conjoncture de plein emploi. Une telle situation implique une égalité parfaite entre l'offre et la demande globale sur les plans conceptuel *et* effectif, alors que, dans tous les autres cas, un déséquilibre négatif n'est pas compensé par un déséquilibre de signe contraire.

A la suite de la distinction de Schmitt entre les grandeurs imaginaires et les grandeurs réalisées (15), Fitoussi a élaboré une intéressante typologie des diverses notions d'équilibre dans un système keynésien d'information imparfaite. Pour la clarté des développements ultérieurs et pour éviter toute confusion à propos de la loi de Keynes, il paraît judicieux d'en rendre compte très succinctement. Pour Fitoussi (16), 1) *les grandeurs notionnelles* dont la communication au marché est soumise à l'hypothèse de plein emploi s'opposent aux 2) *grandeurs signalées* qui sont également des quantités imaginaires, mais qui sont communiquées au marché en raison de leur solvabilité. *C'est le cas de la demande effective, quantité imaginaire non réalisée mais potentiellement présente*

*en raison de l'existence d'un pouvoir d'achat disponible pour sa réalisation.* En dernier lieu, Fitoussi définit 3) *les grandeurs réalisées* comme des quantités considérées *ex post*, c'est-à-dire des grandeurs signalées au marché et satisfaites, partiellement ou totalement.

Exprimée en termes plus classiques, la distinction de Fitoussi entre les grandeurs "notionnelles" et les grandeurs signalées correspond exactement à la différence établie par Malthus entre le *pouvoir* et le *vouloir consommer*, entre la demande *in esse* et la demande *in posse* (17). Dans son analyse de la demande effective, Malthus constatait déjà qu'il ne fallait pas seulement qu'une demande soit potentielle pour qu'elle se traduise en une demande effective, mais qu'il fallait également que cette demande soit solvable (18). Clower et Leijonhufvud ont en fait repris la même démarche que Malthus pour la mener à terme. Contrairement à Malthus et Sismondi, Clower et Leijonhufvud disposent d'une théorie monétaire qui leur permet d'achever une analyse strictement conforme à l'impulsion malthusienne. Dans le prolongement de la *Théorie Générale*, mais beaucoup plus précisément que Keynes, ces deux auteurs ouvrent de larges perspectives à l'utilisation de la demande effective dans la continuité d'une tradition plus que séculaire. Le caractère sophistiqué de la formulation néo-classique de l'équilibre général a certainement, et paradoxalement, beaucoup facilité la réfutation de la loi des débouchés, qui apparaît sans conteste comme un cas particulier du principe de la demande effective.

Le graphique 7-3, emprunté à Clower (19), permet de synthétiser sa longue démarche. Il fixe visuellement la distinction fondamentale entre la demande "notionnelle" et la demande effective. Il met aussi en évidence les différences et les points de contact entre la loi de Keynes et la loi de Walras dans le cadre de la théorie de l'information.




Graphique 7 - 3

Les quantités de biens $(q_g)$ sont portées **en ordonnée**; les quantités de facteurs de la production $(q_f)$ apparaissent en **abscisse**. La courbe $T$ est la fonction de production; les courbes $U_1$ et $U_2$ sont des courbes d'indifférence collective (20). La droite $L\ (p_f/p_g)$ représente à la fois la contrainte budgétaire des ménages et la fonction de profit des entreprises.

Le graphique 7-3 illustre une situation typique de sous-emploi "à la Keynes". Une offre excédentaire de produits et une demande excédentaire de travail apparaissent simultanément dans le domaine *des grandeurs conceptuelles*. Le salaire réel de la période $t$, $(p_f/p_g)$, est à un niveau tel que $(\bar{s}_f > \bar{d}_f)$. Dans le domaine *des grandeurs signalées*, il y a équilibre au contraire, sur le marché des biens, car la demande effective est égale à l'offre "notionnelle". En revanche, le déséquilibre sur le marché des facteurs de la production subsiste sous la forme d'un volume de chômage involontaire.

| Marché des biens | Marché des facteurs de la production |
|---|---|
| $\bar{d}_g > \hat{d}_g = \bar{s}_g$ | $\bar{s}_f > \bar{d}_f = s_f$ |
| soit, demande "notionnelle" > demande effective = offre "notionnelle". | soit, offre "notionnelle" > demande "notionnelle" = offre réalisée. |

Si les salaires réels variaient de façon inversement proportionnelle à la demande excédentaire *notionnelle* de biens, comme le veut la théorie de l'équilibre général, le système tendrait vers une situation d'équilibre de plein emploi $(\overline{NG})$, et ce durant la période $t$. En réalité, les salaires réels varient en fonction inverse de la demande excédentaire *effective* de biens; il en découle que, durant la période $t$, il n'y aura aucun ajustement des salaires réels, la demande effective $\hat{d}$ étant égale à l'offre "notionnelle" de produits.

Ce graphique montre sans équivoque que, dans une telle situation, l'entreprise n'a aucune raison de modifier son comportement, son offre "notionnelle" de produits se traduisant par une demande effective de même niveau. En d'autres termes, l'absence de demande excédentaire effective interdit tout ajustement par les prix, en dépit de l'existence d'une demande excédentaire "notionnelle" largement suffisante.

Si l'on poursuit cette analyse, on est tout naturellement obligé de la relier à la notion d'équilibre de sous-emploi et à l'ajustement par les quantités et les variations du revenu. Si le salaire nominal était exclusivement fonction du marché des biens, la totalité des variables seraient stables : il y aurait "équilibre de sous-emploi", chômage involontaire et demande excédentaire "notionnelle" de monnaie (21). Dans le cas contraire, où le salaire nominal réagirait uniquement à l'offre excédentaire de travail, l'économie tendrait vers une situation d'équilibre de plein emploi $(\overline{NG})$.

Toutefois, cette baisse du salaire nominal provoquerait une diminution de la demande effective (*hypothèse de décision duale* et demande contrainte). Le marché des produits connaîtrait alors aussi une situation d'offre excédentaire et une chute des prix. Compte tenu de cette intrusion des quantités dans le mécanisme d'ajustement par les prix, le salaire réel ne diminuerait pas, en dépit de la baisse du salaire nominal. Le niveau de l'emploi ne connaîtrait aucune amélioration. L'ajustement classique par les prix est largement (mais non intégralement) contre-balancé par le phénomène multiplicateur à la baisse du revenu. Keynes, mieux que tout autre, exprime cette interaction qui est au centre de sa *Théorie Générale* :

> Personne en effet ne songerait à nier que *lorsque la demande effective reste constante*, une réduction des salaires nominaux s'accompagne d'une augmentation de l'emploi; mais la question à résoudre est précisément de savoir si la réduction des salaires nominaux laissera subsister ou non une demande effective globale qui, mesurée en monnaie, sera égale à la demande antérieure ou n'aura pas, du moins, subi une réduction pleinement proportionnelle à celle des salaires nominaux (i.e. qui, mesurée en unités de salaire, sera quelque peu supérieure à la demande initiale).(22)

La situation qualifiée plus haut "d'équilibre de sous-emploi" ne connaîtra la stabilité nécessaire - par définition - à son existence, que si les salaires nominaux étaient eux-mêmes stables. En effet, une tentative de relance de l'économie par l'intermédiaire d'une baisse des salaires nominaux se solderait nécessairement par une nouvelle impulsion multiplicatrice à la baisse du revenu, de la production et de l'emploi. Inversement, si les salaires nominaux étaient rigides à la baisse, la notion d'équilibre de sous-emploi reprendrait un sens. L'inélasticité des salaires nominaux permet une (relative) stabilité des prix des produits et le maintien du niveau de la demande effective et de l'emploi. Cette rigidité des salaires relève de la *politique économique* et non de la *théorie* économique. Keynes le spécifie sans équivoque possible dans le chapitre 19 de la *Théorie Générale* :

> Il apparaît donc que si la main-d'oeuvre, en réponse à un déclin graduel de l'emploi, offrait ses services à un salaire nominal de plus en plus bas, il n'en résulterait en règle générale aucune diminution des salaires réels (...). L'effet principal d'une telle politique serait de causer une grande instabilité des prix (...). A la lumière de ces considérations nous estimons maintenant que le maintien de la stabilité du niveau général des salaires nominaux constitue, tout bien pesé, la politique la plus sage (...).(23)

La notion d'équilibre de sous-emploi n'est en conséquence applicable qu'à une situation où les ajustements se feraient *uniquement* par les quantités, à l'exclusion de toute intervention des prix. Cette hypothèse est aussi irréaliste que celle des théoriciens de l'équilibre général qui ne retiennent que l'ajustement par les prix.

En effet, si l'on considère, dans le cadre d'un phénomène multiplicateur, que les ajustements par les prix sont aussi probables que les ajustements par les quantités, toutes les situations de sous-emploi, quelles qu'elles soient, sont des situations de *dés*équilibres de sous-emploi, par définition instables.

Fitoussi introduit alors à ce stade du raisonnement de Clower une remarque très éclairante :

> (...) pour que le concept d'équilibre de sous-emploi ait un sens, il faut que quelqu'un joue dans le système un rôle analogue à celui qui était assigné au démon de Maxwell : la production de l'information. Il faut que les échangistes puissent compter sur une certaine stabilité qui leur est communiquée par le système des prix. C'est le rôle que Keynes assigne à la politique économique.(24)

Ce n'est que grâce à une mesure de politique économique - la rigidité des salaires nominaux à la baisse - que l'instabilité du système, due au cumul des deux types d'ajustement par les prix et les quantités, peut être évitée. L'abandon de l'hypothèse d'information parfaite est rigoureusement conforme à la réalité. Elle *doit* cependant être remplacée par une autre source d'information, qui permette aux sujets économiques d'anticiper à partir d'un élément stable, et d'éviter ainsi une indétermination complète du système. Le choix de la rigidité des salaires semble le plus commode, mais rien n'exclurait *à priori* l'utilisation d'un autre instrument de stabilisation, s'il se révélait plus efficace. La rigidité des salaires nominaux finit ainsi par acquérir indirectement une justification théorique importante, par le biais de la stabilité relative qu'il fournit au système économique. Keynes, qui s'en était pleinement rendu compte, constate dans la *Théorie Générale* :

> Il est heureux que, par instinct et d'ailleurs sans s'en rendre compte, les travailleurs se montrent des économistes plus raisonnables que les auteurs classiques, lorsqu'ils résistent aux réductions de salaires nominaux (...).(25)

Il est maintenant utile de réapprécier ces divers types d'équilibre possible, et de les relier les uns aux autres.

1. La loi de Walras définit *un équilibre virtuel* entre des quantités *notionnelles*.
2. La loi de Keynes définit *un équilibre signalé* entre des quantités *communiquées* parce que solvables (demande effective).
3. L'équilibre signalé de la loi de Keynes ne devient *un équilibre général* que s'il est effectivement réalisé.
4. *L'équilibre global*, par le jeu de la demande contrainte, définit une situation où la demande effective est égale à l'offre "notionnelle" sur le marché des produits, quel que soit l'état du marché du travail. Cela implique l'hypothèse keynésienne de la rigidité à la baisse des salaires nominaux. Un tel équilibre global se confondra avec un équilibre signalé si la demande excédentaire de travail est nulle; ou, en d'autres termes si la conjoncture est une conjoncture de plein emploi (26).

B. Théorie de l'information, équilibre général et système keynésien

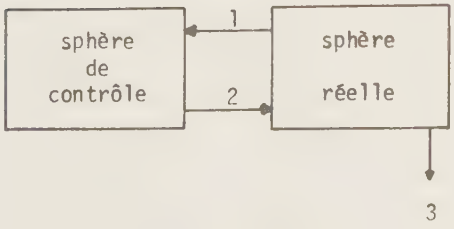
La théorie de l'information permet finalement de systématiser les différences entre la théorie de l'équilibre général et la théorie keynésienne. Dans la première, l'information est parfaite et l'instantanéité de l'ajustement par les prix rend la démarche statique et a-temporelle. Dans la seconde, l'imperfection de l'information implique l'ajustement par les quantités, en plus de l'ajustement par les prix, ce qui nécessite une certaine épaisseur de temps et un "effet en retour " (*feed back*), composantes nécessaires de toute théorie dynamique.

En dernière analyse, le système économique apparaît comme un ensemble scindé en deux sous-systèmes distincts : *la sphère réelle* et *la sphère de contrôle*. La sphère réelle reflète les activités liées à la production, à la consommation, à l'épargne et à l'investissement; en bref, aux échanges "physiques" en général. Dans la sphère de contrôle se déroulent toutes les activités "intellectuelles" qui déterminent l'orientation de la sphère réelle : intentions de produire, décisions de consommer, d'épargner ou d'investir; en bref, il s'agit de grandeurs "notionnelles" dont le sujet économique souhaite la réalisation, et l'estime possible.

Le lien entre ces deux sphères est essentiel au fonctionnement du système tout entier. L'interaction entre ces deux sphères relève de la théorie de l'information. La fonction de réponse de chacune d'entre-elles dépend de leur réaction aux éléments d'information fournis par l'autre sphère. Les "extrants" de la sphère réelle dépendent de la réaction de cette sphère aux "intrants" fournis par la sphère de contrôle. De même, les "extrants" de la sphère de contrôle sont fonction des "extrants" fournis par la sphère réelle.

La distinction entre la théorie de l'équilibre général et le système keynésien se situe exactement au niveau du nombre d'informations contenu dans les extrants respectifs de chacune des sphères. La fonction de réponse de chacune des deux sphères est en effet étroitement dépendante des variables introduites en guise d'intrants.

Dans le système d'équilibre général, la fonction de réponse de la sphère de contrôle dépend exclusivement du système des prix, seul élément d'information fourni par la sphère réelle. L'extrant de la sphère de contrôle correspond aux plans de production et de consommation "notionnelles" de tous les échangistes. L'information sur les prix étant parfaite, la fonction de réponse de la sphère réelle permet la réalisation intégrale et effective des plans de production et de consommation projetés dans la sphère de contrôle.

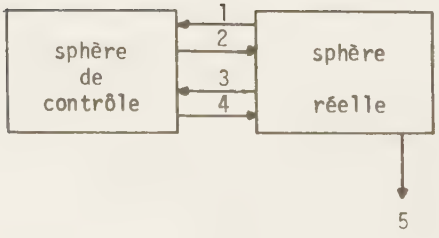



1. Information sur les prix.
2. Plans de production et de consommation "notionnelles"
3. Plans de production et de consommation réalisés.

Graphique 7 - 4 : équilibre général

Alors que la théorie de l'équilibre général postule l'instantanéité des adaptations par l'intermédiaire du processus de "tâtonnement", le système keynésien - plus complexe - est doté d'une mémoire qui imprime la sphère de

contrôle par la transmission d'informations sur la réalisation des plans antérieurs des échangistes. La fonction de réaction de la sphère de contrôle ne dépend plus des prix courants mais du système des prix et des quantités réalisés durant les périodes précédentes. L'importance de la mémoire détermine le nombre de périodes antérieures qui jouent le rôle d'intrants. L'extrant de la sphère de contrôle est fourni par les plans de consommation et de production *contraints* par la mémoire. La fonction de réponse de la sphère réelle entraîne ou n'entraîne pas la réalisation totale des plans des échangistes, compte tenu des possibilités effectives de la production. Dans le second cas, *l'hypothèse de décision duale*, par l'intermédiaire d'un reflux de nouveaux éléments d'information de la sphère réelle vers la sphère de contrôle, adapte les plans contraints aux plans réalisés. En d'autres termes, un courant d'information sur les quantités réalisées reflue vers la sphère de contrôle et modifie le contenu de sa mémoire, issu des phases précédentes. Compte tenu de cette "adaptation" de la mémoire aux possibilités de la sphère réelle, il y a une nouvelle formulation de la fonction de réponse de la sphère de contrôle. Ce va-et-vient de l'information entre les deux sphères est continuel. Il débouche la plupart du temps sur une incompatibilité partielle entre les plans contraints, extrants de la sphère de contrôle, et les plans réalisés de la sphère réelle. Concrètement cela se traduit par la présence d'une offre (ou d'une demande) excédentaire signalée sur le marché; une crise de surproduction se caractérise, par exemple, par une inadaptation des plans contraints et des plans réalisés donnant lieu à une offre excédentaire sur le marché des produits.




1. Informations mémorisées par la sphère réelle sur les prix et les quantités des périodes précédentes.
2. Communication des plans "notionnels" des échangistes.
3. Contrainte de la sphère réelle refoulée sur la sphère de contrôle.
4. Communication des nouveaux plans "notionnels" des échangistes.
5. Plans de production et de consommation réalisés.

Graphique 7 - 5 : système keynésien

En dernière analyse, deux situations permettent seules une coïncidence parfaite entre les plans contraints et les plans réalisés. Il est logiquement nécessaire que l'une des deux informations transmises (prix ou quantités) soit momentanément invariable pour que le système se stabilise. En termes de marché, une invariabilité de l'information sur les prix, parallèle à un ajustement par les quantités, détermine un "équilibre de sous-emploi", selon la définition qui en a été faite (27). Inversement, l'invariabilité de l'information sur les quantités, parallèlement à un ajustement par les prix, détermine un équilibre de plein emploi qui ramène finalement la logique du système à l'intérieur de la théorie de l'équilibre général.

Le cumul de l'information sur les prix et les quantités rend hypothétique le maintien d'une situation d'équilibre de plein emploi, qui postule une identité entre la loi de Walras et la loi de Keynes. L'invariabilité, ou tout au moins, une certaine régularisation de l'*une* des sources d'information permet de stabiliser le système. Dans une conjoncture de sous-emploi, la rigidité des salaires à la baisse permet une relative stabilité de l'information prix. En plein emploi, les possibilités réelles du secteur de la production induisent une relative stabilité de l'information quantités. La situation de surchauffe est caractérisée, quant à elle, par une dissymétrie par rapport à la conjoncture de sous-emploi. L'information sur les quantités étant momentanément invariable, le seul moyen de stabiliser le système passe par une politique des revenus et un contrôle des prix, qui seuls permettent de fournir une relative stabilité à l'information sur les prix et de briser ainsi la spirale inflationniste.

Dans le très bref chapitre 5 de la *Théorie Générale*, Keynes s'est livré à quelques rapides réflexions sur "(...) la prévision en tant qu'elle détermine le volume de la production et de l'emploi". Il reprend et développe les éléments de cette réflexion dans son article fondamental de 1937 "The General Theory of Employment". Son approche, bien que moins élaborée que celle qui vient d'être esquissée n'en diffère guère. Quelques citations sont révélatrices à cet égard :

> Les résultats de la production et de la vente *effectivement obtenus* n'intéresseront l'emploi que pour autant qu'ils contribueront à modifier les prévisions ultérieures; (28)

ou encore, en rapport avec la mémoire de la sphère de contrôle :

> Il ressort à l'évidence (...), qu'en un certain sens, le volume de l'emploi ne dépend pas seulement de la prévision momentanée mais aussi des prévisions qui ont existé au cours d'une certaine période antérieure.(29)

L'influence de la sphère réelle sur la fonction de réaction de la sphère de contrôle est sans équivoque. De plus, par l'intermédiaire du principe de la demande effective, l'information transmise porte non seulement sur les prix, mais également sur les quantités, contrairement au modèle d'équilibre général.

> (...) la demande effective est entièrement absorbée par les variations qu'elle suscite dans le volume et le prix de la production.(30)

Le rôle de la monnaie comme remède à l'information imparfaite apparaît comme le dernier problème à examiner dans le cadre du renouveau du principe de la demande effective. La transmission de l'information, et donc l'essence même de la notion de demande effective, est étroitement dépendante du signal monétaire qui seul peut remplacer le "tâtonnement" walrasien ou la "main invisible" de Smith. L'intégration keynésienne de la théorie monétaire à la théorie de la valeur et l'analyse des motifs de la demande de monnaie pour des motifs de transaction apparaissent comme des compléments naturels et indispensables au principe de la demande effective dans une économie monétaire.

C. L'utilisation de la monnaie comme remède à l'information imparfaite

Le paragraphe 4 du chapitre précédent a permis de dégager la caractéristique essentielle d'une économie monétaire : la présence obligée de l'équivalent général dans l'un des termes de toute transaction. Dans le cadre de la critique de la loi de Walras et du renouveau du principe de la demande effective, il importe de démontrer que la théorie keynésienne implique une intégration parfaite de la théorie de la monnaie à la théorie de la valeur; ou, en d'autres termes, de prouver que tous les phénomènes décrits par la *Théorie Générale* sont en relation étroite avec la monnaie. Cette démarche débouchera sur un examen de l'essence du phénomène monétaire : l'imperfection de l'information

les anticipations et l'incertitude, au sens de Knight et de Keynes (31).

La demande de monnaie pour des motifs de transaction (motif de revenu, motif professionnel, motif de financement) de la part des échangistes est étroitement liée à la fonction d'intermédiaire des échanges du moyen de paiement. En effet, la liquidité de la monnaie tient à sa fonction de moyen d'échange et non à sa fonction de réserve de valeur. La monnaie n'est conservée que parce ce qu'elle est un bien parfaitement liquide; le rapport de cause à effet ne peut être inversé. En dernière analyse, la liquidité de la monnaie trouve son origine dans sa fonction moyen d'échange qui lui permet de se trouver sur tous les marchés. Privé de cette faculté, la monnaie perdrait toute raison d'être et ne serait plus demandée.

Sans reprendre *ab ovo* l'analyse de la demande de monnaie pour des motifs de transaction, il convient de réexaminer quelques points essentiels de cette théorie à la lumière des récentes recherches de Davidson; celles-ci synthétisent la démarche entreprise par Keynes, du *Treatise on Money* aux articles postérieurs à la publication de la *Théorie Générale* (32).

Le motif de revenu et le motif professionnel, contrairement à l'interprétation néo-classique exclusivement basée sur la *Théorie Générale*, donnent lieu à une demande de monnaie qui peut varier *même si le niveau du revenu est stable*. En effet, dans la préface de la *Théorie Générale*, Keynes renvoie explicitement le lecteur à son *Treatise on Money* pour "les détails de la technique monétaire" (33).

L'interprétation habituelle des motifs de transaction néglige la référence au *Treatise* qui considère également les situations de déséquilibre, alors que le chapitre 15 de la *Théorie Générale* se borne à définir cette demande de monnaie en fonction du revenu d'équilibre. Davidson souligne vigoureusement l'influence déterminante non seulement du niveau du revenu, *mais aussi des dépenses anticipées* des ménages et des entreprises sur la demande de monnaie à des fins de transaction.

> Dans le *Traité*, la quantité de monnaie détenue pour des motifs de revenu par les ménages dépend : a) de l'épaisseur du temps contractuellement déterminée entre deux périodes de paie et b) des *dépenses anticipées* des ménages durant cette période; alors que la quantité de monnaie détenue pour des motifs professionnels dépend de a) la période de paiement, b) du degré d'intégration des firmes, et c) des dépenses anticipées des entreprises durant cette période.(34)

La demande de monnaie pour ces deux motifs dépend, en définitive, aussi bien des nombreux déterminants de la demande globale *anticipée* que du niveau du revenu. La différence est d'importance. Elle implique qu'une variation de la propension marginale à consommer, par exemple, peut modifier la demande de monnaie pour des motifs de transaction, même si le revenu est stable.

Le second élément, lié à cette redéfinition du concept de demande de monnaie à des fins de transaction, se rattache également à un examen insuffisamment attentif de l'ensemble de l'oeuvre de Keynes. L'introduction par Keynes du *motif de financement* comme troisième composante du motif de transaction modifie la nature même de cette motivation, en renforçant les éléments d'anticipation déjà relevés dans le *Treatise*. Dans le cadre de deux articles fondamentaux publiés en 1937, Keynes démontre longuement que "si les décisions d'investir sont (par exemple) croissantes, le financement supplémentaire nécessaire constituera une demande additionnelle de monnaie"(35). En d'autres termes, un accroissement des investissements planifiés peut provoquer une augmentation du volume de la demande de monnaie *avant* que le revenu subisse la hausse découlant de l'élévation de la composante investissement de la demande globale. Une simple décision d'investir peut ainsi provoquer une hausse du volume de la demande de monnaie pour des motifs de transaction, avant qu'il y ait eu le moindre début d'application concrète.

Il faut encore ajouter, à propos du motif de financement, que Keynes a pris rapidement conscience de l'importance de cette lacune. Il s'est livré très honnêtement à une étonnante auto-critique qui semble bien prouver que ce problème revêtait une importance décisive à ses yeux.

> Je n'aurais pas dû négliger précédemment ce point puisqu'il est la pierre angulaire de la théorie de la préférence pour la liquidité et du taux de l'intérêt.(36)

Et d'ajouter,

> Je tenais compte, il est vrai, de l'effet d'un accroissement de l'activité *réelle* sur la demande de monnaie. Mais je ne reconnaissais pas l'effet d'un accroissement de l'activité *planifiée* qui se superpose à la première.(37)

Le réexamen détaillé de cette théorie de la demande de monnaie pour des motifs de transaction permet de rattacher directement ce rôle de la demande de monnaie à *l'hypothèse de décision duale* de Clower. La demande d'encaisses de transaction est une demande *préalable* de monnaie, estimée sur la base de transactions *planifiées* et destinée à être intégralement utilisée, *dans la mesure où la demande effective n'est pas inférieure au revenu réalisé.*

*Le principe de la demande solvable* dégagé par Clower sous-tend deux contraintes monétaires impératives :

- *la contrainte de dépense* implique que la valeur des achats nets ne peut être supérieure à l'encaisse initiale de monnaie. En d'autres termes, les *demandes* des consommateurs sont limitées par les encaisses liquides dont ils disposent pour les motifs de transaction.
- *la contrainte de revenu* implique que la valeur des ventes nettes ne doit pas être inférieure à la demande d'encaisses de transaction, elle-même fonction des dépenses anticipées. Cela revient à dire que la demande d'encaisses de transaction n'est satisfaite qu'à condition que les *offres* des consommateurs soient elles-mêmes entièrement réalisées.

Un travailleur ne saurait donc dépenser durablement plus que le montant du salaire qu'il a effectivement perçu; de plus, le montant de son salaire ne doit pas être inférieur à sa demande d'encaisses de transaction s'il désire réaliser la totalité de ses demandes anticipées. Sa demande de biens et de services est contrainte par ses disponibilités monétaires et ses disponibilités monétaires sont contraintes par la demande qui est faite de sa force de travail.

Si l'on généralise ce raisonnement au niveau de tous les marchés, il en découle que l'offre de biens et de services et la demande d'encaisses de transaction sont *soit simultanément satisfaites soit simultanément insatisfaites*. Dans le second cas, l'analyse monétaire débouche sur des conclusions identiques à celles du graphique 7-3 : l'encaisse initiale de monnaie est insuffisante pour permettre la réalisation des plans des échangistes, leurs demandes signalées étant inférieures à leurs demandes planifiées. La demande d'encaisses de transaction dépendant étroitement des demandes anticipées de chacun des échangistes, la non-réalisation des premières exclut la réalisation des secondes et oblige le sujet économique à une revision de son plan de consommation, par l'intermédiaire d'une deuxième série de décisions, contraintes par le niveau des demandes d'encaisses de transaction effectivement réalisées.

Fitoussi résume cette interaction essentielle entre l'aspect monétaire et l'aspect réel de la démarche de Clower en des termes significatifs :

> *Dans une économie monétaire, les plans d'achats sont contingents.* Ils sont soumis à la condition préalable de la réalisation des plans de vente, car la seule demande qui est prise en considération *est la demande solvable, c'est-à-dire la demande communiquée par des signes monétaires.* (38)

L'élément monétaire apparaît ainsi très étroitement imbriqué dans la théorie keynésienne. Les multiples efforts d'intégration de la théorie monétaire à la théorie de la valeur trouvent un aboutissement dans l'oeuvre de Keynes. La demande "notionnelle" de biens est soumise à une contrainte d'ordre strictement monétaire : la réalisation de la demande d'encaisses de transaction.

*Le principe de la demande effective est au coeur de l'intégration keynésienne de la monnaie aux mécanismes économiques*. Le chapitre 3 de la *Théorie Générale* a posé les bases de la théorie d'une économie monétaire. La demande effective est contrainte par le revenu monétaire réalisé; elle synthétise la double contrainte du revenu et de la dépense et apparaît comme le lieu géométrique de l'intégration des phénomènes réels et monétaires. Le *vouloir consommer* de Malthus est soumis à la contrainte du *pouvoir consommer* représenté par le niveau effectivement réalisé des encaisses de transaction.

Ce n'est que dans l'hypothèse de plein emploi que cette double contrainte est levée : la demande "notionnelle" se traduit par une demande effective de même niveau, la demande d'encaisses de transaction permettant la communication intégrale des projets de consommation aux marchés. Dans toutes les autres situations, il existe un obstacle à la réalisation des plans de vente des échangistes par l'insuffisance (ou l'excédent) des encaisses de transaction; *l'hypothèse de décision duale* et une demande effective inférieure (ou supérieure) à la demande "notionnelle".

De plus, cette intégration de la variable monétaire à l'analyse keynésienne de la demande effective implique une référence directe au facteur temps, par l'intermédiaire du comportement *dynamique* lié aux anticipations et à l'incertitude, dont dépend le taux d'intérêt. A plusieurs reprises, Keynes établit un lien direct entre la demande d'encaisses de transaction $(M_1)$, la demande d'encaisses de spéculation $(M_2)$ et le taux d'intérêt. Le jeu des compensations entre $M_1$ et $M_2$ rend étroitement interdépendantes les deux composantes de la demande globale de monnaie. Conséquemment, les facteurs d'incertitude et d'anticipation nés de la demande d'encaisses de transaction s'ajoutent à ceux qui sont liés aux estimations de l'évolution future du taux d'intérêt.

> L'incertitude quant à l'évolution future du taux de l'intérêt est la seule explication intelligible de la préférence pour la liquidité du type $L_2$ (...). Il s'ensuit qu'un montant $M_2$ donné n'est pas associé par une relation quantitative définie à une valeur $r$ donnée de l'intérêt - ce qui importe, ce n'est pas le niveau absolu de $r$, c'est l'écart qui se sépare du niveau qui paraît offrir une sécurité raisonnable, à la lumière des calculs de probabilité auxquels on se fie.(39)

Cette interdépendance entre $M_1$ et $M_2$ et ce cumul des éléments d'incertitude et d'anticipation de chacune des composantes de la demande globale de monnaie correspond à la nature même de la fonction moyen de paiement de la monnaie. La monnaie étant *toujours* détenue dans un laps de temps séparant deux transactions, l'oisiveté des encaisses est inévitable. Le titulaire de ces encaisses tente de réduire le coût de cette oisiveté par le biais des compensations entre $M_1$ et $M_2$. Il y a donc un lien entre la quantité de monnaie détenue et le niveau du taux d'intérêt; mais la condition *sine qua non* de cette liaison

repose sur "l'existence d'*incertitudes* quant à l'avenir du taux d'intérêt, c'est-à-dire quant aux gammes de taux d'intérêt qui prévaudront à des dates futures"(40).

Le niveau de la demande effective est ainsi fonction d'estimations liées aux encaisses de transaction et aux encaisses de spéculation. Le volume de la production, du revenu et de l'emploi dépendent en dernière analyse, par l'intermédiaire de la demande effective, des incertitudes et des anticipations liées à la fonction moyen d'échange de la monnaie (41).

## CONCLUSION GÉNÉRALE DE LA TROISIÈME PARTIE : LA MONNAIE, LE PRINCIPE DE LA DEMANDE EFFECTIVE ET L'IMPERFECTION DE L'INFORMATION

La longue démonstration des chapitres 6 et 7 aboutit à des conclusions semblables à celles que Keynes formulait à propos de la théorie classique : le modèle néo-classique n'est qu'un cas particulier de la théorie keynésienne, la loi de Walras n'est valable que dans une conjoncture de plein emploi, le numéraire néo-classique n'est qu'un voile, l'analyse néo-walrasienne se place hors du temps historique (1) et implique la résurrection de la vieille théorie orthodoxe du comportement du consommateur dans une économie de troc.

A l'opposé, la démarche keynésienne est apparue comme une théorie dont toutes les composantes sont étroitement interdépendantes, notamment au niveau de l'intégration de la théorie monétaire et de la théorie de la valeur. L'imperfection de l'information est à l'origine des situations de déséquilibre qui sont l'état naturel de tout système économique et qui forment la base de toute démarche analytique : l'économique keynésienne du déséquilibre remplace, par l'intégration de la monnaie, l'économique néo-classique de l'équilibre; l'abandon du théorème de l'information parfaite implique le rejet du principe de la monnaie-voile et l'adoption de la théorie keynésienne de la demande de monnaie à des fins de transaction. Les quantités signalées ne sont alors qu'accidentellement égales aux quantités notionnelles, les demandes effectives - et non plus les demandes notionnelles - déterminent le comportement du consommateur. De l'abandon de la stricte logique du modèle d'équilibre général il résulte que l'élasticité des prix n'est pas infinie et qu'elle justifie l'existence d'une monnaie active. En effet, une parfaite flexibilité des prix rendrait toute monnaie superflue, alors que la prime de liquidité attachée à la conception keynésienne de la monnaie est basée précisément sur sa fonction d'intermédiaire des paiements. La préférence pour la liquidité de la *Théorie Générale* repose finalement sur les fonctions de moyen d'échange et de réserve de valeur de la monnaie, la seconde découlant de la première.

Keynes affirmait déjà clairement cette double caractéristique de la monnaie, en rapport avec l'amélioration de l'information des agents économiques :

> (...) notre désir de détenir de la monnaie comme réserve de valeur est un baromètre du degré de notre manque de confiance dans nos propres calculs et conventions concernant le futur (...). Détenir de la monnaie apaise notre inquiétude.(2)

La monnaie, actif parfaitement liquide doté d'un coût transactionnel nul (3) est le moyen le plus économique de collecter les informations nécessaires à la détermination des plans contraints des échangistes, à la détermination de la demande effective. Dans le prolongement de la logique keynésienne toutefois, il est conceptuellement indispensable de distinguer entre l'imperfection de l'information et l'incertitude, telle qu'elle est définie par Keynes.

L'incertitude liée à la détermination du volume de la demande effective est - par définition - inquantifiable, alors que l'imperfection de l'information est réductible au moyen de la détention de monnaie. En pratique, la demande de monnaie à des fins de transaction correspond à cette collecte d'informations; la rationalisation du volume de ces encaisses transactionnelles permet aux échangistes de minimiser le volume d'informations nécessaire à leurs transactions. L'existence de ce type d'encaisses introduit dans le schéma keynésien non seulement l'imperfection de l'information, mais également le facteur *temps*. L'incapacité du sujet économique de connaître le présent d'une manière certaine influe sur sa vision de l'avenir et, réciproquement, le risque et les anticipations liés au futur déterminent le présent. Les encaisses de transactions, expression matérielle de l'imperfection de l'information de l'échangiste sur les fluctuations des marchés, relient le présent au futur, et le futur au présent. Un flot continu d'informations sur l'état présent des marchés interfère constamment avec une autre masse d'informations sur l'état futur de la conjoncture. Le comportement des agents économiques est ainsi continuellement soumis à des modifications : les informations sur le présent deviennent caduques en raison de l'écoulement du temps qui modifie à son tour les prévisions relatives au futur. En d'autres termes, la réalisation des transactions modifie à chaque instant les plans futurs des échangistes, par l'intermédiaire

d'une variation de la demande effective et du volume des encaisses de transaction. La monnaie apparaît donc bien dans le système keynésien comme un intermédiaire des échanges qui permet de réduire l'imperfection de l'information des agents économiques sans toutefois, tant s'en faut, supprimer l'influence des incertitudes non quantifiables.

Comme l'écrit Fitoussi :

> (...) l'imperfection de l'information est à l'origine des comportements dynamiques, alors que *l'incertitude apparaît en même temps que la durée.*(4)

L'intrusion du temps, par le biais de l'imperfection de l'information et de la monnaie, provoque en effet l'apparition des incertitudes au sens de Knight et de Keynes (5). Alors que le système néo-classique "était tenu pour capable de réduire un fait incertain au même degré de précision qu'un fait certain"(6), la logique keynésienne est indissociable des incertitudes inquantifiables pour la simple raison que l'agent économique ne peut reporter indéfiniment ses décisions dans l'espoir de disposer d'un volume accru d'informations. Les plans de consommation, d'épargne et d'investissements ne sont jamais optimaux - au sens néo-classique du terme - car, dans le monde réel de Keynes, ils ne peuvent être rétroactivement modifiés en fonction d'informations nouvelles dont l'échangiste aurait eu connaissance entre la prise de décision et sa réalisation, entre la détermination de la demande effective et le résultat réellement obtenu à terme. L'étroite interdépendance entre l'imperfection de l'information, la monnaie, la demande effective et l'incertitude situe clairement l'analyse de Keynes dans un monde *réel* dans lequel *un temps historique* se déroule d'un passé irrévocable vers un futur inconnu.

Sur le fond, Clower, Leijonhufvud et Hines on repris exactement la même démarche critique que celle de Keynes dans les premiers chapitres de la *Théorie Générale*. Sur le plan formel, le seul élément qui distingue ces deux approches se situe au niveau du degré de précision du modèle d'équilibre général soumis à la critique. Alors que Keynes n'avait qu'une idée relativement floue de ce qu'impliquait le modèle classique hérité de Marshall, les économistes contemporains partisans du renouveau keynésien disposent du modèle d'équilibre général néo-classique. L'extraordinaire cohérence interne de cette théorie telle qu'elle

apparaît, par exemple, dans les ouvrages de Patinkin, a paradoxalement permis une critique infiniment plus précise, et semble-t-il décisive, du modèle d'équilibre général. La récupération de la *Théorie Générale* par cette théorie prétendument "plus générale" est un échec; la démarche de Keynes apparaît finalement comme dotée d'une plus grande cohérence interne *et* d'une meilleure cohérence externe que le modèle d'équilibre général néo-classique. La généralité de la méthode analytique se conjugue avec une parfaite adéquation de cette démarche théorique aux réalités économiques et aux besoins de la politique économique.

L'affinement progressif de l'analyse de la loi des débouchés, de la démarche relativement rudimentaire de Say et de Ricardo aux démonstrations élaborées de la loi de Walras par l'Ecole néo-classique, procède toujours de la même logique. Le problème à résoudre reste identique, même s'il reçoit une formulation plus rigoureuse et une appellation apparemment plus savante. L'impeccable logique d'un tel raisonnement ne peut faire oublier qu'il s'agit d'un principe d'économie pure, totalement inadapté à la solution théorique et/ou pratique des interpellations que lui adresse la réalité économique. Totalement dépendante des hypothèses explicitement ou implicitement formulées *ex ante*, la loi des débouchés, type loi de Walras, dissimule son impuissance derrière des raisonnements tautologiques et des sophismes qui ont l'apparence de démonstrations. Le chapitre 6 a clairement établi que - dans le domaine des grandeurs réalisées - la loi de Walras est toujours vérifiée (forme tautologique). Dans le domaine des grandeurs désirées, l'Ecole néo-classique prétend fournir de la loi de Say une démonstration qui repose en fait intégralement sur une condition préalable purement spéculative : l'hypothèse de la réalisation des plans des échangistes. En d'autres termes, et comme dans l'analyse classique, la loi de Walras ne se vérifie que dans une situation d'équilibre général de plein emploi dans laquelle il n'existe aucun obstacle à la réalisation des plans des échangistes et au jeu de l'hypothèse d'activité simultanée et d'information parfaite. En d'autres termes encore, la loi des débouchés est considérée comme démontrée dans la mesure où sont admises ces hypothèses de base absurdes et sans aucun rapport avec la réalité. En définitive, l'analyse néo-classique de la loi de Walras ne souffre d'aucune erreur de logique;

toute l'ambiguïté de ce lointain descendant de la loi des débouchés se situe au niveau de la dissociation du modèle d'équilibre général d'avec ses hypothèses de départ. En bref, il s'agit une fois encore de cette fameuse opposition entre la cohérence interne et la cohérence externe d'une démarche scientifique.

Dans le cadre du modèle néo-classique et au moyen d'une revision fondamentale d'un certain nombre de ses hypothèses de base, il a été possible de démontrer que la théorie keynésienne admet la théorie classique et néo-classique comme un cas particulier. Le rejet du postulat de la réalisation automatique des plans des échangistes et l'abandon de l'hypothèse d'information parfaite traduisent la victoire d'une économique du déséquilibre sur une économique de l'équilibre. La loi de Say ne coïncide avec la loi de Keynes que dans une situation d'équilibre de plein emploi. De même, ce n'est que dans une telle conjoncture que la demande notionnelle se confond avec la demande effective, elle-même égale à la demande réalisée. L'hypothèse de "décision duale", l'hypothèse de l'information imparfaite et le rôle de la contrainte monétaire (motif de financement) ont permis de remplacer la loi de Walras par le principe de la demande effective et d'effectuer un retour à la logique keynésienne.

Cependant - et c'est à ce niveau que se situe *l'équivoque fondamentale* des recherches de Clower et Leijonhufvud - est-il conceptuellement possible d'élaborer une théorie du déséquilibre de type keynésien à partir du modèle d'équilibre général, en se bornant à modifier un certain nombre de ses hypothèses de base, et notamment la structure de l'information ? En d'autres termes, et en dépit d'une critique décisive de l'orthodoxie néo-classique et de ses prétentions à un degré de généralité théorique qu'elle n'a pas, le modèle de Clower et Leijonhufvud est-il réellement compatible avec la démarche keynésienne ? Finalement, il s'agit de savoir en fonction de quelle logique on va approfondir, sur le plan théorique comme sur le plan de la politique économique, l'analyse keynésienne de la demande effective.

# CONCLUSION GENERALE :

## POUR UN VERITABLE RENOUVEAU

## DU PRINCIPE DE LA DEMANDE EFFECTIVE

Arrivé au terme de cette étude, il convient de faire la synthèse des résultats obtenus et de dégager les perspectives qui s'ouvrent à la recherche.

On rappellera d'abord quels furent, à partir de la querelle des débouchés et jusqu'au "renouveau keynésien" de Clower et Leijonhufvud, les points de rupture et les éléments de continuité qui marquèrent l'opposition entre la loi de Say et le principe de la demande effective.

Nous nous demanderons ensuite si les résultats obtenus par ces deux auteurs sont réellement compatibles avec le modèle keynésien.

Enfin, nous verrons que, dans le cadre d'une politique économique du type de la politique des revenus, il est possible de plaider en faveur d'un *véritable* renouveau du principe de la demande effective.

## 1. Loi des débouchés et principe de la demande effective : rupture et continuité

Le conflit séculaire entre la loi des débouchés et le principe de la demande effective résulte d'une opposition bien plus profonde qu'une simple querelle de techniques, ou même de théories économiques. Il est le reflet d'un antagonisme fondamental au niveau du statut scientifique de l'économie politique en tant que science humaine. L'analyse classique et néo-classique est une théorie des mécanismes automatiques du marché, alors que l'analyse keynésienne est une théorie du comportement des agents économiques. La première prétend à un statut proche de celui des sciences exactes, alors que la seconde "est essentiellement une science morale (...) préoccupée par l'introspection et les jugements de valeur (...), les motivations, les espoirs et les incertitudes psychologiques"(1).

La loi des débouchés se rattache, dès Say et Ricardo, à une analyse d'économie pure, relevant d'une logique déductive essentiellement soucieuse de cohérence interne. L'opposition entre le rationalisme et le naturalisme dans l'oeuvre économique de Say s'était déjà résolue en faveur d'une "économie des apparences", pour qui "un produit qui ne rembourse pas ses frais [ de production ] n'est pas un produit"(2). Une conception strictement individualiste de l'homme dans la société donnait naissance à l'*homo oeconomicus* et à son hypothétique rationalité. En fait, l'abstraction théorique a rapidement provoqué une disjonction entre le modèle analytique et la réalité quotidienne. La vérification de la loi de Say est ainsi soumise à un nombre important d'hypothèses de base sans aucun rapport avec le monde réel. Cependant, une fois admises, ces hypothèses permettent d'élaborer une théorie pure de l'équilibre économique, sans faille ni erreur de logique. Le rappel des principales d'entre elles permet de prendre conscience de l'étonnante similitude, à plus d'un siècle de distance, des arguments de Say et de Ricardo et de ceux du courant néo-classique contemporain.

La validité de la loi de Say (type égalité de Walras) est soumise à sept conditions principales :

- une situation d'équilibre de plein emploi;
- le principe de la monnaie-voile;
- une absence complète du temps historique, ce qui implique soit un équilibre de longue période du type de l'état stationnaire ricardien, soit un équilibre immédiat des marchés, postulant l'instantanéité des réactions et une information parfaite des agents économiques;
- le jeu automatique des mécanismes auto-régulateurs reposant sur le principe de l'interdépendance des prix et des marchés; il s'agit principalement de l'égalité axiomatique (I = S) ex ante, de la parfaite flexibilité des salaires, du rôle du taux d'intérêt comme récompense de l'abstinence, de l'ajustement instantané par les prix (à l'exclusion des quantités ou d'un quelconque effet-revenu);
- un régime de concurrence parfaite;

- la théorie orthodoxe du comportement des agents économiques;
- la réduction en certitudes des anticipations et des incertitudes.

Ces diverses hypothèses s'intègrent finalement toutes dans un modèle d'équilibre général de type walrasien qui synthétise le fonctionnement d'une économie d'échange, et non de production. Les relations entre l'offre globale et la demande globale sont d'ordre fonctionnel : le niveau général des prix est déterminé *simultanément* par l'une et l'autre de ces grandeurs. L'offre globale s'ajuste ainsi à la demande globale par une variation du niveau général des prix : l'offre crée sa propre demande.

En dernière analyse, ce modèle apparaît comme exclusivement propre à l'étude "de la répartition entre divers usages d'un volume *donné* de ressources employées et [des] conditions qui, cette quantité de ressources étant supposée employée, déterminent leurs rémunérations respectives et les valeurs relatives de leurs produits"(3).

Inversement, et ce déjà pour Malthus et Sismondi, le principe de la demande effective relève d'une analyse d'économie appliquée, utilisant une logique essentiellement inductive et soucieuse de cohérence externe. L'attitude critique de Malthus à l'égard des "abstractions ricardiennes" et l'analyse séquentielle de Sismondi mettaient déjà sérieusement en doute la validité du "grand principe des débouchés". Ces deux auteurs, adoptant en cela une démarche plus universaliste, refusaient de faire "abstraction du temps et de l'espace"(4) en critiquant notamment le modèle classique. Leurs tentatives de renouvellement fut un échec : la logique orthodoxe héritée de Smith était trop solidement ancrée dans leur esprit pour qu'ils pussent s'en affranchir.

Toute puissante pendant plus d'un siècle, cette logique irréelle de la loi des débouchés a cédé sa place - grâce à Keynes - à la réalité vécue du principe de la demande effective. Le souci constant d'expliquer le monde réel remplace l'inquiétude classique de définir à tout prix les *conditions* d'un hypothétique équilibre général. Le génie de la logique intuitive de Keynes

assure enfin à la théorie économique à la fois un fort degré de cohérence interne et une parfaite adéquation à la réalité.

L'analyse keynésienne se distingue de la démarche classique et neo-classique sur le double plan du cadre d'analyse et de la signification des variables. Contrairement au modèle traditionnel, la theorie keynésienne s'appuie essentiellement sur des grandeurs estimées, escomptées, anticipées et donc incertaines puisque non réalisées. La signification profonde des variables en présence - même si elles portent parfois le même nom - n'est pas du tout la même dans un système de choix informés et objectivés, de type classique et dans un système de choix anticipes et escomptés, de type keynésien. Ainsi en va-t-il pour le principe de la demande effective, simple prévision de la demande globale, qui s'oppose à une loi des débouchés laquelle garantit *ex ante* une parfaite adéquation du volume de la demande à celui de l'offre globale.

La consommation étant le but ultime de la production, les entrepreneurs s'efforcent de l'atteindre en réalisant un volume de la production susceptible de satisfaire la demande globale; pour cela, ils mettent en oeuvre un volume correspondant de l'emploi et des autres facteurs de la production. Or, et c'est là que se situe l'essentiel de la révolution keynésienne, la demande globale ne peut être connue que par anticipation, puisqu'elle ne se manifestera dans la réalité *qu'après* que la production effectivement realisée se sera traduite en consommation ou en investissement sur le marché. Pour Keynes, les entrepreneurs en sont donc réduits à réaliser un volume de la production qu'ils estiment devoir correspondre à la demande qui en sera faite dans le futur par les consommateurs. De plus, il faut que ce volume anticipé de la production leur laisse, une fois réalisé, un profit leur permettant d'élever, ou tout au moins de maintenir, les niveaux atteints de la production et de l'emploi.

Cette prévision de la demande globale constitue *la demande effective*, c'est-à-dire la demande effectivement réalisable que les entrepreneurs espèrent pouvoir écouler une fois la production physiquement présente sur le marché. Ainsi, pour transformer cette demande effective en offre réelle, les entrepreneurs font appel aux facteurs de la production nécessaires à la realisation

de ce volume de production anticipé : c'est donc bien la demande effective qui détermine un volume de l'emploi qui n'a aucune raison de correspondre au plein emploi de la main-d'oeuvre et de l'équipement disponibles.

Le volume de l'emploi est ainsi déterminé par le volume de l'investissement nécessaire à la réalisation de la demande effective; le coût de production supporté par les entrepreneurs donne lieu à une distribution de revenus sous la forme de salaires et de rémunérations du capital; le niveau des salaires nominaux est fixé par l'intermédiaire des conventions collectives auxquelles échappe **très largement la détermination des salaires réels; ces revenus distribués** (le *pouvoir consommer* de Malthus) donnent naissance à un flux de consommation et d'investissement (le *vouloir consommer* de Malthus); ce circuit revenus-dépenses - au sens sismondien du terme - sera en équilibre à la seule et unique condition que les prévisions des entrepreneurs se révèlent exactes, ou, en d'autres termes, que la demande globale *ex post* corresponde à la demande effective.

Les sept *conditions* principales nécessaires à la vérification de la loi des débouchés sont complètement abandonnées. Elles cèdent leur place à des *hypothèses* de fonctionnement d'une économie réelle qui permettent - du fait de leur adéquation à la réalité et de leur caractère théoriquement plus général - d'assimiler la théorie classique et néo-classique à un cas d'espèce de la théorie keynésienne. La loi de Say est bien un cas particulier du principe de la demande effective :

- ce principe est utilisable dans n'importe quelle situation de déséquilibre, aussi bien que dans une conjoncture d'équilibre de plein emploi;
- la monnaie est un lien actif entre le présent et le futur; sa détention est étroitement liée à la détermination du niveau de la demande effective;
- le rôle du temps historique implique la prise en compte des anticipations, des incertitudes, des délais de réaction et de l'imperfection de l'information;

- l'abandon du raisonnement "à l'équilibre" permet l'intégration des ajustements par les quantités (et le revenu) et des ajustements par les prix; les situations hors de l'équilibre de plein emploi sont la règle;
- la structure des marchés est sans importance;
- la loi psychologique fondamentale renouvelle complètement la théorie du comportement des agents économiques;
- les incertitudes non quantifiables, liées aux anticipations des entrepreneurs, jouent un rôle déterminant.

Le principe de la demande effective s'intègre finalement dans les mécanismes monétarisés d'une économie réelle de production *et* d'échange "qui déterminent l'emploi effectif des ressources disponibles"(5). Le renversement des préoccupations théoriques des économistes redonnent la priorité à la détermination du volume de la production, sans pour autant négliger les problèmes de répartition du revenu ainsi obtenu. L'abandon de l'égalité axiomatique des Classiques entre la production, le revenu, le pouvoir d'achat et la demande effective, permet de dégager le problème central de l'utilisation du revenu disponible et des variations conjoncturelles de la demande globale. De plus, ce rejet de la loi de Say provoque, par contre-coup, une relativisation considérable de la théorie pure de la répartition. Le remplacement de la loi des débouchés par le principe de la demande effective bouleverse non seulement la priorité entre la production et la répartition, mais implique une revision fondamentale de la théorie classique de la répartition.

La première partie de cette étude a permis de clarifier les bases théoriques de la querelle des débouchés. L'échec de la contestation du courant dominant par Malthus et Sismondi tient à leur adhésion paradoxale au modèle smithien de longue période. Les multiples critiques adressées à la loi des débouchés se heurtaient à l'implacable logique ricardienne dont la loi de Say était l'une des bases essentielles. Faute d'avoir rejeté cette macro-économie de l'équilibre, Malthus et Sismondi n'ont fait qu'emplir de contradictions le

modèle classique. Seule une prise de conscience du rôle du temps et de la monnaie, jointe à une réappréciation du comportement des agents économiques, aurait permis le rejet de ce modèle de statique comparée et une utilisation opérationnelle du principe de la demande effective.

Contrairement à Keynes (6), il ne semble pas que l'on doive regretter la victoire finale de Ricardo et de Say sur Malthus et Sismondi. Un succès des partisans du principe de la demande effective était simplement impossible, ne serait-ce qu'en raison de la faible cohérence interne de leur modèle qu'ils n'arrivèrent du reste pas à formuler clairement. L'abandon de la loi de Say au terme de la querelle des débouchés aurait précipité la théorie classique dans un inextricable fouillis de contradictions. Il aurait été alors bien plus difficile d'en extraire l'analyse économique qu'il ne l'a été pour Keynes de rejeter le modèle classique, revu et corrigé par le courant marginaliste. Dans la perspective de l'évolution de l'analyse économique, la maxime méthodologique de Bacon qui veut que "la vérité émerge plus facilement de l'erreur que de la confusion"(7) s'applique particulièrement bien aux développements théoriques du 19ème et du premier tiers du 20ème siècles. Plus d'une centaine d'années de perfectionnements de la théorie classique et de la loi des débouchés ont été nécessaires pour ouvrir la voie à la macro-économie keynésienne du déséquilibre, basée sur le principe de la demande effective.

La deuxième partie de cette étude a démontré comment le paradigme classique porté à un haut degré de précision, a fait place au modèle keynésien. La réfutation de la loi des débouchés et son remplacement par le principe de la demande effective résultent de la conjonction favorable de l'environnement économique et social de la grande crise et des capacités analytiques peu communes de Keynes. L'examen de la rupture progressive de Keynes avec le courant dominant l'a, semble-t-il, clairement démontré.

L'élément essentiel de la révolution keynésienne ne se situe pas, de l'aveu même de Keynes, au niveau de la théorie économique. Sa prise de conscience de l'inadéquation totale de la théorie classique du comportement des agents

économiques et les bouleversements qu'il lui a apportés forment la base entièrement nouvelle sur laquelle il a fondé sa macro-économique du déséquilibre. Keynes fait table rase de la vieille rationalité de l'*homo oeconomicus* reposant sur l'arithmétique benthamienne des peines et des plaisirs. L'élaboration de la loi psychologique fondamentale est l'étape décisive de sa démonstration du principe de la demande effective dans une économie en croissance. Cette demande effective apparaît finalement comme "le revenu global, y compris les revenus destinés aux autres facteurs de la production, que les entrepreneurs *espèrent* tirer du volume d'emploi courant qu'ils décident de donner"(8).

Grâce à la liaison causale entre le niveau du revenu et le volume de la consommation et aux anticipations des entrepreneurs exprimées par la demande effective, Keynes abandonne la loi des débouchés. Le temps et les incertitudes qui lui sont liées s'interposent entre la décision de produire, la réalisation effective de cette production, la distribution et l'utilisation du revenu sous la forme de consommation ou d'épargne, dont le réinvestissement dépend de l'adéquation des prévisions *ex ante* au comportement réel des agents économiques. Le principe de la demande effective apparaît ainsi comme un pari aventureux formulé sur la base incertaine d'un comportement humain sans rapport avec le rationalisme exacerbé de l'*homo oeconomicus* des Classiques. L'abandon de l'hypothèse de l'équilibre macro-économique permanent exprimé par la loi de Say implique ainsi une revision complète des fondements micro-économiques de la théorie classique. La macro-économique keynésienne du déséquilibre ne devrait-elle pas, en fin de compte, se conjuguer avec une micro-économie du déséquilibre ?

La troisième partie de ce travail a rendu compte des tentatives de Clower et de Leijonhufvud d'établir un fondement micro-économique solide au principe keynésien de la demande effective. Ces deux auteurs ont tout d'abord démontré l'echec des efforts de récupération de la theorie keynésienne par le courant néo-classique. A l'aide de tous les perfectionnements de la micro-économie survenus depuis la publication de la *Théorie Générale*, ils ont repris la

même démarche critique que Keynes à l'égard de la loi des débouchés. Ils ont ainsi démontré *d'une manière définitive et irréfutable* le caractère irréel de ce principe d'économie pure. La loi de Say (type loi de Walras) n'est qu'un cas particulier du principe de la demande effective; la loi de Say ne se confond avec la loi de Keynes que dans une situation d'équilibre de plein emploi; les quantités réalisées ne coïncident qu'accidentellement - "à l'équilibre" - avec les quantités "notionnelles". Clower et Leijonhufvud, suivis par Hines et Fitoussi, se sont ensuite efforcés de proposer une série d'importantes modifications à la théorie orthodoxe du comportement du consommateur et à la théorie de l'entreprise, de manière à fournir à la macro-économique keynésienne une solide infrastructure micro-économique. Cette tentative visait en fait à résoudre le conflit entre l'Ecole néo-classique et le courant keynésien par un dépassement de type synthétique. Cette démarche semble toutefois souffrir d'une équivoque fondamentale qu'il est nécessaire de mettre en évidence.

Clower et Leijonhufvud sont à l'origine des théoriciens typiquement néo-classiques, élevés dans le sérail de cette grande tradition américaine. Ils ont ainsi tenté de critiquer *de l'intérieur* la tentative de récupération néo-classique de la théorie keynésienne. Leurs propositions de renouveau de la théorie du comportement des agents économiques s'en ressent très nettement : au lieu de chercher à définir une base micro-économique réellement compatible avec la macro-économique keynésienne du déséquilibre, ils se sont contentés de modifier certaines hypothèses de base du modèle d'équilibre général néo-walrasien (hypothèse de "décision duale" par exemple). Cette démarche extrêmement séduisante leur a permis de formuler un certain nombre de remarques pertinentes sur les relations entre la loi de Say, le principe de la demande effective et le rôle de la monnaie. Il s'agit donc de s'assurer si, sur le plan méthodologique, il est réellement possible de passer du modèle walrasien au modèle keynésien au moyen d'une simple modification des hypothèses de base de la micro-économie néo-classique. Bien loin d'apporter une réponse définitive à cette question, les deux dernières parties de cette conclusion vont néanmoins relativiser beaucoup les conclusions de Clower et de Leijonhufvud, telles qu'elles sont apparues au chapitre 7 ci-dessus. Cette démarche permettra de militer alors en faveur d'un véritable renouveau du principe de la demande effective.

## 2. L'analyse de Clower et Leijonhufvud n'est-elle finalement qu'une théorie néo-walrasienne du déséquilibre ?

> (...) *Keynes, ce n'est pas Walras sans le commissaire-priseur;* il n'est pas possible comme avec un jeu de poupées russes, de sortir un modèle keynésien du modèle walrasien, une économie monétaire d'une économie ignorant la monnaie.(9)

Cette remarque de Parguez est fondamentale dans l'optique d'un vrai renouveau du principe keynésien de la demande effective. Peut-on emprunter la voie ouverte par Clower et Leijonhufvud ? Leur démarche ne serait-elle en fait qu'une formulation du modèle néo-classique plus sophistiquée que celle à laquelle ils se sont attaqués ? Cela revient finalement à se demander si le renouveau de l'analyse keynésienne entrepris par ces deux auteurs ne repose quand même pas sur une logique néo-walrasienne, par définition incompatible avec le principe de la demande effective.

Il est très clairement apparu à Leijonhufvud dès 1973 (10) que sa critique de l'Ecole néo-classique n'était en fait qu'une théorie du désequilibre reposant sur la logique du modèle d'équilibre général. Cette équivoque, lourde de conséquences au niveau du caractère réellement keynésien de sa démarche, est commentée en des termes éloquents par Leijonhufvud lui-même :

> Le modèle d'équilibre général walrasien s'occupe exclusivement [ex ante] des problèmes de "consistance des plans" [des échangistes]; il ne se soucie absolument pas de l'exécution de ces plans ou des résultats effectivement réalisés. Au contraire, la construction marshallienne de Keynes décrit un comportement réel et laisse les grandeurs "notionnelles" indéfinies. L'hypothèse de décision duale oblige les ventes effectives - un élément marshallien - à s'intégrer au calcul notionnel walrasien. Il en résulte un dispositif qui nous permet d'avoir simultanément en présence les solutions "effectives" et "notionnelles". En mettant ainsi en évidence cette tension entre la situation réelle du système et l'état dans lequel il *pourrait* être, [l'hypothèse de décision duale] attire l'attention du théoricien sur *les insuffisances de communication* (demande effective) comme sources possibles du mauvais fonctionnement du système [walrasien]. Ainsi l'hypothèse de décision duale est un mélange mal agité d'huile marshallienne et d'eau walrasienne. Alors qu'elle a été un moyen parfait pour échapper au cul-de-sac dans lequel la théorie keynésienne avait atterri il y a bientôt dix ans, il est peu probable qu'elle puisse être considérée comme la cheville reliant une macro-théorie du déséquilibre à des fondements micro-économiques explicites et compatibles.(11)

Dans le prolongement du chapitre 7, il convient de commenter ce jugement très lucide de Leijonhufvud sur la démarche théorique qu'il a entreprise à la suite de Clower (12).

Ces deux auteurs ont prouvé sans équivoque possible que le comportement réel des différents agents économiques n'a rien de commun avec la théorie orthodoxe et néo-classique à la base du modèle d'équilibre général. L'hypothèse de décision duale et tous les raisonnements qui en découlent au niveau de la théorie du déséquilibre, du rôle de la monnaie, des contraintes de revenu et de dépense et de l'information imparfaite, tentent clairement de donner des fondements micro-économiques solides aux conclusions formulées par Keynes dans la *Théorie Générale*. Cela revient à dire que Clower et Leijonhufvud, contrairement à l'Ecole néo-classique, reconnaissent le bien-fondé de la rupture fondamentale de la théorie keynésienne au niveau de la psychologie du comportement des agents économiques. En cela, ils adoptent une position parfaitement en accord avec l'article de Keynes de 1937 : le fondement de la "révolution keynésienne" s'articule autour de la loi psychologique fondamentale et de l'incitation à investir, facteurs déterminant directement le niveau de la demande effective (13).

Mais, et c'est là que se situe le problème crucial, est-il conceptuellement possible de donner à la théorie keynésienne l'assise micro-économique qui semble lui faire défaut, en adaptant simplement le modèle d'équilibre général aux impératifs des anticipations et des incertitudes du modèle keynésien ? Est-il possible d'utiliser le cadre de référence de la théorie néo-walrasienne - même considérablement modifié - pour exprimer la démarche de la *Théorie Générale* ? Suffit-il d'introduire dans le modèle néo-classique l'hypothèse de décision duale pour obtenir une synthèse entre la tradition walrasienne et la théorie keynésienne ? En bref, et pour paraphraser Leijonhufvud, suffit-il d'introduire l'hypothèse de "décision duale" pour englober dans une vaste synthèse la micro-économie néo-classique et la macro-économie keynésienne du déséquilibre ? Cela revient finalement à s'interroger sur le caractère réellement keynésien des démarches de Clower et Leijonhufvud; ces deux économistes ne seraient-ils pas, en fin de compte, des théoriciens néo-classiques tentant de récupérer la théorie keynésienne d'une manière plus subtile

que l'Ecole néo-classique dominante ? Cette opinion est partagée par un certain nombre d'auteurs de l'Ecole de Cambridge, et notamment par Davidson :

> L'unique souci de Leijonhufvud, à propos de la synthèse américaine entre Keynes et les économistes néo-classiques, est d'adopter les concepts de l'équilibre général néo-walrasien comme cadre de référence implicite pour comparer l'Ecole keynésienne américaine avec sa propre conception de l'analyse de Keynes.(14)

Finalement, l'apport de Clower et Leijonhufvud à l'interminable discussion entre "Mr Keynes and the Classics" est essentiellement d'ordre négatif. Il permet de considérer d'une manière définitive la théorie néo-classique comme un cas particulier, au niveau théorique comme au niveau de la politique économique, de la démarche keynésienne. En revanche, ces deux auteurs échouent dans leur tentative de synthèse entre le modèle classique et néo-classique et le système keynésien. Cette double démonstration montre une fois encore l'incompatibilité absolue entre l'analyse d'économie pure de l'équilibre général et la théorie du déséquilibre keynésien.

Cet apport de Clower et Leijonhufvud, exprimé au chapitre 7, peut se résumer en quatre propositions principales qui démontrent clairement la portée de leur entreprise :

a. Les différents théorèmes néo-classiques du comportement des agents économiques sont en parfaite contradiction avec l'économique keynésienne et toute analyse du déséquilibre.

b. Le domaine de validité de ces théorèmes néo-classiques est exclusivement limité à une situation d'équilibre général de type walrasien. La loi de Walras, en particulier, n'est vérifiée que dans une conjoncture de plein emploi. Dans toutes les autres situations, la loi de Keynes se distingue de la loi de Walras et les décisions rationnelles des sujets économiques ne dépendent pas de fonctions "notionnelles" exclusivement liées aux prix et indépendantes des quantités réalisées.

c. Aucun système réel doté des propriétés institutionnelles de l'économique walrasienne ne peut atteindre une situation d'équilibre général. La structure de l'information parfaite, l'instantanéité des décisions, la monnaie-numéraire, la loi de Walras, l'ajustement par les prix, etc, sont des

conditions d'existence d'une situation d'équilibre général walrasien en parfaite contradiction avec les propriétés d'une économie de marché. En rejetant ces hypothèses qui expriment finalement, chacune sous une forme différente, le postulat de l'information parfaite, et en adoptant l'hypothèse de décision duale, Clower et Leijonhufvud estiment avoir mis sur pied une théorie du déséquilibre de type keynésien dans le référentiel de la théorie walrasienne de l'équilibre général. Il suffit de modifier la structure de l'information du modèle néo-classique - en d'autres termes de supprimer le "secrétaire du marché" - pour déboucher sur un système synthétisant la démarche micro-économique de l'équilibre walrasien et la démarche macro-économique de Keynes.

d. L'information parfaite du système néo-walrasien exclut la monnaie puisqu'il ne saurait exister une contrainte de paiement et que toute incertitude est ainsi ramenée au rang d'une certitude. Une structure d'information imparfaite justifie ainsi le rôle actif de la monnaie en introduisant les contraintes de dépense et de revenu qui déterminent à leur tour le niveau de la demande effective.

A ces quatre propositions, il convient d'ajouter quelques remarques de principe qui restreignent passablement la portée des recherches de Clower et Leijonhufvud.

L'hypothèse de "décision duale" relève sans conteste de la logique walrasienne. Paradoxalement, Clower et Leijonhufvud ont pris la défense de Keynes contre les "Keynésiens", en utilisant des instruments strictement néo-classiques. Les concepts walrasiens, même considerablement modifiés, n'en relèvent pas moins d'une économie de troc. En 1933, Keynes soulignait déjà l'incompatibilité entre une "économie des échanges réels" et une "économie monétaire" :

> Néanmoins, j'ai la conviction que les différences considérables, et en un certain sens fondamentales entre les conclusions d'une économie monétaire et celles d'une économie plus simplifiée des échanges réels ont été largement sous-estimées par les représentants de la théorie économique traditionnelle. (...) L'idée qu'il est relativement simple d'adapter les conclusions hypothétiques d'une économique des salaires réels au monde d'une économique monétaire est une erreur. Il est extrêmement difficile de réussir une telle adaptation, peut-être même impossible, sans l'aide d'une théorie monétaire élaborée.(15)

La théorie monétaire apparaît ainsi comme le "pont aux ânes" qui permettrait de relier une démarche de type néo-classique au monde réel d'une économie monétaire. Curieusement, et en dépit de tous leurs efforts, Clower et Leijonhufvud n'ont pas entrepris un reexamen et un perfectionnement de la théorie monétaire de Keynes, mais ont essayé d'emprunter en sens inverse ce "pont monétaire". En d'autres termes, et conformément à la logique néo-classique, par l'intermédiaire de l'hypothèse de "decision duale", ils se sont efforcés de réinsérer le modèle keynésien, non pas dans le modèle neo-classique dominant, mais dans un modèle de "troc monetarise" beaucoup plus subtil. Grâce à ce "pont monétaire" construit par Keynes, ils ont tente de faire repasser la théorie keynésienne sur la rive du fleuve où les échanges se font par la voie du troc. En dépit de leurs efforts importants pour dégager les hypothèses de base d'une économie de troc en contradiction avec l'économie monetaire du monde réel, ils ne sont pas parvenus à s'arracher à la logique néo-classique.

Davidson résume en une phrase le noeud du problème :

> Leijonhufvud, pris au piège par son désir d'utiliser le cadre de référence walrasien comme une Pierre de Rosette pour comparer l'économique keynésienne avec l'économique de Keynes, est incapable d'examiner les phénomènes monétaires dans son analyse de ces deux écoles.(16)

L'hypothèse de "décision duale", sur une base typiquement néo-classique de l'optimalisation des fonctions de production et de consommation, ne fait qu'ajouter une contrainte supplémentaire aux traditionnels mécanismes de la micro-économie walrasienne. Pour Clower, la première serie de décisions est prise par les sujets économiques en fonction des prix déterminés par les fonctions "notionnelles". S'il apparaît que ces fonctions "notionnelles" ne sont pas réalisables, une seconde série de décisions est prise sur la base des quantités réalisées (le niveau de l'emploi, par exemple) déterminées par les fonctions contraintes.

Ainsi, comme le montre le graphique 7-5 (p. 592), les décisions contraintes sont nécessairement posterieures aux decisions "notionnelles"; en d'autres

termes, il ne saurait y avoir de décisions contraintes - et donc d'hypothèse de décision duale - que si les décisions "notionnelles" ne se realisent pas, permettant ainsi de constater qu'il y a rationnement.

Or, dans le système de Clower, les fonctions "notionnelles" ne sont contraignantes pour les échangistes qu'à la seule condition que l'integralité de leurs décisions soient réalisees, ou, ce qui revient au même, que la loi de Keynes coïncide avec la loi de Walras, en bref, que l'on se trouve à nouveau dans le système d'équilibre walrasien. Les prix déterminés par ces fonctions "notionnelles" ne sont donc des informations fiables qu'à la condition qu'il n'y ait pas de rationnement, pas de contraintes par les quantités et finalement pas d'hypothèse de "décision duale". Le raisonnement de Clower implique que les prix déterminés par l'interaction des fonctions "notionnelles" ne varient pas au cours de la seconde série de décisions contraintes. Cette hypothèse est absurde dans la mesure où aucun sujet économique rationnel ne peut modifier ses plans de consommation "notionnels" sous la contrainte des quantités réalisées *sans* tenir compte du réajustement intervenu dans les prix des différents biens. Or, dans une économie réelle et non walrasienne, les seuls prix dont les échangistes sont informés sont les prix effectifs qui tiennent compte des rationnements intervenus entre les décisions"notionnelles" et les décisions contraintes et réalisables. En d'autres termes, la suppression du secrétaire du marché et l'abandon simultané de l'hypothèse d'information parfaite rendent strictement impossible la formulation de prix selon des fonctions **"notionnelles"**.

Comme le relève Parguez, "la première phase [de l'hypothèse de décision duale] n'existe pas, ce qui interdit l'ouverture de la seconde, d'où un *paradoxe* puisque les décisions deviennent indéterminées"(17).

Leijonhufvud a tenté d'obvier à cette insuffisance de la démarche de Clower en considérant l'accumulation de monnaie domme un moyen de sauvegarder la validité des fonctions "notionnelles" et de l'hypothèse de décision duale. Par prélèvements sur leurs encaisses de transaction, les agents économiques assurent la réalisation de leurs demandes "notionnelles"; ils éviteraient

ainsi, selon Leijonhufvud, d'être soumis à la contrainte de revenu. En d'autres termes, l'accumulation de monnaie permet de conserver aux fonctions de demande des agents économiques leur forme "notionnelle", ce qui revient à dire que leurs décisions sont prises sur la base des informations fournies par les prix, indépendamment des quantités. Plus les encaisses de transaction sont élevées, plus le risque que les demandes "notionnelles" ne soient pas réalisées diminue. A la limite, un volume d'encaisses de transaction suffisant permettrait à la demande "notionnelle" d'un agent économique de se traduire par une demande effective de même niveau. Le retour à l'égalité classique (revenu = demande effective) serait ainsi réalisé; la réhabilitation de la loi de Say en découlerait tout naturellement. Les encaisses de monnaie suppléeraient le manque d'information et lèveraient ainsi tout obstacle à la réalisation des plans des échangistes.

Cette double tentative de Clower et Leijonhufvud montre clairement l'équivoque de leur démarche. A l'aide d'un raisonnement apparemment keynésien, ils s'efforcent de préserver la validité de la logique walrasienne liée aux fonctions de demande "notionnelles" et à l'ajustement instantané par les prix. Il est absurde de vouloir renoncer au secrétaire du marché walrasien et au postulat de l'information parfaite et de réaffirmer simultanément la validité des fonctions de demande "notionnelles" qui participent précisément de la logique walrasienne. Leijonhufvud tente simplement de sauver la démarche néo-classique en utilisant la variable monétaire comme remède à l'information imparfaite. Certes, les motifs de transaction de la théorie keynésienne traduisent bien l'information imparfaite et l'incertitude face au futur des différents agents économiques. Ainsi, la préférence pour la liquidité exprime sans équivoque l'anxiété du sujet économique qui cherche à se donner, au moyen de ces encaisses, un sentiment de sécurité. Il est toutefois parfaitement abusif de récupérer cette fonction keynésienne de la monnaie pour étayer la démonstration néo-classique des décisions "notionnelles". L'hypothèse de décision duale et la démarche de Clower ne sont apparemment pas en contradiction avec la logique keynésienne (19). Néanmoins, en dépit des dénégations de Clower et Leijonhufvud, il semble que leur but est bien de modifier certains éléments du modèle néo-classique de manière à lui permettre de récupérer d'une manière très subtile la démarche keynésienne.

L'équivoque fondamentale se situe clairement au niveau du principe de la demande effective que Leijonhufvud exprime par l'intermédiaire de la demande pour des motifs de transaction. Une fois cette relation établie, la monnaie étant considérée comme un remède à l'information imparfaite, ces deux auteurs aboutissent très logiquement à réinsérer la demande effective dans le cadre de l'hypothèse de décision duale, et, en dernière analyse, dans la logique walrasienne qu'elle sous-tend. Ce mélange "mal agité d'eau marshallienne et d'huile walrasienne" ne peut en aucun cas être tenu pour une synthèse de la macro-économie keynésienne et du modèle néo-walrasien.

Outre la contradiction déjà relevée entre l'affirmation simultanée de l'abandon du secrétaire du marché et de l'existence de décisions "notionnelles", l'hypothèse de "décision duale" n'échappe pas non plus au principe walrasien de la simultanéité des décisions. En effet, aussi bien au niveau des fonctions "notionnelles" qu'à celui des fonctions contraintes, les agents économiques doivent prendre leurs différentes décisions d'une manière parfaitement simultanée pour que l'hypothèse de "décision duale" conserve une quelconque validité. La loi psychologique fondamentale et la fonction de consommation de Keynes seraient alors privées de signification. De plus, l'utilisation de la monnaie comme remède à l'information imparfaite postule l'impossibilité de tout rationnement. S'il suffit de détenir un volume d'encaisses considérable pour réaliser ses plans de consommation "notionnelle", il apparaît évident que l'on raisonne dans une économie d'échange de type walrasien et non dans une économie réelle de production; dans la première, le revenu n'est pas lié à la production, alors que dans la seconde, cette relation et ses conséquences sont fondamentales au niveau de la recherche d'un équilibre de plein emploi.

Ainsi, une fois encore, la cohérence interne de l'analyse économique néo-classique se heurte à la logique de la réalité. En dépit de tous les efforts de Clower et Leijonhufvud, il semble bien que leur tentative de renouveler la théorie keynésienne et le principe de la demande effective est restée prisonnière du modèle d'équilibre général. Malgré les diverses démonstrations du chapitre 7, le courant du "renouveau keynésien" n'a pu échapper à l'emprise du courant néo-classique. A l'exemple de Malthus et de Sismondi, Clower et Leijonhufvud sont restés prisonniers du modèle d'équilibre général

qui bannit la monnaie et le temps historique de son cadre d'analyse. En dépit de plus d'un siècle et demi de recherches et de perfectionnements de l'analyse économique, l'équivoque fondamentale de la théorie économique classique n'a pas changé malgré l'apport décisif de la *Théorie Générale*. L'abandon définitif de l'analyse "à l'équilibre" et de la loi des débouchés, suivi d'un retour à la logique keynésienne doublé d'un approfondissement de l'étude du principe de la demande effective paraît être le seul moyen de sortir de l'ornière dans laquelle l'Ecole néo-classique a précipité la théorie économique. Ainsi, tant au niveau global de la théorie économique toute entière qu'à celui, plus particulier, du conflit entre la loi des débouchés et le principe de la demande effective, il est nécessaire de retourner aux sources de la *Théorie Générale* et de s'efforcer de prolonger et de perfectionner l'impulsion keynésienne initiale.

## 3. Pour un véritable renouveau du principe de la demande effective

En dépit de leur remarquable critique de l'orthodoxie néo-classique, il apparaît clairement que la démarche constructive de Clower et Leijonhufvud se solde par un échec. Faute de s'être libérés de la logique du raisonnement d'équilibre général, ces deux auteurs sont restés prisonniers du modèle néo-walrasien. Ils ont toutefois rapidement compris cette équivoque. Leurs recherches récentes en témoignent. Il semble néanmoins que, malgré leurs efforts, l'incompatibilité entre ces deux approches théoriques soit totale, tout au moins dans l'état actuel de la recherche.

Il est bon de rappeler une citation de Joan Robinson mettant en garde l'Ecole néo-classique contre ses tentatives de récupération de la théorie keynésienne; ces trois phrases semblent aussi s'appliquer aux propositions de Clower et Leijonhufvud :

> Une nouvelle orthodoxie fut rapidement établie par un moyen simple. La loi de Say fut remplacée par l'hypothèse qu'une politique économique keynésienne bien conduite [au moyen du principe de la demande effective ] permet à l'investissement de rester à un niveau qui absorbe l'épargne de plein emploi. Le reste des doctrines des néo-classiques pouvait alors être ressuscité.(18)

En effet, grâce à l'hypothèse de "décision duale" qui permet d'insérer le principe de la demande effective dans la logique du modèle néo-classique, Clower et Leijonhufvud donnent l'illusion que le modèle keynésien n'est qu'un cas particulier de la théorie classique et néo-classique. Néanmoins, et de l'aveu même de Leijonhufvud, ces deux auteurs ont clairement pris conscience de l'impasse dans laquelle ils se sont fourvoyés : l'expérimentation intellectuelle de l'équilibre "notionnel", "à la Walras", est logiquement incompatible avec la contrainte de la demande effective. Leijonhufvud l'exprime très clairement lorsqu'il affirme :

> Ainsi, l'expérimentation marshallienne [ et donc keynésienne ] est *in*déterminée si l'on n'introduit pas la demande effective dans le système, alors que l'expérimentation walrasienne est *sur*déterminée si l'on en tient compte.(19)

Cela revient à souligner une fois encore que les bases épistémologiques des modèles walrasien et néo-walrasien n'ont absolument rien de commun avec celles de la théorie keynésienne. Il apparaît ainsi qu'un véritable renouveau du principe de la demande effective, entrepris dans le prolongement de l'impulsion keynésienne, doit résolument s'écarter de la logique néo-classique. Une réappréciation du rôle de ce concept dans le monde réel, au niveau de la théorie et de la politique économiques, nécessite un tel préalable.

La prétendue crise actuelle d'une science économique incapable de répondre aux interpellations que lui adresse la réalité politique et sociale, traduit en fait la faillite de la théorie néo-classique. A force de vouloir échapper aux accusations d'"institutionnalisme" et d'"empirisme", la théorie économique s'est réfugiée dans le ghetto de l'économie pure. Pour notre part, nous ne craignons pas une telle critique dans la mesure où ce type de démarche "institutionnaliste" permet de s'intéresser aux problèmes concrets à résoudre dans un monde réel. On peut légitimement s'interroger sur la validité et l'utilité de certaines recherches de l'Ecole néo-classique, si leurs hypothèses de raisonnement les coupent, dès le départ, de la réalité économique et sociale. Il ne s'agit pas, bien entendu, de refuser toute recherche fondamentale. Bien au contraire, on ne fera jamais assez d'efforts de conceptualisation. Il importe toutefois de passer constamment une telle recherche au crible du monde réel. Les problèmes à résoudre d'urgence sont suffisamment nombreux pour

qu'on ne consacre pas une énergie précieuse à des raisonnements d'économie pure. Ces derniers continueront néanmoins longtemps encore de procurer à l'esprit maintes satisfactions intellectuelles, tout en causant de grandes déceptions aux chercheurs plus soucieux de solutions pratiques. Plus d'un siècle et demi de conflit entre partisans de la loi des débouchés et défenseurs du principe de la demande effective est là pour prouver que cette dichotomie de l'analyse économique est inhérente au statut de cette science humaine qu'est l'économie politique.

Ainsi, en épigraphe d'un "programme" de recherche en faveur d'un renouveau et d'un approfondissement du principe keynésien de la demande effective, citera-t-on un texte de Joan Robinson, qui synthétise particulièrement bien l'esprit dans lequel ce travail devrait être entrepris :

> Il n'est pas difficile de fabriquer des modèles à partir d'un ensemble d'hypothèses. La difficulté est de trouver les hypothèses qui aient un rapport avec la réalité. Tout l'art consiste à découvrir les simplifications qui permettent d'utiliser le modèle sans pour autant éliminer l'essentiel de la situation réelle qu'il est destiné à éclairer.
>
> (...) Un modèle destiné à offrir quelque intérêt pour traiter des problèmes actuels doit tenir compte de la façon dont fonctionne l'économie qu'il étudie. Les "théoriciens purs" traitent de haut les "institutionnalistes". Ils préfèrent une théorie qui soit si pure qu'elle ne puisse être contaminée par aucun contenu matériel. Keynes était (...) institutionnaliste.(...) Nous serons certainement d'accord sur le fait qu'il faut repartir là où Keynes s'est arrêté.(20)

Les recherches théoriques entreprises depuis la publication de la *Théorie Générale* sur le principe de la demande effective sont relativement rares. Ce n'est guère qu'à l'Université de Cambridge que des économistes tels que Joan Robinson, Kalecki, Kaldor et Pasinetti s'en sont préoccupés. Un petit nombre d'autres chercheurs, hors de Cambridge, s'en sont également souciés : Harrod et Shackle en Grande-Bretagne, Weintraub, Davidson et Minsky aux Etats-Unis, Barrère et son équipe du CEREF en France.

Le rôle du principe de la demande effective ne doit pas être réapprécié dans un esprit exclusivement soucieux de démontrer la généralité de l'analyse keynésienne face au modèle néo-classique. Cette indispensable étape parcourue, il conviendrait d'examiner les possibilités d'utilisation de ce principe, non seulement dans une conjoncture de sous-emploi et de crise, mais aussi dans le cadre actuel des situations inflationniste et stagflationniste des pays industrialisés. La maxime de Keynes reproduite en épigraphe à cette étude trouverait ainsi sa justification : l'histoire analytique du conflit entre la loi des débouchés et le principe de la demande effective était "un préliminaire indispensable à l'affranchissement de l'esprit" des contingences de la théorie économique classique et néo-classique. La perspective historique relativise considérablement l'ensemble du problème à résoudre, grâce à la continuité sans faille qu'elle révèle, de la *Richesse des Nations* à la *Théorie Générale*.

Il semble possible de formuler maintenant quelques considérations sur ce que pourrait être un véritable renouveau du principe de la demande effective.

Le principe de la demande effective, de même, d'ailleurs que la théorie keynésienne toute entière, n'a été analysé jusqu'à maintenant que dans une conjoncture de sous-emploi. En effet, la théorie de Keynes est encore trop souvent considérée comme une "économique de la dépression". Or, il semble que le système keynésien, revu et amendé, devrait être en mesure de s'appliquer à d'autres situations que celle des lendemains de la crise de 1929. Il s'agit, en d'autres termes, d'élargir les bases d'une théorie qui ne s'occuperait plus uniquement de la recherche de plein emploi des facteurs de la production, mais aussi du *maintien* de ce plein emploi et des problèmes relatifs à la *structure* de l'offre des facteurs de production en haute conjoncture. Dans ce cadre très général, le principe de la demande effective paraît devoir tenir une place importante.

Alors qu'il joue un rôle important dans les situations de sous-emploi, ce principe est en revanche totalement absent de l'analyse du plein emploi et du sur-emploi. L'apport de la théorie de l'information à la démarche keynésienne a clairement montré cette dissymétrie (21).

*Dans une conjoncture de sous-emploi*, la rigidité des salaires est théoriquement *et* pratiquement indispensable à la stabilité du système. Grâce à cette inélasticité des salaires nominaux, il est possible d'avoir recours au principe de la demande effective pour stimuler l'activité économique et accroître le niveau de l'emploi et du revenu.

Ce raisonnement peut s'énoncer en des termes très simples. La courbe du prix de la demande globale est, pour Keynes, la prévision d'un montant de recettes attendues. La courbe de l'offre globale représente le coût de la production et le profit, c'est-à-dire le revenu juste suffisant pour décider l'entrepreneur à réaliser un tel volume de la production et à mettre en oeuvre le niveau de l'emploi correspondant. Ces deux courbes sont étroitement interdépendantes, contrairement aux courbes d'offre et de demande globales du système walrasien : s'il n'y a pas de prévisions de dépenses, il n'y a pas de distribution de revenus sous la forme d'avances aux salariés, et donc pas de dépenses correspondantes de la part des salariés.

A l'inverse, dans le système classique et néo-classique, l'offre crée sa propre demande, ou mieux encore, les produits achètent des produits. Cela revient à dire que tout prix global de la production offerte trouve son exacte contrepartie dans le prix global de la production demandée. L'ajustement des quantités globales s'effectue à chaque instant et à tous les niveaux de la production et de l'emploi par l'intermédiaire du niveau général des prix; la demande effective est indéterminée (22).

Le raisonnement est très différent dans le système keynésien : chaque anticipation de la demande globale par les entrepreneurs est associée à un prix d'offre de la demande globale. Néanmoins, le prix d'offre de la production mise en oeuvre est le seul qui s'ajuste à la prévision de la plus forte dépense rendant le profit maximum. Ce n'est qu'à ce point que le prix de l'offre globale trouve son exacte contrepartie dans le montant des dépenses globales anticipées. Ce n'est qu'à ce point d'intersection des deux courbes que la demande, qui n'était jusque là que potentielle, devient effective parce

que la réalisation de la production a distribué un volume de revenus que les agents économiques acceptent de dépenser : le *pouvoir consommer* coïncide avec le *vouloir consommer*. La demande effective est donc déterminée par un seul point correspondant à l'intersection des courbes de demande globale anticipée et d'offre globale.

Dans un tel cadre de référence, la rigidité des salaires nominaux à la baisse est essentielle. En effet, si, dans un premier temps, une baisse des salaires nominaux peut provoquer une baisse des coûts de production, une augmentation des prix anticipés et pousser les entrepreneurs à accroître le niveau de l'emploi, les chefs d'entreprise s'apercevront très rapidement que la demande globale diminue proportionnellement à la baisse des coûts salariaux. Le volume de l'emploi est alors ramené au niveau antérieur. En bref, une baisse des salaires nominaux peut provoquer momentanément une hausse de l'offre globale, mais elle n'est pas en mesure d'améliorer durablement la demande effective et le niveau de l'emploi.

Inversement, une rigidité des salaires nominaux à la baisse garantit au contraire une relative stabilité du revenu distribué et donc des anticipations des entrepreneurs, par l'intermédiaire de l'offre globale réalisée. Il apparaît donc clairement que la stabilité d'un équilibre de sous-emploi dépend pour une bonne part de la rigidité des salaires nominaux. Dans le cadre d'un tel équilibre qui écarte tout phénomène multiplicateur à la baisse du revenu et de la production, il est alors possible de pratiquer une politique de stimulation de la demande effective et d'accroissement du niveau de l'emploi.

Comme l'investissement gouverne le volume de la production et de l'emploi, ou, en d'autres termes, le niveau de l'offre globale, un volume d'investissement additionnel détermine, par l'intermédiaire du multiplicateur et de la propension à consommer, un accroissement du revenu et sa répartition entre la consommation et l'épargne. Il ne peut donc y avoir accroissement du revenu et de l'emploi que par le biais d'une hausse de l'investissement, mais seule

une stabilité de l'équilibre de sous-emploi due à une rigidité des salaires nominaux permet de déterminer un niveau de la demande effective supérieur au précédent.

*Dans une situation inflationniste (ou stagflationniste)*, le problème d'un retour à une situation d'équilibre de plein emploi se pose en des termes semblables. Certes, les anticipations des entrepreneurs et le niveau de la demande effective sont bornés par les possibilités réelles de l'appareil de production. Néanmoins, une fois le plein emploi atteint, l'apparition de goulets d'étranglement sectoriels fait que les anticipations optimistes de certains entrepreneurs provoquent non pas une hausse du niveau de l'emploi, mais une hausse du niveau général des prix. Dès lors, la détermination de la demande effective ne repose plus sur des éléments réels. Dès que l'inflation se communique aux divers secteurs, il se produit un effet de cliquet : même en cas d'anticipations moins favorables des entrepreneurs, et donc d'une chute du volume de l'investissement et du niveau de la demande effective, les revenus nominaux continuent de croître. Les variations du volume de l'investissement et de la demande effective perdent ainsi toute influence régulatrice sur le revenu nominal et sur le niveau général des prix. L'absence de stabilité des salaires nominaux - ou pour le moins l'absence d'une croissance vraiment proportionnée aux possibilités réelles de la production - fournit aux agents économiques une information déséquilibrante pour le système. Seule une stabilisation des prix et des salaires nominaux permettrait de briser cette "spirale infernale", de maintenir le plein emploi et de garantir un retour à la stabilité des prix.

Dans une conjoncture de plein emploi, une politique des revenus devrait fournir les éléments stabilisants, symétriques de l'inélasticité des salaires nominaux du système keynésien de sous-emploi. Dans ces deux situations conjoncturelles opposées, une information sur l'évolution des salaires nominaux a un effet stabilisateur : la rigidité des salaires à la baisse en sous-emploi empêche qu'il y ait une diminution à terme de la demande globale; en plein emploi, une politique salariale proportionnant l'accroissement de la masse des salaires à l'augmentation du volume de la production parerait à toute

surenchère sur les prix et les salaires, en fournissant une information suffisante aux salariés et aux entrepreneurs sur l'évolution du niveau général des prix et des revenus. A l'aide d'une telle politique, la liaison entre l'offre et la demande globales et le rôle du principe de la demande effective retrouveraient toute l'importance que Keynes leur attribuait dans son analyse des situations de sous-emploi.

Une analyse approfondie du rôle de la demande effective dans le cadre d'une politique des revenus apparaît ainsi comme l'une des voies, encore peu empruntée, qui devrait permettre d'élaborer une politique anti-inflationniste dans le prolongement de l'analyse fameuse du *How to pay for the War ?*(23). En bref, cette démarche reviendrait à élaborer une théorie de l'emploi reposant sur le principe de la demande effective, à l'exclusion de tout recours aux mécanismes classiques et néo-classiques qui se révèlent totalement inefficaces en pratique comme en théorie, en sous-emploi comme en plein emploi.

Ce problème fondamental de la théorie économique peut finalement se résumer en des termes très simples.

Dans une économie de marché, les entrepreneurs font des avances, au sens sismondien du terme, aux différents facteurs de la production, de manière à maximiser leurs produits *anticipés*. Une partie de ces avances sert à rémunérer un volume d'emploi correspondant à la demande effective, compte tenu d'un taux de salaire nominal donné. Il en découle qu'*aucun* mécanisme du marché, que ce soit la "main invisible" de Smith ou le "tâtonnement" de Walras, ne permet d'affirmer que le volume d'emploi déterminé par ces avances, et donc par la demande effective, corresponde au plein emploi. Les avances faites par les entrepreneurs seront soit insuffisantes pour atteindre le plein emploi, soit excessives et provoqueront l'inflation. L'échec de toutes les tentatives d'explication de ce phénomène tient au caractère individuel des anticipations des entrepreneurs sur lesquelles est basée la détermination de la demande effective.

L'entrepreneur individuel ne peut réaliser une augmentation de sa propre production qu'à la condition que les autres entrepreneurs augmentent simultanément leurs propres productions (ou, en d'autres termes, augmentent le volume de la rémunération des facteurs de la production, et donc de la demande globale). L'entrepreneur qui déciderait d'augmenter sa production alors que tous les autres chefs d'entreprise ne modifieraient pas la leur, ne pourrait accroître le montant de ses ventes. Inversement, dans une situation inflationniste, un entrepreneur qui tenterait de stabiliser ses prix de vente et le montant des salaires versés, comme contribution volontaire à la lutte contre l'inflation, perdrait immédiatement son personnel et serait rapidement acculé à la faillite.

Ainsi, dans le monde réel des pays industrialisés occidentaux contemporains, les mécanismes du marché du travail ne fonctionnent ni à la hausse ni à la baisse. Aussi bien dans une conjoncture que dans l'autre, la variable déterminante est le niveau de la demande effective issu des anticipations des entrepreneurs et non le taux de salaire nominal.

Il n'y a là rien de bien original. Néanmoins, la détermination du niveau de l'emploi en sous-emploi et du niveau général des prix en plein emploi dépend en dernière analyse du principe de la demande effective déterminé lui-même par les anticipations des entrepreneurs. Il apparaît donc qu'un reexamen de la théorie de la décision de l'entrepreneur est indispensable. Paradoxalement, le rôle de cette décision reste fondamental dans les économies occidentales, quand bien même les mécanismes auto-régulateurs du marché ne fonctionnent plus. L'entrepreneur en question n'a rien de commun avec l'entrepreneur de Walras : il ne détermine plus le volume de sa production en réponse à des impulsions provenant du marché. Le cadre institutionnel dans lequel il se trouve le lui interdit. La concurrence institutionnelle qui s'est généralisée par l'intermédiaire des syndicats, des associations professionnelles, des concentrations industrielles et financières; par les multiples groupes de pression et par l'intervention croissante de l'Etat rend caduc le vieux système libéral et walrasien de la décision autonome et souveraine du producteur et du consommateur.

Les cycles politico-économiques entrevus par Kalecki (24) se substituent aux fluctuations d'ordre strictement conjoncturel : si, dans une période de boom, l'accroissement de la demande globale coïncide avec une hausse du niveau général des prix et des salaires, une période de récession, au cours de laquelle la demande globale diminue, n'entraîne plus une baisse, ou tout au moins une stabilisation du niveau général des prix et des salaires. Dans le cadre de cette concurrence institutionnelle, les baisses de prix de revient sont impossibles, par le fait de l'indexation automatique et de la structure des coûts de la plupart des entreprises modernes; ces dernières ne peuvent plus, en effet, abaisser le niveau de leurs prix, compte tenu de l'échelle de la production et de la charge des frais fixes, sans tomber dans une zone de coûts moyens croissants. Tout comme un accroissement de la demande se traduit généralement par une augmentation de l'offre et non du prix de vente, une diminution de la demande de la production d'une entreprise moderne se traduit par un tassement de l'offre et non du prix de vente.

Les anticipations des entrepreneurs, et donc la détermination de la demande effective, du niveau de l'emploi et de la production dépendent ainsi non plus des impulsions d'un marché de type walrasien, mais bien d'un marché "institutionnalisé" de type oligopolistique. La régulation des marchés est encore moins que du temps de Keynes le fait des prix. L'acte décisif et fondamental qu'est l'investissement dépend toujours de la comparaison de l'efficacité marginale du capital et du taux d'intérêt, *mais* ces deux variables déterminantes ne varient plus indépendamment des besoins de la politique économique et conjoncturelle ou des nécessités créées par la politique des organisations patronales et syndicales.

Ainsi, dans l'une comme dans l'autre des situations conjoncturelles, les anticipations des entrepreneurs sont décisives. Le sous-emploi n'est pas le résultat d'une insuffisance de la demande globale, mais découle d'une faiblesse relative des avances faites par les entrepreneurs aux différents facteurs de la production. Une insuffisance, ou un excédent, du niveau de la demande effective par rapport au niveau de plein emploi repose finalement sur le niveau d'information des entrepreneurs. Or, ce niveau d'information sur l'évolution future du volume de l'activité économique dépend de la structure et de l'organisation du système économique dans lequel sont prises les déci-

sions d'investir ou de consommer. Rétablir une situation proche de l'équilibre de plein emploi, suppose que les informations sur la base desquelles les entrepreneurs déterminent le niveau de la demande effective ne doivent plus être abandonnées aux mécanismes du marché dont la rationalité est très largement mise en défaut en sous-emploi, et plus encore dans une situation inflationniste de plein emploi.

Une utilisation conjoncturelle du principe de la demande effective passe ainsi par l'abandon d'une logique relevant strictement des lois du marché; il convient que lui soit adjointe la "main visible" du "décideur public" qui seul peut fournir l'information suffisante aux entrepreneurs individuels. Une politique des revenus, postulant une rigidité relative des salaires et des prix, semble être à même de fournir le cadre d'analyse dans lequel le principe keynésien de la demande effective pourrait trouver un second souffle. Les préalables politiques, sociaux et théoriques sont nombreux, dira-t-on, mais sont-ils vraiment plus nombreux que ceux auxquels Keynes se heurtait dans les années 1930 ?

De toute manière, l'expérience semble devoir être tentée tant sur le plan théorique que sur le plan de la politique économique. L'inélasticité manifeste des salaires nominaux et des prix de revient des entrepreneurs obligera tôt ou tard les économistes qui croient encore à la vertu exclusive des mécanismes auto-régulateurs du marché du travail à considérer ceux-ci comme largement caducs. Dans un monde réel où les variations de la demande effective sont constantes, une politique des revenus qui permet un contrôle des salaires nominaux et des marges de profit fournirait une plus grande stabilité au pouvoir d'achat de la monnaie, et partant, une plus grande justice sociale, qu'un laissez-faire basé sur une pseudo-flexibilité des revenus. Bienheureusement, la structure politique et sociale des pays industrialisés a limité jusqu'à maintenant la flexibilité des salaires. Cela a empêché l'instauration d'un système de prix et de salaires parfaitement élastiques dont certains économistes se font encore les avocats, en le présentant comme la solution de tous les problèmes macro-économiques. L'expérience du sous-emploi massif de l'avant-guerre et l'analyse de Keynes ont clairement prouvé l'inanité d'une telle politique, basée toute entière sur les vertus mystérieuses et quasi magiques de la "main invisible" ou du "secrétaire du marché".

Il serait temps de se rendre compte que, dans une situation de plein emploi ou de quasi plein emploi, ces mécanismes ne jouent pas plus que dans une conjoncture de sous-emploi. Une politique des revenus devrait finalement garantir une stabilité du niveau général des prix, qui permettrait à son tour d'assurer une croissance de la demande effective, proportionnée au taux de croissance *réelle* d'une économie de plein emploi.

Cette tâche considérable est entreprise depuis la fin de la guerre par les théoriciens de l'Ecole de Cambridge. Dans leurs recherches ils sont constamment soucieux des réalités politiques et sociales. Il semblerait donc possible d'insérer dans ce cadre un véritable renouveau du principe de la demande effective dans le prolongement de la tradition keynésienne. Finalement, cet approfondissement de l'analyse du rôle de la demande effective dans le cadre d'une politique des revenus pratiquée dans une economie proche du plein emploi ne ferait que développer un programme de recherche déjà suggéré dans la *Théorie Générale* :

> Une certaine asymétrie se manifeste (...) entre les deux zones séparées par le point critique où l'inflation véritable apparaît. En deçà de ce point une contraction de la demande effective réduit son montant mesuré en unités de coût, tandis qu'au-delà de ce point une expansion de la demande effective n'a pas, en général,pour effet d'accroître son montant mesuré en unités de coût. Ce résultat est une conséquence de l'hypothèse que les facteurs de production, la main-d'oeuvre notamment, cherchent à résister à la réduction des rémunérations nominales et qu'il n'existe aucun motif analogue faisant obstacle à l'accroissement de ces rémunérations. Cette hypothèse est évidemment conforme aux faits, car un changement des rémunérations qui n'est pas général et uniforme entraîne pour les catégories de facteurs qu'il affecte un avantage s'il s'agit d'une hausse et un dommage s'il s'agit d'une baisse.
>
> Si les salaires nominaux devaient au contraire baisser sans limite chaque fois qu'on tend à s'éloigner du plein emploi, l'asymétrie, il est vrai, disparaîtrait. Mais dans ce cas il n'y aurait au-dessous du plein emploi aucune position d'équilibre possible tant que le taux d'intérêt pourrait encore baisser ou que les salaires ne seraient pas nuls. *En fait il est obligatoire que, dans un système monétaire, il y ait* un certain *facteur dont la valeur exprimée en monnaie soit visqueuse, sinon fixe, pour donner quelque stabilité aux valeurs.* (25)

L'impératif théorique indispensable à l'utilisation du principe de la demande effective en sous-emploi comme en plein emploi est clair : de la rigidité relative des revenus dépend la stabilité du système tout entier.

Si cette nécessité a été très généralement reconnue, *nolens volens*, dans une conjoncture de sous-emploi, il n'en va pas de même dans une situation de quasi plein emploi. Faute d'avoir voulu en prendre clairement conscience, les pays industrialisés se sont installés dans une inflation endémique qui s'est transformée en stagflation aux premiers signes d'essoufflement de la croissance. Un retour à une situation proche du plein emploi et à un taux d'inflation acceptable passe nécessairement par la reconnaissance d'un tel prealable, si difficile soit-il à admettre ou à faire admettre.

Ce problème ne relève dès lors plus de la théorie économique, mais bien de la politique, au sens le plus élevé du terme. Un aménagement, voire un renouvellement du contrat social semble être la seule manière d'apporter des solutions nouvelles aux problèmes lancinants du niveau de l'emploi et de la hausse du niveau général des prix. La détermination d'une volonté politique est le préalable indispensable à la mise en oeuvre d'une politique économique adéquate. La tâche des économistes devrait être de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour accélérer cette prise de conscience, plutôt que de s'ingénier à formuler des modèles théoriques sans rapport avec le monde réel.

Lausanne, février 1973 - juin 1976

# NOTES ET REFERENCES

## LISTE DES ABREVIATIONS

| | |
|---|---|
| *AE* | *Actualité économique* |
| *AER* | *American Economic Review* |
| *ALJ* | *Annales de législation et de jurisprudence* |
| *CJE* | *Canadian Journal of Economics* |
| *EA* | *Economie appliquée* |
| *Ec.* | *Econometrica* |
| *Econ.* | *Economica* |
| *EJ* | *Economic Journal* |
| *ER* | *Edinburgh Review* |
| *HPE* | *History of Political Economy* |
| *IER* | *International Economic Review* |
| *JAL* | *Journal des associations patronales* |
| *JEH* | *Journal of Economic History* |
| *JEL* | *Journal of Economic Literature* |
| *JPE* | *Journal of Political Economy* |
| *Ky.* | *Kyklos* |
| *OEP* | *Oxford Economic Papers* |
| *PQ* | *Political Quartely* |
| *QJE* | *Quartely Journal of Economics* |
| *REP* | *Revue d'économie politique* |
| *RESt.* | *Review of Economic Studies* |
| *RES* | *Review of Economics and Statistics* |
| *RE* | *Revue économique* |
| *RESoc.* | *Revue économique et sociale* |
| *RHES* | *Revue d'histoire économique et sociale* |
| *RIT* | *Revue internationale du travail* |
| *RMEP* | *Revue mensuelle d'économie politique* |
| *SAJE* | *South African Journal of Economics* |
| *SJE* | *Swedish Journal of Economics* |
| *SJPE* | *Scottish Journal of Political Economy* |
| *WEJ* | *Western Economic Journal* |

INTRODUCTION

1. M. Blaug, *Economic Theory in Retrospect* (1962), 1968 (2ème éd.), p. 1 - 9.

PREMIERE PARTIE : LES ECONOMISTES CLASSIQUES, LA LOI DES DEBOUCHES ET LE PRINCIPE DE LA DEMANDE EFFECTIVE

Introduction

1. J.-B. Say, *Traité d'économie politique*, 1803 (An XI) (1ère éd.).
2. J.M. Keynes, *La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936), 1969.
3. Cette paternité est éminemment contestable, comme l'a démontré P. Lambert dans un article extrêmement précis, "La loi des débouchés avant J.-B. Say et la polémique Say-Malthus": *REP*, 62, 1952, p. 5 - 26.
4. Voir notamment son analyse de "l'industrie du médecin", *Traité* (1803), 1814 (2ème éd.), t. 1, liv. I, chap. XIII, p. 117 - 134; ou encore dans les *Lettres à M. Malthus sur différents sujets d'économie politique*, 1820, p. 44.
5. J.-B. Say, *Traité* (1ère éd.), t. 1, liv. I, chap. XXII, "Des Débouchés", p. 152 - 155.
6. J.-B. Say, *Lettres à M. Malthus...*, p. 46.
7. J.-B. Say, *Cours complet d'économie politique pratique*, 1828 - 1829.
8. D. Ricardo, *Des Principes de l'économie politique et de l'impôt* (1817), 1819 (1ère éd. française traduite sur la 1ère éd. anglaise), préface de l'auteur, p. VIII.
9. Lettre de Malthus à Ricardo du 25 novembre 1821 *in* D. Ricardo, *Works and Correspondance*, 1951 - 1973 , vol. IX, p. 112.
10. J.-C. L. Simonde de Sismondi, *Nouveaux principes d'économie politique* (1819), 1827 (2ème éd.), t. 2, p. 459, article III, "Note sur l'article de M. Say intitulé *Balance des consommations avec les productions*".
11. K. Marx, *Oeuvres. Economie*, 1968, t. 2, p. 469, *Matériaux pour l'"Economie" (1861 - 1865).*
12. *Idem*, p. 460.
13. *Idem*, p. 262, *Principes d'une critique de l'économie politique (Ebauches 1857-1858).*
14. *Idem*, p. 466, *Matériaux pour l'"Economie" (1861 - 1865).*
15. P.-J. Proudhon, *Système des contradictions économiques, ou Philosophie de la misère*, 1846, t. 2, p. 26.
16. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, préface pour l'édition française, p. 8.
17. P.S. Dupont de Nemours, *Examen du livre de M. Malthus sur le principe de population*, 1817, p. 159.

18. H.J. Davenport, *Value and Distribution*, 1908, p. 118.
19. J.A. Schumpeter, *History of Economic Analysis*, 1954, p. 492.
20. E. James, *Histoire sommaire de la pensée économique*, 1955, p. 100.
21. G. Tapinos, Introduction *in* J.-B. Say, *Traité* (rééd. 1972), p. XLVI.
22. E. Teilhac, *L'oeuvre économique de Jean-Baptiste Say*, 1927, p. 371.
23. H. Denis, *Histoire de la pensée économique*, 1966, p. 295.
24. M. Bernard, *Introduction à une sociologie des doctrines économiques des Physiocrates à Stuart Mill*, 1963, p. 99.
25. Voir notamment J.A. Schumpeter, *History of Economic Analysis*, p. 492.
26. M. Bernard, *op. cit.*, p. 99 - 100.
27. Les *Idéologues* constituent un groupe philosophique et politique admettant une méthode d'observation, indépendante de toute métaphysique, telle que la pratiquaient Condillac et Destutt de Tracy. Cette Ecole exerça une grande influence à la fin du 18ème siècle et au début du 19ème. Elle fut l'inspiratrice de l'enseignement donné dans les établissements créés par la Convention. Napoléon les combattit parce qu'il trouvait la plupart d'entre eux au nombre de ses adversaires (Condorcet, Sieyès, Cabanis; puis plus tard, Constant, Lamarck et Ampère). Voir P.-L. Reynaud, préface *in* J.-B. Say, *Textes choisis*, 1953, p. 17 - 23.
28. Chassé du Tribunat pour avoir refusé de soutenir la politique fiscale de Bonaparte fondée sur l'emploi massif de l'impôt à la consommation, Say se consacra pendant six ans (1807 - 1813) à la gestion d'une filature de coton à Auchy-lès-Hesdin (Pas-de-Calais), où il occupa jusqu'à cinq cents ouvriers. Le Blocus continental mit son entreprise dans une position difficile, faute de débouchés.
29. J.-B. Say, *Traité* (2ème éd.), t. 1, liv. I, chap. IV, p. 34.
30. J.-B. Say, *Cours*, t. 1, première partie, chap. VI, p. 206.
31. Comme par exemple chez Malthus et Ricardo.
32. J.-B. Say, *Traité* (1ère éd.), t. 2, liv. IV, chap. VIII, p. 228.
33. *Idem*, p. 227 - 228.
34. M. Bernard, *op. cit.*, p. 106.
35. *Idem*, p. 100.
36. Voir ci-dessous p. 257 s.

Chapitre 1 : Jean-Baptiste Say, idéologue et praticien

1. M. Bernard, *op. cit.*, p. 106.
2. Voir J.-F. Faure-Soulet, *De Malthus à Marx. L'histoire aux mains des logiciens*, 1970, p. 23 et 55.
3. P.-L. Reynaud, *op. cit.*, p. 18.

4. J.-B. Say, *Cours*, t. 1, "Considérations générales", p. 2 - 3.
5. J.-B. Say, *Traité* (1803), 1826 (5ème éd.), "Discours préliminaire", t. 1, p. XXIV.
6. *Idem*, p. XI.
7. *Idem*, p. XXVIII.
8. J.-B. Say, *Cours*, t. 1, "Considérations générales", p. 59 - 60.
9. *Idem*, p. 24. Say évoque notamment Bacon, Galilée, Descartes et Newton comme des précurseurs de la méthode scientifique qu'il veut appliquer à l'économie politique (voir *Cours*, t. 1, p. 14 - 15).

*Par. 1.- La conception physiologique de l'économie politique de Say*

1. Voir P.-L. Reynaud, *op. cit.*, p. 19 - 20 et J.J. Spengler, "The Physiocrats and Say's law of Markets": *JPE*, 53, 1945, p.193 - 211 et 317 - 347.
2. J.-B. Say, *Traité* (1ère éd.), t. 1, "Discours préliminaire", p. I.
3. J.-B. Say, *Cours*, t. 1, "Considérations générales", p. 1 - 2.
4. Contrairement à Smith, Malthus et Ricardo, Say rejette toute notion de prix naturel.
5. J.-B. Say, *Cours*, t. 1, "Considérations générales", p. 14.

*Par. 2.- Physiologie sociale, laissez-faire et libéralisme*

1. J.-B. Say, *Cours*, t. 1, "Considérations générales", p. 4.
2. M. Bernard, *op. cit.*, p. 109.
3. Cité par H. Gouhier, *La jeunesse d'Auguste Comte et la formation du positivisme*, 1941, t. 3, *Auguste Comte et Saint-Simon*, Introduction, IV, p. 50 - 60. Cette formule sera reprise par Engels.
4. J.-B. Say, *Traité* (1ère éd.), t. 1, "Discours préliminaire", p. X.
5. A. Smith, *Théorie des sentiments moraux* (1759), 1860; *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776), 1822 (2ème éd. française traduite sur la 4ème éd. anglaise), t. 3, liv. IV, chap. II, p. 58.
6. J.-B. Say, *Olbie, ou essai sur les moyens d'améliorer les moeurs d'une nation in Oeuvres diverses*, 1848, p. 581 - 615.
7. J.-B. Say, *Traité* (2ème éd.), t. 2, liv. II, chap. IV, p. 36.
8. J.-B. Say, *Traité* (1ère éd.), t. 2, liv. IV, chap. VIII, p. 221 - 228.

*Par. 3.- Le rôle fondamental de l'entrepreneur*

1. Pour une appréciation du rôle de l'entrepreneur chez Say, voir notamment J.-F. Faure-Soulet, *De Malthus à Marx...*, p. 106 - 107; la conception de l'entrepreneur chez Say est comparée avec celles de Walras et de Schumpeter.

2. M. Lutfalla, *L'état stationnaire*, 1964, p. 159.
3. D. Ricardo, *Principes* (1ère éd.), t. 2, chap. XIX, p. 53.
4. Sismondi est le premier utilisateur de cette formule.
5. Voir ci-dessous p. 61 et 103 - 105.
6. J.-B. Say, *Catéchisme s'économie politique*, 1815, p. 37; voir également le *Traité* (1ère éd.), t. 2, liv. V, chap. I, p. 347.
7. J.-B. Say, *Traité* (1ère éd.), t. 2, liv. IV, chap. VIII, p. 227 - 228.
8. Cité par E. Teilhac, *op. cit.*, p. 161.
9. J.-B. Say, *Cours*, t. 3, IVème partie, chap. I, p. 150.

*Par. 4.- L'échec de la synthèse rationalisme-naturalisme et les principales équivoques méthodologiques*

1. P.-L. Reynaud, *op. cit.*, p. 21.
2. J.-B. Say, *Cours*, t. 5, VIIème partie, chap. IV, p. 28.
3. Voir P.-L. Reynaud, *op. cit.*, p. 31 - 47.
4. Voir ci-dessous p. 27 - 30.
5. J.-B. Say, *Traité* (2ème éd.), t. 1, "Discours préliminaire", p. XXX.
6. *Idem*, p. XX.
7. M. Bernard, *op. cit.*, p. 115.
8. Cette revue parut de 1792 à 1807 et défendit le point de vue républicain et "idéologue" durant l'Empire.
9. M. Leroy, *Histoire des idées sociales en France*, 1954, t. 2, p. 32.
10. C. Fourier cité par M. Leroy, *op. cit.*, p. 34.
11. J.-C.L. Simonde de Sismondi, *Nouveaux Principes*, 1819 (1ère éd.), t. 1, liv. I, chap. I, p. 2 - 3.
12. A. de Lamartine cité par M. Leroy, *op. cit.*, p. 35.
13. A. Thierry cité par E. Teilhac, *op. cit.*, p. 246.
14. Voir par exemple M. Bernard, *op. cit.*, p. 116.
15. E. Allix, "J.B. Say, et les origines de l'industrialisme": *REP*, 24, 1910, p. 362 - 363 .

Chapitre 2 : Les divers énoncés de la loi de Say et la querelle des débouchés

1. J.-B. Say, *Traité* (5ème éd.), t. 1, "Discours préliminaire", p. CIII.
2. Il s'agit de la première édition des *Definitions in Political Economy*, 1827.
3. Lettre de Say à Malthus du 24 février 1827 *in* J.-B. Say, *Oeuvres diverses*, p. 504 - 505.

4. Sur la contribution des physiocrates à l'analyse macro-économique et notamment à la loi des débouchés, voir J.J. Spengler, *op. cit.* et S.H. Coontz, *Productive Labour and Effective Demand*, 1965, p. 16 - 27.

Section I : La loi des débouchés avant Say - Les sources d'inspiration

1. J.S. Mill, *Principes d'économie politique* (1848), 1861 (2ème éd. française traduite sur la 3ème éd. anglaise), t. 2, liv. III, chap. XIV, par. 4, p. 92 - 93.

2. Voir P. Lambert, "La loi des débouchés avant J.-B. Say...", p. 14.

3. On considère généralement qu'une des premières crises générales de surproduction éclata en 1810. Voir l'ouvrage classique de C. Juglar, *Des crises commerciales et de leur retour périodique en France, en Angleterre et aux Etats-Unis* (1860), 1889 (2ème éd.), p. 312; voir en outre H. Guitton, *Fluctuations et croissance économiques* (1951), 1970 (3ème éd.), p. 27 et M. Niveau, *Histoire des faits économiques contemporains* (1966), 1969 (2ème éd.), p. 139 - 183.

4. Un échange de lettres entre Say et Dupont de Nemours met très clairement en évidence les points d'accrochage entre l'un des derniers représentants de l'Ecole physiocratique et l'un des futurs "économistes classiques". Voir J.-B. Say, *Oeuvres diverses*, p. 361 - 397.

5. J. Mill, *Commerce Defended*, 1808; D. Ricardo, *On the Principles of Political Economy and Taxation*, 1817; J.-C.L. Simonde de Sismondi, *Nouveaux principes d'économie politique*, 1819; T.R. Malthus, *Principles of Political Economy*, 1820.

*Par. unique : La référence fondamentale à Adam Smith*

1. Etienne Clavière (Genève 1735 - Paris 1793) était un financier d'origine genevoise. Banquier à Genève, il s'expatria à la suite de la révolution aristocratique de 1782 et alla se fixer à Paris où il se lia avec Mirabeau. Violemment opposé à Necker, il fut élu à l'Assemblée législative, puis appelé au ministère des Finances (mars - juin 1792). Réintégré après le Dix-Août, il fut mis en accusation le 2 juin 1793 et n'échappa à la guillotine que par le suicide.

2. A. Smith, *La richesse des nations*...(1776), An III (1792)(1ère éd. française traduite sur la 3ème éd. anglaise).

3. Les références à Smith sont innombrables chez tous les auteurs classiques; ceux-ci lui paient généralement tous une dette de reconnaissance dans l'introduction de leurs ouvrages.

4. J.-B. Say, *Traité* (1ère éd.), t. 1, "Discours préliminaire", p. XX.

5. Voir l'avis contraire de J.A. Schumpeter dans son *Esquisse d'une histoire de la science économique des origines au début du XXè siècle* (1914), 1962, p. 91.

6. F. Quesnay, *Tableau économique des Physiocrates* (1758), 1969.

7. A. Smith, *La richesse des nations*...(2ème éd.), t. 1, liv. I, chap. VIII, p. 111 - 112.

8. Voir ci-dessous p. 62 - 72.
9. A. Smith, *La richesse des nations*...(2ème éd.), t. 2, liv. II, chap. II, p. 220.
10. *Idem*, t. 2, liv. II, chap. III, p. 330.
11. Voir ci-dessous chapitre 3, p. 276 - 296.
12. A. Smith, *La richesse des nations*...(2ème éd.), t. 3, liv. IV, chap. I, p. 15.
13. *Idem*, p. 24.
14. *Idem*, p. 3 - 52.
15. *Idem*, p. 23.
16. *Idem*, t. 2, liv. II, chap. III, p. 328.
17. Il s'agit du fameux mécanisme épargne-investissement qui jouera un rôle essentiel dans la querelle des débouchés; voir ci-dessous p. 157 - 166.
18. A. Smith, *La Richesse des nations*...(2ème éd.), t. 2, liv. II, chap. III, p. 327.
19. *Idem*, p. 328.
20. Voir notamment le problème du Blocus continental à la suite du décret de Milan (1807).

Section II : L'évolution de la loi des débouchés de 1803 à 1820 : les publications de Say, Mill, Ricardo, Sismondi et Malthus

*Par. 1.- La première édition du* Traité d'économie politique *de Say (1803)*

1. J.-B. Say, *Traité* (1ère éd.), t. 1, liv. I, chap. XXII, p. 153.
2. Le dualisme de la méthode de Say entre un réalisme descriptif et un idéalisme rationaliste apparaît clairement dans la théorie des débouchés. Le dogmatisme qu'il manifeste à l'égard des critiques de son principe tranche étrangement avec le respect de la méthode d'observation qui lui réussit si bien dans l'analyse d'autres problèmes (théorie de l'entrepreneur, rôle du profit, par exemple); les problèmes abordés au moyen de la méthode réaliste sont les plus convaincants alors que ceux où domine la méthode déductive et rationaliste sont les plus discutables et les plus discutés.
3. J.-B. Say, *Traité* (1ère éd.), t. 2, liv. IV, chap. V, p. 177, note 1.
4. *Idem*, t. 1, liv. I, chap. XXII, p. 152.
5. *Idem*, p. 152 - 154.
6. *Idem*, p. 154.
7. *Ibidem*.
8. *Idem*, t. 2, liv. IV, chap. V, p. 179.
9. *Idem*, t. 1, liv. I, chap. XXII, p. 154.

10. *Idem*, t. 2, liv. IV, chap. V, p. 178.

11. Dans l'édition de 1803, il n'est pas encore question d'un accroissement net des facteurs de la production dans les secteurs relativement déficitaires qui rétablirait ainsi l'équilibre général à un niveau de production global plus élevé; Say ne conçoit pour l'instant que de simples transferts des secteurs excédentaires aux secteurs déficitaires.

12. H. Denis, *La formation de la science économique* (1967), 1973 (2ème éd.), p. 67.

*Par. 2.- L'influence de James Mill :* Commerce Defended *(1808)*

1. J. Mill, *Commerce Defended*, p. 76, note 1.

2. *Idem*, p. 70.

3. *Idem*, p. 71.

4. *Idem*, p. 75.

5. *Idem*, p. 81.

6. Cette double égalité semble être dégagée pour la première fois avec autant de clarté : production = revenu = pouvoir d'achat disponible.

7. J. Mill, *Commerce Defended*, p. 81.

8. *Idem*, p. 81 - 82.

9. *Idem*, p. 83.

10. J. Mill, *Eléments d'économie politique* (1821), 1823 (1ère éd. française traduite sur la 1ère éd. anglaise).

11. *Idem*, chap. IV, sect. III, p. 254.

*Par. 3.- Le chapitre XV de l'édition de 1814 du* Traité d'économie politique *de Say*

1. J.-B. Say, *Traité* (2ème éd.), t. 1, liv. I, chap. XV, "Des Débouchés", p. 143 - 159.

2. *Ibidem.*

3. *Idem*, p. 148.

4. Say adopte cette manière de voir malgré son refus, quelques pages plus haut, de considérer la valeur-coût de production. Il en découle sur le plan théorique que le produit a *dès sa production* une valeur égale aux revenus créés, sans que la demande ait une influence quelconque sur la fixation du prix du marché alors que "la valeur des choses est fondée sur leur utilité, sur l'aptitude qu'elles ont pour satisfaire nos besoins"(*Lettres à M. Malthus...*, p. 21).
Cette contradiction entre un prix simultanément fonction du coût de production et de l'utilité n'est qu'apparente et se résout parfaitement si l'on considère que, pour Say, l'égalité entre revenu et production est permanente et se réalise à n'importe quel niveau de la production. Le lien causal de l'égalité se situe *ex ante* et non pas simplement *ex post*

comme une égalité comptable. Le produit ne peut donc pas être logiquement vendu en dessous de ses frais de production sans rompre cette égalité axiomatique *ex ante*. Cette manière de voir de Say sera confirmée dans les éditions subséquentes de son *Traité*, dans ses *Lettres à M. Malthus* et dans son *Cours*; Say sera en effet obligé d'avoir recours à un artifice de définition et à un énoncé tautologique de sa loi pour en sauver la validité :"Un produit qui ne rembourse pas ses frais [de production ] n'est pas un produit"(*Cours*, t. 5, VIIème partie, chap. IV, p. 28).
La logique sera ainsi sauve au prix d'un truisme pour le moins surprenant. Ce problème sera repris en détail ci-dessous, p. 178 - 179, 187 - 193, 195 - 197 et 229 - 233.

5. "Perpétuellement consommée, l'épargne est autant de fois reproduite pour être consommée de nouveau (...)"(*Traité* (2ème éd.), t. 1, liv. I, chap. XI, p. 99).

6. "Toute épargne, pourvu qu'elle soit replacée ne diminue en rien la consommation et, au contraire, elle donne lieu à une consommation qui se reproduit et se renouvelle à perpétuité"(*Traité* (2ème éd.), t. 1, liv. I, chap. XI, p. 99).

7. "Lorsque le dernier producteur a terminé son produit, son plus grand désir est de le vendre (...). Mais il n'est pas moins pressé de se défaire de l'argent que lui procure sa vente, pour que la valeur de l'argent ne chôme pas. Or, on ne peut se défaire de son argent qu'en achetant un produit quelconque. (...) En effet, la consommation suit infailliblement une production véritable (...)"(*Traité* (5ème éd.), t. 3, liv. III, chap. IV, p. 28).

8. J.-B. Say, *Traité* (2ème éd.), t. 1, liv. I, chap. XV, p. 148.

9. Jusque dans les dernières oeuvres de Say, l'aspect rationaliste de sa méthode l'emportera sur l'influence réaliste.

10. J.-F. Faure-Soulet, *De Malthus à Marx...*, p. 115.

*Par. 4.- Ricardo, la loi des débouchés et l'état stationnaire : les* Principes de l'économie politique et de l'impôt *(1817)*

1. D. Ricardo, *Principes* (1ère éd.), t. 2, chap. XIX, p. 49.

2. D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. II, *Notes on Mr Malthus'...*, note 196, p. 306.

3. D. Ricardo, *Principes* (1ère éd.), t. 2, chap. XIX, p. 48.

4. *Idem*, p. 51.

5. Il faut remarquer que ni Say ni Ricardo ne précise à aucun moment quels types de produits sont en excédent durant ces crises sectorielles de surproduction.

6. D. Ricardo, *Principes* (1ère éd.), t. 2, chap. XIX, p. 48 - 49.

7. *Idem*, p. 49.

8. Voir ci-dessus p. 43 et 50.

9. D. Ricardo, *Principes* (1ère éd.), t. 2, chap. XXI, p. 105.

10. Cette remarque sera intercalée par Ricardo dans la deuxième édition de ses *Principes* (1819); voir *in Oeuvres complètes*, 1847, chap. XIX, p. 274.

11. "L'accroissement des capitaux qui fait hausser les salaires, tend à abaisser les profits. Quand les capitaux de beaucoup de riches commerçants sont versés dans un même genre de commerce, leur concurrence mutuelle tend naturellement à en faire baisser les profits; et quand les capitaux se sont pareillement grossis dans tous les différents commerce établis dans la société, la même concurrence doit produire le même effet dans tous"(A. Smith, *La richesse des nations*...(2ème éd.), t. 1, liv. I, chap. IX, p. 179). Voir également ci-dessous le problème de l'accumulation du capital, p. 199 - 207.

12. D. Ricardo, *Principes* (1ère éd.), t. 2, chap. XXI, p. 106.

13. A. Paquet, *Le conflit historique entre la loi des débouchés et le principe de la demande effective*, 1953, p. 27.

14. D. Ricardo, *Principes* (1ère éd.), t. 2, chap. XXI, p. 105.

15. Lettre de Ricardo à Malthus du 24 janvier 1817 *in* D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. VII, p. 120.

*Par. 5.- Sismondi, l'analyse séquentielle et la notion de revenu d'équilibre : les* Nouveaux principes d'économie politique *(1819)*

1. J.-C. L. Simonde de Sismondi, *Nouveaux Principes*, 1819 (1ère éd.).

2. L'expression est de Sismondi lui-même; voir *Nouveaux Principes* (2ème éd.), t. 1, Avant propos sur la seconde édition, p. I.

3. F. Schaller, "Les jugements de Sismondi sur l'économie politique de son temps" *in Sismondi européen* (S. Stelling-Michaud, éd.), 1976, p. 35.

4. A. Aftalion, *L'oeuvre économique de Simonde de Sismondi*, 1899, p. 16 - 17; J.A. Schumpeter, *History of Economic Analysis*, p. 493; M. Daneau, "Sismondi et les crises économiques": *AE*, 39, 1963, p. 35; H. Denis, *Histoire de la pensée économique*, p. 356; G.H. Bousquet, "La relecture de Sismondi et l'enseignement de la pensée économique": *RE*, 83, 1973, p. 339.

5. J.-C. L. Simonde [de Sismondi] , *De la richesse commerciale*, An XI (1803). Sismondi ne se fera appeler par ce patronyme qu'à partir des années 1805 - 1806 environ. Sur ce problème, voir J.-R. de Salis, *Sismondi(1773 - 1842). La vie et l'oeuvre d'un cosmopolite philosophe* (1932), 1973, t. 1, p. 6 s.

6. J.-C. L. Simonde [de Sismondi] , *De la richesse commerciale*, t. 1, préface, p. XX.

7. Le troisième ouvrage économique important de Sismondi sera publié en 1836 - 1838 sous le titre général d'*Etudes sur les sciences sociales*. Les tomes 2 et 3 -*Etudes sur l'économie politique*- contiennent l'essentiel des idées économiques de Sismondi après la querelle des débouchés.

8. Voir l'article de J.J. Spengler, "The Physiocrats and Say's law...". p. 317 - 329.

9. Sismondi englobe dans ce terme de propriétaires aussi bien les propriétaires fonciers que les capitalistes, au sens ricardien du terme.

10. Voir ci-dessus p. 23.

11. J.-C. L. Simonde de Sismondi, *Nouveaux Principes* (1ère éd.), t. 1, liv. I, chap. I, p. 1.

12. J.-F. Faure-Soulet, *De Malthus à Marx...*, p. 178.

13. Titre d'un petit article publié par Sismondi en 1824 dans la *Revue encyclopédique*, 22, p. 264 - 298 et qui donnera lieu à une réplique de Say et à une duplique de Sismondi. Voir ci-dessous p. 193 - 197.

14. L'expression est d'A. Marshall, *Principes d'économie politique* (1890), 1906 - 1909 (2ème éd. française traduite sur la 4ème éd. anglaise), t. 2, liv. V, chap. XIV, p. 234.

15. J.-C. L. Simonde [ de Sismondi ], *De la richesse commerciale*, t. 1, liv. I, chap. III, p. 63 et chap. V, p. 139 et 145.

16. *Idem*, t. 1, liv. I, chap. IV, p. 99.

17. J.A. Schumpeter, *History of Economic Analysis*, p. 495.

18. J.-C. L. Simonde [ de Sismondi ], *De la richesse commerciale*, t. 1, liv. I, chap. IV, p. 97.

19. *Idem*, p. 104.

20. [P.F.J.H. Le Mercier de la Rivière ], *L'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques*, 1767, t. 2, p. 138.

21. J.-C. L. Simonde [ de Sismondi ], *De la richesse commerciale*, t. 1, liv. I, chap. IV, p. 96.

22. J.-C. L. Simonde de Sismondi, *Nouveaux Principes* (2ème éd.), t. 1, p. I - XXIV.

23 J.-C. L. Simonde de Sismondi, *Nouveaux Principes* (1ère éd.), t. 1, liv. IV, chap. IV, p. 337.

24. F. Schaller, *op. cit.*, p. 41.

25. J.-C. L. Simonde [ de Sismondi ], *De la richesse commerciale*, t. 1, liv. I, chap. IV, p. 100.

26. *Idem*, p. 104 - 108, note 7. Voir également le *Postscriptum. Définitions des mots scientifiques employés dans cet ouvrage*, t. 1, p. 342 - 348.

27. L'abréviation *(R)* n'est pas utilisée par Sismondi; elle est introduite ici pour alléger les équations.

28. L'influence d'une économie encore essentiellement agricole est très sensible chez les Classiques, particulièrement chez Sismondi dont on connaît la passion pour les questions agraires.

29. J.-C. L. Simonde [ de Sismondi ], *De la richesse commerciale*, t. 1, liv. I, chap. IV, p. 101, note 6.

30. *Idem*, p. 106, en note.

31. Il s'agit en fait d'une forme particulière de la théorie du fonds des salaires; voir ci-dessous p. 169 - 174.

32. T. Sowell, *Say's Law.* An Historical Analysis, 1972, p. 40 - 48 et, du même auteur, "Sismondi : A neglected Pioneer": *HPE*, 4, 1972, p. 69 - 73.

33. J.-C. L. Simonde [ de Sismondi ], *De la richesse commerciale*, t. 1, liv. I, chap. IV, p. 84 - 85 et 96.

34. J.-C. L. Simonde de Sismondi, *Nouveaux Principes* (1ère éd.), t. 1, liv. II, chap. VI, p. 112.

35. J.-C. L. Simonde de Sismondi, "Political Economy", article *in Edinburg Encyclopedia* (D. Brewster, éd.), 1815, vol. XVII, p. 37 - 78.

36. Ce n'est qu'après 1819 que paraîtront les premières critiques des théories sismondiennes; ni Ricardo dans la première édition de ses *Principes* (1817) ni Say dans les deuxième (1814), troisième (1817) et quatrième (1819) éditions de son *Traité* ne feront allusion aux préoccupations de Sismondi dans ce domaine.

37. Voir ci-dessus p. 61, note 7.

38. J.-C. L. Simonde de Sismondi, *Nouveaux Principes* (1ère éd.), t. 2, liv. VI, chap. VI, p. 217.

39. J.-C. L. Simonde de Sismondi, *Nouveaux Principes* (2ème éd.), t. 1, Avertissement sur la seconde édition, p. XI.

40. *Idem*, p. XIV.

41. J.-F. Faure-Soulet, *De Malthus à Marx...*, p. 179.

42. J.-C. L. Simonde de Sismondi, *Nouveaux Principes* (1ère éd.), t. 1, liv. II, chap. VI, p. 127.

43. *Idem*, t. 1, liv. II, chap. IV, p. 95 - 100. Seul changement notable, le facteur multiplicateur de l'investissement salarial est doublé : il passe de 2,5 à 5. Sismondi estime-t-il que l'efficacité de la main-d'oeuvre s'est accrue dans de telles proportions, grâce au progrès technique ? En l'absence de toute explication de Sismondi, on ne peut qu'émettre cette supposition.

44. *Idem*, t. 1, liv. II, chap. VI, p. 112. On ne peut s'empêcher de rapprocher cette affirmation de celle que formulait Quesnay dans sa *Philosophie rurale* lorsqu'il écrivait :"Le revenu de l'année courante se trouve égal au revenu de l'année précédente, condition essentielle à l'ordre économique représenté dans le *Tableau* [ économique ]"(Cité par M. Lutfalla, *L'état stationnaire*, p. 193).

45. "Le cercle peut s'étendre et se changer en spirale"; c'est le phénomène sismondien de la croissance (*Nouveaux Principes*(1ère éd.), t. 1, liv. II, chap. VI, p. 119).

46. *Idem*, p. 112.

47. *Idem*, p. 127.

48. [P.F.J.H. Le Mercier de la Rivière], *op. cit.*, p. 138.

49. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, préface pour l'édition française, p. 6.

50. F. Schaller, *op. cit.*, p. 36.

51. J.-C. L. Simonde de Sismondi, *Nouveaux Principes* (1ère éd.), t. 1, liv. II, chap. I, p. 66.
Pour une approche historique de la théorie de l'utilité marginale avant le succès de l'Ecole marginaliste autrichienne, et notamment l'apport des physiocrates, voir J.A. Schumpeter, *Esquisse d'une histoire de la science économique...*, p. 201 - 208.

52. J.-C. L. Simonde de Sismondi, *Nouveaux Principes* (1ère éd.), t. 1, liv. IV, chap. II, p. 303.

53. Voir E. Kauder, *L'utilité marginale* (1965), 1973, p. 25 - 32.

54. M. Lutfalla, "Sismondi. Critique de la loi des débouchés": *RE*, 18, 1967, p. 658.

55. J.-C. L. Simonde de Sismondi, *Nouveaux Principes* (2ème éd.), t. 1, liv. II, chap.II, p. 68.

56. Voir ci-dessous, p. 130.

57. J.-C. L. Simonde de Sismondi, *Nouveaux Principes* (1ère éd.), t. 1, liv. IV, chap. XI, p. 422.

58. Contrairement à Say et à Ricardo, Sismondi émet de nombreuses réserves sur la mobilité de la main-d'oeuvre et des capitaux. Cette particularité est une nouvelle démonstration de la profondeur de l'analyse de l'illustre Genevois qui refusera toujours de faire "abstraction du temps et de l'espace comme feraient les métaphysiciens allemands"("Sur la balance des consommations avec les productions" reproduit dans la seconde édition des *Nouveaux Principes*, t. 2, Article II, p. 424).

59. Voir par exemple J.-C. L. Simonde de Sismondi, *Political Economy and the Philosophy of Government*, 1847, p. 70.

60. J.-C. L. Simonde de Sismondi, *Nouveaux Principes* (1ère éd.), t. 1, liv. IV, chap. XI, p. 418 - 420.

61. Sismondi montre par là que l'intérêt individuel ne coïncide pas nécessairement avec l'intérêt général (*Idem*, t. 1, liv. II, chap. V, p. 108).

62. Tout comme Malthus, Sismondi est conscient de cette fameuse dichotomie ignorée par Say et Ricardo. La mise en question de l'automaticité de l'égalité épargne-investissement *ex ante*, corollaire de cette dichotomie, sera l'un des principaux points d'accrochage de la querelle des débouchés.
Sismondi fournit une première explication de ce problème, très proche de celle qu'en donnera Malthus. La production des biens de première nécessité étant multipliée grâce au progrès technique et à la division du travail, le risque de surproduction est très vraisemblable, car la demande globale pour cette catégorie de produits est doublement limitée:

- la consommation ouvrière est bornée par le volume des salaires qui ne sauraient s'élever durablement au-dessus du minimum physiologique,
- la consommation des propriétaires est limitée par leurs besoins; cette catégorie de consommateurs ne saurait en effet se porter acquéreur d'une quantité de biens de première nécessité supérieure à celle qui leur est nécessaire.

Le pouvoir d'achat qui fait défaut aux ouvriers est aux mains des propriétaires; le désir d'acheter existe réellement chez les ouvriers alors que les propriétaires l'ont assouvi. L'insuffisance de la demande effective due à cette impossible coïncidence entre le *pouvoir* et le *vouloir consommer* entraîne immanquablement une crise générale de surproduction.

63. J.-C. L. Simonde de Sismondi, *Nouveaux Principes* (2ème éd.), t. 2, Article I, "Examen d'une réfutation des *Nouveaux principes d'économie politique* publiée dans la *Revue d'Edimbourg* par un disciple de M. Ricardo", p. 376, note 1.
Mac Culloch avait en effet violemment critiqué les vues de Sismondi dans la recension qu'il avait faite de la première édition des *Nouveaux Principes*; voir "Mr Owen's plans for Relieving the National Distress": *ER*, 32, 1819, p. 470 - 475.
La paternité de cet article est sérieusement mise en doute par certains commentateurs. La note de Sismondi cité ci-dessus est le seul indice qui a longtemps permis d'attribuer cet article à Mac Culloch, alors qu'il serait en fait de la plume de Robert Torrens. A ce propos, voir la note savante de T. Sowell, *Say's Law*, p. 11 - 12, note 26 et l'article de W.O. Thweatt, "The Digression on Sismondi : by Torrens or McCulloch?": *HPE*, 6, 1974, p. 435 - 453.

64. J.-C. L. Simonde de Sismondi, "Examen de cette question : Le pouvoir de consommer s'accroît-il toujours dans la société avec le pouvoir de produire?": *ALJ*, 1, 1820 reproduit dans la seconde édition des *Nouveaux Principes*, t. 2, Article I, p. 377 - 378 sous le titre "Examen d'une réfutation des *Nouveaux principes d'économie politique* publiée dans la *Revue d'Edimbourg* par un disciple de M. Ricardo".

65. Lettre de Ricardo à Malthus du 24 novembre 1820 *in* D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. VIII, p. 302.

66. J.-C. L. Simonde de Sismondi, *Nouveaux Principes* (1ère éd.), t. 1, liv. II, chap. VI, p. 117.

67. *Idem*, t. 1, liv. IV, chap. II, p. 313.

68. Voir ci-dessus p. 63, note 13.

69. J.-C. L. Simonde de Sismondi, "Sur la balance des consommations avec les productions" reproduit dans la seconde édition des *Nouveaux Principes*, t. 2, Article II, p. 409.

70. J.-C. L. Simonde de Sismondi, *Nouveaux Principes* (1ère éd.), t. 1, liv. IV, chap. IV, p. 337.

71. F. Schaller, *op. cit.*, p. 41 - 42. Pour une opinion diamétralement opposée

voir A. Parguez, "Sismondi et la théorie du déséquilibre macro-économique": *RE*, 83, 1973, p. 837 - 866.

72. J.-C. L. Simonde de Sismondi, *Nouveaux Principes* (1ère éd.), t. 1, liv. II, chap. VI, p. 127.

73. "Je suis un libéral, mieux encore, républicain, mais jamais démocrate" écrit-il le 6 juin 1835 à Mademoiselle de Saint-Aulaire (cité par J.-R. de Salis, *op. cit.*, t. 1, p. 461, note 1).

74. J.-R. de Salis, *op. cit.*, t. 1, p. 460.

75. Eugène Buret (1810 - 1842), qui, du vivant de Sismondi, fut l'un de ses rares disciples avoués, sera souvent cité par Marx et Engels. Lors de la rédaction du *Manifeste communiste*, ces deux auteurs s'inspireront de la critique sismondienne des mécanismes économiques classiques. Avec Ricardo, Sismondi est certainement le théoricien qui marquera le plus profondément la pensée économique de Marx, notamment dans les problèmes de définition de nombreux concepts : prolétariat, plus-value, exploitation, sous-consommation ouvrière, armée de réserve industrielle, etc. Marx le reconnaîtra lui-même lorsqu'il écrira dans ses *Principes d'une critique de l'économie politique (1857 - 1858)* que "l'histoire de l'économie politique moderne (...) s'achève avec Ricardo et Sismondi : deux antipodes (...)"(K. Marx, *op. cit.*, t. 2, p. 175).
Sur les relations entre Sismondi et Marx, voir notamment J.-R. de Salis, *op. cit.*, t. 1, p. 426 - 429; J. Weiller, préface *in* J.-C. L. Simonde de Sismondi, *Nouveaux Principes* (réed. 1971), p. 7 - 45; G. Dupuigrenet-Desroussilles, "Les Sismondi de Marx et celui de Lénine" *in Sismondi européen* (S. Stelling-Michaud, éd.), p. 55 - 67; J. Weiller et G. Dupuigrenet-Desroussilles, *Les cadres sociaux de la pensée économique*, 1974, p. 79 - 86.

76. K. Marx, *op. cit.*, t. 1, *Le manifeste communiste* (1848), p. 186.

77. *Ibidem*.

78. Lettre de J. Robinson à G. Dupuigrenet-Desroussilles du 17 avril 1973, extrait d'un document inédit publié avec l'aimable autorisation de M. G. Dupuigrenet-Desroussilles, secrétaire général de la Société des Amis de Sismondi, 1er février 1974.

*Par. 6.- Malthus, la loi de l'offre et de la demande et le principe de la demande effective : les* Principes d'économie politique *(1820)*

1. [T.R. Malthus], *An Essay on the Principle of Population*, as it Affects the Future Improvment of Society : with Remarks on the Speculation of Mr Godwin, M. Condorcet, and Others Writers, 1798; *An Essay on the Principle of Population*, or a View of its Past and Present Effects on Human Happiness, with an Inquiry into our Prospects Respecting the Future Removal or Mitigation of the Evils which it Occasions, 1803(2ème éd.).

2. T.R. Malthus, *Essai sur le principe de population* (2ème éd. française traduite sur la 5ème éd. anglaise), 1823, t. 1, liv. I, chap. I, p. 3 - 15.

3. T.R. Malthus, *Principes d'économie politique*, 1820 (1ère éd. française traduite sur la 1ère éd. anglaise), t. 2, chap. VII, p. 13 - 319.

4. T.R. Malthus, *Essai*, t. 3, liv. III, chap. XV, p. 210.

5. La démarche est très proche de celle de Sismondi. Le volume des salaires déterminé par les investissements, eux-mêmes fixés par les anticipations des capitalistes, détermine le niveau de la production. Voir ci-dessus p. 68 - 69.

6. L'analyse des contradictions entre les objectifs de l'*Essai* et ceux des *Principes* est esquissée ci-dessous p. 98 - 100.

7. T.R. Malthus, *Principes* (1ère éd.), t. 2, chap. VII, sect. III, p. 28.

8. D. Ricardo, *Principes* (1ère éd.), t. 1, chap. I, p. 3.

9. D'étroites relations entre la valeur-travail, la théorie des coûts de production et la loi des débouchés sont indispensables à la cohérence de tout l'édifice ricardien. Voir ci-dessus p. 56 - 59.

10. J.-B. Say, *Lettres à M. Malthus...*, p. 21.

11. J.-B. Say, *Traité* (5ème éd.), t. 2, liv. II, chap. I, p. 167.

12. J.-B. Say, *Cours*, t. 2, IIIème partie, chap. IV, p. 315.

13. *Idem*, p. 325.

14. Voir notamment l'extraordinaire correspondance entre Say et Ricardo *in* D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. VI - IX.

15. J.-F. Faure-Soulet, *De Malthus à Marx...*, p. 138.

16. A. Smith, *La richesse des nations...*, t. 1, liv. I, chap. V, p. 60.

17. *Idem*, p. 59 - 60.

18. Voir ci-dessous p. 169 - 174.

19. Voir ci-dessus p. 58 - 59.

20. En fait, la valeur d'échange déterminée par la loi de l'offre et de la demande reflète l'opposition entre la somme des utilités sociales (demande) et la somme des raretés sociales (offre). Malthus semble avoir été parmi les premiers à donner cette double assise, généralement reconnue aujourd'hui, comme la condition de toute valeur d'échange.

21. T.R. Malthus, *Principes* (1820), 1846 (2ème éd. française traduite sur la 2ème éd. anglaise de 1836), liv. I, chap. II, sect. II, p. 58.

22. *Ibidem*.

23. *Idem*, liv. I, chap. II, sect. IV, p. 78.

24. *Idem*, p. 83.

25. *Idem*, p. 84.

26. *Idem*, p. 85. On retrouve ici sur le plan micro-économique la préoccupation sismondienne du coût de reproduction, condition *sine qua non* du maintien du niveau de la production. La couverture des frais de production par le prix de vente apparaît comme le corollaire de ce coût de reproduction.

27. T.R. Malthus, *Principes* (1ère éd.), t. 1, chap. II, sect. III, p. 85.

28. *Idem*, p. 95.

29. Voir ci-dessus p. 76 - 79.

30. T.R. Malthus, *Principes* (1ère éd.), t. 1, chap. II, sect. II, p. 64 - 65.

31. Guitton parle de cette "distinction si bien nommée entre demande *in esse* et demande *in posse*, qui conserve toute sa clarté et à laquelle il faudrait toujours se reporter pour lever toutes les ambiguïtes qui ne cessent d'obscurcir encore aujourd'hui toutes les discussions sur la demande"(préface à J.-F. Faure-Soulet, *De Malthus à Marx...*, p. XII).

32. T.R. Malthus, *Principes* (2ème éd.), liv. I, chap. II, sect. II, p. 61, note 1.

33. *Ibidem*.

34. *Ibidem*. Malthus cite la définition de Smith.

35. *Idem*, p. 62.

36. *Idem*, p. 63.

37. Voir ci-dessous p. 160 - 162, la théorie de la sous-consommation.

38. Malthus condense cette préoccupation en une phrase quand il ecrit : "(...) s'il n'y avait pas plus de demande *in posse* qu'*in esse*, aucun défaut d'approvisionnement ne pourrait faire hausser les prix"(*Principes* (2ème éd.), liv. I, chap. II, sect. II, p. 60, note 1).
Les considérations de Malthus sur l'interrelation entre l'offre, la demande et les prix sont largement supérieures à celles de Ricardo et de Say. La réalité des faits, à travers la notion de demande effective, domine la conception mécaniste et a-temporelle de la loi des débouchés. Malthus maintient toutefois des relations *causales* entre demande et prix. Il faudra attendre Walras pour la détermination de relations fonctionnelles entre ces deux grandeurs.
Conséquence logique de cette lacune, Malthus se trouve dans l'impossibilité de représenter graphiquement (s'il l'avait cherché) cette relation fonctionnelle dans laquelle le prix est un rapport et non plus une conséquence, alors même qu'il distingue parfaitement la difference entre le déplacement d'une courbe de demande (demande *in posse*) et le deplacement le *long* d'une même courbe de demande (demande *in esse*), telle que la concevront Marshall et Walras. En dépit de cette differenciation essentielle entre l'intensite et l'etendue de la demande, cet approfondissement de la loi de l'offre et de la demande est resté sans lendemain pour la critique de la loi de Say.
La distinction entre la demande "notionelle" et la demande réalisee introduite récemment dans la théorie économique post-keynesienne par Clower relève exactement de la même logique que la démarche de Malthus. Il est étrange que Clower ne fasse aucune référence aux travaux de Malthus qui précèdent pourtant les siens de plus d'un siècle et demi. Voir ci-dessous p. 557 s.

39. Voir ci-dessus p. 60, note 15.

40. J.-F. Faure-Soulet, *De Malthus à Marx...*, p. 83.

41. Voir par exemple E.D. Domar, *Essays in the Theory of Economic Growth* (1957), 1964 (3ème éd.), p. 91.

42. H. Denis, *Histoire de la pensée économique*, p. 331; P. Lambert, *L'oeuvre de John Maynard Keynes*, 1963, t. 1, p. 92, note 1; M. Paglin, *Malthus and Lauderdale. The Anti-Ricardian Tradition*, 1961, p. 137 - 150; T. Sowell, *Say's Law*, p. 106 - 107; J. Stassart, *Malthus et la population*, 1957, p. 94 - 97.

43. T.R. Malthus, *Principes* (1ère éd.), t. 2, chap. VII, sect. X, p. 319.

44. T.R. Malthus, *Essai*, t. 1, liv. I, chap. I, p. 4.

45. T.R. Malthus, *Principes* (1ère éd.), t. 2, chap. VII, sect. III, p. 32 - 33.

46. T.R. Malthus, *Essai*, t. 1, liv. I, chap. I, p. 15.

47. T.R. Malthus, *Principes* (1ère éd.), t. 2, chap. VII, sect. VII, p. 153 - 154.

48. Voir ci-dessus p. 56 - 60.

49. La contradiction entre l'*Essai* et les *Principes* paraît ainsi partiellement résolue. Malthus ne brille pas par la clarté du raisonnement dans sa tentative d'accorder ses préoccupations à court terme à celles de longue période. Dans *A Summary View of the Principle of Population* (1830), il paraît conscient de cette contradiction mais n'en donne que des explications confuses et peu décisives. Ce point de doctrine a suscité de nombreuses études où fourmillent les avis les plus contradictoires et parfois les plus invraisemblables. Il semble bien que les deux problèmes n'étaient pas liés dans l'esprit de Malthus. Ses *Principes* avaient -comme l'indique leur sous-titre- un but pratique et conjoncturel, alors que l'*Essai* faisait de la prospective à long terme en réponse aux arguments de Godwin et Condorcet. L'échec de Malthus consiste dans son insuccès à insérer son analyse conjoncturelle dans sa théorie de longue période.

50. En dernière analyse, l'adéquation au réel de l'une de ces deux théories dépendait uniquement de la conception de la réalité économique propre à chacune des parties au débat. Une fois la variable indépendante déterminée, que ce soit la production ou la consommation, les deux théories ne pèchent nullement contre la logique. La seule question qui se posera avec acuité, et qui se pose pour n'importe quelle théorie économique, est de savoir si l'hypothèse de base sur laquelle se fonde *tout* le raisonnement, correspond ou non à la réalité des choses.

51. T.R. Malthus, *Principes* (2ème éd.), liv. I, chap. II, sect. II, p. 58.

52. En termes modernes, on parlerait de la croissance du PNB par tête.

53. T.R. Malthus, *Principes* (1ère éd.), t. 2, chap. VII, sect. III, p. 57. Malthus critique une fois encore la théorie de la valeur de Ricardo et sa notion de coût constant. On retrouvera cette opposition tout au long de la querelle des débouchés.

54. Voir ci-dessus p. 73 s.

55. Différence notable sur laquelle il faudra revenir. La théorie sismondienne du revenu d'equilibre etait issue d'une analyse macro-économique, alors que Malthus fait reposer la sienne sur la loi micro-économique de l'offre et de la demande.

56. T.R. Malthus, *Principes* (1ère éd.), t. 2, chap. VII, p. 13 et 16.

57. Voir ci-dessus p. 21, note 5 et p. 78, note 61.

58. T.R. Malthus, *Principes* (1ère éd.), t. 2, chap. VII, sect. III, p. 41 - 42.

59. Voir ci-dessous lettre c, p. 107 - 113.

60. T.R. Malthus, *Principes* (1ère éd.), t. 2, chap. VII, sect. X, p. 311 - 312.

61. La réfutation des vues humanistes de Godwin et Condorcet est la raison essentielle qui poussa Malthus à rédiger son *Essai*.

62. Philosophie dont Condorcet est l'un des plus illustres représentants.

63. T.R. Malthus, *Essai* cité par M. Bernard, *op. cit.*, p. 64.

64. T.R. Malthus, *Principes* (1ère éd.), t. 2, chap. VII, sect. II, p. 18.

65. Sur la théorie marginaliste avant l'Ecole autrichienne, voir ci-dessus p. 76, notes 51 et 53.

66. T.R. Malthus, *Principes* (1ère éd.), t. 2, chap. VII, sect. II, p. 18 - 19.

67. Le "quelque chose" de la citation précédente correspond précisément à cette demande préexistante.

68. Il s'agit en fait de la théorie du fonds des salaires; voir ci-dessous p. 169 - 174.

69. Certes, Malthus prévoit qu'une partie de ce chômage pourrait être résorbé par un accroissement de la demande et de la production de biens de luxe, à la suite de la baisse des prix due à la chute des salaires. Mais, "si les demandes effectives se trouvaient satisfaites, et qu'en dehors des consommations essentielles, il ne se fût pas établi le goût des objets de luxe ou des domestiques, il n'y aurait rien au monde qui pût exciter les producteurs à accroître le nombre de leurs ouvriers"(*Principes* (2ème éd.), liv. II, chap. I, sect. II, p. 276 - 277).

70. T.R. Malthus, *Essai*, t. 3, liv. III, chap. XIV, p. 210.

71. *Ibidem.*

72. T.R. Malthus, *Principes* (1ère éd.), t. 2, chap. VII, sect. II, p. 20. Cette remarque n'élimine pas la contradiction déjà relevée dans l'*Essai*, et entre l'*Essai* et les *Principes* à propos de la distinction entre court terme et long terme. Voir ci-dessus p. 100, note 49.

73. Voir ci-dessus p. 102, note 55.

74. Voir à ce propos l'ouvrage classique de M. Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme* (1904 - 1905), 1964, p. 200 - 249.

75. J.M. Keynes, *Collected Writings*, 1971 - , vol. II, *The Economic Consequences of the Peace* (1920), p. 11.

76. Lauderdale fut en fait le seul contemporain de Malthus à être systématiquement opposé à l'épargne, quelle que soit la conjoncture. Voir son *An Inquiry into the Nature and Origin of Public Wealth, and into the Means and Causes of its Increase* (1804), 1962, p. 220 - 222.

77. L'interprétation keynésienne de l'échec de la théorie de Malthus a été fréquemment reprise après l'auteur de la *Théorie Générale* : "La structure sociale orientait une grande partie de l'augmentation du revenu vers la classe sociale la moins capable de la consommer"(*Collected Writings*, vol. II, *The Economic Consequences of the Peace*, p. 11 ).

78. T.R. Malthus, *Principes* (1ère éd.), t. 2, chap. VII, sect. III, p. 23.

79. *Idem*, p. 24 - 25.

80. *Idem*, t. 2, chap. VII, sect. VII, p. 154.

81. *Idem*, t. 2, chap. VII, sect. III, p. 26.

82. *Idem*, p. 27 - 28.

83. *Idem*, p. 26 - 27.

84. *Idem*, p. 29.

85. Voir également la lettre de Malthus à Ricardo du 11 septembre 1814 (*in* D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. VI, p. 131 - 132): "Le pouvoir d'acheter est peut-être représenté correctement par le produit du pays, qu'il soit grand ou petit (...). Je ne pense nullement que le pouvoir d'acheter comporte nécessairement une volonté proportionnelle d'acheter (...). Une nation doit certainement avoir le pouvoir d'acheter tout ce qu'elle produit, mais je peux aisément concevoir qu'elle n'en ait pas la volonté".

86. T.R. Malthus, *Principes* (1ère éd.), t. 2, chap. VII, sect. III, p. 33.

87. *Idem*, p. 34.

88. *Idem*, p. 35 - 36.

89. Cet embryon d'analyse de la balance entre l'utilité d'un bien et la désutilité due au travail nécessaire à sa fabrication rappelle celle de Sismondi et préfigure la théorie de Gossen.

90. T.R. Malthus, *Principes* (1ère éd.), t. 2, chap. VII, sect. III, p. 36.

91. *Idem*, p. 51.

92. *Idem*, p. 52.

93. *Idem*, p. 52 - 53.

94. *Idem*, t. 1, chap, III, sect. X, p. 339.

95. *Idem*, t. 2, chap. VII, sect. IV, p. 102.

96. *Ibidem.*

97. *Ibidem.*

98. *Idem*, t. 2, chap. VII, sect. V, p. 103 - 104.

99. *Idem*, p. 106.

100. *Idem*, p. 118.

101. *Idem*, p. 120.

102. *Idem*, t. 2, chap. VII, sect. VII, p. 144.

103. Say et sa loi des débouchés feront plus d'une fois les frais de l'ironie cinglante de Malthus. A propos de la formulation du principe de Say et de l'équilibre des marchés, Malthus écrit notamment :"Je n'en ai jamais rencontré aucune [ opinion ]qui me paraisse plus directement en contradiction avec la vraie théorie, qui soit plus uniformément contredite par l'expérience, que l'opinion de M. Say qui maintient que *un produit consommé ou détruit est un débouché fermé* (liv. I, chap. 15). Et cependant, il s'ensuit de la nouvelle doctrine, que les produits doivent être uniquement considérés dans les rapports qu'ils ont les uns avec les autres, et non relativement aux consommateurs. Je voudrais bien savoir ce que deviendrait la demande pour des produits, si pendant six mois on ne consommait que du pain et de l'eau ? que de produits accumulés ! Quels débouchés ! Quel marché étonnant cet événement ne produirait-il pas !" (*Idem*, t. 2, chap. VII, sect. III, p. 43, note 2).

104. *Idem*, t. 2, chap. VII, sect. VI, p. 121 - 122.

105. *Idem*, t. 2, chap. VII, sect. VII, p. 145.

106. "Je ne saurais en aucune manière partager [ les ] craintes [de Sismondi] au sujet des machines et encore moins admettre l'opinion qu'il manifeste sur la nécessité de l'intervention fréquente du gouvernement, dans le but de protéger les individus, et des classes entières de la société contre les suites de la concurrence"(*Idem*, t. 2, chap. VII, sect. VI, p. 131 - 132, note 1).

107. *Idem*, t. 2, chap. VII, sect. VII, p. 148.

108. *Idem*, p. 151.

109. *Idem*, p. 153.

110. *Idem*, p. 154 - 165.

111. *Idem*, t. 2, chap. VII, sect. VIII, p. 190.

112. *Idem*, t. 2, chap. VII, sect. IX, p. 217.

113. *Idem*, t. 2, chap. VII, sect. VIII, p. 210.

114. Voir ci-dessus p. 106 - 107.

115. T.R. Malthus, *Principes* (1ère éd.), t. 2, chap. VII, sect. IX, p. 254.

116. *Idem*, p. 215. Ce qui n'exclut naturellement pas un fort taux d'investissement.

117. *Idem*, p. 231 - 232.

118. *Idem*, p. 226.

119. *Idem*, p. 227. De plus, tout comme les autres Classiques, Malthus estime que l'ouvrier diminue son temps de travail en cas de hausse des salaires.

120. *Idem*, p. 234. Voir également A. Smith, *La richesse des nations*...(2ème éd.), t. 2, liv. II, chap. III, p. 311 s.

121. Il rejoint également Sismondi sur ce point.

122. T.R. Malthus, *Principes* (1ère éd.), t. 2, chap. VII, sect. IX, p. 238.

123. *Idem*, p. 255.

124. *Idem*, t. 2, chap. VII, sect. VIII, p. 186.

125. *Idem*, t. 2, chap. VII, sect. X, p. 306.

126. *Idem*, t. 2, chap. VII, sect. III, p. 39 - 40, note 1.

127. *Ibidem*.

128. Ce problème fondamental sera repris au chap. 3, ci-dessous p. 310 - 312.

129. En dépit d'allusions au recours éventuel à une politique de travaux publics financée par une émission de monnaie pour relancer la conjoncture après les guerres napoléoniennes.

130. Voir ci-dessous p. 236 - 237 et le par. 6 du chapitre 3, p. 298 s.

131. T.R. Malthus, *Principes* (1ère éd.), t. 1, Introduction, p. XV.

132. J.A. Schumpeter, *History of Economic Analysis*, p. 483.

133. T.R. Malthus, *Principes* (1ère éd.), t. 1, Introduction, p. XVII.

134. Marx parle de Malthus comme d'un "plagiaire modèle (sa théorie de la population est un monstrueux plagiat)(...)"(*op. cit.*, t. 1, *Le capital*, 4ème section, chap. XV, par. X, p. 999, note a). A propos de l'opinion de Marx sur Malthus, voir également l'article de B. Shoul, "Karl Marx and Say's law": *QJE*, 71, 1957, p. 616 - 618.

135. L'originalité de Malthus est indéniable, même si, dans certains passages, il s'est parfois largement inspiré des idées de Lauderdale.

136. La correspondance entre Malthus et Ricardo révèle qu'en 1814 déjà, l'auteur de l'*Essai* se préoccupait des problèmes de surproduction (D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. VI, lettres nos 58, 59, 60, 62, 64, 67, 70 et 72, p. 128 - 167). Les *Nouveaux Principes* de Sismondi ne seront publiés qu'en 1819.

137. "Les théories de Malthus nous fourniront un exemple des erreurs dans lesquelles on tombe inévitablement quand on confond la théorie avec la pratique, la recherche scientifique avec la prédication morale"(V. Pareto, *Manuel d'économie politique*, 1909, p. 420). Ce jugement de Pareto paraît singulièrement sévère et excessif, même si cette critique s'adresse plus au Malthus démographe qu'au Malthus de la demande effective.

138. Sur ce sujet, voir M. Paglin, *op. cit.*, p. 157 - 169. D'ailleurs, Sismondi semble avoir été beaucoup plus solitaire que Malthus dans l'élaboration et la défense de ses théories. Voir ci-dessous p. 139 - 140.

139. Lettre de Ricardo à Mac Culloch du 2 mai 1820 *in* D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol VIII, p. 182.

140. Voir notamment les différents échanges de lettres entre Ricardo et Mac Culloch.

141. D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. X, *Journal of a Tour on the Continent*, p. 278; voir également J.A. Schumpeter, *History of Economic Analysis*, p. 483, note 9.

142. Lettre de Ricardo à J. Mill du 6 septembre 1819 *in* D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. VIII, p. 57.

143. J.M. Keynes, *Collected Writings*, vol. X, *Essays in Biography*, chap. 12, Thomas Robert Malthus, p. 71 - 108; texte écrit en 1934 à l'occasion du centenaire de la mort de Malthus. Voir également *La théorie générale..*, chap. 3, p. 56 - 57.

144. K. Wicksell, *Lectures on Political Economy* (1906), 1934, notamment le second volume. Sur un autre aspect de la filiation doctrinale entre Malthus et Wicksell, le problème de l'épargne forcée, voir J.A. Schumpeter, *History of Economic Analysis*, p. 724 et F.A. von Hayek, "A Note on the Development of the Doctrine of *Forced Saving*": *QJE*, 47, 1932 - 1933, p. 123 - 133.

145. T.R. Malthus, *Principes* (1ère éd.), t. 2, chap. VII, sect. II, p. 19.

146. J.A. Hobson, *Imperialism*, 1902; R. Luxemburg, *L'accumulation du capital* (1913), 1967, t. 1, p. 153 - 203 et t. 2, p. 7 - 135; Lénine, [ V.I. Oulianov ], *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1917), 1945.

147. R. Luxemburg, *op. cit.*, t. 2, IIIème partie, "Les contradictions historiques de l'accumulation"; voir également H. Denis, "Le rôle des débouchés dans la croissance économique de l'Europe occidentale et des Etats-Unis": *Cahiers de l'ISEA*, série P, no 5, 1961.

148. Dans la mesure où l'on ne se trouve pas à un niveau du taux de l'intérêt qui provoque l'ouverture de la "trappe à liquidité".

Section III : La querelle des débouchés

1. Exception faite de la correspondance entre Malthus et Ricardo durant les années 1814 - 1815.

2. Les *Etudes sur les sciences sociales* ne seront guère qu'une remise à jour de la seconde édition des *Nouveaux Principes* par l'intégration de certaines remarques qui avaient été faites à l'auteur durant la querelle des débouchés, notamment par Say.

3. J.S. Mill, "Of the Influence of Consumption on Production", deuxième essai extrait des *Some Unsettled Questions of Political Economy*, 1844, réimprimé dans les *Collected Works of John Stuart Mill*, 1967 - , vol IV, p. 262 - 279.

4. Sur le rôle des périodiques et des revues dans la querelle des débouchés, voir l'article de B.J. Gordon, "Say's law, Effective Demand, and the Contemporary British Periodicals, 1820 - 1850": *Econ.*, 32, 1965, p. 438 - 446.

5. En particulier la *Westminster Review*, la *Quartely Review* et l'*Edinburgh Review*.

*Par. 1.- Les relations entre Say, Sismondi, Ricardo et Malthus*

1. J.-C.L. Simonde de Sismondi, "Sur la balance des consommations avec les productions" *in Nouveaux Principes* (2ème éd.), Article II, p. 410.
2. D. Ricardo, *Principes* (1ère éd.), préface de l'auteur, t. 1, p. VIII.
3. *Idem*, t. 2, chap. XXI, p. 105.
4. Lettre de Say à Malthus du 24 février 1827 *in* J.-B. Say, *Mélanges et correspondance d'économie politique*, 1833, p. 290.
5. [ R. Torrens ], "Mr Owen's plans for Relieving...", p. 453 - 477.
6. J.-C.L. Simonde de Sismondi, "Examen de cette question : Le pouvoir de consommer s'accroît-il toujours dans la société avec le pouvoir de produire ?", reproduit sous le titre "Examen d'une réfutation des *Nouveaux Principes d'économie politique* dans la *Revue d'Edimbourg* par un disciple de M. Ricardo" dans les *Nouveaux Principes*(2ème éd.), t. 2, Article I, p. 373 - 407.
7. Voir ci-dessus p. 56 - 60.
8. La défense de la loi des débouchés par Ricardo contre les attaques de Malthus est étroitement liée à sa théorie de la valeur, alors que l'auteur des *Principes* n'établit aucun lien entre la loi de Say et sa critique de la théorie de la valeur-utilité.
9. En revanche -affirme Ricardo- "je suis convaincu que la substitution des forces mécaniques aux forces humaines pèse quelquefois très lourdement, très péniblement sur les épaules des classes laborieuses"(*Principes* (3ème éd.) *in Oeuvres complètes*, chap. XXXI, p. 364). Ricardo craint que la multiplication des progrès techniques et l'avance concomitante du machinisme industriel n'accroissent le revenu net d'une société tout en diminuant son revenu brut. Or, c'est le revenu brut qui, en tant que fond destiné "au maintien de la classe ouvrière" détermine le volume de l'emploi. D'où un risque de sous-emploi et de surproduction généralisée. Les conséquences de ce revirement d'opinion de Ricardo sont reprises et étudiées plus à fond ci-dessous p. 214 - 220.
10. Ce souci apparaît très clairement à propos de la théorie de la valeur : les trois refontes totales du chapitre sur la valeur pour les trois éditions successives des *Principes* et l'opuscule *Absolute Value and Exchangeable Value* (*in Works and Correspondance*, vol. IV, p. 357 - 412) sont la manifestation du doute constant que Ricardo a conservé jusqu'à sa mort à l'égard d'une théorie qu'il voulait la plus proche possible de la réalité.
11. Pour plus de précisions sur les activités journalistiques de Malthus, voir B.J. Gordon, *op. cit.*, p. 440 - 441.
12. T.R. Malthus, *Définitions en économie politique* (1827) en annexe aux *Principes* (2ème éd.), p. 401 - 535.

*Par. 2.- La loi des débouchés dans le modèle économique des Classiques*

1. F. Quesnay, *op. cit.*, p. 43 - 75.

2. Sismondi est l'auteur qui est le plus soucieux de le souligner dans son analyse séquentielle. Pour un examen complet de ce modèle classique, voir la remarquable étude de B.A. Corry, *Money, Saving and Investment in English Economics. 1800 - 1850*, 1962, p. 14 - 38.

3. Voir ci-dessus p. 39 - 40.

4. Voir J.A. Schumpeter, *History of Economic Analysis*, p. 567.

5. Say est parmi les premiers a avoir distingué l'intérêt du profit; il évite ainsi cette confusion.

6. Smith et ses successeurs parlent toujours implicitement de consommation improductive et de consommation reproductive lorsqu'il s'agit en fait de consommation *stricto sensu* et d'épargne, par définition immédiatement investie.

7. La définition et le rôle du fonds des salaires dans le modèle classique sont étudiés en détail ci-dessous p. 169 - 174.

8. Cette affirmation est le corollaire du caractère exclusivement salarial de l'investissement.

9. J.-B. Say, "Sur la balance des consommations avec les productions": *Revue encyclopédique*, 23, 1824, p. 20.

10. Voir par exemple J.-B. Say, *Lettres à M. Malthus...*, p. 9.

11. L'utilisation indifférenciée des expressions "épargne" et "investissement" dans de nombreux passages des écrits des Classiques ne relève pas d'une simple confusion sémantique. En effet, la distinction entre l'epargne et l'investissement n'a jamais eté clairement établie sur le plan conceptuel. Le fait de considérer que toute épargne est immédiatement et intégralement investie joue un rôle important dans cette confusion qui donne lieu à de fréquentes contradictions, nuisibles à la rigueur théorique. Voir ci-dessous p. 157 - 166 pour de plus amples développements sur ce problème.

12. J.-B. Say, *Lettres à M. Malthus...*, p. 15.

13. *Idem*, p. 16.

14. *Idem*, p. 15.

15. La loi des débouchés reçoit ainsi une première application rigoureusement exacte sur le plan des échanges internationaux. Dans la seconde moitié du 20ème siècle, en dépit de tous les perfectionnements apportés à la théorie du commerce international, la loi de Say garde son entière validité parallèlement à la théorie ricardienne des avantages comparatifs. Cela tient simplement au fait que les conditions de troc, et donc l'absence de toute possibilité de règlement monétaire, sont encore réunies sur les marchés internationaux, alors qu'elles n'existent plus, si tant est qu'elles aient jamais existé sur les marchés nationaux.

16. J.-B. Say, *Cours*, t. 2, IIIème partie, chap. II, p. 286.

17. *Idem*, p. 284.

18. *Idem*, p. 281.

19. En tenant compte toutefois de la réserve apportée à ce postulat dans l'analyse de l'égalité de Say par les théoriciens classiques. Voir ci-dessous p. 298 - 312.

20. Voir ci-dessus p. 76 - 77.

21. J.-B. Say, *Lettres à M. Malthus...*, p. 25.

22. J. Mill, *Eléments d'économie politique*, chap. IV, sect. III, p. 260.

23. Ce pouvoir d'achat correspond en fait à une demande potentielle. Cette demande potentielle correspond exactement à ce que Clower et Leijonhufvud appelleront la demande "notionnelle" dans leur réexamen de la théorie de la demande effective chez Keynes. Voir ci-dessous, chap. 7, par. 2, p. 564 s.

24. J.-B. Say, *Traité* (2ème éd.), t. 1, liv. I, chap. XI, p. 99.

25. A.S. Skinner, "Of Malthus, Lauderdale and Say's law": *SJPE*, 16, 1969, p. 184 - 185. Voir également du même auteur "Say's law : Origins and Content": *Econ.*, 34, 1967, p. 153 - 166.

26. A. Smith, *La richesse des nations...*(2ème éd.), t. 2, liv. II, chap. III, p. 327. Pour une etude de la position respective des différents auteurs classiques face au mécanisme epargne-investissement, voir B.A. Corry, *Money, Saving and Investment...*, p. 109 - 153.

27. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 2, p. 46.

28. Voir le graphique de Skinner, "Of Malthus, Lauderdale and Say's law", p. 184.

29. La ligne de partage entre les Classiques orthodoxes et les "contestataires" de la théorie ricardienne est fort difficile à tracer avec précision. Il n'y a pas deux positions clairement établies qui se font face, mais plutôt un entrelacs d'opinions nuancées et conditionnelles. De plus, les problèmes de définitions et de vocabulaire ne facilitent pas la compréhension d'auteurs que trois ou quatre générations de commentateurs ont travestis et caricaturés à souhait.

30. L'étude du rôle de la monnaie dans la logique interne du modèle classique permettra d'affiner considérablement cette analyse. Voir ci-dessous p. 298 s.

31. P. Lambert, par exemple, dans son ouvrage *L'oeuvre de John Maynard Keynes*, t. 1, p. 51 - 105, etablit des parallèles discutables entre Malthus et Keynes. Voir également ci-dessous p. 380, note 55.

32. J.A. Schumpeter, *History of Economic Analysis*, p. 740, note 4.

33. R. Owen, *Le livre du nouveau monde moral, contenant le système social rationnel basé sur les lois de la nature humaine* (1836), 1847; C. Rodbertus-Jagetzow, *Der Normalarbeitstag*, 1871.

34. K. Marx, *op. cit.*, t. 2, *Le capital*, liv. II, chap. XII, p. 780 - 781.

35. Voir notamment sa *Critique du programme du parti ouvrier allemand* dans laquelle il met en garde les socialistes lassalliens contre leur intention d'attribuer à la classe ouvrière la totalité du "produit intégral du travail", sans effectuer les déductions indispensables à la reproduction. Voir K. Marx, *op. cit.*, t. 1, p. 1417 et E. Mandel, *Traité d'économie marxiste* (1962), 1969, t. 3, p. 32 - 40.

36. Dans la courte période, les propositions classiques ne sont pas aussi tranchées. Voir ci-dessous p. 305 - 307, la notion de mécanisme indirect chez Ricardo.

37. La différence entre biens de consommation et biens de production n'est guère marquée. Voir notamment D. Ricardo, *Principes* (3ème éd.) *in Oeuvres complètes*, chap. XXXI, p. 365 s.
Sur le problème du revenu considéré comme une grandeur exogène, voir ci-dessus p. 62 - 65, l'opinion de Sismondi.

38. T.R. Malthus, *Principes* (1ère éd.), t. 1, introduction, p. XV.

39. Voir l'avis de J.A. Schumpeter, *History of Economic Analysis*, p. 494 - 496.

40. A. Smith, *La richesse des nations*...(2ème éd.), t. 1, liv. I, chap. VIII, p. 129 - 178.

41. J.S. Mill, *Principes*, t. 1, liv. II, chap. XI, p. 388.

42. *Idem*, p. 383.

43. *Idem*, p. 390.

44. Un embryon d'analyse marginaliste est sensible ici chez la plupart des auteurs classiques, et spécialement chez Malthus et Sismondi. L'investissement n'a lieu que si le salaire de l'unité marginale de main-d'oeuvre est inférieur, à la limite égal, au prix de vente de la production marginale correspondante.

45. A.C. Pigou, "Real and Money Wage Rates in Relation to Unemployment": *EJ*, 47, 1937, p. 405.
Keynes sera parfaitement conscient du rôle-clé de cette liaison salaire-emploi dans le modèle classique. Son premier souci, dans le chapitre 2 de la *Théorie Générale*, sera de ruiner ce principe en remplaçant la relation salaire réel-emploi par la relation salaire réel-demande effective. La pierre angulaire ainsi réduite en miettes, Keynes pourra alors aisément provoquer l'écroulement de l'édifice classique.

46. A.C. Pigou, *Industrial Fluctuations*, 1927, p. 176.

*Par. 3.- Analyse des principaux problèmes débattus au cours de la querelle des débouchés*

1. Lettre de Ricardo à Malthus du 24 janvier 1817 *in* D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. VII, p. 120.

2. J.-C.L. Simonde de Sismondi, "Du revenu social": *RMEP*, 4, 1835, p. 115.

3. J.A. Schumpeter, *History of Economic Analysis*, p. 615 - 625.

4. T. Sowell, *Say's Law*, p. 115 - 141 et *Classical Economics Reconsidered*, 1974, p. 35 - 52.

5. Keynes fait une allusion explicite à cette confusion au chapitre 3 de *La théorie générale...*, p. 48, note 2.

6. Voir ci-dessous p. 298 - 307.

7. Les allusions au rôle de la monnaie comme instrument de "réserve de valeur" dans la courte période ne manquent pas chez les Classiques, mais ceux-ci n'en tirent aucune conclusion sur le plan de l'équilibre conjoncturel, sauf peut-être J.S. Mill. Voir ci-dessous p. 279 - 296.

8. La coïncidence entre le nombre d'interprétations et le nombre d'auteurs en présence est purement fortuite; chaque auteur adoptant simultanément deux, parfois trois d'entre-elles.

9. Voir ci-dessus p. 46.

10. L'hypothèse classique de concurrence parfaite exclut un prix de vente durablement supérieur au prix de revient.

11. Voir ci-dessous p. 233 - 237.

12. J.-B. Say, *Lettres à M. Malthus...*, p. 14.

13. Voir ci-dessus p. 80, note 66.

14. Voir ci-dessus p. 80, note 67.

15. C'est toute la critique de Malthus à propos du *pouvoir* et du *vouloir consommer* et de l'insuffisance de la demande effective.

16. "Un produit qui ne rembourse pas ses frais de production (...) n'est pas un produit (...)"(J.-B. Say, "Sur la balance des consommations avec les productions", p. 28, note 1).

17. [J. Maitland], Comte de Lauderdale, *op. cit.*, p. 225.

18. R. Cobden cité par L. Salleron, *L'économie libérale*, 1949, p. 288.

19. Lettre de Malthus à Ricardo du 29 décembre 1814 *in* D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. VI, p. 168.

20. Voir ci-dessus p. 111.

21. T.R. Malthus, *Principes* (1ère éd.), t. 2, chap. VII, sect. X, p. 261.

22. Voir l'article de P. Sraffa, "Malthus on Public Works": *EJ*, 65, 1955, p. 543 - 544.

23. Lettre de Ricardo à J. Mill du 9 juillet 1821 *in* D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. IX, p. 13.

24. T.R. Malthus, *Principes* (1ère éd.), t. 2, chap. VII, sect. X, p. 278.

25. *Idem*, p. 269.

26. J.-C.L. Simonde de Sismondi, "Examen de cette question : Le pouvoir de consommer s'accroît-il toujours dans la société avec le pouvoir de produire ?" reproduit sous le titre "Examen d'une réfutation des *Nouveaux Principes d'économie politique* par un disiciple de M. Ricardo" en annexe à la seconde édition des *Nouveaux Principes*, t. 2, Article I, p. 375. Le titre original de cet article évoque clairement le plan sur lequel se situe la compréhension de la loi des débouchés par Sismondi.

27. J.-C.L. Simonde de Sismondi, "Notes sur l'article de M. Say intitulé *Balance des consommations avec les productions*" *in Nouveaux Principes* (2ème éd.), t. 2, Article III, p. 459.

28. Voir par exemple, K. Rau, *Malthus und Say über die Ursachen der jetzigen Handelsstockung*, 1821, p. 197 - 301; E. von Bergmann, *Geschichte des Nationalökonomischen Krisentheorie*, 1895, p. 67 - 80; J. Rambaud, *Histoire des doctrines économiques* (1899), 1909 (3ème éd.), p. 285; H. Lampérière, *Les discussions sur les crises de surproduction dans les premières années du XIXè siècle*, 1912, p. 24 - 73; E. Teilhac, *op. cit.*, p. 233 - 240; C.-E. Meunier, *Essai sur la théorie des débouchés de J.B. Say*, 1942, p. 27 - 56; P. Lambert, "La loi des débouchés avant J.-B. Say...", p. 18 - 26; J.A. Schumpeter, *History of Economic Analysis*, p. 622 - 623; H. Würgler, *Malthus als Kritiker des Klassik*, 1957, p. 132 - 155; A. Heertje, "De Wet van Say" *in Schaarste en Welvaart* (Mélanges en l'honneur du professeur P. Hennipman), 1971, p. 62 - 82.

29. J.-B. Say, *Lettres à M. Malthus...*, p. 32.

30. *Idem*, p. 31.

31. *Idem*, p. 26.

32. *Idem*, p. 46.

33. *Idem*, p. 31.

34. J.-B. Say, *Traité* (5ème éd.), t. 3, *Epitôme*, p. 309.

35. T.R. Malthus, *Principes* (1ère éd.), t. 2, chap. VII, sect. III, p. 29.

36. *Idem*, p. 27.

37. J.-B. Say, *Lettres à M. Malthus...*, p. 67.

38. Voir ci-dessus p. 80 - 81.

39. Voir ci-dessus p. 88 - 89.

40. J.-F. Faure-Soulet, *De Malthus à Marx...*, p. 103.

41. J.-B. Say, *Lettres à M. Malthus...*, p. 61 - 62.

42. J.-B. Say, "Sur la balance des consommations avec les productions", p. 28, note 1.

43. T.R. Malthus, *Définitions en économique politique*, chap. VI, p. 432 - 443.

44. Le décès de Ricardo remontait à près de trois ans lors de la rédaction de cette lettre.

45. Lettre de Say à Malthus du 24 février 1827 *in* J.-B. Say, *Mélanges et correspondance d'économie politique*, p. 290.

46. J.-B. Say, *Traité* (5ème éd.), t. 1, liv. I, chap. XV, p. 185.

47. Lettre de Say à Malthus du ? juillet 1827 *in* J.-B. Say, *Mélanges et correspondance d'économie politique*, p. 309 - 310.

48. E. von Bergmann, *op. cit.*, p. 76.

49. J.-C.L. Simonde de Sismondi, "Note sur l'article de M. Say intitulé *Balance des consommations avec les productions*" *in Nouveaux Principes* (2ème éd.), t. 2, Article III, p. 459.

50. J.-C.L. Simonde de Sismondi, "Sur la balance des consommations avec les productions" reproduit dans les *Nouveaux Principes* (2ème éd.), t. 2, Article II, p. 424.

51. J.-B. Say, "Sur la balance des consommations avec les productions", p. 23.

52. *Idem*, p. 27.

53. J.-B. Say, *Traité* (2ème éd.), t. 1, liv. I, chap. XV, p. 147.

54. C'est une nouvelle manifestation de l'équivoque méthodologique relevée chez Say. Voir ci-dessus p. 24 - 29.

55. J.-B. Say, *Cours*, t. 5, VIIème partie, chap. IV, p. 28.

56. J.-B. Say, *Traité* (5ème éd.), t. 1, liv. I, chap. XV, p. 194 - 195.

57. *Idem*, p. 196.

58. J.-B. Say, *Cours*, t. 2, IIIème partie, chap. III, p. 298.

59. D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. II, *Notes on Malthus' Principles of Political Economy*.

60. Lettre de Mac Culloch à Ricardo du 2 avril 1820 *in* D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. VIII, p. 176.

61. Lettre de Ricardo à Malthus du 18 juin 1811 *in* D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. VI, p. 23 - 28.

62. Voir par exemple J.A. Schumpeter, *History of Economic Analysis*, p. 623; P. Sraffa, Introduction *in* D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. VI, p. XIX; G.J. Stigler, "*Sraffa's* Ricardo": *AER*, 43, 1953, reproduit dans *Essays in the History of Economics*, 1965, p. 311 - 324; M. Blaug, *Economic Theory in Retrospect*, p. 172 - 176.

63. D. Ricardo, *Principes* (1ère éd.), t. 2, chap. XXI, p. 103.

64. *Idem*, p. 106.

65. D. Ricardo, *Principes* (3ème éd.), chap. XXI, p. 363.

66. *Idem*, p. 366.

67. D. Ricardo, *Principes* (1ère éd.), t. 2, chap. XXI, p. 104; voir aussi A. Smith, *La richesse des nations*...(2ème éd.), t. 1, liv. I, chap. IX, p. 179.

68. *Idem*, p. 113. Voir aussi A. Smith, *La richesse des nations*...(2ème éd.), t. 1, liv. I, chap. XI, p. 343 - 344.

69. *Idem*, p. 105.

70. T.R. Malthus, *Principes* (rééd. 1969), liv. II, chap. I, sect. II, p. 254.

71. Voir ci-dessus p. 102 - 130.

72. Il s'agit de la théorie de la surcapitalisation, voir ci-dessus p.162 - 166.

73. Lettre de Ricardo à Malthus du 23 octobre 1814 *in* D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. VI, p. 148.

74. *Idem*, vol. III, *The High Price of the Bullion*, p. 108.

75. Lettre de Malthus à Ricardo du 26 janvier 1817 *in* D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. VII, p. 123.

76. Lettre de Ricardo à Mac Culloch du 28 février 1820 *in* D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. VIII, p. 159 - 160.

77. Lettre de Ricardo à Trower du 26 septembre 1820 *in* D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. VIII, p. 257.

78. T.R. Malthus, *Principes* (1ère éd.), t. 2, chap. VII, sect. III, p. 51.

79. Lettre de Ricardo à Malthus du 24 novembre 1820 *in* D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. VIII, p. 301.

80. *Idem*, vol. II, *Notes on Mr Malthus'*..., note 314, p. 450. Ce catalogue de mesures a paradoxalement une allure étrangement keynésienne.

81. *Idem*, note 289, p. 425.

82. Voir ci-dessus p. 38 - 39.

83. D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. II, *Notes on Mr Malthus'*..., note 199, p. 309.

84. A propos de cette notion d'indestructibilité du pouvoir d'achat, voir ci-dessous p. 236 - 237.

85. D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. II, *Notes on Mr Malthus'*..., note 196, p. 302.

86. Abstraction faite naturellement de l'influence de la loi des rendements décroissants en agriculture.

87. T.R. Malthus, *Principes* (1ère éd.), t. 2, chap. VII, sect. VIII, p. 188.

88. D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. II, *Notes on Mr Malthus'*..., note 291, p. 426 - 427.

89. Malthus le lui fera du reste remarquer dans la seconde édition (posthume) de ses *Principes* en 1836.

90. D. Ricardo, *Principes* (3ème éd.), chap. XXI, p. 269.

91. D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. II, *Notes on Mr Malthus'*..., note 247, p. 373.

92. *Idem*, note 276, p. 412 - 413.

93. *Idem*, note 196, p. 303 - 304.

94. Lettre de Ricardo à Malthus du 21 juillet 1821 *in* D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. IX, p. 25.

95. Lettre de Malthus à Ricardo du 16 juillet 1821 *in* D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. IX, p. 20.

96. T.R. Malthus, *Principes* (1ère éd.), t. 2, chap. VII, sect. X, p. 264.

97. Lettre de Malthus à Ricardo du 16 juillet 1821 *in* D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. IX, p. 20.

98. Voir T. Sowell, "The General Glut Controversy Reconsidered": *OEP*, 14, 1963, p. 197 - 198 et *Say's law*, p. 104 - 106.

99. Lettre de Malthus à Ricardo du 16 juillet 1821 *in* D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. IX, p. 20.

100. Lettre de Ricardo à Malthus du 21 juillet 1821 *in* D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. IX, p. 25.

101. T.R. Malthus, *Principes* (1ère éd.), t. 2, chap. VII, sect. X, p. 318.

102. Lettre de Ricardo à Malthus du 24 janvier 1817 *in* D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. VII, p. 120.

103. Les termes sont de Ricardo *in Principes* (1ère éd.), t. 1, chap. I, p. 32 - 33.

104. Sur ce dernier point, Malthus, Ricardo, Sismondi et Say ont tous fini par tomber d'accord.

105. Voir ci-dessus p. 129 - 130, l'allusion aux diverses théories de l'impérialisme.

106. T.R. Malthus, *Principes* (2ème éd.), liv. II, chap. I, sect. V, p. 313.

107. D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. II, *Notes on Mr Malthus'...*, p. 241, 277, 302, 311, 322, 326, 426.

108. *Idem*, note 236, p. 355.

109. *Idem*, note 149, p. 234 - 236, et éventuellement, quoique d'une manière moins nette, la note 153, p. 239.

110. *Idem*, note 149, p. 236.

111. J. Barton, *Observations on the Circumstances which Influence the Condition of the Labouring Class of Society* (1817), 1934.

112. Sur le problème de la date de la "conversion" de Ricardo, voir l'introduction de P. Sraffa *in* D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. I, *Principles of Political Economy*, p. LVII - LX.

113. J. Barton, *op. cit.*, p. 16 - 17.

114. D. Ricardo, *Principes* (3ème éd.), chap. XXI, p. 364 - 365.

115. Lettre de Ricardo à Malthus du 9 juillet 1821 *in* D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. IX, p. 14.

116. Notamment dans le domaine de la théorie de la valeur-travail. Voir en particulier le volume IV des *Works and Correspondance*, p. 357 - 412,

*Absolute Value and Exchangeable Value.*

117. J.S. Mill, par exemple, écrira que "les perfectionnements des moyens de production n'atteignent pas le bien-être des ouvriers pris en masse" (*Principes*, t. 1, liv. I, chap. VI, par. 3, p. 108).
Sur ce problème du machinisme, voir la très intéressante analyse de O. StClair, *A Key to Ricardo*, 1957, p. 226 - 246; M. Blaug, *Ricardian Economics*, 1958, p. 64 - 74 et *Economic Theory in Retrospect*, p. 137 - 138; D.P. O'Brien, *The Classical Economists*, 1975, p. 224 - 228.

118. Lettre de Mac Culloch à Ricardo du 5 juin 1821 *in* D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. VIII, p. 382.

119. D. Ricardo, *Principes* (rééd. 1970), chap. XXI, p. 317. Le traducteur a commis une erreur grossière en dénaturant le texte de Ricardo pour lui donner un sens exactement contraire à celui du texte original, mais conforme à la première opinion de Ricardo sur le problème du machinisme. Le texte est le suivant : "Que l'opinion des classes ouvrières sur les machines qu'ils croient fatales à leurs interêts ne reposent pas *seulement* sur l'erreur et les préjugés, mais sur les principes les plus fermes, les plus nets de l'économie politique"(*Principes* (3ème éd.), chap. XXXI, p. 367).
L'adjonction de l'adverbe *seulement* est un bel exemple des nombreuses déformations auxquelles a donné lieu l'oeuvre de Ricardo de la part de ses successeurs, et notamment dans sa traduction française.
La présence de cet adverbe rendait la phrase totalement incompréhensible. Aussi, lors de la réimpression de 1882, l'éditeur crut bon de corriger la première traduction *sans* se référer au texte original. Cette phrase devient alors la suivante : "L'opinion des classes ouvrières sur les machines qu'ils croient fatales à leurs intérêts, ne repose pas *seulement* sur l'erreur et les préjugés, mais sur l'*ignorance* des principes les plus fermes, les plus nets, de l'Economie politique"(*Principes* (3ème éd.), 1882, chap. XXXI, p. 329).
Finalement, ce texte de 1882 exprime exactement le contraire de ce que Ricardo a réellement voulu dire dans la troisième édition anglaise. Ce n'est qu'en 1933 que la nouvelle traduction française de C. Debyser rétablira la véritable signification de cette phrase de Ricardo (p. 217, éd. Costes, 1933).
Il est à peine croyable de constater que plus de trois générations d'économistes de langue française ont abordé Ricardo au travers d'une édition incomplète et dont le sens de certains passages essentiels avaient été faussé par le traducteur.
Sur cet intéressant problème des traductions françaises des *Principes*, consulter les remarques de P. Sraffa *in* D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. X, p. 374 - 376 et vol. XI, p. XXIX - XXX. Pour une édition française complètement remise à jour conformément à la 3ème éd. anglaise, consulter la réédition Calmann-Lévy, 1970.

120. Voir ci-dessus p. 17 - 18.

121. Lettre de Ricardo à Mac Culloch du 18 juin 1821 *in* D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. VIII, p. 387.

122. Lettres des 9 et 16 juillet 1821 *in* D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. IX, p. 14 - 27.

123. D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. V, p. 30, séance de la Chambre des Communes du 16 décembre 1819 :"Réponse à la motion de Sir W. de Crespigny concernant le plan de M. Owen".

124. *Idem*, p. 303, séance de la Chambre des Communes du 30 mai 1823 :"Réponse à propos des salaires dans les fabriques et de l'utilisation des machines".

125. J.M. Keynes, *Collected Writings*, vol. X, *Essays in Biography*, chap. 12, Thomas Robert Malthus, p. 96.

126. T. Sowell, "The General Glut Controversy Reconsidered", p. 193 - 194.

*Par. 4.- Essai de synthèse de la querelle des débouchés*

1. L. Dupriez, *Des mouvements économiques généraux* (1947), 1966 (3ème éd.), t. 1, p. 60 - 67.

2. J.-B. Say, *Lettres à M. Malthus...*, p. 4 - 5.

3. Sur ce problème, voir J.-B. Say, *Lettres à M. Malthus...*, p. 123.

4. C'est du moins l'avis de J.A. Schumpeter, *History of Economic Analysis*, p. 617 - 618 et de J.L. Cochrane, *Macroeconomics before Keynes*, 1970, p. 3 - 5.

5. J.-B. Say, "Sur la balance des consommations avec les productions", p. 28.

6. J.-B. Say, *Cours*, t. 5, VIIème partie, chap. V, p. 40.

7. J.-B. Say, *Traité* (2ème éd.), t. 2, liv. II, chap. XI, p. 147.

8. L'expression est de H. Guitton, "Horizon court et horizon long": *Le Monde*, supplément économique, p. 7, 12 juin 1973.

9. Pour une analyse de l'identité de Say, voir ci-dessous p. 265 - 269 et 515 - 516.

10. Ce problème sera repris au chapitre 3.

11. Schumpeter considère Say comme l'un des inspirateurs les plus directs de la théorie walrasienne de l'équilibre général, bien que le fondateur de l'Ecole de Lausanne n'ait pas mesuré exactement ce qu'il devait à Say. L'analyse contemporaine de la loi des débouchés démontrera clairement dans les chapitres 3, 6 et 7 la parenté entre la loi de Walras et l'identité de Say (voir J.A. Schumpeter, *History of Economic Analysis*, p. 828 et 1010, note 30).

12. L. Dupriez, *op. cit.*, t. 1, p. 81.

13. J.-B. Say, *Cours*, t. 2, IIIème partie, chap. II, p. 282.

14. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 2, p. 46.

15. Voir ci-dessus p. 159.

16. J.-B. Say, *Traité* (5ème éd.), t. 1, liv. I, chap. XV, p. 184.

17. J.-B. Say, *Lettres à M. Malthus...*, p. 5.

18. On a vu l'importance prépondérante de J. Mill dans la détermination de cette égalité production-pouvoir d'achat (voir ci-dessus p. 46). Pour celui-ci, "l'équivalent qu'un homme apporte est l'instrument de la demande".

19. J. Mill, *Eléments d'économie politique*, chap. IV, sect. III, p. 256. Voir ci-dessous p. 584 - 585, le concept d'équilibre "notionnel" de Clower.

20. J.-B. Say, *Lettres à M. Malthus...*, p. 64.

21. Lettre de Ricardo à Malthus du 4 septembre 1820 *in* D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. VIII, p. 227 - 228.

22. L. Walras, *Eléments d'économie politique pure* (1874 - 1877), 1900 (4ème éd.), p. 133.

23. *Ibidem*.

24. Voir ci-dessus p. 143 s.

25. J. Mill, *Eléments d'économie politique*, chap. IV, sect. III, p. 253 - 254.

26. J.-B. Say, *Traité* (2ème éd.), t. 1, liv. I, chap. XV, p. 148.

27. L. Dupriez, *op. cit.*, t. 1, p. 66.

28. La monnaie est considérée comme un simple *numéraire* au sens où l'entendait Walras. Voir ci-dessous p. 261 - 262.

29. J.-B. Say cité par L. Dupriez, *op. cit.*, t. 1, p. 66.

30. Voir ci-dessous p. 265 - 269 et 515 - 516.

31. H. Neisser, "General Overproduction : A Study of Say's Law of Markets": *JPE*, 42, 1934, p. 433 - 465.

32. *Idem*, p. 434.

33. L. Dupriez, *op. cit.*, t. 1, p. 67.

34. H. Neisser, *op. cit.*, p. 465. Ce problème sera repris et approfondi par Patinkin dès après la dernière guerre.

35. D. Ricardo, *Principes* (1ère éd.), t. 2, chap. XXI, p. 105.

36. Voir le chapitre XXXI de la troisième édition des *Principes* intitulé "Des machines".

37. Lettre de Ricardo à Malthus du 21 juillet 1821 *in* D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. IX, p. 25.

38. *Ibidem*.

39. J.-B. Say, *Lettres à M. Malthus...*, p. 76 - 77.

40. D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. III, p. 47 - 127, *The High Price of the Bullion*.

41. F.A. von Hayek, "A Note on the Development of the Doctrine of *Forced Saving*", p. 123 - 133.

42. F. Machlup, "Forced or Induced Savings : An Exploration into Synonyms and Homonyms": *RES*, 24, 1943, traduit en français sous le titre "Epargne forcée ou épargne induite : examen des synonymes et des homonymes" *in Essais de sémantique économique* (1963), 1971, p. 239 - 269.

43. R. Cantillon, *Essai sur la nature du commerce en général* (1755), 1952, chap. VI, p. 89 - 97.

44. L'analyse de ce phénomène par Ricardo se situe dans le cadre de la célèbre querelle entre les partisans du *Banking Principle* et les tenants du *Currency Principle* à propos du volume de monnaie devant être émis par la Banque d'Angleterre. Cette dispute s'est achevée par la victoire des partisans du *Currency Principle* lors de l'adoption du *Peel Act* en 1844. Ricardo avait défendu cette dernière thèse, qui proportionnait le volume de la monnaie émise aux ressources en or de la Banque d'Angleterre.

45. Voir ci-dessous p. 305 - 307 la théorie du mécanisme indirect.

46. D. Ricardo, *Principes* (3ème éd.), chap. XXVII, p. 338 - 339.

47. D. Ricardo, *Le haut prix des lingots est une preuve de la dépréciation des billets in Oeuvres complètes*, p. 402.

48. *Idem*, p. 428.

49. La dichotomie entre le secteur réel et le secteur monétaire, selon l'expression consacrée par Patinkin.

50. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 3, p. 56.

51. T.R. Malthus, *Principes* (1ère éd.), t. 2, chap. VII, sect. II, p. 19.

52. Voir ci-dessus p. 159 - 166, la théorie de la surcapitalisation.

53. Voir ci-dessus p. 62 - 72, l'analyse séquentielle de Sismondi.

54. Malthus surtout l'a fait trop imparfaitement pour qu'elle s'impose à chacun.

55. T.R. Malthus, *Définitions en économie politique*, chap. IX, p. 509.

56. T.R. Malthus, *Principes* (1ère éd.), t. 2, chap. VII, sect. VI, p. 144 - 145.

57. J.-C.L. Simonde de Sismondi, *Nouveaux Principes* (2ème éd.), t. 1, liv. I, chap. VI, p. 114.

58. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 3, p. 51.

59. Voir ci-dessous p. 327 - 337.

60. Voir les références citées p. 187, note 28.

61. J.-B. Say, *Traité* (2ème éd.), t. 1, "Discours préliminaire", p. XXXVIII.

62. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 3, p. 56.

63. E. Roll, *A History of Economic Thought* (1939), 1956 (3ème éd.), p. 210 - 211. Voir également P. Lambert, "La loi des débouchés avant J.-B. Say...", p. 26.

Chapitre 3 : La critique contemporaine de la loi des débouchés

1. Voir ci-dessous p. 397 s.

2. En effet, les différents courants post-keynésiens n'en finissent pas d'argumenter sur les diverses interprétations et sur l'importance théorique de la loi des débouchés. Voir ci-dessous l'introduction de la troisième partie de cette étude, p. 461 - 475.

3. O. Lange, "Say's law : A Restatement and Criticism" *in Studies in Mathematical Economics and Econometrics* (O. Lange *et alii*, éditeurs), 1942, p. 49 - 68.

4. Pour une bibliographie complète des recherches de Patinkin, voir D. Patinkin, *La monnaie, l'intérêt et les prix* (1956), 1972 (trad. française sur la seconde éd. anglaise de 1965), p. 733. Voir également "La théorie quantitative de la monnaie : une analyse par l'équilibre général": *EA*, 9, 1956, p. 151 - 172.

5. Conformément à l'usage, la totalité des biens correspond à la somme des marchandises et de la variable monétaire : $n$ biens = $(n - 1)$ marchandises + $M$.

*Par. 1.-* *L'identité de Walras*

1. La dénomination de cette relation est due à O. Lange, *op. cit.*, p. 50.

2. D. Patinkin, *La monnaie, l'intérêt et les prix*, p. 34 - 35.

3. La même relation peut aussi s'exprimer sous la forme suivante :

$$D_n = \sum_{i=1}^{n} p_i S_i \equiv \sum_{i=1}^{n-1} p_i D_i$$

4. La même relation peut aussi s'exprimer sous la forme suivante :

$$S_n = \sum_{i=1}^{n} p_i D_i \equiv \sum_{i=1}^{n-1} p_i S_i$$

5. L'examen de la réfutation de la loi de Walras par Clower et Leijonhufvud, principaux critiques de l'Ecole néo-classique contemporaine, permettra de porter un jugement sévère sur l'usage de la notion d'identité en théorie économique. Le caractère tautologique d'un tel raisonnement devrait suffire à le bannir de toute démarche analytique.
L'examen de la distinction entre l'identité et l'égalité de Say en sera une excellente preuve.
Dans ce premier paragraphe, on utilise toutefois la notion et le terme d'identité, de manière à opposer l'identité de Walras à l'identité de Say. Ces deux relations cèderont finalement la place à l'égalité de Say, seule expression de la loi des débouchés compatible avec la logique du modèle classique(voir ci-dessous p. 511 - 517).

*Par. 2.-* *L'identité de Say*

1. Peu d'auteurs du reste considèrent que l'identité de Say reflète la conception classique et originale de la loi des débouchés. Voir ci-dessous p. 275, notes 6 - 11.

2. D. Patinkin, *La monnaie, l'intérêt et les prix*, p. 222.

3. Dans le domaine des fonctions de production, une fonction est dite homogène de degré un lorsque les rendements obtenus par chaque niveau de production sont constants, quelle que soit l'échelle de la production réalisée par ce processus.

4. D. Patinkin, *La monnaie, l'intérêt et les prix*, p. 223.

5. G.S. Becker et W.J. Baumol, "The Classical Monetary Theory : The Outcome of the Discussion": *Econ.*, 19, 1952, p. 358.
P.N. Rosenstein-Rodan a été l'un des premiers à prendre clairement conscience de cette dichotomie marchés réels/marché monétaire dans son article "The Coordination of the General Theories of Money and Price": *Econ.*, 3, 1936, p. 257 - 280.

*Par. 3.- L'approche dichotomique de la formation des prix absolus et des prix relatifs : identité de Say et théorie quantitative de la monnaie*

1. D. Patinkin, *La monnaie, l'intérêt et les prix*, p. 42 - 51.

2. *Idem*, note G, p. 648 - 656.

3. *Idem*, note F, p. 643 - 647.

4. $(V = \frac{1}{k} = \frac{1}{\frac{1}{6}} = 6)$

5. G.S. Becker et W.J. Baumol, *op. cit.*, p. 359.

6. D. Patinkin, *La monnaie, l'intérêt et les prix*, p. 224 - 225.

*Par. 4.- L'égalité de Say*

1. Voir par exemple le choix de textes de Say, Ricardo et J.S. Mill proposé par D. Patinkin, *La monnaie, l'intérêt et les prix*, note L, p. 691 - 696.

2. J.A. Schumpeter, *History of Economic Analysis*, p. 472 - 473.

3. Voir ci-dessus p. 225 - 228.

4. D. Ricardo, *Principes* (1ère éd.), t. 2, chap. XIX, "Des changements soudains dans les voies du commerce", p. 48 - 63.

5. Voir ci-dessous p. 276 - 315.

6. A.P. Lerner, "The Relation of Wage Policies and Price Policies": *AER*, 29, 1939, p. 158 (Papers and Proceedings).

7. J.A. Schumpeter, *History of Economic Analysis*, p. 615 - 625.

8. G.S. Becker et W.J. Baumol, *op. cit.*, p. 360 - 361.

9. G.J. Stigler, *op. cit.*, p. 312 s.

10. M. Blaug, *Economic Theory in Retrospect*, p. 151 - 153 et 177. Voir également G. Ackley, *Macroeconomic Theory*, 1961, p. 122 - 123.

11. D. Patinkin, *La monnaie, l'intérêt et les prix*, note L, p. 696.

12. J.A. Schumpeter, *History of Economic Analysis*, p. 619.

13. D. Patinkin, *La monnaie, l'intérêt et les prix*, note L, p. 693.

14. D. Patinkin, "La théorie quantitative de la monnaie...", p. 161.

15. O. Lange, *op. cit.*, p. 66.

16. Voir ci-dessous p. 305 - 307, la notion d'effet Cantillon ou de mécanisme indirect.

17. Inversement, toute diminution du niveau général des prix provoque une contraction du volume des encaisses nominales.

18. Exception faite de l'hypothèse d'école signalée par G.S. Becker et W.J. Baumol, *op. cit.*, p. 360, note 1.

19. G. Tapinos, introduction *in* J.-B. Say, *Traité* (rééd. 1972), p. XXXIX - XL.

20. Titre du chapitre XIX des *Principes* de Ricardo.

21. J.S. Mill, "Of the Influence of Consumption on Production", p. 262 - 279.

22. J.-B. Say, *Traité* (rééd. 1972), liv. I, chap. XV, p. 141.

23. J.A. Schumpeter, *History of Economic Analysis*, p. 620 - 621.

24. J.-B. Say, *Traité* (rééd. 1972), liv. I, chap. XXX, sect. I, p. 301 - 304.

25. Il apparaissait déjà clairement chez Smith que la monnaie -quelle que soit sa forme ou sa nature- jouait sans conteste un rôle de réserve de valeur durant le bref laps de temps séparant une vente d'un achat. Voir ci-dessus p. 37.

26. J.-B. Say, *Cours*, t. 2, IIIème partie, IIème division, chap. VI, p. 353.

27. J.-B. Say, *Traité* (rééd. 1972), liv. I, chap. XXVI, p. 270.

28. *Idem*, p. 269.

29. *Idem*, liv. I, chap. III, p. 63.

30. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 15, p. 203 - 217.

31. J.-B. Say, *Traité* (rééd. 1972), liv. I, chap. XV, p. 139. Après la lecture d'un tel passage, il paraît bien difficile d'interpréter la loi des débouchés comme une identité.

32. Il faut noter que dans la théorie quantitative des Classiques, le niveau général des prix est *proportionnel* au volume de la monnaie, le mouvement causal allant de la monnaie aux prix.

33. D. Ricardo, *Principes* (rééd. 1970), chap. XXI, p. 229.

34. *Idem*, chap. XIX, p. 210.

35. Lettre de Ricardo à Malthus du 24 janvier 1817 *in* D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. VII, p. 120.

36. De là découle par exemple une confusion fréquente chez les auteurs du début du 19ème siècle entre crise cyclique et état stationnaire.

37. B. Schmitt, *Monnaie, salaires et profits*, 1966, p. 131 - 151.

38. En fait, Ricardo considère qu'il n'existe aucun étalon parfait de mesure de la valeur, mais que l'or, de par sa nature et de par son mode d'extraction s'approche le plus de l'étalon idéal. Voir D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. II, *Notes on Mr Malthus'...*, note 36, p. 82 - 83.

39. B. Schmitt, *Monnaie, salaires et profits*, p. 151.

40. Voir ci-dessous p. 305 - 307, le problème de l'offre de monnaie en relation avec les variations du taux d'intérêt.

41. Comme par exemple le rôle des banques et l'usage plus ou moins répandu du crédit.

42. D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. V, p. 399, "Minutes of Evidence before the Secret Committee of the Expediency of the Bank Resuming Cash Payments", 4 mars 1819.

43. Exception faite de son analyse du mécanisme indirect, ci-dessous p. 305.

44. F.A. von Hayek, *The Pure Theory of Capital*, 1941, p. 31.

45. Lettre de J.S. Mill à H.S. Chapman du 8 novembre 1844 *in* J.S. Mill, *Collected Works*, vol. XIII, p. 642.

46. Lettre de J.S. Mill à J. Austin du 22 février 1848 *in* J.S. Mill, *Collected Works*, vol. XIII, p. 731.

47. *Ibidem.*

48. J.M. Keynes par exemple cite J.S. Mill plutôt que Ricardo dans le chapitre 2 de la *Théorie Générale* consacré à la critique des postulats de l'économie classique en général, et de la loi des débouchés en particulier. Voir J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 2, p. 44.

49. J.S. Mill, "Of the Influence of Consumption on Production", p. 262 - 279.

50. J.S. Mill, *Principes*, t. 2, liv. II, chap. XIV, p. 92.

51. J.S. Mill, "Of the Influence of Consumption on Production", p. 275 - 277.

52. *Idem*, p. 275.

53 *Idem*, p. 277.

54. *Idem*, p. 275.

55. *Idem*, p. 277.

56. J.S. Mill, *Principes*, t. 2, liv. II, chap. XIV, p. 91.

57. *Idem*, t. 2, liv. III, chap. VII, p. 6.

58. *Idem*, t. 2, liv. III, chap. VIII, p. 10.

59. J.S. Mill, "Of the Influence of Consumption on Production", p. 276.

60. J.S. Mill, *Principes*, t. 2, liv. III, chap. VII, p. 7.

61. *Idem*, t. 2, liv. III, chap. VIII, p. 10.

62. D. Patinkin, *La monnaie, l'intérêt et les prix*, note L, p. 696.

63. J.S. Mill, "Of the Influence of Consumption on Production", p. 276.

64. *Ibidem.*

65. *Idem*, p. 277.

66. L'effet d'encaisse réelle est négatif.

67. Voir Malthus et le problème du *vouloir* et du *pouvoir consommer*, dualité exprimée par la monnaie chez J.S. Mill, *Principes*, t. 2, liv. III, chap. XIV, par. 2 et 3, p. 86 - 90.

68. J.S. Mill, "Of the Influence of Consumption on Production", p. 277.

69. *Ibidem.*

70. Ce problème sera examiné plus à fond dans la conclusion générale de la première partie.

71. J.S. Mill, *Principes*, t. 2, liv. III, chap. XIV, p. 85.

*Par. 5.- L'égalité de Say et la théorie monétaire de l'Ecole classique*

1. D. Hume, *Writings on Economics* (1752), 1955, "On Money", p. 33 - 46.

2. R. Cantillon, *op. cit.*, seconde partie, chap. III - X, p. 68 - 122.

3. D. Hume, *Writings on Economics*, p. 35 - 40; R. Cantillon, *op. cit.*, p. 89 s.

4. D. Hume, *Writings on Economics*, p. 38 - 39 : "When any quantity of money is imported into a nation, it is not at first dispersed into many hands, but is confined to the coffers of a few persons who immediately seek to employ it to advantage (...). It was always found, that the augmenting of the numerary value did not produce a proportional rise of the prices, at least for some time".
R. Cantillon, *op. cit.*, p. 90 : "La quantité des denrées et des marchandises, proportionnée à la quantité de l'argent, sert de règle au prix du marché (...). La grande difficulté de cette recherche consiste à savoir par quelle voie et dans quelle proportion l'augmentation de l'argent hausse le prix des choses".

5. D. Patinkin, "La théorie quantitative de la monnaie...", p. 160.

6. D. Patinkin, *La monnaie, l'intérêt et les prix*, p. 48.

7. Voir ci-dessus p. 300, graphique 3 - 1, diagramme A.

8. Si $xy$ était égale à zéro, ou, en d'autres termes, si la courbe $D$ s'était déplacée en $y$ , on pourrait affirmer que le volume de la monnaie est sans influence sur le niveau général des prix.

9. Le caractère constant de la valeur des encaisses réelles peut aussi s'exprimer par la triple égalité des surfaces des trois rectangles suivants :

$$( O ; \frac{1}{p} ; A ; M ) \quad ; \quad ( O ; \frac{1}{2p} ; B ; 2M ) ;$$

$$( O ; \frac{1}{3p} ; C ; 3M ).$$

10. Voir ci-dessus p. 291 - 296.

11. Pour une autre démonstration à l'aide des fonctions keynésiennes et de la droite à 45°, voir M. Blaug, *Economic Theory in Retrospect*, p. 157 - 158.

12. H. Thornton, *Recherches sur la nature et les effets du crédit du papier dans la Grande-Bretagne* (1802), An XI (1803).
Thornton est généralement considéré comme l'auteur le plus original de l'Ecole classique dans le domaine de la théorie monétaire. Aucune publication n'a égalé la sienne durant tout le 19ème siècle, et il est fort regrettable qu'elle n'ait pas été lue plus attentivement par les auteurs qui traitèrent après lui du rôle et des fonctions de la monnaie.

13. Le livre de Thornton propose une excellente démonstration du rôle et de l'importance du crédit dans l'Angleterre de la fin du 18ème siècle.

14. D. Ricardo, *Le haut prix des lingots... in Oeuvres complètes*, p. 430.

15. D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. V, p. 445, "Minutes of Evidence taken before the Lords Committees (...) with Reference to the Expediency of the Resumption of Cash Payments", 26 mars 1819.

*Par. 6.- L'égalité épargne - investissement. La théorie réelle du taux d'intérêt. La notion d'épargne forcée.*

1. Voir ci-dessus p. 157 - 166.

2. D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. V, p. 436, "Minutes of Evidence taken before the Lords Committees (...) with Reference to the Expediency of the Resumption of Cash Payments", 24 mars 1819.

3. Voir par exemple D. Ricardo, *Le haut prix des lingots... in Oeuvres complètes*, p. 430.

4. J.-B. Say, *Traité* (rééd. 1972), liv. I, chap. XV, p. 116.

5. D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. III, *A Reply to Mr Bosanquet*, p. 172.

6. T.R. Malthus, *Principes* (rééd. 1969), liv. I, chap. I, p. 18.

7. J.-C.L. Simonde de Sismondi, *Nouveaux Principes* (2ème éd.), t. 1, liv. II, chap. V, p. 107 - 112.

8. Voir ci-dessus p. 291 - 296.

9. J.S. Mill, *Principes*, t. 2, liv. III, chap. XXIII, p. 178 - 188.

10. *Idem*, p. 184.

11. *Idem*, p. 185.

12. *Idem*, t. 1, liv. I, chap. V, p. 79.
13. *Ibidem*.
14. Les conséquences d'un accroissement de la thésaurisation chez Mill correspondent exactement à celles prévues par Keynes lorsque le volume de l'épargne *ex post* est supérieur au volume des investissements projetés *ex ante*.
15. M. Blaug, *Economic Theory in Retrospect*, p. 21 - 22.
16. *Idem*, p. 162.
17. F.A. von Hayek, "A Note on the Development of the Doctrine of *Forced Saving*", p. 123 - 133.
18. [T.R. Malthus],"Publications on the Depreciation of Paper Currency": *ER*, 17, 1811, p. 364.
19. H. Thornton, *op. cit.*, p. 265.
20. J. Bentham, *The Works of Jeremy Bentham*, 1843, vol. III, *Manual of Political Economy* (1825), chap. III, sect. IV, p. 44.
21. J.S. Mill, "On Profits and Interest" *in Some Unsettled Questions of Political Economy*, essai no IV, reproduit dans les *Collected Works*, vol. IV, p. 307.
22. J.-C.L. Simonde de Sismondi, *Nouveaux Principes* (2ème éd.), t. 2, liv. V, chap. IX, p. 127.
23. J.-B. Say, *Traité* (rééd. 1972), liv. I, chap. XXVI, p. 269.
24. Voir ci-dessus p. 241, note 44.

*Conclusion*

1. J.S. Mill, "Of the Influence of Consumption on Production", p. 276.
2. D. Patinkin, *La monnaie, l'intérêt et les prix*, note L, p. 695.
3. M. Blaug, *Economic Theory in Retrospect*, p. 177. Voir également L.J. Mauer, "The Patinkin Controversy : A Review": *Ky.*, 19, 1966, p. 299 - 314.
4. Le *path* des économistes anglo-saxons.
5. J.E. Henderson et R.E. Quandt, *Microéconomie* (1958), 1972 (2ème éd.), p. 167.

Conclusion générale de la première partie : Le temps et la monnaie dans la philosophie économique de l'Ecole classique

1. K. Pribram, *Die Entstehung des individualistischen Sozialphilosophie*, 1912 et "Patterns of Economic Reasoning": *AER*, 43, 1953, p. 243 - 258.
2. O. Spann, *Die Haupttheorien der Volkswirtschaftslehre* (1912) traduit en anglais sous le titre *Types of Economic Theory*, 1930. Spann et Pribram

sont deux adeptes convaincus de l'approche universaliste.
Pour une analyse très fouillée de la doctrine de Spann, voir la thèse de H.-G. Wagner, *Essai sur l'Universalisme Economique. Othmar Spann*, 1931; sur l'opposition entre l'individualisme et l'universalisme, voir en particulier les p. 1 - 39.

3. O. Spann, *op. cit.*, p. 62.

4. J.A. Schumpeter, *History of Economic Analysis*, p. 85, note 1.

5. *Idem*, p. 32.

6. Il s'agit à nouveau, mais sous un aspect différent, du délicat problème des avantages et des inconvénients respectifs d'une analyse "relativiste" de la cohérence externe et d'une analyse "absolutiste" de la cohérence interne d'une théorie. Sur ce sujet, consulter également le petit livre très stimulant de J. Robinson, *Philosophie économique* (1962), 1967, chap. I, p. 7 - 45.

7. La liaison de la dichotomie universaliste-individualiste à la vieille "querelle des universaux", chère aux Scholastiques, est très discutable et très discutée. Schumpeter y est très nettement hostile alors que Pribram, par exemple, relie le réalisme scholastique à l'universalisme, et le nominalisme à l'individualisme. Voir J.A. Schumpeter, *History of Economic Analysis*, p. 85, note 1 et K. Pribram, "Patterns of Economic Reasoning", p. 245 - 247.

8. A. Paquet, *op. cit.*, p. 48.

9. J.-B. Say cité par E. Teilhac, *op. cit.*, p. 161.

10. A. Smith, *Théorie des sentiments moraux*, p. 10.

11. Voir ci-dessus p. 24 - 30.

12. J.-J. Chevallier, *Les grandes oeuvres philosophiques de Machiavel à nos jours* (1949), 1950 (2ème éd.), p. 90.

13. J. Locke, paraphrasé par H. Denis, *Histoire de la pensée économique*, p. 145. Pour l'énoncé original de cette démarche, voir J. Locke, *Du Gouvernement civil* (1690), 1749, p. 32 - 70.

14. D. Hume, *Oeuvres philosophiques*, 1760, t. 4, vol. V, *Essais de morale* (1741), sect. III, p. 62 et 63.

15. Voir notamment l'influence du courant universaliste sur l'Ecole historique allemande et l'institutionalisme de l'Ecole américaine de T. Veblen. Sur ce dernier auteur, voir G. Pirou, *Les nouveaux courants de la théorie économique aux Etats-Unis*, 1939, t. 1, p. 35 - 40.

16. Ce qualificatif de "métaphysique" était déjà attribué à la loi des débouchés par J.S. Mill, "Of the Influence of Consumption on Production", p. 276. Voir également la triple interprétation de P.A. Samuelson : "First and most zealously held, there is a metaphysical formulation[ of Say's law ] which is irrefutable under all conceivable circumstances and hence empirically meaningless"("Concerning Say's law": *Ec.*, 9, 1941, reproduit dans les *Collected Scientific Papers*, 1966, t. 2, p. 1182).

17. J.-C.L. Simonde de Sismondi, "Sur la balance des consommations avec les productions" reproduit dans les *Nouveaux Principes* (2ème éd.), t. 2, Article II, p. 424.

18. Saint Augustin, *Confessions* (400 env.), 1926, t. 2, liv. IX, XIV, p. 308.

19. Voir R. Barre, *La période dans l'analyse économique*, 1950, p. 13 - 25.

20. A. Marshall, *Principes*, t, 2, liv. V, chap. V, par. 2 et 3, p. 54 - 59 pour la distinction entre la courte et la longue période.

21. H. Guitton, "Le rôle du temps dans l'édification des théories et des doctrines" *in Mélanges Gonnard*, 1946, p. 161 - 171; "La notion de temps chez J.M. Keynes": *RHES*, 26, 1940-1947, p. 79 - 87; "La notion de temps et les successeurs de Keynes": *RHES*, 27, 1948 - 1949, p. 350 - 356; *A la recherche du temps économique*, 1970.
G.L.S. Shackle, *Expectation in Economics*, 1949; *Uncertainty in Economics* (1955), 1968; *Décision, déterminisme et temps* (1961), 1967; *A Scheme of Economic Theory*, 1965; *The Years of High Theory*, 1967. Voir également la série d'essais publiés *in Uncertainty and Expectations in Economics.* Essays in Honour of G.L.S. Shackle (C.F. Carter et J.L. Ford, éditeurs), 1972.
Sur le plan de la théorie économique, voir également P.N. Rosenstein-Rodan, "The Rôle of Time in Economic Theory": *Econ.*, 1, 1934, p. 77 - 97; G. Debreu, *Théorie de la valeur* (1959), 1966, p. 106 - 107; L.L. Pasinetti, "A New Theoretical Approach to the Problems of Economic Growth" *in* Recueil *Pontificiae Academiae Scientiarum Scripta Varia*, 28, 1965, p. 572 - 579; N. Georgescu-Roegen, *The Entropy Law and the Economic Process*, 1971, p. 130 - 140; J.R. Hicks, "Some Questions of Time in Economics" *in Evolution, Welfare and Time in Economics.* Essays in Honor of Nicholas Georgescu-Roegen (A.M. Tang, F.M. Westfield et J.S. Worley, éditeurs), 1976, p. 135 - 151.
Sur le plan philosophique, voir l'ouvrage fondamental de F. Gonseth, *Le problème du temps*, 1964, p. 150 - 161.

22. H. Guitton, *A la recherche du temps économique*, p. 19.

23. *Ibidem.*

24. J.-B. Say, *Traité* (rééd. 1972), liv. I, chap. XV, p. 140 - 141.

25. H. Guitton, *A la recherche du temps économique*, p. 23.

26. Voir ci-dessus p. 225 - 228.

27. Voir ci-dessus p. 314.

28. Cité par R. Barre, *op. cit.*, p. 14.

29. H. Guitton, *A la recherche du temps économique*, p. 25.

30. Considérés à la lumière de ce temps-durée, d'autres concepts économiques prennent un relief particulier : les notions d'entrepreneur, d'investissement, de monnaie et de capital, par exemple.

31. Voir ci-dessous dans la troisième partie de cette étude les tentatives de récupération du système keynésien par l'Ecole néo-classique.

32. J.-C.L. Simonde de Sismondi, "Sur la balance des consommations avec les productions" reproduit dans les *Nouveaux Principes* (2ème éd.), t. 2, Article II, p. 448.

33. Pour une interprétation similaire des méthodes d'élimination du temps de l'analyse économique, voir L.L. Pasinetti, "A New Theoretical Approach to the Problems of Economic Growth", p. 579; l'infini est alternativement considéré comme un espace infinitésimal ou comme un espace non borné. Gonseth parle d'une "série d'instants présents sans mémoire" que l'on pourrait mettre en parallèle avec le temps-équilibre de Guitton.

34. Il suffit de penser à la violente querelle autour des théories monétaristes de Friedman et de l'Ecole de Chicago.

35. Voir l'exemple d'A. Smith, ci-dessus p. 37.

36. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 21, p. 295.

37. $D_n \equiv S_n \equiv \Delta M \equiv 0$ ; ou $D_n = S_n = \Delta M = 0$.

38. Outre les ouvrages déjà cités de Guitton et Shackle, voir E.M. Claassen, *Analyse des liquidités et théorie du portefeuille*, 1970, p. 61 - 82.

39. Une variation de la vitesse de circulation de la monnaie est, en dernière analyse, une manière plus subtile de modifier le volume de la monnaie.

40. D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. III, *Notes on Bentham*, liv. II, note 9, p. 301.

DEUXIEME PARTIE : LA REFUTATION DE LA LOI DES DEBOUCHES PAR LE PRINCIPE DE LA DEMANDE EFFECTIVE : LE ROLE DECISIF DE LA *THEORIE GENERALE* DE KEYNES

Introduction

Chapitre 4 : La conception keynésienne de la loi des débouches

*Par. 1.- Keynes et les "économistes classiques" : les principales références de l'auteur de la* Théorie Générale

1. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 1, p. 29, note 1.
2. *Idem*, p. 29.
3. *Ibidem.*
4. *Idem*, p. 30 - 31 et p. 31, note 1.
5. Keynes fait ici allusion à la célèbre lettre de Ricardo à Malthus du 9 octobre 1820 dans laquelle "le prince des economistes" répond en ces termes à l'auteur de l'*Essai*:
"L'Economie politique est selon vous une enquête sur la nature et les causes de la richesse. J'estime au contraire qu'elle doit être définie comme une enquête au sujet de la distribution du produit de l'industrie entre les classes qui concourent à sa formation. On ne peut rapporter à aucune loi la quantité de richesses produites, mais on peut en assigner une assez satisfaisante à leur distribution. De jour en jour je suis plus convaincu que la première étude est vaine et décevante et que la seconde constitue l'objet propre de la science".
Voir J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 2, p. 30, note 3, et D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. VIII, p. 278 - 279.
6. A.C. Pigou, *Economics of Welfare* (1920), 1932(4ème éd.), p. 127.
7. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 1, p. 29.
8. J.S. Mill, *Principes*, t. 2, liv. III, chap. XIV, par. 2, p. 87 cité par Keynes, *La théorie générale...*, chap. 2, p. 44.
9. Aucune oeuvre de Say n'est nommément citée par Keynes qui ne se réfère pas une seule fois de manière explicite à l'un ou à l'autre des énoncés de la loi des debouchés, pourtant nombreux chez Say. Cette absence de toute référence à Say est commune à la totalité des oeuvres de Keynes.
10. Voir J.M. Keynes, *Collected Writings*, vol. X, *Essays in Biography*, chap. 12, Thomas Robert Malthus, p. 96.
11. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 2, p. 44.
12. Voir ci-dessus p. 84.
13. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 2, p. 45.

14. Sur la portée très controversée des ouvrages de ces différents auteurs, voir notamment l'article de L.A. Metzler, "Keynes and the Theory of Business Cycles" : *AER*, 36, 1946, reproduit *in The New Economics. Keynes' Influence on Theory and Public Policy* (S.E. Harris, éd.), 1948, p. 436 - 449; A.H. Hansen, *Introduction à la pensée keynésienne* (1953), 1967, p. 3 - 14; A. Barrère, *Théorie économique et impulsion keynésienne*, 1952, p. 544 - 550.

15. Le célèbre article d'Aftalion intitulé "La réalité des surproductions générales"(*in REP*, 22, 1908, p. 696 - 706 et 23, 1909, p. 81 - 117, 201 - 229, 241 - 259) et son non moins célèbre ouvrage sur *Les crises périodiques de surproduction* (1913) représentent les premières attaques sérieuses contre la loi des débouchés. Pour la première fois en France, un auteur doutait de l'impossibilité des crises générales de surproduction.

16. Voir notamment L.R. Klein, *The Keynesian Revolution* (1954), 1968 (2ème éd.), p. 124 - 152 et A.H. Hansen, *Introduction à la pensée keynésienne*, p. 3 - 11. Consulter également D. Dillard, *Proudhon, Gesell and Keynes : An Investigation of Some "Anti-Marxian Socialist" Antecedents of Keynes' General Theory of Employment, Interest and Money*, 1940 et, du même auteur, "Keynes and Proudhon": *JEH*, 2, 1942, p. 63 - 76.
Les ouvrages de référence les plus importants sont les suivants : J.A. Hobson, *The Economics of Unemployment*, 1922; pour tout ce qui concerne la théorie de la consommation, voir *The Physiology of Industry*, 1889. N. Johanssen, *A Neglected Point in Connection with Crises*, 1908; W.T. Foster et W. Catchings, *Money*, 1923, *Profits*, 1925 et *Business without a Buyer*, 1927.

17. Il s'agit notamment de Pigou, Hayek, Mises et Knight.

18. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 2, p. 45.

*Par. 2.- La conception et le rôle de la loi des débouchés dans les oeuvres de Walras, Wicksell, Marshall et Pigou*

1. L'étude de ces développements sortirait en effet du cadre de cette étude et ne pourrait que reprendre la remarquable contribution de Paquet, *op. cit.*, qui, conjointement au récent ouvrage de T. Sowell, *Say's law*, retrace d'une manière exhaustive l'evolution de la conception et du rôle de la loi des débouchés dans la théorie économique de la fin du 19ème siècle et du premiers tiers du 20ème.
Voir néanmoins B. Shoul, *op. cit.*, p. 611 - 629; B. Balassa, "John Stuart Mill and the Law of Markets": *QJE*, 73, 1959, p. 263 - 274 et la réponse de L.C. Hunter, "Mill and the Law of Markets : A Comment": *QJE*, 74, 1960, p. 158 - 162. Voir également T.W. Hutchison, *A Review of Economic Doctrines (1870 - 1929)*, 1953, p. 344 - 408; W. Fellner, *Modern Economic Analysis*, 1960, p. 149 - 159 ; E. Eshag, *From Marshall to Keynes. A Study on the Monetary Theory of the Cambridge School*, 1963, p. 91 - 110, et naturellement les chapitres topiques de J.A. Schumpeter, *History of Economic Analysis* et de M. Blaug, *Economic Theory in Retrospect*.

2. C'est ainsi que Schumpeter peut parler de la trilogie Turgot-Say-Walras (*in History of Economic Analysis*, p. 492).

3. A. Paquet, *op. cit.*, p. 100.
4. L. Walras, *op. cit.*, p. 156 ; voir également p. 521, note 9.
5. A. Paquet, *op. cit.*, p. 136.
6. K. Wicksell, *Interest and Prices* (1898), 1936, p. 39 - 40.
7. K. Wicksell, *Lectures on Political Economy*, t. 2, *Money*, p. 154.
8. *Idem*, p. 159 - 160.
9. K. Wicksell, *Interest and Prices*, p. 108, 109 - 110.
10. D. Patinkin, *La monnaie, l'intérêt et les prix*, p. 191.
11. A. Paquet, *op. cit.*, p. 185.
12. J.A. Schumpeter, *History of Economic Analysis*, p. 1117, note 1.
13. J. Robinson, *Hérésies économiques* (1971), 1972, p. 7.
14. A. Paquet, *op. cit.*, p. 203.
15. J. Robinson, *Hérésies économiques*, p. 7.
16. Voir ci-dessus p. 271.
17. La notion de demande de monnaie $k$ est égale à l'inverse de la vitesse de circulation, soit $1/v$; l'approche par les encaisses est appelée aussi équation de Cambridge et se rattache aux recherches de Marshall et de Pigou, alors que l'approche par les transactions, qui reste fidèle à la notion de vitesse de circulation de la monnaie, se rattache aux recherches de Fisher et de Newcombe. Voir D. Patinkin, *La monnaie, l'intérêt et les prix*, note F, p. 643 - 647 et note G, p. 648 - 656.
18. T. Sowell, *Say's law*, p. 193.
19. A. Marshall, *Principes*, t. 2, liv. VI, chap. VI, p. 369 - 388.
20. A. Marshall, *Money, Credit and Commerce*, 1923, p. 256.
21. A. Marshall, *Economics of Industry*, 1879, p. 154.
22. A. Paquet, *op. cit.*, p. 215.
23. A. Marshall, *Economics of Industry*, p. 154.
24. Il s'agit notamment des "motifs subjectifs" et du rôle de la "confiance" dans la détermination du taux d'intérêt qui apparaissent comme une esquisse de la préférence pour la liquidité de Keynes. L'individu préfère disposer et jouir immédiatement de son revenu, le taux d'intérêt servant à compenser cette "préférence pour le temps".
25. A. Marshall cité par A. Paquet, *op. cit.*, p. 216.
26. Voir tout le courant des *Welfare Economics* inauguré par Pigou en Grande-Bretagne à la suite de la découverte de Pareto par les économistes anglo-saxons. Sur cette découverte, voir M. Blaug, *Economic Theory in Retrospect*, p. 588 - 610.
27. A.H. Hansen, *Introduction à la pensée keynésienne*, p. 13.

28. Titre du chapitre XIX des *Industrial Fluctuations*.

29. A.C. Pigou, *Industrial Fluctuations*, p. 176.

30. En écho à la publication de la *Theory of Unemployment* de Pigou, l'Ecole libérale française connaît son dernier grand sursaut avant son éclipse définitive, avec la parution -anonyme- en 1931 du célèbre article de J. Rueff, "L'assurance-chômage, cause du chômage permanent": *REP*, 45, 1931, p. 211 - 251.

31. A.C. Pigou, *Theory of Unemployment*, 1933, p. 252.

32. Voir M. Blaug, *Economic Theory in Retrospect*, p. 654 - 656.

33. Discours de W.S. Churchill, chancelier de l'Echiquier devant la Chambre des Communes, le 15 avril 1929 ; voir M. Blaug, *Economic Theory in Retrospect*, p. 655.

34. A.C. Pigou, *Theory of Unemployment*, p. 248 - 249.

*Par. 3.- Keynes et la théorie économique classique dans les écrits antérieurs à la Théorie Générale*

1. Keynes remerciait Harrod pour les épreuves de son article intitulé "Mr Keynes and Traditional Theory": *Ec.*, 5, 1937, reproduit *in The New Economics* (S.E. Harris, éd.), p. 591 - 605.

2. Lettre de Keynes à Harrod du 30 août 1936 *in* J.M. Keynes, *Collected Writings*, vol. XIV, p. 84 - 85; voir également les pages 119 - 120 du même volume.

3. Lettre de Keynes à sa mère du 14 septembre 1930 *in* J.M. Keynes, *Collected Writings*, vol. XIII, p. 176.

4. J.M Keynes, *Collected Writings*, vol. I, *Indian Currency and Finance* (1913); *idem*, vol. V et VI, *A Treatise on Money* (1930), t. 1, *The Pure Theory of Money*, t. 2, *The Applied Theory of Money*.

5. *Idem*, vol. IV, *A Tract on Monetary Reform* (1923), p. 36. La préfiguration de la célèbre "euthanasie du rentier" de la *Théorie Générale* se dégageait ainsi déjà en 1923.

6. *Idem*, vol. IX, *Essays in Persuasion* (1931), p. XVII.

7. *Idem*, "The End of Laissez-faire" (1926), p. 272 - 294.

8. *Idem*, "The Economic Consequences of Mr Churchill" (1925), p. 207 - 230.

9. *Idem*, p. 208.

10. J. Robinson, "What has become of the Keynesian Revolution ?" *in After Keynes* (J. Robinson, éd.), 1973, p. 5.

11. Lettre de Keynes à sa mère du 14 septembre 1930 *in* J.M. Keynes, *Collected Writings*, vol. XIII, p. 176.

12. Voir l'appréciation qu'en donnent par exemple J.A. Schumpeter, *History of Economic Analysis*, p. 1170 - 1171; G.L.S. Shackle, *The Years of High*

*Theory*, p. 161; A. Leijonhufvud, *On Keynesian Economics and the Economics of Keynes*, 1968, p. 20 - 24; R.F. Harrod, *La monnaie* (1969), 1971, p. 139.

13. J. Robinson, "What has become of the Keynesian Revolution ?", p. 2.

14. J.M. Keynes, *Collected Writings*, vol. V, *A Treatise on Money*, t. 1, *The Pure Theory of Money*, p. 199 - 205.

15. *Idem*, liv. II, chap. 4 - 8, p. 47 - 107.

16. *Idem*, p. 120 - 135 et 198 - 214.

17. Voir ci-dessus p. 305 - 307 et 310 - 312, les références au mécanisme indirect et à l'épargne forcée.

18. J.M. Keynes, *Collected Writings*, vol. V, *A Treatise on Money*, t. 1, *The Pure Theory of Money*, p. 132.

19. *Idem*, vol IX, *Essays in Persuasion*, "Can Lloyd George Do it ?", p. 86 - 125.

20. *Idem*, p. 112.

21. *Idem*, p. 105 - 106.

22. *Idem*, p. 115.

23. *Ibidem*.

24. A. Smith, *La richesse des nations*...(2ème éd.), t. 4, liv. V, chap. I; D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. XI, "Public Works for Relief Unemployment", p. 75.

25. J.M Keynes, *Collected Writings*, vol. IX, *Essays in Persuasion*, "Can Lloyd George Do it ?", p. 91 et 120.

26. Lettre de Keynes à Harrod du 30 août 1936 *in* J.M. Keynes, *Collected Writings*, vol. XIV, p. 85.

27. Voir la *Minute of Appointment in Committee on Finance and Industry, Report*, 1931, p. VI (Cmd 3897).

28. *Minutes of Evidence taken before the Committee on Finance and Industry*, 1931, vol. II, séance du 28 mai 1930, nos 5953 à 6161. Pour un commentaire sur cette intéressante discussion, voir P. Lambert, "La transition de la pensée keynésienne entre le *Traité* et la *Théorie Générale*": *REP*, 79, 1969, p. 22 - 24.

29. Il s'agissait en l'occurence de Th. Allen, d'E. Bevin, de R. McKenna, de J. Frater Taylor et de A.A.G. Tulloch. Voir *Committee on Finance and Industry, Report*, Addendum I, p. 209.

30. *Idem*, p. 203.

31. J.M. Keynes, *Collected Writings*, vol. XIII, p. 343 - 367.

32. Voir ci-dessous p. 378.

33. J.M. Keynes, *Collected Writings*, vol. XIII, p. 354 - 355.

34. J.M. Keynes, *La théorie générale*..., chap. 2, p. 42.

35. Sur les activités de ce groupe -appelé par ses membres le *Circus*- voir J.M. Keynes, *Collected Writings*, vol. XIII, p. 337 - 343 et P. Lambert, "La transition de la pensée keynésienne...", p. 10 - 11.

36. Publié dans l'*Economic Journal*, 41, 1931, p. 173 - 198.

37. L.R. Klein, *The Keynesian Revolution*, p. 36.

38. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, préface à la première édition anglaise, p. 10.

39. P.A. Samuelson, "The General Theory": *Ec.*, 14, 1946, reproduit *in The New Economics* (S.E. Harris, éd.), p. 159.

40. J.M. Keynes, "A Note on the Long-term Rate of Interest in Relation to the Conversion Scheme": *EJ*, 42, 1932, p. 415 - 423.

41. L.R. Klein, *The Keynesian Revolution*, p. 39. Klein fait référence à une opinion émise à l'origine par Samuelson.

42. P. Lambert, "La transition de la pensée keynésienne...", p. 13.

43. J. Robinson, "The Theory of Money and the Analysis of Output": *RESt.*, 1, 1933, reproduit *in Collected Economic Papers*, t. 1, 1951, p. 56.

44. *Ibidem.*

45. Voir ci-dessus p. 375 - 376.

46. J.M. Keynes, *Collected Writings*, vol. IX, *Essays in Persuasion*, "The Means to Prosperity", p. 336.

47. *Idem*, p. 340 - 341.

48. Keynes estime à 1,5 à 2 le facteur multiplicateur, "pour être conservateur" (*idem*, p. 343 - 345).

49. *Idem*, p. 342 - 345.

50. *Idem*, p. 349.

51. L'article du 1er avril 1933 intitulé "The Multiplier" reprend les mêmes thèmes en centrant la démonstration avec plus de rigueur sur la notion de multiplicateur.

52. J.M. Keynes, *Collected Writings*, vol. X, *Essays in Biography*, chap. 12, Thomas Robert Malthus, p. 71, note de l'éditeur.

53. *Idem*, p. 87.

54. Voir D. Ricardo, *Works and Correspondance*, vol. VI - IX.

55. J.M. Keynes, *Collected Writings*, vol. X, *Essays in Biography*, chap. 12, Thomas Robert Malthus, p. 98.
Une querelle byzantine a éclaté dès après la seconde guerre mondiale pour tenter d'évaluer ce que Keynes devait à Malthus. Les jugements les plus divers, parfois même les plus extrêmes, ont été formulés. Comparer entre elles les démarches théoriques de deux auteurs séparés par plus d'un siècle de développement économique et théorique semble cependant exiger une grande retenue. Pour l'énumération de toute une gamme d'opinions à ce

sujet, voir notamment J.J. O'Leary, "Malthus and Keynes": *JPE*, 50, 1942, p. 901 - 919; P. Lambert, "La loi des débouchés avant J.-B. Say...", p. 5, note 1 et p. 6, note 2; B.A. Corry, "Malthus and Keynes - A Reconsideration": *EJ*, 69, 1959, p. 717 - 724; B.J. Gordon et T.S. Jilek, "Malthus, Keynes et l'apport de Lauderdale": *REP*, 75, 1965, p. 110 - 121; L.R. Klein, *The Keynesian Revolution*, p. 124 - 130.

56. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 3, p. 56 - 57.

57. J.M. Keynes, *Collected Writings*, vol. X, *Essays in Biography*, chap. 12, Thomas Robert Malthus, p. 88.

58. *Idem*, p. 97.

59. *Idem*, p. 95.

60. Voir J.-F. Faure-Soulet, *De Malthus à Marx...*, p. 96 - 100 et la préface de ce même hauteur à la réédition des *Principes* de Malthus (1969), p. XXII - XXIX. Voir également les références citées p. 380, note 55.

61. J.M. Keynes, *Collected Writings*, vol. X, *Essays in Biography*, chap. 12, Thomas Robert Malthus, p. 88.

62. Notamment P. Lambert, *L'oeuvre de John Maynard Keynes*, t. 1, p. 51 - 105.

63. Sur l'évolution de la pensée de Keynes entre la publication du *Traité* et celle de la *Théorie Générale*, voir notamment J.M. Keynes, *Collected Writings*, vol. XIII, chap. 5, Towards the *General Theory*, p. 337 - 653; R.F. Harrod, *The Life of John Maynard Keynes* (1951), 1966, p. 371 - 486; D. Dillard, *The Economics of John Maynard Keynes*, 1948, p. 310 - 317; S.E. Harris, *John Maynard Keynes, Economist and Policy Maker*, 1955, p. 83 - 137 ; R. Lekachman, *The Age of Keynes* (1966), 1969, p. 50 - 95; D. Moggridge, *Keynes*, 1976, p. 74 - 112.
Voir également les articles suivants : D. Moggridge, "From the *Treatise* to *The General Theory* : An Exercise in Chronology": *HPE*, 5, 1973, p. 72 - 88; A.P. Lerner, "From the Treatise to the General Theory": *JEL*, 12, 1974, p. 38 - 42; D. Patinkin,"Keynes'Monetary Theory": *HPE*, 8, 1976, p.54-82.

64. J.M. Keynes, *Collected Writings*, vol. XIII, p. 421 - 422.

65. *Idem*, p. 439.

66. *Idem*, p. 485, "Poverty in Plenty : Is the Economic System Self-adjusting ?".

67. *Idem*, p. 488.

68. *Idem*, p. 489.

69. *Ibidem*.

70. *Idem*, p. 492.

71. Lettre de Keynes à sa mère du 26 décembre 1935 *in* J.M. Keynes, *Collected Writings*, vol. XIII, p. 653.

*Par. 4.- La conception keynésienne de la loi des débouchés*

1. La première référence à la loi de Say dans les *Collected Writings* date du 13 avril 1934, dans une lettre de Keynes à Kahn, vol. XIII, p. 422.
2. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 2, p. 45.
3. Voir notamment J.M. Keynes, *Collected Writings*, vol. IX, *Essays in Persuasion*, "The Means to Prosperity", p. 335 - 366.
4. *Idem*, vol. XIII, "Poverty in Plenty...", p. 485.
5. *Idem*, vol. X, *Essays in Persuasion*, chap. 12, Thomas Robert Malthus, p. 88 - 89.
6. Lettre de Keynes à Kahn du 13 avril 1934 *in* J.M. Keynes, *Collected Writings*, vol. XIII, p. 422.
7. Keynes définit ce coût marginal premier comme "la somme de coût de facteur *F* et du coût d'usage *U*"(*La théorie générale...*, chap. 6, p. 74), imputable à la dernière unité produite; cela revient à définir d'une manière complexe le coût de production de la dernière unité produite.
8. Lettre de Keynes à Kahn du 13 avril 1934 *in* J.M. Keynes, *Collected Writings*, vol. XIII, p. 422 - 423.
9. Voir ci-dessus p. 381, note 63.
10. J.M. Keynes, *Collected Writings*, vol. XIII, p. 408 - 492.
11. Voir le répertoire chronologique de la correspondance entre Keynes, Harrod et Hawtrey dans les *Collected Writings*, vol. XIV, p. 517 - 520.
12. Lettre de Keynes à Harrod du 27 août 1935 *in* J.M. Keynes, *Collected Writings*, vol. XIII, p. 551.
13. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 2, p. 45.
14. Voir par exemple l'article publié en 1937 dans le *Quartely Journal of Economics* et intitulé "The General Theory of Employment"; cet article est aisément accessible dans le vol. XIV des *Collected Writings*, p. 109 - 123.
15. Lettre de Keynes à Kahn du 13 avril 1934 *in* J.M. Keynes, *Collected Writings*, vol. XIII, p. 422.
16. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 2, p. 44.
17. *Idem*, p. 46.
18. *Idem*, p. 47.
19. *Idem*, chap. 3, p. 50.
20. *Idem*, p. 51.
21. Note sur une lettre de Kahn du 20 avril 1937 *in* J.M. Keynes, *Collected Writings*, vol. XIV, p. 179.
22. Voir ci-dessous p. 543 - 552.

23. A. Leijonhufvud, *On Keynesian Economics...*, p. 99 - 101.

24. Voir D. Patinkin, *La monnaie, l'intérêt et les prix*, p. 396, note 2 : "Le lecteur se souviendra que la courbe d'offre globale n'est pas une courbe technologique décrivant les productions physiquement possibles, mais une courbe de comportement décrivant les productions optimums sur le plan économique. Par conséquent, il est très vraisemblable que les entreprises puissent se trouver par inadvertance quelquefois à la droite de leur courbe d'offre".

25. *Idem*, p. 397.

26. Voir ci-dessus p. 273 - 275.

27. D. Patinkin, *La monnaie, l'intérêt et les prix*, p. 403 - 404.

28. Les principaux auteurs qui ont adopté cette interprétation de la démarche de Keynes sans toujours en fournir une explication élaborée sont au nombre de trois : B.M. Anderson, *Economics and the Public Welfare*, 1949, p. 390 - 407; W.H. Hutt, *Keynesianism-Retrospect and Prospect*, 1963, p. 390 - 392; D. Patinkin, *La monnaie, l'intérêt et les prix*, note L, p. 692 - 693.
Leijonhufvud s'inscrira en faux contre cette interprétation du rôle de la citation de J.S. Mill dans le chapitre 2 de la *Théorie Générale*; ce problème intéressant sera repris ci-dessous p. 554 - 557.

29. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 2, p. 44.

30. *Ibidem*. Voir J.S. Mill, *Principes*, t.2, liv. III, chap. XIV, par. 2, p. 87.

31. *Idem*, p. 86.

32. *Ibidem*.

33. *Idem*, p. 86 - 87.

34. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 2, p. 45.

35. *Idem*, p. 47.

## Chapitre 5 : Le rôle de la réfutation de la loi des débouchés dans la critique keynésienne de la théorie économique classique

1. P. Sweezy, "Keynes, the Economist": *Science and Society*, 13, 1946 reproduit *in The New Economics* (S.E. Harris, éd.), p. 104 - 105. Pour une opinion diamétralement opposée, voir F. Oulès, "Les erreurs du principe de la demande effective de J.M. Keynes et des keynésiens à la lumière de la critique de la loi des débouchés": *RESoc.*, 15, 1957, p. 134 s. Voir également l'opinion de J. Robinson, *Hérésies économiques*, p. 17.

2. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 3, p. 57.

3. *Idem*, chap. 2, p. 30 - 31.

4. *Idem*, p. 30, note 3.

5. L.R. Klein, *The Keynesian Revolution*, p. 56.

*Par. 1.- La critique fondamentale du postulat classique de la flexibilité des salaires et de l'ajustement automatique*

1. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 2, p. 31.
2. *Idem*, p. 32.
3. *Idem*, p. 42.
4. *Idem*, p. 43.
5. A.H. Hansen, *Introduction à la pensée keynésienne*, p. 15.
6. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 2, p. 32.
7. *Idem*, p. 33 - 34 et 38 - 39.
8. *Idem*, p. 34.
9. *Ibidem.*
10. *Idem*, p. 36 - 37.
11. *Idem*, p. 37.
12. *Idem*, p. 38.
13. *Ibidem.*
14. *Idem*, p. 40.
15. *Idem*, p. 41.
16. *Ibidem.*
17. A. Barrère, *Théorie économique et impulsion keynésienne*, p. 73.
18. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 2, p. 41.
19. A.H. Hansen, *Introduction à la pensée keynésienne*, p. 17 - 18. Hansen emprunte cette formulation à Pigou.
20. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 19, p. 264.
21. *Idem*, chap. 2, p. 42.
22. G. Ackley, *op. cit.*, p. 378.
23. Voir ci-dessous p. 490 - 492.

*Par. 2.- La réfutation de la théorie classique de l'intérêt et de l'égalité permanente entre l'épargne et l'investissement*

1. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 14, p. 186.
2. *Idem*, chap. 13, p. 178.
3. *Idem*, chap. 14, p. 188.
4. *Idem*, chap. 13, p. 179.
5. Voir ci-dessus p. 344, note 5.
6. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 14, p. 194.

7. *Idem*, p. 188.

8. Voir par exemple la série d'articles consacrés à cette égalité par A.P. Lerner *in The New Economics* (S.E. Harris, éd.), p. 619 - 633.

9. Cette distinction entre égalité formelle et égalité fonctionnelle est due à A. Barrère, *Théorie économique et impulsion keynésienne*, p. 224 - 228.

10. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 7, p. 95.

11. A.H. Hansen, *Introduction à la pensée keynésienne*, p. 41.

12. Haberler et Pigou, par exemple, attaquèrent Keynes sur ce point.

13. A.H. Hansen, *Introduction à la pensée keynésienne*, p. 41.

14. Pour une interprétation "à la suédoise" de cette égalité par Keynes lui-même, voir "The ex-ante Theory of the Rate of Interest": *EJ*, 47, 1937, reproduit dans les *Collected Writings*, vol XIV, p. 215 - 223.

15. Voir L.R. Klein, *The Keynesian Revolution*, p. 112 - 113.

16. J.M. Keynes, "Alternative Theories of the Rate of Interest": *EJ*, 47, 1937, reproduit dans les *Collected Writings*, vol. XIV, p. 212. Voir également A.P. Lerner, "Alternative Formulations of the Theory of Interest": *EJ*, 48, 1938, reproduit *in The New Economics* (S.E. Harris, éd.), p. 653 et du même auteur, l'article intitulé "La théorie générale de M. Keynes sur les rapports entre l'emploi, l'intérêt et la monnaie": *RIT*, 34, 1936, p. 475 - 480.

*Par. 3.- Le principe de la demande effective*

1. P.A. Samuelson, "The General Theory", p. 149.

2. A.H. Hansen, *Introduction à la pensée keynésienne*, p. 18.

3. Keynes définit le "produit" (*proceeds*) d'un certain volume d'emploi comme le montant exprimé en monnaie du "revenu global qui résulte de ce volume de l'Emploi, *i.e.* la somme du coût de facteur global et du profit global"(*La théorie générale...*, chap. 3, p. 48). En d'autres termes, on pourrait considérer le "produit" comme le revenu global envisagé du point de vue des entrepreneurs, c'est-à-dire le chiffre d'affaires diminué du coût d'usage.

4. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 6, p. 75.

5. F. Knight, *Risk, Uncertainty and Profit*(1921), 1971.

6. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 3, p. 49.

7. *Idem*, p. 52 - 53.

8. *Idem*, p. 53 - 54.

9. A. Barrère, *Théorie économique et impulsion keynésienne*, p. 177.

10. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 3, p. 49 - 54.

11. *Idem*, p. 49 - 50.

12. *Idem*, p. 53.
13. A.H. Hansen, *Introduction à la pensée keynésienne*, p. 23.
14. Voir ci-dessus p. 52.
15. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 3, p. 53.
16. *Idem*, chap. 18, p. 253 - 254.
17. *Idem*, chap. 3, p. 50 - 51.
18. *Idem*, chap. 12, p. 176. La notion d'équilibre de sous-emploi sera réexaminée ci-dessous p. 577 - 582.

*Par. 4.- Loi des débouchés, demande effective et théorie du revenu d'équilibre*

1. Voir ci-dessous p. 490 - 492. Pour l'énoncé de cette double série d'équations, voir par exemple G. Ackley, *op. cit.*, p. 399 - 406; R.G.D. Allen, *Macro-Economic Theory* (1967), 1973, p. 131 - 133; M. Blaug, *Economic Theory in Retrospect*, p. 635 - 636; M.K. Evans, *Macroeconomic Activity*, 1969, p. 347; L. Stoléru, *L'équilibre et la croissance économiques* (1967), 1970 (3ème éd.), p.290.
2. Voir ci-dessous p. 490 s.
3. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 2, p. 45.
4. Voir ci-dessus p. 148.
5. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 3, p. 54.
6. Voir ci-dessus p. 149 - 156.
7. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 6, p. 83.
8. *Idem*, chap. 3, p. 51.
9. A.H. Hansen, *Introduction à la pensée keynésienne*, p. 20.
10. J.-B. Say, *Cours*, t. 5, VIIème partie, chap. IV, p. 28.
11. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 3, p. 54.
12. A.H. Hansen, *Introduction à la pensée keynésienne*, p. 24 - 25.
13. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 3, p. 49.
14. *Idem*, p. 50.
15. *Idem*, p. 49.
16. *Idem*, p. 52.
17. J.-C.L. Simonde de Sismondi, *Nouveaux Principes* (rééd. 1971), liv. II, chap. VI, p. 125 - 132.
18. Voir ci-dessus p. 81 - 84.
19. Voir ci-dessus p. 334 - 337.
20. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 13, p. 185.

21. *Ibidem.*

22. *Idem*, chap. 11, p. 149.

23. L'expression est de Hicks dans son célèbre article "Mr Keynes and the "Classics" : A Suggested Interpretation": *Ec.*, 5, 1937, p. 155.

24. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 15, p. 215.

25. *Idem*, chap, 10, p. 135 - 138. Voir néanmoins ci-dessous p. 484.

26. Sur l'utilisation du graphique *IS-LM*, voir par exemple M.K. Evans, *op. cit.*, p. 355 - 357 et 360 - 361, et surtout P. Wonnacott, *Macroeconomics*, 1974, p. 100 - 122. Voir néanmoins ci-dessous p. 500 - 503, la critique de la logique de la construction de ces deux courbes.

27. L'écart entre $Y_o$ et $Y_1$, entre le niveau de revenu avant et le niveau de revenu après la mise en oeuvre d'un certain type de politique conjoncturelle, permet de juger de l'efficacité de ces mesures. Une combinaison des politiques monétaire et budgétaire est naturellement possible.

28. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, préface pour la première éd. anglaise, p. 10.

Conclusion générale de la deuxième partie : La loi psychologique fondamentale, le temps et les incertitudes dans la théorie keynésienne

1. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 3, p. 56.

2. *Idem*, chap. 2, p. 30.

3. T. Kuhn, *La structure des révolutions scientifiques* (1962), 1972 (trad. française sur la 2ème éd. américaine), p. 25 - 38.

4. Voir ci-dessus p. 372 - 374.

5. Voir ci-dessus p. 365 - 366.

6. G.L.S. Shackle, *The Years of High Theory*, p. 134.

7. Voir ci-dessus p. 331.

8. J.M. Keynes, "The General Theory of Employment" *in Collected Writings*, vol. XIV, p. 119 - 120.

9. Cela ne veut naturellement pas dire que l'incertitude et l'irrationalité liées au comportement du sujet économique n'influent pas sur la dépense de consommation. La loi psychologique fondamentale affirme simplement une stabilité et une rationalité relativement plus grandes dans le domaine de la consommation que dans celui de l'investissement.

10. J.M. Keynes, "The General Theory of Employment"*in Collected Writings*, vol. XIV, p. 112 - 115.

11. Voir ci-dessous p. 496, l'opinion de Patinkin sur le rôle des incertitudes dans l'analyse économique.

12. J.M. Keynes, "The General Theory of Employment" *in Collected Writings*, vol. XIV, p. 111.

## TROISIEME PARTIE : LA LOI DES DEBOUCHES ET LE PRINCIPE DE LA DEMANDE EFFECTIVE DANS LA THEORIE ECONOMIQUE POST-KEYNESIENNE

### Introduction

1. J. Hicks, "Mr Keynes and the *Classics*", p. 159.
2. A. Barrère, *Théorie économique et impulsion keynésienne*, p. 1- 3.
3. A. Leijonhufvud, *On Keynesian Economics...*, p. 13 - 20 et P. Davidson, *Money and the Real World*, 1972, p. 4.
4. Voir par exemple le cas de Leijonhufvud que Davidson considère comme un membre de l'Ecole néo-classique dont il ne se serait pas vraiment distancé (P. Davidson, *Money and the Real World*, p. 1, note 2).
5. E.K. Hunt et H.J. Sherman, *Economics. An Introduction to Traditionnal and Radical Views* (1972), 1975 (2ème éd.).
6. Collection publiée par les Presses universitaires de France sous la direction de J. Attali et M. Guillaume.
7. Il est cependant clair qu'il n'en va pas de même quant aux sujets traités à l'aide d'instruments pourtant communs.
8. E.K. Hunt et H.J. Sherman, *op. cit.*, p. 386 et 393 - 394.
9. P. Mattick, *Marx et Keynes. Les limites de l'économie mixte* (1969), 1972, p. 32.
10. P. Erdös, *Appendix* à l'article de J.M. Letiche, "Soviet Views on Keynes : A Review Article Surveying the Literature": *JEL*, 9, 1971, p. 456.
11. Sur les relations entre Marx et Keynes, outre l'ouvrage de Mattick déjà cité, voir notamment C. Bettelheim, "Revenu national, épargne et investissement chez Marx et chez Keynes": *REP*, 58, 1948, p. 198 - 211; A. Charpilloz, *Marx et Keynes. Rapprochement des deux formulations*, 1975. Sur l'examen de la théorie keynésienne par des économistes soviétiques et est-européens, consulter l'ouvrage fondamental de C.B. Turner, *An Analysis of Soviet Views on John Maynard Keynes*, 1969 et l'article de Letiche déjà cité, p. 442 - 455. La note 4, p. 456 - 457, de l'appendice de Erdös, reflète le scepticisme de Letiche non pas sur l'antériorité de la critique marxiste de la loi des débouchés sur celle de Keynes, mais sur la nature même de cette critique. L'argumentation de Letiche selon laquelle aucune trace du principe de la demande effective n'est décelable chez Marx paraît tout à fait convaincante. Dans la même optique, voir J. Robinson, *Essai sur l'économique de Marx* (1941), 1971 (2ème éd.), p. 34 - 40. L'exposé critique de la loi des débouchés par Marx n'anticipe absolument pas sur celle de Keynes. Pour d'autres références aux rapports entre les théories marxiste et keynésienne, voir M. Blaug, *Economic Theory in Retrospect*, p. 296.
12. Mrs Robinson taxe cette Ecole de *Bastard Keynesian*.

13. J. Robinson, *Hérésies économiques*, p. 17.

14. J. Robinson, *Philosophie économique*, p. 152.

15. Ce qui n'est pas le cas de Leijonhufvud qui critique de l'interieur le courant néo-classique.

16. P. Davidson, *Money and the Real World*, p. 7.

17. Voir ci-dessus p. 449 - 458, la conclusion générale de la deuxième partie de cette étude.

18. Pour éviter un recours abusif à des néologismes disgracieux et pour ecarter toute confusion terminologique, il convient de definir clairement l'usage qui est fait des termes "classique" et "néo-classique" dans la trosième partie de cette étude.
Le vocable "économie classique" est utilisé dans l'acception que lui donne Keynes dans le premier chapitre de la *Théorie Générale* (chap. 1, p. 29, note 1). Il s'agit en fait du corps de doctrines qui comprend les travaux des économistes qui ont précédé Keynes, de l'Ecole classique *stricto sensu* à Marshall et Pigou, en incluant les auteurs neo-classiques du courant walrasien (Jevons, Menger, Walras). L'adjectif "neo-classique" est attribué au courant post-keynésien qui a remis en honneur l'analyse en termes d'équilibre général, à l'aide d'un renouveau de l'analyse walrasienne. On peut aussi qualifier les économistes neo-classiques contemporains d'économistes néo-walrasiens.

19. Le terme est de Clower. Voir R.W. Clower, "The Keynesian Counter-Revolution : A Theoretical Appraisal"(1962) *in The Theory of Interest Rates* (F.H. Hahn et F. Brechling, éditeurs), 1965, reproduit *in Monetary Theory* (R.W. Clower, éd.), 1969, p. 270.

20. A. Leijonhufvud, *On Keynesian Economics...*, p. 7.

21. R. Eisner, "On Growth Models and the Neo-Classical Resurgence": *EJ*, 68, 1958, p. 707.

22. A. Barrère, *Histoire de la pensée économique et analyse contemporaine*, 1974 (5ème éd.), t. 2, p. 659.

23. A l'aide de l'article cité p. 468, note 19.

24. A. Leijonhufvud, *On Keynesian Economics...* date de 1968. Quelques articles antérieurs anticipent sur la démarche de Leijonhufvud sur certains points. Voir notamment, A. Leijonhufvud, "Keynes and the Keynesians : A Suggested Interpretation": *AER*, 57, 1967, reproduit *in Monetary Theory* (R.W. Clower, éd.), p. 298 - 310.

25. R. Kuenne, *The Theory of General Economic Equilibrium*, 1963, p. 347.

26. A.G. Hines, *On the Reappraisal of Keynesian Economics*, 1971, p. 7.

27. A. Leijonhufvud, *On Keynesian Economics...*, p. 37.

28. Voir ci-dessous p. 558 - 563.

29. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, préface de la première edition anglaise, p. 11.

30. *Ibidem.*

31. H. Hazlit, *The Failure of the "New Economics"*, 1959, p. 6, et *The Critics of Keynesian Economics*(H. Hazlit, éd.), 1960, p. 3.

32. Anderson n'ira-t-il pas jusqu'à écrire qu'il est heureux que les agriculteurs ne soient pas syndiques car cela permet aux mécanismes classiques de fonctionner au moins dans un secteur, évitant ainsi la catastrophe. Voir B.M. Anderson, *op. cit.*, p. 400.

33. M. Palyi, "The Keynesian Mythology" *in The Critics of Keynesian Economics* (H. Hazlit, éd.), p. 413.

34. H. Hazlit, *The Failure of the "New Economics"*, p. 41 et 49; pour une réhabilitation du même type de la loi des débouchés, voir l'article de L. von Mises, "Lord Keynes and Say's Law" *in The Critics of Keynesian Economics* (H. Hazlit, éd.), p. 315 - 321.

35. F.A. von Hayek, "Inflation's path to Unemployment": *Daily Telegraph*, 15- 16 octobre 1974, traduit sous le titre "Le point de vue de F. von Hayek sur l'inflation moderne": *JAL*, 1975, 3, p. 36 - 38.
La première phrase de l'article est très représentative du ton de Hayek : "La responsabilité de l'inflation qui sévit actuellement à l'échelle mondiale, j'ai le regret de le dire, incombe totalement aux économistes ou au moins à ceux de mes collègues qui ont fait leurs les théories de Lord Keynes".
Voir également, dans le même ordre d'idées, les deux articles de J. Rueff, "La fin de l'ère keynésienne": *Le Monde*, 19 et 20 - 21 février 1976.

## Chapitre 6 : La contre-révolution de l'Ecole néo-classique, ou le triomphe de la cohérence interne

### *Par. 1.- La tentative de réduction de la* Théorie Générale *à un cas particulier de la théorie classique*

1. J. Hicks, "Mr Keynes and the *Classics*", p. 147. Les commentateurs se réfèrent toujours à cette dispute en utilisant le terme *Keynes and the Classics'debate.*
Les publications sur cette question sont légions. Outre les recueils déjà cités, les références suivantes ne sont qu'indicatives : J.R. Schlesinger, "After Twenty Years : The General Theory": *QJE*, 70, 1956, p. 581 - 602; D. Dillard, "The Influence of Keynesian Economics on Contemporary Thought": *AER*, 47, 1957, p. 77 - 87; W. Fellner, "What is Surviving ? An Appraisal of Keynesian Economics on Its Twentieth Anniversary": *AER*, 47, 1957, p. 67 - 76; H.G. Johnson, "The *General Theory* after Twenty-Five Years": *AER*, 51, 1961, p. 1 - 17; voir enfin le recueil d'articles intitulé précisément *Keynes and the Classics* (R. Lekachman, éd.), 1964.

2. J.-P. Fitoussi, *Le fondement micro-économique de la théorie keynésienne*, 1974, p. 12.

3. J. Kornai, *Anti-Equilibrium*, 1971, p. 8. Voir également ci-dessus p.5 - 6.

4. A. Leijonhufvud, *On Keynesian Economics...*, p. 13 - 31.

5. Voir ci-dessous p. 500 - 502.

6. A.H. Hansen, *Introduction à la pensée keynésienne*, p. 109.

7. *Idem*, p. 115. Voir également A.P. Lerner, "The Essential Properties of Interest and Money": *QJE*, 66, 1952, p. 191 - 193.

8. L.R. Klein, *The Keynesian Revolution*, p. 83.

9. *Idem*, p. 80. Pour un autre exemple typique de récupération de la théorie keynésienne de l'emploi par l'Ecole néo-classique, voir E.O. Edwards, "Classical and Keynesian Employment Theories : A Reconciliation": *QJE*, 73, 1959, p. 407 - 428.

10. *The Keynesian Revolution* est une version développée de la thèse de doctorat de Klein soutenue en 1944 au Massachusetts Institute of Technology.

11. Le chapitre 4, par. 3, p. 374 s. a permis une première approche de ce problème.

12. Voir ci-dessus p. 446 et J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 12, p. 176.

13. Les chapitres X et XI de la biographie de Keynes par Harrod donnent quelques extraits significatifs des articles des années 1923 - 1939 (R.F. Harrod, *The Life of John Maynard Keynes*, p. 338, 361, 379 et surtout 410 - 424).

14. Voir ci-dessous p. 588, citation de la note 23.

15. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, préface de la première édition anglaise, p. 9.

16. Leijonhufvud fournit une notice bibliographique indiquant les principales références nécessaires à la compréhension de cette discussion sur les "équations fondamentales" de Keynes (A. Leijonhufvud, *On Keynesian Economics...*, p. 23, note 15).

17. Voir ci-dessus p. 271, notamment la référence de la note 2.

18. Voir ci-dessus p. 157 - 174.

19. A. Leijonhufvud, *On Keynesian Economics...*, p. 51.

20. *Idem*, p. 52.

21. *Idem*, p. 22.

22. Voir ci-dessus p. 261 - 265.

23. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 21, p. 294.

24. *Ibidem*.

25. Voir ci-dessus p. 300, note 4.

26. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 21, p. 294.

27. *Idem*, préface de la première édition anglaise, p. 9.

28. R.F. Harrod, *La Monnaie*, p. 139.

29. R.M. Solow, "Economic Growth and Residential Housing" *in Readings in Financial Institutions* (M.D. Ketchum et L.T. Kendall), 1965, p. 146.

30. T.S. Kuhn, *op. cit.*, p. 20.

31. Voir notamment la sélection proposée par Leijonhufvud (A. Leijonhufvud, *Keynes and the Classics*, 1969, p. 12, note 1). Ackley, Allen, Dernburg et McDougall, Evans, Kuenne, Patinkin et Stoléru sont les auteurs auxquels il sera principalement fait référence dans les développements des chapitres 6 et 7.

32. R. Kuenne, *op. cit.*, p. 347.

33. *Idem*, p. 361.

34. G. Ackley, *op. cit.*, p. 408.

35. *Idem*, p. VIII.

36. En plus des références déjà citées p. 432, note 1, voir T. Dernburg et D. McDougall, *Macroeconomics*, 1968, p. 194 s. et l'article critique de F. van den Bogaerde, "The Keynesian-Classics Controversy : A Re-Interpretation": *SAJE*, 39, 1971, p. 235 - 260.

37. Voir ci-dessus p. 432 - 434.

38. G. Ackley, *op. cit.*, p. 403.

39. L. Stoléru, *op. cit.*, p. 290.

40. R.W. Clower, "The Keynesian Counter-Revolution...", p. 278.

41. L. Stoléru, *op. cit.*, p. 296.

42. Sous-titre de D. Patinkin, *La monnaie, l'intérêt et les prix*, p. 3.

43. *Idem*, voir notamment le chapitre IX, p. 229 - 258.

44. A. Barrère, *Histoire de la pensée économique...*, t. 2, p. 664.

45. Voir ci-dessus p. 365 - 382.

46. Voir ci-dessus p. 60.

47. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, p. 150, note 1, 157, 178, note 1, 179 - 180 et 213.

48. *Idem*, chap. 13, p. 178.

49. *Idem*, chap. 21, p. 295.

50. Titre du chapitre 3 de la *Théorie Générale*.

51. D. Patinkin, *Money, Interest and Prices*, 1956, p. 180. Il est symptomatique de constater que Patinkin a éliminé cette phrase de la seconde édition de son ouvrage. L'édition française, traduite sur la seconde édition américaine, ne reflète pas cette évolution. La phrase citée se placerait quatre lignes avant le bas de la page 288 de cette traduction, après les mots "(...) nous pouvons désirer" et avant la phrase commençant par "Ce n'est qu'après(...)".

52. Le terme "incertitude" est utilisé dans le sens que lui donne F. Knight, *op. cit.*, p. 20 : "Il apparaîtra qu'une incertitude *mesurable* -un "risque" proprement dit- (...) est très différente d'une incertitude *inquantifiable*. Nous restreindrons le sens du terme "incertitude" à des situations de type non-quantifiables".

53. J. Hicks, *Valeur et capital* (1939), 1968, p. 197 - 198. Voir également ci-dessous p. 560 - 562.

54. A. Barrère, *Histoire de la pensée économique...*, t. 2, p. 666.

55. F.H. Knight, *op. cit.*, p. 20 et J.M. Keynes, "The General Theory of Employment" *in Collected Writings*, vol. XIV, p. 112 - 113.

56. A. Barrère, *Histoire de la pensée économique...*, t. 2, p. 667.

57. Voir ci-dessous p. 564 s., l'analyse que Clower donne de cette distinction déjà pressentie par Malthus.

58. Voir L.L. Pasinetti, *Growth and Income Distribution*, 1974, p. 44 - 45 et

59. A. Barrère, *Histoire de la pensée économique...*, t. 2, p. 668. 99.

60. A. Leijonhufvud, *On Keynesian Economics...*, p. 131; voir egalement du même auteur, *Keynes ant the Classics*, p. 12 - 18.

61. Hicks a proposé le premier un tel graphique dans son célèbre article "Mr Keynes and the *Classics*" paru en 1937. A.H. Hansen reprendra et perfectionnera ce raisonnement dans *Monetary Theory and Fiscal Policy*, 1949, chap. 5, p. 71 - 82.

62. G. Horwich, *Money, Capital and Prices*, 1964, appendice au chapitre X, p. 512 - 527; A. Barrère, *Histoire de la pensée économique...*, t. 2, p. 669 - 673; J. Robinson, *Hérésies économiques*, p. 143 - 147; H.P. Minsky, *John Maynard Keynes*, 1976, p. 32 - 48; et D.E. Moggridge, *Keynes*, p. 165 - 167.

63. Dans un système de coordonnees cartesiennes, $x$ est la variable independante et $y$ la variable dépendante : $y = f(x)$. Dans le cas de la courbe *LM*, la relation s'établit dans le sens $r = f(Y)$; voir A.C. Chiang, *Fundamental Methods of Mathematical Economics* (1967), 1974 (2ème ed.), p. 22 - 25.

64. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 11, p. 150.

65. J. de Largentaye, *Lexique in* J.M. Keynes, *La théorie générale...*, p. [illegible].

66. A. Barrère, *Histoire de la pensée économique...*, t. 2, p. 674.

67. Un rapide sondage dans les index d'une dizaine de manuels d'économie politique choisis au hasard suffit à démontrer la disparition presque totale du principe de la demande effective au niveau de l'enseignement de base en science économique.

68. A. Leijonhufvud, *On Keynesian Economics...*, p. 63.

69. R.W. Clower, "Keynes and the Classics : A Dynamical Perspective": *QJE*, 74, 1960, p. 322 - 323.

70. G. Debreu, *Théorie de la valeur*, p. VIII.

71. M. Allais, "Les théories de l'équilibre économique général et de l'efficacité maximale, impasses récentes et nouvelles perspectives": *REP*, 81, 1971, p. 379.

*Par. 2.- Le cadre d'analyse : la théorie de l'équilibre général*

1. Il s'agit de l'ouvrage déjà cité de J.M. Henderson et R.E. Quandt.

2. Voir ci-dessus p. 257 - 298.

3. J.-P. Fitoussi, *Le fondement micro-économique...*, p. 23.

4. F.A. von Hayek, "The Use of Knowledge in Society": *AER*, 35, 1945, reproduit *in Perspectives on the Economic Problem* (A. MacEvans et Th.E. Weisskopf, éditeurs), 1970, p. 187.

5. L. Walras, *op. cit.*, p. 221 et 129.

6. Voir ci-dessus p. 261.
La terminologie et la structure de ce modèle à deux secteurs sont empruntés à R.W. Clower, "The Keynesian Counter-Revolution...", p. 271 - 276.

7. Sur ce problème des prix de marché exprimés en unités du *nième* bien, voir ci-dessus p. 261 - 263.

8. $\frac{\Delta U_C}{\Delta d_{C_i}} = \lambda p_i$ ; $\frac{\Delta U_C}{\Delta s_{C_j}} = -\lambda p_j$, dans lesquelles $\lambda$ est un multiplicateur de Lagrange. Les notations $\bar{s}$ et $\bar{d}$ expriment les quantités optimales sous la contrainte budgétaire définie dans la relation *(2)*.

9. Voir ci-dessus p. 267 - 268.

10. Voir ci-dessus p. 269 - 274.

11. D. Patinkin, *La monnaie, l'intérêt et les prix*, p. 30.

12. *Idem*, p. 29 - 30.

13. J.-P. Fitoussi, *Le fondement micro-économique...*, p. 26.

14. R.W. Clower,"The Keynesian Counter-Revolution...", p. 273.

15. A. Leijonhufvud, *On Keynesian Economics...*, p. 70.

16. Voir ci-dessous p. 594 - 600.

17. Clower constate que si *(n = 2)*, $s_1$ = offre de biens et $d_2$ = demande de travail, le modèle construit à l'aide de la relation *(8B)* définit exactement le premier postulat de la théorie classique de l'emploi tel que Keynes le dégage au chapitre 2 de la *Théorie Générale* : *"Le salaire [réel] est égal au produit marginal du travail"* (J.M. Keynes, *La théorie générale...*, p. 31).
De même, si *(n = 2)*, mais que $d_1$ = demande de biens et $s_2$ = offre de travail, le modèle construit avec la relation *(8A)* définit exactement le deuxième postulat de la théorie classique du chapitre 2 de la *Théorie Générale* : *"L'utilité du salaire [réel] quand un volume donné de travail*

*est employé est égale à la désutilité de ce volume d'emploi" (Ibidem).*

18. Voir ci-dessus p. 225 - 228.

*Par. 3.- Les différentes interprétations et la signification profonde de la loi de Say*

1. Voir ci-dessus p. 343 s., 348 s., 382 s.
2. E.J. Mishan, "Say's law and Walras'law Once More": *QJE*, 82, 1963, p. 617 - 625.
3. J.-B. Say, *Traité* (rééd. 1972), liv. I, chap. XV, p. 140.
4. Elle est en fait une pure création de Lange; voir O. Lange, *op. cit.*, p. 50.
5. Voir ci-dessus p. 186 - 193. Say attribuait cette même signification tautologique à sa loi des débouchés dans les discussions qu'il eut avec Malthus.
6. E.J. Mishan, *op. cit.*, p. 620.
7. *Ibidem.*
8. G.S. Becker et W.J. Baumol, *op. cit.*, p. 356 - 359.
9. Voir ci-dessus p. 265.
10. E.J. Mishan, *op. cit.*, p. 621.
11. Voir ci-dessus p. 274, note 1.
12. Voir ci-dessus p. 187 - 188.
13. Voir ci-dessus p. 271 - 272 et 277 - 278.
14. D. Patinkin, *La monnaie, l'intérêt et les prix*, p. 693.
15. Voir ci-dessus p. 225 - 228.
16. R. Dorfman, P.A. Samuelson et R.M. Solow, *Programmation linéaire et gestion économique* (1958), 1962, p. 373.
17. J.-P. Fitoussi, *Les fondements micro-économiques...*, p. 30.
18. Dans la mesure où la notion d'anticipation a encore un sens dans une théorie de l'équilibre général, dont toute incertitude est bannie, par l'hypothèse de l'information parfaite des échangistes.
19. J. Kornai, *op. cit.*, p. 20 - 21.
20. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 1, p. 29.

*Par. 4.- Le nième bien, ou la monnaie dans le modèle d'équilibre général néo-classique*

1. Voir les différents ouvrages de Clower, Leijonhufvud et Hines cités aux paragraphes 2 et 3 ci-dessus.
2. A. Leijonhufvud, *On Keynesian Economics...*, p. 6.

3. R.W. Clower, "A Reconsideration of the Microfoundations of Monetary Theory": *WEJ*, 6, 1967, reproduit *in Monetary Theory* (R.W. Clower, éd.), p. 202 - 211.

4. P.A. Samuelson, "What Classical and Neo-Classical Monetary Theory Really Was ?" : *CJE*, 1, 1968, reproduit *in Monetary Theory* (R.W. Clower, éd.), sous le titre "Classical and Neo-Classical Monetary Theory", p. 171.

5. R.W. Clower, "Foundations of Monetary Theory", p. 202 - 211.

6. Voir ci-dessus p. 298 - 307.

7. J.S. Mill, *Principes*, t. 2, liv. III, chap. VIII, par. 3, p. 5 - 8.

8. L. Walras, *op. cit.*, p. 156.

9. D. Patinkin, *La monnaie, l'intérêt et les prix*, p. 614.

10. J.A. Schumpeter, *History of Economic Analysis*, p. 1024.

11. P.A. Samuelson, "Classical and Neo-Classical Monetary Theory", p. 172 - 173.

12. Voir ci-dessus p. 298 - 307 et 265.

13. R.W. Clower, "Foundations of Monetary Theory", p. 202 - 211.

14. D. Patinkin, *La monnaie, l'intérêt et les prix*, p. 22.

15. Voir ci-dessous p. 558 - 559.

16. D. Patinkin, *La monnaie, l'intérêt et les prix*, p. 31 - 33.

17. *Idem*, p. 32.

18. *Ibidem*

19. Voir J.G. Gurley et E.S. Shaw, *Money in a Theory of Finance*, 1960, cité par A.L. Marty, "The Neutrality of Money in Comparative Statics and Growth": *JPE*, 69, 1961, reproduit *in Monetary Theory* (R.W. Clower, éd.), p. 316.
Les demandes individuelles ainsi définies sont des fonctions homogènes de degré zero par rapport aux *n* prix *et* à la quantité de monnaie.

20. R.W. Clower, "Foundations of Monetary Theory", p. 203 - 204.

21. J.-P. Fitoussi, *Le fondement micro-économique...*, p. 61 - 62.

22. D. Patinkin, *La monnaie, l'intérêt et les prix*, p. 15.

23. R.W. Clower, "Foundations of Monetary Theory", p. 206.

24. *Idem*, p. 205.

25. J. Tobin, "Liquidity Preference as Behaviour Towards Risk": *REStat.*, 25, 1958, p. 65 - 86; W.J. Baumol, "The Transactions Demand for Cash : An Inventory Theoretic Approach": *QJE*, 66, 1952, p. 545 - 556.

26. F.H. Hahn, "On Some Problems of Proving the Existence of an Equilibrium in a Monetary Economy" *in The Theory of Interest Rates* (F.H. Hahn et F. Brechling, éditeurs), 1965, reproduit *in Monetary Theory* (R.W. Clower, éd.), p. 196.

27. R.W. Clower, "Foundations of Monetary Theory", p. 204.

28. *Idem*, p. 205.

29. *Ibidem.*

30. En mathématiques, une *relation réflexive* est la relation qu'un élément peut avoir avec lui-même.

31. D. Patinkin, *La monnaie, l'intérêt et les prix*, p. 15.

32. R.W. Clower, "Foundations of Monetary Theory", p. 206.

33. *Idem*, p. 207.

34. Clower propose l'exemple des cartes de crédit et de certains crédits à la consommation.

35. D. Patinkin, *La monnaie, l'intérêt et les prix*, p. 15.

36. R.W. Clower, "Foundations of Monetary Theory", p. 207 - 208.

37. *Idem*, p. 208; voir également ci-dessous p. 571 et 597.

38. A.G. Hines, *op. cit.*, p. 51; J.-P. Fitoussi, *Le fondement micro-économique...*, p. 68.

39. $M_j^t = M_j / M_j^{\rho t} = M_j'$ ; Fitoussi précise la démonstration de Clower en introduisant le facteur temps dans la détermination des diverses demandes de monnaie.

40. J.-P. Fitoussi, *Le fondement micro-économique...*, p. 68. Fitoussi se réfère à un article de S.C. Tsiang, "Walras' law, Say's Law and Liquidity Preference in General Equilibrium Analysis": *IER*, 7, 1966, p. 329 - 345, et notamment la page 334.

41. Ecrite sous une autre forme, cette équation *(4)* exprime mieux cette condition :

$$\sum_{i=1}^{n} P_i \, (d_{ij} - s_{ij}) = M_j^{\rho t} - M_j^t \, .$$

42. R.W. Clower, "Foundations of Monetary Theory", p. 209.

43. Voir ci-dessus p. 96, note 34.

44. Cette relation *(5)*, à l'inverse de la précédente, n'a de sens que si $m_j^{(t-1)}$ est positif, en raison de l'hypothèse $d_{ij} < s_{ij}$.

45. R.W. Clower, "Foundations of Monetary Theory", p. 210.

46. *Ibidem.*

47. Voir ci-dessous p. 565 s.

48. A. Leijonhufvud, *On Keynesian Economics...*, p. 90.

Chapitre 7 : Le renouveau de l'analyse keynésienne, ou la recherche d'une plus grande cohérence interne

1. Voir ci-dessus, p. 477, notamment la note 1.
2. Voir ci-dessus, conclusion générale de la deuxième partie, p. 457 - 458.

*Par. 1.- La Théorie Générale, théorie réellement générale : réexamen de la critique des postulats de l'économie classique et de la conception keynésienne de la loi des débouchés*

1. Voir ci-dessus p. 397 - 447.
2. R.W. Clower, "The Keynesian Counter-Revolution...", p. 270 - 271.
3. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 1, p. 29.
4. Voir ci-dessus, p. 439 et 443.
5. J.-P. Fitoussi, *Le fondement micro-économique...*, p. 33 - 34.
6. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 2, p. 31.
7. Voir ci-dessus p. 404 - 405.
8. Keynes parle en réalité de la loi de Say. Le chapitre 5 aboutissait à une interprétation du type identité de Say. Sous lettre B, ce problème de la signification de la loi des débouchés dans la théorie keynésienne sera repris et approfondi.
9. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 2, p. 47.
10. R.W. Clower, "The Keynesian Counter-Revolution...", p. 277. Pour un examen détaillé de la notion de chômage involontaire, voir J.-P. Fitoussi, *Inflation, équilibre et chômage*, 1973, p. 132 - 138.
11. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 2, p. 42.
12. *Idem*, p. 47, pour la liste des trois hypothèses.
13. Voir ci-dessous, lettre B, p. 554 - 557.
14. Voir ci-dessus p. 393 - 395.
15. R.W. Clower, "The Keynesian Counter-Revolution...", p. 278.
16. *Ibidem.*
17. Les paragraphes 2, 3 et 4 ci-dessous seront entièrement consacrés à cette démonstration, dans la perspective d'un renouveau du principe de la demande effective.
18. R.W. Clower, "The Keynesian Counter-Revolution...", p. 279.
19. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 19, p. 273.
20. Voir A. Leijonhufvud, *On Keynesian Economics...*, p. 49.
21. D. Patinkin, *Money, Interest and Prices*, p. 180. Voir egalement ci-dessus p. 496, note 51.

22. J.M. Keynes, "The General Theory of Employment" *in Collected Writings*, vol. XIV, p. 115.

23. A. Leijonhufvud, "Keynes and the Keynesians : A Suggested Interpretation", p. 309. Leijonhufvud emprunte cette expression à N. Wiener, *Cybernétique et société, l'usage humain des êtres humains* (1949), 1962, p. 37 : "Ici apparaît une très intéressante distinction entre la physique de nos grands-parents et celle d'aujourd'hui. Dans la physique du dix-neuvième siècle, il semble que les informations s'obtenaient pour rien".
Ce démon de Maxwell, équivalent du secrétaire du marché de Walras dans le domaine de la physique, tire son nom du physicien écossais James Clark Maxwell (1831 - 1879). Voir également la thèse de G. Guillaume, *Sur les fondements de l'économique rationnelle avec une technique de prévision*, 1932, p. 125.

24. J.M. Keynes, "The General Theory of Employment" *in Collected Writings*, vol. XIV, p. 113.

25. J.-P. Fitoussi, *Le fondement micro-économique...*, p. 37.

26. Le raisonnement est le même si le salarié est conscient de travailler dans un secteur qui est, par hypothèse, le seul à diminuer les salaires nominaux.

27. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 2, p. 39.

28. Voir ci-dessus p. 473 - 474.

29. Samuelson écrit par exemple que (...) si Keynes avait commencé ses premiers chapitres par la simple affirmation qu'il estimait réaliste de considérer que, dans les sociétés capitalistes modernes, les taux de salaires nominaux étaient visqueux et résistants à la baisse, la plupart de ses démonstrations seraient demeurées tout aussi valables"(P.A. Samuelson, "A Brief Survey of Post-Keynesian Development" *in Keynes'General Theory : Reports of Three Decades* (R. Lekachman, éd.), 1969, p. 332). Certes, Samuelson ne nie pas l'invalidation du second postulat, mais il néglige complètement le fondement théorique de la critique de Keynes, pour se borner à la justifier par une constatation d'ordre sociologique.

30. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 2, p. 31.

31. Voir ci-dessus p. 387 - 393.

32. Voir ci-dessus p. 188.

33. Ce problème sera réexaminé ci-dessous p. 575 - 581.

34. Dans la mesure où l'on précise la définition de ce concept ambigu; voir ci-dessus p. 576 s.

35. Voir ci-dessus p. 393 - 395.

36. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 2, p. 46.

37. *Idem*, p. 45.

38. *Ibidem*.

*Par. 2.-* L'hypothèse de décision duale *et le renouveau du principe de la demande effective*

1. D. Patinkin, *La monnaie, l'intérêt et les prix*, p. 22.
2. Voir ci-dessus p. 524.
3. W. Jaffé, "Walras'Theory of *Tâtonnement* : A Critique of Recent Interpretations": *JPE*, 75, 1967, p. 15 - 16.
4. R.W. Clower, "The Keynesian Counter-Revolution...", p. 280.
5. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 3, p. 53 - 54.
6. L. Walras, *op. cit.*, p. 221.
7. F.Y. Edgeworth, *Mathematical Psychics*, 1881, p. 17.
8. Hicks s'exprime dans ce sens :"(...) il est alors très probable que les effets de revenu s'annuleront"(*Valeur et capital*, p. 57).
9. W. Jaffé, *op. cit.*, p. 9. Voir également A. Leijonhufvud, *On Keynesian Economics...*, p. 68 - 75.
10. J. Hicks, *Valeur et capital*, p. 114 - 116.
11. J.-P. Fitoussi, *Le fondement micro-économique...*, p. 41.
12. R.W. Clower, "The Keynesian Counter-Revolution...", p. 282 - 284. Dans ces pages, l'auteur énumère les tentatives d'introduction des transactions courantes dans la théorie de l'équilibre général. Il cite notamment les effets de débordement de Patinkin et Samuelson, et les théoriciens des modèles stocks-flux.
13. J.-P. Fitoussi, *Le fondement micro-économique...*, p. 41.
14. Voir ci-dessus p. 38 - 39.
15. R.W. Clower, "The Keynesian Counter-Revolution...", p. 286.
16. A. Leijonhufvud, "Keynes and the Keynesians : A Suggested Interpretation", p. 304.
17. Voir ci-dessus p. 62 - 72.
18. Dès ici, la démonstration suit de près la démarche de Clower, adaptée par Hines et Fitoussi.
19. Voir ci-dessus p. 149 - 156. Cette demande "notionnelle" correspond à la demande potentielle (ou pouvoir d'achat) dégagée dans la double relation classique : revenu = pouvoir d'achat
pouvoir d'achat = demande effective.
20. La situation inverse est également possible, mais intéresse beaucoup moins la critique de la démarche keynésienne. Si le revenu réalisé est supérieur au revenu planifié, les décisions de dépenses seront aussi modifiées.
21. R.W. Clower, "The Keynesian Counter-Revolution...", p. 288.
22. *Idem*, p. 286.
23. A. Leijonhufvud, *On Keynesian Economics...*, p. 82.

24. R.W. Clower, "The Keynesian Counter-Revolution...", p. 287.

25. Cette proposition est de Fitoussi (*Le fondement micro-économique...*, p. 44).

26. R.W. Clower, "The Keynesian Counter-Revolution...", p. 285.

27. *Ibidem.*

28. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 3, p. 49 - 50.

29. J.-P. Fitoussi, *Le fondement micro-économique...*, p. 45.

30. R.W. Clower, "The Keynesian Counter-Revolution...", p. 289.

31. Voir ci-dessous p. 575 s., l'examen de la signification exacte de la notion d'équilibre de sous-emploi.

32. R.W. Clower, "The Keynesian Counter-Revolution...", p. 292.

33. A. Leijonhufvud, *On Keynesian Economics...*, p. 84 - 85.

34. Voir notamment A.H. Hansen, *Introduction à la pensée keynésienne*, p. 60 - 74.

35. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 8, p. 115.

36. Voir ci-dessous p. 594 - 600.

37. Voir ci-dessus p. 548.

38. J.-P. Fitoussi, *Le fondement micro-économique...*, p. 46.

39. A. Leijonhufvud, *On Keynesian Economics...*, p. 57.

40. R.W. Clower, "The Keynesian Counter-Revolution...", p. 290.

41. A la suite des publications de Clower et Leijonhufvud, certains critiques néo-classiques ont mis en doute la compatibilité de la démarche de ces deux auteurs avec la logique de la *Théorie Générale*. Ces commentateurs prétendent que rien dans l'oeuvre de Keynes ne permet de fonder directement une telle extension de la démarche keynésienne. Sur ce point, Clower et Leijonhufvud n'ont jamais prétendu le contraire.
En revanche, il semble difficile d'admettre un jugement comme celui de Jackman qui doute que "l'interprétation de Keynes par Leijonhufvud puisse être considérée comme une représentation appropriée de la "vision" économique de Keynes" (R. Jackman, "Keynes and Leijonhufvud": *OEP*, 26, 1974, p. 259). En d'autres termes, un membre de l'Ecole néo-classique nie une fois encore que l'on puisse interpréter Keynes autrement que dans son propre référentiel.
La conclusion générale permettra d'examiner un tout autre type de critique, celle de l'Ecole de Cambridge. Les théoriciens rattachés à ce courant de pensée refusent aussi d'admettre que la démarche de Clower et Leijonhufvud soit conforme à la lettre et à l'esprit de la *Théorie Générale*. Pour eux, Clower et Leijonhufvud ne sont que des "récupérateurs" néo-classiques d'un genre plus raffiné que les théoriciens de l'Ecole néo-classique dominante.
Pour des développements sur le premier type de critiques, voir également l'article de H.I. Grossman, "Was Keynes a "Keynesian"? A Review Article":

*JEL*, 10, 1972, p. 26 - 30 et la réaction de G.L.S. Shackle, "Keynes and Today's Establishment in Economic Theory : A View": *JEL*, 11, 1973, p. 516 - 519.

42. J.M. Keynes, "The General Theory of Employment" *in Collected Writings*, vol. XIV, p. 120.

43 R.W. Clower, "The Keynesian Counter-Revolution...", p. 290.

44. Voir ci-dessous p. 618 - 638.

*Par. 3.- Loi de Keynes et loi de Walras : les différents concepts d'équilibre, l'imperfection de l'information et le rôle de la monnaie*

1. Voir ci-dessus p. 522 - 529.

2. Exprimée sous une autre forme, cette analyse supposerait que la courbe d'offre de travail est infiniment élastique par rapport au taux de salaire dans la zone où elle intersecte la courbe de demande de travail. Sur ce problème, voir P. Davidson, "A Keynesian View of Patinkin's Theory of Employment": *EJ*, 77, 1967, p. 559 - 578.

3. J.-P. Fitoussi, *Le fondement micro-économique...*, p. 47.

4. A. Leijonhufvud, *Keynes and the Classics*, p. 33 - 36. Voir également *On Keynesian Economics...*, p. 85 - 91.

5. L'introduction d'une propension marginale à consommer inférieure à l'unité serait évidemment plus conforme à la réalité, mais ne ferait que compliquer une démarche dont la logique resterait finalement la même.

6. A. Leijonhufvud, *Keynes and the Classics*, p. 35.

7. Il s'agit du premier postulat de la théorie classique de l'emploi selon Keynes.

8. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 19, p. 264 - 265.

9. Voir notamment ci-dessus p. 548 - 552.

10. R. Kuenne, *op. cit.*, p. 354 - 361.

11. R.W. Clower, "The Keynesian Counter-Revolution...", p. 292.

12. A. Leijonhufvud, *Keynes and the Classics*, p. 36.

13. R.W. Clower, "The Keynesian Counter-Revolution...", p. 291.

14. *Idem*, p. 292.

15. B. Schmitt, *L'analyse macro-économique des revenus*, 1971, p. 11 - 12.

16. J.-P. Fitoussi, *Le fondement micro-économique...*, p. 51.

17. Voir ci-dessus p. 95 - 97.

18. Avant même Malthus, Smith s'exprimait déjà dans des termes semblables : "[La demande effective] diffère de la *demande absolue*. Un homme pauvre peut bien, dans un certain sens, faire la demande d'un carrosse à six chevaux, c'est-à-dire, qu'il voudrait l'avoir; mais sa demande n'est pas une demande *effective*, capable de faire jamais conduire cette marchandi-

se au marché pour le satisfaire"(A. Smith, *La richesse des nations*... (2ème éd.), t. 1, liv. I, chap. VII, p. 113).
L'exemple de Smith ressemble d'une manière étonnante à celui que propose Clower ci-dessus p. 569. Une bouteille de champagne prend simplement la place du carrosse à six chevaux...

19. R.W. Clower, "The Keynesian Counter-Revolution...", p. 293.

20. A propos des courbes d'indifférence collectives, Henderson et Quandt rappellent opportunément "qu'une fonction d'utilité collective (...) définit les préférences de la société (ou d'un dictateur) à partir des différentes répartitions de l'utilité entre les individus (...). On peut déterminer un optimum de satisfaction en transposant la fonction d'utilité collective dans l'espace des biens". Toutefois, ces auteurs soulignent que le "théorème d'Arrow établit qu'il n'est en général pas possible de construire des préférences collectives à partir des préférences individuelles(...)"(J.E. Henderson et R.E. Quandt, *op. cit.*, p. 275).

21. R. Kuenne, *op. cit.*, p. 354 - 361.

22. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 19, p. 263.

23. *Idem*, p. 272 - 273.

24. J.-P. Fitoussi, *Le fondement micro-économique...*, p. 51.

25. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 2, p. 40.

26. A ce stade du raisonnement, il semble utile de s'interroger brièvement sur l'instabilité d'un système économique dans une conjoncture inflationniste de sur-emploi, du type de celle qu'a connue la Suisse durant les années 1960 - 1973. L'absence de stabilité des salaires nominaux - ou pour le moins le manque de toute proportionnalité entre la croissance des salaires et la croissance réelle de la production- fournissait, aux différents sujets économiques, une information déséquilibrante pour le système économique tout entier. La certitude de pouvoir répercuter les hausses de salaires sur les prix de vente pour les uns, et l'assurance d'obtenir des hausses nominales de salaires en raison de l'indexation pour les autres, étaient les seuls moyens d'information disponibles. Cela se traduisait par l'inévitable spirale inflationniste prix-salaires qui rendait instable tout le système. Seule l'existence d'une information sur une éventuelle stabilisation du niveau général des prix ou des salaires nominaux aurait pu stopper cette progression, et permettre le maintien du plein emploi *et* le retour à une stabilité des prix.
Dans une situation de sous-emploi, la rigidité des salaires nominaux, mesure de *politique économique*, fournit l'information nécessaire à une stabilisation du système. Sur cette base, il est possible de mener une politique de stimulation de la demande effective permettant un retour au plein emploi. De même, une *politique des revenus* dans une conjoncture de surchauffe, devrait fournir aux différents sujets économiques les informations nécessaires pour briser la spirale inflationniste. Une relative stabilité des revenus par l'intermédiaire de la fixation d'un taux de croissance des salaires, en rapport avec la croissance réelle de l'économie et les objectifs sociaux recherchés, fournirait une information suffisante aux salariés comme aux entrepreneurs pour éviter une surenchère sur les prix et les salaires.

Cette théorie de l'information est intimement reliée à la théorie des jeux et au dilemme du prisonnier. En sous-emploi, la rigidité des salaires, imposée par des salariés menacés d'une diminution de revenu inadmissible à leurs yeux, fournit l'élément stabilisateur indispensable à l'application d'une politique de la demande effective. De même, une politique des revenus peut briser la spirale inflationniste et assurer une certaine stabilité au système si elle est arbitrée par l'Etat. Dans les deux situations, la fourniture d'une information sur l'évolution des salaires a un effet stabilisateur sur le système économique. En sous-emploi, la baisse des salaires nominaux est incapable, la plupart du temps, d'abaisser le salaire réel, en raison de la chute de la demande effective par le biais de l'hypothèse de *décision duale*; de même, dans une situation de plein emploi, une hausse du salaire nominal laisse le salaire réel inchangé; l'offre effective n'est pas en mesure de répondre à une demande nominale excédentaire, ce qui entraîne la hausse du niveau général des prix. Dans l'un comme dans l'autre cas, une certaine rigidité des revenus nominaux est la politique la plus adéquate pour maintenir une demande effective au niveau de la production. Le problème se situe finalement sur le plan des mesures de politique économique, aptes à fournir une information suffisante sur les prix et les salaires, qui permette de stabiliser le système, sans toutefois mettre l'économie dans un carcan.

Il s'agit donc d'évaluer les limites des capacités auto-régulatrices du système économique, de manière à pouvoir y maintenir les fluctuations de la conjoncture, au moyen d'une politique économique basée sur le principe de la demande effective. Il apparaît clairement, qu'une fois de plus, on se heurte à l'éternel problème que Smith résolvait à l'aide de la "main invisible" et Walras au moyen de son processus de "tâtonnement". Cette question essentielle sera réexaminée dans la troisième partie de la conclusion générale de cette étude. Il apparaîtra qu'un vaste champ d'étude encore peu exploité est ouvert au chercheur. Une analyse approfondie du rôle de la demande effective dans une conjoncture de plein emploi, dans le référentiel d'une politique des revenus, serait à même d'apporter une contribution intéressante à la solution de problèmes importants de la politique économique contemporaine.

27. Voir ci-dessus p. 588 - 589.

28. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 5, p. 68.

29. *Idem*, p. 71.

30. *Idem*, chap. 20, p. 287.

31. Voir ci-dessus p. 497, note 52 et 498, note 55.

32. P. Davidson, "Keynes'Finance Motive": *OEP*, 17, 1965, p. 47 - 65 et *Money and the Real World*, p. 159 - 188.

33. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, préface de la première édition anglaise, p. 10.

34. P. Davidson, *Money and the Real World*, p. 161. Davidson se réfère à J.M. Keynes, *A Treatise on Money*, t. 1, *The Pure Theory of Money in Collected Writings*, vol. V, p. 38 - 43; voir également *La théorie générale...*, chap. 15, p. 204 - 205.

35. J.M. Keynes, "Alternative Theories of the Rate of Interest" *in Collected Writings*, vol. XIV, p. 209.

36. *Idem*, p. 220.

37. *Ibidem.*

38. J.-P. Fitoussi, *Le fondement micro-économique...*, p. 76.

39. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 15, p. 210 - 211.

40. *Idem*, chap. 13, p. 180.

41. Pesek et Saving ont synthétisé cette prééminence de la monnaie-moyen d'échange sur la monnaie-réserve-de-valeur au moyen d'un raisonnement qui met particulièrement bien en évidence le lien entre le volume de la demande de monnaie *(M)*, ses composantes ($M_1$ et $M_2$)et le niveau de la demande effective (B.P. Pesek et T.R. Saving, *Money, Wealth and Economic Theory*, 1967, p. 323 - 331; ce passage est aisément accessible *in Monetary Theory* (R.W. Clower, éd.), où il est paru sous le titre "The Demand for Money : Some Post-keynesian Confusions", p. 247 - 253).
Ces deux auteurs démontrent que la monnaie est une réserve de valeur *parce qu'elle est un moyen d'échange*, et non le contraire. En effet, il serait illogique d'écrire :

$$M = M_1$$

$$M_2 = 0$$

car dans cette hypothèse, la demande globale de monnaie serait nulle :

$$M = 0$$

Si l'échangiste désire réduire à zéro le montant de ses encaisses de spéculation, c'est en raison du coût excessivement élevé de la conservation des liquidités. La monnaie ne serait plus en mesure de remplir sa fonctionn de moyen d'échange. En effet, si le taux d'intérêt est si élevé que $M_2$ tombe à zéro, la monnaie cesse d'être utilisée pour des motifs de transaction. Les échangistes s'efforceraient alors de trouver un moyen moins coûteux de règler leurs transactions.
En d'autres termes, lorsque les anticipations concernant le taux futur de l'intérêt sont si défavorables qu'elles suppriment toute incitation à détenir de la monnaie pour des motifs de spéculation, la fonction moyen d'échange de la monnaie disparaît. L'existence même de la monnaie devient ainsi superflue. Une telle situation est absurde.
Inversement, le problème est le même; la monnaie ne saurait exister si elle n'était pas demandée pour des motifs de transaction. Il est ainsi également illogique d'écrire :

$$M = M_2$$

$$M_1 = 0$$

car, dans cette hypothèse, la demande globale de monnaie serait aussi nulle :

$$M = 0.$$

S'il est inutile de détenir de la monnaie pour des motifs de transaction,

cela revient à dire que la monnaie n'a aucune raison d'exister, tout au moins dans un tel système économique. De ces deux cas extrêmes ($M_1 = 0$ et $M_2 = 0$) de toute une gamme de combinaisons, il découle sans équivoque que la monnaie est une réserve de valeur parce qu'elle est un moyen d'échange.

Conclusion générale de la troisième partie : La monnaie, le principe de la demande effective et l'imperfection de l'information

1. Voir A. Asimakopulos, "Keynes, Patinkin, Historical Time, and Equilibrium Analysis": *CJE*, 6, 1973, p. 179 - 188.
2. J.M. Keynes, "The General Theory of Employment" *in Collected Writings*, vol. XIV, p. 116.
3. On peut également parler de "coût de transformation nul" comme le fait la Banque nationale suisse (voir "Revision de la statistique concernant la masse monétaire": *Bulletin mensuel de la BNS*, fascicule 8, août 1975, p. 7).
4. J.-P. Fitoussi, *Le fondement micro-économique...*, p. 80.
5. Voir ci-dessus p. 497, note 52 et 498, note 55.
6. J.M. Keynes, "The General Theory of Employment" *in Collected Writings*, vol. XIV, p. 112 - 113.

CONCLUSION GENERALE : POUR UN VERITABLE RENOUVEAU DU PRINCIPE DE LA DEMANDE EFFECTIVE

1. Lettres de Keynes à Harrod des 4 et 16 juillet 1938 *in* J.M. Keynes, *Collected Writings*, vol. XIV, p. 297 et 300.
2. J.-B. Say, *Cours*, t. 5, VIIème partie, chap. IV, p. 28.
3. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 2, p. 30.
4. J.-C.L. Simonde de Sismondi, "Sur la balance des consommations avec les productions" reproduit dans les *Nouveaux Principes* (2ème éd.), t. 2, Article II, p. 424.
5. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 2, p. 30.
6. *Idem*, chap. 3, p. 56 - 57.
7. F. Bacon, *The Works of Francis Bacon* (J. Spedding, éd.), 1969, vol. VIII, *Novum Organum* (1620), p. 210, cité par T.S. Kuhn, *op. cit.*, p. 34.
8. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 6, p. 75.
9. A. Parguez, *Monnaie et macroéconomie*, 1975, p. 343.

10. A. Leijonhufvud, "Effective Demand Failures": *SJE*, 75, 1973, p. 36 et "Keynes'Employment Function": *HPE*, 6, 1974, p. 164 - 170.

11. A. Leijonhufvud, "Keynes'Employment Function", p. 167, note 7.

12. Dans l'un de ses récents articles, Leijonhufvud annonce du reste la publication d'un ouvrage en collaboration avec Clower (voir "Effective Demand Failures", p. 27, note *).

13. Voir ci-dessus p. 365 - 366 et 452.

14. P. Davidson, *Money and the Real World*, p. XIII.

15. J.M. Keynes, "A Monetary Theory of Production" (1933) *in Collected Writings*, vol. XIII, p. 410.

16. P. Davidson, *Money and the Real World*, p. XIII.

17. A. Parguez, *Monnaie et macroéconomie*, p. 341.

18. J. Robinson, *Hérésies économiques*, p. 17.

19. A. Leijonhufvud, "Keynes'Employment Function", p. 167.

20. J. Robinson, *Hérésies économiques*, p. 229 et 230 - 231.

21. Voir ci-dessus p. 550 - 554 et 590, note 26.

22. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 3, p. 50.

23. J.M. Keynes, "How to pay for the War ?" (1940) *in Collected Writings*, vol. IX, *Essays in Persuasion*, p. 367 - 439.

24. M. Kalecki, "Political Aspects of Full Employment": *PQ*, 14, 1943, p. 330.

25. J.M. Keynes, *La théorie générale...*, chap. 21, p. 304. Les italiques sont ajoutées.

# BIBLIOGRAPHIE

## I. OUVRAGES


ACKLEY Gardner, *Macroeconomic Theory*, New York, Macmillan, 1961.

AFTALION Albert, *L'oeuvre économique de Simonde de Sismondi*, Paris, Pédone, 1899.

*id.* *Les crises périodiques de surproduction*, Paris, Rivière, 1913, 2 volumes.

ALLEN Roy G.D., *Macro-Economic Theory*. A Mathematical Treatment (1967), London, Macmillan, 1973 (éd. revue).

ANDERSON Benjamin M., *Economics and the Public Welfare*. Financial and Economic History of the United States, 1914 - 1940, New York, London, Toronto, Van Nostrand, 1949.

AUGUSTIN Saint [AUGUSTINUS Aurelius], *Confessions* (400 env.), Paris, Société d'édition "Belles Lettres", 1926.

BARRE Raymond, *La période dans l'analyse économique*. Une approche à l'étude du temps, Paris, Imprimerie L. Jean, 1950.

BARRERE Alain, *Théorie économique et impulsion keynésienne*, Paris, Dalloz, 1952.

*id.* *Histoire de la pensée économique et analyse contemporaine*, Paris, Montchrestien, 1974 (5ème éd.), 2 volumes.

*id. et alii,* *Controverses sur le système keynésien*, Paris, Economica, 1976.

BARTON John, *Observations on the Circumstances which influence the Condition of the Labouring Classes of Society* (1817), Baltimore, Johns Hopkins Press, 1934.

BENTHAM Jeremy, *The Works of Jeremy Bentham*, vol. III, *Manual of Political Economy* (1825), Edinburgh, W. Tait, 1843.

BERGMANN Eugen von, *Geschichte des Nationalökonomischen Krisentheorie*, Stuttgart, Kohlhammer, 1895.

BERNARD Michel, *Introduction à une sociologie des doctrines économiques des Physiocrates à Stuart Mill*, Paris, Mouton, 1963.

BLAUG Mark, *Ricardian Economics*. A Historical Study, New Haven, Yale University Press, 1958.

*id.* *Economic Theory in Retrospect* (1962), London, Heinemann, 1968 (2ème éd.).

BRECHLING F.P.R., voir HAHN Frank H..

CANTILLON Richard, *Essai sur la nature du commerce en général* (1755), Paris, Institut national d'études démographiques, 1952.

CARTER Charles F. et FORD James L. (éditeurs), *Uncertainty and Expectations in Economics*. Essays in Honour of G.L.S. Shackle, Oxford, Blackwell, 1972.

CATCHINGS Waddill, voir FOSTER William T..

CHARPILLOZ Alain, *Marx et Keynes. Rapprochement des deux formulations*, Neuchâtel, Baconnière, 1975.

CHEVALLIER Jean-Jacques, *Les grandes oeuvres philosophiques de Machiavel à nos jours* (1949), Paris, Colin, 1950 (2ème éd.).

CHIANG Alpha C., *Fundamental Methods of Mathematical Economics* (1967), Tokyo, McGraw-Hill, 1974 (2ème éd.).

CLAASSEN Emil-Maria, *Analyse des liquidités et théories du portefeuille*, Paris, PUF, 1970.

CLOWER Robert W. (éd.), *Monetary Theory*, London, Penguin Education, 1969.

COCHRANE James L., *Macroeconomics before Keynes*, Glenview, Scott & Foresman, 1970.

COONTZ Sidney H., *Productive Labour and Effective Demand*, London, Routledge & Kegan Paul, 1965.

CORRY Bernard A., *Money, Saving and Investment in English Economics, 1800 - 1850*, London, Macmillan, 1962.

DAVENPORT Herbert J., *Value and Distribution*. A Critical and Constructive Study, Chicago, University of Chicago Press, 1908.

DAVIDSON Paul, *Money and the Real World*, London, Macmillan, 1972.

DEBREU Gérard, *Théorie de la valeur*. Analyse axiomatique de l'équilibre économique (1959), Paris, Dunod, 1966.

DENIS Henri, *Histoire de la pensée économique*, Paris, PUF, 1966.

*id.* *La formation de la science économique* (1967), Paris, PUF, 1973 (2ème éd.).

DERNBURG Thomas F. et McDOUGALL Denis M., *Macroeconomics*. The Measurement, Analysis and Control of Aggregate Economic Activity (1960), New York, McGraw-Hill, 1968 (3ème éd.).

DILLARD Dudley, *Proudhon, Gesell and Keynes : An Investigation of Some "Anti-Marxian Socialist" Antecedents of Keynes'General Theory of Employment Interest and Money*, Los Angeles, UCLA, 1940.

*id.* *The Economics of John Maynard Keynes*. The Theory of a Monetary Economy, New York, Prentice & Hall, 1948.

DOMAR Evsey D., *Essays in the Theory of Economic Growth* (1957), Oxford, Oxford University Press, 1964 (3ème éd.).

DORFMAN Robert, SAMUELSON Paul A., et SOLOW Robert M., *Programmation linéaire et gestion économique*(1958), Paris, Dunod, 1962.

DUPONT DE NEMOURS Pierre Samuel, *Examen du livre de M. Malthus sur le principe de population*, Philadelphie, P.M. Lafourcade, 1817.

DUPRIEZ Léon H., *Des mouvements économiques généraux* (1947), Louvain-Paris, Nauwelaerts, 1966 (3ème éd.), 2 volumes.

DUPUIGRENET-DESROUSSILLES Guy, voir WEILLER Jean.

EDGEWORTH Francis Y., *Mathematical Psychics.* An Essay on the Applications of Mathematics to the Social Sciences, London, Kegan Paul, 1881.

ESHAG Eprime, *From Marshall to Keynes. An Essay on the Monetary Theory of the Cambridge School*, Oxford, Blackwell, 1963.

EVANS Michael K., *Macroeconomic Activity.* Theory, Forecasting and Control, New York, Harper & Row, 1969.

FAURE-SOULET Jean-François, *De Malthus à Marx. L'histoire aux mains des logiciens*, Paris, Gauthier-Villars, 1970.

FELLNER William, *Emergence and Content of Modern Economic Analysis*, New York, McGraw-Hill, 1960.

FITOUSSI Jean-Paul, *Inflation, équilibre et chômage*, Paris, Cujas, 1973.

*id.* *Le fondement micro-économique de la théorie keynésienne*, Paris, Cujas, 1974.

FORD James L., voir CARTER Charles F..

FOSTER William T. et CATCHINGS Waddill, *Money*, Boston, Houghton Mifflin, 1923.

*id.* *Profits*, Boston, Houghton Mifflin, 1925.

*id.* *Business without a Buyer*, Boston, Houghton Mifflin, 1927.

GEORGESCU-ROEGEN Nicholas, *The Entropy Law and the Economic Process*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1971.

GONSETH Ferdinand, *Le problème du temps.* Essai sur la méthodologie de la recherche, Neuchâtel, Griffon, 1964.

GOUHIER Henri, *La jeunesse d'Auguste Comte et la formation du positivisme*, t. 3, *Auguste Comte et Saint-Simon*, Paris, Vrin, 1941.

GUILLAUME Georges, *Sur les fondements de l'économique rationnelle avec une technique de la prévision*, Paris, Gauthier-Villars, 1932.

GUITTON Henri, *Fluctuations et croissance économiques* (1951), Paris, Dalloz, 1970 (3ème éd.).

*id.* *A la recherche du temps économique*, Paris, Fayard, 1970.

GURLEY John G. et SHAW Edward S., *Money in a Theory of Finance*, Washington, Brookings Institute, 1960.

HAHN Frank H. et BRECHLING Frank P.R. (éditeurs), *The Theory of Interest Rates*, London, Macmillan, 1965.

HANSEN Alvin H., *Monetary Theory and Fiscal Policy*, New York-London, McGraw-Hill, 1949.

*id.* *Business Cycles and National Income*, New York, Norton & Compagny, 1951.

*id.* *Introduction à la pensée keynésienne* (1953), Paris, Dunod, 1967.

HARRIS Seymour E., *John Maynard Keynes. Economist and Policy Maker*, New York-London, Scribner's son, 1955.

*id.* (éd.), *The New Economics. Keynes' Influence on Theory and Fiscal Policy*, London, Dobson, 1948.

HARROD Roy F., *The Life of John Maynard Keynes* (1951), London, Macmillan, 1966.

*id.* *La monnaie* (1969), Paris, Dunod, 1971.

HAYEK Friederich von, *The Pure Theory of Capital*, London, Macmillan, 1941.

HAZLIT Henry, *The Failure of the "New Economics"*. An Analysis of the Keynesian Fallacies, Princeton, Van Nostrand, 1959.

*id.* (éd.), *The Critics of Keynesian Economics*, Princeton, Van Nostrand, 1960.

HENDERSON James E. et QUANDT Richard E., *Microéconomie*. Formulation mathématique élémentaire (1958), Paris, Dunod, 1972 (2ème éd.).

HICKS John R., *Valeur et capital*. Enquête sur divers principes fondamentaux de la théorie économique (1939), Paris, Dunod, 1968.

*id.* *The Crisis in Keynesian Economics*, Oxford, Blackwell, 1974.

HINES Albert G., *On the Reappraisal of Keynesian Economics*, London, Martin Robertson, 1971.

HOBSON John A. (en collaboration avec MUMMERY Albert F.), *The Physiology of Industry*, London, J. Murray, 1889.

*id.* *Imperialism*. A Study, New York, J. Pott, 1902.

*id.* *The Economics of Unemployment*, New York, Macmillan, 1922.

HORWICH George, *Money, Capital and Prices*, Homewood, Irwin, 1964.

HUME David, *Writings on Economics* (1752), Edinburgh, Nelson, 1955.

*id.* *Oeuvres philosophiques*, Amsterdam, Schneider, 1758 - 1760, 5 volumes.

HUNT Emery K. et SHERMAN Howard J., *Economics. An Introduction to Traditional and Radical Views* (1972), New York, Evanston, 1975 (2ème éd.).

HUTCHISON Terence W., *A Review of Economic Doctrines. 1870 - 1929*, Oxford, Clarendon Press, 1953.

HUTT William H., *Keynesianism-Retrospect and Prospect*. A Critical Restatement of Basic Economic Principles, Chicago, H. Regnery, 1963.

JAMES Emile, *Histoire sommaire de la pensée économique*, Paris, Montchrestien, 1955.

JOHANSSEN Nicolas A., *A Neglected Point in Connection with Crises*, New York, Bankers Publishing Compagny, 1908.

JUGLAR Clément, *Des crises commerciales et de leur retour périodique en France, en Angleterre et aux Etats-Unis* (1860), Paris, Guillaumin, 1889 (2ème éd.).

KAUDER Emil, *L'utilité marginale* (1965), Paris, Mame, 1973.

KEYNES John M., *La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936), Paris, Payot, 1969.

*id.* *The Collected Writings of John Maynard Keynes*, London, Macmillan, 1971 - , 25 volumes. Volumes parus :

I. *Indian Currency and Finance* (1913)
II. *The Economic Consequences of the Peace* (1919)
III. *A Revision of the Treaty* (1922)
IV. *A Tract on Monetary Reform* (1923)
V. *A Treatise on Money, 1. The Pure Theory of Money* (1930)
VI. *A Treatise on Money, 2. The Applied Theory of Money* (1930)
VII. *The General Theory of Employment, Interest and Money* (1936)
VIII. *A Treatise on Probability* (1921)
IX. *Essays in Persuasion* (1931)
X. *Essays in Biography* (1933)
XIII. *The General Theory and After : Part I, Preparation*
XIV. *The General Theory and After : Part II, Defence and Development*
XV. *Activities : India and Cambridge, 1906 - 14*
XVI. *Activities : The Treasury and Versailles, 1914 - 19*

KLEIN, Lawrence R., *The Keynesian Revolution* (1954), London, Macmillan, 1968 (2ème éd.).

KNIGHT Frank H., *Risk, Uncertainty and Profit* (1921), London-Chicago, University of Chicago Press, 1971.

KORNAI Janos, *Anti-equilibrium.* On Economic Systems Theory and the Task of Research, Amsterdam, North Holland, 1971.

KUENNE Robert, *The Theory of General Economic Equilibrium*, Princeton, Princeton University Press, 1963.

KUHN Thomas S., *La structure des révolutions scientifiques* (1962), Paris, Flammarion, 1972 (2ème éd.).

LAMBERT Paul, *L'oeuvre de John Maynard Keynes*, t. 1, La Haye, M. Nijhoff, 1963.

LAMPERIERE Hippolythe, *Les discussions sur les crises de surproduction dans les premières années du XIXè siècle* (Malthus, Sismondi, J.-B. Say, Ricardo, Dunoyer, etc.), Paris, Sirey, 1912.

LAUDERDALE James M. Comte de, *An Inquiry into the Nature and Origin of Public Wealth and into the Means and Causes of its Increase* (1804), New York, A. M. Kelley, 1962.

LEIJONHUFVUD Axel, *On Keynesian Economics and the Economics of Keynes.* A Study in Monetary Theory, New York-London-Toronto, Oxford University Press, 1968.

*id.* *Keynes and the Classics*, London, Institute of Economic Affairs, 1969.

LEKACHMAN Robert, *The Age of Keynes.* A Biographical Study (1966), London, Penguin Books, 1969.

*id.* (éd.), *Keynes and the Classics*, Boston, Heath, 1964.

*id.* (éd.), *Keynes'General Theory. Reports of Three Decades*, London-New York, Macmillan-St Martin, 1964.

LENINE [OULIANOV Vladimir I. dit], *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1917), Moscou, Novosti, 1945.

LEROY Maxime, *Histoire des idées sociales en France*, Paris, Gallimard, 1950, 2 volumes.

LOCKE John, *Du gouvernement civil* (1690), Bruxelles, s.n., 1749.

LUTFALLA Michel, *L'état stationnaire*, Paris, Gauthier-Villars, 1964.

LUXEMBURG Rosa, *L'accumulation du capital* (1913), Paris, Maspéro, 1967, 2 volumes.

MACHLUP Fritz, *Essais de sémantique économique* (1963), Paris, Calmann-Lévy, 1971.

MALTHUS Thomas R., *An Essay on the Principle of Population*, as it Affects the Future Improvement of Society : with Remarks on the Speculation of Mr Godwin, M. Condorcet, and Others Writers, London, J. Johnson, 1798 (publication anonyme).

*id.* *An Essay on the Principle of Population*, or a View of its Past and Present Effects on Human Happiness, with an Inquiry into our Prospects Respecting the Future Removal or Mitigation of the Evils which it Occasions, London, J. Johnson, 1803.

*id.* *Essai sur le principe de population* (2ème éd. française traduite sur la 5ème éd. anglaise de 1817), Genève, Paschoud, 1823, 4 volumes.

*id.* *Principles of Political Economy* considered with a View to their Practical Application, London, J. Murray, 1820.

*id.* *Principes d'économie politique*, considérés sous le rapport de leur application pratique (1820), Paris, Aillaud, 1820 (1ère éd. française traduite sur la 1ère éd. anglaise), 2 volumes.

*id.* *Principes d'économie politique*, considérés sous le rapport de leur application pratique (1820) suivis des *Définitions en Economie Politique* (1827), Paris, Guillaumin, 1846 (2ème éd. française traduite sur la 2ème éd. anglaise de 1836).

*id.* *Principes d'économie politique*, considérés sous le rapport de leur application pratique, Paris, Calmann-Lévy, 1969, préface de J.-F. FAURE-SOULET.

*id.* *Definitions in Political Economy*, preceded by an Inquiry into the Rules which ought to guide Political Economists in the Definition and use of Their Terms; with Remarks on the Deviation from these Rules in their Writings, London, J. Murray, 1827.

*id.* *A Summary View of the Principle of Population*, London, J. Murray, 1830.

MANDEL Ernest, *Traité d'économie marxiste* (1962), Paris, UGE, 1969, 4 volumes.

MARSHALL Alfred, *The Economics of Industry*, London, Macmillan, 1879 (avec la collaboration de Mary P. MARSHALL).

*id.* *Principes d'économie politique* (1890), Paris, Giard et Brière, 1906-1909 (2ème éd. française traduite sur la 4ème éd. anglaise), 2 volumes.

*id.* *Money, Credit and Commerce*, London, Macmillan, 1923.

MARSHALL Mary P., voir MARSHALL Alfred.

MARX Karl, *Oeuvres. Economie*, Paris, NRF (La Pléiade), 1968, 2 volumes.

MATTICK Paul, *Marx et Keynes. Les limites de l'économie mixte* (1969), Paris, Gallimard, 1972.

McDOUGALL Denis M., voir DERNBURG Thomas F..

[LE MERCIER DE LA RIVIERE Pierre François Henri], *L'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques*, London, J. Nourse, 1767, 2 volumes.

MEUNIER Charles-Emmanuel, *Essai sur la théorie des débouchés de J.-B. Say*, Toulouse, Imprimerie toulousaine, 1942.

MILL James, *Commerce Defended.* An Answer to the Arguments by which Mr Spence, Mr Cobett and others, have attempted to prove that Commerce is not a Source of National Wealth, London, Baldwin, 1808.

*id.* *Eléments d'économie politique* (1821), Paris, Bossange, 1823.

MILL John Stuart, *Principes d'économie politique* (1848), Paris, Guillaumin, 1861 (2ème éd. française traduite sur la 3ème éd. anglaise), 2 volumes.

*id.* *Collected Works of John Stuart Mill*, London, Toronto, Routledge & Kegan Paul, 1967 - , 17 volumes.

MINSKY Hyman P., *John Maynard Keynes*, London, Macmillan, 1976.

MOGGRIDGE Donald E., *Keynes*, London, Fontana Collins, 1976.

MUMMERY Albert F., voir HOBSON John A..

NIVEAU Maurice, *Histoire des faits économiques et sociaux* (1966), Paris, PUF, 1969 (2ème éd.).

O'BRIEN Denis P., *The Classical Economists*, Oxford, Clarendon Press, 1975.

OWEN Robert, *Le livre du nouveau monde moral,* contenant le système social rationnel basé sur les lois de la nature humaine (1836), Paris, Paulin, 1847.

PAGLIN Morton, *Malthus & Lauderdale. The Anti-Ricardian Tradition*, New York, A. Kelley, 1961.

PAQUET André, *Le conflit historique entre la loi des débouchés et le principe de la demande effective.* La méthode de l'équilibre et l'intégration progressive de la monnaie et du temps dans l'explication jusqu'à J.M. Keynes, Paris, Imprimerie nationale, 1953.

PARETO Vilfredo, *Manuel d'économie politique*, Paris, Giard et Brière, 1909.

PARGUEZ Alain, *Monnaie et macroéconomie*. Théorie de la monnaie en déséquilibre, Paris, Economica, 1975.

PASINETTI Luigi L., *Growth and Income Distribution*. Essays in Economic Theory, Cambridge, Cambridge University Press, 1974.

PATINKIN Don, *Money, Interest and Prices*. An Integration of Monetary and Value Theory, New York, Harper & Row, 1956.

*id.* *La monnaie, l'intérêt et les prix*. Une intégration de la théorie de la monnaie et de la théorie de la valeur (1956), Paris, PUF, 1972 (1ère éd. française traduite sur la seconde éd. américaine).

PERROUX François, *Unités actives et mathématiques nouvelles*. Révision de la théorie de l'équilibre économique général, Paris, Dunod, 1975.

PESEK Boris P. et SAVING Thomas R., *Money, Wealth and Economic Theory*, New York, Macmillan, 1967.

PIGOU Arthur C., *Economics of Welfare* (1920), London, Macmillan, 1932 (4ème éd.).

*id.* *Industrial Fluctuations*, London, Macmillan, 1927.

*id.* *Theory of Unemployment*, London, Macmillan, 1933.

PIROU Gaétan, *Les nouveaux courants de la théorie économique aux Etats-Unis*, Paris, Domat-Montchrestien, 1938 - 1939, 4 volumes.

PRIBRAM Karl, *Die Enstehung des individualistichen Sozialphilosophie*, Leipzig, C.L. Hirschfeld, 1912.

PROUDHON Pierre-Joseph, *Système des contradictions économiques ou philosophie de la misère*, Paris, Guillaumin, 1846, 2 volumes.

QUANDT Richard E., voir HENDERSON James E..

QUESNAY François, *Tableau économique des Physiocrates* (1758) Paris, Calmann-Lévy, 1969.

RAMBAUD Joseph, *Histoire des doctrines économiques* (1899), Paris, L. Larose, 1909 (3ème éd.).

RAU Karl H., *Malthus und Say über die Ursachen der jetzigen Handelsstockung*, Hamburg, Perthes und Besser, 1821.

RICARDO David, *On the Principles of Political Economy and Taxation*, London, J. Murray, 1817.

*id.* *Des Principes de l'économie politique et de l'impôt* (1817), Paris, Aillaud, 1819 (1ère éd. française traduite sur la 1ère éd. anglaise), 2 volumes,

*id.* *Des Principes de l'économie politique et de l'impôt* (1817), Paris, Calmann-Lévy, 1970.

*id.* *Oeuvres complètes de David Ricardo*, Paris, Guillaumin, 1847.

*id.* *Oeuvres complètes de David Ricardo*, Paris, Guillaumin, 1882.

*id.* *The Works and Correspondance of David Ricardo*, Cambridge, Cambridge University Press, 1951 - 1973, 11 volumes :

I. *On the Principles of Political Economy and Taxation*
II. *Notes on Malthus's Principles of Political Economy*
III. *Pamphlets and Papers, 1809 - 1811*
IV. *Pamphlets and Papers, 1815 - 1823*
V. *Speeches and Evidence*
VI. *Letters, 1810 - 1815*
VII. *Letters, 1816 - 1818*
VIII. *Letters, 1819 - 1821*
IX. *Letters, 1821 - 1823*
X. *Biographical Miscellany*
XI. *General Index*

ROBINSON Joan, *Essai sur l'économique de Marx* (1941), Paris, Dunod, 1971 (1ère éd. française traduite sur la 2ème éd. anglaise).

*id.* *Collected Economic Papers*, Oxford, Blackwell, 1951 - 1973, 4 volumes.

*id.* *Philosophie économique* (1962), Paris, Gallimard, 1967.

*id.* *Hérésies économiques*. Essais sur quelques problèmes démodés de théorie économique (1971), Paris, Calmann-Lévy, 1972.

*id.* (éd.), *After Keynes*, Oxford, Blackwell, 1973.

RODBERTUS-JAGETZOW Carl, *Der Normalarbeitstag*, Berlin, Hickethier, 1871.

ROLL Eric, *A History of Economic Thought* (1938), London, Faber & Faber, 1956 (3ème éd.).

de SALIS Jean-Rodolphe, *Sismondi. 1773 - 1842*. La vie et l'oeuvre d'un cosmopolite philosophe (1932), Genève, Slatkine, 1973, 2 tomes en un volume.

SALLERON Louis, *L'économie libérale*, Paris, Fayard, 1949.

SAMUELSON Paul A., *L'économique*. Techniques modernes de l'analyse économique (1949), Paris, A. Colin, 1968 (traduit sur la 7ème éd. américaine de 1967).

*id.* *Collected Scientific Papers*, Cambridge (Mass.), MIT Press, 1966 - 1972, 3 volumes.

*id.* voir Dorfman Robert.

SAVING Thomas R., voir PESEK Boris P..

SAY Jean-Baptiste, *Traité d'économie politique*, ou simple exposition de la manière sont se forment, se distribuent et se consomment les richesses, Paris, Deterville, 1803 (An XI), 2 volumes.

*id.* *Traité d'économie politique*, (...), nouvelle édition refondue et augmentée d'un "Epitôme des principes fondamentaux de l'économie politique", Paris, Renouard, 1814 (2ème éd.), 2 volumes.

*id.* *Traité d'économie politique*, (...), Paris, Rapilly, 1826 (5ème éd.), 3 volumes.

*id.* *Traité d'économie politique*, (...), Paris, Calmann-Lévy, 1972, préface de Georges TAPINOS.

*id.* *Catéchisme d'économie politique*, ou instruction familière qui montre de quelle façon les richesses sont produites, distribuées et consommées dans la société, Paris, Crapelet, 1815.

*id.* *Lettres à M. Malthus sur différents sujets d'économie politique*, Paris, Bossange, 1820.

*id.* *Cours complet d'économie politique pratique*, Paris, Rapilly, 1828 - 1829, 6 volumes.

*id.* *Mélanges et correspondance d'économie politique*, Paris, Chamerot, 1833.

*id.* *Oeuvres diverses*, Paris, Guillaumin, 1848.

*id.* *Textes choisis*, Paris, Dalloz, 1953, préface de Paul-Louis REYNAUD.

SCHMITT Bernard, *Monnaie, salaires et profits*, Paris, PUF, 1966.

*id.* *L'analyse macro-économique des revenus.* Révision des multiplicateurs de Keynes, Paris, Dalloz, 1971.

SCHUMPETER Joseph A., *Esquisse d'une histoire de la science économique des origines au début du XXè siècle* (1914), Paris, Dalloz, 1972.

*id.* *History of Economic Analysis*, London, Allen & Unwin, 1954.

SHACKLE George L.S., *Expectations in Economics*, Cambridge, University Press, 1954.

*id.* *Uncertainty in Economics* (1955), Cambridge, University Press, 1968.

*id.* *Décision, déterminisme et temps* (1961), Paris, Dunod, 1967.

*id.* *A Scheme of Economic Theory*, Cambridge, University Press, 1965.

*id.* *The Years of High Theory.* Invention and Tradition in Economic Thought. 1926 - 1939, Cambridge, University Press, 1967.

SHAW Edward S., voir GURLEY John G..

SHERMAN Howard J., voir HUNT Emery K..

SISMONDI Jean-Charles Léonard Simonde de, *De la richesse commerciale,* ou Principes d'économie politique appliqués à la législation du commerce, Genève, Paschoud, An XI (1803), 2 volumes.

*id.* *Nouveaux Principes d'économie politique,* ou De la richesse dans ses rapports avec la population, Paris, Delaunay, 1819, 2 volumes.

*id.* *Nouveaux Principes d'économie politique,* (...)(1819), Paris, Delaunay, 1827 (2ème éd.), 2 volumes.

*id.* *Nouveaux Principes d'économie politique,* (...)(1819), Paris, Calmann-Lévy, 1971, t. 1, préface de Jean WEILLER; t. 2, paru dans la revue *Economie et Société*, 10, 1976, p. 43 - 280.

*id.* *Etudes sur les sciences sociales*, Paris, Treuttel et Würz, 1836 - 1838, 3 volumes.

*id.* *Political Economy and the Philosophy of Government*, London, Chapman, 1847.

SMITH Adam, *Théorie des sentiments moraux* (1759), Paris, Guillaumin, 1860.

*id.* *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des Nations* (1776), Paris, Buisson, An III (1792) (1ère éd. française traduite sur la 3ème éd. anglaise), 5 volumes.

*id.* *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des Nations* (1776), Paris, Agasse, 1822 (2ème éd. française traduite sur la 4ème éd. anglaise), 6 volumes.

SOLOW Robert M., voir DORFMAN Robert.

SOWELL Thomas, *Say's Law.* An Historical Analysis, Princeton, Princeton University Press, 1972.

*id.* *Classical Economics Reconsidered*, Princeton, Princeton University Press, 1974.

SPANN Othmar, *Types of Economic Theory* (1912), London, Allen & Unwin, 1930.

STASSART Joseph, *Malthus et la population*, Liège, Faculté de droit, 1957.

STELLING-MICHAUD Sven (éd.), *Sismondi européen.* Actes du Colloque international tenu à Genève les 14 et 15 septembre 1973, Paris-Genève, Champion-Slatkine, 1976.

STIGLER George J., *Essays in the History of Economics*, Chicago-London, University of Chicago Press, 1965.

STOLERU Lionel, *L'équilibre et la croissance économiques.* Principes de macroéconomie (1967), Paris, Dunod, 1970 (3ème éd.).

StCLAIR Oswald, *A Key to Ricardo*, London, Routledge & Kegan Paul, 1957.

TEILHAC Ernest, *L'oeuvre économique de J.-B. Say*, Paris, Alcan, 1927.

THORNTON Henry, *Recherches sur la nature et les effets du crédit du papier dans la Grande-Bretagne* (1802), Genève, Imprimerie de la Bibliothèque britannique, An XI (1803).

TURNER Carl B., *An Analysis of Soviet Views on John Maynard Keynes*, Durham, Duke University Press, 1969.

WAGNER Hans-G., *Essai sur l'universalisme économique. Othmar Spann*, Bâle, Imprimerie J. Frehner, 1931.

WALRAS Léon, *Eléments d'économie politique pure*, ou Théorie de la richesse sociale (1874 - 1877), Lausanne-Paris, Rouge-Pichon, 1900 (4ème éd.).

WEBER Max, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme* (1904 - 1905), Paris, Plon, 1964.

WEILLER Jean et DUPUIGRENET-DESROUSSILLES Guy, *Les cadres sociaux de la pensée économique*, Paris, PUF, 1974.

WICKSELL Knut, *Interest and Prices.* A Study of the causes regulating the value of money (1898), London, Macmillan, 1936.

*id.* *Lectures on Political Economy* (1906), London, Routledge, 1934-1935, 2 volumes.

WIENER Norbert, *Cybernétique et société; l'usage humain des êtres humains* (1949), Paris, UGE, 1962.

WONNACOTT Paul, *Macroeconomics*, Homewood, Irwin, 1974.

WURGLER Hans, *Malthus als Kritiker der Klassik.* Ein Beitrag zur Geschichte des klassischen Wirtschafttheorie, Winterthur, Keller, 1957.

XXX Committee on Finance and Industry. *Report*, London, HMSO (Cmd 3897), 1931.

XXX *Minutes of Evidence taken before the Committee on Finance and Industry*, London, HMSO, 1931, 2 volumes.

## II. ARTICLES

AFTALION Albert, "La réalité des surproductions générales": *REP*, 22, 1908, p. 696 - 706 et 23, 1909, p. 81 - 117, 201 - 229 et 241 - 259.

ALCHIAN Armen A., "Information Costs, Pricing, and Resource Unemployment" *in Microeconomic Foundations of Employment and Inflation Theory* (E.S. PHELPS *et al.*, éditeurs), London, Norton, 1970, p. 27 - 52.

ALLAIS Maurice, "Les théories de l'équilibre économique général et de l'efficacité maximale": *REP*, 81, 1971, p. 331 - 409.

ALLIX Emile, "J.B. Say et les origines de l'industrialisme": *REP*, 24, 1910, p. 303 - 313 et 341 - 363.

ASIMAKOPULOS A., "Keynes, Patinkin, Historical Time, and Equilibrium Analysis": *CJE*, 6, 1973, p. 179 - 188.

BALASSA Béla A., "J.S. Mill and the Law of Markets": *QJE*, 73, 1959, p. 263 - 274.

BANQUE NATIONALE SUISSE, "Revision de la statistique concernant la masse monétaire" *in Bulletin mensuel*, fascicule 8, 1975, p. 7 - 26.

BAUMOL William J., "The Transactions Demand for Cash : An Inventory Theoretic Approach": *QJE*, 66, 1952, p. 545 - 556.

*id.* voir également BECKER Gary S..

BECKER Gary S. et BAUMOL William J., "The Classical Monetary Theory : The Outcome of the Discussion": *Econ.*, 19, 1952, p. 355 - 376.

BETTELHEIM Charles, "Revenu national, épargne et investissement chez Marx et Keynes": *REP*, 58, 1948, p. 198 - 211.

van den BOGAERDE F., "The Keynesian-Classics Controversy : A Re-Interpretation": *SAJE*, 39, 1971, p. 235 - 260.

BOUSQUET Georges-Henri, "La lecture de Sismondi et l'enseignement de la pensée économique": *RE*, 83, 1973, p. 339 - 344.

CLOWER Robert W., "Keynes and the Classics : A Dynamical Perspective": *QJE*, 74, 1960, p. 318 - 323.

*id.* "The Keynesian Counter-Revolution : A Theoretical Appraisal" *in The Theory of Interest Rates* (F.H. Hahn et F.P.R. Brechling, éditeurs), London, Macmillan, 1965, p. 103 - 125; réimprimé *in Monetary Theory* (R.W. Clower, éd.), London, Penguin Education, 1969, p. 270 - 297.

*id.* "Foundations of Monetary Theory": *WEJ*, 6, 1967, réimprimé *in Monetary Theory* (R.W. Clower, éd.), London, Penguin Education, 1969, p. 202 - 211.

CORRY Bernard A., "Malthus and Keynes : A Reconsideration": *EJ*, 69, 1959, p. 717 - 724.

DANEAU Marcel, "Sismondi et les crises économiques": *AE*, 39, 1963, p. 35 - 45.

DAVIDSON Paul, "Keynes'Finance Motive": *OEP*, 17, 1965, p. 47 - 65.

*id.* "A Keynesian View of Patinkin's Theory of Employment": *EJ*, 77, 1967, p. 559 - 578.

DENIS Henri, "Le rôle des débouchés dans la croissance économique de l'Europe occidentale et des Etats-Unis": *Cahiers de l'ISEA*, série P, no 5, 1961.

DILLARD Dudley, "Keynes and Proudhon": *JEH*, 2, 1942, p. 63 - 76.

*id.* "The Influence of Keynesian Economics on Contemporary Thought": *AER*, 47, 1957, p. 77 - 87.

DUPUIGRENET-DESROUSSILLES Guy, "Le Sismondi de Marx et celui de Lénine" *in Sismondi européen* (S. Stelling-Michaud, éd.), Paris-Genève, Champion-Slatkine, 1976, p. 55 - 67.

EDWARDS Edgar O., "Classical and Keynesian Employment Theories : A Reconciliation": *QJE*, 73, 1959, p. 407 - 428.

EISNER Robert, "On Growth Models and the Neo-Classical Resurgence": *EJ*, 68, 1958, p. 707 - 721.

ERDOS Péter, "Appendix", voir LETICHE John M..

FELLNER William, "What is Surviving ? An Appraisal of Keynesian Economics on Its Twentieth Anniversary": *AER*, 47, 1957, p. 67 - 76.

GORDON Barry J., "Say's Law, Effective Demand, and the Contemporary British Periodicals, 1820 - 1850": *Econ.*, 32, 1965, p. 438 - 446.

GORDON Barry J. et JILEK T.S., "Malthus, Keynes et l'apport de Lauderdale": *REP*, 75, 1965, p. 110 - 121.

GROSSMAN Herschel I., "Was Keynes a "Keynesian"? A Review Article": *JEL*, 10, 1972, p. 26 - 30.

GUITTON Henri, "La notion de temps chez J.M. Keynes": *RHES*, 26, 1940 - 1947, p. 79 - 87.

*id.* "Le rôle du temps dans l'édification des théories et des doctrines" *in Mélanges économiques dédiés à M. le professeur René Gonnard*, Paris, LGDJ, 1946, p. 161 - 171.

*id.* "La notion de temps chez les successeurs de Keynes": *RHES*, 27, 1948 - 1949, p. 350 - 356.

*id.* "Horizon court, horizon long": *Le Monde*, supplément économique, 12 juin 1973.

HAHN Frank H., "On Some Problems of Proving the Existence of an Equilibrium in a Monetary Economy" *in The Theory of Interest Rates* (F.H. Hahn et F.P.R. Brechling, éditeurs), 1965, reproduit *in Monetary Theory* (R.W. Clower, éd.), p. 191 - 201.

HARROD Roy F., "Mr Keynes and Traditional Theory": *Ec.*, 5, 1937 reproduit *in The New Economics* (S.E. Harris, éd.) London, Dobson, 1948, p. 591 - 605.

von HAYEK Friederich A., "A Note on the Development of the Doctrine of *Forced Saving*": *QJE*, 47, 1932 - 1933, p. 123 - 133.

*id.* "The Use of Knowledge in Society": *AER*, 35, 1945, reproduit *in Perspectives on the Economic Problem : A Book of Readings in Political Economy* (A. MacEwan et Th. Weisskopf, éditeurs), Englewoods Cliffs, Prentice Hall, 1970, p. 185 - 187.

HEERTJE Arnold, "De Wet van Say" *in Schaarste en Welvaart* (Mélanges en l'honneur du professeur P. Hennipman), Leiden, S. Kroese, 1971, p. 62 - 82.

HICKS John R., "Mr Keynes and the "Classics": A Suggested Interpretation": *Ec.*, 5, 1937, p. 147 - 159.

*id.* "Some Questions of Time in Economics"*in Evolution, Welfare and Time in Economics.* Essays in Honor of Nicholas Georgescu-Roegen (Anthony M. Tang, Fred M. Westfield et James S. Worley, éditeurs), Lexington, Lexington Books, 1976, p. 135 - 151.

HUNTER Laurence H., "Mill and the Law of Markets : Comment": *QJE*, 74, 1960, p. 158 - 162.

JACKMAN Richard, "Keynes and Leijonhufvud": *OEP*, 26, 1974, p. 259 - 272.

JAFFE William, "Walras'Theory of *Tâtonnement* : A Critique of Recent Interpretations": *JPE*, 75, 1967, p. 1 - 19.

JILEK T.S., voir GORDON Barry J..

JOHNSON Harry J., "The *General Theory* after Twenty-five Years": *AER*, 51, 1961, p. 1 - 17.

KAHN Richard F., "The Relation of Home Investment to Unemployment": *EJ*, 41, 1931, p. 173 - 198.

KALECKI Michal, "Political Aspects of Full Employment": *PQ*, 14, 1943, p. 322 - 331.

KEYNES John M., "A Note on the Long-term Rate of Interest in Relation to the Conversion Scheme": *EJ*, 42, 1932, p. 415 - 423.

KLEIN Lawrence R., "Theories of Effective Demand and Employment": *JPE*, 55, 1947, p. 108 - 131.

LAMBERT Paul, "La loi des débouchés avant Jean-Baptiste Say et la polémique Say-Malthus": *REP*, 62, 1952, p. 5 - 26.

*id.* "La transition de la pensée keynésienne entre le *Traité* et la *Théorie Générale*": *REP*, 79, 1969, p. 1 - 26.

LANGE Oskar, "Say's Law : A Restatement and Criticism" *in Studies in Mathematical Economics and Econometrics* (O. Lange *et alii*, éditeurs), Chicago, University of Chicago Press, 1942, p. 49 - 68.

LEIJONHUFVUD Axel, "Keynes and the Keynesians : A Suggested Interpretation": *AER*, 57, 1967, reproduit *in Monetary Theory* (R.W. Clower, éd.), London, Penguin Education, 1969, p. 298 - 310.

*id.* "Effective Demand Failures": *SJE*, 75, 1973, p. 27 - 48.

*id.* "Keynes'Employment Function. A Comment": *HPE*, 6, 1974, p. 164 - 170.

LERNER Abba P., "La théorie générale de M. Keynes sur les rapports entre l'emploi, l'intérêt et la monnaie": *RIT*, 34, 1936, p. 465 - 489.

*id.* "Alternative Formulations of the Theory of Interest": *EJ*, 48, 1938, reproduit *in The New Economics* (S.E. Harris, éd.), London, Dobson, 1948, p. 632 - 654.

*id.* "The Relation of Wage Policies and Price Policies": *AER*, 29, 1939, p. 158 - 169 (Papers & Proceedings).

*id.* "The Essential Properties of Interest and Money": *QJE*, 66, 1952, p. 172 - 193.

*id.* "From *The Treatise on Money* to *The General Theory*": *JEL*, 12, 1974, p. 38 - 42.

LETICHE John M., "Soviet Views on Keynes : A Review Article Surveying the Literature": *JEL*, 9, 1971, p. 442 - 455; "Appendix" par Péter ERDOS, p. 455 - 458.

LICHNEROWICZ André, "Sur la loi de demande en fonction des prix": *Annales de l'Institut Henri Poincaré*, 6, 1969, p. 255 - 273.

LUTFALLA Michel, "Sismondi, Critique de la loi des débouchés": *RE*, 18, 1967, p. 654 - 673.

[Mac CULLOCH John R.], voir TORRENS Robert.

MACHLUP Fritz, "Forced or Induced Savings : An Exploration into Synonyms and Homonyms": *RES*, 24, 1943, reproduit sous le titre "Epargne forcée ou épargne induite : examen des synonymes et des homonymes" *in Essais de sémantique économique* (1963), Paris, Calmann-Lévy, 1971, p. 239 - 269.

[MALTHUS Thomas R.], "Publications on the Depreciation of Paper Currency": *ER*, 17, 1811, p. 339 - 372.

MARTY Alvin L., "The Neutrality of Money in Comparative Statics and Growth":

*JPE*, 69, 1961, reproduit *in Monetary Theory* (R.W. Clower, éd.), London, Penguin Education, 1969, p. 313 - 317.

MAUER Laurence J., "The Patinkin Controversy : A Review": *Ky.*, 19, 1966, p. 436 - 449.

METZLER Lloyd A., "Keynes and the Theory of Business Cycles": *AER*, 36, 1946, reproduit *in The New Economics* (S.E. Harris, éd.), London, Dobson, 1948, p. 436 - 449.

MILL John S., "Of The Influence of Consumption on Production" *in Some Unsettled Questions of Political Economy* (1844), reproduit *in The Collected Works of John Stuart Mill*, London-Toronto, Routledge & Kegan Paul, 1967, vol. IV, p. 262 - 279.

von MISES Ludwig, "Lord Keynes and Say's Law" *in The Critics of Keynesian Economics* (H. Hazlit, éd.), Princeton, Van Nostrand, 1960, p. 315 - 321.

MISHAN Edward J., "Say's Law and Walras'Law Once More": *QJE*, 82, 1963, p. 617 - 625.

MOGGRIDGE Donald E., "From the *Treatise* to *The General Theory* : An Exercise in Chronology": *HPE*, 5, 1973, p. 72 - 88.

NEISSER Hans, "General Overproduction. A Study of Say's Law of Markets": *JPE*, 42, 1934, p. 433 - 465.

O'LEARY James J., "Malthus and Keynes": *JPE*, 50, 1942, p. 901 - 919.

OULES Firmin, "Les erreurs du principe de la demande effective de J.M. Keynes et des keynésiens à la lumière de la critique de la loi des débouchés": *RESoc.*, 15, 1957, p. 134 - 171.

PARGUEZ Alain, "Sismondi et la théorie du déséquilibre macro-économique": *RE*, 83, 1973, p. 837 - 866.

PASINETTI Luigi L., "A New Theoretical Approach to the Problems of Economic Growth" *in* Recueil *Pontificiae Academiae Scientiarum Scripta Varia*, 28, Ex Aedibus Academicis, Civitate Vaticana, 1965, p. 571 - 687.

PATINKIN Don, "La théorie quantitative de la monnaie : une analyse par l'équilibre général": *EA*, 9, 1956, p. 151 - 172.

*id.* "Keynes'Monetary Theory": *HPE*, 8, 1976, p. 1 - 150.

PIGOU Arthur C., "Real and Money Wage Rates in Relation to Unemployment": *EJ*, 47, 1937, p. 405 - 422.

PRIBRAM Karl, "Patterns of Economic Reasoning": *AER*, 43, 1953, p. 243 - 258.

ROBINSON Joan, "The Theory of Money and the Analysis of Output": *RESt.*, 1, 1933, reproduit *in Collected Economic Papers*, vol. I, p. 52 - 58.

*id.* "What has become of the Keynesian Revolution?" *in After Keynes* (J. Robinson, éd.), Oxford, Blackwell, 1973, p. 1 - 11.

ROSENSTEIN-RODAN P. N., "The Rôle of Time in Economic Theory": *Econ.*, 1, 1934, p. 77 - 97.

*id.* "The Coordination of the General Theories of Money and Prices": *Econ.*, 3, 1936, p. 257 - 280.

RUEFF Jacques, "L'assurance-chômage, cause du chômage permanent": *RFP*, 45, 1931, p. 211 - 251.

SAMUELSON Paul A., "Concerning Say's Law": *Ec.*, 9, 1941, reproduit *in Collected Scientific Papers*, Cambridge (Mass.), MIT Press, 1966, t. 2, p. 1182.

*id.* "The General Theory": *Ec.*, 14, 1946, reproduit *in The New Economics* (S.E. Harris, éd.), London, Dobson, 1948, p. 145 - 160.

*id.* "A Brief Survey of Post-Keynesian Development" *in Keynes' General Theory : Reports of Three Decades* (R. Lekachman, éd.), London-New York, Macmillan-St Martin, 1964, p. 334 - 349.

*id.* "What Classical and Neo-Classical Monetary Theory Was ?": *CJE*, 1, 1968, reproduit *in Monetary Theory* (R.W. Clower, éd.), London, Penguin Pducation, 1969, p. 170 - 190.

SAY Jean-Baptiste, "Sur la balance des consommations avec les productions": *Revue Encyclopédique*, 23, 1824, p. 18 - 31.

SCHALLER François, "Les jugements de Sismondi sur l'économie politique de son temps" *in Sismondi européen* (S. Stelling-Michaud, éd.), Paris-Genève, Champion-Slatkine, 1976, p. 35 - 53.

SCHLESINGER James R., "After Twenty Years : The General Theory": *QJE*, 70, 1956, p. 581 - 602.

SHACKLE George L.S., "Keynes and Today's Establishment in Economic Theory : A View": *JEL*, 11, 1973, p. 516 - 519.

SHOUL Bernice, "Karl Marx and Say's Law": *QJE*, 71, 1957, p. 611 - 629.

SISMONDI Jean-Charles Léonard Simonde de, "Political Economy", article *in Edinburgh Encyclopedia* (D. Brewster, éd.), vol. XVII, 1815, p. 37 - 78.

*id.* "Examen d'une réfutation des *Nouveaux Principes d'Economie Politique* publiée dans la *Revue d'Edimbourg* par un disciple de M. Ricardo": *Annales de législation et de jurisprudence*, 1, 1820, reproduit sous le titre "Examen de cette question : Le pouvoir de consommer s'accroît-il toujours dans la société avec le pouvoir de produire ?" *in Nouveaux Principes d'économie politique* (1819), Paris, Delaunay, 1827 (2ème éd.), t. 2, article I, p. 369 - 407.

*id.* "Sur la balance des consommations avec les productions": *Revue Encyclopédique*, 22, 1824, reproduit *in Nouveaux Principes d'économie politique* (1819), Paris, Delaunay, 1827 (2ème éd.), t. 2, article II, p. 408 - 458.

*id.* "Note sur l'article de M. Say intitulé *Balance des consommations avec les productions*" *in Nouveaux Principes d'économie politique* (1819), Paris, Delaunay, 1827 (2ème éd.), t. 2, article III, p. 459 - 464.

Ces trois articles sont également reproduits *in Nouveaux Principes d'économie politique* (1819), Paris, Calmann-Lévy, 1971, t. 1, p. 324 - 372.

*id.* "Du Revenu social": *RMEP*, 4, 1835, p. 193 - 222.

SKINNER Andrew S., "Say's Law : Origins and Content": *Econ.*, 34, 1967, p. 153 - 166.

*id.* "Of Malthus, Lauderdale and Say's Law": *SJPE*, 16, 1969, p. 177 - 195.

SOLOW Robert M., "Economic Growth and Residential Housing" *in Readings in Financial Institutions* (M.D. Ketchum et L.T. Kendall, éditeurs), New York, 1965, p. 137 - 149.

SOWELL Thomas, "The General Glut Controversy Reconsidered": *OEP*, 14, 1963, p. 193 - 203.

*id.* "Sismondi : A Neglected Pioneer": *HPE*, 4, 1972, p. 62 - 88.

SPENGLER Joseph J., "The Physiocrats and Say's Law of Markets": *JPE*, 53, 1945, p. 327 - 380.

SRAFFA Piero, "Malthus on Public Works": *EJ*, 65, 1955, p. 543 - 544.

STIGLER George J., "Sraffa's Ricardo": *AER*, 43, 1953, reproduit *in Essays in the History of Economics*, Chicago-London, University of Chicago Press, 1965, p. 302 - 325.

SWEEZY Paul M., "Keynes, the Economist": *Science and Society*, 13, 1946, reproduit *in The New Economics* (S.E. Harris, éd.), London, Dobson, 1948, p. 102 - 109.

THWEATT William O., "The Digression on Sismondi : by Torrens or McCulloch ?": *HPE*, 6, 1974, p. 435 - 453.

TOBIN James, "Liquidity Preference as Behaviour Towards Risk": *RESt.*, 25, 1958, p. 65 - 86.

[TORRENS Robert ], "Mr Owen's plans for Relieving the National Distress": *ER*, 32, 1819, p. 453 - 477.

TSIANG Sho-chieh, "Walras' Law, Say's Law and Liquidity Preference in General Equilibrium Analysis": *IER*, 7, 1966, p. 329 - 345.